



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-09

Séances publiques

p. 09-87

Questions au Gouvernement

p. 87-99

2021-2022

N°15

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances p. 09-87

45^e séance du mercredi 30 mars 2022 p. 09-39

46^e séance du jeudi 31 mars 2022 p. 39-87

Questions au Gouvernement p. 87-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
06/12/2022

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Le Parlement européen a 70 ans

« Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons aller plus loin »



De gauche à droite : M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, Mme Stéphanie D'Hose, Présidente du Sénat de Belgique

« Je me félicite de la vitalité du Parlement européen en ces temps turbulents. Il me tenait particulièrement à cœur d'être présent pour cet anniversaire historique », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'occasion de la cérémonie solennelle du 70^e anniversaire du Parlement européen, qui s'est tenue le 22 novembre 2022 au siège du Parlement européen à Strasbourg.

M. Etgen s'est entretenu à cette occasion avec des membres luxembourgeois du Parlement européen, à savoir Mme Isabel Wiseler-Lima, M. Marc Angel, Mme Monica Semedo et M. Christophe Hansen. Il a en outre eu l'occasion de rencontrer des homologues, notamment la Présidente du Sénat du Royaume de Belgique, Mme Stéphanie D'Hose, le Président de la Chambre des Représentants de la République de Malte, M. Angelo Farrugia, le Vice-Président du Parlement d'Irlande, M. Joe O'Reilly, et le Vice-Président de la Chambre des Députés de Roumanie, M. Vasile-Daniel Suci.

Lors de la cérémonie, la Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a souligné que « ce n'est qu'ensemble que nous pouvons aller plus loin », notamment en matière de droits sociaux et de transition verte. Un certain nombre d'intervenants ont encore mis en avant l'importance historique de la construction européenne et exprimé leur fierté quant à la démocratie européenne et à la diversité.

« Jugendkonvent »

„Demokratie (er)liewen!“ – Ënnert deem Motto sinn de 25. November 2022 Atelier vum Jugendkonvent an der Chamber organiséiert ginn. A véier Workshoppen hu sech déi Jonk iwwer follgend Sujeten ausgetosch:

- Demokratie an der Schoul! Watgelifz?!
- Walrecht mat 16 Joer
- Medien – (Des)informatioun
- Inklusioun – Eng Gesellschaft fir eis all

An enger Plenièr goufen d'Konklusiounen aus den Atelier virgestallt a mat Deputéierten a Ministeren diskutéiert. De Jugendkonvent gëtt vum Jugendrot organiséiert.



Ëm déi 50 Jugendlecher hu beim Jugendkonvent matgemaach.

Visite de travail d'une commission parlementaire de Géorgie

Adhésion de la Géorgie à l'UE et situation sécuritaire du pays

Le statut de candidat à l'adhésion européenne, tel que revendiqué par la Géorgie, les répercussions de la guerre en Ukraine sur le pays ou encore les relations entre la Géorgie et le Luxembourg ont figuré parmi les sujets discutés le 24 novembre 2022 lors d'une visite de travail d'une délégation parlementaire géorgienne à la Chambre des Députés.

Face à leurs homologues luxembourgeois, les membres de la Commission des Affaires étrangères du Parlement de Géorgie ont expliqué avoir été déçus lorsque la demande de la Géorgie d'adhérer à l'Union européenne a été mise en attente en juin 2022, alors que le statut de pays candidat a été accordé à la fois à l'Ukraine et la Moldavie. « Nos populations ont besoin de signaux positifs », a ainsi souligné un parlementaire géorgien. Le pays ferait des progrès notables en ce qui concerne les exigences de la part de l'Union européenne : 11 des 12 recommandations devraient être réalisées jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, le niveau de corruption serait très faible en Géorgie. « L'avenir de la Géorgie et de sa population se trouve au sein de l'Union européenne », a déclaré un député luxembourgeois, avant de souligner que le Luxembourg soutient la souveraineté et l'intégrité de la Géorgie avec ses frontières reconnues au niveau international.

Les députés luxembourgeois se sont par ailleurs intéressés à la sécurité de la Géorgie depuis le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Un des représentants géorgiens a expliqué que la situation précaire en matière de sécurité n'est pas une nouveauté pour la Géorgie. Le pays souffrirait depuis une trentaine d'années de la stratégie d'occupation et d'annexion de la part de la Russie. Les régions de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie seraient toujours sous occupation russe, une situation qui aurait mené au déplacement de quelque 250.000 personnes à

l'intérieur des frontières géorgiennes. Suite à l'invasion de l'Ukraine, la situation sécuritaire précaire se serait simplement accentuée. Dans ce contexte, un député géorgien a attiré l'attention des députés luxembourgeois sur le fait que le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie lui aussi a un impact négatif sur la sécurité de la région. La Géorgie bénéficierait néan-

moins de la confiance tant de l'Azerbaïdjan que de l'Arménie et serait disposée à faire office de médiateur entre les deux pays.

Les parlementaires géorgiens se sont par ailleurs accordés avec leurs homologues sur le fait que le Luxembourg et la Géorgie pourraient approfondir leurs relations économiques.



Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile avec leurs homologues géorgiens

Neijoerschkaart vum Chamberspresident



Fir d'Feierdeeg hunn d'Mataarbechter vu Coopération ASBL vu Wolz (www.cooperations.lu) eng Neijoerschkaart gemoolt an déi den 28. November 2022 dem Chamberspresident, dem Här Fernand Etgen, iwwerrecht. D'Kaart weist Illustratioune vum Chambersgebai.

Am Kader vum Treffen huet de President mat de Mataarbechter vun der Kooperatioun eng Visitt vun der Chamber gemaach.

Et ass schonn zur Traditioun ginn, dass de Chamberspresident Fernand Etgen seng Neijoerschkaarte bei enger Associatioun an Optrag gëtt, déi am soziale Beräich aktiv ass, an domat gemengnëtzeg Organisationsen ënnerstëtzt.

D'Mataarbechter vu Coopération ASBL op Besuch an der Chamber.

11^e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol

Les activités d'Europol sous la loupe



La Chambre des Députés était représentée par Mme Stéphanie Empain, Présidente de la délégation luxembourgeoise, qui a eu l'occasion de s'échanger avec ses homologues lituaniens, M. Jonas Jarutis et M. Giedrius Surplys (1^{er} à gauche et 1^{er} à droite), ainsi que Mme Saskia Bricmont, membre du Parlement européen (2^e à gauche).

Le Groupe de contrôle parlementaire conjoint (GCPC) d'Europol, qui rassemble les parlementaires spécialisés dans la coopération policière, s'est réuni les 24 et 25 octobre 2022 au Parlement européen à Bruxelles. Ce groupe, créé conformément à l'article 88 du TFUE

(Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) a pour objectif de contrôler les activités d'Europol, en particulier au regard de leurs incidences sur les libertés et les droits fondamentaux. Le GCPC est, à ce stade, l'unique organe de supervision conjoint d'une agence européenne associant à la fois le Parlement européen et les parlements nationaux. Chaque parlement national y est représenté par quatre membres et le Parlement européen par seize députés.

Les parlementaires ont pu s'échanger avec la directrice exécutive d'Europol, Mme Catherine de Bolle, sur les activités ayant eu lieu de mars à octobre ainsi que sur le programme pluriannuel d'Europol. Les membres du GCPC disposent de la possibilité d'adresser des questions écrites à la directrice exécutive. Les questions écrites soumises au cours du dernier semestre portaient notamment sur l'accès aux documents, la conformité des logiciels utilisés par Europol et le respect du code de conduite en ce qui concerne l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine de la sécurité.

Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD), M. Wojciech Wiewiórowski, a expliqué aux députés les raisons qui l'ont amené à tenter une action en justice contre les colégislateurs concernant la modification du règlement Europol. Le CEPD remet en question les mesures englobant le nouveau mandat visant à légaliser rétroactivement les pratiques de conservation des données par Europol. En effet, le

CEPD avait estimé en 2020 qu'Europol outrepassait son mandat en matière de traitement des données, un domaine très sensible en particulier pour les personnes visées.

La Commissaire aux affaires intérieures, Mme Ylva Johansson, et le Ministre de l'Intérieur de la République tchèque, en sa qualité de représentant de la présidence tournante de l'UE, se sont adressés aux parlementaires par un message vidéo.

Le règlement modifié d'Europol, adopté au mois de juin 2022, prévoit la création d'un forum consultatif sur les droits de l'homme. Il charge le GCPC de créer un forum consultatif qui aura pour but d'assister le GCPC en lui fournissant des conseils en toute indépendance sur toute question concernant les droits fondamentaux. À l'occasion de sa réunion du 24 octobre 2022, la troïka présidentielle du GCPC a donc pris la décision d'entamer les prochaines étapes en ce sens.

Finalement, les parlementaires ont eu un échange de vues au sujet de l'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité avec M. Radek Kaňa, Vice-Ministre de l'Intérieur de la République tchèque, M. Jean-Philippe Lecouffe, Directeur exécutif adjoint d'Europol, et M. Olivier Onidi, Directeur général adjoint auprès de la Direction générale de la migration et des affaires intérieures de la Commission européenne.

Visite des Casemates de la Pétrusse

Le 5 juin 2022, les Casemates de la Pétrusse ont été réouvertes au public après des travaux de mise en conformité et de mise en valeur. Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, ainsi que les députés MM. Gilles Baum et Max Hengel ont pu constater sur place les progrès réalisés par la présentation des animations et des installations de lumière qui permettent de donner vie à l'histoire. Ils ont été accueillis par M. Tom Bellion, Directeur du Luxembourg City Tourist Office.

De gauche à droite : M. Fernand Etgen, M. Tom Bellion, M. Gilles Baum et M. Max Hengel sous « la pluie d'or », une installation située juste en dessous du monument de la « Gëlle Fra » symbolisant l'enracinement de la liberté dans la roche



L'Administration parlementaire recrute :

un huissier/chauffeur (m/f) pour les besoins du Service logistique et technique dans le groupe de traitement D2
poste à pourvoir par un fonctionnaire stagiaire (réf. F00022831)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
<https://govjobs.public.lu/fr/postuler/postes-ouverts/postes-vacants/fonctionnaires/2022/D2/Novembre/20221123-huissierchauffeurmfmrff000228-169306.html>



Contrôles officiels des produits agricoles

7273 – Projet de loi relative aux contrôles officiels des produits agricoles et portant abrogation de :

1° la loi modifiée du 24 juillet 1909 sur le régime des vins et boissons similaires ;

2° la loi du 8 juin 1984 fixant le cadre général pour l'établissement des règles concernant la commercialisation du bétail de boucherie

La loi en projet a pour but de mettre en œuvre au niveau national les dispositions européennes relatives aux contrôles officiels servant à assurer le respect de la législation en matière de produits agricoles. Alors que le contrôle officiel des denrées alimentaires et celui des produits agricoles relèvent du même règlement européen¹, en droit national, le contrôle officiel des denrées alimentaires est régi par la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires. Le contrôle officiel des produits agricoles fait quant à lui l'objet du projet de loi.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24/06/2021

Rapporteuse : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

20/01/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/03/2022

Loi du 1^{er} avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 159, page 1

Droits d'auteur, droits voisins et bases de données (2)

7847 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données ;

2° de la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;

3° de la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur, en vue de la transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

Ce projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE.

Cette directive vise à moderniser certains aspects du cadre légal des droits d'auteur et des droits voisins et ayant pour objet :

- d'introduire des exceptions obligatoires supplémentaires aux droits d'auteur et droits voisins ;

- de donner un accès plus large à des contenus protégés qui ne sont plus commercialement accessibles et duquel notamment les institutions en charge du patrimoine culturel sont censées bénéficier ;

- d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne tout en renforçant la position de certains titulaires de droits.

La transposition de cette directive exige de modifier les trois lois nationales suivantes :

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en raison de l'adaptation du régime de protection juridique des bases de données ainsi que de l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information ;

- la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines. Cette modification s'explique par le fait que la directive prévoit l'opposabilité des règles concernant les œuvres orphelines au nouveau droit voisin en faveur des éditeurs de presse pour leurs publications en ligne ;

- la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur. Ceci, afin d'y intégrer les dispositions qui ont trait à l'activité des organismes de gestion collective.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24/06/2021

Rapporteuse : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

20/01/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 28/03/2018

Rapporteuse : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

10/12/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

Examen d'une série de propositions d'amendements

24/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31/03/2022

Loi du 26 avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 204, page 1

¹ Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels), tel que modifié.

Droits d'auteur, droits voisins et bases de données (1)

7846 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil

Ce projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil.

Cette directive, appelée « directive SATCAB 2 », poursuit trois objectifs :

1. appliquer le principe du pays d'origine à certains services en ligne des stations radio et de télévision ;

2. introduire de nouvelles dispositions relatives à la retransmission de programmes de radio et de télévision à l'aide d'autres moyens que le câble ;

3. définir des règles pour l'emploi d'œuvres ou d'autres contenus protégés moyennant le processus technique de l'injection directe.

Sa transposition en droit luxembourgeois exige de modifier et de compléter la troisième partie de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données.

Vote en séance publique : 30/03/2022
 Loi du 1^{er} avril 2022
 Mémorial A : 2022, n° 158, page 1

Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires

7854 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009

Ce projet de loi a pour objet de ratifier la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite le 15 mai 2009 à Hong Kong.

Cette Convention vise à apporter des solutions spécifiques au secteur maritime pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité, de santé et d'environnement liées au démantèlement des navires.

Depuis les années 1980, les pays industrialisés ont délaissé les activités de démantèlement de navires, sauf pour les navires de taille modeste, au bénéfice des pays asiatiques. Ces activités, tant en ce qui concerne les méthodes de démantèlement, que les composants du navire et l'absence d'équipements de protection sur les chantiers, ont des impacts négatifs sur l'environnement et la santé des travailleurs.

Les textes en vigueur sont apparus comme étant trop généraux et donc pas adaptés à l'activité de démantèlement des navires. C'est ainsi que la Convention de Hong Kong prévoit des dispositions générales contraignantes en vue de garantir un recyclage sûr, écologique et efficace des navires.

L'entrée en vigueur de la Convention de Hong Kong est conditionnée à sa ratification par quinze États représentant 40 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce et dont le volume annuel maximal de recyclage des navires au cours des dix dernières années représente au moins 3 % du tonnage brut de l'ensemble des flottes marchandes desdits États.

Dans l'attente de cette entrée en vigueur, l'Union européenne a déjà adopté un règlement (n° 1257/2013) qui met en œuvre la Convention de Hong Kong pour les navires battant pavillon européen, mais aussi pour les navires battant pavillon d'un pays tiers faisant escale dans un port ou un mouillage d'un État membre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/07/2021
 Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

03/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/03/2022

Loi du 23 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 257, page 1

Enlèvement des épaves

7855 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007

Ce projet de loi a pour objet d'approuver la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007.

Une épave peut constituer un danger pour la navigation maritime en créant un risque de collision avec les navires en circulation, en plus elle peut être une menace pour l'environnement marin.

Si l'épave se situe dans les eaux territoriales d'un État, la loi de cet État est applicable à son enlèvement.

Dans la zone économique exclusive (ZEE) ou à défaut, la zone adjacente à la mer territoriale sans qu'elle ne dépasse 200 miles marins, un vide juridique existait – les droits souverains des États côtiers étant limités pour cette zone à l'exploitation,

l'exploration, la conservation et la gestion des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol.

La Convention internationale de Nairobi comble ce vide juridique, en

1. définissant les droits des États affectés pour l'enlèvement des épaves dans leur ZEE ;
2. mettant en place un système de responsabilité sans faute du propriétaire inscrit ;
3. obligeant les propriétaires inscrits à souscrire une assurance ou autre garantie pour couvrir les frais de localisation, signalisation, voire d'enlèvement du navire.

C'est ainsi que la Convention de Nairobi oblige l'armateur et le capitaine à faire un rapport à l'État affecté de tout incident qui aura résulté en une épave, rapport sur base duquel le degré de dangerosité de l'épave sera évalué. L'épave doit être localisée et marquée aux frais du propriétaire inscrit, pour prévenir des accidents de navigation. Le propriétaire inscrit du navire est responsable de l'enlèvement de l'épave, si elle constituerait un danger.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/07/2021

Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

03/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/03/2022

Loi du 10 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 298, page 1

Régime d'aides dans le domaine de l'énergie

7884 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

L'augmentation de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables sont deux piliers essentiels de la transition énergétique, ancrés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Dans le domaine du bâtiment, le PNEC donne la priorité à l'assainissement des bâtiments existants et au recours aux énergies renouvelables. Pour accroître l'efficacité énergétique dans le domaine du bâtiment et soutenir la rénovation énergétique au niveau national, un certain nombre d'instruments de soutien financier a été introduit, dont notamment les aides à l'investissement PRIME House, modifiées par le présent projet de loi. Les principales modifications prévues par le projet de loi sont les suivantes :

– Prolongation du régime : le régime d'aide financière est prolongé de cinq années supplémentaires. Les délais suivants sont dorénavant prévus :

◦ la facture pour les investissements et services doit être établie au plus tard le 31 décembre 2029 ;

◦ la demande d'aide financière doit être introduite au plus tard le 31 décembre 2031.

– Simplification des procédures : sous certaines conditions, le conseil en énergie exhaustif sera dorénavant facultatif pour les projets de rénovation énergétique qui se limitent à un seul élément de construction de l'enveloppe thermique

– Extension et renforcement du régime prévu pour les installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables :

◦ les pompes à chaleur hybrides et les installations hybrides avec pompe à chaleur deviennent éligibles pour une aide financière ;

◦ les filtres à particules installés sur les chaudières à bois existantes deviennent éligibles pour une aide financière ;

◦ le plafond des aides financières pour une installation photovoltaïque est augmenté de 20 à 50 % des coûts effectifs, ceci à cause des nouvelles modalités de soutien visant à favoriser l'autoconsommation ;

- un bonus de 30 % est introduit pour le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante par un raccordement à un réseau de chaleur ;
 - il est introduit une aide spécifique supplémentaire de 50 % des coûts effectifs pour l'enlèvement, la neutralisation et le recyclage du réservoir au fioul dans le cas d'un remplacement d'une chaudière au fioul ;
 - il est introduit un bonus de 1.000 euros lorsque la mise en place d'une installation solaire thermique se fait conjointement avec la mise en place d'une chaudière à bois ou d'une pompe à chaleur ;
 - l'aide financière pour le raccordement d'un bâtiment d'habitation à un réseau de chaleur est augmentée et sera désormais plafonnée à 250 euros par kilowatt.
- les montants de l'aide financière forfaitaire pour le conseil en énergie sont augmentés de 50 % voire plus par rapport au régime précédent, rejoignant donc les montants appliqués dans le cadre du programme « Neistart Lëtzebuerg ».

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 15/09/2021

Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

23/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

25/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31/03/2022

Loi du 7 avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 179, page 1

Fonds de garantie des dépôts Luxembourg : garantie de l'État

7905 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, et portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder la garantie de l'État aux lignes de crédit qui pourraient être contractées par le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg sur base des dispositions de l'article 179 paragraphe 2 alinéa 3 de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, et cela pour un montant total maximal d'un milliard d'euros.

Le projet de loi a été déposé afin de donner suite à l'opposition formelle formulée par le Conseil d'État en date du 8 décembre 2020 au sujet du dispositif de garantie tel que prévu par le projet de loi numéro 7638. En effet, le Conseil d'État a estimé qu'une loi spéciale serait nécessaire en vertu de l'article 99 de la Constitution, comme il s'agit d'un engagement financier important. Les auteurs de la loi en projet donnent également suite à une recommandation émise par le Fonds Monétaire International.

L'objectif principal recherché par l'octroi de cette garantie est celui de renforcer la protection des déposants, en dotant le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg d'un filet de sécurité additionnel afin de garantir la sécurité des dépôts et d'augmenter ainsi la confiance des déposants. La garantie d'État intervient uniquement si le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg se trouve dans l'incapacité d'honorer ses engagements financiers au titre d'une ligne de crédit tirée.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28/10/2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

24/01/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

18/03/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31/03/2022

Loi du 6 avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 165, page 1

Convention de non double imposition avec l'Éthiopie

7944 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Democratic Republic of Ethiopia for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 juin 2021

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale démocratique de l'Éthiopie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 juin 2021. Les conventions de non double imposition constituent un élément clef de la politique fiscale du Luxembourg. L'élimination de la double imposition par le biais de telles conventions est indispensable au bon développement des relations économiques bilatérales. La loi en projet s'inscrit donc dans le cadre des efforts mis en œuvre ces dernières années par le Gouvernement afin de compléter et d'améliorer progressivement le réseau luxembourgeois de conventions fiscales et particulièrement celui avec les pays d'Afrique. La signature d'une convention de non double imposition avec l'Éthiopie était une priorité pour le Luxembourg, en raison d'échanges économiques existants. La Convention est le fruit d'un compromis réunissant des dispositions du modèle luxembourgeois (reposant sur le modèle de l'Organisation de coopération et de développement économiques) et du modèle éthiopien (reposant sur le modèle de l'Organisation des Nations Unies).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06/01/2022

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31/03/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 311, page 1

Scolarisation des élèves ukrainiens

7983 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3° de la loi modifiée du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création

d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

4° de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Face à la situation de guerre en Ukraine, de nombreuses personnes se voient forcées de quitter leur pays et de chercher refuge dans un pays occidental ou limitrophe. Le Grand-Duché de Luxembourg s'appête ainsi à accueillir un grand nombre d'enfants et d'adolescents ukrainiens qui vont obtenir le statut de « bénéficiaire de protection internationale temporaire ».

Étant donné que la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire s'applique aussi aux jeunes réfugiés, le Gouvernement doit mettre en œuvre un dispositif permettant la scolarisation de ces enfants. Suivant la loi précitée, chaque enfant habitant au Luxembourg et âgé entre quatre et seize ans doit fréquenter l'école.

Tandis que les enfants du cycle 1 de l'enseignement fondamental sont scolarisés d'office dans les écoles communales, les enfants des cycles 2 à 4 auront le choix entre l'enseignement national et l'enseignement international public. L'orientation se fait en fonction de leur niveau scolaire et de leurs compétences linguistiques.

Sachant qu'en Ukraine, les élèves apprennent l'anglais dès la troisième année d'études, la voie anglophone des écoles internationales publiques s'avère particulièrement bien adaptée à leurs besoins. Les réfugiés rejoignent d'abord une classe d'accueil, où ils apprennent le français ou l'allemand comme seconde langue. Ils sont ensuite intégrés dans une classe internationale. Dans des cas exceptionnels, les enfants peuvent directement rejoindre une classe internationale.

Si des parents se décident pour une école communale, leur enfant est intégré dans des classes d'accueil de langue allemande ou française.

Face à l'afflux d'élèves ukrainiens, il s'avère indispensable de recruter du personnel supplémentaire pour renforcer le pool actuel d'enseignants et de personnel encadrant.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/03/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

31/03/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31/03/2022

Loi du 1^{er} avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 150, page 1

45^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 10
M. Fernand Etgen, Président	
2. Communications	p. 10
M. Fernand Etgen, Président	
3. Ordre du jour	p. 11
M. Fernand Etgen, Président	
4. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement	p. 11
M. Fernand Etgen, Président	
5. Question élargie n° 137 de M. André Bauler au sujet de la rareté de certaines ressources naturelles non renouvelables	p. 11
M. André Bauler M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie	
6. Question élargie n° 125 de M. Laurent Mosar au sujet du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange	p. 12
M. Laurent Mosar M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie M. Laurent Mosar M. le Ministre Franz Fayot M. Laurent Mosar M. le Ministre Franz Fayot	
7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en œuvre de l'étude Rifkin	p. 14
Exposé : Mme Diane Adehm	
Débat : M. André Bauler Mme Francine Closener Mme Semiray Ahmedova M. Fernand Kartheiser Mme Myriam Cecchetti M. Sven Clement	
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie M. Charles Margue (parole après ministre) M. le Ministre Franz Fayot Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) M. le Ministre Franz Fayot M. Sven Clement (parole après ministre) M. le Ministre Franz Fayot	
8. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des relations économiques avec des pays qui ne respectent pas les droits humains	p. 21
Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)	
Débat : M. Claude Wiseler (interventions de M. Fernand Kartheiser) M. André Bauler M. Carlo Weber M. Charles Margue M. Fernand Kartheiser (intervention	

de Mme Stéphanie Empain) | M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser)

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot

Motion 1 : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis

Vote sur la motion 1 (rejetée)

9. 7846 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil	p. 28
---	--------------

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7847 – Projet de loi portant modification :	
1° de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données ;	
2° de la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;	
3° de la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur, en vue de la transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE	p. 30

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closerer

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 7854 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009

7855 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007 p. 34

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur le projet de loi 7854 : M. Carlo Weber

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur le projet de loi 7855 : M. Carlo Weber

Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Simone Beissel | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7854 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7855 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Den Artikel 114 vun der Verfassung gesäit vir, datt den zweete Vott iwwert d'Verfassungsännerung duerch e Referendum kann ersat ginn. Esou wéi et am Kapitel 22 vum Chambersreglement prezisiéiert ass, fënnt dëse Referendum statt, wa bannent zwee Méint méi wéi ee Véierel vun den Deputéierten dozou d'Demande maachen. Den Här Fernand Kartheiser huet de 25. Januar 2022 als Député initiateur opgrond vum Artikel 189 vum Chambersreglement eng Demande fir e Referendum iwwert d'Proposition de révision des chapitres I^{er}, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI, XII vun der Constitution Nummer 7700 agereecht. Bannent deenen zwee Méint ass dës Demande vu véier Deputéierten ënnerstëtzt ginn. Laut dem Artikel 191 vum Chambersreglement ass se deemno irrecevabel.

Communications du Président – séance publique du 30 mars 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7979 – *Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15/03/2022

7980 – *Projet de loi portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 21/03/2022

7981 – *Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/03/2022

7982 – *Projet de loi portant modification des articles 1^{er} et 32 du Code de la sécurité sociale*

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 23/03/2022

7983 – *Projet de loi portant modification :*

1^o de la loi du 29 octobre 2020 portant 1^o dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2^o modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant le cadre du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3^o modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

2^o de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3^o de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/03/2022

7984 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 29/03/2022

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7912 – *Projet de loi portant modification 1^o de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ; et 2^o de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 15/11/2022

Retrait du rôle des affaires : 18/03/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2280 – *Demande de pétition publique : Keng sektoriell Impfflicht / Pas de vaccination obligatoire sectorielle*

Dépôt : M. Claude Kremer, le 15/03/2022

2281 – *Demande de pétition publique : Pour un port du masque facultatif dans les transports publics*

Dépôt : M. Mike Roderes, le 15/03/2022

2282 – *Demande de pétition publique : Véier Schaffdeeg an der Woch (méindes, dënschdes, donneschdes a freides)*

Dépôt : Mme Brigitte Gaspard, le 16/03/2022

2283 – *Demande de pétition publique : Valorisation du statut de femme/homme au foyer sur la base d'une rémunération étatique et d'un certificat de travail*

Dépôt : Mme Nathalie Luque, le 17/03/2022

2284 – *Demande de pétition publique : Embenenne vun der Rue Cyprien Merjai an d'Rue des Héros Ukrainiens*

Dépôt : M. Kris Hansen, le 17/03/2022

2285 – *Demande de pétition publique : Abandon du projet de loi entendant obliger les copropriétés à prévoir chaque mois une certaine somme d'argent pour effectuer des travaux*

Dépôt : M. Emmanuel Goncalves Da Cruz Barroso, le 17/03/2022

2286 – *Demande de pétition publique : Demande de révision des critères d'attribution aux droits d'assurance BABY YEARS*

Dépôt : M. Stéphane Heintz, le 17/03/2022

2287 – *Demande de pétition publique : Congé supplémentaire pour tout le monde qui n'était jamais testé positif*

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 18/03/2022

2288 – *Demande de pétition publique : Mémorial aux victimes civiles du conflit ukrainien / Gedenkstätte für die zivilen Opfer des Ukraine Konflikts*

Dépôt : M. Daniel Grommes, le 18/03/2022

2289 – *Demande de pétition ordinaire : Kontaktformular am Internet u Ministère a Verwaltungen*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 18/03/2022

2290 – *Demande de pétition ordinaire : Delaie bei juristischen a verwaltungstechnische Prozeduren*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 18/03/2022

2291 – *Demande de pétition ordinaire : Handysnummer net blockéieren*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 18/03/2022

2292 – *Demande de pétition publique : Surtaxation des services et biens de consommation importés de la Russie et Biélorussie*

Dépôt : M. Erwan Le Berre, le 18/03/2022

2293 – *Demande de pétition publique : E gesetzleche Kader fir e Maximalpräis beim Loyer oder der Zenter vun enger Immobilie fuerderen*

Dépôt : M. Joe Schmit, le 20/03/2022

2294 – Demande de pétition publique : Coût des nouvelles constructions en cours : gel de la révision du prix de la construction lié à l'indice des prix à la consommation sur la période 2022 (et 2023)

Dépôt : M. Christian André Louis Duchêne, le 27/03/2022

2295 – Demande de pétition publique : Coût des nouvelles constructions : augmentation du plafond pour l'application du taux réduit de 3 %

Dépôt : M. Christian André Louis Duchêne, le 27/03/2022

2296 – Demande de pétition publique : Indexation de l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt : M. Antonio Giovanniello, le 28/03/2022

2297 – Demande de pétition publique : Erofssetze vun der TVA op Liewensmëttel / Réduction de la TVA sur les produits alimentaires

Dépôt : M. Daniel Wiseler, le 29/03/2022

5) L'article 114 de la Constitution prévoit que « Le texte adopté en première lecture par la Chambre des députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre [...] ». Conformément au chapitre 22 du Règlement de la Chambre des Députés, le référendum a lieu « si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite par plus d'un quart des membres de la Chambre ».

M. Fernand Kartheiser, député initiateur, a déposé, le 25 janvier 2022, une telle demande d'organiser un référendum sur la proposition de révision des chapitres I^{er}, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution – n° 7700. Cette demande ayant été soutenue par quatre députés et conformément à l'article 191 du Règlement de la Chambre des Députés, elle est irrecevable.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

Esou wéi d'Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Kreatioun vum CET an d'Artikelen 135 bis 142 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut ee Member vum Centre pour l'égalité de traitement.

No den Dispositiounen vum den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Präsidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat zwou Persounen arrétéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an op Ärem Schierm disponibel ass. Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: d'Madamm Sylvie Kerger an den Här Marc Rollinger.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Walziedelen net a Betruecht gezu ginn. Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënn et zu engem Ballottage. Bei Stëmmgläichheet am Ballottage kënn et zu engem weideren Tour. Wann dann nach ëmmer Stëmmgläichheet ass, entscheet d'Lous.

Mir fänke mam Walvirgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräit ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig.

Vote pour le poste d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.11 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.16 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 49, blank Stëmmziedelen: 3, ongültig Stëmmziedelen: keen, gültig Stëmmziedelen: 46. Absolutt Majoritéit: 24.

D'Madamm Sylvie Kerger huet 28 Stëmme kritt an den Här Marc Rollinger 18. Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 28 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Sylvie Kerger Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass. Felicitatiounen!

5. Question élargie n° 137 de M. André Bauler au sujet de la rareté de certaines ressources naturelles non renouvelables

Mir kommen elo zur erweidert Fro Nummer 137 vum Här André Bauler iwwert d'Raritéit vu verschiddenen natierlechen net erneierbare Ressourcen. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, an engem Interview mam Direkter vun der Fedil am „Lëtzebuurger Wort“ vum 29. Dezember ass net ausgeschloss ginn, datt verschidden Industriebetriber hir Produktioun missten eroffuen oder stoppen, dat wéinst de Konsequenze vun der globaler Pandemie, de bekannten Enkpäss an de Liwwerketten, den zolidd geklommenen Energiepräisser, de Repercussioune vum Klimawandel an och nach dem Mangel u spezialiséierte Salariéen a gewëssene Beräicher.

Déi europäesch Industrie huet de Moment mat engem ganze Set vun Erausforderungen ze kämpfen, Defien, déi sech fréier oder spéider an den Einzelpräisser fir d'Konsumenten erëmispigelen. De René Winkin vun der Fedil huet dräi Präisdreiwere deemools detektéiert:

Fir d'éischt sinn et déi spierbar Produktiounsansfäll, déi zu engem bestëmmten Deel, awer net nëmmen, op d'Viruskris zréckzeféiere sinn. Dann ass et natierlech d'Explosioun vun de Gas- a Pétrolspräisser. A finalement sinn och nach eng Rei Enkpäss op logisteschem Plang feststellen. Och eiser Industrie feelt et u bestëmmte Materialien, wéi zum Beispill u Pabeier, un Holz an esou weider.

Elo sinn och nach den dramateschen Ukrain-Krich derbäikomm respektiv den erneiten Ausbroch vum Covid-19 a China. Wann ee weess, wéi ofhängeg Europa sech vu fossillen Energie gemaach huet, déi verschidde Länner a Russland akafen, da liicht et engem

direkt an, wat dat fir eis Gesellschaft insgesamt a virun allem eis Industrie am Joer 2022 an doriwwer eraus bedeit.

Russland sëtzt mat sengen net erneierbare Ressourcen um laangen Hiewel an ass a Saache Rostoffer, Énergien non renouvelables eng Supermuecht, zum Beispill beim Palladium a Platin, déi fir d'Auto- an d'Industriecatalyseure gebraucht ginn. Russland huet och e Förderdeel vu ronn 40 %.

Mat net erneierbare Soursen kann een also politeschen a wirtschaftlechen Drock maachen – dat erliewe mer an dësen Deeg. Industriegidder kann een unni Metaller a Metallverbindungen net herstellen. Russland ass no China, Australien a Brasilien de véiertgréisste Produzent op dësem Plang. Et ass och e féierende Produzent vun Aluminium an Nickel. Grouss Liwwerausfall aus Russland maachen do enorm Suergen.

D'Ukrain spillt och eng gewësse Roll, zum Beispill an der Exploitioun vu Mangan an Titan an natierlech och Stol, awer och beim Lithium, Kobalt, bei Seelenen Äerden a ville Materialien, och grad där, déi bei der Energiegend, déi jo ugestriift gëtt, gebraucht ginn. Dat kann een haut nach an enger grousser Lëtzebuurger Dageszeitung an engem detailléierten Artikel nolesen.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Minister folgend Fro stellen:

Éischtens, ausser der Präisdeierecht beim Gas a Brennes, wéi sinn d'Präisser vu Metall a Materialien evoluéiert, déi besonnesch vun der Lëtzebuurger Industrie gebraucht ginn?

Wat sinn déi net erneierbar Ressourcen, déi vun eiser Industrie aus osteuropäesche Länner importéiert ginn, déi net Member vun der Europäescher Unioen sinn?

Leeft eis Industrie elo scho méi lues wéinst dem Manque u bestëmmten net erneierbaren natierleche Ressourcen? Wa jo, wéi eng Branchë sinn hei am meeschte betraff?

Duerch wéi eng aner Fournisseuren oder Kafkanäl huet Lëtzebuerg zanter dem Akraafttriede vun de Sanktiounen, déi géint Russland opgeluecht goufen, versicht sech ze provisionéieren?

Ass den Här Minister amgang, sech mat de Vertrieeder vun eiser nationaler Industrie ze consultéieren, ze berotschloen, fir d'Entwécklungen an dësem schwéieren Dossier ze verfollegen?

A wéi engem Mooss kann d'Économie circulaire, also d'Kreeslafwirtschaft, dozou bäidroen, fir d'Situatioun a gewëssene Branchë wéinstens e bëssen ze entlaaschten?

Gedenkt de Ministère, de Wirtschaftsministère, eventuell e strateegesche Grupp an d'Liewen ze ruffen, fir eis industriell Decideuren an dëser dach awer schwieereg Phas méi enk ze begleeden?

An zum Schluss wollt ech nach froen: Wéi eng Ustregungen, wéi eng Efforte ginn am Moment op europäeschem Plang gemaach, fir alternativ Versuerungsquelle fir d'EU-Industrie ze sécheren? Gëtt et do eng Strategie an deem Beräich?

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Fir d'éischt virop e Merci un den André Bauler fir déi interessant a pertinent Fro, déi en hei gestallt huet, déi effektiv d'Fro stellt vun der Resilienz am Endeffekt vun der Lëtzebuurger Wirtschaft an insbesonnesch vun der Lëtzebuurger Industrie par

rapport zu deene multiple Krisen, déi mer gesinn iwwert déi lescht zwee Joer.

Mir hate gëschter op der Journée de l'économie justement dat doten als Thema: Wéi kënnen mer d'Krise besser anticipéieren a wéi positionéiere mer eis virun allem par rapport zu deene Krisen?

Déi Krisen, déi mer gesinn hunn, de Covid-19 iwwert déi lescht zwee Joer, dee jo nach net eriwuer ass, an elo de Krich an der Ukrain, sinn dat, wat een am Jargon net „schwarze Schwan“ nennt, mee éischter e „grot Rhinocéros“. Dat heescht, dat sinn en fait Krisen, déi ee vläicht hätt kënnen virausgesinn, mee wou een net esou richtig weess, wéini se geschéien. Souwuel d'Pandemie wéi och dee Krich waren en fait Saachen, op déi ee sech, wann ee richtig gekuckt hätt, am Fong hätt kënnen preparéieren. Mee mir hunn dat net richtig gemaach. Dat muss ee sech ganz einfach agestoen.

An eise wirtschaftleche System, eis Industrie, all eis Secteure sinn effektiv elo mat Problemer konfrontéiert par rapport zu deenen Disruptiounen an de Liwwerketten, par rapport zu deene Penurien, déi mer gesinn, deenen extrem héijen Energiepräisser, déi schonn héich ware virun der Wirtschaftskris, déi ugefaangen hunn an d'Luucht ze goe mat där weltwäiter Relance am September d'lescht Joer an déi natierlech elo ab Februar mam Krich an der Ukrain nach eng Kéier vill méi héich gi sinn. Ech ginn nach eng Kéier kuerz och am Detail duerno a menger Ausféierung dorobber an.

D'Situatioun ass jee no Secteur ënnerschiddlech. Den Haaptproblem besteet awer iwwerall doranner, dass d'Betriber net méi esou séier oder zum Deel iwwerhaupt guer net méi vun hire Fournisseure beliwwert ginn. Dat ass e Problem, wéi gesot, dee mer scho gesinn hu während der Covid-19-Pandemie, dee sech awer natierlech mam Krich an der Ukrain nach eng Kéier verstärkt huet.

A verschiddene Secteure kann ech Iech do e puer Beispiller ginn. Zum Beispill am Automobilssecteur, do wéist Der jo all, dass mer eng ganz Rei Zouliwwerer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi Pièce liwweren an hierstelle fir déi grouss Autosproducturen. Do ass et esou, dass eng ganz Rei Zouliwwerer zwar nach kënnen produzéieren, awer hir Piècen net méi ofgehall kréie vun den Autosproducturen, well se net nokommen, meeschtens well se keng Semi-conducteuren, keng Chippe méi erbäikréien an einfach soen: „Haalt Är Piècen, mir kënnen déi fir de Moment net méi gebrauchen.“ Dat ass en Dominoeffekt, deen och e ganz klengen Effekt huet op eis Betriber.

Et feelen zum Beispill elektresch Kabelen. An dat huet en direkten Effekt op déi Autosproduzenten. Dat ass eppes, wat an der Ukrain ganz vill produzéiert gëtt. Et ass e relativ einfache Produkt, wou eng ganz Rei Autoszouliwwerer dat externaliséiert hunn an d'Ukrain wéinst deene bëllege Lounkäschten. An elo natierlech ... Zum Beispill huet Bosch sech an der Ukrain niddergelooss, an 2021 huet d'Ukrain fir 760 Milliounen Euro eleng esou Kabelen an d'Europäesch Unioun exportéiert.

Dat sinn natierlech Produiten, déi elo feelen, déi ganz vill och vu Frae produzéiert goufen an de Fabriken dohannen, Fraen, déi natierlech elo ganz oft mat hire Kanner hu misse flüchten, mat der Konsequenz natierlech, dass déi Produktioun elo ganz staark reduzéiert gouf. A bei deene Betriber, déi am Westen, déi nach ëmmer produzéieren, déi éischter am Weste vun der Ukrain leien, do sinn der ganz vill, déi net méi liwweren, well d'Camionneuren entweeder an d'Armée gaange sinn, oder déi wéinst der securitairen Lag opgehale hunn ze liwweren.

Et ass awer och esou, dass d'Ukrain a Russland och wichteg Stolproduzenten sinn. Mir produzéieren och Stol hei zu Lëtzebuerg, mee mir importéieren

natierlech extrem vill aus deene Länner. 44 % vum Stol, dee vun ausserhalb vun der EU an d'EU importéiert gëtt, kënn aus Russland. Wéinst Produktiouns-, Logistik- a Liwwerproblemer huet dat Repercussione bis an de Lëtzebuerg Constructiounssecteur eran, wou och déi Matière première feelt.

Derbäi kommen eng Rei aner Matière-première wéi d'Holz, net nëmmen zu Lëtzebuerg, a ganz Europa – ganz vill Holz kënn aus der Ukrain. Och dat feelt natierlech. An esou geet et och mat enger Rei anere Matière-premièren, déi primairement am Constructiounssecteur gebraucht ginn.

Dir wéist och, dass mer natierlech zu Lëtzebuerg och Pneue produzéieren. Och do ass eng Matière première, déi aus Russland kënn, nämlech de „black carbon“. Dat ass en Nieweprodukt vum Pétrol, dat ass dee schwarze Rouss, dee gebraucht gëtt an der Pneueproduktioun. Och dee feelt fir de Moment, bon, well eebe manner Pétrol raffinéiert gëtt an doduerch och eng Penurie bei deem Produit besteet. Dat ass e weideren Dominoeffekt, dee mer gesinn.

Also a ville Beräicher gestéiert Liwwerketten, ënnert deenen dann och eis Lëtzebuerg Betriber leiden, déi dann hir Produktioun staark reduzéiere mussen oder carrement op null eroffueren.

Russland an d'Ukrain liwweren och zesummen 20 % bis 25 % vum Weltexport u Weess, Mais a Geesch. Am Verglach mat der ganzer EU importéiert Lëtzebuerg awer relativ wéineg direkt aus Russland an der Ukrain. Nëmme 0,7 % vun den Direktimporte kommen aus Russland géint 7,5 % fir d'ganze EU, an 0,6 % aus der Ukrain géint 1,1 % fir d'EU. An och den Undeel, deen aus Belarus kënn, ass ganz, ganz kleng mat 0,03 % bei eis.

Déi Direktimporte op Lëtzebuerg vu Produkter a Materialien aus Russland oder der Ukrain sinn also vun de Chifferen hier ganz kleng, well se meeschtens indirekt iwwer aner EU-Länner op eise Marché eréischt kommen.

Bon, mir sinn natierlech och indirekt staark impaktéiert, well dee ganzen europäesche Marché vill Matière-premièren aus deene Länner importéiert a mer aus deene Länner dann, wéi gesot, op Lëtzebuerg importéieren. Och d'Sanktiounen hunn natierlech en Effekt op eis, op verschidde Liwwerketten. Mir wëssen natierlech alleguer, dass et kee Wee ëm déi Sanktiounen do ronderëm gëtt an dass dee Sanktiounspak natierlech eng ganz wichteg Reaktioun ass géint dem Putin säin Aggressionskrich.

Wat een och nach net weess a wat awer eppes ass, wat mer, mengen ech, net ganz um Radar hu fir de Moment, wat awer immens Konsequenzen huet potenziell, dat ass deen neie Shutdown, Lockdown, dee mer a China gesinn. Schanghai ass zum Deel bal ganz fir de Moment vun engem Lockdown betraff, an dat kritt, deene meeschten Experten an Observateuren no, riseg Impakter op déi weltwäit Economie. Do gëtt et eng ganz Rei Liwwerketten, déi wäerten dovunner gestéiert gi voire ënnerbrach ginn. An dat ass eng Inconnue, bei där mer nach net richtig wëssen, wou mer dobäi erauskommen, mee déi een och muss ganz staark am Bléck hunn.

Ee Leitmotiv, dee scho während dem Covid-19 bei ganz ville Betriber komm ass – an dat ass d'Thema vun der Resilienz –, dat ass, dass een ëmmer méi als Betrieb oder als ganz Wirtschaftsbranche muss e Plan B hunn, dass ee muss agile sinn, dass ee sech muss anescht opstellen, dass ee muss alternativ Liwwerweeër hunn, fir op esou Krise preparéiert ze sinn. Dat ass e ganz wichtige Punkt.

An natierlech eng Strategie, déi mer och ganz staark encouragéieren als Regierung, dat ass déi vun der

Kreeslafwirtschaft. Mir wëssen, dass mer hei an Europa iwwerhaupt, mee zu Lëtzebuerg insbesonnesch ganz begrenzt Ressourcen hunn. A mir mussen vill méi staark nach op de Wee goen, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen.

Dir wéist, dass mer d'lescht Joer eng Strategie presentéiert hu mam Energieminister, mat der Ëmweltministesch zesummen, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen. An dat sinn, wéi gesot, alternativ Modeller, wou mer einfach hi mussen, well mer gesinn, dass mer eis mussen manner ofhängeg maache vu Liwwerunge vu Matière-premièren, déi zum Deel vu ganz wäit ewech kommen aus der Welt.

Dee ganze globaliséierte Wirtschaftsmodell iwwerhaupt muss iwwerduecht ginn, och am Kontext vun der Klimakris a vun der Kris vun der Biodiversitéit. An do kënn e Systemwandel op eis duer, dat ass ganz kloer. An ech mengen, och déi europäesch Strategie ass dorobber orientéiert, dass mer eis vill méi strateegesch autonom maachen als Regioun, insbesonnesch a verschiddene strateegeschen Industrie wéi de Semi-conducteuren, wéi de Batterie vun Elektroautoen, an der Energie och natierlech.

Dat ass en Thema, wat fir de Moment natierlech extrem aktuell ass. An ech mengen, wann dee Krich, deen no där Pandemie komm ass, eppes gewisen huet, dann ass et, dass mer eis wierklech do mussen Gedanke maachen, wéi mer eis als Europa do anescht opstellen an eis méi resistent, méi resilient maache par rapport zu deene villen Dependancen.

Bei den Energiepräisser – just nach dozou, well Der déi Fro och opgeworf hutt –, och do kann et nëmmen eng europäesch Äntwert ginn, grad ewéi bei den Approvisionnementproblemer. An do krut ech den 21. März e Bréif vum Kommissär Breton zu de Versuerungsketten an der EU an der Sich no gemeinsame Léisunge fir eng Ënnerstützung op EU-Niveau. Dat heescht, déi Reflexioun ass amgang, déi leeft an do maache mer och mat. An natierlech begleede mer och eis Entrepreneuren a Gremie wéi den Haut-Comité pour l'industrie an och an anere Gremien, wou mer wierklech se accompagnéieren an där ganzer Transitioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

6. Question élargie n° 125 de M. Laurent Mosar au sujet du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Da komme mer elo zur erweiterter Fro Nummer 125 vum Här Laurent Mosar iwwert de Site Liberty Steel zu Diddeleng. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Här Minister, Léif Kolleginnen a Kollegen: „D'Situatioun am Stolwierk zu Diddeleng ass fir déi Beschäftegt net méi ze erdroen.“ Dëst ass d'Ausso vum Gewerkschaftssekretär, dem Här Fornieri vum LCGB, an déi Ausso, mengen ech, beweist besser wéi all grouss Rieden, dass et eng Minutt éischter schonn no zwoelf wéi virun zwoelf am Stolwierk zu Diddeleng ass.

Ech si frou, dass haut déi Question élargie ka behandelt ginn hei an der Chamber, well haut e wichtige Dag an deem Dossier ass: Haut tranchéiert nämlech d'Handelsgeriicht zu Léck definitiv iwwert dee Liquidatiounsplang vum belsche Wierk. A sollt déi Liquidatioun definitiv prononcéiert ginn, dann, mengen ech, ass et och esou, dass warscheinlech hei zu Lëtzebuerg d'Luuchte wäerten och definitiv ausgoen. Duerfir, wéi gesot, sinn ech frou, dass ech haut déi Fro nach eng Kéier ka stellen.

Et kommen awer och säit där leschter Kéier, wéi mer iwwert d'Situatioun vu Liberty Steel debattéiert hunn, nach zwee aner wichteg Elementer derbäi. Dat eent ass, datt anscheinend 100 Salariéen entre-temps d'Firma scho verloss hunn, wat natierlech och de Fonctionnement vun deem Stolwierk ëmmer méi schwéier mécht, wann herno vill wichteg Leit net méi do sinn.

An dat drëtt neit Element am Dossier ass, datt de Plan de maintien dans l'emploi net akzeptéiert ginn ass, wat scho schlëmm genuch ass, mee an dësem Fall nach méi eng dramatesch Konsequenz kritt, nämlech datt doduerch och kee Chômage partiel méi kann un déi Leit ausbezuel ginn. A wann ee weess, wéi kriddeleg d'Situatioun ass, mengen ech, datt dat sech sécherlech och fir d'Leit, déi schon an enger och mënschlech onméiglecher Situatioun sinn, virun Ouschteren net wäert verbesseren.

Ech wollt duerfir haut un den zoustännege Minister eng Rei vu Froe stellen:

Déi éischt ass natierlech – mir sinn haut den 30. –, ob de Minister vläicht schon Informatiounen huet iwwert déi Decisioun, déi dann haut soll vun de belsche Gerichter definitiv kommen.

Zweet Fro: Ass d'Regierung op d'Eventualitéit vun enger Liquidatioun an der Belsch preparéiert? Well ech brauch Iech net ze soen, datt, wann dat géif antreffen, et warscheinlech hei direkt zu enger Cessation de paiement kéint, mat enger uschlëssender Faillite.

Drëtt Fro: Wéi geet et viru fir d'Leit, déi do schaffen, déi net méi sécher sinn, datt se hir Pai kréien, wa se elo och an den nächste Woche kee Recht méi op e Chômage partiel wäerte kréien?

Véiertens, an dat hunn ech och scho gefrot: Ass dat esou, datt effektiv eng Rei Leit entre-temps demissionéiert hunn?

Fënneft Fro, an dat ass déi, déi mir jo schon e puermol an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn: Wann et, wéi gesot, de Mëtten zu enger ganz negativer Decisioun zu Léck kéint, wien hëlt eventuell d'Initiatiiv, fir eng Faillite uzefroen, wëssend datt déi Leit jo selwer net onbedéngt den Aveu wäerte maachen? Duerfir och d'Fro: Ass do eventuell envisagéiert, datt de Staat selwer oder staatlech Institutiounen déi Faillite géifen ufroen?

Sechstens, an do weess ech, datt de Minister eis warscheinlech net allze vill ka verroden – ech wëll och do net onbedéngt elo alles am Detail wëssen. Mee et ass jo gesot ginn, et wäeren eventuell Repreneuren, déi interesséiert wäeren. Ech wëll dat awer nach eng Kéier bestätegt kréien. An haaptsächlech ass do déi Suerg, mengen ech, déi och ganz vill Leit am Moment op deem Stolwierk hunn, datt et kee Repreneur industriel eventuell kéint sinn, mee erëm iergendwéi esou eng Sociéitéit vu Finanzjongleuren, wat jo absolut net kann a Fro kommen. Duerfir déi Fro, ouni datt de Minister sech elo iwwer eng Identitéit vun eventuelle Repreneuren ausléisst: Kann en eis awer confirméieren, datt dat e Repreneur industriel wäert sinn?

An dann zweetlescht Fro: Wann et net sollt zu enger Reprise vun deem Stolwierk kommen, huet do dann och d'Regierung eventuell nach e Plan B?

An da lescht Fro: Mir wëssen – déi Leit, déi do schaffen –, firwat dat Stolwierk an där mësslecher Situatioun ass. Dat ass, well mer e Konkurrenzrecht hunn an der Europäescher Unioun, wat manifestement net adaptéiert ass. A wa mer och elo déi ganz Krise kucken, souwuel d'Covid- wéi och d'Ukrain-Kris, mengen ech, ass et absolut noutwendeg, datt mer do en neit Konkurrenzrecht kréien. An ech wollt och do de Minister nach eng Kéier froen, wou mer dru sinn.

Ech soen Iech schon e grouse Merci fir all Är Äntwerthen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, an dat ass nach eng Kéier den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Also Dir wësst jo, dass ech ëmmer gären an d'Chamber kommen, héchste Respekt hu virun der Chamber. Dir wësst och, dass ech am Fong d'Initiativ geholl hunn an dësem Dossier Liberty Steel, fir d'Chamber ze informéieren, insbesonnesch an der Ekonomieskommissioun, wou dat dëst Joer de 27. Januar war an de 17. Mäerz, also virun net grad zwou Wochen.

Säitdem ass net vill Neies dozou ze soen. Dat heescht, ech wäert Iech elo hei Saache soen, déi ech Iech am éffentlechen Deel vun där Kommissioun do gesot hunn. Ech hunn der Kommissioun Saache matgedeelt ënnert dem Secret de délibération. An Dir wäert gutt verstoen, dass ech déi hei elo net op der Chambertribün virun dem Grand public wäert widderhuelen.

Et gëtt eng Zäit, wou ee Saachen an esou heikelen Dossiere wéi dësem no bausse ka soen, an et gëtt eng Zäit, wou een dat besser méi diskreet handhaabt. An ech hat gemengt, do hätte mer e Versteesdemech zwëschent eis an och mat de Membere vun der Wirtschaftskommissioun. Dat schéngt net esou de Fall ze sinn, mee bon! Ech conforméiere mech natierlech ëmmer dem Wonsch vun der Chamber fir heihinnerzekommen, mee ech wäert Iech dat widderhuelen, wéi gesot, wat ech Iech virun zwou Wochen an der Chamberskommissioun gesot hunn.

Wéi Der effektiv an der Press konnt liesen, huet Liberty Léck dem belsche Procureur no net all seng Engagementer aus dem Plan de réorganisation respektéiert. Dofir ass eng Procédure de révocation vun dësem Plang an d'Wee geleet gi fir déi béid Wierker Tilleur a Flémalle. Den Tribunal de l'entreprise vu Léck huet dunno och ugefaangen, sech mat där Demande ze befaassen. Do war eng éischt Audienz de 16. Mäerz an eng zweet ass effektiv haut, zu där ech elo nach keng Neiegkeeten hunn. An et ass effektiv esou, dass eng Dissolutioun vun de belschen Entitéite vu Liberty Steel méiglech ass.

Den 3. Mäerz, dee selwechten Dag, wéi ech vun dësem Schratt gewuer gi sinn, hunn ech zesumme mat de Gewerkschaften dozou kommunizéiert, well natierlech d'Opreegung och zu Diddeleng verständlecherweis grouss war. An dat hunn ech gemaach souwuel bei den Aarbechter wéi bei Deeler vun der Direktioun.

Dat anert Element vun deem Lëtzebuurger Dossier, dat ass, dass mer jo probéiert haten, d'Sozialpartner probéiert hunn, e Plan de maintien dans l'emploi ze maachen zu Diddeleng, dat nodeem déi Noriichte vu Léck komm sinn. Dee Plan de maintien dans l'emploi war am Fong gutt fortgeschratt an den Negociatiounen, konnt awer ni ofgeschloss ginn, och hei, well déi gefuerdert finanziell Engagementer vum Grupp Gupta ni komm sinn.

Dofir ass et haut wéi gëschter esou, dass e kredibelen, verbindleche Finanzierungsprojet fir den Diddelenger Businessplang weiderhi feelt, an do si mer ganz kloer an enger Impasse.

Wat mer elo decidéiert hunn ze maachen, dat ass: Well mer jo kee Plan de maintien dans l'emploi hunn, kënnen mer net weider Chômage partiel structurel ausbezuele fir Liberty Diddeleng, an dofir hu mer an der leschter Reunioun vum Konjunkturrot decidéiert fir opzehalen, de Chômage partiel ze bezuele fir

Liberty Steel Diddeleng. Dat heescht, déi kréien elo kee Chômage partiel méi, soudass se u sech hir Paie selwer mussen do iwwerhuelen.

Mir mengen, an d'Gewerkschaften mengen dat och, dass mer do laang genuch gewaart hunn an dass et elo duergaangen ass, fir do nach weider Chômage partiel ze bezuelen, wat mer och, mengen ech, juridiquement net méi à même waren ze maachen.

D'gemeinsamt Zil ass et a bleift et, fir Diddeleng eng industriell Solutioun ze fannen, fir e seriöse Repreneur natierlech ze fannen, deen dat Wierk do weiderbedreift, well et ass e Wierk, wat weiderhi Produiten hiestellt, déi gebraucht ginn, wou et eng Demande gëtt um Marché, souwuel an der Constructioun wéi och am Automobiliensektor. Et muss natierlech investéiert ginn. Et mussen eng Rei Saachen do aktualiséiert ginn. Et geet och natierlech drëm, hei d'Aarbeitsplazen um éischte Plang ze preservéieren. An dofir schaffe mer och weiderhi mat ganz vill Engagement un enger Solutioun, fir dat ze errechen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. Den Här Mosar huet eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ech wollt awer fir d'éischt Positioun huele par rapport zu den Aussoe vum Wirtschaftsminister, déi ech absolut net esou ka stoe loossen. Éischtens hat ech selwer schon zweemol eng Question élargie zu deem Sujet gestallt. Et ass also net esou, datt hei d'Regierung ëmmer vu sech aus do an d'Ekonomieskommissioun komm ass. Dat war effektiv duerno de Fall, well mer dat och esou ofgemaach haten. An dës Question élargie, Här Minister, hunn ech scho virun enger Rei vu Woche gestallt an ech war d'accord – an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vu menger Fraktiounscheffin –, datt déi net géif geholl gi während e puer Wochen, well ech effektiv Verständnis hat an hunn, datt een a gewëssene Situatiounen net alles ka soen.

Et ass awer och esou, Här Minister, datt an deene leschten Deeg do munches geschitt ass, wat net hei ënner iergendeng Confidentialitéit fält, wéi zum Beispill déi Fro iwwert de Chômage partiel. An ech muss Iech soen, déi Leit, déi do schaffen, déi maache sech extreem vill Suergen an enger mënschlech ganz komplizierter Situatioun, an och hei d'Chamber.

An ech mengen, et ass normal, datt d'Deputéiert och wëllen doriwirer informéiert ginn. An ech hunn Iech hei acht Froe gestallt, do war net eng, wou ee kéint soen, hei géif et ëm eng gewësse Confidentialitéit goen. An ech hu souguer, wann Der mer nogelauschtert hutt, gesot, ech géif verstoen, datt Der näischt kéint iwwer e Repreneur soen – dat hunn ech ganz kloer gesot. Duerfir kann ech wierklech net akzeptéieren, elo Reproché gemaach ze kréien, mir géifen hei net eng gewësse Confidentialitéit respektéieren. Ech mengen, dat hu mer hei méi wéi jee gemaach an duerfir kann ech och do net mat Iech d'accord sinn.

Déi Fro, déi awer nach ganz wichteg ass, déi Der mer net beäntwert hutt an déi iwwerhaupt näischt mat Confidentialitéit ze dinn huet, ass déi: Ech verstinn, datt een de Chômage partiel net méi kann ausbezuelen aus juristesche Grënn. Dir hutt dat gesot. D'Fro stellt sech awer, ob déi Leit dann hir Pai wäerte kréien.

Mir sinn elo Enn Mäerz, et gëtt elo Abrëll, an dat ass awer eng weesentlech Fro an déi huet elo strictement näischt domat ze dinn, wéi et zu Léck wäert virugeen. Duerfir wäer ech awer frou, wann Der eis zumindest op déi dote Fro nach kéint äntweren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Also den éischte Punkt ass, dass mer, Här Mosar, natierlech am enke Kontakt si mat de Gewerkschaften, déi dann natierlech a Kontakt si mat der Belegschaft. Déi kréien all d'Informatiounen, déi mir och hunn. Do ass wierklech à tout moment eng perfekt Transparenz och an der Kommunikatioun vis-à-vis vun de Gewerkschaften. Mir deelen natierlech – an ech deelen – déi Suerger, déi d'Leit sech maachen ëm hir Aarbechtsplaz. Dat ass eng Situatioun, déi elo méi wéi ee Joer laang dauert, déi net besser gött. Dat wësse mer alleguerten an dofir schaffe mer och un enger Solutioun.

Dir hutt mer awer eng Rei Froe gestallt an ech appreciéieren och, dass Der d'accord waart, fir Är Question élargie ze verleeën, nodeem ech jo bei Iech an der Kommissioun war an Iech eng ganz Rei Informatiounen ginn hunn och am Huis clos, déi ech net kann an der Effentlechkeet ginn, well et negociéiert een net an der Effentlechkeet. Mee et sinn eng Rei Saachen, déi Der mech frot, déi ech Iech net ka soen, an Dir wësst dat och, dass ech Iech dat net ka soen. Wann Der mer Froe stellt iwwert d'Liquiditéit oder wann Der mer Froe stellt: „Wéini geet dee Betrib dann elo faillite?“, da kann ech Iech dat natierlech net soen, och zum Deel, well ech et selwer net weess. Oder wann Der mech frot, wien dann elo de Repreneur ass, ob dat dann elo e seriösen ass oder ob dat erëm iergendee Finanzjongleur ass. Gitt emol dovunner ass, dass mer net e weideren onseriöse Patrëiner do siche ginn, mee een, deen dee Betrib do seriö weiderféiert.

Dat heescht, Dir stellt mer hei Froen an enger Phase vun dësem Dossier, déi extreem kritesch ass, nodeem mer effektiv elo opgehale hunn, de Chômage partiel ze bezuelen, wou ech, wéi gesot, ëmmer transparent war par rapport zu den Deputéierten. Ech hunn Iech eng ganz Rei Informatiounen ginn am Huis clos, mee et sinn eng Rei Saachen, déi kann ech natierlech net op der Chambertribün soen. A wann Der mech trotzdeem da gären hei undanze loosst, fir Iech da Saachen ze soen, da maachen och dat gären, mee Dir musst awer och verstoen, dass ech op verschidde Froen net kann äntweren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, Här President, dat do kann ech net akzeptéieren, wann hei gesot gött, en Deputéierte géif e Minister „undanze“ loosse. Ech mengen, hei ass et dat fundamentaalt Recht vun all Deputéierten, kënnen eng Question élargie ze stellen. An ech verbidde mer, hei gesot ze kréien, ech géif Ministeren undanze loosse!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn nach eng leschte Kéier d'Wuert zrëck un den Här Wirtschaftsminister. Da muss mer awer esou lues zum Schluss kommen, well d'Riedezäit souwuel vum Froesteller wéi och vum Minister verbraucht ass.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, et ass gutt. Ech danzen elo zrëck op mäi Pult an ech kommen da souwisou nach e puermol zrëck.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir hutt et net esou gemengt, Här Wirtschaftsminister, ech huelen dat un.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en œuvre de l'étude Rifkin

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Ëmsetzung vun der Rifkin-Etüd, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet.

An ech géif d'Wuert direkt un déi honorabel Madamm Diane Adehm am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn.

Exposé

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2016 gouf mat grousser Pomp dem amerikanesche Guru Jeremy Rifkin seng drëtt industriell Revolutioun virgestallt. Dës Etüd soll Wuelstand fir déi nächst 40 Joer garantéieren, sou huet et zumindest geheescht deemools.

Am Wirtschaftsministère huet entre-temps den Haushär changéiert an de Rifkin-Plang gouf op d'Kopp gehäit. Rezent war am „Lëtzebuurger Wort“ en exzellenten Artikel ze liesen, an deem de Wirtschaftsminister behaupt huet, de Rifkin-Prozess wier ofgeschloss an et géif een enger neier Wirtschaftsstrategie schaffen, déi d'Prioritéiten net nëmmen op de Wuesstum leet. Haut ass de Rifkin also Geschicht an d'Fro stellt sech, wat iwwregbliwwen ass.

Fänke mer u mat engem Bléck op de Volet Energie. Hei ass u sech am meeschten ëmgesat ginn. Den „Internet of Energy“ ass geschwënn a Betrib an e wäert et ons erméglechen, eise Bedarf u Strom an Energie intelligent ze steieren. En normale Stot wäert an Zukunft souwuel Energie consomméiere wéi och Strom produzéieren op sengem Daach mat der Fotovoltaik, deen en da kann an d'Netz اسپيßen. Dat heescht, d'Leit ginn zu dem „prosumer“.

Hei sinn zwee Gesetzer dozou gestëmmt ginn an den néidege juristesche Kader gouf en place gesat. Wa mir awer wëlle konsequent sinn, da muss de Staat och selwer mam gudden Beispill virgoen. Vun insgesamt 1.500 effentleche Gebaier sinn der nëmme 40 mat Fotovoltaik ausgestatt an 19 mat enger Solarthermieanlage. Dëst ass richteg moer a mir riskéieren, eent vun den Ziler aus dem PNEC ze verfeelen: fir bis 2025 all effentleche Gebaier mat Fotovoltaik auszustatten. A wa mir d'Energieklass vun den effentleche Gebaier kucken, respektiv wéi dës Gebaier gehéizt ginn, da mussen déi zoustänneg Ministeren nach mindestens zwou gutt Schëppen uleeën.

Och bei der Mobilitéit läit nach viles am Uergen, obschons dëst en ambitéise Secteur ass, fir deen de Rifkin vill virgesinn huet. D'Zil ass et hei, komplett emissionsfräi ze ginn an noer Zukunft. D'Regierung setzt dofir haaptsächlech op d'Elektromobilitéit, den effentlechen Transport an d'Mobilitéit douce.

Mir fannen et net gutt, dass d'Regierung fir d'Mobilitéitswend bal exklusiv alles op eng Kaart setzt. Wëlle mir wierklech eng emissionsfräi Mobilitéit, da brauche mir Technologieoppenheet an dierfen aner Alternative wéi synthetesch Brennstoff oder Waasserstoff net vergiessen.

De Vélo als Alternativ, fir sech komplett CO₂-fräi fortzebeweegen, verlaangt sécher Vélosweeër. Wann ech awer dann eng Gemeng kucken, aus där ech kommen, wou mer e sëllegen Entrevuen hate mat Leit aus der Naturverwaltung, iwwer 100.000 Euro an Etüde gestach hunn, fir dann duerno nach e Refus ze kréie vun der Naturverwaltung, da kann ech just nach soen: Do geet mir den Hutt héich an ech verstinn d'Welt net méi!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Et ass wéi mat de Schmuebelen zu Ettelbréck.

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! Et ass wéi mat de Schmuebelen zu Ettelbréck bei der Gare.

(Brouhaha)

Voilà! A wa mer grad bei der Mobilitéit sinn, do wier et an eisen Aen och wichteg, ...

(Interruption)

... fir weesentlech méi op d'Sharing Economy zrëckzegräifen, well och dëst ass en zentrale Bestanddeel

vun der Rifkin-Etüd. Wann een eppes brauch, soll een et net onbedéngt kafe goen, mee et kann ee sech et mat senger Matmënschen deele respektiv ënnereneen ausléinen. Ech denken do un de vel'OHI-System, wou ech dann och aus menger Gemeng schwätze kann, wou et vill Diskussiounen waren, fir dass d'Nopeschgemenge sech da konnten un de Stater Vélossystem uschléissen.

Och Carsharing ass eng Méiglechkeet. Am ländleche Raum gött net vill vu Carsharing geschwat, an hei misst eigentlech de Mobilitéitsminister dohinnergoen an ënner senger Federführung e Carsharingsystem fir d'ganz Land aféieren.

Här President, d'Rifkin-Etüd ënnersträicht och d'Wichtigkeet vun enger kohärenter Startuppolitik, wou leider déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg net vill geschitt ass. Mir sinn nach ëmmer keng Startupnation. Fir d'Lëtzebuurger Industrie wier eng erfollegräich Startupstrategie awer wichteg, fir endlech erëm eng Virreiderroll an Europa ze iwwerhuelen, esou wéi dat mam Finanzsecteur an dem Satellitesecteur de Fall ass. Hei schwätzt de Rifkin vu „smart solutions“ fir d'Industrie vu muer. Et sollen technologesch Plattformen fir d'Industrie ageriicht ginn an d'effentlech Fuerschung soll verstärkt ginn.

D'Realitéit an der Industriepolitik ass awer leider ee FAGE-Dossier, deen net usazweis an dem Rifkin seng Strategie vun enger nohalteger a moderner Wirtschaft erapasst a schlussendlech dem Land och nach geschuet huet. Esou dierf Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg net fonctionéieren.

D'Finanzindustrie par contre ass dem Rifkin sengem Rot gefollegt an huet sech zu enger vun de bedeiendste grénge Finanzplazen entwéckelt a bitt Investisseuren nohalteg Investitiounsméiglechkeeten un.

Och de 5G muss an Zukunft nach vill méi ausgebaut ginn, fir kënnen als Land kompetitiv ze bleiwen.

Fuere mer weider mam Rifkin senger Offallgesellschaft, wou e seet, déi soll sech weiderentwéckelen zu enger Kreeslafwirtschaft. Den Offall soll als Ressource weiderverwäert ginn an doduerjer soll den Impakt op d'Ëmwelt minimiséiert ginn. Dëst ass eng Rëschance fir eist Land, mee leider huet d'Regierung bis elo haaptsächlech eng Strategie virgestallt, gesinn hu mir nach net ganz vill.

Do kann ech erëm eng Kéier op meng Heemechtsgemeng zrëckkommen, wou mir amgang sinn, eng Schoul ze bauen nom Prinzipp „cradle-to-cradle“. An ech géif eigentlech jidderengem heibanne roden, sech emol eng Kéier esou Projeten ukucken ze goen. Do gesäit ee, wat et heescht, wann ee mat nohalteger Materialie baut a wann een d'Chance huet, dass een déi Materialien, wéi an dësem Fall Holz, och nach a sengen eegene Bëscher féinnt. Dat ass wierklech e ganz interessant Beispill, Här Minister, an ech géif Iech invitéieren, fir Iech dat eng Kéier ukucken ze kommen.

Kompetitiv Wirtschafte spezialiséiere sech oft an Nischen an errechen dann Exzellenz. Mee da kommt, mir ginn eis als Lëtzebuerg d'Zilsetzung, dass mer bis 2030 an der Économie circulaire en internationale Spëtzeleiter ginn, well esou maache mir net nëmmen eppes fir eis Ëmwelt, mee mir schafen och nach ganz vill Aarbechtsplaze fir eist Land.

Här President, bis elo gouf et nach net vill Diskussiounen iwwer nei Aarbechtsmodeller. Wéi gesäit eis Aarbecht an Zukunft aus? Wat geschitt, wann alles méi digital gött? Sinn eis jonk Mënschen an der Schoul genuch preparéiert op eng digital Aarbechtswelt? Et geet net duer, eng Informatiksektioun an eise Schoulen ze schafen oder e Coding anzeféieren. Wat geschitt mat de Mënschen, déi aktuell um Aarbechtsmarché sinn? Si

musse forméiert ginn op eng nei Aarbechtswelt. A wat geschitt mat de Mënschen, déi an där neier digitaler Aarbechtswelt net méi matkommen?

Och den Teletravail ass nach ëmmer net richtig gereegelt. Während der Pandemie ware mir alleguerter frou, dass et den Teletravail gouf, well doduerjer eis Wirtschaft awer relativ gutt duerch d'Pandemie komm ass, an haaptsächlech de Finanzsecteur an de Servicesecteur. Elo liesen ech an den Zeitungen, dass d'Konventiounen mat eisen Nopeschlänner no an no auslafen. Firwat gouf net vun der Pandemie profitéiert, fir eng definitiv Léisung mat eisen Noperen hei ze fannen?

Och den Nohaltegkeetscheck gëtt et nach ëmmer net, obscho schonn zënter 2013 dovunner geschwat gëtt.

Haut hu mer zousätzlech zu der Pandemie och nach Krich an Europa, e Krich, vun deem mer net wëssen, wat en eis bréngen wäert. An dësen Zäite kritt de Begrëff „Resilienz“ vun eiser Wirtschaft eng ganz nei Bedeitung. Mir errechen eis Ziler fir vun de fossillen Energien onofhängeg ze gi vläicht vill méi séier, wéi mer denken. An trotzdem bleiwe vill Froen iwwert d'Zukunft opstoen.

Eng ganz konkreet Fro musse mir eis awer haut selwer stellen: Wieren déi Saachen, déi mer erreicht hunn, ouni de Jeremy Rifkin net zustane komm? Ech hunn éierlech gesot misse laachen, wéi ech am Hierscht an der Press en Opruff gelies hunn, dass een all Projet, dee kéint ënnert d'Rifkin-Strategie falen, soll beim Ministère mellen. Dat kléngt net wierklech no enger Strategie vum Ministère. Hei gëtt éischter d'Päerd vun hannen opgesuedelt a verzweifelt alles an de Rifkin agepaakt, wat een nëmmen iergendwou féint. An eisen Ae war dat Ganz éischter eng Étienne-Schneider-Show wéi eng weeweisend Strategie fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft.

Fir modern, digital an innovativ ze ginn, brauch ee kee Jeremy Rifkin an et brauch een och keng Honnerte Strategiepabeieren. An esou Zäite wéi deenen heiten, wou onst Liewen an ons Wirtschaft innerhalb vun zwee Joer e puermol op d'Kopp geworf goufen, stellt sech souwisou d'Fro, wat d'Strategien haut nach wäert sinn.

Wat mir haut vill méi brauchen, sinn Ziler, wou mer all Dag op en Neits probéiere sollen, se ze errechen. Mir brauchen eng méi diversifizierte Wirtschaft, déi resilient ass, wann et zu Krise kéint, an d'Ëmwelt net ze vill beelaascht. A mir brauche Mënschen, déi motivéiert sinn, an esou Betriber ze schaffen, an déi sech an der digitaler Welt erëmfinden.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler (DP) | Merci. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ufangs d'lescht Joer hat ech dem Här Wirtschaftsminister eng erweidert Fro gestallt, fir gewuer ze ginn, wéi et mat der Ëmsetzung vun der Rifkin-Strategie wier, wéi et ëm déi steet. An de Georges Engel, deemools nach Deputéierten, hat am Juli vun leschte Joer nach eemol nogefrot, wou den „État des lieux“ dru wier. Haut befaasse mer eis dann nach eemol mat deem Thema, dat op Wonsch vun der Madamm Adehm, déi eis och an engem gewëssene Mooss e Resümee gemaach huet, fir an d'Matière anzeféieren. Dat erspuert mir déi Aarbecht.

De Wirtschaftsminister huet e puermol hei an der Chamber betout, dass him dëse Prozess, de Rifkin-Prozess, um Häerz géif leien, virun allem eeben, fir eng nohaltege, widerstandsfähig an energieeffizient Ekonomie ze entwéckelen. Ech hunn dat Lëtzebuurger Wuert „widerstandsfähig“ léiwer, well „resilient“, dat kléngt ëmmer e bëssen héich intellektuell. Eng widerstandsfähig Ekonomie, dat ass dat, wat am Fong geholl gemengt ass, fir Schocken, diverse Schocken – an den Här Minister huet se virdrun an ugeschwat – besser Rechnung ze droen, fir déi besser ze affrontéieren.

Voilà, dat kléngt och alles ganz gutt, ma dat kann een awer nëmme schrëttweis ëmsetzen. Oder, fir mam Ekonomist René Winkin ze schwätzen, deen ech dann nach eemol beméien, deen am November op RTL dat heite gesot huet – ech zitieren de René Winkin –: „Et geet just net duer, Saachen ze verbidden, ze verdeieren, et brauch och valabel Alternativen, soss gi Knappheet an Deierecht zu chronische Problemer an erfuere Verzicht.“ Zitat Enn oder Enn vum Zitat.

D'Ziler, déi an der Rifkin-Strategie definéiert goufen, si méi wéi jee aktuell. Dat wësse mer alleguer. An der leschter Zäit ass vill Onerwaartes geschitt. Eng Pandemie an e Krich matzen an Europa, fir just zwou Saachen ze nennen. Alles dat sinn natierlech Ereegnesser, déi en Afloss op d'Strategie an hir Ëmsetzung hunn. Nei Aspekter mussen an dës Strategie integréiert ginn. Ech denken do un d'Widerstandsfähigkeit vis-à-vis vun externe Schocken, wéi eeben eng Pandemie oder e militäresche Konflikt. Dozou gehéiert besonnesch d'Sécherstelle vu Liwwerketten. Och déi nei Obligatiounen, fir den CO₂-Ausstouss ze verëngereren, an all aner Efforten, fir de Klimawandel ze begleeden, spillen eng wichteg Roll an deem Kontext.

Mëttlerweil ass och den „État des lieux 2021“ (ndlr: Étude stratégique de la 3^e révolution industrielle pour le Luxembourg – État des lieux 2021) publizéiert ginn. Wann een duerch dat déckt Dokument bliedert, da mierkt een, dass effektiv sou munchen an de leschte fënnf Joer geschitt ass. Ettléich Projete goufen ëmgesat a Gesetze goufen hei an der Chamber gestëmmt, déi an de Kader vun der Rifkin-Strategie passen, mee net onbedéngt direkt als dat ze erkenne waren. Et kéint een also behaupten, dass d'Rifkin-Strategie ëmgesat gouf, ouni dass de Grand public dat vläicht bewosst matkrut.

Wéi geet et dann elo weider? Wann ech d'Annonce um Internetsite vun der drëtter industrieller Revolutioun richtig verstane hunn, ass et elo eriwuer mat der Rifkin-Strategie en tant que tel. D'Viraarbechten an d'Leitinnen, déi jo deels nach ganz aktuell sinn, sollen an engem anere Kader, deen och natierlech dem Wirtschaftsminister ënnerläit, weidergefouert ginn. Déi sougenannt Direktioun „Luxembourg Stratégie“ soll also d'Rifkin-Strategie iwwerhuelen, un nei Erausforderungen upassen a sécherstellen, dass eis Wirtschaft méi widerstandsfähig gëtt.

Fir mech stelle sech awer heibäi e puer Froen:

Éischstens: Wéi gesäit dës Strategie konkreet aus? Kann ee se nach eng Kéier aktualiséieren a méi genee beschreiwen?

Zweetens: Fanne mer iwwerhaupt genuch qualifizéiert Leit mat deem néidegen Knowhow, fir dës Ziler ëmsetzen? Dat ass e bëssen de Corollaire zu deem, wat d'Madamm Adehm éinescht am Kontext „I“ wéi Informatik ugeschwat huet.

Drëttens: Wat fir Produktiounen an Transformatiounen wëlle mer an Zukunft prioritär ënnerstëtzen?

Véiertens: A wa mer nei Aktivitéite wëllen unzéien, hu mer iwwerhaupt genuch Terrainen, fir dass se sech kënnen usidelen?

Fënneftens: Sinn nach ëmmer Betriber interesséiert, fir op Lëtzebuerg ze kommen? vill Succès, vill Erfolleg hunn eis Prospektiounen am Ausland? Wéi steet et also ëm eis Attraktivitéit? Och e villbeschwuere Sujet vun Här Mosar.

A sechstens: Gëtt et reell Fortschrétt, wat d'Kierzen an d'Koordinéierung vun de Prozeduren ugeet?

Dat sinn alles wichteg Froen, op déi déi nei Strategie Äntwerte liwwere muss.

Den Här Wirtschaftsminister kann eis bestëmmt och preziséieren, ob och an Zukunft weider den Input vun externe Partner ageholl gëtt. Si sinn nämlech no um Terrain a wëssen, wat vun der Politik erwaart gëtt.

Fir eis ass et also wichteg, dass mer eng Strategie hunn, déi kloer definéiert, wéi eis Wirtschaft sech soll an Zukunft opstellen. Fir eis ass et awer och, an dat wëll ech zum Schluss soen, essenziell, dass d'Betriber, déi mer unzéien oder déi sech transforméieren sollen, Planungs- a Rechtssécherheet hunn an dat mer och als Standuert Lëtzebuerg weider steierlech attraktiv bleiwen. Well sollt an Zukunft duerch een oder méi Ëmstänn manner Kuch gebak ginn, da kéint es och manner verdeelt ginn, d'äers musse mer eis ëmmer nees bewosst sinn!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmoos merci, Här President. Sechs Joer ass et hier, dass de Rifkin-Prozess zu Lëtzebuerg lancéiert gouf, mam Zil, eisem Land en nohaltege Wirtschaftsmodell ze ginn, wou de Strukturwandel ewech vun der fossiller Wirtschaft hin zu engem ökologesche Modell acceleréiert a begleitet gëtt, wou d'Zesummespill vun Internet, Technologie an erneierbaren Energien awer och zu neien, besseren téschemenschleche Relatiounen sollt féieren, en Aspekt, dee leider an der öffentlecher Debatt vill ze dacks ze kurz kéint.

Une voix | Genau!

Mme Francine Closener (LSAP) | Méi smart, méi ëmweltfrëndlech a méi sozial, dat war d'Visioun fir Lëtzebuerg. An dat ass se och haut nach ëmmer. An et gouf och deemools de Fokus drop geluecht, d'Bierger vun Ufank u matzehuelen.

Haut, sechs Joer méi spéit, gesi mer, wéi wichteg a virausschauend et war, fir dee Prozess deemools unzefänken. Wat awer och zanterhier deem Prozess zum Deel huet missen eng aner Nues ginn, war natierlech d'Pandemie. Op där enger Säit huet d'Pandemie d'Digitaliséierung enorm virugedriwwen. Viru véier Joer war den Teletravail eng Raritéit. Homeschooling hu mer iwwerhaupt guer net kann. A vun haut op muer hu mer eis am Mäerz 2020 ganz missen ëmstellen, komplett missen op dat Digitalt setzen. Dat hu mer zu Lëtzebuerg bei Wäitem besser hikritt wéi ganz vill aner Länner, eebe well mer schonn a ganz villen Hisiichte gutt opgestallt waren.

D'Pandemie huet natierlech och nach eemol gewisen, wéi grouss eis Ofhängegkeet vun internationale Produktiouns- a Liwwerketten ass, Stéchuert: materiell Enkpäss. Och dat ass jo e Punkt, op dee mer fir d'Zukunft besser virbereet musse sinn, méi eegestänneg musse ginn. An de Minister huet virdu schonn d'Detailer ginn. En ass jo drop agaangen, och op deen enormen Impakt vum Krich an der Ukrain.

Op där anerer Säit ass awer d'Klimakris an der Tëschenzäit net manner akut ginn. An déi Ofhängegkeet

vun där fossiller Energie, aus där mer eraus wëllen an elo och ganz sécher eraus mussen, déi Ofhängegkeet kréie mer jo Dag fir Dag virun Ae gehalen.

Fir eis muss grad e Land wéi Lëtzebuerg, mat deene Moyenen, déi mir hunn, alles drusetzen, fir vun där fossiller Energie ewechzekommen, a vun deene virun allem, déi d'Hand drop hunn, onofhängeg ginn. Dat geet net, ouni datt Privatleit, ouni datt d'Beriber och ënnerstëtzt ginn. Dat mécht de Staat. An dat ass och gutt esou!

De Staat muss awer och onbedéngt selwer mam gudden Beispill virgoen. An d'Diane Aehm huet et virun ernimmt: vu 1.500 öffentleche Gebaier wieren der grad emol 40 mat enger Photovoltaikanlag ekipéiert. Dat hunn ech och gelies. Dann ass do awer nach zolidd Loft no uewen!

Här President, fir zrëckzekommen op de Rifkin-Prozess, zejoert gouf en Tëschebilan, en „État des lieux“ gemaach. Déi 49 strateegesch Moosname goufen analyséiert. Villes gouf ëmgesat. Villes bleift nach ze maachen.

Ech stelle virun allem eng Prise de conscience fest. Wéi ech 2014 d'Éier hat, zesumme mam Camille Gira déi éischt strateegesch Etüd iwwert d'Économie circulaire ze lancéieren, du war dat eigentlech just Insider e Begrëff. Haut ass d'Kreeslafwirtschaft in aller Munde. Cradle-to-cradle, Upcycling sinn in. De lineare Modell geréit besonnesch bei der jonker Generatioun a Ver-ruff. Zeg an zeg Entreprisë baséieren hire Businessmodell um Konzept vun der Circular Economy.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Nach ass vill ze dinn, fir datt de juristeschen a fiskale Kader stëmmt. An ech géif d'Regierung hei wärmstens encouragéieren, weider a konsequent op dee Wee ze goen. Lëtzebuerg muss a kann hei ze de Virreider gehéieren. An duerfir begrëissen ech och de politesche Wëlle vum Wirtschaftsminister, deen nohaltege Wee konsequent weiderzegoen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Fir eng Wirtschaft, déi resilient, nohalteg, eeben zukunftsfaeg ass, brauch een eng holistesche Approche. Et muss ee sech op seng Stärkte besënnen a seng Schwächte bekämpfen. D'Digitaliséierung an d'Notze vun den Donnéeën spillen haut méi wéi jee eng zentral Roll. An et geet net duer mat der néideger Infrastruktur. Datenzentere si wichteg. 5 G ass wichteg. Mee et brauch ee virun allem awer déi néideg Kompetenzen a Strategien, wéi een déi Date sënnavoll zesummebréngen an notze kann. Et ass an deem Kontext gutt a richtig, datt Lëtzebuerg sech och als Hub am Beräich vum HealthTech positionéiert. Mir hunn do ganz vill Potenzial.

A fir all dat gëtt et eeben e Fuerplang mam Numm „Luxembourg Stratégie“. Deem seng Aufgab ass et, déi drëtt an déi véiert industriell Revolutioun weider ze begleeden, virun allem déi strateegesch Ausriichtung vun eiser Économie op laang Siicht ze bestëmmen. Laangfristeg, dat ass d'Stéchwuert. Wéi wëlle mer da muer dostoen an iwwermuer? Wat wëlle mer eise Kaner hannerloossen? Wéi eng Welt? Wéi e klengt Stéck vun där Welt hei ze Lëtzebuerg? Mat wéi engem Wirtschaftsmodell? Mat wéi enge Perspektiven?

Dass d'LSAP-Ministerei am Wirtschaftsministère diesen Challenge ugaange sinn, weider uginn a probéieren, op déi verschidde Froen eng Äntwert ze fannen, dat kënne mir als LSAP nëmme begrëissen. Déi participativ Approche stoung am Rifkin-Prozess am Vierdergrond. A si ass et och beim Nofolger, der „Luxembourg Stratégie“.

Et géllt elo, d'Observatiounen aus dem „État des lieux“ an d'Praxis ëmzesetzen, do besteet keen Zweifel. Et gëtt handfest Fortschreiter an der Smart Economy, zum Beispill d'Cybersecurity, natierlech och en extreem wichteg Thema am Kontext mam Krich mat Russland, oder awer och bei der energieetescher Transitioun. An anere Beräicher, an der Industrie, jo, do ass et och net esou einfach, dat vun haut op muer mir näischt dir näischt alles ëmzesetzen. Ech denken, d'Industrie ass sech awer och méi wéi jee bewusst, dass dat nëmme esou ka goen. Och d'Konzept vum Prosumer muss developéiert an ëmgesat ginn.

D'Objektiver sinn do, d'Instrumenter zum gréissten Deel och. An eeben d'Prise de conscience huet hire Wee gemaach.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Erausforderung, virun där Lëtzebuerg momentan steet, virun der Pandemie an duerno, virun Krich an duerno, dat ass ganz kloer de Logement. An och hei si kloer Pisten opgezeechent. Och hei ass et un der öffentlecher Hand, um Staat, un de Gemengen, mam gudden Beispill virzegoen. Wéi wëlle mer muer bauen a wunnen? Dat si Froen, déi muss beäntwert ginn. Natierlech muss méi gebaut ginn, mee dat vill méi smart an nohalteg a gläichzäitig awer och abordabel. Éco-quartiers ass d'Stéchwuert.

A Resilienz oder „Widderstandsfäegkeet“, wéi den Här Bauler et léiwer huet, ass fir mech d'Wuert vun eiser aktueller Zäit. Et ass gutt, datt mer weider kollaborativ zesummen dorunner schaffen, Lëtzebuerg, seng Wirtschaft a seng Gesellschaft méi resilient ze maachen. Mir wëssen all, wéi wichteg dat ass. An d'Regierung huet, wa se op deen dote Wee geet, eis vollsten Ënnerstëtzung.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz de Kontext setzen: Mir hate bei der Rifkin-Etüd zwee grouss a laangfristeg wirtschaftlech Defien: Den éischte war d'Dekarbonisatioun an d'Klimaneutralitéit bis 2050, deen zweete war d'Digitalisatioun an d'Automatisatioun, fir eebe méi eng ressourceneffikass Energie ze kréien.

Déi drëtt industriell Revolutioun reit sech ze engem gudden Deel awer elo schon an eng Strategie a verschidde Pläng an, déi d'Regierung schon huet. Déi aktuell Krichssituatioun weist eis op en Neits, wéi wichteg et ass, datt mir dese Prozess virundreiwen an ons Économie onofhängeg vu fossillen Energien an domadder och vun Autokrate maachen.

Mir gesinn, datt geopolitesch Facteuren nees u Wichtigkeet gewannen. An déi Konklusioun konnte mer och scho bei der Covidkris zéien, dass mer méi resilient Liwwerkette brauchen, wat och bedeit, datt mer allgemeng nees méi regional musse produzéieren.

Loosst mech och e klengen Tëschebilan vun der drëtter industrieller Revolutioun maachen. Mir sinn an deene leschte Joren a ville Beräicher scho gutt virukomm. Ech zielen Iech der e puer op, d'erneierbar Energien zum Beispill. Mir hunn eng Verdräifachung vun der erneierbarer Stromproduktioun zu Lëtzebuerg säit 2012. Besonnesch bei de Wandmillen ass den Trend impressionnant. Säit 2016 hu mir méi wéi eng Verdräifachung vun den installéierte Capacitéit gehat.

En anere Schrott ass am Fong och den Eegeverbrauch. Mir hunn elo e Gesetz, dat deen erlaabt. An duerch déi

nei PRIME House, déi mer muer wäerten hei an der Chamber presentéieren a stëmmen, gëtt dat Ganz en plus nach mat Subventiounen weider ënnerstëtzt.

Energieeffizienz: Erhéijung vun de Primme fir energieetescher Renovatioun am Kader vun der Covidrelance hate mer scho kritt. An elo wäerten déi, wéi gesot, nach eng Kéier am Kader vun der PRIME House eropgesat ginn.

Mobilitéit: E gratis öffentlechen Transport an déi héchst Pro-Kapp-Investitiounen an der Moyenne an Europa. Elektromobilitéit: D'Part vun den neien Immatriculatiounen, wat d'Elektresch ugeet, ass säit 2020 rasant eropgaangen.

Économie circulaire: D'Offallgesetz ass a senger leschter Ligne droite. A mir hu mëttlerweil ganz urban Konzepter, op déi mer eis baséieren, fir nei Quartieren ze entwéckelen, fir nëmme NeisSchmelz zu Diddeleng ze nennen.

Och positiv ervirzehiewen ass d'Bedelegung vun de Bierger a Biergerinnen. Fir eng besser Planung an Entwécklung hu mer do e puer Konzepter, ech nennen Iech der just dräi: zum Beispill Luxembourg in Transition, Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 an de Klima-Biergerrot – wéi gesot, fir der just dräi ze nennen.

Wann ee sech dee leschten „État des lieux“ vum Rifkin-Prozess ukuckt, gesäit een awer, datt mer nach e wäite Wee virun eis hunn. Konkreet Beispiller sinn hei d'Landwirtschaft – haut si mer just bei e bësse méi wéi 5 % biologesch bewirtschaftete Flächen zu Lëtzebuerg, woubäi mer 2025, dat heescht an dräi Joer, op ganzer 20 % sollte kommen – an d'Finanzen: Och wa mer e Fortschritt an den nohaltege Finanzen haten, bleiwen d'Klimaschiedlech Investissementer awer nach ëmmer d'Norm op eiser Finanzplaz: just 4 % vun de Fongen investéieren unhand vu konkreeten Nohaltegkeetsziler.

Déi grouss wirtschaftlech Defie bréngen, wéi gesot, awer och Opportunitéiten a Chancé fir eis Économie, mee awer och Nieweneffekter. An et ass do, wou d'Politik muss eng Äntwert drop hunn. D'Flexibiliséierung bei der Aarbecht zum Beispill, e bessert Encadrement vun den Aarbechtszäiten. Do muss ech awer och soen, datt e Projet de loi ënnerwee ass, fir en Droit à la déconnexion am Aarbechtsrecht ze verankeren. Mir sollen awer och eng Diskussioun iwwert d'Reduktioun vun den Aarbechtszäite féieren. Dat bescht Beispill sinn eis belsch Noperen: Déi sinn elo op véier Wochendeeg bei gläichbleiwender Aarbechtszäit erofgaangen. Och déi Diskussioun soll hei zu Lëtzebuerg gefouert ginn.

D'Transformatioun vun der Wirtschaft werft also och eng Rei sozial Froen op. Wéi a wéi laang wëlle mir an Zukunft schaffen? Wéi kënne mer d'Digitaliséierung esou encadréieren, dass mer u sech keng Prekari-téit schafen, sou wéi mer dat Ganz zum Deel bei de Plattformen kennen? Hei gräift och d'Rifkin-Strategie ze kuerz.

Och a puncto Klima stelle sech sozial Froen: Wéi kënne mer d'Klimatransitioun esou hikréien, datt jiddere matgeholl gëtt? Hei hunn ech och zwee konkreet Beispiller: D'CO₂-Präisser goufen duerch Steierkreditter sozial opgefaang fir déi Stéit, déi manner verdéngen; an d'Reform vun de Primme fir energieetescher Sanéierung mam Zil, datt an Zukunft d'Sue virgestreckt solle ginn (veuillez lire: datt an Zukunft d'Suen net méi virgestreckt solle ginn). Et bleiwen, wéi gesot, nach weider Froen an Diskussiounen op.

Ech kommen da kuerz zu menger Konklusioun. De Prozess vun der drëtter industrieller Revolutioun war e gudden Ustouss an déi richteg Richtung, fir eis Économie fit fir d'Zukunft ze maachen. Et goufe säitdeem vill Fortschreiter gemaach, mee mir hunn awer nach e wäite Wee virun ons. Elo géllt et awer, d'Prozedur

weider mat konkrete Projeten ze fëllen an eis esou méi resilient a méi nohalteg fir d'Zukunft opzestellen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, fir der Madamm Adehm villmools Merci ze soen, dass se haut de Sujet vun der Rifkin-Etüd op den Ordre du jour gesat huet, well wa si dat net gemaach hätt, hätte mir einfach mol geduecht, dass de Rifkin-Prozess scho säin natierlechen Doud gestuerwe wär. An ech mengen, wat mer a leschter Zäit aus dem Wirtschaftsministère héieren hunn, nämlech dass de Prozess ofgeschloss wär, dass weist jo och an déi Richtung.

Ech wéll och dem Här Bauler Merci soe fir säin Engagement fir d'Lëtzebuurger Sprooch haut – vu „Resilienz“ a „Widerstandsfäegkeet“ –, dass mécht eis natierlech ëmmer Freed, dass ze héieren.

Loosse mer mol vläicht kuerz soen, dass, wa mer d'Rifkin-Etüd hei am Land diskutéiert hunn, dass natierlech eng ganz Rei positiv Effekter hat. Éischtens emol krute mer eng Diskussioun iwwert den ekonomesche Modell hei am Land. Et si sécher eng Rei vun Diskussiounen, déi doduerch verstärkt waren, wéi zum Beispill fir d'Offallwirtschaft: Wéi wäit kënnen mer goen? Wéi wäit solle mer goen? Mee et sinn och Saachen, déi einfach am Liicht vun der Zäit net méi kënnen bestoen.

An ech wéll hei op dass agoen, wat meng gréng Kolleegin elo just gesot huet, dass ass d'Landwirtschaft. Et ass schwéier, elo nach vun 20 % Bio an esou weider a vun extensiver Bewirtschaftung ze schwätzen, wa mer jo gläichzäiteg wëssen, dass en enormen Defizit u Liewensmëttel riskéiert op eis duerkommen, eebe just duerch d'Krichssituatioun, an dass vill Länner vun eis wäerten ... Och wa mer eis eege Versuergung nach kënnen garantéieren, wësse mer, dass mer éischer Interessi hunn auszubauen, fir dass mer och aner Länner kënnen ënnerstëtzen, déi deen Abléck Liewensmëttel brauchen. E gutt Beispill, dass een net däréif einfach esou stuer u Konzepter festhalen, mee dass ee sech muss upassen un dass, wat d'Zäit eebe vun eis verlaangt.

Déi Rifkin-Etüd wor eigentlech ni spezifesch lëtzebueresch. Si wor och elo ni spezifesch originell fir eist Land. Si huet eis deemools 425.000 Euro kascht. Et wor awer e Konzept, wat den Här Rifkin eigentlech a ville Länner verkaf huet. Dass wor änlech a Flandern an op anere Plazen. Et wor eigentlech eng Iddi, déi en dann op ville Plaze mat liichte Modifikatiounen, liichten Upassung verkaf huet.

Gutt, ech mengen, mir kënnen awer vläicht dass eent oder dass anert do opgräifen. Mir haten déi Prosumer-Iddien an esou weider, wat sech och an eisem Sproochgebrauch agebiertert huet. Mir hunn déi Iddie vun der Digitaliséierung, der Vernetzung mat alternativen Energien, enger Dezentraliséierung vun der Produktioun. Dass sinn alles Saachen, déi mer kënnen iwwerleeën. Mee mir sinn awer a manche Punkte skeptesch. Ech erënnere mech nach gutt, wéi mer dass am Ufank hei diskutéiert haten: De Rifkin-Prozess, wat maache mer domadder? A mir hunn och gläichzäiteg ëmmer erëm op verschidde Gefore vun der Digitaliséierung higewisen.

Natierlech ass et eng fantastesch Saach. Mir mussen do op der Héicht vun der Zäit sinn, international kompetitiv. Awer d'Digitaliséierung – a mir mussen dass

ëmmer erëm soen, ëmmer nees –, mir dierfen do éischtens keen ausschléissen an zweetens dierfe mer net an e Kontrollstaat erageroden. Mir hunn elo déi Smartmeteren iwwerall installéiert, an och d'Elektromobilitéit, muss ee soen, erlaabt dem Staat theoretesch eng enorm Kontroll iwwert deen Einzelnen, deen Abléck, wou e säin Auto un de Stroum unhängt. An engem intelligent vernetzten Netz kann et och sinn, dass Energie ofgezaapt gëtt an dass, wann een nuets emol wéll an den Auto klammen, fir iergendwou hinze-fueren, dass vläicht de Message ass: „Et geet leider net. Mir brauchen d'Energie aus dengem Auto grad fir en aneren Zweck.“ An da muss de der en Taxi ruffen, wann et dann nach esou eppes gëtt! Also loosse mer och an där Saach oppassen, dass mer d'Autonomie, d'Fräiheet vum Bierger net aschränken!

An och en anere Volet vun der Digitaliséierung ...

(Interruption)

... a vun där Diskussioun ass einfach de ländleche Raum. Jo, d'Digitaliséierung mécht d'Liewen am ländleche Raum méi einfach, mee mir halen drop, dass Agencé vun der Post, vun de Banken, an notament vun deenen, wou de Staat zu 100 % Aktionär ass, wéi an der Spuerkeess, dass déi Agencé bestoe bleiwen, fir dass d'Liewensqualität am ländleche Raum net erofgesat gëtt. Mir haten d'Phenomeen vun de Gilets jaunes, an egal wéi een dass aschätzt, muss mer oppassen, dass mer e Gläichgewicht behalen, och fir de ländleche Raum.

A besonnesch d'LSAP! An ech gesinn hei viru mer dee Minister, deen zoustänneg ass dofir, an Wirtschaftsministère, deen notament och d'Kompetenz fir d'Spuerkeess huet, och wann dass en Établissement public ass mat enger eegener Gestiou, oder d'Post idem. Mee d'Regierung huet en Afloss, si ass den Aktionär! An d'Regierung kéint, wa se wéilt, dann och dofir anrieden, dass déi Agencé bestoe bleiwen. An et ass och dass, wat mer gär hätten a wat mer vun der Regierung froen: dass et keng Vernoléissegung vun deene Regione bei eis am Land gëtt.

Elo ass et jo kloer, elo kommen nei Konzepter: Luxembourg Strategy an esou weider. Dass si Wieder, nach muss mer kucken, wat sech dann dohannert verstoppt! Mir kenne jo d'Revendicatiounen an d'Problemer vun der Industrie hei am Land, mee huele mer dass dat dann escht? Mir wëssen, wat hir Problemer sinn: Bei der Digitaliséierung brauche se Hëllef, si kloen iwwer ze vill séier Ëmweltoploen a vill aner Saachen, wat wierklech d'Suerge vun der Industrie sinn. Wéi kënnen mer kompetent Leit op Lëtzebuerg unzéien, wa mer op där anerer Säit hir Steierverdeeler reduzéieren? Och dass ass e Problem, dee mer ëmmer mussen ënner villen Aspekter ënnersichen.

Dass sinn d'Problemer vun der Industrie! A mir kënnen net Investisseure vu Lëtzebuerg ewechhalen, just well mer da soen: „Ma Dir passt net an eng Rifkin-Strategie.“ Och do muss mer kucken: Wéi kënnen mer eis diversifizéieren? Wéi kënnen mer d'Industrie hei am Land als e wichtege Virdeel fir eise Standuert an en Employeur vun enger ganz grousser Envergure hei weider behalen?

Wa mer de Bilan vun dezer Regierung an och vun där virdu kucken, da muss mer jo soen, dass grouss industriell Spréng eigentlech net gelonge sinn. Mir hunn de Problem Liberty Steel. Dass ass virdrun diskutéiert ginn. Mir haten de Problem FAGE, mir hunn e Problem Google, wou mer net wëssen, wou et higeeet. D'Industriepolitik vun dezer Regierung ass bis elo keng Erfolgsgeschicht. An ech mengen, mir mussen och do ëmmer erëm kucken, wa mer an engem Joer de Bilan zéien, wat eigentlech dann eis Industriepolitik ass a wéi déi soll fonctionéieren.

Ech wéll och nach warnen, well mer dass ëmmer maachen a well et ganz berechtigt ass – an dass ass vläicht mäi leschte Kommentar an dezem Kontext –: Dass ass déi Ideologie vun den alternativen Energien. Mir sinn op, ech soen dass ganz kloer, als ADR fir Energietechnologien. Mir sinn do op. Och alternativ Energie kënnen hire Bäitrag leeschten. Awer mir hätte gär eng realistesch Diskussioun doruwwer! A mir wëssen, dass am Gesamtenergieverbrauch vun dezem Land ...

(Interruption par la présidence)

... déi alternativ Energien am eestellige Prozentberäich agéieren. Eestelleg!

(Interruption par la présidence)

Am Gesamtenergieverbrauch, net Stroum. Gesamtenergieverbrauch! An dass setzt natierlech, mengen ech, déi Saach an e realistesch Kontext. An et ass och dass, wat ech wéll soen: Mir sinn op fir villes, mir hätten awer gär eng pragmatesch, eng realistesch Politik am Interessi vun Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, et war elo ganz laang roueg ëm d'Rifkin-Etüd, déi d'Regierung 2015 an Optrag ginn huet. An ouni dës Heure d'actualité vun der CSV, denken ech, géife mir och elo net méi dovunner schwätzen. Dës Etüd, déi 2016 mat grousser Tamtam als déi absolutt Wouerecht ugekënnegt gouf, no där nach 2017 an 2018 Tëscheberichter komm sinn an dann ...: „Still ruht der See!“

Dës Etüd, déi eng Geschierkëscht ass mat ville verschiddenen Iddien, déi mir och zum Deel begréissen an deele kënnen, awer och just zum Deel, ass eigentlech just nach waarm Loft. Si huet sech verflüchtigt. Dës Etüd, déi eigentlech vill verschidde Virschléi, déi zum Deel och kontradiktorech sinn, opgezielt huet, wou nach ëmmer d'Kapitalinteressien dominéieren, wou sech fundamental awer absolutt näischt un eise Gewunnechten ännert, déi déi zentral Froen, déi et am 21. Joerhonnert ze thematiséieren gëllt, absolut net thematiséiert huet an och net a Fro gestallt huet!

De Wuesstum zum Beispill. D'Etüd seet eis, dass mir méi effikass mussen mat de Ressourcen ëmgoen. Jo, natierlech, alles richteg. Mee wa mir awer ëmmer méi an där Wuesstumsspiral gefaange sinn, da kann een zwar méi effikass mat de Ressourcen ëmgoen, mee et gëtt der dofir awer net méi, mee manner, och wann alles sënnoell organiséiert ass, well de Verbrauch geet logescherweis an d'Luucht. An de Mënsch mat senger Kreativitéit a senger Aarbechtskraaft spillt doran eng verschwindend kleng Roll. Froen iwwert d'Veerdeelung vu Räichtum a vu Muecht gi mol net thematiséiert!

Dës Etüd ass absolutt net futuristesches, ass absolutt keen Denkspiel, wat eis aus dezer Impasse eraushëlfe kann. Si denkt „just“ dass weider, wat nach ëmmer geduecht gouf. Si denkt nach ëmmer an deene kapitalisteschen, op Profit orientéierte Strukturen. Si erlaabt et net, eng komplett aner Gesellschaft ze denken. Si ass einfach almoudeesch an total deplacéiert.

(Interruption)

Ech ginn aus Zäitgrënn a menger Ried just op dräi Punkten aus der Etüd an. Éischtens emol d'Energie. Energieetesche Sanéierung vun Haiser ass en Thema. myenergy soll weiderentwéckelt ginn, Broschüre solle bereetleien, d'Gemengeprescriptiounen harmoniséiert

ginn, d'Subventionenpolitik soll promouéiert ginn et j'en passe. Alles schéin a gutt, mee wéi ass et dann elo endlech mam Handelen um Terrain? Wéini fänke mer dann elo endlech un, do ze sanéieren, wou et am meeschten néideg ass? Bei de Leit à revenu faible, bei der Locatioun, wéini?! D'Zuele si jo am Moment net grad héich.

Am PNEC ass e Renovationstaux vun 3 % ugepeilt, fir bis 2030 op minus 64 % CO₂-Ausstouss bei Wunnebaier ze kommen. Haut leie mer mol net bei engem Prozent! Säit der Aféierung 2017 vun de Primme fir den Assainissement énergétique sinn 1.820 dës Assainissementer realiséiert ginn. Bei de Klimaprête sti mer no fénnef Joer bei 400 Demanden! Fir de Klimaprêt mat null Prozent, dee jo elo nach ofgeschafft gëtt, leie mer bei ronn 20 Demanden. Et ass also a kengster Weis vun enger Dynamik oder Opbrochstëmmung ze schwätzen. Den Interessi hält sech a Grenzen an d'Renovatiounen bleiwen de gutt situéierte Stéit virbehalen.

100 % erneierbar Energië sinn ugestriift ginn. Mee wéi steet et da mat den Erneierbaren am Moment? Wou si mer dann do drun? Bis 2030 sollen 23 % bis 25 % erneierbar Energien erreicht ginn. De Rifkin huet effektiv vun 100 % bis 2050 geschwat. Haut leie mer bei 11 %. Mee a Realitéit leie mer awer ënner eisem EU-Zilwäert vun 11 % bis 2020, well mir Statistiken an Héicht vun 3 % bis 4 % aus zwee baltesche Staate kaaft hunn.

Säit 2017 sinn 22 Milliounen Euro an den Ausbau vun den erneierbaren Energie fir d'Privatstéit gefloss. 1.820 PV-Anlage goufe sou zum Beispill finanzéiert. Eigentlech misst ee jo soen: „Eng Anlag op all Daach, do wou et Sënn mécht“, wann et eng Urgence climatique gëtt. Ma da lass! 1.820 Anlagen, dat sinn 0,7 % vun alle Stéit zu Lëtzebuerg. Och an dësem Dossier hu mir net reusséiert. Mir hu vill ze spéit ugefaangen, Energiekooperativen ze ënnerstëtzen. Wéi vill gëtt et der dann iwwerhaapt am Moment?

De Fokus läit hei op der Elektromobilitéit. Jo, alles schéin a gutt, mee wie profitéiert heivunner? Net déi Leit, déi et am meeschte bräichten. Net déi mam Revenu faible, well déi kënnen sech keen E-Auto leeschten. En plus gëtt et nach laang net genuch Bornen am effentleche Raum fir Leit ouni Garage.

Zweetens d'Mobilitéit – do sti vläicht interessant Saaichen an dëser Etüd: „Il faut qu'un transport en commun efficace et des infrastructures confortables pour une mobilité active soient mis en place et que de nouveaux services de mobilité soient créés.“ Ma wou sinn déi dann? Mam FLEX a Carloh geet et net duer. Mir brauchen och just een esou ee Service, awer uechert d'ganzt Land. Et heescht, eng Applikatioun géif kreéiert, wou all Mënsch sech seng Trajeten individuell ka sichen an och ugekënnegt gëtt, en temps réel, wéini den effentlechen Transport dann elo fiert. Jo, déi App gëtt et, mee fir de Rescht léisst se awer ze wënschen iwwreg. Nach laang ginn net all Verspéidungen an deleted effentlechen Transporten ugewisen, a fir den idealen Trajet unzeweisen: loin de là!

Drëttens d'Landwirtschaft: An dësem Deel vun der Etüd sti vill interessant Unhaltspunkten dran, zum Beispill wat d'Transitioun hin zu 100 % Bio oder d'Ënnerstëtzung vun der „community-supported agriculture“ (CSA) am Geméisbau ugeet. Dat sinn interessant Iddien, déi méi eng ekologesch Landwirtschaft géife bedeeiten an och de Mënsch als Produzent a Konsument an de Mëttelpunkt stellen, dee mat eegenem Engagement an och a Kooperatioun mat anere lokal Kreesleef opbaut.

Schlagwierder wéi Diversifikatioun, Marketing et j'en passe ... Et gouf vill a konstruktiv Iddien, déi et elo gëllt ze analyséieren. Mee wéini hale mer op ze

analyséieren a maachen endlech eppes? Wéini? D'Zäit leeft eis fort!

De Fokus läit leider och hei op enger nohalteger Intensivéierung mat Hëllef vun der sougenannter Smart Agriculture, also op Technologie, wëssenschaftleche Léisungen, an deenen de Mënsch, de Bauer mat sengen Erfarungen a Kompetenze keng Roll méi spillt.

Wéi Der eraushéiert, ass eiser Meenung no hei vill Zäit vergaangen, wou et verpasst ginn ass, Neel mat Käpp ze maachen. Wa mir an deem doten Tempo weiderfueren, da brauche mir eis geschwé keng Suerge méi ze maachen, ...

(Interruption par la présidence)

... well da geet et eis wéi den Dinosaurier: Da si mir ausgestuerwen.

E ganz, ganz kuerze véierte Punkt, deen ech mer ganz séier elo hei nach opgeschriwwen hunn: „4 % Fongen, déi nohalteg sinn“, gouf vun deene Grénge gesot.

(Interruption)

Majo, mee do gi mir jo net drun! Obwuel d'Politik do an Zuchzwang ass an eppes maache kéint – elo! Mee de Ball gëtt ëmmer nëmmen hin- an hiergespillt am FDC (ndlr: Fonds de compensation commun au régime général de pension) an deem Dossier. D'Regierung seet, et missten d'Gewerkschafte sinn, déi reagéieren.

(Interruption par la présidence)

D'Gewerkschaft seet, et wier d'Regierung. Lauschtert Iech emol d'Pressekonferenz vun der ASTM (ndlr: Action solidarité tiers monde – ONG de développement luxembourgeoise) vun haut un a liest de Rapport ganz gutt duerch! Vlächicht ännere mer dann endlech eppes un eisem Fonds de compensation.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „smart economy“, „prosumer“, „circular economy“, dës an nach ganz aner Anglizisme waren an de leschte Joren d'Trendwierder a ville Ministären. Et wéilt een et aneschters maache wéi all déi aner virdrun: besser, ...

Une voix | Genau!

M. Sven Clement (Piraten) | ... nohalteg, zirkulär!

(Interruption)

Eng drëtt industriell Revolutioun gouf ugekënnegt. Iwwert d'Ziele vun deenen industrielle Revolutiounen loossen ech mech elo net aus, well aleng dofir géif meng Zäit komplett dropgoen. Ob mer dann elo wierklech bei der drëtter oder vlächicht souguer scho bei der véierter misste sinn, ass nämlech och eppes, wat breet debattéiert gëtt.

De sougenannte Rifkin-Prozess, benannt also nom amerikaneschen Ekonomist a virun allem Publizist Rifkin, soll Lëtzebuerg prett maache fir dat 21. Joerhonnert – ewech vu fossillen Energien, baséiert op erneierbaren Energiequellen. Fir dës wäertvoll Energien net ze verbëtzen, mussen d'Objeten, déi domadder gefiddert ginn, esou ressourceneffizient wéi nëmme méiglech konzipiéiert ginn. An dat féiert eis dann zu der Digitaliséierung an der Prozessoptimiséierung. Duerch en Zesummeleë vun den digitale Strukturen gëtt all Objet fir säi Gebrauch optiméiert. „Minimal input, maximal output, superb quality“, an intelligent solle se och nach dobäi sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Piraten si mer de verschiddeenen Aspekter vum Rifkin-Prozess net ofgeneigt, well verschidde Punkte spigelen exakt dat erëm, wat mer eis u sech vun enger moderner an digitaler Gesellschaft géifen erhoffen. All Biergerin a Bierger sollt an dëser Gesellschaft, der Visioun no, eng Matgestaltungsméiglechkeet hunn, soll Deel sinn, soll net nëmme Konsument sinn, mee soll tatsächlech kënnen gestalten, kënnen participéieren. Wëssen a Konscht géife fräi zirkuléieren an „l'usage prime sur la propriété“. Dat entsprécht dach genee eise Leitiddie vun enger fräier a selbstbestëmmtter Gesellschaft.

Mee: D'Realitéit ass aktuell eng aner! De fräien Internet ass net wierklech fräi. E Beispill dofir wäerte mer haut nach eng Kéier diskutéieren. Mir hunn d'Copyright-Direktiven, déi d'Majoritéit haut no dëser Aktualitéitsstonn dann ofstëmme wäert an déi d'Notzung vum Internet net méi fräi, mee éischer manner fräi wäerte maachen. Duerch déi Gesetzer maache mer nämlech de Wee fräi fir Uploadfilteren, staatlech virgeschriwwen Zensuren, déi den Zougang zum fräien Internet wäerten aschränken. Mee dorop kommen ech herno nach eng Kéier zrëck.

Här President, et ass e wäite Wee vun engem rengen Wonschdenke bis zur Realiséierung vun enger wierklech neier Wirtschaftsuerdnung. Dem Rifkin seng sougenannt „new economy“ baut nämlech op enger Entkopplung tëscht Energie a Wirtschaftswuesstem op. An hei ass ze erkennen, datt Lëtzebuerg nach ëmmer eng „old economy“ ass am plaz vun enger „new economy“, wéi d'Regierung eis wéilt gleewen doen.

An dofir brauche mer eis u sech just d'Zuele vum Statoc unzekucken. Dobäi kann een nämlech observéieren, datt de Wirtschaftswuesstem zu Lëtzebuerg nach ëmmer Hand an Hand geet mam Wuesstem vun den Aarbechtsplazen an dem doraus logescherweis resultéierenden demografesche Wuesstem. D'Entkopplung vun eiser Ekonomie vun de klassesche Produktionsfacteuren Aarbecht a fossill Energien ass zurzäit Soll-Status an nach ëmmer net gelongen.

Mir sollten eis dofir hei keng falsch Illusiounen maachen. „New economy“ kléngt gutt, schéine Sticker, schéine Stempel! Mee fir eng wierklech nei Ekonomie ze kréien, brauche mer och nei sozial Modeller, déi dorobber ofzilen, d'Participatioun an d'Méiglechkeet vum Eenzelnen ze erhéijen an d'Deele vu Gidder méi ze stäerken. Alles aneschters leeft soss dorobber eraus, datt déi, déi elo schonns vill hunn, weiderhin deenen, déi näischt hunn, hir Reegele vum Spill diktéieren.

Dofir plädéiere mir Piraten och weiderhin derfir, datt mer eis Ekonomie nei gestalte mussen, datt mer musse iwwer nei Remuneratiounsformen, nei sozial Garantien nodenken a virun allem, datt mer déi Entkopplung vun de klassesche Produktionsfacteuren Aarbecht a fossill Energien hikréien. Mee dofir geet et eeben net duer, nëmme schéin Annoncen ze maachen an eng schéi Broschür vum Jeremy Rifkin ze hu respektiv sech op d'Schëller ze klappen, wann een an deem senge Bicher ernimmt gëtt als eng vun de Regierung, mat deenen ee sou gutt zesummegeeschafft hätt.

Nee, et geet net duer, „name-dropping“ ze maachen, mir mussen endlech „action“ weisen – fir bei deenen Anglizismen ze bleiwen. Mir musse weisen, datt mer et kënnen, an net nëmmen driwwer schwätzen. Mir mussen – an dat gouf virdu scho gesot – dach dozou kommen, datt mer op all Daach, wou et méiglech ass, eng Solaranlag drop hunn. Mir mussen et fäerdegbréngen, datt mer méi Energie hei zu Lëtzebuerg produzéieren, wéi dat haut de Fall ass. Mir mussen, an dat weist den Ukrain-Krich jo nach en plus, méi onofhängeg gi vun externe Facteuren.

A wa Lëtzebuerg, vu senger Gréisst hier, u sech agill genuch wär, fir et hinzekréien, musse mer et awer nach ëmmer weisen. A bis elo ass et méi schéint Geschwätz wéi wierklech eppes ze weisen. An dofir gesi mir déi aktuell Ëmsetzung vum Rifkin-Prozess ganz nuancéiert. Mir mengen éischter, datt mat der Ëmsetzung nach net wierklech ugefaange gouf.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Léif Deputéiert, merci fir déi gutt Diskussioun iwwert den „État des lieux“ vu Rifkin. Et kann een iwwer Rifkin laachen, et kann een driwwer ironiséieren, et kann een dergéint sinn, et kann ee fannen, dass en zum Deel ëmgesat ginn ass oder och net, et kann ee fannen, dass nach guer net domat ugefaange ginn ass, mee eppes kann een em, mengen ech, net ofschwätzen oder ofspriechen, dat ass, dass en eppes lassgetréppelt huet bei eis am Land, dass en eng Diskussioun lassgetréppelt huet iwwert d'Entwécklung vun eiser Wirtschaft, och am Zesummenhang mat der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, an dass en eng Diskussioun och lassgetréppelt huet, 2016, iwwert den Ëmgang mat Ressourcen. Rifkin, dat ass gewosst, dat ass eng energielasteg Reflexioun, déi effektiv Digitalisatioun mat Energie verbënnt a wou sech d'Fro gestallt gëtt, wéi mer kënnen an engem klengen Land mëtten an Europa e méi resilienten, jo, méi resistente Modell opbauen, wou mer kënnen nei Saachen developéieren.

Et ass e Prozess, bei deem, wéi gesot, d'Digitaliséierung, d'Energieeffizienz, d'Entkarboniséierung vun eiser Wirtschaft am Zentrum stoung. An alles dat sinn Theemen, déi natierlech 2016 schonn aktuell waren, mee déi sech elo mat der Covidkris an ech elo aktuell mat deem Krich an der Ukrain an deenen domat zesummenhängende Froen, déi mer jo och diskutéiert hunn am Kontext vun där Fro, déi den André Bauler gestallt huet, vun de Matière-première, vun der Energie, u sech nach méi akut stellen. An dat weist am Fong, dass dee Rifkin-Prozess e Precurseur war, dass dat wierklech eppes war, wat vorausschauend war, e Prozess, deen och de Meritt hat, dass en effektiv déi ganz Zivillgesellschaft matagebonnen huet, all d'Force-vivé matagebonnen huet an enger Diskussioun, déi spannend war – ech ka mech och gutt erënneren, ech hunn als Deputéierten och do mat participéiert – a wou eng ganz Rei Saachen draus erauskomm sinn.

Rezent Phenomeener – an dat ass gesot gi vu verschiddene vun Iech – an aner Leitmotiver, wéi Resilienz, d'Sécherstelle vu regionalen oder internationale Liwwerketten, awer och de Kampf géint de Klimawandel, och d'Biodiversitéit, alles dat sinn Theemen, déi och schonn am Rifkin zentral dra waren. Iwwert de Modell vum Prosumer war och am Fong ugeduecht, fir eng Diskussioun iwwer nei Aarbechtsformen an iwwer nei Wirtschaftsformen ze féieren. Déi sinn zum Deel ëmgesat ginn. Ech mengen, et muss een och kloer agestoen, dass Rifkin a verschiddene Beräicher méi Resultater huet wéi an aneren, vläicht och a verschiddene Beräicher iwwerambitiéis war. Den Narrativ ass net iwwerall erreicht ginn, mee op alle Fall sinn eng ganz Rei Saachen ugestouss ginn.

Ech ginn elo net an dee ganzen Detail. Dat géif, mengen ech, hei wierklech de Kader sprengen, mee Dir wësst, dass mer deen „État des lieux“ gemaach hunn. Deen ass och verëffentlecht ginn. Dat ass e

Bilan, deen 143 Säite staark ass, wou effektiv all déi Mesuren drastinn, déi ëmgesat gi sinn, an deen Der Iech sécher schonn ugekuckt hutt, mee deen een och kann noliesen. Et ass och esou, dass, wéi den André Bauler dat gesot huet, eng ganz Rei Saachen, déi vu Rifkin inspiréiert sinn, net onbedéngt de Label hu vu Rifkin an awer trotzdem aus där Etüd do erauskommen.

Dir wësst, dass et am Ganzen 49 strateegesche Mesurë waren, sechs Piliere. Wéi gesot, ech ginn elo net an den Detail hei an. Ech géif awer gären eng Partie vun deene Mesuren opgräifen, well se och kritiséiert gi sinn oder am Kontext vu Kriticken thematiséiert goufen.

Et ass gesot ginn, notament vun der Madamm Aدهم, awer och vun aneren, dass am Beräich vun der industrieller Politik oder einfach där strateegescher Opstellung fir nei Saachen, nei Diversifikationsnischen net schrecklech vill geschitt wär, an ech meng wierklech, dass dat net richtig ass. Insbesonnesch am Beräich vun der Digitalisatioun si ganz vill Saache vu Rifkin lassgetréppelt ginn. An där ganzer sougenannter Smart Economy – eent vun deene „buzzwords“ aus Rifkin ... Oder, pardon, Lëtzebuergesch! Wéi seet ee „buzzword“ op Lëtzebuergesch?

(Interruptions diverses)

„Schlagwierder“ aus Rifkin, gesitt Der –, do ass ganz vill komm, notament de Supercomputer MeluXina, och de Cybersecurity Competence Center C3, den Euro-HPC. Alles dat sinn Infrastrukturen, déi haut wierklech d'Réckgrat gi si vun eiser Strategie am Beräich vun der Datenökonomie. Dir wësst, dass mer eng Strategie entwéckelt hunn: „Ons Wirtschaft vu muer“, déi drop hinziilt, fir weiderzekommen an der Digitaliséierung, am Gebrauch vun den Daten, fir eng ganz Rei Wirtschaftsbranchen opzubauen.

Ee Beispill dovunner, an dat ass vum Francine Cloeser genannt ginn, dat ass dee ganze Beräich HealthTech, alles wat d'Wirtschaft vun der Santé ugeet. Do war ech viru Kuerzem zu Erlange mat enger Delegatioun aus der Recherche, awer och aus dem Ministère de la Santé a verschiddenen aneren Administratiounen, fir eis dat zekucken. A mir hunn do wierklech eng Kaart ze spillen zu Lëtzebuerg, fir dee ganze Beräich digital Santé opzubauen. Do geschitt ganz vill mat Appen. An Däitschland hu se déi DiGAen do, digitale Gesundheitsapps, entwéckelt am Beräich vun der prediktiver, preventiver Medezinn. An alles dat reposéiert op Daten.

Gradesou a ganz villen anere Beräicher, déi mer entwéckelen, sief et an der Mobilitéit, sief et awer och an der Energie, alles dat gëtt ëmmer méi verbonne mat der Benotzung vun Daten. An dat ass net méiglech, wann een net eng kompetitiv Infrastruktur huet, an dozou gehéiert nun emol esou ee Supercomputer, dozou gehéieren Datenzentren, déi performant sinn, an dozou gehéieren och natierlech ganz staark Kompetenzen an der Cybersecuritéit.

Alles dat ass e Resultat vu Rifkin an dat ass wierklech – an ech géif dat wierklech hei gär ënnersträichen – eng zentral Achs vun eiser Wirtschaftsstrategie an alle Beräicher, och an der Industrie. Ech mengen, och do ass gesot ginn, mir hätte keng Visioun an der Industriepolitik. Dat ass ganz einfach net wouer! Mir ginn an der Lëtzebuurger Industrie – an all déi, déi sech domadder beschäftegen, wëssen dat – a Richtung vun enger ëmmer méi spezialisierter Industrie, wou mer Nischeprodukter hierstellen, wou mer ganz vill Hidden Champions hunn, déi Leader sinn an hirem Marché, weltwäit souguer, an déi natierlech ëmmer méi a Richtung gi vu Robotiséierung, vun Automatiséierung an hirer Industrie. Eis Industrie gëtt och ëmmer méi digital, gëtt ëmmer méi baséiert op artificielem Intelligenz, Saachen, déi och erëm eng kéier staark Rechecapacitéite brauchen. An do ass, wéi gesot, esou ee Supercomputer absolutt essentiel. An dat ass wierklech en zentraalt Element vun eiser Strategie.

Et ass och gesot ginn, am Beräich vun de Finanzen – ech mengen d'Diane Aدهم huet dat gesot –, do wär et eng bonne Note. An dat ass richtig: Mir hunn dee ganze Beräich vun der Sustainable Finance. Déi gréng Finanz ass och e Resultat vu Rifkin an do entsteet wierklech e Kompetenzzentrum hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der grénger Finanz. Mir hunn eng gréng Bourse, mir hu gréng Fongen, mir hu wierklech ëmmer méi Gestiouen, déi och a Richtung geet dovun, déi ESG-compliant ass, dat heescht, déi souwuel konform ass zu de gréngen wéi awer och zu sozialen a Governance-Krittären. An och dat ass en Deel vun där Strategie Rifkin.

Och am Beräich vun der Mobilitéit ass ganz vill geschitt. Ech erënneren nëmmen un déi Chargy-Stationen, déi uechtert d'Land opgebaut gi sinn. Mir hunn och viru Kuerzem nach mam Energieminister am November eng nei Aide virgestallt fir Betriber, déi wëlle bei sech am Betrib Infrastrukturen opstellen, fir hir elektresch Gefierer opzelueden. Och dat ass wichteg, wa mer gären hätten, dass d'Leit méi mat Elektresch fueren, dass mer natierlech Opluedstationen droechter opbauen.

Et ass och vun der Kreeslafwirtschaft geschwat ginn, munchmol kritesch, fir ze soen, dass mer nach net souwäit wäeren, wéi mer am Fong misste sinn. Dir wësst, dass mer do effektiv eng Strategie hunn tëschent dräi Ministère: Économie, fir dat an der Wirtschaft weiderzebréngen, awer och Ëmwelt, fir dee ganzen Offall, déi ganz Offallstrategie, an Energie, wat och mat dodran ass. An d'Kreeslafwirtschaft ass eppes, wat mir net kënnen hei zu Lëtzebuerg einfach esou dekretéieren. Do sinn Normen domat verbonnen, wou mer och dru schaffen. Mir hunn zum Beispill eng Norm, déi heescht Product Circularity Data Sheet. Dat ass eppes, wat mer och gären ISO-norme loosse, wat och aus dem Rifkin-Prozess erauskënn a wou d'Iddi ass, dass mer fir all Produit eng Fiche d'information hunn, wou all d'Komponenten dra repertoriéiert sinn, en vue vun engem Reusage oder engem Recyclage vun deem Produit.

Och dat gëtt digitaliséiert, och dat gëtt ofgebrach an Daten. An dat ass eppes, wou ganz vill Entreprises, awer och d'Europäesch Kommissioun sech elo schonn derfir interesséieren, well dat sinn déi Bausteng, déi mer brauchen, fir d'Kreeslafwirtschaft och an d'Norm, an déi generell Gepflogenheeten eranzekréien a fir se eraus aus där Nisch ze huelen, wou se fir de Moment nach dran ass, gradesou wéi effektiv – an dat ass och gesot ginn – eng ganz Rei aner, finanziell Normen, steierlech Normen.

Wann ee vu Kreeslafwirtschaft schwätzt, schwätzt ee ganz vill vun Économie vun der Fonctionnalitéit. Do geet et méi ëm den Usage wéi ëm d'Propriétéit vun engem Bien. Wann Der zum Beispill en Haus baut ... An dat hunn ech wëlles ze maache fir de Pavillon zu Osaka: Dee soll 100 % konform zu der Kreeslafwirtschaft gebaut ginn, soudass mer vun Ufank u wëssen, wat mer mat deene Matière maachen, déi an dee Pavillon erakommen, a se dann duerno, um Enn vum Liewens dovunner, erëm kënnen ofbauen an anerwäerts gebrauchen, dat heescht, dass mer wierklech reellement en 100 % zirkuläert Gebai hunn. Do wäert dee Product Circularity Data Sheet och dra virkommen. An dat wäerte mer zesumme mat Bâtiments publics an natierlech mat den Acteurs sur place bauen.

Mee dat sinn esou Schrëtt, déi ee mécht, fir do weiderzekommen. Dat geet mir och net onbedéngt schnell genuch, well ech wierklech ganz staark dru gleewen, dass dat d'Zukunft ass, dass mer mussen ewechkomme vun där Wegwerfwirtschaft, wou mer lineär produzéieren an d'Saachen dann duerno am Endeffekt um Tipp landen. Mir kënnen eis dat net erlaben als e Land, wéi

gesot, wat net vill Ressourcen huet, an och als e Kontinent Europa, deen ëmmer manner Ressourcen huet an déi Ressourcen, déi en huet, ëmmer manner einfach kann ofbauen.

Wéi gesot, all déi Saachen, déi am Rifkin thematiséiert goufen, sinn am Ukrain-Krich an och virdru schonn, an der Covidkris, nach vill méi staark erauskomm: Problemer mat de Liwwerketten, Penurië vu Matière-premièren an och héich Energiepräisser, soudass ech wierklech dee Constat net deelen, dass Rifkin e Blingbling war oder e Marketing-Coup. Rifkin war wierklech den Ufank vun där Reflexioun ëm eng méi nohalteg Kreeslafwirtschaft an dat ass wierklech déi Diskussioun, déi mer haut och nach ganz staark wëlle weiderféieren.

An dofir hunn ech, respektiv meng Direktioun, den Nofolger vu Rifkin an d'Liewe geruff: „Luxembourg Stratégie“. Déi ass och viru Kuerzem duerch de Regierungsrot gaangen. Mir hunn do e „mission statement“, deen och elo wäert online goen. A bei „Luxembourg Stratégie“ – just fir et ganz kuerz ze ëmräissen – geet et drëm, am Fong eng prospektiv Approche ze maachen, dat heescht, sech Gedanken ze maachen iwwert déi grouss Megatrends, déi mer gesinn. An dat si Saache wéi de Besoin fir eis ze dekarboniséieren, dat ass awer och d'Knappheet vun Energie, d'Knappheet vu Ressourcen, dat ass natierlech och d'Biodiversitéit: all déi Saachen, déi mer an der Vergaangenheet manner gekuckt hunn, wa mer iwwert d'Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft nogeduecht hunn.

Den Dossier FAGE ass ugeschwat ginn, aner Industriedossieren. An alles dat seet mer am Fong, dass mer déi physesch Contraintë musse materanhuelen an déi Diskussioun an an déi Reflexioun. A mäin Zil ass et, och opbauend op den Impulser vu Rifkin an op de Konklusiounen vun deem Bilan, fir en vum nächste Joer eng Partie Zukunftsszenarien opzebauen.

Et geet net drëm virauszesoen, wat an der Zukunft wäert geschéien. Dofir ass d'Zukunft einfach ze vill komplex, dat weist eis déi rezent Vergaangenheet. Et huet keen déi Pandemie gesi kommen. Et huet keen och wierklech dee Krich gesi kommen. An ech mengen, et si sécher leider eng ganz Rei aner schwaarze Wolleken, déi um Horizont sinn, déi mer nach net genee verstinn oder déi mer nach net genee kënnen anticipéieren. Mee dofir ass et esou wichteg, doriwwer nozedenken, fir sech prospektiv doriwwer Gedanken ze maachen. Rifkin war och scho prospektiv. Mee do gëtt et aner Methodologien an do wäerte mer och ganz sécher an Zukunft nach mat aneren Experten zesummeschaffen. Mee et geet awer och dodrëm, dass mer dat aus eegener Kraaft maachen, dass mer dat weiderhi mat deene Force-viven, och mat Iech hei an der Chamber zesumme maachen, fir eis zesumme Gedanken ze maachen, wéi mer wëllen an Zukunft evoluéieren, wéi mer eis hei als Land an als Wirtschaft och weider wëllen entwéckelen.

Ech soen Iech Merci fir den Debat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Parole après ministre fir den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här Fayot. Ech sinn ee vun deenen, déi deemools am Rifkin-Prozess derbäi waren, wou ech d'Geleeënheet hat, Kopresident ze sinn eebe vun deem Grupp iwwert de Prosumer.

Wat ech hei wëll ënnersträichen an Iech och froen: Mir haten deemools d'Geleeënheet, déi eenzegaarteg Geleeënheet, dass sämtlech Leit hei am Land matenee geschwat hunn, a fir d'éischt! An ech erënnere mech do u Seminären, wou vun der Bankeplaz bis zur

Landwirtschaft iwwer all déi aner Secteure matenee geschwat ginn ass an um Enn vum Dag gesot ginn ass: „Ou, dat do war fir d'éischt!“

Meng Fro: Ass et méiglech, deen Exercice ze widderhuelen, esou eng Dynamik? Well ech hunn aus deene Kreesser nämlech héieren, dass d'Landwirtschaft zum Beispill ofgehaangen ass a sech erëm verselbständeg huet. Dat mécht mir Suergen an ech wär frou, wann esou e Moment erëm kéint kommen. Ass dat méiglech? Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Jo, also d'Iddi ass effektiv schonn, dass mer och weiderfuere mat deenen Diskussionsforen, déi et do gouf. Ech mengen, déi al Gouvernance oder Organisatioun vun Rifkin-Prozess ass ausgelaf. Dat muss een och ganz éierlech soen, dass dat um Enn vun der leschter Legislatur do ausser Otem komm ass an dass een dat, mengen ech, och net einfach erëm kann d'selwecht eent zu eent replikéieren.

Mee wat awer kloer ass – an dat ass eis och kloer ginn, wéi mer dee Bilan do organiséiert hunn –, dat ass, dass weiderhin nach e Besoin do ass bei all deene Participantë vu Rifkin, fir weider matzediskutéieren. An dat ass ganz kloer eppes, wat ech och wëll weiderféieren. Am Kontext vu „Luxembourg Stratégie“ wäerte mer e Forum organiséieren, wou och jiddweree wäert invitéiert ginn. An d'Iddi ass, fir och zweemol d'Joer eng Konferenz ze organiséieren, wou mer Experten invitéiere vu bausse, fir iwwer all déi Saachen ze diskutéieren.

Et wäert och do e Comité interministériel aberuff ginn, fir „Luxembourg Stratégie“ ze begleeden. Dat ass natierlech och eppes, wat complémentaire ass zu aneren Demarchen, wéi zum Beispill Luxembourg in Transition, wat jo am Fong méi vun enger Optik „Aménagement du territoire“ ausgeet. „Luxembourg Stratégie“ huet e wirtschaftlechen Impuls, do geet et drëm, sech Froen ze stellen, wat op eist Land passt, wéi mer eis wëlle wirtschaftlech entwéckelen, mee dat eeben zesumme mat all deenen Experten, déi och bei Rifkin matgeschafft hunn. An do wäert déi nächst Konferenz dann am Oktober dëst Joer stattfannen – eng éischt hat d'lescht Joer stattfonnt, mam Sujet „Anticiper les futurs possibles de l'économie luxembourgeoise“ – an da wäerte mer Ufank d'nächst Joer dann déi verschidden Zenarie presentéieren, déi do developpéiert ginn.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Madamm Cecchetti freet nach d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, just och ganz kuerz, Här Fayot. Ech fannen dat ganz flott, dass mer diskutéieren, dass mer Foren opmaachen an dass mer Experten invitéieren. Dat fannen ech wierklech ganz gutt, fir eisen Horizont ze erweideren. Mee et geet leider domadder net duer. Et musse Saachen um Terrain geschéien. An et si ganz vill Saache scho gewosst. Déi brauch een net nach eng Kéier ze diskutéieren an déi braucht een net vun hannen no vir a vu vir no hannen opzewullen. Déi weess een einfach schonn!

Dir hutt et zum Beispill elo an den Hänn, Här Minister, Dir perséinlech hutt et an den Hänn, fir den FDC ze revolutionéieren, fir do Neel mat Käpp ze maachen, fir do aus de Fossilien erauszeklappen, fir do ze investéieren, dass déi erneierbar Energien awer wierklech no vir gepusht ginn. Dir hutt et an den Hänn! Dir ganz aleng a keen aneren!

A wann ech dat elo richteg héieren hunn, da gëtt et do awer kee Wee dolaanscht. Da gëtt einfach gesot: „Mir kënnen dat net. Et geet jo schonn awer an dee

Wee.“ Mee nee! Et gëtt awer nach net genuch gemaach. Ech mengen, dat ass e kruziale Punkt an deen ass elo an nächster Zukunft. An do kéint een awer wierklech e Signal setzen an Neel mat Käpp maachen.

Ech menge wierklech, dass et un der Zäit ass! A wann een awer Är Interviewe liest an och Är Gedankengäng verfollegt, mierkt ee jo awer, dass Der och op deem Wee ënnerwee sidd, an awer bremsst Der do. An dat sinn déi Punkten, wou ech einfach net verstinn, firwat mer do net méi séier virukommen. Merci.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, also beim FDC, do mengen ech, de Claude Haagen wäert dat warscheinlech e bëssen anescht gesinn, dass ech dat aleng an den Hänn hunn. Mee ech verstinn awer, wat Der do mengt.

Ech mengen, et géif elo hei ze wäit féieren, fir eng laang Diskussioun ze féieren iwwert den FDC. Och do ass et jo esou, dass awer eng ganz Rei Saache geschitt sinn, dass eng Evolucioun komm ass. Ech mengen, si hu Rapporten veröffentlecht iwwer hir Politique d'investissement. Et sinn eng ganz Rei Investissementsenter, déi elo schonn op enger schwaarzer Lëscht sinn, déi net méi gemaach ginn.

Ass dat alles perfekt? Nee, warscheinlech net. Do gëtt et eng Logik hannert där Gestiou. Do geet et an éischer Linn jo drëm, eis Engagementer bei de Pensionen iwwert déi nächst Joren ofzesécheren. Mee ech sinn awer bei Iech, wou ech och der Meinung sinn, dass natierlech déi ganz Investissementspolitik bei privaten Epargnanten, awer natierlech och bei staatlechen Instanze muss konform sinn zu enger, jo, ganz ambitiëser ESG-Politik.

Mee fir de Rescht maache mer eng ganz Rei Saachen. D'Fotovoltaikpannoe sinn e puermol ugeschwat ginn, fir ze soen, de Staat misst do mam gudden Beispill virgoen. Do gëtt et warscheinlech op enger ganzer Rei Plaze Problemer mat der Statik. Ech kann Iech just soen, dass mer an den Industriezonen elo och ganz konsequent op de Wee ginn, fir Fotovoltaikpannoen op den neien Industriehealen ze subventionéieren, fir ze kucken, dass dat iwwerall geschitt, an och, fir d'Entreprises ze encouragéieren, dass se déi op hiren existente Strukturen opbauen.

Dat sinn alles natierlech – an do hutt Der Recht – Saachen, déi ganz staark an nach méi gemaach musse ginn, mee allerdéngs „dans les limites du faisable“. An ech mengen, bei deenen existentem – oui dass ech elo de Bauteminister sinn – ass et oft esou, dass effektiv heiansdo eng Partie Statikproblemer dat net méiglech maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Dann nach Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, dat mat de staatleche Gebaier an der Statik ass esou eng Mär, déi mer ëmmer erëm gezielt kréien. Dir sidd net responsabel fir déi Gebaier, dofir maachen ech Iech do kee Reproche. Ech stelle mer awer d'Fro – Dir sidd responsabel fir d'Industriezonen an Dir hutt et elo grad ugeschwat, Dir wëllt encouragéieren, dass an den Industriezone solle Panneau-solaires op d'Diech kommen –: Gesitt Dir et dann als Minister vun der Économie esou, dass ee vläicht an Zukunft bei all neier Autorisatioun an enger Industriezon Panneau-solaires, Panneau-photovoltaiques, fir genau ze sinn, sollt obligatoresch maachen, éier een eng Autorisatioun géif ginn?

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Also ech weess net, ob mer dat juridiquement fir de Moment kënnen maachen.

(Interruption)

Dir wësst, dass mer en neit ... Jo, et kann een awer net egal wat maachen. Mir hunn ëmmer nach Gesetzer,

déi mer mussen anhalen. Mir sinn amgaangen, en neit Gesetz ze maachen iwwert den Développement économique, wat ënnerwee ass, wat och elo um Instanzewe ass. An do sti Saachen dran iwwert d'erneierbar Energien, déi et ganz sécher méi einfach wäerte maachen, fir dat doten duerchzesetzen.

Mir hunn och en neie Leitfaden, deen ënnerwee ass, dee mer ausgeschafft hu mam Aménagement du territoire, fir eis Wirtschaftszone vill méi circulaire ze maachen, wou eng ganz Rei Saachen zesummegeluecht ginn, wou zum Beispill Offfall zesumme geréiert gëtt, wou d'Parkingen zesummegeluecht ginn, wou eeben déi ganz Industriezonen, déi ganz Aktivitéitszonen, och wat d'Energieversuergung betrëfft, vill méi effizient gestalt wäerte ginn. Iwwerall do, wou mer kënnen Fotovoltaik maachen – an ech encouragéieren dat ganz, ganz staark –, maache mer dat natierlech!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

8. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des relations économiques avec des pays qui ne respectent pas les droits humains

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'wirtschaftlech Bezéiunge mat Länner, déi d'Mënscherechter net respektéieren, déi vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk ugefrot ginn ass. An ech géif direkt d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis, als Verrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här Président. „Diese Doktrine im Außenhandel, dass man grundsätzlich mit jedem zusammenarbeiten kann, gilt nicht mehr.“ Dës Ausso vum Här Wirtschaftsminister, dem Här Fayot, gëtt eis d'Geleeënheet, haut dësen Debat ze féieren. An ech sinn him immens dankbar, well Dir kënnt Iech virstellen, dass ech och ganz mat dëser Ausso averstane sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Äusserung vum Minister sti virum Hannergrond vun der russescher Invasioun an d'Ukrain. An déi westlech Staaten hunn hir Responsabilitéiten iwwerholl – ob déi elo wäit genuch ginn oder ze wäit gi fir déi eng oder fir déi aner –, an zwar hu si direkt no der Invasioun Sanktiounen verhaangen, Desinvestissemter aus russesche Gebidder decidéiert an och e relativ breede Boykott, deen heiansdo warscheinlech ze breet war, verhaangen. Et ass also machbar: De „B“, den „D“ an den „S“ – Boykott, Desinvestissement a Sanktiounen – si keen Tabu méi!

Loosst mech wannechgelift drun erënneren, dass et och aner vëlkerrechtsfeindlech Ugrëffskricher a vëlkerrechtsfeindlech militäresch Besatzunge gëtt. Dir kennt se zum Deel: D'palästinensesch Gebidder gi besat vun Israel, Westsahara ass besat vum Maroc an d'Tierkei besetzt Nordzypern an och en Deel vun Nordsyrie säit e puer Joer. An et ass gewosst, dass Lëtzebuerg gutt ekonomesch Relatiounen fleegt mam Maroc, mat der Tierkei a mat Israel natierlech och, wéi och d'EU als Ganzt.

Doriwwer eraus ass och gewosst, dass d'EU Produkter aus dësen illegal besaten Territoiren importéiert, zumindest wat de Maroc a wat och Israel ugeet. An dat sinn dem internationale Recht no frauduléis Produiten. Et gëtt Juristen, déi argumentéieren, dass Produkter, déi ënner illegale Konditiounen ugebaut, produzéiert an exportéiert ginn, frauduléis sinn, dem

internationale Recht no. An den Import ass dem internationale Recht no rechtswidderg.

Dat si ganz konkreet Problemer an déi wäere relativ einfach ze léisen – Dir hutt héieren, et si ganz spezifesch Territoiren –, andeems een dësen Import géif verbidden. An dat ass machbar. Dat soen och Juristen. An eng europäesch Biergerinitiativ leeft och grad den Ament, fir dat ze fuerderen.

D'Fro, déi sech stellt mat den Aussoe vum Wirtschaftsminister, ass: Wéi eng Krittäre gëtt ee sech, fir den Aussenhandel ze encadréieren? Eng Pist hunn ech scho ginn: Do wou d'internationaalt Recht mat Féiss getrëppelt gëtt an do wou frauduléis Produite produzéiert an exportéiert ginn, soll ee se verbidden, an dësem Fall.

Nieft dësem ganz konkreeten an iwwerschaubare Problem geet d'Problematik awer natierlech vill méi wäit. Wann een e Bléck op d'Lëscht vun de rezente Wirtschaftsmissiounen vu Lëtzebuerg werft, da gesäit een, dass déi rezente Wirtschaftsmissiounen a Länner féiere wéi d'Veereenegt Arabesch Emirater, de Maroc, China, Russland, Indien an och den Iran. Dat sinn effektiv, ënner anerem, déi lescht Länner, wou mer higereest sinn.

Ech muss Iech d'Mënscherechtsverletzungen net oplëschen, wat all dës Länner ugeet, soss wäere mer warscheinlech nach ganz laang hei am Sall. A ganz kloer gëtt et hei e Glawen, dee kennt Der, deen nennt sech „Wandel durch Handel“. Dat hutt Der sécherlech alleguere schon héieren. An déi Doktrinn huet sech als naïv an illusoresch erweisen an dat net eréischt säit gëschter!

Souguer de fréiere Minister an elo President vun der Chambre de Commerce, de Luc Frieden, huet nach kierzlech gemengt: „Der Handel kann als Brückenbauer dienen.“ Dës Doktrinn gëtt also blann weidergefuert vun de grouse Wirtschaftsverrieder an deem entgéint stinn eisem Wirtschaftsminister seng Aussoen.

Dës Wirtschaftsmissiounen ginn awer meeschtens op en Enn mat enger méi enker wirtschaftlecher Kooperatioun. Kontrakter a Projete gi ganz dacks duerch esou Missiounen felicéiert a mir wuesse mat anere Géigenden um wirtschaftlechen an och um politesche Plang méi enk zesummen.

E Beispill kuerz: China. Dir wësst, Lëtzebuerg besetzt déi zweet Plaz hannert den USA, wat d'Fongeplaz ugeet fir chineesesch Avoiren. Lëtzebuerg bitt hei, genee wéi am russesche Beispill, eng Dier fir Investissemter an Europa. E ganz konkreet Fallbeispill, dat vun der Associatioun ASTM an hirer Broschür opgezeechent gëtt, ass déi chineesesch Technologiefirma Tencent, an déi e lëtzebuergesche Fong investéiert. Dës chineesesch Technologiefirma entwéckelt awer eng App an déi App déngt der chineesescher Regierung, fir d'Minoritéiten, notamment d'Uiguren, am Xinjiang ze iwwerwaachen. Do si mer ganz kloer a Mënscherechtsverletzung mat involvéiert. An ech mengen, där Beispiller gëtt et ganz, ganz vill.

Mir brauchen eng aner Doktrinn am Aussenhandel, ugeknäppt u kloer, objektiv an novollzéibar Krittären: Mënscherechter, internationaalt Recht, Klimagerechtkeet.

An universell applizéierbar Krittären, keng duebel Standarden, mee iwwerall applizéierbar an novollzéibar! Wa mer der Meenung sinn, dass mer zum Beispill net méi déi selwecht Feeler dierfe maachen – wéi den Här Minister dat gesot huet – wéi mam Regimm vum Putin, also keng ekonomesch Relatiounen, keng Offhängegkeet vun Autokraten, ... Ok, mir si ganz averstan! Mee da kommt, mir maachen dëse Constat wannechgelift universell applizéierbar.

Här President, schlussendlech sinn et awer déi privat Acteuren, déi wirtschaftlech Bezéiungen ëmsetzen. Wann een dat also seriö mengt mat enger wäertebaséierter Aussepolitik an och Aussenhandelspolitik, da kann een d'Entreprise net einfach maache loossen, wat se wëllen. Mir wësse ganz genau, dass vill Entreprene, ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... déi meescht, vun hirer Logik hier just op Profit aus sinn. Mee do ass jo scho säit längerem dat richtegt Instrument an der Diskussioun, nämlech e Liwwerkettegesetz. Mir hu scho ganz vill dovunner héieren. Dat muss een dann op Pays à risque erweideren.

Fir kloer an novollzéibar Aussenhandel ze maachen, brauche mer e Liwwerkettegesetz, dat Krittäre festhält, déi universell applizéierbar sinn. Esou e Gesetz ass e preventiven Outil. Et hëlleft eis, eng kohärent an transparent Aussenhandelspolitik ze maachen. An do kann een och Secteurs à risque festhalen, wéi zum Beispill den Textilsecteur, d'Agroindustrie, de Minnessecteur, mee och d'Finanzen. An do kann een a soll een och geografesch Risikogebidder a Risikolänner festhalen. An ech denken och, dass dat de Gedanke vum Här Minister ass, wann hie seet, et sollt een net méi mat jiddweringem Handel bedriewen.

Esou e Gesetz fir en Devoir de vigilance hëlleft och den Entreprene. Et gëtt hinnen e legale Kader. Dofir wëllt mir vum Minister wëssen, u wéi enge Krittären hie seng Ausso festmécht. Mat wem kënnen mir a solle mir dann elo Aussenhandel bedriewen? Ech freeë mech op d'Antworten. Ech gleewen him och, wéi et och scho meng Kolleegin, d'Myriam Cecchetti, gesot huet. Mir héieren hien a mir gleewen him och, dass hien et och esou mengt. A mir wäeren awer frou, wann hie seng Iwwerleeungen e bësse méi entwéckele géif an eis kéint matdeelen, wat hien dann do gemengt huet.

Mir wëssen och, dass et um EU-Niveau – dat wësst Dir och – eng EU-Propos gëtt fir esou e Liwwerkettegesetz. An Dir wësst och, dass dëst Gesetz seng Limiten huet: Et si keng Risikogebidder dra virgesinn, et gëllt just fir grouse Entreprisë mat iwwer 500 Mataarbechter a wichteg Secteure wéi d'Finanzen, déi och als Risikosecteur ugesi ginn, sinn net mat dran.

Dofir och dës Fro: Wou sinn d'Aarbechte vum Comité interministériel drun, deen d'Méiglechkeet vun engem nationale Gesetz iwwerpréie soll? Mir si jo sou gäre Virreider als Lëtzebuerg. Kënnen mir hei, wannechgelift, och Virreider sinn? Virun allem elo, wou mer Member si vum UN-Mënscherechtsrot.

Mir sinn der Meenung, dass mer laang genuch driwwer geschwat hunn an dass mer laang genuch estudiéiert hunn an dass et elo Zäit gëtt, Neel mat Käpp ze maachen. Dofir deposéieren ech och hei eng Motioun, déi d'Regierung opfuert, de Prozess ze beschleunegen a bis Enn dës Joers en Avant-projet op den Dësch ze leeën.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– l'attachement du Luxembourg au respect des droits humains et de la dignité humaine ;

– que le Luxembourg est actuellement membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et que ce siège lui confère une responsabilité et une visibilité particulières en la matière ;

– les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et les principes directeurs similaires de l'OCDE, de l'Organisation internationale du travail et du Conseil de l'Europe ;

– les conclusions de l'étude sur la possibilité de légiférer sur un devoir de diligence en matière de droits de l'homme au Luxembourg présentée en avril 2021 par une experte de l'Université du Luxembourg ;

– que la proposition de directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité présentée par la Commission européenne le 23 février 2022 manque clairement d'ambition ;

– que le processus d'étude du Gouvernement sur la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg, lancé depuis 2018 et actuellement mené au sein d'un comité interministériel instauré en 2021, n'a toujours pas produit de résultats tangibles,

invite le Gouvernement

– à accélérer le processus d'étude au sein du comité interministériel et à présenter avant la fin de l'année 2022 un avant-projet de loi ambitieux portant sur l'introduction d'un devoir de diligence contraignant en matière de droits humains et de protection de l'environnement pour toutes les entreprises domiciliées au Luxembourg qui sont actives dans les régions et secteurs d'activité économique à haut risque.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Am Plan d'action national ass och nach virgesinn, Pilotprojeten an der Diligence raisonnable bei den Entreprises, bei deenen de Staat majoritären Aktionär ass, anzeféieren. Dofir nach meng Fro un de Minister: Wéi eng Betriber hu schonn esou e Projet ëmgusat? Oder: Wou a bei wéi enge Betriber ass dat virgesinn?

Lëtzebuerg huet als Staat, an dat wësst Dir och alleguernten heibannen, e moralescht Gebot, mee och eng Pflicht ënnert dem internationale Recht, d'Mënscherechter ze respektéieren an ze verteidegen. Mee net just dat, mee och, d'Mënscherechter respektéieren ze dinn, wann anerer et net maachen, wéi zum Beispill an de Fäll vun den Entreprises. Am Moment awer gëtt et e Vide juridique. A mir mussen eis de Reproche gefale loosson, dass mer Mënscherechtsviolatioune bewosst a Kaf huelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Oberweis Merci fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité.

Ech fänken u mat deem éischte Punkt, fir ze soen, dass déi Sanktiounen, déi géint Russland ausgesprach gi si vun der Europäescher Unioun, also och vun der Lëtzebuurger Regierung gedroe ginn, eng absolut Noutwendegkeet waren an och richtig geholl gi sinn, well a sech Russland mat deem brutalen Amarsch viles op d'Kopp gehäit huet, wat mir säit 70, 75 Joer hei als Europa festgehalen hunn, un dat mer gegleeft hunn, wat eis Friddensuerdnung hiergestallt huet. D'Integritéit vun engem anere Land ass total a Fro gestallt, all d'Reegelen, d'Accorden an d'internationaalt Recht sinn ausser Kraaft gesat an och eng ganz Rei Krichsverbrieche ginn all Dag gemaach.

Si ware richtig dowéinst, mee si waren awer och richtig, well mer net wëssen, wéini den Här Putin dann ophält mat sengem Krich. Deelweis also och zu eiser eegener europäescher Verteidegung, der

Verteidegung vun Demokratie waren déi Sanktiounen an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Si justifizéieren sech moralesch a se justifizéieren sech juristesch, inklusiv déi Waffeliwwerungen, déi gemaach gi sinn, obwuel ech weess, dass d'Kollegin vun deene Lénken do enger anerer Meenung ass, wéi mir dat sinn. Och déi justifizéieren sech an dësem Fall, well et huet musse reagéiert ginn, aus moraleschen Obligatiounen, mee och aus Selbstverteidigungsgrënn.

Ech hu souguer e moralesche Problem, dass mer net nach e Stéck méi wäit ginn, well wéi ass et ze explizéieren, dass mer hei ophalen an net och de russesche Gas respektiv déi Ölimporter stoppen. Ech gesinn och déi ekonomesch Schwierigkeeten, gesinn och, wéi problematesch dat ass. Mee wann ech enger reng moralescher Iwwerleung géif nofollegen, wär dat natierlech och eng absolut Noutwendegkeet, well et ass schwéier ze verkraften, dass mer et net maachen, well mer et momentan nach net kënnen maachen.

Zweetens: Dat Beispill huet eis awer och gewisen, dass mer all Interêt hunn als Lëtzebuerg an als Europa, fir eis kommerziell Relatiounen fabel Partner ze sichen, an dass mer eis fabel Partner souwäit wéi méiglech och sollen ënner aneren Demokratië sichen, mat deene mer da Commerce maachen, ob dat d'USA, Kanada, England, Australien oder aner Demokratië sinn. Déi Lëscht ass laang, mee ass awer net éiweg extensibel an ass och heiansdo variabel, well d'Situatioun an de Länner changéiert.

Mee dee Prinzip stellt awer och eng Fro an ech wëll deen dann och hei ernimmen, well dat ëmmer einfach emol esou ënnert den Dësch gekiert gëtt: Dat ass d'Noutwendegkeet vun enger Rei Accorden, Trade Agreements, déi fir mech awer noutwendeg sinn, wann ee wëllt Stabilitéit an de kommerzielle Relatiounen hierstellen a wann ee wëllt och garantéieren, dass déi kommerziell Echängë mat Partnerlänner, déi fir eis fabel sinn an un déi mer gleewen, och kënnen an engem uerdentleche Kontext lafen. An ech fannen et ëmmer e wéineg hypokritesch, fir op enger Säit dann ze soen: „Mir mussen all Relatiounen ofbriechen“, an awer mat deene Länner, déi fabel sinn, déi Demokratië sinn, do wëlle mer awer och keng Trade Agreements maachen! Also hätt ech och do gär Konsequenz an dem politeschen Denke vun deene Leit, déi dat hei froen an déi derfir plädéieren.

Mir plädéieren absolut fir Accord-commerciale mat aneren Demokratien, ënnert der Konditioun selbstverständlech, dass se och déi Krittikare vu Klima, vun Ëmwelt a sozial Krittikären enthalen. Dat schéngt eis eng Noutwendegkeet ze sinn, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

... fir dat alles ... Ech géif gär hei ... Dir kënnt jo gär nach eppes duerno froen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech géif dat ... Also ech soen dat zum Här President: Dir braucht net ze intervenéieren ... Da soen ech Iech d'Remark direkt selwer.

(Hilarité)

Wat eis Relatiounen mat den Netdemokratien ugeet, do ass dat sécherlech méi komplizéiert, respektiv mat deene Staaten, déi d'Mënscherechter net applizéieren.

E puer Remarque wëll ech awer och dozou maachen. Einfach ze dekretéieren, dass keen Handel mat deene Länner méi an Zukunft ze maachen ass, dass empfangen ech net als realistesch fir dëse Moment. Mir sinn zu engem Deel op Handel mat verschiddene Länner ugewisen, ob dat schonn eleng de Gas ass oder Energiequellen. Wa mer elo bei de Katar uklappe

ginn, fir och méi Gas vun do geliwwert ze kréien, da wësse mer och, dass d'Situatioun am Katar net déi selwecht ass, wéi se hei ass, an am Fong och, dass mer dat, wa mer no deene strikte Krittikäre misste fueren, net esou kéinte maachen.

Also guer kee Kontakt ze hunn, gesinn ech als absolut net realistesch. An dat géif jo och heeschen, dass mer kee kommerzielle Kontakt mat enger ganzer Rei Länner am Noen Osten hätten, mat villen afrikanesche Länner, mat enger Rei Länner aus Südamerika. Et géif souguer heeschen, dass mer missten deelweis d'Kooperatioun ofbriechen mat Länner wéi Nicaragua, Myanmar a souguer Palästina, well sech do manifestement och Mënscherechtsfro stellen. Dofir: Guer kee Kontakt ass a mengen Ae problematesch a ka souguer zu engem Deel och krichsförderend sinn.

Par contre: Dat, wat mer brauchen, ass eng Gradatioun vun eiselem Accès zum Marché, de GSP an de GSP+ vun der Europäescher Unioun (ndlr: Generalized System of Preferences) hëllefen eis och dobäi, si Mécanisme-de-contrôle, sinn e Verbuet vun Produiten, déi aus Travaux-forcéen hierkommen. Bei Produkter, déi vun den Uiguren hiergestallt ginn, kënnt et net a Fro, dass mer déi sollten hei an Europa importéieren. Och d'Possibilitéit fir Plainte ze féieren, Texter wéi Liwwerkettegesetzter an Due-Diligence-Gesetzter, hei an Europa agefouert, schéngen eis absolut sënnavoll ze sinn.

Da wëll ech als mäi leschte Punkt soen, dass een och muss kucken, dass eng Rei Länner momentan do sinn, déi probéieren, weltwäit am Fong dat, wat mir als Mënscherechter consideréieren, och net a Fro ze stellen, mee d'Gewichtung an hire Konzepter anescht ze maachen. Ech gesi gutt, wéi China zum Beispill an der UNO virgeet, fir ze soen: „Mir sinn zwar fir d'Mënscherechter, mee an eisen Aen heeschen d'Mënscherechter och, dass d'Rechter vun der Communautéit iwwert de Rechter vun Individuum stinn, dass den Droit vum Développement vun engem Land méi wichteg ass wéi d'Mënscherechter, individuell Mënscherechter.“ Dat heescht, si probéieren am Fong konstant an andauernd, en Ëmkéiere vun deem, wat d'Mënscherechter an hirem Definitioun heeschen, ervirzueruffen.

Dofir soen ech, dass et gradesou wichteg ass fir demokratesch Länner, déi awer nach un d'Mënscherechter gleewen, och Kontakt ze hu mat anere Länner. Well en Ofbriecher vu sämtleche Kontakter féiert – net wéi Dir, Madamm Oberweis, eis hei elo gesot hutt, dass mer duerch de Commerce kéinte vläicht méi Leit zur Demokratie bréngen – en fait dozou, dass eng ganz Rei Länner sech an deene Länner, mat deene mir net méi wëllte Kontakt hunn, wäerten implantéieren. A wann Der kuckt, wat an Afrika amgang ass ze geschéien, wann Der souguer kuckt, wat am Balkan amgang ass ze geschéien, wou Russland a China lues a lues ëmmer méi probéieren, hir Dependancen opzebauen, Fouss do ze faassen, strateegesch Avantagen ze kréien, da fannen ech dat äusserst problematesch.

Do, wou mer eis Roll musse spillen, dass ass och an der Mënscherechtskommissioun, wou mer eng Plaz an der UNO hunn, wou mer eng wichteg Roll hunn. An ech hoffen, dass mer et do fäerdegbréngen, eng uerdentlech Aarbecht ze maachen, dass heescht, eis Meenung an eis Aussoen esou ze gestalten, dass mer se vun der reeller Situatioun ofhänke loosson an net vu perséinleche Präferenzen oder ekonomesche Relatiounen oder eventuell och nach vun der Gréisst vum Land. Well dat wär dann, mengen ech, total donievent, wa mer eis esou géifen an der UNO behuelen.

Dat ass d'Positioun, déi ech wollt zum Ausdrock bréngen, dass heescht, eng weesentlech méi nuancéiert Positioun wéi déi, déi elo vun der Madamm Oberweis ausgeschwat ginn ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An den Här Kartheiser wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Merci, Här President. An och merci dem Här Wiseler, éischtens fir seng Ausféierung an zweetens fir déi Méiglechkeet, datt ech em kann eng Fro stellen.

Ech hunn dem Här Wiseler gutt nogelauschtert an och säi Plädoyer héieren, datt mer mat demokratesche Staaten Handelsofkommesse sollen ofschléissen. Ech hu spontan un de CETA mat Kanada geduecht an ech erënnere mech, datt d'CSV deen Abléck, wéi mer doriwuer ofgestëmmt hunn, net am Sall war. Dofir wollt ech just nach eng Kéier den Här Wiseler froen, wat dann d'Positioun vun der CSV zu dem CETA-Accord eigentlech ass.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also mir si fir kommerziell Accorden, déi mat demokratesche Länner ofgeschloss ginn. Dat hu mer méi wéi eng Kéier gesot. Dir stellt eis hei eng rhetoresch Fro an Dir kennt d'Äntwert natierlech ganz genau.

D'Fro, déi sech awer géif stellen, dat wär ... Wann Der wierklech eng Fro wëllt stellen, op déi Der d'Äntwert net wësst, ...

(Hilarité)

... da soen ech Iech och, wat fir eng Fro Der elo misst stellen. Dir misst am Fong d'Fro stellen, wat fir eng Haltung mir hunn zu de kommerziellen Accorden, déi amgaange sinn, an der Preparatioun sinn, fir mat China gemaach ze ginn. Well do stellt d'Fro sech ganz reell, wat fir eng Haltung d'Europäesch Kommissioun misst hunn. Déi Äntwert, déi ech Iech elo ginn op déi Fro, déi Der hätt kënne stellen, dat wär am Fong déi ...

(Hilarité)

... fir ze soen, datt en fin de compte déi Diskussiounen momentan absolutt net méiglech sinn, well d'Sanktiounen, déi China ausgeschwat huet géint eng Rei vun europäesche Politiker aus dem Europaparlament, et onméiglech maachen, esou Diskussiounen anzegoen.

Par contre ass et awer trotzdeem eng Reflexioun fir ze soen, wéi mer mat de Chinesen ëmginn, well wann een an esou Accord-commerciale Saachen erakritt iwwer Respekt vu Mënscherechter an iwwert d'Progressen, déi kënnen um Ëmweltplang an änleche Pläng gemaach ginn, dann ass et zumindest eng Diskussioun wäert, wéi mer esou Sujete sollen ugoen.

Dat ass d'Äntwert op déi Fro, déi Der mer net gestallt hutt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da komme mer op déi normal Spuer zrëck a ginn d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann och op déi nuancéiert Manéier, wéi den Här Wiseler se hei virgedroen huet, weiderfueren.

Fir eis als Demokratesch Partei ass den onermiddlechen Asaz fir Wäerter, déi fir e sécher a friddlecht Zesummeliewen onverzichtbar sinn, eng vun den zentralen Aufgaben vun der Politik. D'Mënscherechter, d'Fräiheet, de Fridden, d'Sécherheet, d'Demokratie, déi mënschlech Wärd, d'Solidaritéit, d'Toleranz, de Pluralismus an d'Chancéglichheet: Dat sinn alles Wäerter, déi net nëmme mir als Demokratesch Partei héichhalen, all fortschrëttlech Kräften an eiser Gesellschaft stinn hannert de Piliere vun eiser Demokratie.

Wann een elo d'Lëtzebuurger Diplomatie, d'Entwécklungshëllef, an och d'Handelspolitik kuckt, sou sti mer dacks a Kontakt mat Länner, an deenen dës Wäerter net esou respektéiert ginn, wéi dat bei eis de Fall ass. Et dierf een awer den Dialog mat dëse Staaten net scheien. Et dierf een d'Problemer och net schéischwätzen, mee et muss ee se uschwätzen. Fir vill Länner ass de Wee zu dëse Wäerter net einfach. En ass laang. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen, fir hinnen ze verstoen ze ginn, datt d'Demokratie u sech fir eis Zivilisatioun – fir déi westlech Zivilisatioun – e Wäert u sech ass.

Léif alleguer, wann eng Lëtzebuurger Entreprise Handel mat enger Entreprise aus engem anere Land bedreift, dat net déi Wäerter vertritt, déi eis esou wichteg sinn, dann heescht dat net direkt, datt dës Entreprise dee Regimm oder d'Féierung vun deem Land an alle Fäll zu 100 % guttheescht oder ouni Kritik ënnerstëtzt. Fir d'DP ass et wichteg, datt eis Betriber Verantwortung iwwerhuelen a genee wëssen, wou hir Wuere hierkommen. Dofir ënnerstëtzt d'DP och de Projet vun engem europäeschen, also op EU-Niveau harmoniséierte Liwwerkettegesetz, dat déi europäesch Entreprene an d'Veantwortung hält an hinnen nei Oplage gëtt fir ze garantéieren, datt d'Produktioun vun hire Wuere an d'Mënscherechter an den Naturschutz respektéiert.

Ech weess, datt, obwuel mer kee Liwwerkettegesetz zu Lëtzebuerg hunn, vill vun eise Betriber op eng ganz proaktiv, innovativ a récksiichtsvoll Manéier Moossnamen ergraff hunn, fir d'Liwwerkette konform zu dëse wichtege Valeuren ze gestalten. Esou proposéieren zum Beispill den Ausseministère an d'Union des entreprises den Entreprene, dem Pacte national „Entreprises et droits de l'homme“ bäizetrieden.

Här President, en europäescht Liwwerkettegesetz wäert d'Betriber dozou bréngen, fir nach méi genee ze kucken, mat wem se Handel bedreiwen. Duerch Handel kënt ee sech méi no an et kann een Afloss huelen op seng Partner. Et ass een am Gespréich, am Dialog mateneen. Lëtzebuerg ass als klengt Land an oppen Ekonomie ëmmer am Gespréich mat aneren. Et ass traditionell als klengt Land ëmmer am Austausch mat villen Handelspartner.

Och d'Konsumente spillen eng decisiv Roll. Bei ville Produiten, wéi zum Beispill de Banannen, wëlle méi a méi Konsumente just nach Fair-Trade-ugebaut Produkter. Dëst huet zu engem Ëmdenken a ville Länner gefouert, déi gemierkt hunn, datt et fir hir Exporter wichteg ass, Fair-Trade-Produiten hierzestellen. Duerch Fair-Trade-Produite geet et haut ville Mënschen op der Welt besser wéi virdrun, och wann do nach ganz vill Sputt no uewen ass.

„Wandel duerch Handel“ nennt een dat. Mee leider fonctionéiert dat net ëmmer an och net iwwerall! Beispiller gëtt et genuch. D'Ziel vun Demokratien ass weider begrenzt a riskéiert souguer erfrozegeen. A mir mierke besonnesch an dësen Deeg alleguer, datt d'Fräiheet hire Präis huet. Fräiheet ass näischt Selbstverständlech. Si muss all Dag nei erkämpft ginn.

A wann d'Fräiheet hire Präis huet oder soll hunn, da muss mer dat och selwer bereet sinn, a Kaf ze huelen. D'Verdeedegung vun eise Wäerter gëtt et net zum Nulltariff! Dat weist déi aktuell Situatioun méi wéi daitlech. A Produktiounen verlagere respektiv nees an Europa zrëckhuelen heescht och, Méikäschte bereet sinn, a Kaf ze huelen a sech awer och d'Fro ze stellen: Wat bedeit dat fir déi kleng Leit? Wéi kënne mer op dëse Wee goen, ouni de sozialen Zesummenhalt heiheim aus den Aen ze verléieren?

Léif alleguer, bei Verletzung vu Mënscherechter a vun aneren elementare Wäerter dierfe mer net

ewechkucken. Dat hunn och vill Entreprisë verstanen. Verschidden Initiative weisen, datt dee Sujet méi a méi eescht geholl gëtt. Déi intellektuell Eierlechkeet verlaangt awer ze soen, datt nach vill, jo, ganz vill ze di bleift, datt mer weider mussen, fir mam Här Wiseler ze schwätzen, zouverlässeg, also fiabel Partner sichen an datt mer eis all Dag als Konsumente selwer bewosst musse sinn, datt d'Verdeedegung vun eiser Fräiheet hire Präis huet, och a grad, wa mer akafe ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges ... Charles Margue.

(Brouhaha et concertation interne)

M. Carlo Weber (LSAP) | Ech verrieden d'Lydia.

M. Fernand Etgen, Président | Dir waart net ageschriwwen. Duerfir hunn ech gekuckt gehat a gemengt, dee richtige Mann misst sech mellen. An hie mellt sech net. An elo ass en awer do.

Une voix | A!

Une autre voix | Do ass e jo!

M. Fernand Etgen, Président | Da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Dann entschëllegt, da war dat net gemellt ginn, sou wéi et ofgemaach war. Ech soen et dann nach eng Kéier: D'Lydia, dat huet sech ganz kuerzfristeg entschëllege gelooss, nieft dem Simone an nieft dem Dan Kersch. Also wa mer bei den nächste Wale sou vill Strécher kréie wéi déi lescht Zäit bei eisen Tester, da wäerte mer déi nächst Wale gewonnen.

(Hilarité générale)

Une voix | Mir hoffen!

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo. An der zweeter Rei fänkt et un, geféierlech ze ginn.

(Hilarité et interruption)

Dann zrëck zum Sujet. Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt als Éischt dem Nathalie Oberwees Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn iwwert den eethesch-moralesche Volet vun eise wirtschaftleche Relatiounen.

Fir eis als LSAP ass d'Ekonomie keen eegestännege Fräiraum, dee separat vun anere gesellschaftleche Beräicher existéiert a fonctionéiert. Am Géigendeel: Mir betruachten d'Ekonomie net lassgeléist vun der Aussepolitik, der Kooperatiounspolitik oder der Ëmwelt- a Sozialpolitik. Déi transversal Verknäppungen, déi Verflechtunge vu verschiddenen Politikberäicher fuerderen eng kohärent Politik. Dat bedeit, datt mer derfir suerge mussen, datt eis Politicken all déi selwecht Ziler verfollegen a sech net widdergesprechen.

Net just zu Lëtzebuerg ass dee Paradigmewissel duerch dem Putin seng vëlkerrechtswiddreg Invasioun vun der Ukrain acceleréiert ginn an d'Urgence vum Sujet verdäitlecht ginn. Ech wëll gär ënnersträichen, datt d'Bewosstsinn ronderëm d'Necessitéit vun engem Paradigmewissel bei eis ewell virum Krich an der Ukrain erkannt gi war.

Am Kontext vum Klimawissel zum Beispill, dee kloer eng Menace fir d'Existenz vun der Mënschheet duerstelt, huet Lëtzebuerg een ambitiësen „Integrierten nationale Klima- an Energieplang“ fir 2021 bis 2030 ausgeschafft. Och am Beräich vun der Kooperatioun si Mënscherechter, nieft der Klimakris an der Gläichheet vu Mann a Fra, eng vun deene wichtege Prioritéiten.

Och d'Wirtschaftspolitik ass an eisen Ae kee Beräich, dee sech selwer reegelt. Mir brauchen e gudden gesetzleche Schutzkader an e Staat, dee Verantwortung iwwerhëlt. Et ass net nëmme beim Logement an der Ëmweltpolitik, wou de Staat d'Obligatioun, fir seng Bierger ze schützen, muss droen. An enger solidarischer Gesellschaft, wéi mir se verstinn, géllt dat och fir de Schutz vum Mënsch op der Aarbechtsplaz, wou d'Betriber an der Matverantwortung stinn.

D'Pandemie huet d'Gesamtsituatioun net méi einfach gemaacht. Bestoend Ongerechtegkeete sinn nach méi grouss ginn. Méi Grief goufe geschaf tëscht Aarm a Räich. Och déi humanitär Situatioun huet sech leider weltwäit verschlechtert. Massiv Problemer ronderëm d'Energieversuergung kommen zousätzlech erschwéierend derbäi. Op ville Plaze riskéieren d'Ekonomie, duerch d'Pandemie an de Krich an der Ukrain massiv destabiliséiert ze ginn, wat eng Gefor fir de soziale Fridde mat sech bréngt. An deem musse mer entgéinsteieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi eisen Ausseminister et déi lescht Woch op de Punkt bruecht huet, musse mer ëmmer d'Méiglechkeet hunn an och notzen, fir d'Mënscherechtsverletzung vu wichtege wirtschaftleche Partner systematesch ze thematiséieren.

Een anere Schratt, deen noutwendeg an immens wichtig ass fir de Respekt vu Mënscherechter am Handel, ass d'Aféiere vun engem EU-wäite Liwwerkettegesetz. An enger Welt mat globaliséiertem Handel a komplexe Vernetzung mussen d'Liwwerketten transparent sinn, fir datt een novollzéie kann, wou de Produit hierkënt an ënner wéi enge Bedéngungen e produzéiert ginn ass, esou wéi den André Bauler et virdrun ënnerstrach huet.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Zum Schluss géif ech nach gär rappéléieren, datt Lëtzebuerg un den UNO-Leitprinzippe vun 2011 iwwer Wirtschaft a Mënscherechter festhält. Dës Grondsätz ëmfaassen d'Vëlkerrecht, d'Veantwortung vun Entreprisé souwéi och de Schutz an d'Hëllef fir betraffe Victimmen. Och op deem Niveau muss viru mat eise Partner zesumme geschafft ginn, fir géint Mënscherechtsverletzung virzegoen.

Dësen Engagement wäert doduerch, datt Lëtzebuerg vun 2022 bis 2024 Member am UNO-Mënscherechtsrot ass, viru verstärkt ginn. Ech sinn dovun iwwerzeugt, datt eist Land am Beräich vun de Mënscherechter e bedeitende Bäitrag wäert leeschten, sou wéi mir et vun 2013 bis 2014 am UNO-Sécherheitsrot gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner, souwäit ech dat hei gesinn, ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här Président. Merci un déi Lénk fir dës Heure d'actualité. Déi huet sech am Fong opgedrängt no dem Interview vun eisem Wirtschaftsminister an der Press. Eis Heure d'actualité iwwer Business a Mënscherechter, d'Heure d'actualité zum Rifkin an déi zwee Gesetzter herno am maritim Beräich iwwer de Recyclage an d'Ofwracke vun de Schëffer si fir eis Gréng ganz kloer ee Ganz. Et geet ëmmer ëm d'Fro vum fairen Handel, ëm d'Fro vum Respekt vun der Dignitéit vum Mënsch, ëm d'Fro vu mengem Géigeniwwer, deem ech an d'Ae muss kënnen kucken.

Duerfir wäert ech, Här Président, elo mat mengem allgemengen Aussoen ufänken a se bei de Schëffsgesetzter weiderféieren op méi prezise Beispiller.

„Wandel durch Handel“ – de Putin seet Merci –, oder och nach „Wandel durch Annäherung“: E Prinzip, dee sécherlech seng Meritten hat par rapport zu der deemoleger Sowjetunioun, mee deen haut virun der Realitéit vum Krich an der Ukrain wierklech net méi zäitgeméiss ass. Mir erliewe grad, wéi vill Ofhängegkeet onreflektéiert, liichtfankeg Handelsbeziéunge mat sech bréngen. D'Sich no gönschtegen Energiepräisser huet eis hei an en Däiwelskrees gefouert, wou mer eis engersäits als EU vun ondemokrateschen Diktaturen ofhängeg gemaach an anerersäits déi erneierbar Energien sträflech net genuch gefërdert hunn. Elo hu mer d'Quittung dovunner!

deí gréng hunn iwwregens d'Energiefro schonns am leschte Joerhonnert opgegraff, an net eréischt am leschten Hierscht, wéi verschidden anerer heibannen.

(Interruption)

Handelsbeziéunge mat Respekt virun de Mënscherechter gëtt et net zum Nullpräis. Dass mer elo kuerzfristeg musse pragmatesch sinn, dat schéngt mer evident, dat ass scho virdrun gesot ginn, mee mir mussen awer elo oppassen, dass mer an dëser Kris net mëttelfristeg a laangfristeg aner mënscherechts-onwürdeg Handelsbeziéungen opbauen an eis doduerch erëm vun aneren Diktaturen ofhängeg maachen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech wouss, dass Dir domadder averstane wäert.

Ech begrëssen dann och déi generell Haltung vum Wirtschaftsminister, eis Wirtschaftspolitik an deem Sënn ze änneren um Niveau vun eisen internationale Wirtschaftsrelatiounen. Ech hoffen awer, dass dëst geschitt net just aus der Nout eraus vun enger Pandemie oder, méi schlëmm, just wéinst dem Krich, dem Leed an der Ukrain an eisen Energie- a Liwwensmëttelversuergungsproblemer.

Mir hunn elo eng Zäitfenster, fir eis nei opzestellen. Kommt, mir notzen déi, ier mer erëm alles vergiess a verdrängt hunn!

Ouni Respekt virun de Mënscherechter an dem Schutz vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit gëtt et keng dauerhaft Handelsbeziéungen. Ech soe „keng dauerhaft“ – meng Virriedner hunn et schonn ugedeit –: kuerz- a mëttelfristeg leider schonns, mee da geet et méiglecherweis op d'Käschte vun de Mënschen a vun der Ëmwelt. Leider Gottes wäert dat de Fall sinn!

Wéi munch Grénger kommen ech aus der sougenannter Drëtt-Welt-Zeen. Ech sinn an der ASTM an de 70er-Jore fir d'éischt op d'Fro vun der wirtschaftlecher Entwécklung a vun dem gerechten Handel sensibiliséiert ginn an op d'Begrenzung vun eise Ressourcen. De Bericht iwwer d'Grenze vum Wuesstum 1972 vum Club of Rome an de Brundtland-Rapport vun 1987 fir d'UNO iwwer d'Nohaltegkeet sinn zwee vun deene markante Signaler, déi eis beaflosst hunn.

Am gréngen Walprogramm vun 2018 steet, wat mer wëllen erreechen, eis Ziler a Virstellungen, wat eis international Relatiounen ugeet. Hei e puer Auszich: „déi gréng werden: – die Weiterentwicklung von Sozial-, Verbraucher-, Gesundheits- und Umweltstandards im Welthandel fördern.“ An ech géif och nach derbäisoen: ... und fordern. „Handelsabkommen dürfen nicht die Möglichkeit eines Staates einschränken, sinnvolle Regelungen im Interesse der Bevölkerung oder der Umwelt zu erlassen.“ Des Weideren trieden déi gréng an: „für einen Welthandel [...], der den Menschen nicht ihre Existenzgrundlagen raubt.“ An déi gréng wäerten: „für einen Welthandel eintreten, der ökologische Ressourcen schützt; sich für die Schaffung eines Internationalen Handelsgeschichtshofs einsetzen.“

Déi aktuell Situatioun weist eis, wéi geféierlech et ka ginn, mat Despote Geschäfte anzegoen a sech vun esou Regimenter ofhängeg ze maachen. Ma heescht dat, dass mer elo d'Wirtschaftsrelatiounen mat allen Netdemokratien op der Welt ofbriechen sollten? Neen, dat heescht et net. Meng Virriedner hu gesot, wéi sou. Ma et heescht awer ganz sécher, dass mer ons Ofhängegkeet vun Autokratie musse reduzéieren a keng nei laangfristeg Ofhängegkeeten dierfen opstellen. Et heescht – dat dass och eng vun de Léieren aus der Pandemie –, dass mer och verschidde Produktiounen nees an Europa usidele sollen, fir ons och do méi onofhängeg a resilient ze maachen. Et heescht och, dass mer als Lëtzebuerg an als EU méi eng wäertgebonne Wirtschafts- an Handelspolitik maache mussen. Dat soe mir Gréng net eréischt haut, ech hunn Iech e puer vun eise Referenzen an eisem Walprogramm zitéiert.

Dass de Kreml ons Ofhängegkeet vu russescher Energie notzt, fir Drock ze maachen, weist et ganz däitlech: Handelsbeziéunge sinn och d'office geopolitesch.

(Interruption par la présidence)

Hei dierfe mer an Zukunft net naiv sinn. Am Zweifel heescht eng wäertebaséiert Handelspolitik dowéinst och, dass een d'Wirtschaftsrelatiounen limitéiert oder op Handelsaccorde verzicht an am schlëmmste Fall Importverbueter ausschwätzt, respektiv dass Lëtzebuerg sech um Europaneiveau dofir asetzt.

Ech kommen zum Schluss, Här Präsident. Wéi gesot, kënnen och Sanktiounen sënnavoll sinn, ma si bleiwen de „last resort“, fir „Lëtzebuergesch“ ze schwätzen, wa soss näischt méi geet oder et ze spéit ass. A schlisslech bedeit eng wäerteorientéiert Handelspolitik och, sech selwer Reegelen ze ginn, fir dass de Schutz vun de Mënscherechter an der Ëmwelt och tatsächlech héichgehalte gëtt. D'EU-Propos vun der Direktiv fir eng Liwwerkettegesetzgebung läit um Dësch, Här Minister, si geet an déi richteg Richtung; ech kommen herno dorop zrëck.

Erlaabt mer awer, en Zitat ze huele vun deem Rapport, deen d'ASTM a Greenpeace haut ...

(Interruption par la présidence)

... publizéiert hunn zum FDC. Do steet ënner „L'angle mort du FDC : les droits humains“, dass quasi d'Hallschent vun den Entreprisën, déi am Portefeuille sinn, et net esou eescht huelen oder en negativen Impakt hunn, wat d'Mënscherechter ugeet. De Claude Haagen war virdrun heibannen. Mir kënnen him dat weiderginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech war d'leschte Kéier e bësse streng mat Iech, Här Margue, dofir haut e bësse manner.

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech hu meng Virriedner hir Zäite gekuckt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, mee Dir hutt awer net gekuckt, dass et och hei uewen ...

(Interruption)

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, mee Égalité des chances.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Mee bon, Auer ass Auer!

(Interruption)

Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här Präsident. Jo, Här Präsident, Dir Dammen an Dir

Hären, mir soen och deene Lénke villmoos Merci, datt se eis d'Geleeeënheit ginn, fir haut iwwert dee Sujet ze schwätzen. Et wor eng Demonstratioun vun enger ganz kllassesch Lénker Qualitéit, déi Der eis hei bruecht hutt, Madamm Oberweis: den Dirigismus. Well Dir sot: „Mir kënnen d'Entreprises net maache loosse, wat se wëllen.“

Wat Dir drënner verstitt, ass ganz interessant, well Dir wëllt u sech Restriktiounen am Baussenhandel. An dat huet ekonomesch Konsequenzen, dat muss ee wëssen, zemoos fir e Land wéi Lëtzebuerg. Ech mengen, mir hu praktesch kee Bannemaart, mir brauchen en ekonomeschen Espace, wa mer wëllen ekonomesch iwwerliewen. A mir produzéieren Déngschtleeschungen a Wueren, déi mer an der ganzer Welt verkafen. Ech mengen, wa mer elo op dee Wee ginn a Restriktiounen maachen an nëmmen nach mat enger ganz ageschränkter Zuel vu Länner wëllen Handel driewen, ma da maache mer u sech eng Veraarmung vun de Leit a mir schafen Aarbechtslosegkeet. Mir maachen eppes, wat u sech déi Lénk net sollen hunn, awer et ass genau dat Resultat, wat Är Politik bréngt: Aarmut an Aarbechtslosegkeet!

An ech wëilt och ufänke vläicht ... ier ech eng Lëscht maache vun all deene Virdeeler vum Baussenhandel, wëll ech awer deene Gréngen äntweren, well ech es einfach midd si mat där Argumentatioun, datt Mënscherechter an alternativ Energien Hand an Hand ginn. Et ass dach wierklech déi Hypokrisie, well mir wëssen a jidderee weess, datt mer déi Kannerarbecht am Kongo hu fir d'Elektromobilitéit. Mir wëssen et, mir soen et allkéiers! Mir wëssen, datt eng Direktiv an Ausaarbechtung ass, déi vläicht jorelaang nach net kennt, an Dir huet et a Kaf, et ass Iech egal! Wann Iech d'Mënscherechter ...

(Interruptions)

... eppes géife bedeiten, ...

(Interruptions)

... wann Iech d'Mënscherechter eppes géife bedeiten, géift Der d'Elektromobilitéit net subventionéieren!

A wéi ass et – wann Der hei vu China schwätzt – mat de Sielenen Äerden? An Äre Wandmillen, déi industriell Wandalagen an esou weider, an an nach esou villen anere Produkte si Sielen Äerden, déi ënner schrecklechen ekologeschen a mënscherechtleche Konditiounen ofgebaut ginn. Haalt op mat deem grénge Märche vun de Mënscherechter bei den alternativen Energien, well de Géigendeel ass de Fall! Dir erzielt eppes, wat hei iwwerhaupt net stëmmt.

Mir hunn eng aner Approche. Mir soen: De Baussenhandel ...

(Interruption)

Nee, nee! Mir soen: De Baussenhandel huet friddensstëftend Wierkungen, deen huet eng ganz Rei Virdeeler. Mir sinn einfach realistesch. E schaaft Brécken tëschent Länner, e schaaft Brécken tëschent Mënschen. Dat ass einfach ganz wichteg. En ass eng Méiglechkeet, fir iwwer politesch Systemer ze diskutéieren, wann et geet, fir Investitiounsschutz, fir och eng besser Rechtssécherheet fir Entreprises am Ausland, fir Investitiounen ze schützen. Dat ass en Dialog iwwer Rechtsstaatlechkeet. Dee solle mer féieren. Dee muss mer féieren.

Den Handel ass eng besser Alternativ zur Entwécklungshëllef fir vill Staaten. Den Handel schaaft a ville Länner Mëttelschichten. A Mëttelschichten hätt gär déi politesch Fräiheet. Och dat ass en Avantage fir d'Demokratie. Ma da loosse mer dat dach och benotzen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Solle mer dann elo handele mat Kobalt oder net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir maachen eppes, wat absolutt néideg a wichteg ass an den internationale Relatiounen. Jo, mir bekennen eis zum Handel, well e Mënsche matenee verbënnt a well en eng Chance ass fir d'Demokratie a ville Länner. A wat hätt Der da gesot, all déi Leit, déi hei kommen, wa mer elo keen Handel mat China hätt wéinst den Uiguren oder esou an der Covidkris. Hätt mer gesot: „Nee, mir brauchen Är Masken net. Nee, mir brauchen Är Respiratoren net oder wat Der eis och ëmmer liwwert, well Dir verletz d'Mënscherechter. Mir verzichten dorobber!“? Mee mir si frou, datt mer Relatiounen hate mat China a mat anere Länner, déi eis gehollef hunn an där Situatioun!

Mee natierlech, mir exportéiere keng Waffen. Dat wär eng aner Diskussioun. Mee mir hu keng Waffenindustrie – an dann ass dat emol ee Problem, dee mer manner hunn!

Moralesch Consideratiounen, ech wëll ... A, ech hunn hei nach en Zitat vun engem ADR-Member viru senger Zäit, engem franséischen Ekonomist aus dem 19. Joerhonnert. Deen huet e flotte Sproch gehat: „Si les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront.“ An dat ass net falsch. Ech mengen, mir sollen de friddensstëftende Charakter vum Handel ni ënnerschätzen! Moralesch Consideratiounen, dat ass esou de Credo vun deene Lénken: alles aschränken, Liwwerkeetegesetzter an esou weider an esou virun, Desinvestissement, Boykott, Sanktiounsbestriewungen.

Ech wëll och kloer soen, datt d'ADR net prinzipiell géint Sanktiounen ass. Mir hunn elo a Russland gesinn, datt dat e wichtige Facteur ass, wann ee wëll eng Reaktioun hunn op eng Aggressioun, datt Sanktiounen do zum Arsenal kënnen gehéieren. Dat hu mer elo gesinn. Mir hunn et gemaach. Mee mir mussen awer och gesinn, datt Sanktiounen eng ganz Rei Problematiken opwerfen, och fir eis, an datt een do net einfach elo sollt déi verherrlechen. D'Zäit feelt mer, fir an den Detail ze goen, mee och Sanktiounen mussen u Wäerter gebonne sinn. Sanktiounen sollen eis net méi schuede wéi deenen, déi viséiert sinn. A si solle keng Onschëlleg treffen, well mer gär e Regimmwiessel hätten oder iergendeppes. Dat ass och onmoralesch! Dat heescht, och den Asaz vu Sanktiounen muss genau cibléiert sinn an iwwerluecht sinn.

Da gëtt gesot: Desinvestissement. Et gëtt vum Pensiounsfong geschwat. Ma de Pensiounsfong, deen ass genau do, fir Renten ofzesécheren! An déi sollen esou investéieren, datt se kënnen ekonomesch sënnavoll a stabel schaffen. Mir hunn ëmmer méi Parteien heibannen, déi soen: „Ma kommt, mir ginn un déi Suen am Pensiounsfong.“ Rentenklau vun enger ganzer Rei vu Lénke bis extreem lénke Parteien, déi jo awer just de Contraire sollt maachen! Si sollt wëssen, datt dat am Interessi vun deene klenge Leit ass, fir stabill Pensiounen ze hunn. A wat maache se? Ënnert deene verschiddensten Ursache gëtt de Rentenklau hei propagéiert. Ma mir soen: „Nee! D'Fanger ewech vum Pensiounsfong!“ Deen ass do, fir d'Pensiounen ofzesécheren, ...

(Interruption)

... an net fir déi Illusiounen an déi gesellschaftspolitesch Fantasteriee vun enger Rei vu Parteien hei wëllen ze finanzéieren.

(Interruption par la présidence)

Ee lescht Wuert, Här President, vläicht iwwer Sanktiounen nach an iwwert de Boykott, well ech hunn och d'Madamm Oberweis héieren. Boykott, dat ass eppes, wat ... si seet „a ville Länner“. Bon, mir wëssen – si huet dat Beispill Israel genannt –, de BDS (ndlr: Boycott, Divestment and Sanctions) ass jo bekannt wéinst senger antisemitescher Orientéierung, dat muss een

einfach och soen. An ech wëll hei ee Fazit zéien, wat d'Sanktiounen ugeet: Mir hunn eppes geléiert an der Geschicht, an dat ass, datt Sanktiounen ganz effikass si géint kleng Länner, awer géint grouss Länner si se et wäit manner, well déi fanne vill méi licht Méiglechkeeten, fir sech aus dem Drock vun de Sanktiounen erauszekréien. An dat muss mer och bedenken, wa mer déi maachen.

(Interruption par la présidence)

Mir si fir fräien Handel. Mir si fir eng Maartwirtschaft. Mir si fir d'Ekonomie. A mir si sécher, datt déi Attitüd och déi ass, déi d'Mënscherechter am beschte kann ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An ech mengen, dass et elo um Här Clement wär.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt soen ech och deene Lénken an dem Nathalie Oberweis Merci fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. Et ass en Thema, wat net nëmmen duerch d'Aggressiounen, duerch d'Invasioun vun Putin sengen Arméien an der Ukrain un Aktualitéitswäert gewonnen huet, mee generell, mengen ech, meritéiert, an der Chamber diskutéiert ze ginn.

Gläichzäiteg huet natierlech den Ugrëff op d'Ukrain duerch dem Putin säi Regimm vill Prinzippien a kuerzer Zäit op d'Kopp geworf. Dat internationaalt Völkerrecht ass vun engem Moment op deen anere mat Féiss getréppelt ginn, wéi dem Putin seng Truppen ee souveräne Staat ugegraff hu mam Zil, fir d'Grenzen op der Weltkaart mat Gewalt a mat Blut nei ze zeechen.

Mee och d'Reaktiounen aus dem Weste ginn iwwer alles eraus, wat mer bis elo kannt hunn. Nieft haarde wirtschaftleche Sanktiounen, déi scho bal engem Handelsembargo gläichen, wa mer elo nach géifen d'Energieimporter dranhuelen, schécken d'NATO-Staate Waffen a militärescht Material an d'Krichsgebitt.

An och mir Piraten begrëissen, datt de Wirtschaftsminister elo eng nei Doktrinn beim Aussenhandel wëllt, déi sech also um Respekt vun de Mënscherechter an de jeweilige Länner orientéiert. Virun allem de Prinzippien vun der Due Diligence, also der Sorgfaltspflicht, ass jo genee dat, wat d'Initiative pour un devoir de vigilance – mir kenne se all, se stoung och schon e puermol virun der Dier – zanter Mäerz 2018 fret. Dat ass och eng Demande, déi mir Piraten kloer ënnerstëtzen.

Mir si kloer fir e Liwwerkeetegesetz. Och wann hei elo eng Propos vun der EU virläit, esou weess keen, wéini déi dann endlech ëmgesat ka ginn. An deem Sënn ass dat hei en Dogmewiessel, dee mir Piraten elo emol op den éischte Bléck matdroen. Natierlech mussen elo d'Detailer an d'Actiounen op dës Annonce nokommen. An da muss mer kucken, wat déi Reaktiounen sinn an ob se eis wäit genuch ginn oder net. Dat wëll ech elo mol nach an de Raum stellen, well ech erënneren nach eng Kéier drun, datt Lëtzebuerg als eent vun deenen eenzege westleche Länner e Staatsoberrhaupt op Peking reese gelooss huet. Dat hu mir Piraten kritiséiert an dat huet Lëtzebuerg op EU-Niveau och definitiv keng Pluspunkte bei eis Partnerlänner abruecht.

Am Endeffekt war et eisen ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Who cares?

M. Sven Clement (Piraten) | „Who cares?“, fret den Här Kartheiser mech! Ma ech mengen, datt et eng Chamber muss ginn, déi sech mat esou Thema muss beschäftegen. An ech fannen et och ganz speziell, datt sech d'„Partei vum klenge Mann“, wéi se sech gären nennt, eng ultranationalistescht Partei, hei op eemol fir eng onreglementéiert Globaliséierung asetzt. Also:

„Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust“, do freet ee sech awer, ob dat net scho bal u Schizophrenie grenzt! Mee bon, dat si mer jo aus deem Eck vum politesche Spektrum méi wéi gewinnt.

(Hilarité)

Am Endeffekt war eise Grand-Duc also mam Lëtzeburger Fändel nieft dem Xi Jinping zu Peking an et gouf e Pressecommuniqué vun der chinesescher Säit, wou kee Wuert iwwer Mënscherechter drastoung! Goufe se ugeschwat? Vläch, vläch net. Op alle Fall hunn d'Chineese sech domadder gebretzt, dass de Lëtzebuergesche Grand-Duc si besiche komm ass.

An ech mengen, genee do ass de Problem. Mir musen eis dëse Symbolmomenter méi bewosst ginn! Mir dierfen net iwwer esou Weeër autoritär an totalitär Staaten no bausse legitiméieren. Dat si Schrauwen, un deenen een einfach a séier kann dréien! Mee déi ginn natierlech bei Wäitem net duer.

Joerzängt war Lëtzebuerg um russesche Marché extreem interesséiert. Mir hu riseg Wirtschaftsmissionen op Moskau geschéck. Mir hu Banken heihinner gelackelt. An ech zitieren elo d'Zuele vu „Paperjam“ net nach eng Kéier, wéi vill Milliarden duerch Lëtzebuergesch Strukture gefloss si respektiv hei verwalt ginn. Déi Zuele gi jo och op der Place publique méi wéi kommentéiert.

Gläichzäitig huet eise Pensionsfong – an da kommen ech op „Renteklau“ ze schwätzen –: Majo, de Pensionsfong huet Renteklau gemaach, andeem e Milliounen a Russland investéiert huet, déi elo duerch d'Sanktiounen all Wäert verluer hunn. Hätte mer déi net an engem autokratesche Regimm, dee Krich féiert, investéiert, dann hätte mer déi net verluer. An de Rendement wär méi assuréiert gewiescht, wa mer eis géifen un eethesch Valeuren halen.

Dat sinn nämlech Suen, déi d'Leit an d'Pensionskeess abezuelen, Suen, déi si dem Pensionsfong uvertrauen an déi grad dofir solle sécher a gutt investéiert ginn. An zu sécher a gutt gehéiert nun emol hautdesdaags, dat och eethesch a moralesch korrekt ze maachen.

(Interruption)

Mir Piraten hoffe wierklech, dass 2023 – an hoffentlech éischer – en neien nohaltegen Investitiionsplang fir den FDC kéint, well esou kann et einfach net weidergoen! Mir finanzéiere via Pensionsfong Uelegfirmen, Firmen, déi modern Sklaverei a Länner wéi Indonesie bedriewen, a bis viru Kuerzem och nach dem Putin säin enkste Krees. Et ass jo net eréischt säit gëschter, dass de Putin respektiv säi Regimm op Sanktiounslëschten opgetaucht ass. Scho säit 2014, wéi en d'Krim annexéiert huet, gouf et Sanktiounen. Wat huet de Pensionsfong gemaach? Weider monter a Rubelen investéiert!

De Pensionsfong ass also déi Plaz, wou mer wierklech am séierste mussen usetzen, fir dass mer als Staat hei och eng Virreiderroll iwwerhuelen. Well mat wat fir enger Justifikatioun gi mir als Staat hin a soen de Betriber, si misste sech un e Liwwerkettegesetz halen, si missten eethesch a moralesch korrekt agéieren, wa mer et selwer net hikriieren?! Och dat ass hypokritesch! A mir mussen eis un der eegener Nues huelen, respektiv den Exekutiv muss sech un der eegener Nues huelen. Well ech weess, dass zumindest hei an der Chamber méi wéi eng Kéier drop higewise gouf, dass den FDC méi nohaltegt misst investéieren, an dass et vusaite vun der Majoritéit allkéiers geheescht huet: „Do kann ee jo awer wierklech net drugoen.“ Do freet ee sech scho bal, ob den Här Kartheiser et méttlerweil an d'Majoritéit gepackt huet.

(Interruption)

Mir kënnen als Staat also net verlaangen, dass anerer eppes maachen, wa mir net deen éische Schrëtt selwer maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mir eis fir eng Reform vun der Investitiionspolitik vum Pensionsfong a politesch Boykotte vu Veranstaltunge wéi d'Winterspiller zu Peking asetzen, ass evident. Dat gouf heibannen oft genuch thematiséiert.

Mir erwaarden eis dofir, dass dës Regierung elo séier en éische Plang virleet, wéi se eis Wirtschaft wéilt op de Wee vum Respekt vun de Mënscherechter bréngen, mee dass se och, wat d'Exekutiv selwer betrëfft, mam gudden Beispill virgeet an esou diplomatesch Debakele wéi d'Visitt zu Peking a weider Investissementer a Pétrofirmen ab sofort si léisst!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

D'Wuert huet elo direkt den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Och merci dem Nathalie Oberweis fir déi Aktualitéitsstonn an och merci all den Deputéierten, déi hei intervenéiert hunn an deem Debat, deen, mengen ech, e wichtige Debat ass, deen ech jo am Fong mat provozéiert hunn duerch deen Interview, deen ech ginn hunn, wou ech effektiv gesot hunn, dass ee sech am Fong misst d'Fro stellen, mat wem ee géif an Zukunft Handel maachen. An ech mengen effektiv, dass dat, wat elo geschitt ass an der Ukrain, deen Aggressionskrich vu Russland, dass deen och e Paradigmewissel mat sech bréngt, dass dat och eng Aart vum Zeitenwende ass an der Aart a Weis, an der Fro, mat wem mer solle commercéieren.

Ech géif awer och gäre soen, dass dat natierlech e komplizéierten Debat ass – an ech hu jiddwengem gutt nogelasschert – an dass et natierlech och en Ennerscheid gëtt tëschent engem Land, Russland, deem säi President en onprovokéierten Ugrëffskrich op e souveräant Land lancéiert huet, an enger Rei anere méi oder manner demokratesche Länner, an deene mer aktiv sinn oder an deenen eis Entrepreneuren aktiv sinn. An och dat ass effektiv eng Nuance, déi, mengen ech, wichtig ass, dass et am Commerce extérieur jo am Fong an éischer Linn drëm geet, dass Lëtzeburger Entrepreneuren an auslännesche Marchéen aktiv sinn, sech an anere Länner implantéiert hunn oder do Marchéen hunn, an déi se exportéieren.

An dann ass et natierlech d'Fro als Land, ob een do enner Form vum eisen LTIOen, eisen Trade and Investment Offices, present ass, fir och déi Marchéen an déi Presenz ze facilitéieren, ob ee Wirtschaftsmissionne mécht, ob een Deplacementer mécht an déi Länner. Alles dat gehéiert natierlech zu enger Wirtschaftspolitik, gehéiert zu enger Politik vum Commerce extérieur, wou ee sech relativ genee muss froen, mengen ech, an enger essenzieller Suerg vu Cohérence des politiques, wann een engersäits seet: „Mir hunn eng mënscherechtsbaséiert Aussepolitik, mir hunn eng Aussepolitik vun de Fraerechter, mir setzen am UNO-Mënscherechtsrot a mir setzen eis a fir d'Rechter vun de Flüchtlinge weltwäit an och an Europa“, wat een dann anersäits mécht a sengem Aussenhandel. Ech mengen effektiv, an ech stinn och dozou, dass ee sech déi Fro ganz seriö soll stellen a sengen Efforten, fir den Aussenhandel opzebauen.

Ech maachen dat och an ech géif och gären drop hiweisen, dass déi Wirtschaftsreesen – well dat ass jo och ugeschwat ginn –, déi ech bis elo gemaach hunn, an dat waren der net immens vill, „Covid sei Dank“ oder duerch de Feeler vum Covid, dass déi effektiv awer op Plaze waren, wou et esou fundamental Problemer net gëtt. Déi nächst Deplacementer, déi geplangt sinn, sinn am Juni a Kanada, am November gi mer op New York an op Boston. Mir hunn och bis Enn des Joers eng Rees a Südkorea geplangt. Also alles Länner, déi, mengen ech, vun deem Point de vue aus op alle Fall net reprochéiert kréien, dass se Violatiounen maache vu Mënscherechter.

Ech weess awer natierlech och, dass mer a Länner ennerwee sinn – d'Nathalie Oberweis huet dat gesot, an anerer och –, wou et Problemer gëtt. Ech géif och gären soen, dass mer déi Problemer uschwätzen an den Diskussiounen, an eisen diplomatesche Relatiounen, an eisen Diskussiounen mat den Ambassadeuren vun deene Länner, wou mer dat ëmmer erëm uschwätzen. Wann an Israel eis Infrastrukturen demoléiert ginn, déi mer mat der Lëtzeburger Kooperatioun finanzéieren, sief dat Schoulen oder Spideeler oder wat och ëmmer an den Territoiren, da schwätze mer dat un an da kritizéiere mer dat och ganz kloer. Dat si Saachen, déi ganz kloer net ginn!

Op där anerer Säit ass et awer och richtig, dass mer eng kommerziell Relatioun hu mat Israel, dass mer zum Beispill am Beräich vun der Digitalisatioun, am Beräich vun de Startuppe mat Israel zesummeschaffen, well se eeben do eng ganz dynamesch Zeen hunn a well se ganz vill maachen, zum Beispill am Beräich vun der Cybersécherheet an an anere Beräicher, an deene mir och als Land ennerwee sinn.

Dat ass en Equiliber, deen ee muss fannen a wou een, mengen ech, och – an dat ass jo d'Komplexitéit e bësse vun der Saach – natierlech kann de grouse Purist sinn a soen: „Ech wëll näischt méi mat deenen doten ze dinn hunn! Ech schwätzen net méi mat deenen“, mee dann huet een natierlech awer och kee Levier méi mat hinnen, fir Messagen eriwwezebréngen, fir iwwer Valeuren ze schwätzen, fir iwwer Mënscherechter ze schwätzen. An ech mengen, dat wär e Feeler!

Ganz ofgesinn dovunner, dass et awer natierlech nach Entreprisé gëtt, déi nawell wäerten dohinnergoen. Soit dit en passant, wann et Länner sinn, wou et einfach ass, do brauchen eis Entrepreneuren eis natierlech och net, fir dass se kënnen dohinnergoen. Et ass natierlech éischer an deene Länner, wou et e bësse méi komplizéiert ass, wou een dann eng Hëllef muss leeschten, mee ëmmer als e kritesche Partner an ouni déi Saachen do auszeblenden.

Dat selwecht ass iwwerens wouer ... A mir hunn déi Diskussioun jo alljoers erëm während der Kooperationsdebat, wa gesot gëtt: „Déi Partnerlänner, wou mer ennerwee sinn, wou mer Entwécklungszesummenaarbecht maachen, dat sinn alles keng super Demokratien. Do gëtt et Problemer vu Gouvernance.“ Jo, dat ass richtig, mee dat ass an der Natur vun der Saach. Och do gëllt erëm eng Kéier, dass mer jo probéieren, duerch Educatioun, duerch Verdedegung vun de Mënscherechter, duerch déi Leit, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen, dass mer déi protegéieren, duerch all déi Saachen, déi mer maachen och mat den ONGen, d'Situatioun ze verbesseren. Och do gëllt, mengen ech, déi selwecht Reegel vun enger kritescher Partnerschaft, an där mer versichen, e Changeement ze bréngen doduerch, dass mer trotzdem an deene Länner do present sinn.

Dann zu der Thematik vum Respekt vun de Mënscherechter an den Entrepreneuren an iwwert den Devoir de vigilance. Dat ass eppes, wat mir ganz staark um

Häerz läit. Mir hu schonn des Éfteren hei am Parlement driwwer geschwat. Ech géif och nach eng Kéier gären drop opmierksam maachen, dass ech do als Minister am Fong deen Éischte war, deen dat souwuel am Wirtschaftsministère wéi och an der Kooperatioun an eis Aidë mat erageschriwwen huet. Mir hu souwuel an eise Wirtschaftsaiden am Ministère vun der Economie wéi och zum Beispill an eiser Business Partnership Facility eng Clause dran, wou déi Entreprisë sech engagéieren, d'Mënscherechter ze respekitéieren an all deene Länner, wou se aktiv sinn.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dat ass eng Konditioun, déi mer drageschriwwen hunn, déi juristesche bannend ass. An dat ass en éischte Schrëtt, e ganz konkreete Schrëtt an eng ganz konkreet Ëmsetzung vun där Mënscherechtsproblematik an den Entreprises.

Doriwwer eraus sinn ech der Meenung, an ech hunn dat och oft gesot, dass et, mengen ech, preferabel ass, fir en europäesche Kader ze hunn an deem Beräich. Dat ass fir mech kee Verschiben op déi laang Bänk. Ech weess, dass ganz vill spekuléiert gëtt, wéi laang dat elo dauert, bis dat Gesetz do duerch ass um europäeschen Niveau. Ech weess, dass och net jiddwereen zu 100 % domat zefridden ass. Mee ech mengen trotzdem, dass et – haaptsächlech fir e klengt Land – an eisem Interêt ass, e gemeinsamen europäesche Kader ze hunn, fir keng Fragmentéierung vum Bannemaart ze kréien. Och dat ass fir eis extreem wichteg. An dat ass eppes, woufir mer eis ëmmer erëm engagéieren, dass mer all Zersplitterung vu Reegewierker duerch national Legislatiounen am léifste gäre vermeiden.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat ass och richteg beim Devoir de vigilance. Dofir sinn ech frou, dass mer elo eng europäesch Virlag hunn. Ech kann Tech och soen, dass mer eis wäerten engagéieren, fir dass dat en ambitiöisen Text gëtt, wou esou vill wéi méiglech Entreprises drafalen a wou och natierlech esou vill wéi méiglech Mënscherechter wäerten drënnerfale. Mir sinn natierlech amgang, dat och ze verschaffen an eisem Comité interministériel. Ech mengen, dat ass fir de Moment effektiv à l'étude. A mir kucken, dass mer dat eebe weiderdreiwen an der europäescher Legislatioun.

Ech mengen awer, dass och an deem Beräich – well ech dat jo trotzdem enginn an den Entreprises an an den Diskussiounen mat deene verschiddenen Organisatiounen, déi sech domadder beschäftegen, sief dat en INDR (ndlr: Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises), bei der Chambre de Commerce, awer och, wann ech an d'Entreprisë selwer ginn, da gesinn ech dat –, dass do d'Entreprisë sech alleguerten awer eng Politique RSE ginn.

Déi ganz Iddi vun enger Politique environnementale, sociale, de gouvernance ass extreem wichteg, well ee vu jiddwerengem héiert – an ech mengen, dat wär wierklech eng Realitéit –, dass Jonker et net méi akzeptéieren, fir eng Entreprise ze schaffen, déi keng Valeuren huet, déi net fir Valeuren asteet. Dat ass e reelle Paradigmewissel. Dat ass e Mentalitéitswiesel bei jonken an och bei manner jonke Mataarbechter, déi ganz staark attachéiert sinn un där Adhesioun zu enger gudder Ëmwelt, zu soziale Wäerter, zu Mënscherechter, zu enger transparenter Gouvernance.

Do kënn e Wiessel. Do kënn och e Changement vun ennen, deen extreem puissant ass an deen och wierklech, mengen ech, zu där vertueuser Transformatioun vun der Economie bäidréit.

Voilà! Ech mengen, domat hätt ech en fait op déi verschidde Bäitrag géantwert. Ech si frou iwwert déi

Diskussioun, well et ass effektiv beileiwe keng einfach. Dat huet déi Diskussioun haut gewisen. Et kann een do, wéi gesot, méi oder wéineger puristesche sinn. Mir op alle Fall ass dru geleëen, dass mer eng Linn do hunn an dass mer dat wierklech an all deene Länner, wou et do och Saachen ze bemängele gëtt, nieft dem Commerce, dee mer do dreiwen, a wuer mer op Mission-économiquë ginn, och ganz kloer uschwätzen an eisen diplomatesche Relatiounen mat deene Länner an och an eise politesche Relatiounen mat deene Leit, mat deene mer dann do schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister Franz Fayot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Minister fir seng Äntwerten, och de Kollege fir hir Exposéen. Ech hätt nach déi eng oder aner Fro un de Minister. Ech si mer och net sécher, ob en all meng Froe beäntwert huet.

Do war nach déi Fro vun de Pilotprojeten, wou dat drun ass. Et ass jo virgesinn, dass et Pilotprojete gëtt am Kader vu Betriber, déi staatlech sinn, wat den Devoir de vigilance ueegt.

Da war déi Fro och: Bei Ärer Ausso, do hutt Der jo sécherlech och u Länner geduecht respektiv u Krittären. Dir sidd elo weider net drop agaangen, mengen ech, duerfir meng Fro nach eng Kéier: U wéi enge Krittäre géift Dir dat da festmaachen? Dir hutt zwar elo vun dem Devoir de vigilance op EU-Niveau geschwat. Mee bon, wann Der déi Ausso maacht, dann hutt Der jo sécherlech awer och iergendwéi schonn eng gewëssen Iwwerleeung do hannendrun. Dat heescht: U wéi eng Krittäre géift Der do denken?

Dann hutt Der gesot, dass mer eng mënscherechtsbaséiert Aussepolitik hunn, an déi och op Fraerechter baséiert. Eh ben, da froen ech mech, wéi dat da verëenbar ass, wa mer a Länner gi wéi an d'Veereeneg Arabesch Emirater trotzdem!

Ech héieren hei vun Iech alleguerten, dass een d'Dier muss oploossen, dass ee muss de Kontakt an den Dialog halen, och vum Minister. Ech hunn net de Géigendeel gesot! Ech hunn ni gesot: „Mir dierfen net matenee schwätzen.“ Am Géigendeel! Ech sinn dat Éischt, dat seet: „Mir mussen matenee schwätzen.“ D'ailleurs, dat soen ech och elo hei bei Russland. Dat heescht awer net, dass mer mussen onbedéngt Handel mat egal wem dreiwen.

(Interruption)

Also ech mengen, dat muss awer och ganz kloer gesot ginn: Mir sinn net géint den Dialog, mir sinn och net géint eng oppen Dier. Am Géigendeel!

Da géif ech awer och do virdu warnen ze mengen, dass, well ee matenee schwätzt, da sech alles matenee verbessert. Dir hutt elo vun Israel geschwat, dass si d'Projete futti maachen, déi vu lëtzebuergeschen oder EU-Gelder finanzéiert ginn, an dass mer eis da bei hinne bekloen. Eh ben, si laachen iwwer eis! Mir misste se u sech froen, dass se eis d'Suen erëmginn! A geneesou ass dat och bei anere Fäll, wou mer d'Mënscherechter uschwätzen. Mee déi laachen zum Deel iwwer eis! Si si jo just un de Suen, un de Projeten interesséiert.

Ech mengen, wa mir dohinnerginn, wéi elo deslescht op Dubai, an da schwätze mer d'Mënscherechter un – ma si erwaarde sech dat, wéi dat d'ailleurs och vum

däitsche Verteidigungsminister, mengen ech, gesot gouf. Wéi en elo am Katar war, huet en och gesot: „Si waarde schonn drop, dass mer iwwer Mënscherechter schwätzen.“ Natierlech waarde se drop, well jo all Mënsch dat mécht! An dann ass d'Diskussioun fäerdeg an da geet et bei de Business eriwuer!

Also ech mengen, mir dierfen eis och näischt virmaachen! Mir ginn ëmmer als déi Naiv hei duergestallt, mee ech mengen wierklech, dass et de Géigendeel ass.

Merci villmools!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Bon, bei de Pilotprojete vu staatlechen Entreprises, do sinn ech elo net genee um leschte Stand. Ech kann Iech just soen, et ass eng staatlech Entreprise, déi ech ganz gutt kennen, dat ass d'Post. Déi hunn eng ganz gutt ESG-Politik, déi effektiv ganz wäit geet, wou se wierklech souwuel am Beräich vun hirer Kleedung kucken, dass se genee wëssen, wat d'Originn ass vun deene Kleeder, déi se kafe fir d'Brëifdréier, fir hir Beleegschaft, an duerno eng Kreeslafwirtschaft domadder maachen. Si sinn an alle Beräicher wierklech ganz, ganz wäit fortgeschrott an där Iddi vun der Kontroll vun hire Liwwerketten. Bon, dat ass elo eng staatlech Entreprise, déi mer direkt an de Kapp kënn. Fir déi aner muss ech dat nokucken, ech hunn dat elo net present.

Bon, wat fir Krittären? Jo, Dir schwätzt d'Emirater un, mat de Fraerechter. Ma d'Fraerechter, dat ass eppes ... Et kann ee vill Saache soen iwwert d'Emirater, mee et ass eent vun deene Länner am Mëttleren Osten, wat dann awer nach bei de Fraerechter relativ méi wäit ass wéi anerer. Si hu Fraen an hirer Regierung. Bon, si hunn aner Beräicher, déi vill méi problematesch sinn. Mee an de Fraerechter, do hu se eng gewësse Modernitéit, déi ...

(Brouhaha)

Bon, do kann een elo driwwer laachen, mee dat ass eng Realitéit. Ech wëll dat elo net ..., ech mengen, wéi gesot, et gëtt do munches ze soen. Mee dat weist awer, dass net ëmmer alles schwaarz oder wäiss ass.

A bei de Krittären ass et effektiv, wéi ech dat elo gesot hunn, do muss ee sech natierlech eng Linn gi vu Respekt vu Mënscherechter. Et ass natierlech nach eng Kéier eppes anescht, ob een elo iwwer e Land wéi Russland schwätzt, wat elo just en Aggressiounskrich gemaach huet, oder e Land wéi Israel, wat och vill Saache mécht, déi problematesch sinn. Mee ech mengen, do muss een eng Linn fannen. Dat ass net einfach. Mee dat ass awer den Challenge, eppes, wat ech gäre géif maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot.

Motion 1

Ier mer dese Punkt kënnen definitiv ofschléissen, mussen mer nach iwwert d'Motioun befannen.

Wie wëllt nach zur Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Oberweis an d'Madamm Cecchetti proposéieren eis hei eng Motioun, wou se eigentlech soen: „Et geet eis net séier genuch mat dem Liwwerkettersgesetz.“ An ech versti se ganz gutt! Ech verstinn och alleguerten déi ONGen an alleguerten déi Leit, déi scho laang drop waarden. Mir sinn nämlech am selwechte Fall!

Et war eis scho versprochen, dass déi däitsch Présidence géif en Text proposéieren. Duerno hu mer awer näischt méi héieren. Och déi sloweenesch Présidence huet net geliwwert, déi portugisesch Présidence huet net geliwwert. Elo si mer an der franséischer Présidence. A mir hunn awer elo de leschte Mount en Text kritt, eng Proposition de directive ass entstanen, ass op den Dësch komm.

Ech wëll gäre rappeléieren, dass d'Lëtzebuurger Regierung sech ëmmer agesat huet op EU-Niveau fir e Gesetz, notament eisen Ausseminister, an dass och mir hei als Chamber eis Aarbecht gemaach hunn. Ech ka mech erënneren un zwee Mol, wou de Kommissär Reynders hei war a wou mer em zweemol gesot hunn: „Hei, mir hätte gären, dass deen Dossier do Stullgang kritt.“ Also, mir hunn och do eis Hausaufgabe gemaach.

Natierlech geet et eis nach ëmmer net séier genuch. Mee ech mengen awer, dass mer elo net kënnen dem Comité interministériel mat dëser Motioun virgräifen. An ech mengen och, dass hei kee ka garantéieren, dass mir dëst Joer schon en Text virun Enn des Joers doleien hätten.

Dofir proposéieren ech, dass mer déi Motioun hei ofleenen. Mee ech proposéieren awer de Kollege vun déi Lénk, well et awer en Thema ass, wat eis alleguerten um Häerz läit, dass mer eis de Méindeg an der Kommissioun – do hu mer jo aussepolitisch Kommissioun –, Zäit huelen, fir da mam Minister de Point ze maachen: Wou si si drun? Wéini kennt d'Diskussioun an de Conseil?

An da wësse mer jo och, dass, wann eng Proposition de directive kennt, och d'Europaparlament nach ee Wiertche matzeschwätze kritt. A mir hoffen, dass déi awer wäerten hëllef, dass hei en ambitiöse Projet dobäi erauskënn, esou wéi de Minister Fayot dat och virdu gesot huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech deene Wieder do uschléissen, éischtens, fir ze soen, mir si selbstverständlech och fir e Liwwerkettegesetz. Dat ass eng absolutt Evidenz. Ech stellen awer och fest, dass d'Kommissioun elo en Text deposéiert huet. Dee mag duergoen oder net duergoen; an eisen Aen, mengen ech, wär deen och nach verbesserungsbedierfteg.

Ech trauen awer effektiv dem Europaparlament zou, dass do nach eng ganz zolidd Diskussioun wäert kommen an dass deen Text nach a verschiddene weesenteleche Punkten anescht erausgeet aus dem Europaparlament, wéi en eragaangen ass.

Ech fannen eng europäesch Léisung nach ëmmer wichteg. An dofir hoffen ech, dass d'Europaparlament schnell widerkennt, fir eis duerno en uerdentlechen Text dohinnezeleeën. An et wär sännvoll, wa mer deen Text a ganz Europa hätten. Dofir kënnen mer dës Motioun och net matdroen. A wann den Här Cruchten scho proposéiert huet, fir et an der Kommissioun nach eng Kéier unzeschwätzen, da si mer Demandeur fir déi Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da geet d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci. An och merci der Kollegin vun de Lénken, dass se eis deen Text hei proposéiert huet. Ech mengen, wa mer

dat an der Kommissioun diskutéieren, da maache mer dat gär mat. Soss géife mir deen Text hei net matdroen.

An ech mengen, mir mussen einfach an dëser Diskussioun ronderëm d'Liwwerketten, wéi an aneren, ganz realistesch sinn. Mir mussen emol kucken, wat um europäeschen Niveau elo proposéiert gëtt. Well wann Der och kuckt, wéi eis Industrie, eis Entrepreneuren op déi do Diskussioun reagéieren, dann hu se eng gewëssen Inquietude. Net, well se net wéilten do och kucken, dass eethesch Krittere respektéiert ginn, dass ass net hire Souci! Mee wat kënn op se duer, éischtens emol un administrativem Opwand? Dat ass emol eng éischt Fro, déi mer eis musse stellen. Zweetens: Wat kënnen se iwwerhaupt kontrolléieren? A wéi eng Donnée kënnen se iwwerhaupt kréien, fir d'Liwwerketten nozevollzéien? Dat ass eng extreem komplex Matière.

Dat heescht, ech géif emol derfir plädéieren, an dat hu mer als ADR ëmmer erëm gesot, dass mer bei där ganzer Diskussioun ëm d'Liwwerkettegesetz kucken, dass mer eis eegen Entrepreneuren net an eng Situatioun setzen, sief et an der Konkurrenzsituatioun géintwuer dem Ausland – dat ass déi Thematik national versus europäesch Léisung –, dass se do géifen an en Nodeel geroeden, an zweetens, dass mer näischt vun hinnen erwaarden, wat hir Chargen, administrativer oder anerer, géif esou an d'Luucht schrauwen, dass mer hinnen eng Belaaschtung operleeën, déi se net wëllen an net kënnen droen.

Also mir sinn do fir eng realistesch Approche. Wa mer um europäeschen Niveau eng Léisung fannen, déi bei enger rasonabler Gréisst vun Entrepreneuren ufänkt, da kann een dat matdroen. Wann et awer herno drop erausleef, dass mir en nationalen Alleingang maachen hei zulaaschte vun de Lëtzebuurger Entrepreneuren, wou mer Saache vun hinne verlaangen, déi se net kënnen erfüllen, da wäert d'ADR dat sécher net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Merci och fir d'Reaktiounen. Fir d'éischt emol fänken ech un als Reaktioun op dem Här Kartheiser seng Proposen: Et wär keen Alleingang, well et gëtt schon national Gesetzer. Dir wësst, dass et esou Gesetzer a Frankräich gëtt, an Däitschland an ech mengen nach an anere Länner. Dat ass dat Éischt. Dat heescht, mir si scho kee Virreider méi, mir si schon zimmlech à la traîne hei. Dat ass dat Éischt. Also mir hätten eis dat gewünscht. Bon, wann d'Parlament net mat op dee Wee geet, fanne mir dat extreem schued, well, wéi gesot, mer net eleng do ënnerwee sinn.

An da géife mer eis awer wënschen ..., wann Dir elo awer op de Wee gitt vun der Propos op EU-Niveau, wat ech eraushéieren aus der Majoritéit, da géife mer dem Här Minister wierklech mat op de Wee ginn a wierklech un d'Häerz leeën, dass e sech derfir engagéiert, dass d'Finanzen och als Risikosektor unerkannt ginn. Well mir gesinn, zu Lëtzebuerg hu mer awer e Sektor, deen do wierklech immens, jo, am Zentrum steet, an duerfir wär et ganz wichteg, dass mir dann awer, wa mer wëllen eng Roll spillen, dee Sektor och unerkennen als Risikosektor. Et wär also ganz fein, wann Der kéint dat Wuert mat op Bréssel huelen.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme a 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Misch, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knoff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Francine Closener), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Joséé Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

9. 7846 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil

Als nächste Punkt um Ordre du jour kennt de Projet de loi 7846, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Droit-d'auteurs. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un d'Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, mat dësem Projet de loi gëtt d'Reform vun der sougenannter Satelliten- a Kabeldirektiv, och genannt SatCab II, an nationaalt Recht ëmgesat. Et handelt sech dobäi ëm d'Direktiv 2019/789 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 17. Abrëll 2019.

Et geet dobäi ëm déi grenziwwerschreidend Transmissioun a Retransmissioun vu Radios- a Fernsehprogrammen, méi prezis ëm d'Upassungen un eis haiteg Zäit. Déi ursprénglech Direktiv vun 1993, wéi den

Internet nach quasi keng Roll gespillt huet, war nämlech reng op Iwwerdroungen iwwer Kabel oder Satellitt achséiert an heimat gëtt den neien digitalen Offere Rechnung gedroen, den Onlineservicer vu Radios- an Televisiounssenderen.

(Brouhaha)

Doriwwer eraus bréngt dës Direktiv, déi dach en zimmlech technesche Charakter huet, awer och eng Rei Verbesserungen an der EU, wat d'Droits d'auteur an d'Droits voisins ugeet.

En gros ginn dräi Ziler mat der Direktiv SatCab II verfollegt: Éischtens gëtt de Prinzipp vum Pays d'origine bei verschiddeenen Onlineservicer vu Radios- an Téléestatiounen applizéiert. Zweetens: Et ginn nei Dispositiounen agefouert, wat d'Retransmissioun vu Radios- an Téléesprogrammer ugeet, déi iwwer aner Moyene wéi de Kabel iwwerdroe ginn, notament gëtt d'Gestion collective fir d'Retransmissioun agesat. An drëttens gi Reegelen opgesat, wat d'Technik vun der sougenannter Injection directe ugeet.

D'Direktiv SatCab II gëtt eent zu eent ëmgesat, bis op ee Punkt. Bei de Reegelen nämlech, wat déi Injection directe ugeet, huet Lëtzebuerg eng weider Dispositioun a säin Text agesat, déi an der Direktiv esou net virgesi war. An dësem Punkt gëtt nämlech déi individuell Responsabilitéit vun der Radiosstatioun a vum Distributeur vum Signal traitéiert, wann d'Radiosstatioun d'Technik vun der Injection directe benotzt. Eng Technik, déi ëmmer méi gängeg ass, dat wësst Der: Amplaz se iwwer Kabel oder Antenn ze diffuséieren, senden d'Statiounen hir Programmer direkt via en Distributeur un de Public. Zu Lëtzebuerg kann een do den RTL Group als esou ee Producteur-émetteur nennen an d'Post als Distributeur.

Här President, et ass gutt, dass mer dësse Projet haut stëmmen. Eigentlech hätt d'Direktiv nämlech scho bis de 7. Juni 2021 missen ëmgesat ginn. Fir déi Verspéidung, fir dee Retard gëtt et e Grund, an zwar deen, dass d'Regierung op d'Publikatioun vun deem belschen Text gewaart huet, fir sech deem kënnen unzepassen, e Wee, dee vum Staatsrot recommandéiert gëtt, fir eng gewësse Kohärenz mat den Nopeschlänner bäizebehalen.

Am Virfeld dovunner hat de Ministère eng ganz Rei Parties prenanentes consultéiert. Dës Consultatioun hat derzou gefouert, dass, wat d'Organismes de gestion collective betrëfft, ee Punkt konnt preziséiert ginn an den Text esou och méi eng grouss Sécurité juridique garantéiert.

A sengem Avis vum 12. Oktober 2021 gëtt de Staatsrot säin Accord zum Projet. An och d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 21. Oktober vum leschte Joer keng Commentaire formuléiert.

Här President, dësen Text huet och net zu gréisseren Diskussiounen an der Kommissioun gefouert, soudatt ech mech och hei ka kuerzfaassen. Fir d'Detailer verweisen ech gären op mäi schréfftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Zesummenaarbecht a ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Francine Closener, villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass déi honorabel Madamm Diane Aehm.

Discussion générale

Mme Diane Aehm (CSV) | Merci, Här President. Ech schlësse mech Äre Wiederer an a soen der Rapportrice och villmools Merci fir hire schréfftlechen a mëndleche

Rapport. Si war esou komplett, dass eigentlech dat, wat ech soe wollt, schonn alles gesot ass. An ech géif nach just den Accord vu menger Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Aehm. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Closener e grouse Merci fir hire Rapport, schréfftlech souwuel wéi mëndlech. An ech schlësse mech am Fong un: Et ass alles gesot. A mir ginn den Accord vun der DP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An elo ass de Mikro fräi fir déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, ech hu mech virbereet an ech wollt dat awer ...

(Interruptions et hilarité)

Nee, ech wëll dat net behapten, mee ...

(Hilarité)

... et ass just, ech hätt e puer Wuert méi ze soe wéi just ... Jo, voilà!

Also haut schwätze mer eeben eng EU-Direktiv un, déi zu Lëtzebuerg soll transposéiert ginn, a wéi scho genannt, ass dat eng fir Copyright an Droits voisins. Fir dës Transpositioun ëmzesetzen, hu mir de Mëtten direkt zwee Gesetzesprojeten och um Dësch leien. An dësem éischte Projet geet et méi spezifesch ëm Radios- an Téléesprogrammer. Am Ufank sollt et u sech einfach en europäescht Reglement ginn, wat dee Moment och d'application directe gewiescht wier. Mee nodeems verschidde Länner och Diskussionsbedarf gewisen hunn, hu se sech entscheet, dass mer eeben hei sollen eng Direktiv doraus maachen.

Hannergrond ass beim Radio a bei der Télé, wéi schonn ugedeit, déi Weiderentwécklung vun der ganzer Technik. Haut sinn ëmmer méi Leit eeben, déi de Radio iwwer den Internet lauschteren. Mee d'Télee bleift u sech och net verschount. Dat heescht, déi meescht – also déi meescht, déi ech kennen – hu scho bal allegueren hir Programmer a Sendungen um Smartphone an och um Tablet. Mol net dovunner ze schwätzen, dass een och parallel ëmmer méi Alternativen zu der Télé ugebuede kritt, wéi Netflix, Disney Channel a wéi se och allegueren heeschen.

A wann den Internet am Audiovisuellen also ëmmer méi eng wichteg Roll spillt, ass et esou, dass déi verschidde Contenten op ëmmer méi verschidde Aart a Weise gedeelt ginn, ëmmer méi zirkuléieren, ëmmer méi a verschidde Formater an dee Moment och iwwer d'Grenzen eraus. An dofir ass et justement ganz wichteg haut, dass mer déi Reegelen, de richtege Kader setzen an deen och permanent upassen.

D'Zil vun der Reform ass et an deem Sënn, fir d'Zirkulatioun vun de Contenten an der EU ze vereinfachen a gläichzäiteg och eng fair Remuneration vun de Creaturen an aneren Titulairé vu Rechter ze garantéieren. Dat ass sënnavoll an néideg, mee wéi mir am nächste Projet de loi wäerte gesinn, gëtt et dobäi och eng Rei vun techneschen a prinzipielle Froen, déi nach oppe bleiwen. An dësem éischte Projet geet et awer, wéi gesot, schonn emol ëm de Radio an d'Télee.

Lëtzebuerg geet just an engem Punkt iwwer d'Direktiv eraus. Dat ass bei de Reegelen fir déi sougenannt Injection directe, wéi mer dat scho virdrun erkläert kruten. An do ass et esou, dass mir eng gedeelt Responsabilitéit wëllen, engersäits fir d'Producteuren an anerersäits fir d'Distributeuren.

Dës Virgoensweis vun der direktivtreier Transpositioun mat enger klenger Adaptatioun ass fir Lëtzebuerg och dee richtege Wee, well mer engersäits e klengt Land sinn an anerersäits awer och e Mediastanduert. An et ass wichteg, dass mer eis mat eisen Noperen do op déi selwecht Linn stellen.

Wat d'Ëmsetzung ugeet, mengen ech, wäerte mer dat och am nächste Projet de loi méi am Detail gesinn. Dat alles gesot – a mat e puer méi Erklärungen, wéi gesot –, ginn ech natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun a soen der Madamm Rapportrice e grouse Merci fir de schréfftlechen an och fir de mëndleche Rapport. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Ma wa keng weider Wuertmeldung méi do sinn ... Nee, den Här Fernand Kartheiser.

Plusieurs voix | Aa!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ech wollt mer dat net huele loossen, Här President, fir och der Madamm Closener Merci ze soen. Mir hunn iwwer hiren exzellente Rapport gesinn, dass si alt nees genau op där selwechter Linn wéi d'ADR ass.

(Hilarité)

An dofir kënnen mer eisen Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Heiansdo hutt Der e ganz rengen Humor!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolléeginnen a Kolléegen, och wann de Kolléeg Guy Arendt virdru gemengt huet, et wär schonn alles gesot ginn, muss ech e leider enttäuschen. An et ass net, well ech mech preparéiert hunn op den Dossier, dass ech d'Wuert ergräifen, mee well tatsächlech Inhalter derbäi sinn, déi awer e bësse méi e breeden Debat meritéieren.

(Interruptions)

Merci un d'Rapportrice Francine Closener. Ech mengen, dass ass hei scho gesot ginn: Et ass e ganz ausféierleche Rapport gewiescht fir en Text, deen op den éischte Bléck ganz einfach kléngt, op den éischte Bléck ganz positiv kléngt, mee beim méi genauen Hikucken dann awer déi eng oder aner Lacune huet. An do soll ech sech net derhannert verstoppfen. Et soll een éierlech domadder ëmgoen an déi dann och thematiséieren.

Et soll jo u sech d'Ausmooss u Geoblocking reduzéiert ginn. An esou sollen dann déi administrativ Demarché fir d'Fernseeschainen, déi hire Programm am EU-Ausland wëllen accessibel maachen, daitlech méi einfach ginn. Sou wäit, sou gutt. Wann een dat liest, seet een: „Applaus! Super Direktiv! Do kann een einfach nëmme blann mat Jo stëmmen.“

Allerdéngs gëllt dat dann nëmme fir Noriichteprogrammer an déi Sendungen, déi se zu 100 % selwer produzéieren. An d'Iwwerdrounge vu Sportsmanifestatiounen, dat wat déi meescht Téléespectateuren dann awer interesséiert niewent dem Journal owes, déi sinn ausgeschloss. A grad do si mer jo awer ganz heefeg an der Diskussioun, wou d'Leit hautdesdaags net méi verstinn, firwat dës Biller an hirem Land net disponibel sinn. Ech mengen, dee Message huet jiddweree vun eis schonn eng Kéier gesinn a jiddweree vun eis ass degoutéiert, wann e bei iergendengem Téléessender op emol gesäit, meeschtens am Live-stream online: „Dës Biller sinn an Ärem Land net disponibel.“ Grad ...

Une voix | Am Replay.

M. Sven Clement (Piraten) | ... am Replay net. Soubal mer online ginn, kënnen se jo Geoblocking maachen. A genau do ass, mengen ech, de Problem!

Dat heiten ass also ganz kloer eng Minimesure: Mir schwätze vun den Noriichteprogrammer a mir schwätze vun 100 % selwer produzéiert.

Si geet eis also net wäit genuch. Dat, mengen ech, hunn ech elo kloer gesot. Mir verstinn nämlech net, firwat e Geoblocking an esou enger interkonnectierter Welt, an där mer liewen, a grad an enger EU, déi sech jo awer op de Fändel schreift, grenzelos ze sinn, nach ëmmer eng traureg Realitéit ass. An eisen Ae misst de Geoblocking scho laang e Relikt aus vergaangenen Zäite sinn! Et kann dach net sinn, datt an enger Wirtschaftsunioun Wueren, Persounen a Sue sech fräi beweegen dierfen an Donnéeën dierfen et net. Donnéeën, déi op engem fräien Netz zirkuléieren, dem Internet, dierfen haut net vun engem EU-Land an dat anert. Dat ass lächerlech! Dat sinn artifizuell Grenzen, déi gezu ginn, wou de Kabel net weess, datt d'Grenz iwwerschritt gëtt.

D'Piraten am EU-Parlament hate sech dofir och an enger éischter Instanz géint dës Direktiv ausgeschwat, well an den éischten Trilog-Gespräicher den Ëmfang vun der Direktiv reduzéiert sollt ginn. Ech hunn et scho gesot, mir schwätzen hei vun enger Minimesure. A si haten tatsächlech an den Trilog-Gespräicher nach de Culot, wëllen déi Direktiv nach wëllen ze reduzéieren.

Um Enn haten d'Piraten sech nämlech fir en Enn vum Geoblocking bei alle Filmer a Serien ausgeschwat, wou e Fernseesender mat dru geschafft huet. Net 100 %. Mee soubal et koproduzéiert gëtt vun engem Téléesender, muss et kënnen iwwerdroe ginn. D'Positioun vum Parlament war awer déi, datt et nëmme sollen d'Noriichtesendung betreffen. Nodeems hei dann awer verschidde Garantien a Flexibilitäten an den Text matagebaut goufen, an notament, datt eebe verschidde Serien a Filmer, déi Eegeproduktiounen sinn, drënner falen, konnten d'Piraten sech schlussendlech dann awer mam Text ufrënnen.

An esou wéi eis europäesch Schwësterpartei wäert mir dann och hei an der Chamber haut dës Projet guttheeschen, net ouni awer eebe wéi gesot drop hinweisen: Dat heiten ass eng Minimesure. Si wäert fir de Lëtzebuergesche Marché relativ wéineg Impakt hunn. Mir wäerten domadder leider net de Geoblocking stoppen. An ech mengen, datt dat eng Mesure wier, a mir hunn et hei schonn e puermol gesot an ech weess, datt de Minister dat och als Hausaufgab ëmmer erëm mat op Bréssel hält: de Geoblocking endlech ganz ze stoppen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Och merci dem Francine Closener fir säin exzellente Rapport, an deem et alles gesot huet. Och merci den Orateurs, déi sech nach dozou geäussert hunn.

Ech si ganz d'accord mam Sven Clement, dass déi Fro vum Geoblocking eppes ass, wat eis, insbesonnesch als ganz klengt Land, natierlech immens op d'Nerve geet a wat mer och ëmmer erëm soen an alle Beräicher, och am Beräich natierlech vun der Televisioun.

D'Restriction territoriale d'offre, dat ass deen anere Versant am Beräich vum Commerce, dee mer och net akzeptéieren an engem Bannemaart, dee soll richteg funktionéieren. Och do engagéiere mer eis ëmmer erëm derfir. An ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer iergendwann eng Kéier och do Gehéier fannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7846. Den Text steet am Document parlementaire 7846³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7846 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen uegoll.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7846 est adopté par 57 voix et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Max Hengel) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff (par M. Gusti Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mme Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Dan Biancalana), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7847 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données ;

2° de la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;

3° de la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur, en vue de la transposition de la directive 2019/790

du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7847, deen de legale Kader vun den Droits d'auteur moderniséiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A well d'Rapportrice dat virdrun esou gutt gemaach huet, kritt se irekt nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och bei dësem zweete Projet vun haut geet et ëm d'Ëmsetze vun enger Direktiv, der Direktiv 2019/790, der sougenannter Copyright-Direktiv, déi Der sécherlech kennt. Iwwert déi ass jo méi wéi genuch an deene leschte Joren diskutéiert ginn.

An dëse Projet de loi bréngt dräi grouss Modifikatiounen mat sech: éischtens, weider obligatoresch Ausname fir d'Droits d'auteur an d'Droits voisins, ënner anerem, wat d'Analyse scientifique oder d'Fouillé vun Texter an Donnéeën ugeet, vläicht méi bekannt nach ënner den engleschen Terme vun „text and data mining“; zweetens, e méi larken Accès op geschützt Inhalter, déi net méi kommerziell accessibel sinn, déi also den Institutiounen zeguttkommen, déi en charge vum Patrimoine culturel sinn; drëttens, eng Verbesserung vum Europäesche Bannemaart, andeems d'Positiounen vu verschidde Titulaires de droit verstärkt ginn. Hei geet et zum Beispill ëm spezifesch Reegelen iwwert d'Benotze vun Oeuvren, déi online op de sougenannte „plateformes de partage“ zur Verfügung gestallt ginn.

Här President, d'Haaptzil vun där Direktiv ass am Fong ganz einfach: Et geet drëm, fir d'Reegelen iwwert d'Droits d'auteur ze moderniséieren an un déi rasant Entwécklung vun der Technologie an der Consomatioun vu geschützte Contenuen unzepassen, besonnesch wat eeben d'digital Plattformen ueget.

De Champ d'application ass immens vast, well mir schwätzen hei vu sämtleche Wierker aus der Literatur, der Musek oder dem Film souwéi vun de Rechter vun den Artisten an den Interpreeten, déi eeben och an engem digitalen Ëmfeld musse geschützt ginn. Souwäit zum Kontext.

Och dës Direktiv hätt fir de 7. Juni 2021 eigentlech mussen ëmgesat sinn, soudatt den 23. Juli vum leschte Joer d'Europäesch Kommissioun eng Mise en demeure géint Lëtzebuerg, mee och nach géint 22 aner Staate lancéiert hat. Stand Januar haten awer weiderhin nëmme fënnf Länner dës Direktiv effektiv integral ëmgesat. Wat elo alles éischter harmlos geklongen huet, huet eebe sengerzäit nämlech fir ganz vill Opreegung gesuergt. Den Artikel 17, deen d'Responsabilitéit vun den „online content-sharing service providers“ reegelt, war bekanntlech ganz kontrovers diskutéiert ginn. An déi Diskussiounen si beileiwen och nach net um Enn.

Dozou muss een och soen, dass d'Europäesch Kommissioun sech verpflichtet hat, d'Lignes directrices auszeschaffen, fir d'Ëmsetzung vun dësem komplexen Artikel ze ënnerstëtzen. An déi Lignes directrices goufen awer eréischt de 4. Juni 2021 publizéiert, also grad emol dräi Deeg virum Delai vun der Transpositioun. An dat erkläert natierlech och zu engem ganz groussen Deel, firwat et zu Retarde komm ass an esou ville Memberstaaten an eeben och bei eis.

E Wuert zu deem Artikel 17: Den Term „upload filter“ – dee kennt Der – gëtt jo ganz dacks am Kontext vun

deem Artikel benotzt. Dat ass allerdéngs eigentlech eng Vereinfachung, déi dem Objectif vun deem Artikel an den technesche Méiglechkeeten net genuch Rechnung dréit. D'Zil vun deem Artikel ass et nämlech, d'Accordière vu Lizenz fir Plateformes de partage wéi zum Beispill YouTube oder Dailymotion an anerer ze encouragéieren. Et ass awer och eng Responsabilitéit fir déi Plattformen virgesinn, déi protegéierte Contenu publizéieren.

An et ass grad an deem Moment, wa Wierker éffentlech zougänglech gemaach ginn, wou et technesch Moyenen a Léisunge muss ginn, déi d'Liberté d'expression schützen an d'Notze vun Ausnamen, Limitatioune vun den Droits d'auteur erlaben. Et soll an et dierf jo och net d'Zil sinn, den Accès zu sämtleche Contenuen, déi ganz legal ugebuede ginn, hei méi schwéier ze maachen!

D'Direktiv gesäit och en neien Droit voisin fir d'Éditeurs de presse vir, deen iwwert dese Projet de loi émgesat gëtt. An am Allgemengen ass et wichtig ze ënnersträichen, datt déi zwou Dispositiounen, iwwert déi d'lescht Joer esou vill diskutéiert a geschriwwen ginn ass, datt déi Debatten déi vill aner Dispositiounen an Avancéeën an de Schiet stellen, déi an deem Text verankert ginn. De Projet de loi schafft nämlech eng méi grousse Rechtssécherheet fir d'Notze vu verschiddenen Ausnamen zu den Droits d'auteur an engem digitalen Ëmfeld. Do kann een d'Beispill vun där neier Ausnam zitieren, wat Textrecherchen an de wëssenschaftlechen Texter ugeet, den „text and data mining“.

En anert wichtegt Element ass d'Aféiere vu Reegelen, déi d'Positioun vu verschiddenen Titulaires de droit an hire kontraktuelle Relatioune stäerken: zum Beispill d'Inklusioun vun enger allgemenger „general bestseller clause“. Dat heescht: Den Artist oder Auteur kann e Kontrakt kënnegen, wann d'Rechter duerfir net an engem rasonablen Delai exploitéiert ginn.

D'Suerg vun der Lëtzebuurger Regierung, Här President, war et, eng Fragmentatioun vum digitale Bannemaart ze verhënneren, grad fir eis Startuppen ze schützen, well esou eng Fragmentatioun grad fir si wéi och fir eis PMEen, eis kleng a mëttelgrousse Entreprises, zu Problemer gefouert hätt, zum Beispill a puncto Sécurité juridique.

Aus deser Suerg eraus huet Lëtzebuerg zesumme mat Holland, Polen, Italien, Schweden a Finnland op europäeschem Plang géint des Direktiv gestëmmt mam Argument, datt den Equiliber tëscht den Interesse vun den Titulaires de droit, de Bierger an de Betriber an Europa net genuch garantéiert wier. Nodeems dann och d'Belsch, Estland a Slowenie sech enthalten hunn, gouf d'Direktiv awer finalement gestëmmt, mat qualifizierter Majoritéit uegoholl an haut soll se da gréisstendeels litteralement och a Lëtzebuurger Recht émgesat ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vun deem Projet de loi kouw et net nëmme zu interministeriellen Echangingen, mee och de Public ass consultéiert ginn. Den Equiliber vun den Interëten hunn ech ugeschwat. An an deser éffentlecher Consultatioun ass et eebe grad drëm gaange fir ze kucken, datt deen Equiliber respektéiert gëtt. Sou koumen eng 18 Contributiounen eran, notament aus dem Beräich vun der Kultur. An e Bilan synthétique vun dese Contributioune fannt Der och um Internetsite vun der Regierung.

Här President, wat d'Avisen ugeet, ass et esou, datt d'Chambre de Commerce am Oktober 2021 keng Commentairen zur Transpositioun ofginn huet, de Conseil d'État a sengem éischten Avis vum 12. Oktober 2021 keng Opposition formelle gemaach a just drun erënnert huet, datt d'Designatioun vun den „organismes de gestion collective suffisamment représentatifs“ net

per Règlement grand-ducal, mee per Arrêté grand-ducal soll gemaach ginn. Dat huet d'Kommissioun och esou gesinn an den entsprechenden Amendement gemaach, deen an engem zweeten Avis vum Staatsrot vum 1. Februar vun deem Joer och ouni Observatioun akzeptéiert ginn ass.

Natierlech, Kolleeginnen a Kolleegen, koumen am Laf vun den Diskussiounen a Consultatiounen nach eemol Froen op a vill Remarken zum Artikel 15 oder 17, mee an deem Kontext wëll ech awer drun erënneren, datt d'Direktiv eis just wierklech eng ganz kleng Marge de manoeuvre gelooss huet an datt et wichtig ass, datt eis Transpositioun zu Lëtzebuerg konform ass mam EU-Recht.

Et ass awer ganz sécher e komplexen Exercice an eng ganz Rei vun Dispositiounen vun deser Direktiv wäerten an deenen nächste Joren Interpretatiounsfroen opwerfen a bestëmmt wäert méi wéi eng och virum Europäesche Gerichtshaff landen. Ech wëll awer betounen, dass d'Diskussiounen an der Wirtschaftskommissioun iwwert dese Projet de loi trotz dem schwierigen Historique vun deem Dossier ganz poséiert waren an, wéi bal ëmmer, och ganz konstruktiv.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Noluschteren a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorablen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | An ech fänken un, Här President, mat engem ganz grouse Merci un d'Présidentin-Rapportrice, déi, wéi ech eigentlech fannen, e ganz komplexen Dossier exzellent a kompetent hei erkläert huet, notament och deen e bësse méi ëmstriddene Punkt vum Artikel 17, soudatt et mir erspuert bleift, nach eng Kéier ze erklären, ëm wat et eigentlech do geet. Si huet Recht, wa se ënnersträicht, datt et eigentlech méi komplizéiert ass wéi ëmmer nëmme ze soen: Uploadfilter.

Ech wëll och direkt soen: Et ass eigentlech ganz erstaunlech, well wéi deemools déi Direktiv an Europa diskutéiert ginn ass, waren Zéngausende vu jonke Leit op de Stroossen. Ech war ëmmer erëm erstaunt, datt eigentlech fir esou e Sujet méi Mënsche sech op d'Stroosse beweegen wéi fir aner Sujeten. Et muss een heiansdo och interpelléieren, well ganz vill – besonnesch jonk – Leit gemengt hunn, datt awer hiren Accès op déi Internetplattformen géif substanzial limitéiert ginn.

Doropshi waren och relativ monumental Diskussiounen am Europaparlament, op déi ech net wëll agoen. Ech wëll awer hei korrekterweis soen, datt eng Parteilkeegin vun eise Kolleeg vum de Piraten do eng éischt Roll gespilt huet: d'Madamm Reda, déi sech wierklech do ganz, ganz vill an déi Thematik investéiert huet. Et ass dunn do zu enger Eenegung komm, iwwert déi ee wierklech ka gedeelter Meinung sinn. Doropshin ass déi Direktiv uegoholl ginn. A mir sinn dann elo derfir, datt mer déi sollen transposéieren. Mir wäerten natierlech deem Projet de loi eisen Accord ginn.

Ech betounen awer och, an ech hunn dat schonn an der Kommissioun deemools gesot gehat, datt ech mer eigentlech bei där Transpositioun vun deem Artikel 17 e bësselche méi Imaginatioun vun der Regierung erwaart hat. Ech weess, an d'Madamm Rapportrice huet dat eng Kéier ënnerstrach, datt d'Marge de manoeuvre relativ kleng ass. Ech wëll awer drop hiweisen, datt eis däitsch Frënn trotzdem do méi e couragéierten Text gemaach hunn an e bësse méi wäit gaange sinn, ewéi mir dat gemaach hunn. Ech weess natierlech och, datt

do dat Schwäert vun engem eventuelle Recours vun der Cour de justice iwwer eise Käpp hänkt – nach. Wéi gesot, ech hätt mer eigentlech do e bësse méi Courage vun der Regierung erwaart.

Dat ass awer elo net de Fall. Hei ass et quasiment ëm eng Transpositioun littérale vum Artikel 17 gaangen. Ech wollt awer dofir trotzdeem vläicht e Wonsch äusseren, wat herno och d'Praxis betrëfft, nämlech – an ech hunn elo keng Motioun dofir agereecht, well ech och mengen, datt d'Regierung domadder kéint liewen –, datt een awer vläicht, Här Minister, no zwee Joer eng Kéier e Bilan zitt iwwert d'Ëmsetzung vun deem Gesetz an notament iwwert d'Ëmsetzung vum Artikel 17. A vläicht, wann een dann zur Konklusioun géif kommen, datt deen net perfekt émgesat gi wier – an entretemps wësse mer vläicht och schonn, wéi et mat de Recoursen op der Cour de justice gaangen ass –, da wier mäi Wonsch, deen da vläicht nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, wa mer wierklech géife feststellen, datt en net komplett émgesat gi wier.

Dat wier op jidde Fall eise Wonsch, Här Minister. An ech géif dann trotzdeem nach eng Kéier hei Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert geet weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech hat mer eppes virbereet, mee et ass scho viles gesot ginn. Dofir géif ech och der Rapportrice villmools Merci soe fir hire Rapport, souwuel schrëftlech wéi mëndlech.

Ech kann dem Laurent Mosar och nëmme zoustëmmen an deene Bemierkungen, déi e gemaach huet. Ech mengen, et ass hei scho relativ wichtig: vill Diskussiounen an den europäeschen Institutiounen, Leit, déi op d'Strooss ginn, Petitiounen, déi ënnerschriwwen ginn, fir eeben dee berühmten Artikel 17 do ze bekämpfen.

Ech sinn och der Meinung, dass ganz bestëmmt Affären um Europäesche Gerichtshaff wäerte lande fir d'Interpretatioun. Mee wéi gesot: Eise Minister huet sécherlech à contrecœur deen Text hei plus/minus duerchgezunn. Mir hu keen anere Choix, et ass eng Direktiv. Et geet awer och drëm, dass mer d'Meenungsfreiheet um Internet net ze vill aschränken, dass mer dat Ganz awer kënnen duerch déi Gestioune vun deene Filteren a mat de Lignes directrices op eng satisfaisant Manéier geréieren.

Dat gesot, géif ech och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen – fir eng zweete Kéier zu deem Projet, zu deem Sujet. Op de soziale Medie gesi mer all Dag vill Biller, vill Videoen, vill Artikelen, déi wierklech monter hin- an hierschéckt ginn. Mol manner, mol méi gesäit een och de Contenu an d'Source dovunner. Niewent Informatiouns- a Meenungsfreiheet si beim Deele vun de Contenuen awer och oft grousse finanziell Interessien hannendrun. Vun der onkontrolléierter Zirkulatioun vun den Inhalter profitéieren nämlech och ganz oft déi grousse Plattformen wéi Facebook, Twitter, Instagram – fir der just e puer ze nennen –, während d'Auteurs oft net oder ganz wéineng remuneréiert ginn. Heirënnen leide besonnesch déi Kulturschafend an d'Éditeurs aus dem Beräich vun der Press.

D'Ongläichgewicht tëschent der technescher Realitéit an dem rechtliche Kader war d'Grondiddi iwwerhaapt, fir dës EU-Direktiv am Copyright um europäesche Plang ëmzesetzen. Mee wéi et konkret drëms gaangen ass, fir den Text auszeschaffen, ass dee meeschte Konsens awer verflunn.

Ech wëll hei konkret op zwee Beispiller agoen, wou dat eeben de Fall war. Beim Artikel 15 – et ass och scho virdu gesot ginn – argumentéieren d'Verfechter, dass hei de sougenannte „value gap“ zwëschent de Verdéngschter vun de Createuren an de Plattformen reduzéiert gëtt an d'Createuren anscheinend adequat remuneréiert ginn. Par contre schwätzen d'Kritiker dogéint vun enger sougenannter „link tax“, déi d'Recht op fräi Meenungsäusserung géif onnéideg aschränken.

Den zweete ganz kontroversen Artikel ass den Artikel Nummer 17. Hei geet et ëm Moosnamen, déi d'Plattformen müssen ënnerhuele fir sécherzestellen, dass si keng geschützt Contenu illegal verbreedden. Dorënner falen déi sougenannt Uploadfilteren, déi awer eng Rei technesch a grundsätzlech Problemer mat sech bréngen.

Bei dësen Diskussiounen gouf et zum Deel ganz interessant a ganz ongewéinlech Koalitiounen. Sou waren zum Beispill Google, Facebook zesumme mat den Netzaktivisten géint dësen Text. An d'Kulturschafend an d'Press, déi sech oft kritesch zu Wuert mellen, wann et ëm Aschränkunge vun der Informatiouns- a Meenungsfräiheet geet, ware fir den Text. Also Dir gesitt, et war wierklech vill hin- an hierdiskutéiert ginn.

Och Lëtzebuerg huet sech zu engem gewëssenen Zäitpunkt um europäesche Plang géint dësen Text ausgeschwat. Nodeems den Text trotzdeem awer um europäeschen Niveau adoptéiert ginn ass, muss Lëtzebuerg en natierlech och ëmsetzen. Dofir nach e puer Wuert zur Transpositioun selwer.

Den éischte Punkt betrëfft d'Zäit. Wa mir d'Deadline vun der Transpositioun, wéi déi meescht aner Memberlänner, verpasst hunn, da war et u sech an enger éischter Phas fir ze gesinn, wou d'Rees hiféiert. Dat war och e sougenannte Wonsch vum Staatsrot, fir einfach ze kucken, wat d'Nopeschlänner maachen. Doniewent – an dat begrësse mir wierklech ausdrécklech – gouf sech bei dësem kontroversen Sujet, soen ech lo mol, och Zäit geholl, fir Consultation-publiques ze maachen a fir en interministerielle Grupp am Dialog ze hunn, wou natierlech och de Kulturministère intensiv matagebonne war. An deem Kader gouf zum Beispill och e Webinar organiséiert fir sécherzestellen, dass alleguerten d'Acteuren um Courant sinn an och déi nei Direktiv verstinn.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Déi zweet Remark betrëfft den Inhalt. Wéi déi allmeescht EU-Staaten huet Lëtzebuerg sech fir eng direktivtrei Transpositioun entscheet. Mir hunn déi Approche favoriséiert, well mir als klengt Land an als Mediestaanduert u sech en Interessi dorunner hunn, dass eis Reegelen am Bannemaart mat den Nopeschlänner harmoniséiert ginn. Souwisou, muss een och soen, war bei dëser Direktiv wéineg Spillraum, wat d'Memberlänner ugaangen ass.

Déi drëtt a lescht Remark betrëfft d'Fro vun der praktescher Ëmsetzung. Et ass nämlech esou, dass och no deene leschte Richtlinie vun der EU-Kommissioun nach eng Rei Froen oobleiwen. Dofir ass et elo kloer, dass den Europäesche Gerichtshaff am Endeffekt eng ganz Rei vu Froen wäert mussen a leschter Instanz tranchéieren. Amplaz elo Cavalier seul op dese kriddelege Punkten ze maachen, wier et méi sënnavoll fir ofzewarden, wéi den Text ausgesäit a wéi de

Gerichtshaff dat eeben tranchéiert, an dann eréischt dee Moment op europäeschem an op nationalem Niveau ze reagéieren.

Et sief op dëser Plaz och drun erënnert, dass schon 2001 bei der vieregter Direktiv eng ganz Rei Horrorzenarie souzesoen un d'Mauer gemoolt goufen, déi awer ni agebruecht sinn.

Här President, domadder kommen ech zu menger Konklusioun: Wa mir als gréng Fraktioun dësen Text haut matdroen, dann huet dat zwee Grënn. Den éischten ass, dass mir eis freeën, dass hei eng Rei vu Verbesserungen konnten erreicht ginn, fir d'Aarbecht ënner anerem vun de Kulturschafenden, awer och vun der Press ze valoriséieren a méi eng gerecht Remuneratioun ze erméiglechen. Den zweete Grond ass ganz einfach deen, dass Lëtzebuerg sech muss a Konformitéit bréngen zu deenen europäeschen Texter, ganz einfach.

Och wann et nach oppe Froe bei der juristescher a praktescher Applikatioun gëtt, déi mir weiderhi wäerte ganz enk suivéieren, iwwerhuele mir haut awer eis Verantwortung a stëmmen dësem Text zou.

Dat alles gesot, soen ech der Rapportrice nach eng Kéier Merci fir de schrëftlechen an och fir de mëndleche Rapport. An ech hunn och schon den Accord ginn. Voilà. Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech wëllt och der Madamm Closener Merci soe fir hire Rapport, an deem se awer e puer Punkten, mengen ech, ganz gutt duergestallt huet.

Deen éischten ass deen, wou se déi Geschicht erzielt huet, déi eis och markéiert huet, dass déi Lignes d'interprétation do vun der Kommissioun dräi Deeg virum Delai koumen. Ech mengen, dass seet wierklech vill iwwert d'Funktionsweis vun der Kommissioun. An Dir hutt jo och, Madamm Closener, mat Recht ënnerstrach, dass vill Staaten dat hei nach guer net ratifizéiert hunn.

Dat ass emol eng Consideratioun: Wéi fonctionéiert d'Europäesche Kommissioun an esou engem Dossier? Eng zweet – an dat ass eng ganz wichteg – ass, dass mer eis hei awer kloer am Beräich vun der Meenungs- an Informatiounsfräiheet beweegen. Den Artikel 15 an den Artikel 17 sinn hei als Beispiller benotzt ginn, an och dee Rappel historique, dee mer nach ganz gutt virun Aen hunn, vun deene groussen Demonstratiounen, déi deen Abléck waren.

An ech muss Iech soen, dass mir als ADR eng konstant Positioun hunn: Mir si géint all Form vun Zensur. Dat muss ee ganz kloer soen. Elo kann een interpretéieren: Wou fänkt d'Zensur un? Wou hält se op? Wat ass et wierklech? Wat ass et net? Mee mir si fir Informatiounsfräiheet an Dispositiounen, déi déi kéinten a Fro stellen, si fir eis net akzeptabel.

Eng drëtt Consideratioun, déi ech awer hei wëllt bréngen, ass eng politesch, iwwert d'Fonctionnement vun den europäeschen Institutiounen. A wéi Dir et richtig rappeléiert hutt, huet Lëtzebuerg géint deen Text gestëmmt! An haut ass et awer déi selwecht Koalitioun, vun där mer elo Vertrieder vun de Parteien hei hunn, an ee seet nom aneren: „Mir stëmmen dat elo.“ Jo, wou ass do d'Kohärenz? Wou ass d'Logik? Entweder et huet een eng Positioun an da seet een: „Mir stëmmen dergéint an den Institutiounen, also stëmme mer och hei an eise Parlament dergéint“, oder et mécht een, wéi d'Madamm Ahmedova et elo gesot huet: „Mir müssen eis a Konformitéit bréngen.“ Mir hunn e Problem domadder, als ADR.

(Interruption)

Mir hunn e Problem, ganz einfach, dass an europäeschen Institutiounen net op Konsensusbasis geschafft gëtt, well bei esou engem Text wéi deem hei hätt een dat unni Weideres kënnen maachen, wann ee laang genuch verhandelt hätt. Dat wär méiglech gewiescht. Nee, hei gëtt eng Décision par majorité qualifiée geholl. An da kënn den europäeschen Disziplinsreflex, da kënn een nom aneren heihinner soen: „Zu Bréssel wore mer am Ufank dergéint, awer elo mussen mer.“ Nee, mir müssen net! Mir müssen net. Mir kënnen och an engem Europa higoen als Parlament a soen: „Mir sinn net d'accord.“ An et wär wierklech interessant, fir emol ze gesinn, wéi dann déi europäesch Demokratie, déi europäesch Institutiounen dorobber géife reagéieren. Ech hätt et gär gesinn!

Mee hei, an engem Dossier, wou et ëm Meenungs- an Informatiounsfräiheet geet, hu mir als ADR eng Linn! Mir verdeedegen déi! A mir stëmmen dergéint!

(Brouhaha)

A wann d'Kommissioun ... Jo, dass stéiert Iech elo, dass stéiert Iech, well Dir konfrontéiert sidd mat Äre Widersprech! Dofir stéiert et Iech!

(Brouhaha et interruptions)

An ech soen Iech, ech géif gär gesinn ..., ech géif deen ... An ech soen Iech, wa mir an der Regierung wäeren, mir als ...

(Hilarité générale)

Laacht elo, mir kucken dat ...

(Interruption)

... no deenen nächsten ...

(Interruptions)

Ech soen Iech, wann eng ADR an enger Lëtzebuurger Regierung ass a mir huelen zu Bréssel eng Positioun, wou mir soen: „Nee, mir si géint deen Text“, da soll mol déi Europäesch Kommissioun heihinnerkommen an eis domadder konfrontéieren – ma mir stinn dee Match duerch, well mer fir Prinzipien astinn! Meenungs- an Informatiounsfräiheet ass fir eis e Prinzip, un dee mer net druginn, ob dat elo d'Kommissioun ass oder iergendeen aneren!

A mir stëmmen dësen Text haut net. Mir bleiwe bei eiser Positioun. An ech kann nämme feststellen, dass déi dräi Parteien vis-à-vis vu mir alleguer ëmgefall sinn! Dass eng traureg Saach. Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lékn) | Här President, mat deem heite Projet de loi gëtt eng Direktiv ëmgesat, déi an de leschte Jore fir ganz vill Diskussiounen an och fir Protester gesuergt huet. An et war och berechtigt, dass esou vill dorüwer geschwat gouf, well dës Direktiv ass eng Zort Weichstellung fir d'Zukunft vum Internet.

Op där enger Säit gëtt et d'Visioun vun engem fräien Internet, vum onbegrenzten Zougang fir all sozial Schichten zur Kultur, zur Kreatioun, zum Wëssen an zum mënschleche Patrimoine. Et ass d'Vesprieche vun engem Laboratoire fir Kreativitéit, fir Meenungsvillfalt a virun allem och fir sozial Transformationsprozesser.

Op där anerer Säit gëtt et d'Visioun vum Internet als kommerziell Plattform, déi no de Reegele vum Kapitalismus ze fonctionéieren huet, mat der gläicher ongerechter Verdeelung tëschent Aarbecht a Kapital,

genau esou wéi an der reeller Welt: en Internet, wou alles muss monetariséiert a kommerzialiséiert ginn, wat iergendeng Valeur huet a wou d'Profitter an d'Tasche vun deene fléissen, déi d'Hand drop hunn.

Et ass dës zweet Visioun, déi vum totalen Internetkapitalismus, déi sech mat dëser Direktiv leider duerchgesat huet. Et ass vill argumentéiert ginn, datt d'GAFA (ndlr: Acronyme de Google, Apple, Facebook et Amazon) sech mat copyrightgeschützten Inhalter beräichere wëllen, an ech wëll déi hei och sécher net verteidegen. Datt awer déi selwecht Plattformen mat aggressiver Steuervermeidung der Éffentlechkeet Milliarden pro Joer klauen, fir d'Tasche vun hiren Aktionären ze fëllen, dat schéngt vill manner Politiker ze stéieren, genesou wéi déi ganz problematesch Oligopolstellung, déi hinnen um weltwäiten Niveau zougestane gëtt. Dat sinn awer déi eigentlech Problemer, wa mer iwwer GAFA schwätzen.

Et ass och vill argumentéiert ginn, datt déi kreativ Artisten an Auteurs mussen geschützt ginn an uerdentlech remuneréiert ginn. Natierlech ass dat ganz wichtig an dofir ass jo och jiddwereen d'accord. Mee d'Rechter, virun allem vun deene lukrative Wierker, gi jo haut an den allermeeschte Fäll net vun de kreative Persounen gehalen, mee vu Produzenten a vu Sociéité bis hin zu Hedgefongen.

Den eigentleche Problem, nämlech déi ongläich Relatioun tëschent dem Auteur an deem, deen d'Rechter opkeeft a kommerzialiséiert, gëtt an dëser Direktiv awer nëmme marginal adresséiert. Et gi just e puer allgemeng Prinzippien opgestallt, déi awer net vill un der Situatioun änneren, leider. Do si mer awer genee beim Punkt, well wann en Auteur just 5 % oder 10 % vun der Remuneratioun kritt, dann ass iergendeen do, deen déi aner 90 % oder 95 % asäckelt.

Den aktuelle System mat den Droit-d'auteurs, deen iwwregens scho ronn 250 Joer al ass, besteet grosso modo aus engem Artist, dee wéineg verdéngt, aus engem Utilisateur, deen de Contenu deier bezilt, an dertëscht enger Wull vun Intermediären, déi d'ganz Plus-value asträichen. Amplaz dee verstëbste System vun den Droit-d'auteurs ze reforméieren am Interêt vun der Kreatioun, gëtt elo den Internet reforméiert, fir sech dorunner unzepassen.

De Fokus vun der Direktiv läit, dat ass ganz kloer, virun allem op der Relatioun tëschent de Copyrightbesëtzer an den Internetkonzerner, net um eenzelne kreativen Auteur. Et geet haaptsächlech ëm d'Verdeelung vun der Rent tëschent grouse kapitalisteschen Acteuren. Fir de kreativen Aarbechter bleiwen haut just d'Grimmelen iwwreg an et wäerten och muer just d'Grimmelen iwwregbleiwen, virun allem fir déi, déi net an der alleréischter Liga spillen. A fir dëst Zil ze erreechen, gëtt dann och nach a Kaf geholl, datt et zu negativen Auswierkungen op d'Informatiounsfräiheet an de Meinungspluralismus kënn.

Här President, d'Regierung huet deemools zu Bréissel géint dës Direktiv gestëmmt, wann och net aus deenen nämmelechte Grënn, déi ech elo just genannt hunn. Mir als Lénk haten déi Geleeënheet deemools net. An duerfir stëmme mir haut géint d'Ëmsetze vun der Direktiv, an zwar justement aus deene Grënn, déi ech elo all genannt hunn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, dat heiten ass en Text, op deen ech mech gläichzäiteg gefreet hunn

an iwwert deen ech anerersäits net wierklech gäre schwätzen, well u sech ass um internationale Plang scho ganz vill dozou gesot ginn. An d'Transpositioun, wéi sou üblech zu Lëtzebuerg, ass eng Transpositioun: „la directive et rien que la directive“.

De Laurent Mosar huet et virun ugeschwat: D'Regierung huet sech zwar kritesch zur Direktiv gestallt, huet souguer dergéint gestëmmt am Conseil, an awer gëtt an der Transpositioun kee politesche Courage gewisen. Et gi keng nei Pisten opgezechent. A mir sollten u sech och net, wéi d'Madamm Ahmedova gesot huet, ofwaarden, fir Incertitudë viru Geriicht opzeléisen, mee direkt anstänneg Gesetzer maachen.

Elo kann ee soen, de Législativ europäen hätt dat solle maachen, vun Ufank un. Certes! Dat huet en awer net gemaach, an da läit et hei un der Chamber. An da soe mir: „Ah jo, gudd, mee wann dee virun eis schlecht Aarbecht gemaach huet, bon, da gi mir eis och mat enger tout juste ‚genügend‘ zefridden.“ Mee dat ass keng Aarbechtsattitud, déi ech deelen! Ech sinn der Meinung, mir sollte Gesetzer maachen, wou et keng Incertitude gëtt, wou kloer Terme benotzt ginn a wou net, Zitat: „quantité importante“, Zitat zou, Zitat op: „très courts extraits“, Zitat zou, oder, Zitat: „promptement“ drasteelt!

Mir brauche Gesetzer, déi applikabel sinn, déi och dee klengste Betrib versteet, wou mer Rechtssécherheet hunn, an déi gëtt mat där Transpositioun hei net geschafen. Dat ass sécherlech net aleng de Feeler vun der lëtzebuergescher Regierung. Et ass de Feeler vun der Trilog, déi um europäesche Plang komplett derailéiert sinn, wou Lobbyiste Milliounen dragestach hunn, fir all Wuert nach iergendwou ze dréinen. A wien ass herno deen, deen am meeschten drënner leit? Ma dat sinn d'Konsumenten an dat si virun allem och déi, déi kreativ schaffen, déi herno ënner Uploadfiltere wäerte leiden. An ech wäert nach drop zrëckkommen, firwat dat och mat där heiter Transpositioun wäert de Fall sinn.

Schlussendlech leiden déi kleng Betriber drënner, déi sech keng Mass un deier bezuelten Affekote kënnen leeschten. An déi „big GAFAM“ – oder wéi och ëmmer mer se wëllen nennen – laache sech an d'Fauscht, well déi hunn hei eppes fäerdegbruecht, wat se sech net erdreeme konnten: nämlech d'Konkurrenz vu virenen auszuschalten. Well si kënnen sech déi deier Affekote leeschten, déi elo derfir suergen, datt si isoléiert si vun all Haftung, während déi kleng a mëttelstännesch Betriber, déi probéiere sech ze lancéieren, fir Google, Facebook, Amazon a Co de Kampf unzesoen, guer keng Chance hunn, fir iwwerhaupt emol aus de Startbléck erauszekommen.

Mir hunn hei en Text, deen en Dominoeffekt wäert hunn, deen net ze kontrolléieren ass. Mir wäerten definitiv e Problem kréien zwëschen de Rechter vun de Konsumenten. An ech waarde just drop, an ech hoffen, datt et séier geet, datt déi éischt Prozesser wäerte gefouert ginn. An déi wäerte virum EuGH landen an déi wäerten da mussen um Kierchbiereg tranchéiert ginn. Da wäerte mer relativ séier gesinn, datt höchstwahrscheinlech grouse Deeler vun dëser Direktiv och net mat de Grondrechter vun den europäesche Citoyene vereinbar sinn.

Mir hate wéineg Marge de manoeuvre bei der Transpositioun. Dat ginn ech gären zou. Mee de Rapprochement zur Belsch an zu Frankräich ass a mengen Aen eng Excuse, fir eege Choixen net mussen ze verdeedegen. Mir hätten eege Choixen kënnen huelen an deem heiten Text. Mir hu se net geholl. A mir hunn eis domat excuséiert, datt d'Belsch a Frankräich jo schon Transpositiounen op de Wee bruecht hätten a mir eng gewëssen Ähnlechkeet zu dësen Texter wëllten

hunn, fir datt mer, wann et eng Kéier zu Lëtzebuerg zu Rechtsstrategie gëif kommen, deenen hir Interpretatiounen kéinten applizéieren.

Ok gudd, mir wëssen, datt et Rechtssécherheet gëtt a mir verstoppen eis dann derhannert, datt aner Länner déi nämmelech Rechtssécherheet hunn, a mir wëllten eis dann herno un deenen hir Urteeler alignéieren. Jo, léif Kollegeinnen a Kollegeen, dat kann ee maachen! Dat ass awer net propper geschafft! Nach eng Kéier: Mir sollten eis net hanner Rechtssécherheete verstoppen.

Ech hunn nach e bësse politesche Kritik, mee ech wëll awer och nach e puer positiv Aspekter opléischen. Éischtens d'Transparenz, Artikel 19: D'Transparenz, datt d'Kënschtler an Zukunft genau wëssen, wien hir Wierker benotzt, wou se agesat ginn, ass e grouse Schrëtt no vir, engersäits fir hire Portefeuille kënnen ze maachen, anerersäits natierlech och, fir einfach emol ze gesinn, wéi verbreet se iwwerhaupt sinn.

Da gëtt d'Digitalisatioun vun „orphan works“, also Wierker, wou den Editeur oder den Auteur net méi ze retracéieren ass, wou keng Autorisatioun méi ka gi ginn, no vir gedriwwen. Dat ass eng super Exception. Dat kann ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. An d'Recht op Parodie a Karikatur gëtt tel quel an europäescht Gesetz geschriwwen. Topp!

Sou, komme mer zur Ëmsetzung, zu deene bekannten Artikelen 15 an 13/17, wéi ee se dann nennt. Den Artikel 15 ass eng „link tax“, dat kann een net schéischwätzen. Ech si frou, datt mer am Commentaire des articles hei zu Lëtzebuerg explizit drageschriwwen hunn, datt d'Metatags duerginn, fir eng Autorisatioun ze ginn. Dat ass elo ganz technesch, a mengen Aen awer e wichtegt Element. An ech soen dem Minister an der Kommissioun Merci, datt mer do konnten op eng Pist goen, fir konstruktiv eng Kloeerheet an de Commentaire des articles ze schreiwen, déi derfir suergt, datt zumindest d'Plattformen do net virun eng Rechtssécherheet oder zousätzlech Rechtssécherheete gestallt ginn.

De Problem ass generell: Europawäert wäert dat do net eenheetlech genuch geregelt ginn. Et limitéiert domadder de fräie Floss vun Informatiounen a bevirdeedegt an der Konsequenz Propaganda a Fakenews, well d'Qualitéitsmedie wäerten Autorisatiounen froen, déi wäerte wëlle remuneréiert ginn. An d'Propaganda- an d'Fakenews-Plattformen wäerte frou sinn, fir hir, Zitat: „News“ gratis zur Verfügung ze stellen. Domadder maache mer genau de Contraire vun deem, wat mer wëllen: Mir promovéieren u sech d'Verbreedung vu schlechten Informatiounen a mir wäerten d'Qualitéitsinformatiounen ëmmer manner op de sozialen Netzer gesinn. Ech mengen, datt dat e ganz geféierlechen Trend ass a mir mussen dogéint virgoen.

Dann den Artikel 17, oder Artikel 13, wéi e während de Maniffen nach geheescht huet: Dat sinn Uploadfilteren, in fine. An do ginn och der Rapportrice, där ech Merci soe fir e ganz gudd Rapport, och wann ech net alles dovunner deelen, net Recht. Mir hunn hei Uploadfilteren, déi am Text stinn! Et gëtt technesch keen anere Wee, wéi déi Dispositiounen an deem Text ëmgesat kënnen ginn.

Mir hu weiderhi rechtlech Onsécherheeten, wou sech d'Fro stellt: Wéi ass et mat den Oeuvren? Den Term „Oeuvre“ ass wahrscheinlech vill méi weit wéi d'Manifestatioun vun enger Oeuvre – erëm ganz technesch – a wäert zu Onsécherheete féieren. An um Enn vum Dag wäerten d'Plattformen soen: „Am Zweifel späre mer an da kann den Utilisateur jo kloer kommen. Da kann den Utilisateur erëm eng Fräigab hunn.“

Ech si frou, datt mer bei der Fräigab drastoen hunn, datt et muss e Mënsch sinn, deen dat kontrolléiert,

datt net en Algorithmus ka soen: „Et gëtt net fräigeschalt.“ Mee de Problem ass, et steet néierens dran, datt fir ze blockéiere schonn e Mënsch muss eng Kéier gesot hunn, datt déi Oeuvre do protegéiert ass. Dat heescht, mir kommen an eng Situatioun, wou d'Plattformen op Zouruff Saache spären ...

(Interruption par la présidence)

... an um Enn vum Dag mussen da Mënsche soen: „A jo, merd!, mir hunn dat awer vläicht falsch gemaach.“ Also dat, fannen ech, geet net wäit genuch. Mir si bei Uploadfilteren. An ech hunn et gesot, dat do féiert dozou: Kleng Plattformen gi penaliséiert. Déi kenne sech keng deier Affekote leeschten. Déi grouss Plattformen wäerte profitéieren a mir hunn hei jo u sech e Kaddo fir d'GAFAME gemaach.

Domadder kann ech de Resümmee vun dësem Gesetz, oder besser gesot vun der Direktiv, déi eeben zugronn läit, soen: Et ass schlecht. Et ass a mengen Ae grondrechtswiddreg an et ass ganz schwach. An dofir wäerte mir ganz kloer, sou wéi eis europäesch Kollegen, hei mat engem Nee stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Merci der Rapportrice Francine Closener fir hire ganz gudd Rapport. Och merci den Deputéierten fir hir Contributiounen. Ech géif och gäre profitéieren, fir hei der Kommissioun Merci ze soen an all deenen, déi sech an d'Diskussioun abruucht hunn. Et war effektiv eng gutt Aarbecht op engem komplizéierten Dossier, wou och aner Ministère sech mat involvéiert hunn.

Dir wësst, an dat ass gesot ginn am Debat, dass mer als Land géint dës Direktiv gestëmmt hunn, well mer effektiv haaptsächlech d'Suerg haten, dass dës Direktiv den digitale Bannemaart géif fragmentéieren an domat e komplizéiert Émfeld schafe fir eis PMEen a fir eis Startupper, also am Géigesaz zum affichéierten Zil vun der Proposition vun der Kommissioun, de Bannemaart an d'Sécurité juridique ze stäerken.

Elo ass et esou, dass mer d'Obligatioun hunn, dës Direktiv hei ëmzesetzen, soss si mer an enger Procédure en manquement, wou mer dann och condemnéiert ginn. Ech mengen dofir net, dass mer hei de Choix hunn, fir deen Text an der Chamber ze verwerfen. Ech mengen net, dass dat de Fall ass.

Verschieden Deputéierter, insbesonnesch de Sven Clement, sinn op d'Onzoulängelechte vun deem Text hei agaangen. Et gëtt hei effektiv munches, wat ee ka bemängelen. Et ass ganz vill iwwert deem Uploadfilter do geschwat ginn. De Laurent Mosar huet och driwwer geschwat. En huet sech éischer fir déi däitsch Optioun ausgeschwat, déi hei en anere Wee gewielt hunn, wou een effektiv awer och vill Auteuren elo liest, juristesche Auteuren, déi sech froen, ob dat konform ass mat der Direktiv.

Ech mengen, mir sollen deen Text elo hei unhuelen an dann effektiv – firwat net? – e Bilan maachen no zwee Joer. Ech fannen dat eng gutt Iddi, fir dat ze maachen, fir ze kucken, wéi deen Text hei effektiv fonctionéiert. An dann, wéi gesot, ass dat jo dann d'Occasioun, fir och erëm eng Kéier en oppenen Dialog ze féiere mat all de Partie-prenanteën, déi heimat ze dinn hunn an dann hei am Parlament driwwer ze schwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7847. Den Text steet am Document parlementaire 7847⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7847 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 51 Jo-Stëmmen bei 8 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Félix Eischen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusti Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

S'est abstenue : Mme Viviane Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7854 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009

7855 – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Orde du jour vun haut, dem Projet de loi 7854, enger Konventioun mat Hongkong, an dem Projet de loi 7855, enger Konventioun mat Nairobi, déi mer zesumme behandelen. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Carlo Weber fir de Rapport, deen hien a Verriedung vun der honorabeler Madamm Lydia Mutsch mécht. Här Carlo Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur le projet de loi 7854

M. Carlo Weber (LSAP), en remplacement de Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Ech iwwerhuelen och hei d'Ried vun der Madamm Lydia Mutsch, déi kuerzfristeg krank gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deenen zwee Projet-de-loien 7854 a 7855 huelen ech Iech mat op déi grouss international Gewässer. Béd Projete behandle jeeweils eng Direktiv, déi sech ëm d'Schëffer këmmert, déi net méi zum Asaz kommen oder wäerte kommen a soumat entsuergt respektiv recycéléiert mussen ginn.

Mee eent nom aneren! Mat dem Projet de loi 7854 gëtt déi international Konventioun vun Hongkong vum 15. Mee 2009 ratifizéiert. Heibäi geet et ëm de sécheren an ekolageschen rationelle Recyclage vu Schëffer. Wat d'Demontéiere vun esou Schëffer ugeet, stelle sech eng ganz Rei Froen: Sécherheets-, Gesondheets-, awer och Ëmweltfroen. Wat geschitt beispillsweis mat de Schëffer, mam Material? Et dierf jo net einfach esou sinn, datt se do op der Plage stockéiert ginn a leie bleiwen an dohivegéieren. Méi brennend ass awer nach d'Fro nom Inhalt vun den Naviren: Wat fir eng Matière, jo, wat fir oftmoos géfteg Stoffen sinn hei gelagert?

D'Sécherheet vun den Aarbechter, déi dës Schëffer ausereenhuelen, gradesou wéi d'Protektioun vun der Ëmwelt koume bis dato, op d'mannst virun dëser Direktiv, ze kuerz. Déi entsprechend Texter waren ze generell an net un d'Aktivitéit vun Demontage vun de Schëffer ugepasst. Eng gängeg Praxis war et, dass de Pavillon, ënnert deem d'Schëff gefuer ass, kuerz viru sengem Demontage erofgeholl ginn ass an ee sech sou der Aufgab respektiv der Responsabilitéit entzunn huet.

Déi Hongkonger Direktiv soll deem entgéintwierken a gouf duerfir ënner anerem mat de Memberstaate vun der OMI (ndlr: Organisation maritime internationale) an enger ganzer Rei Netregierungsorganisatiounen ausgeschafft, an Zesummenaarbecht mat der Organisation internationale du travail.

D'Reegele vun dëser Konventioun setzen dofir op dräi Piliere: éischters op d'Konzeptioun, d'Konstruktioun an d'Exploitatioun vun de Schëffer. Dës sollen esou ausgeschafft ginn, dass eeben un e sécheren an ekolageschen Ofbau geduecht gëtt. Zweetens: D'Exploitatioun vun de Recyclageinstallatiounen soll op eng sécher an ekolageschen Manéier geschéien. Drëtens: En appropriéierte Recyclagemechanismus, dee Reegelen a puncto Zertifikatioun virgesäit, gëtt agefuert.

Här President, dës Konventioun trëtt eréischt a Kraaft, wa se vu mindestens 15 Länner, déi 40 % vum Tonnage brut vun der weltwäiter Schëffsflott a méi wéi 3 % vum Volume a Bruttotonnen u recycéléierte Schëffer an deene leschten zéng Joer ausmaachen, ratifizéiert gouf. Dir kënnt Iech sécher virstellen, dass dëst duerch d'Randifikatioun vu Lëtzebuerg hei net allze vill ännere wäert, mee et ass wichteg, datt mer als Grand-Duché hei Responsabilitéit iwwerhuelen an och esou zu manner Pollution an de Weltmierer an zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen op den Demontagestatiounen bäidroen.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 11. August 2021 bemierkt, dass d'Konventioun net wäert duerch eis Ratifikatioun a Kraaft triede kënnen an d'Reegele par rapport zu deene Recyclageinstallatiounen net fir en État enclavé, wéi Lëtzebuerg een ass, ziele kënnen. Trotzdeem huet si awer hiren Accord zum Projet ginn.

Dat selwecht mécht och de Staatsrot a sengem Avis vum 7. Dezember 2021: keng Observation zum Fong.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur le projet de loi 7855

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech kéim dann zum zweeten Deel, zum Projet de loi 7855. Och hei gi mir, wéi gesot, bei déi grouss Schëfffaart op déi grouss Gewässer eraus.

Et handelt sech bei dësem Projet ëm d'Adoptioun vun der internationaler Konventioun iwwert den Enlèvement vu Schëffswracken, déi den 18. Mee 2007 zu Nairobi verfaasst ginn ass. An dëser ginn d'Reegele fixéiert, wat d'Ofdroe vu Schëffswracken ugeet, déi ausserhalb vun de Grenze vun de sougenannte „mers territoriales“ leien. Hei gëtt kloergemaach, dass d'Responsabilitéit beim Proprietär vun deem Schëffswrack läit, an dat fir sämtlech Froen, wat d'Fraise vun der Lokalisatioun, der Signalisatioun an eeben dem Weechhuele vun dese Schëffer ugeet.

Well Lëtzebuerg dës Konventioun bis dato awer net ugeholl huet, muss sech d'Schëffer ënner Lëtzebuergger Pavillon mat engem Gewicht vun iwwer 300 Bruttoregistertonnen bei anere Länner via Zertifikater assuréiere loosse. Domat gëtt mat dësem Projet Schluss gemaach an de Lëtzebuergger Staat kann déi ugeschwat Zertifikater fir d'Schëffer ënner sengem Pavillon selwer ausstellen.

Duerch d'Konventioun vun Nairobi gëtt e gewëssene Vide juridique duerch dräi Punkte gekläert. Éischten: D'Rechter vun den affektierte Länner fir den Enlèvement vun den Epaven an hiren ZEE (ndlr: Zone économique exclusive) ginn definéiert. Zweetens: E Responsabilitéitssystem gëtt en place gesat. Drëtten: Et kéint zu enger Obligatioun fir ageschriwwene Schëffsproprietären, fir eng Assurance oder änlech Garantien ze ënnerschreiwen, déi fir d'Käschten am Fall vun engem Wrack opkommen. Déi praktesch Modalitéite ginn an engem zweete Projet de loi gekläert.

Här President, an hirem Avis vum 11. August 2021 huet d'Chambre de Commerce keng Remark formuléiert.

De Staatsrot gëtt a sengem Avis vum 7. Dezember 2021 ze bedenken, dass deen ugeschwaten zweete Projet mat der Ratifikatioun vum Traité sollt behandelt ginn. En plus formuléiert de Staatsrot eng constitutionnel Observatioun a weist drop hin, dass konform zum Artikel 37 vun der Constitutioun eventuell Amendementer zum Artikel 14 vun der Konventioun vun der Regierung eng Approbatioun an der Chamber brauchen. Déi selwecht Remarken huet de Staatsrot och beim éischte Projet, deen ech Iech virgestallt hunn, gemaach.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech soen Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, soudass mer schnell mat dësen zween Projete konnte virukommen, a ginn natierlech hei den Accord vun der LSAP. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. A mat deem Dialog Éislek a Minett, Dir gesitt, dat ass net ëmmer esou einfach. Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur f.f. Carlo Weber villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci. Ech soen och dem Rapporteur f.f. e grouse Merci. Et ass net ëmmer esou evident, fir sech als Éisleker mat de Minetter derduerchzeschloen. Ech kann och heiansdo e Liddchen dovou sängen.

(Interruption)

Jo. Haut hu mer en éischter ongewéinleche Sujet um Ordre du jour, deen awer vun enger grousser Wichtigkeet ass a wou mir als CSV der Meenung sinn, dass een dee Sujet vun haut net einfach esou duerchwénke sollt. Schliisslech si mir als Lëtzebuerg jo houfreg op eise Registre maritime mat 209 Schëffer, déi am Ganzen en Tonnage vun 1,22 Milliounen Tonnen duerstellen.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, geet et haut eeben ëm d'ratifizéierung vun zwou Konventiounen, engersäits der Konventioun vun Hongkong aus dem Joer 2009 iwwert den Demontage an de Recyclage vu Schëffer a vun der Konventioun vun Nairobi aus dem Joer 2008 iwwert d'weechhuele vu Schëffswracken. Hei kann ee sech och d'Fro stellen, firwat et esou laang gedauert huet, bis mir dës Konventiounen hei zu Lëtzebuerg ratifizéieren.

Här President, mir erënneren eis mat Sécherheet nach alleguerten un déi grujeleg Biller vun der Exxon Valdez, aus där 41 Milliounen Liter Rohöl ausgelaf sinn, wéi se 1989 op Grond gelaf ass. A wa mir dovunner ausginn, dass 70 % vum Dreck am Mier um Mieresbuedem läit an nëmme ganz wéineg un der Waasseruewerfläch ass, da kuckt een dee Sujet mat ganz aneren Aen. An d'Mierer sinn nu mol wichteg fir eise ganzen Ökosystem, well si absorbéieren CO₂ a produzéieren Sauerstoff. An net ze vergiessen hu mir an eise Mierer – bis elo mol nach! – eng ganz villfältig Flora an och ganz vill Déieren hunn hiert Doheem an eise Mierer. An all dëst huet natierlech en immensen Impakt op eist Klima.

Här President, et ass eis an dësem Zesummenhang wichteg, op eng Resoloutioun hinzeweisen, déi de 25. Mee 2021 (veuillez lire: de 25. Mäerz 2021) mat grousser Majoritéit vun Europaparlament ugeholl gouf. Et geet hei ëm „Les effets des déchets marins sur la pêche“. Firwat ernimmen ech dës Resoloutioun? Ma ganz einfach: Énnert de Mieresoffall sinn och Schëffswracken, déi deelweis um Mieresbuedem leien an deelweis nach erausstinn. An dës Schëffswracken hunn och nach oft geféierlech oder toxesch Substanzen a sech.

An dëser Resoloutioun, déi ech ugeschwat hunn, verlaangt d'Europaparlament ënner anerem, dass de legislative Kader vun dem Mieresoffall weesentlech verbessert soll ginn. Meng Fro un d'Regierung ass an dësem Kontext, wat hir Positioun zu dëser Resoloutioun ass.

Déi franséisch Assemblée nationale huet schon 2015 d'Konventioun vun Nairobi ratifizéiert. Deemools gouf festgestallt, dass am Joer 2006 aleng a franséische Gewässer 8.569 Schëffswracke louchen, dovunner 1.583 Schëffstanken, déi tëschent 2,5 an 20 Milliounen Liter Pétrol nach a sech hunn.

Och d'UNESCO huet sech mat Schëffswracken auserneegesat a schätzt, dass eng 3 Milliounen dovunner op eise Mieresbuedem leien, déi nëmme en historeschen oder kulturelle Wäert hunn.

E méi rezent Beispill vun engem Schëffswrack ass d'Costa Concordia, déi virun der Insel Giglio op Grond gelaf war a sech duerno ëmgeluecht huet. De Käschtepunkt, fir dëst Schëff erëm opzerrichten, ze stabiliséieren, et op Genua an den Hafen ze kréien an ze demontéieren, gëtt op 1,5 Milliarden Euro geschat.

D'Nairobi-Konventioun ass also guer net esou anodin, wéi et op den éischte Bléck schéngt. Si féilt e Vide juridique, andeems si Reegelen opstellt, déi derfir surgen, dass d'Schëffswracken esou séier wéi méiglech ewechgeholl ginn, wa se an internationale Gewässer sinn.

Leider englobéiert dës Konventioun awer net Krichschëffer respektiv staatlech bedriwwene Schëffer. Och wann een et novollzéie kann, dass dat aus nationale Souveränitéitsgrënn esou ass, soll ee sech awer domadder auserneesetzen, well et leie ganz vill Schëffswracken aus dem Zweete Weltkrich am Nordatlantik respektiv am Mëttelmier um Buedem.

Här President, d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe huet am Joer 2012 eng Resoloutioun ugeholl, déi virgesäit, fir en europäesche Fong opzestelle fir Schëffswracken, wann de Besëtzer vum Wrack net bekannt ass oder keng Sue méi huet. D'Käschte betreffend Recherchen an Aarbechten u Wracke solle vun dësem Fong iwwerholl ginn. An dësem Zesummenhang wéilt ech de Minister froen, wéi d'Regierung zu esou engem Fong steet.

Et geet awer haut net nëmme ëm d'Schëffswracken, mee et geet och ëm d'Auserneehuelen an de Recyclage vu Schëffer. An hei ass Lëtzebuerg mat sengem Registre maritime och gefuerdert. Mir muss secherstellen, dass Schëffer, déi haut ënner Lëtzebuergger Fändel fueren, net e puer Joer, ier se solle verschrott ginn, nach séier an engem anere Land ugemellt ginn, dat net d'Konventioun vun Hongkong ënnerschriwen huet. Och wann d'Baseler Konventioun et verbitt, fir sougenannt „géfteg Schëffer“ ze exportéieren – d'EU ass nämlech als Ganz dem Baseler Ofkommen bäigetrueden –, wësse mir awer heibannen alleguerten, dass, wann et ëm de Profit geet, Pabeier gedéllig ass.

D'Commission luxembourgeoise justice et paix huet dëser Deeg an dësem Zesummenhang e ganz interessante Communiqué gemaach an ech wier gespaant, och dem Minister seng Meenung dozou ze héieren.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zween Projeten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kollegeinnen a Kollegeen, merci fir d'éischt dem Carlo Weber fir säi flotte mëndleche Rapport, a mat sengem charmanten Éisleker Accent. Dat huet eis alleguerte Spaass gemaach.

(Brouhaha)

Mir hunn hei zwou Konventiounen, vun Hongkong 2009 an déi aner Nairobi 2007, déi en fait sollen „de l'ordre dans la boutique“ maachen an engem ganze Koup Problemer, déi jorelaang geschleeft hunn, déi Soucie maachen an, wéi gesot, wou et ganz vill Onsécherheete gëtt.

Et gëtt héich Zäit! Här President, et gëtt wierklech héich Zäit, dass déi Konventiounen approvéiert ginn an eise Länner. Mir sinn nach wäit ewech vun der Ratifikatioun, mee op d'mannst iwwerhuele mer dann elo mol eis national Responsabilitéit, fir dass déi Approbatioun ka geschéien.

Et geet bei där Konventioun vun dem Auserneehuele vun de Wracken ëm d'Sécherheet vun den Aarbechter. Ganz oft gesi mer Zeenen op de Plagen, wou et engem schlecht gëtt, wou se ouni Maske geféierlech Substanzen ... Déi ganz Schëffsrumpfen, déi klassesch Schëffsrumpfen hunn alleguerten Asbest, déi hunn alleguerte Substanzen an och geféierlech Faarfmaterial. Wann dat bei bestëmmte Grad ënnert der Sonn läit, da fänkt dat direkt un, erauszestralen an direkt d'Gesondheet vun all de Leit ze beanträchtegen.

Mir hunn d'Arroganz an eise westleche Länner – well mir hunn u sech alleguerten déi Problematik vun der Entsuegung vun de Schëffswracke ganz vill an d'asiatesch Länner ginn, well do aner Aarbechtskonditioun sinn, vill manner streng wéi hei, well d'Leit vill manner deier kaschten! An dat arrangéiert ganz vill Armateure ronderëm dee ganze Globus, fir eeben deen dote Wee ze goen. Et ass also wicteg, dass mer dat do maachen.

Zu där anerer Konventioun vun Nairobi: Et ass ganz geféierlech, wann an de Zone-côtières, Zones économiques exclusives an dann um héije Mier an der Zone internationale Schëffswracken dorëmmer hänken, hallef iwwert dem Mieresspiegel, hallef ënnert dem Mieresspiegel. Dat ass eng Gefor fir aner Schëffer, fir d'Mënschen a fir d'Ëmwelt. Wann Der nuets seegelt oder och op engem Schëff fuert, dat ënner 300 Bruttoregister-tonnen huet, an Dir hutt net en terribel performante Radar an Dir kritt eng Kollisioun mat esou engem Wrack, da gitt Der normalerweis an enger rise-ger Katastroph ënner. D'Armaturen, d'Proprietären hu sech bis dato ëmmer gezunn, well dat ass net interessant. Dat kascht extreem deier. Et si keng Assurancë gelaf. An dofir hunn e ganze Koup Armaturen, Proprietären déi Wracken dorëmmer hänke gelooss.

An elo muss et domat duergoen! Well, wéi gesot, och déi Wracken, en dehors vun de Kollisiounen ..., well, wéi gesot, ech war heiansdo nuets um Mier an – Dir laacht elo – et waren d'Wracken an et waren déi schlofend Walfesch: Wann do engem risege Blowal säi Schwanz Iech an d'Schëff gekraacht kënn, dat ass nach bal schlëmmer wéi e Wrack. Soit! Mee Wracken, do kann ee wéinstens eppes maachen. Da muss mer dat hei probéieren!

Wéi gesot, elo gëtt wierklech Uerdnung gemaach! Et kommen obligatoresch Assurancen. Ech hunn e bëssen e Problem domat, dass d'Assurancen elo sollen nëmmen agefouert gi fir Schëffer iwwer 300 Bruttoregister-tonnen. Et kommen offiziell Zertifikater. Déi mussen awer gemaach ginn, soubal d'Schëffer gelauncht ginn, well soss sinn awer ëmmer e Koup Leit ... An d'Diane Adehm, wéi gesot, huet dat scho gutt ugekënnegt, momentan ass et en internationale Sport, wann d'Schëffer al ginn, fir do ze probéieren am leschte Moment ... da ginn d'Pavillonë changéiert oder et ginn aner Trucke gemaach, fir dass nëmmen d'Armaturen net kënnen an d'Responsabilitéit geholl ginn. Dat muss ophéieren!

D'Sécherheet vum Mënsch, d'Gesondheet vum Mënsch an d'Ëmwelt ..., well gleefft mer es – wann Der wierklech e bëssen Iech derfir interesséiert, wéi déi Schëffer gebaut sinn –, bei en alleguerten, ëmmer wann do e Wrack ass an Dir hutt d'Salzwaasser, Dir hutt d'Hëtzt, dann hutt Der den Asbest, iwwerall! Och wann et verbueden ass, et ass nach ëmmer dat bescht Bindungsmittel an de Schëffsrumpfen, an da sinn déi geféierlech Liquiden, Dir hutt och Lithium an de Schëffer, déi lafen och an d'Mier, an dann ass et jo kee Wonner, dass d'Biodiversitéit vum Mier ëmmer méi a Gefor ass.

Et ass gutt, dass mir als Lëtzebuerg, déi de Pavillon maritime hunn, déi dobaussen eng ganz seriö Reputatioun hu mam Pavillon maritime, och hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen. E klengt Land, mir hunn de Pavillon maritime, mir hu Responsabilitéit. Mir setzen mat dem Accord, deen ech hei och vu menger Fraktioun elo wäert ginn – mee ech hoffen, déi ganz Chamber ass hannendrun –, e staarken Akzent, fir eebe ze soen: „Et soll besser ginn!“, eebe just am Interesse vun all deem, wat ech Iech gesot hunn. An dofir ass et ganz wicteg, dass dat doten esou gemaach gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mardamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass Modell 1 ugesot, also ech brauch net bei fënnf Minutten elo ze stoppen.

(Hilarité)

Wéi gesot virdrun, d'EU-Propos fir eng Direktiv vun der Liwwerkettegesetzgebung läit um Dësch. Den Usaz ass gutt op folgende Punkten – et ass e Lien mat deenen Dossierien hei –: Dass et iwwerhaupt emol obligatoresch Reegele gëtt an net just op fräiwëlleger Basis ass, dat ass deen éischte Punkt, dee wicteg fir eis ass. Et fale relativ vill Entrepreneuren ënner d'Direktiv, méi wéi zum Beispill beim däitsche Gesetz, dat ugeschwat ginn ass. D'Mënscherechter an d'Ëmweltpakter si generell couvréiert, an net just déi schlëmmt Verstéiss! Et ass eng zivilrechtlech Haftung virgesinn, wann den Devoir de vigilance net erfëllt gëtt, an déi ass also aklobar.

Mee d'Propos vun der EU-Kommissioun, déi elo am Februar presentéiert gouf, léisst wicteg Héichrisikosektore wéi Schëfffaart, Transport a Logistik eraus. Do muss op EU-Niveau nogebessert ginn, mengen ech. Et ass ugeklonge virdrun, dass dat soll gemaach ginn.

(Interruption)

Oder dass mer d'Hoffnung hunn, dass et gemaach gëtt.

Déi zwee Gesetzesprojeten, déi mer haut stëmme, belichten ech elo e wéineg ënnert deem Bléckwénkel, nämlech deem vun der Due Diligence, wou et ëm de Respekt – ech widerhuele mech, an net oft genuch – vu Mënscherechter, vum Aarbechtsrecht, ëm Kanneraarbecht an Ëmweltschutz geet.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mir ratifizéieren dës zwou Konventiounen haut. Mir si keng „early adopter“, mee mir maachen et ëmmerhin haut. De Minister Franz Fayot huet dee grouse Meritt, déi zwee Texter, zënter dass en do ass, am Juli 2021 deposéiert ze hunn. Néng Méint drop stëmme mer se. Ech mengen, dat ass ok, wat de legislative Prozess ugeet.

Mir hu kee Mier ...

(Interruption)

... an och nëmme limitéiert Banneschëfffaart, mee mir hunn, wéi meng Virriedner et gesot hunn, e Schëfffaartsregëster, also hu mer Verantwortung: d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass op deene Schëffer, déi ënner eisem Pavillon fueren, alles an der Rei ass, an och fir déi Leit, déi drop sinn. A mir hunn awer och d'Verantwortung an d'Méiglechkeet, bei den internationale Verhandlungen an déi Richtung ze drécken, fir dass héich Standarder festgeluecht ginn.

Mat de Ratifikatiounen vun haut huele mer en Deel vun eiser Verantwortung an deem Sënn an droen zum Ratifikatiounsprozess bäi, fir dass d'Konventiounen a Kraaft triede kënnen; well et ass ëmmer eng Klausel drop, wa se bis ënnerschriwwen ass, mussen sou vill Länner ënnerschreien, bis se a Kraaft trëtt.

Dem Lydia Mutsch respektiv dem Carlo Weber soen ech Merci fir den ausféierleche Rapport, dee mer haut héieren hunn. An ech ginn och elo schonns den Accord vun der grénger Fraktioun. Da wäert ech dat net vergiessen.

Zur Konventioun vun Nairobi iwwert d'Schëffswracken: 2007 ënnerschriwwen, zënter 2015 a Kraaft, vill vu menge Virriedner, d'Simone Beissel och elo, sinn am Detail dorop agaangen. Et deit munches drop hin,

dass dës Konventioun nätzlech an effikass ass, noutwendeg souwisou. An et ass besonnesch wicteg, dass duerch dës Konventioun d'Liewensraum am Mier geschützt gi géint d'Verschmutzung mat Schëffsueleg an anere geféigte Substanzen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Bei dëser Konventioun kënn am Fong en einfache Prinzipp zum Asaz, eng obligatoresch Assurance, déi fir all Schëff muss nogewise ginn. Dat erënnert mech e wéineg drun, wann ech op Sandweiler fueren: Wann ech mat mengem Auto en Zertifikat wëll kréien, dass alles an der Rei ass, muss ech déi och virweisen. Et ass gutt, dass mer dat maachen.

Zur Konventioun vun Hongkong iwwert de Recyclage vun de Schëffswracken: 2009 ënnerschriwwen, nach ëmmer net a Kraaft. De Rapportier huet eis jo erkläert, ëm wat et an der Konventioun geet.

(Interruption)

Ech ëmschreien et esou: Et geet ëm e Skandal, dat heescht, et geet drëm, engem Skandal en Enn ze setzen. An e puer Stéchwierder e puer Informatiounen zum Recyclage vu Schëffer, fir dass mer eng Gréisstenueerdnung hunn: E Schëff huet eng Liewensdauer vun 20 bis 25 Joer am Duerchschnitt. Eis weltwäit Handelschëffsflott läit bei ongeféier 90.000 Schëffer. All Joer ginn ëm déi 700 gréisser Schëffer ausrangéiert. 2013 waren et der, hunn ech eng Zuel nogesicht, souguer 1.200. 90 % vum Recyclage vu Schëffer fannen am Bangladesch, an Indien, am Pakistan, a China oder an der Tierkei statt – wäit ewech vun hei.

An engem Bericht vun dräi ONGen, der Fédération internationale van de Mënscherechtsligaen, der NGO Shipbreaking Platform an YPSA, Young Power in Social Action, vun 2008, wou de Bilan gemaach ginn ass vun der Situatioun am Bangladesch, hunn ech Follgendes kënne liese fir d'Joren 2006, 2007 an 2008:

Deemools waren et 60 % ongeféier vun all de Schëffer, déi am Bangladesch recycéléiert gi sinn, 30.000 Aarbechter waren direkt mat der Demolitioun vun deene Schëffer betraff an tëschent 100.000 an 200.000 Leit indirekt. De Recyclage vun deene Schëffer, an dat ass interessant ze wëssen, bedeit 30 % vum Bangladesch senger Besoinen, vu senger Stolindustrie. Dat heescht, do déi Stolindustrie funktionéiert mat deem Schrott, dat ass also liewenswicteg. A 25 % vun deenen, déi do beschäftegt waren – ech hat elo bal gesot „vun deenen Aarbechter“ –, si Kanner! Vun deenen x Leit, déi do gestuerwe sinn an deene leschte Joren a blesséiert gi sinn, konnt d'ONG dokumentéieren, dass 18 Leit gestuerwe sinn 2006 an 2007 an 10 2008.

D'Diane Adehm ass schonn op de Communiqué vu Justice et paix agaangen, deen d'lescht Woch erauskoum a wou aktuell Zuelen ernimmt ginn, net also déi vun 2008, déi ech bis elo zitéiert hunn. „2021 kamen mindestens 14 Arbeiter beim Abwracken von Schiffen am Strand von Chattogram, Bangladesch, ums Leben und weitere 34 wurden schwer verletzt. Lokale Quellen berichten außerdem von zwei Todesfällen in Alang, Indien, und zwei Todesfällen in Gadani, Pakistan. Nach Recherchen der ONG Shipbreaking Platform wurden auch die folgenden“, Här Minister, „in Luxemburg registrierten Schiffe in diesen ‚Schiffsschlachthöfen‘ abgewrackt:“ Heli an Indien 2017, California an Indien 2019 a Cratesu 2020 am Hafe vu Chittagong am Bangladesch. A weider liesen ech méi wäit ënnen am Communiqué: „Allerdings hat dieses Hongkong-Überkommen bislang nicht verhindert, dass der globale Süden zur weltweiten Müllkippe für gefährliche Abfälle wird.“

Mir sinn also hei an engem Sektor ënnerwee, wou katastrofal Zoustänn bestinn, doriwuer, mengen ech, si mer eis eens: Kanneraarbecht, Aarbecht, déi krank mécht, Aarbecht ouni Sécherheetsmoosnamen a krass Ermweltverschmutzung. Et geet op d'Käschte vun der Gesondheet vun den Aarbechter, et ass kriibserreegend an aner gëfteg Stoffe maachen d'Leit krank. A wéi d'Simone Beissel och kloer drop higewisen huet, ginn dës Stoffe och an de Buedem an d'Küstengewässer ginn doduerch verseucht, versaut, an all méiglecht Liewe kënn do op en Enn. Wat och en Element ass, wat nach net gesot ginn ass, fir déi lokal Communautéit vun de Leit, déi do vun der Fëscherei liewen: dass dat och op d'Käschte vun deenen hirem Existenz- a Liewensraum geet. An och d'Landwirtschaft ass impaktéiert.

De Rapporteur Carlo Weber huet d'Konditiounen vun der Hongkong-Konventioun beschriwwen, wéini se a Kraaft trëtt. Dräi Konditiounen: 15 Staate mussen ratifizéiert hunn, 40 % mussen ofgedeckt si vum Bruttotonnage vun der Welthandelsflott an 3 % vum Tonnage brut combiné, wat de Recyclage ugeet.

Am Juli 2020 hate 15 Staate ratifizéiert. Interessant ass awer ze wëssen, dass dobäi Panama war, Malta an Holland, dräi vun den am stäerkste verbreete Schëffspavillone vun der Handelsflott op der Welt. Dës Staate stellen awer nach ëmmer keng 30 % (veuiliez lire: awer knapps emol 30 %) vum Bruttowelttonnage duer an de Recyclingvolume geet och net duer. 2019 hunn, fir Iech eng Informatioun ze ginn, 3 % vu 40 % vum Welttonnage ongeféier eppes méi wéi 16 Milliounen duergestallt. Et geet hei also ëm riseg Konditiounen, Tonnagen.

Här Minister, hei stellt d'Fro sech, ob et dann iwwerhaupt nach néideg ass, ob et Sënn mécht, dës Konventioun ze ratifizéieren virun deem Hannergrond. „Wat erwaarde mer eis vun dëser Ratifikatioun?“, erluben ech mer ze froen. Wat erwaarde mer eis, ausser Solidaritéit ze weisen an dësem Ratifikatiounsprozess? Well mat eisen 200 Schëffer geet den Undeel um Bruttotonnage jo nëmme marginal erop.

Mir Gréng stëmme kloer dës Ratifizéierung mat an hëllef doduerch, weider Drock opzebauen. Mee wat ech soe wëll, ass, dass mer mat dësem Instrument de Problem warscheinlech net aus der Welt wäerte kréien. Et geet drëms, wéi gesot, deem Skandal en Enn ze setzen. Et ass och scho gesot ginn: Am Prinzip däerfen dem EU-Recht no d'Schëffer mat geféierlechen Decheten net an Net-OECD-Länner exportéiert ginn. A Schëffer, déi ënner EU-Pavillon fueren, wa se an der EU sinn, wa se fir ze verschrotte verkaaft ginn, mussen och no den EU-Offallvirschreften entsuergt ginn. Awer ongeféier een Drëttel vun den ofgewrackte Schëffer a Südasien hu Reedereien aus der EU gehéiert. Wéisou? Déi Reegel gëtt nämlech, et ass ugeklonge virun hei bei menge Virriedner, déi Reegel gëtt oft ëmgaangen. Mam Resultat, dass geféierlech Offäll op Plazen – ënner Gänseféisercher – „recycléiert“ ginn, wou d'Aarbechts-, d'Gesondheits- an d'Ëmweltstandarden niddreg oder inexistéiert sinn!

Wann nämlech d'Schëffer um Enn vun hirer Liewensdauer sinn a wann déi Schëffer dann um héije Mier sinn, also net méi a Gewässer vun der EU, da gi se oft u spezialiséiert Tëschenhändler, u Schrotthändler verkaaft. An do ka méi wéi een Tëschenhändler am Spill sinn, soudass et schwéier nozevollzéien ass, wien dann dee leschte Proprietär war oder wien dann – ënner Gänseféisercher – „de Schëlle“ respektiv „de Verantwortleche“ war, dee seng Flichten, seng Entsorgungspflichten net nokom. Wéi gesot, déi Schrotthändler wieselen dann de Pavillon oder den Immatrikulationsregëster hin zu Regëstere, déi vill méi schlëm si wéi d'Panama-Pavillonen, wou et vill manner oder keng Oploe gëtt, wat de Recyclage ugeet.

Här Minister, erlaabt mer no dësen Ausféierungen e puer Froen zum Schluss. Wann Dir elo net onbedéngt iwwerall eng Äntwert hutt, dat kann ech verstoen, da kéint Dir déi vläicht schrëftlech oder an enger nächster Kommissiounssitzung noerechen. Wéisou stellen ech Iech déi Froen? Ech sinn op déi Fro gestouss, wéi ech meng Ried vun haut virbereet hunn.

D'Fro zum Communiqué: Stëmmt et, dass bei den dräi Schëffer, déi hei zu Lëtzebuerg registréiert waren an du verkaaft goufen op der leschter Rees, virun de Regëster gewieselt gouf, ech weess net wéivillmol, nodeems et um e Schrotthändler verkaaft gouf, deen de Wiessel vun Pavillon gemaach huet? Ech hunn et scho gesot, a sech ass de fréieren, den ursprüngeleche Proprietär verantwortlech, respektiv op d'mannst emol moralesch verantwortlech, fir d'Verschrottung. An oft gëtt dann awer vun deem gesot, wann en et verkaaft huet, hie wéisst jo awer net, wat dermat géif gemaach ginn, an e stellt sech dann domm oder e weist sech am gudden Glawen, dass e just eng Transaktioun gemaach huet.

Zweet Fro: Si mer eis sécher, dass beim FDC, beim Fonds de compensation – sorry, et ass eng Dauermillen –, net och Participatiounen an esou Gesellschafte vu Schrotthändler si respektiv a Gesellschafte, déi de Verkauf vun hire Schëffer u Schrotthändler praktizéieren, fir laanscht eng korrekt Entsorgung ze kommen? Wéi kommen ech dorobber? Den Norweger hire Fonds souverain huet sech nämlech zréckgezunn aus véier Schëffscompagnie wéinst hire Praktiken, wéi se hir Schëffer a Südasien entsuergen.

Drëtt Fro: Ass et denkbar, dass esou Praktiken ënnerbonne ginn a Zukunft, wat d'Schëffer betrëfft, déi ënner Lëtzebuerger Pavillon fueren, an anere Wieder, dass d'Konditiounen fir d'Immatrikulatioun vu Schëffer an eise Regëster kloer Reegele kréien, fir dass dat net méi méiglech ass?

An eng véiert Fro oder eng Bemierkung: An eise Koalitiounsaccord hu mer ofgemaach, dass mer beim Schëffaartsregëster d'Immatrikulatiounstaxe géifen op de Leescht huelen, fir de Begrëff vum „green shipping“ anzeféieren.

(Interruption)

Wou si mer do dru mat den Aarbechten, engersäits? An anersäits: Wéi ass de Begrëff vum „green shipping“ an deem Zesammenhang definéiert?

An deem Kontext weisen ech och drop hin, dass am Green Deal festgehale gouf, dass d'EU hir eegen Offäll soll geréieren. Den André Bauler hat a senger Interventioun drop higewisen, dass d'EU hir eegen Offäll geréiert an eng Kreeslafwirtschaft encouragéiert doduerch, dass e Maart vu sekundäre Materialien opgebaut gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

M. François Benoy (déi Gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

(Interruptions)

An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt och an eise Numm der Madamm Mutsch eng gutt Besserung wënschen an dem Här Weber gratuléiere fir e gudden Rapport. Et merkt een, dass Dir aus enger Gemeng kommt, Här Weber, déi scho vill méi no beim Mier ass. An dat huet Iech eng gewësse Sécherheet ginn, fir eis dat do ze presentéieren.

Ech wollt och soen, well elo de Fong vun deenen zwou Konventiounen, mengen ech, hei wierklech scho ganz extensiv beschriwwen ginn ass, wéll ech dorobber elo net agoen, mee vläicht just ganz kuerz e puer Kommentare maachen.

Deen éischte Kommentar betrëfft d'Kanneraarbecht. A mir si ganz frou, dass mer eis Verantwortung huelen, fir hei e Bäitrag ze leeschten. Et ass mat Recht gesot ginn, dass dat vläicht elo, well verschidde Konventiounen nach net a Kraaft sinn, nach net ganz effikass ass, awer et ass wichteg, dass mer wéinstens dee Schrëtt maachen. A mir sollten en och an anere Länner maachen. Dat kënn mir ëmmer nëmme betounen.

Dat Zweet ass deen Aspekt, an den Här Margue ass och dorobber gaangen, dass mer ganz vill Decheten nach ëmmer, mengen ech, och an asiatesch, an anere Länner exportéieren. Dat sollt net sinn. A mir hunn déi Saache mam Plastik a mat anere Saachen a mir mussen einfach dat am Bléck halen. Ech mengen, eng Ëmweltpolitik, déi muss och deen doten Aspekt ëmmer aktiv berücksichtegen. A wa mer mierken, dass mer Saachen einfach, aus Käschtegrënn oder aus anere Grënn, fir Virschreften ze ëmgoen, exportéieren, dann, mengen ech, muss mer déi néideg Moosnamen huelen.

Eng drëtt Bemierkung, dass ass déi vun de Konventiounen allgemeng am Ëmweltberäich oder am Aarbechtsberäich. Dat ass, dass et vläicht nach aner Konventiounen gëtt – dat hei ass elo aus dem Beräich vum Pavillon maritime, mir haten och Diskussiounen bei der Organisation internationale du travail a bei aneren –, dass et einfach vläicht Konventiounen gëtt, déi Lëtzebuerg kéint ënnerschreien a ratifizéieren oder ratifizéieren, wann ee schon ënnerschriwwen huet, wou et awer net gemaach gëtt.

An do hu mer en duebelen Optrag. Deen éischten ass fir ze kucken, wat mer net ënnerschriwwen hunn, an allkéiers ze evaluéieren: Sinn déi Ursaachen, firwat mer dat net maachen, pertinent? Sinn déi nach aktuell? A wa mer eppes ënnerschriwwen hunn, ass déi selwecht Evaluatioun bei de Ratifikatiounen ze maachen.

Mir soen net, dass mer alles mussen ënnerschreien oder alles mussen ratifizéieren. Mir mussen no eisen Interesse kucken, no der allgemenger Rechtslag, dem Ëmfeld, och deem europäeschen Ëmfeld. Awer mir däerfen net an eng Situatioun kommen, wou mer duerch eng gewëssen Negligence de Schutz vun den Aarbechter oder de Schutz vun der Ëmwelt net géife prioritär behandelen. An dat ass schon en Optrag fir d'Regierung. An et ass een op jidde Fall, wou mir se géife voll derbäi ënnerstëtzen.

Dat gesot, stëmme mir eeben als ADR och mat Freed dës zwou Konventiounen. A mir ginn all deene Virriedner Recht, déi op eis Verantwortung an dësem Beräich higewisen hunn, an ënnerstëtzen dat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, et gouf scho ganz vill hei vu menge Virriedner a Virriednerinnen gesot, duerfir halen ech mech och ganz kuerz.

Ech ginn och an op d'Commission luxembourgeoise justice et paix, déi jo eng Pressekonferenz zu genau deem dote Projet de loi gemaach huet, wou si ganz kloer seet, dass dat Gesetz eigentlech scho laang iwwerhol ass duerch d'Baseler Übereinkommen. Zitat aus där Pressekonferenz: „Das Baseler Übereinkommen hat die Verpflichtung der Vertragsparteien, die

Ausfuhr gefährlicher Abfälle in Nicht-OECD-Länder einzustellen, erneut bekräftigt. Angesichts dieser Tatsache ist die Verabschiedung des Hongkong-Übereinkommens in der Abgeordnetenversammlung eigentlich schon überholt.“

D'EU huet 2013 e Règlement ugeholl, 1257/2013, dat all déi Dispositiounen vun der Konvention vun Hongkong direkt an europäesch Recht iwwerhëlt a souguer nach doriwuer erausgeet. Dese Communiqué spillt dorobber un, dass d'Konvention soll am Sënn vum europäesche Règlement nach weider verschäerft ginn.

Dat kann ee fuerderen, et ass awer leider net immens realistesch. Et gëtt jo e Grond, firwat dat Hongkong-Ofkommen nach net ratifizéiert ass: Déi wichteg Länner wéi Indien, Pakistan a Bangladesch wëllen dat eeben net. Elo d'Konvention nach eng Kéier ze verschäerfen, da wäerte se scho guer net ratifizéieren, obschonn dat jo eigentlech e responsabelt Handelsgefëss bedeuten an et och esou misst sinn.

En aner Zitat, op dat ech nach wëll agoen, aus der Pressekonferenz: „Wenn Luxemburg weiterhin eine exemplarische Rolle als Akteur auf den Weltmeeren spielen möchte, dann muss auch ein Fokus auf Menschenrechte und Nachhaltigkeit gelegt werden. Ein möglichst ganzheitliches Green-Shipping-Konzept, ein Einsatz zur Verbesserung des Hongkong-Übereinkommens in Einklang mit dem EU-Konzept und ein Gesetz auf der Grundlage der UN-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte wären Schritte in die richtige Richtung beim Lichten der Anker.“

An deem Sënn wëllt ech dann och profitéieren, fir mir nozefroen, genausou wéi den Här Margue dat gemaach huet, wou d'Regierung dann elo drun ass mam Green Shipping. Well am Koalitionsprogramm steet Folgendes: „La législation maritime sera modernisée, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du travail maritime, et complétée afin de maintenir un registre maritime compétitif et de qualité respectant les standards internationaux en matière sociale et de sécurité environnementale et technique. Les taxes d'immatriculation seront revues pour introduire le concept du „green shipping.““ Hei kéint een och elo nach op d'maritimt Aarbechtsrecht an d'Liwwerketten agoen. Mee do huet déi honorabel Madamm Oberweis jo schon am Kader vun der Heure d'actualité driwwer geschwat an dowéinst eriwweegt sech dat elo op deser Plaz.

An eis Fraktioun wäert och diesen zwoe Projet-de-loien zoustëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Interruptions et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass näischt Neits, dass mir Piraten fir méi streng Regulatiounen sinn, fir déi Schëffer, déi mat Lëtzebuurger Fändel ...

(Hilarité)

Net fir déi, déi mat Piratfändel fueren, ...

Une voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | ... mee fir déi, déi mat Lëtzebuurger Fändel fueren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Déi meescht leie schon op 10.000 Meter Déift.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An déi aner zwoe kommen no.

(Hilarité générale)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, et ass net méi ganz fréi haut den Owend.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech weess och, dass dat mat „Pirateschëffer“ a „Weltmierer“ sech natierlech hei absolut offéiert fir allgemeng Heiterkeet, kann ee soen. An et ass och näischt Neies, dass ech ganz gären zu deenen Theemen schwätzen. A mäi Kolleeg Marc Goergen hat schon am Kader vum Debat iwwert den Nationale Klimaan Energieplang an enger Motioun gefuerdert, dass Lëtzebuerg progressiv aus dem Bëllegflagge-Business erausklamme sollt a just nach Banneschëffaart um europäesche Kontinent sollt maachen.

Trotzdem ënnerstëtze mir Piraten des zwoe Projeten, well se d'Proprietäre vun de Schëffer méi staark an d'Responsabilitéit huelen. 93 % vun de Schëffer ënner europäeschem Fändel goufen 2015 nach an Drëttstaaten auserneegeholl an, kommt, mir soe mol: „recycelt“, woubäi een dat u sech net no europäeschem Standard als Recycling kéint bezeichnen. Dat Wäertvollst gouf erausgerappt an de Rescht gouf verrotte gelooss op iergendwelleche Plagen, wat u sech ganz Ökosystemer a Gefor bruecht huet.

Mir si bei de Schëffer u sech dee selwechte Wee gaange wéi bei eise Dreck! Mir hunn en an aner Länner gefouert an déi hunn do missen déi Tonnen an Tonne verschafft kréien. Ech erënnere mech nach un déi Biller, wéi eng Kéier e südostasiatesche Staat e Container Plastik zréck an d'USA geschéckt hat, fir eng Kéier e Statement ze maachen: „Mir sinn net d'Poubelle vun der entwéckelter Welt!“ An ech mengen, genau dat hu mer bei de Schëffer joerzengtelaang gemaach. Mir hunn u sech iergendwéi probéiert, se nach dohinner ze schleefen, Schëffer, déi deelweis guer net méi kapabel waren ze fueren, sinn nach iergendwéi dohinner geschleeft ginn, sinn deelweis och ënnerwee ofgesoff. Dofir ass et och gutt, dass mer hei direkt déi zwoe Konventionen an engem Coup traitéieren. Mir hunn onnéideg CO₂-Emissiounen produzéiert, d'Verschmutzung vun der Natur um Wee dohinner a Kaf geholl an an den Drëttlänner, wou „recycléiert“ – ënner Anführungszeichen ...

(Signal sonore d'un portable et interruption)

Also dofir si mir Piraten frou, dass d'EU op de Wee gaangen ass, fir de Recycling besser ze kontrolléieren, dass et och wierklech Recycling ass, dass elo mat der Hongkong-Konvention – net ze vergiessen, déi ass dann och elo schon nees 13 Joer jonk – weider Länner nozéien. Well net nëmme schützen mer domat d'Ëmwelt, mee mir schafen och Aarbechtsplazen an Europa. Ufank 2020 gouf et scho 26 Werften an der EU, déi eng Lizenz haten, fir Schëffer ze zerleeden. Hei huet Lëtzebuerg d'Responsabilitéit fir sécherzestellen, dass déi ronn 200 Schëffer, déi mat eise Pavillon fueren, och spéider dann anstänneg zerleucht ginn.

Eisen Accord fënnt awer och d'Nairobi-Konvention – déi nach eng Kéier e bësse méi al ass, déi huet dann dëst Joer scho 15 Joer gefeiert – zur Biergung vun de Wracken. Des Konvention fëllt jo e juristescht Lach, wat d'internationaalt Mierrecht ueget. Bon, d'historesch Pirate waren net onbedéngt ëmmer Fans vum Mierrecht, mee dat hënnert awer déi aktuell Piraten net drun, fir et gutt ze fannen, wa mer hei juristescht Viden opfëllen.

Si zwéngt nämlech elo d'Proprietäre vun de Schëffer an d'Werften, fir déi néideg Versécherungen

ofzeschlësse fir dann an engem Fall vun engem versonkene Schëff – an dat ass meeschtens hautdesdaags net méi aus dem Grond, well e Pirat drop geschoss huet, mee einfach well d'Maintenance schlecht war – oder, an dat ass och wichteg, am Fall vu versonkener Wuer! Well allze heefeg héiere mer, grad am Pazifik, dass am Indeschen Ozean ganz Containeren iwwer Bord ginn an dass déi méintelaang do am Mier driewe gelooss ginn, éier se progressiv da versenken, wou heefeg guer net kloer ass, wat dran ass. A bis da kloer ass, wat dran ass, si se sou wäit fort, dass kee méi se retracéiert kritt, kee se méi erausfësch. An den Ëmweltschued ass gemaach!

Deementspreechend muss mat der Nairobi-Konvention dat endlech gebuerge ginn an et dierf zu kenger weiderer Waasserverschmutzung kommen.

Et ass eng ganz interessant Konvention, déi eis als Lëtzebuurger Staat elo net direkt betrëfft an deem Sënn, dass mir jo keng Zone économique exclusive hunn. An awer! Mir hunn, wéi ech scho sot, ronn 200 Schëffer ënner eise Pavillon maritime fueren. An och déi mussen an Zukunft hir Responsabilitéiten huelen a gläichzäiteg dann och déi néideg Demarchen ënnerhuelen. Och bei diesem Projet steet also de Schutz vun eise Planéit, vun eise Mierer am Vierdergrond.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten ënnerstëtzen, wéi gesot, des Upassung vum gesetzleche Kader, fir dass Abusen an Zukunft verhënnert kënnen ginn, mir als Staat Responsabilitéit huelen a fir dass eis Schëffer, ob grouss oder kleng, an Zukunft net méi an anere Länner oder um Buedem vun de Weltmierer ofgeluede ginn, mee propper recycléiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Och merci dem Karel Weber fir säi gudde Rapport. Merci och all den Deputéierte fir hir Interventionen, de Piraten an och deenen aneren Experts en droit maritime. Ech sinn impressionéiert vun där Sachkundegkeet an deem Dossier hei. Ech mengen, also ech kann Iech och net op all Froen äntweren, och dem Charles Margue seng. Ech proposéieren, dass ech Iech dat dann norechen. Ech hu just op e puer Froen, déi d'Diane Aedem gestallt huet, awer trotzdem eng Äntwert.

Wat dee Fong do ueget, mir participéieren do natierlech finanziell an deem Fong. Dat ass proportionell zu der Gréisst vun der Flott. Dat ass also bei eis elo net immens vill.

Wat dann de Problem vum Ofwracken ueget, also ech deelen natierlech wierklech déi Constaten, dass dat net geet an och dass dat en fait wierklech eng ekologesch Katastroph ass an eng Violatioun vu Mënscherechter mat sech bréngt op ville Plazen, wou dat gemaach gëtt. Ech mengen, dass ass och de Grond, firwat mer eebe justement déi Konventionen hei ratifizéieren: well mer gären e Pavillon hätten, deen do wierklech och en règle ass par rapport zu esou Praktiken.

An de Fakten ass et awer esou, dass sech bei eise Pavillon dee Problem net esou stellt wéi bei anere Pavillonen, well mer u sech e relativ jonke Regéister hunn, wou d'Schëffer an der Moyenne net méi al si wéi 13 Joer. Dat heescht, dass ass bei eis am Fong eppes, wat e bësse manner problematesch ass vun deem Point de vue aus. Nawell, mengen ech, muss ee sech effektiv

iwwert déi Fro do penchéieren: Wat ass mat deenen, gëtt et bei eis och Problemer? Dir hutt do Communiquéé genannt, vu Ventè vun dräi Schëffer, wou de Regëster virdu gewiesselt gi wär. Ech muss dat nokuken. Ech kann Iech dat elo net séance tenante soen. Mee ech géif proposéieren, dass mer dat checken an Iech dann d'Äntwert nokomme loosse.

Ech soen Iech op alle Fall Merci fir d'Zoustëmmung zu dësen zwee Projeten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7854. Den Text steet am Document parlementaire 7854³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7854 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7854 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty

Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7855. Den Text steet am Document parlementaire 7855³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7855 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och de Projet de loi 7855 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max

Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Biancalana), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Francine Closener), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.06 heures.)

46^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- | | |
|--|--|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 41
M. Fernand Etgen, Président</p> <p>2. Déclaration gouvernementale relative aux résultats des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité de coordination tripartite, suivie d'un débat p. 41
Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) M. Gilles Baum (dépôt de la motion 1) M. Yves Cruchten (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) Mme Josée Lorsché M. Fernand Kartheiser Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
Motion 1 : M. Gilles Roth</p> <p>3. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth p. 52
M. Gilles Roth</p> | <p>4. Déclaration gouvernementale relative aux résultats des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité de coordination tripartite, suivie d'un débat (suite) p. 52
Motion 1 (suite) : M. Gilles Baum M. le Premier Ministre Xavier Bettel M. Fernand Kartheiser M. Sven Clement
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)</p> <p>5. Dépôt de deux motions par M. Fernand Kartheiser p. 53
Exposé : M. Fernand Kartheiser</p> <p>6. Question élargie n° 132 de Mme Francine Closener au sujet du rapport sur l'éducation au Luxembourg 2021 p. 53
Mme Francine Closener M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p> <p>7. Question élargie n° 133 de M. Fred Keup au sujet de l'évolution du système scolaire p. 55
M. Fred Keup (intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) M. le Ministre Claude Meisch</p> <p>8. Interpellation de Mme Francine Closener au sujet des écoles internationales au Luxembourg p. 56</p> |
|--|--|

Exposé : Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Martine Hansen (interventions de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et M. André Bauler) | M. Claude Lamberty | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Diane Adehm)

Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | Mme Francine Closener

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : M. Claude Lamberty | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti | M. Fred Keup

Vote sur la motion 2 (rejetée)

9. 7983 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3° de la loi modifiée du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

4° de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022 p. 72

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Dépôt de deux motions par M. Jeff Engelen p. 75

Exposé : M. Jeff Engelen (intervention de M. Fernand Kartheiser)

11. 7884 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement p. 76

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Semiray Ahmedova

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Jessie Thill | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Gilles Baum)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 7905 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, et portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement p. 80

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 7944 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Democratic Republic of Ethiopia for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 juin 2021 p. 81

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**14. 7273 – Projet de loi relative aux contrôles officiels des produits agricoles et portant abrogation de :
1° la loi modifiée du 24 juillet 1909 sur le régime des vins et boissons similaires ;**

2° la loi du 8 juin 1984 fixant le cadre général pour l'établissement des règles concernant la commercialisation du bétail de boucherie p. 83

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton

Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusti Graas | M. François Benoy | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

15. Résolution de M. Gilles Roth concernant l'institution d'une commission spéciale « Tripartite » p. 84

Vote sur la résolution (adoptée)

16. Institution de la Commission spéciale « Tripartite » p. 85

Vote

M. Fernand Etgen, Président

17. Motion de M. Jeff Engelen concernant l'intervention humanitaire en Ukraine p. 85

Discussion générale : Mme Stéphanie Empain | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion (adoptée)

18. Motion de M. Jeff Engelen concernant l'autorisation de la pratique de radiodiagnostic au Centre médical Potaschberg p. 85

Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Claude Haagen) | M. Claude Wiseler | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Claude Wiseler)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Vote sur la motion (rejetée)

19. Institution de la Commission spéciale « Tripartite » (suite) p. 87

Vote secret

M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Déclaration gouvernementale relative aux résultats des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité de coordination tripartite, suivie d'un débat

Mir héieren haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Resultat vun den Tripartiteverhandlung mat de Sozialpartner. Uschléssend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit 15 Minuten zegutt huet. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Solidaritéit ass e Wuert, dat fir ons all déi lescht zwee Joer u Bedeutung gewonnen huet.

An der Pandemie hu mir all zesammen bewisen, wéi solidaresch mir mat onse Matmënsche kënnen sinn, solidaresch mat deene Vulnerabelsten, fir déi mir laang Zäit op Fräiheete verzicht hunn, fir hir Gesondheet och ze schützen. Nodeems mir all nach ëmmer un den zwee Joer mam Virus ze knaen hunn, iwwerrullt déi nächst d'Kris d'Welt an och Lëtzebuerg.

De Krich an der Ukrain ass eng schrecklech mënschlech Tragedie. An erëm beweise mir als Grand-Duché, mir als Awunner vun dësem Land, wat Solidaritéit fir eis bedeit a wéi solidaresch mer och sinn. Mir weisen Solidaritéit mat dem ukrainesche Vollek, dat all Dag bombardéiert gëtt, ëm seng Fräiheet kämpft. Mir weisen Solidaritéit, andeems mir Dausende Flüchtlinge mat oppenen Äerm empfangen. Mir weisen Solidaritéit duerch rigouréist Ëmsetze vun internationale Sanktiounen an och mat direkter Ënnerstëtzung fir Kiew.

Keen, keen, Här President, vun ons huet sech dës Krich gewünscht. Mir hunn ons et net erausgesicht, dass op eng historesch Kris direkt déi nächst Kris kënn. Mir kruten dës Kris opgezwoongen a mir bezuelen e Präis.

Jo, Här President, ons Fräiheet, ons Iwwerzeegungen, de Fridden an Europa, déi hunn e Präis. A jo, Solidaritéit huet och e Präis.

Am Verglach mam grouse mënschleche Leed an der Ukrain ass dës Präis fir ons vergläichbar ganz kleng. An awer befanne mir ons am Ufank vun der schwéierster an och onsécherster Zäit, déi onst Land säit Laangem kann huet. D'Mënschen an d'Betriber maache sech Suergen ëm hir Zukunft, well och si spieren d'Kris. Si leiden ënner steigende Präisser, an net nëmme bei der Energie.

Kee weess, Här President, kee weess, wéi dës Kris sech wäert weider entwéckelen – keen. Et weess keen, wat mer geschitt. Wat mer awer wëssen, ass, dass mir d'Suerge vu de Mënschen, vun onse Bierger an och déi vun de Betriber mussen eescht huelen.

D'Regierung hält d'Suerge vun de Mënschen an de Betriber eescht. An d'Regierung léisst se mat hire Suergen och net eleng.

Wäit iwwer 40 Stonne Sozialdialog eleng an de leschten Deeg bewisen, wéi eescht d'Regierung dës Suergen och hält. Erlaabt mer hei och enger neier Ministesch,

déi knapps dräi Méint am Amt ass, déi net nëmme multilateral mat de Gewerkschaften, awer och am Bilateral de Weekend verbruecht huet, e grouse Merci ze soen.

Här President, mir loosse keen am Ree stoen. Esou wéi mir dat och während de leschten zwee Joer gemaach hunn, wäerte mer och dës Kéier deenen ënner d'Äerm gräifen, déi et am meeschte brauchen. Och dës Kéier stelle mir ons Solidaritéit ënner Beweis, Solidaritéit mat de Mënschen, déi riskéieren, manner Kaafkraaft ze hunn, Solidaritéit mat de Betriber, déi riskéieren, hir Dieren zou mussen ze maachen. Solidaritéit mat deene Mënschen, déi an dës Betriber schaffen an Angscht hunn, wéi et weidergeet an ob se hir Aarbechtsplaz behale kënnen. Solidaritéit awer och, Här President, mat deenen nächste Generatiounen, andeem mer déi energiegescht Transition staark acceleréieren. D'Tripartite ass den Outil, deen et ons a Krisenzäiten erlaabt huet, de soziale Fridden ze erhalen a gemeinsam Léisungen ze fannen, déi am Interêt vum Land sinn.

D'Tripartite ass och dës Kéier net gescheitert. Vun deene fënnf Acteuren, déi an deene leschten Deeg vill Stonne mateneen diskutéiert hunn, hu véier Acteuren en Accord fonnt. An hei och, erlaabt mer, net nëmme de Regierungskolleegen – ech hu virdrun d'Madamm Backes zitëiert –, mee och de Regierungskolleegen, mee all deene Beamten aus deenen Administratiounen, déi déi lescht Deeg an déi lescht Stonnen och ni op d'Auer gekuckt hunn, och e grouse Merci ze soen. Ech weess, dass et vill Stonne gebraucht huet, mee et war net ëmsoss.

En Accord, wou jiddereen och vun deene véier huet misse Waasser a säi Wäin schëdden. En Accord, wou jidderee sech un der nationaler Solidaritéit och wollt bedeelegen. En Accord, deen a senger leschter Form och eng historesch Dimension ugeholl huet.

Leider hunn déi véier Acteuren et net fäerdegbreucht, eng Gewerkschaft vun dësem Accord ze iwwerzeegen. An ech bedauern dat zudéifst. Mir souze gëschter Owend erëm méi wéi sechs Stonne beieneen, wou mer alles probéiert hunn, fir en definitiven Accord mat de Sozialpartner ze fannen; dës nodeems mir, esou wéi ech et just virdu scho gesot hunn, méi wéi 40 Stonne scho mat deem engen a mat deem aneren am Bilateral oder Multilateral diskutéiert hunn.

Gëschter wier en unanimen Accord méiglech gewiescht. Mir waren ons d'lescht Woch op de Prinzippien eens. Leider huet eng Gewerkschaft decidéiert, eng Rei vun dësen Prinzippien erëm a Fro ze stellen. Dës Gewerkschaft, den OGB-L, huet ons gëschter Owend matgedeelt, dass si den Accord, deen um Dësch läit, net matdroe kann. Déi aner zwou Gewerkschaften, den LCGB an och d'CGFP hu sech favorabel vis-à-vis vum Accord gewisen. Si hunn ons och haut de Moie matgedeelt, dass se dësen Accord ënnerschreiwen. Dës ass eppes, wat mer nach bis elo an der Geschicht vun der Tripartite net kann hunn. D'Patronat huet eis och gëschter Owend scho matgedeelt, dass et dësen Accord och ënnerschreift.

Ech kann Iech och matdeelen, dass ech direkt no dësem Debat hei an der Chamber de schrëflechen Accord mat der UEL, dem LCGB an der CGFP och ënnerschreiw wäert, am Numm vun der Regierung. Mir wäerten dann nach eng Kéier der Éffentlechkeet dësen Accord kënnen presentéieren.

D'Regierung huet en historesche Pak vu Mesuren op den Dësch geluecht, e Pak, deen zesummegerechent ronn 830 Milliounen Euro kascht. Jo, et ass e Solidaritéitspak. Eng Kompensatioun vum Kafkraaftverloscht iwwer e Crédit d'impôt an Héicht vu 432 Milliounen Euro, déi och direkt deene Leit mat méi klengem a mëttlerem Revenu zeguttkënn.

Ech wëll betounen, dass dës Mesure eleng duerfir suergt, dass et kee Menage méi zu Lëtzebuerg gëtt, deen och manner Kafkraaft huet. Ganz am Géigendeel, all Menage erhält méi Kafkraaft; dat, wat virun der Kris och de Fall war. A mir iwwerkompenséieren hei daitlech de Kafkraaftverloscht vun deene Leit, déi et och am meeschten brauchen. An ech wäert dat duerno och nach eng Kéier widderhuelen an ech sinn och ganz frou, dass och haut am Laf vum Dag de Minister Fayot an d'Ministesch Backes wäerte mam Direkter vum Statoc an och mat der Direktesch vun der Steierverwaltung eeben och op all déi Froen agoen, vu Quantilen, vu Behauptungen, déi gemaach ginn, dass net géif kompenséiert ginn, fir déi och kloerzestellen.

Ech wëll och net verstoppen, Här President, dass d'Regierung eng zweet Propos gemaach hat, fir den Index ze kompenséieren a fir do dem Kafkraaftverloscht eeben och entgéintzekommen, déi zum Deel aus engem Steierkredit an och zu engem aneren Deel aus enger Energieprimm bestanen huet. Dës Energieprimm hätt nach eng Kéier 750 Euro fir dee klengste Revenu ausgemaach. Déi Proposition ass vun de Gewerkschaften ofgeleent ginn.

Mir denke bei der Kompensatioun vum Index an dem Kafkraaftverloscht och un d'Leit, déi de REVIS bezéien oder eng Studentebourse kréien, also net vum Steierkredit kënnen profitéieren. Et ass wichteg, déi net ze vergiessen an dëser Fro. Hei leeë mer nach eng Kéier 14,5 Milliounen Euro op den Dësch.

Nieft dëser direkter Kompensatioun profitéieren d'Leit och vun der Reduktioun vu 7,5 Cent um Liter Bensinn, Diesel a Mazout. Dës Mesure kascht 75 Milliounen Euro. Och déi Sue kommen der Kafkraaft vun de Leit zegutt.

Zusätzlech erhéije mer och d'Subvention loyer ëm 5 Milliounen Euro, fréieren d'Loyer an bis zum Enn vum Joer an erhéien d'PRIME House fir kleng a mëttelgrouss Revenuen. Déi nei Zuele bewisen, dass dat nei Elementer sinn an net hei Saache verkaf ginn, déi scho passé gehéieren. Dat sinn nei Mesuren, Verbesserung vu Mesuren, déi schonn um Dësch louchen, mee déi awer verbessert ginn no dëser Tripartite.

Ech erënnere, Här President, och op dës Plaz nach eng Kéier un de Mesurëpak nom Energiedësch vun insgesamt 65 Milliounen Euro, déi och de Leit zegutt kommen. Mir sinn hei op engem Total vun iwwer 600 Milliounen Euro un Hëllef fir d'Privatleit – 600 Milliounen Euro! Dat ass am Verglach mat Hëlfelefen aus dem Ausland, mengen ech, einfach aussergewöhnlech.

Dobäi kënn d'Indextranche vum Abrëll, déi och an der Diskussioun stoung a wou mer als Regierung festgehalten hunn, dass déi bleiwe sollt. An déi ass och declenchéiert gewiescht a mir hunn och do direkt schonn dem Patronat matgedeelt, dass dat net a Fro géif kommen, wéi mer déi éischt Gespréicher haten, fir do iergendwéi drun ze goen.

Et ass mir wichteg, dat nach eng Kéier ze betounen: Mir annulléiere keng Indextranche. Mir reportéiere just eng Indextranche dës Joer a potenziell eng Indextranche d'nächst Joer ëm aacht respektiv zwielef Méint, déi dann och nees iwwerkompenséiert géif ginn.

Fir d'Betriber hu mir Hëlfelefen an Héicht vun 225 Milliounen Euro decidéiert. Dës Hëlfelefe kommen deene Betriber zegutt, déi am meeschte vun den héijen Energiepräisser och betraff sinn. Mat deenen Hëlfelefe wëlle mer eeben och zwee Ziler errechen: Éischtens gräife mir kuerzfristeg deene Betriber ënner d'Äerm, déi wéinst der Präisdeierecht seriö Finanzierungsproblemer hunn. Op där anerer Säit ënnerstëtze mer och d'Betriber mëttelfristeg bei hirer Energietransitioun.

Dës war ons, awer och de Sozialpartner – mir net eleng, mee och de Sozialpartner –, wichteg, fir e kloer

Message och ze ginn, dass mir dës Kris netze mussen, fir méi séier onofhängeg vu fossillen Energien aus dem Ausland ze ginn.

Zousätzlech wäert d'Regierung de Betriber d'Garantien fir Prêten an der Héicht vun enger hallwer Milliard liwweren, esouwéi dat jo och schonn an der Covidkris gemaach gouf.

D'Betriber, Här President, brauche Previsibilitéit, grad a Krisenzeiten. Dräi Indextranchen ënnerhalb vun zéng Méint géife ganz ville Betriber d'Genéck brieche. Dat hu si ons kloer matgedeelt an dës Message gouf och vun den zwou Gewerkschafte verstanen. Et ass ee Gewerkschafter, deen eis gesot huet, dass ganz vill Leit an de Betriber wëssen, dass se am selwechte Boot sëtze wéi de Patron. De But ass, dass d'Boot ka weiderfuere. Wann d'Boot ënnergeet, ass et net nëmmen de Patron, dee mat ënnergeet, mee och all déi Leit, déi am Betrib schaffen. Ech zitieren e Vertrieeder vun de Gewerkschaften.

Et ass kengem vun ons liichtgefall, Här President, fir d'Verréckele vun enger Indextranche ze abordéieren, mee am Endeffekt ass et alternativlos, wa mir eise Wirtschaftsstanduert an och Zéngtausenden Aarbechtsplaze hei och wëllen erhalen.

D'Finanzministesch an de Wirtschaftsminister, wéi ech virdu gesot hunn, wäerten duerno eng Pressekonferenz maachen, fir op déi dote Punkten anzegoen. An och déi verschidde Ministeren – well mir wäerten och en Omnibustext preparéieren, wou ganz vill Punkten dra sinn, zum Beispill, et ass e Punkt iwwert de REVIS, et ass e Punkt do iwwert d'Studenten, et sinn eng Rëtsch vu Punkten ..., oder iwwert de Logement, ech ginn elo net méi op den Detail an – wäerten déi dann och der Chamber presentéiere kommen an och an der Effentlechkeet presentéiere kommen, fir dass déi zoustänneg Chamberskommissioun och all Informatiounen huet.

Mir wäerten nämlech als Regierung an den nächsten Deeg och déi néideg gesetzlech Basis finaliséieren, déi een och brauch, fir – ech muss Iech et soen – esou zäitno wéi méiglech och dës Mesurë kënnen ëmzesetzen.

Ech widerhuelen nach eng Kéier, Här President: De Gesamtkäschtpunkt vun dësem Pak, deen d'Regierung gëschter op den Dësch bruecht huet, läit am Ganze bei 830 Milliounen. Esou e Pak gëtt et a kengem anere Land proportionell, wann ee kuckt an der Europäescher Unioun.

Ech wëll och op dëser Plaz kloer soen, dass an normalen Zeiten onst Land sech esou e Pak net leeschte kéint. Mir sinn hei wäit iwwert dat erausgaangen, wat an enger virsichteger budgetärer, ganz imprevisibeler Zäit och hätt kënnen ubruucht sinn. Mir ginn hei méi wäit. Mir ginn hei méi wäit ... Mee mir mussen eis och bewusst sinn, dass bei enger aussergewöhnlecher Situatioun och aussergewöhnlech Mesurë mussen ergraff ginn.

Ëmsou méi bedauern ech, Här President, dass och eng Gewerkschaft net ze iwwerzeege war. Ech froe mech haut, ob dës Gewerkschaft iwwerhaupt wollt iwwerzeegt ginn. Ech stelle mir dës Fro, well ech bis haut hir Fuerderungen net all novollzéie kann. Ech kommen duerfir och net derlaanscht, e puer Wieder iwwert dës Fuerderungen ze soen.

Vu Gewerkschaftssäit si bis zum Schluss Kompensatiounen gefrot gi fir Leit, déi wäit iwwer 10.000 Euro de Mount verdingen. Kompensatiounen fir Leit, déi eleng mat där Indextranche am Abrëll schon hire Kafkraaftverloscht iwwerkompenséiert hunn, also Leit, déi méi Kafkraaft zur Verfügung hunn, wéi dat virun der Kris och nach de Fall war. Mat ons war dat net ze maachen.

Ech soen dat hei riicht eraus: D'Regierung war an ass net d'accord, dass zukünfteg Generatiounen finanziell hypothekéiert solle ginn, fir dass Sue bal op Salairen gehäit ginn, wou se wierklech net gebraucht ginn.

D'Propositoun vum OGB-L hätt eleng fir d'Indexkompensatioun – déi éischt Propositoun, déi mer kritt hunn – annerhallef Milliard kascht. Déi Zuel hu mer do. Dat wier fir eis total irresponsabel gewiescht an och net sozial gerecht. D'Regierung ass och frou ... Ech weess, et ass déi éischt Propositoun, et ass eng zweet Propositoun komm vun 900 Milliounen, déi nokomm ass. Mee de Gesamtpak, well elo gëtt just gesot, dat war just d'Kompensatioun, fir de Gesamtpak wiere mer wäit iwwer enger Milliard gewiescht.

An hei rechne si just een Deel, dat heescht, mir wieren am ganze Pak bei iwwer annerhalfe Milliard gewiescht.

D'Regierung ass frou, dass mir mat all deenen anere Sozialpartner e gemeinsamen Accord fonnt hunn, fir eben net déi Leit mat héijem Revenu ze kompenséieren, mee fir déi Leit, déi et wierklech och am meeschte gebrauche kënnen, méi ënnert d'Aerm ze gräifen. An ons Hëllef gi wäit an d'Mëttelschicht eran. Ech widerhuelen et nach eng Kéier, well et essenziell ass, well ech d'Gefill hunn, wéi wann an den nächsten Deeg och versicht wäert ginn, dës Fakt ze ënnergriewen.

D'Mesurë vun der Regierung suergen derfir, dass et zu Lëtzebuerg kee Menage méi wäert ginn, dee mander Kafkraaft zur Verfügung huet wéi virun der Kris. All Menage wäert méi Kafkraaft zur Verfügung hunn. Dat ass keng blann Behauptung, déi ech hei virun Iech lancéieren. Et sinn net einfach Zuelen, déi mir elo gëschter improviséiert hunn. Mir berechnen op Calcule vum Statec. A mir mussen eis als Staat op déi Administratiounen, déi mer och hunn, kënnen verlossen an och dat suivéieren. An ech sinn och duerfir ganz frou, dass den Direkter vum Statec de Mëttelg och den Detail kann erklären, wéi do verschidde Saache behaupt ginn, awer och contrecarréiere kann.

Dir wäert kaum en anert Land fannen, Här President, dat et fäerdegréngt an enger Kris wéi där heiter, de Kafkraaftverloscht vun de Leit net nëmmen ze kompenséieren, mee souguer iwwerzeekompenséieren, soudass d'Mënsche souguer méi Kafkraaft zur Verfügung hunn.

Ech wëll, Här President, hei mat enger méi perséinlecher Nott zum Schluss kommen. Déi lescht Deeg an och haut ass ganz vill iwwert den Index geschwat ginn. E Regierungsmember huet eis gesot, dass e mat op d'Strooss gaangen ass fir den Index. Ech wëll Iech, Här President, an de Leit dobausse versécheren, dass dat iewescht Zil vun der Regierung war, ass a bleift, en Index ze erhalen.

Den Index ass a bleift e Garant fir de soziale Fridden hei am Land. Mäi Virgänger am Amt vun Premierminister, den Éierestaatsminister Jean-Claude Juncker, stoung 2012 virun enger änlecher Situatioun wéi ech haut. Och hien huet an enger Kris eng Tripartite aberuff. De Jean-Claude Juncker huet deemools ouni Accord – vu kenger Gewerkschaft – an der Tripartite seng Verantwortung iwwerholl an huet dësem Haus d'Propositoun gemaach, just nach eng Indextranche pro Joer auszebezuelen.

Ech war 2012 Deputéierten an ech war net an der Majoritéit. Ech war an der Opposition an ech hunn awer där Propositoun vun der Regierung zugestëmmt. Ech net eleng, 53 Deputéierten hunn derfir gestëmmt. An et huet keen dat gestëmmt, well et populär war, et huet keen dat gestëmmt, well e sech driwwer gefreet huet, mee well et dat Richteg war, dat Richteg fir d'Zukunft vun eise Land, mee och dat Richteg fir d'Zukunft vum Index. Am Géigesaz zu deemools proposéiere mir Iech haut ganz substanzuell Kompensatiounen

fir d'Verréckele vun enger Indextranche. Mir annuléiere keng Indextranche, et geet de Leit näischt verluer. Am Géigendeel!

Ech bieden Iech duerfir haut, och an Iech ze goen, esou wéi ech dat 2012 och selwer gemaach hunn. Ech bieden Iech ëm eng breet politesch Ënnerstëtzung fir dësen Accord, dee vu véier vu fënnef Acteuren vun der Tripartite matgedroe gëtt. Et wier e staarke Message fir déi vill Stonnen, déi dës véier Acteuren déi lescht Deeg an de Sozialdialog investéiert hunn. Dat wier och e staarke Message fir onst Land. D'Regierung steet zum Sozialdialog. D'Regierung steet zum Index. D'Regierung steet zur Solidaritéit fir d'Kafkraaft, fir d'Betriber a fir eng sécher Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos. Ech ginn dem Här Premier- a Staatsminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci.

An ech ginn d'Wuert elo un den éischten ageschriwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Här President, Här Staatsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen deem Staatsminister Merci fir seng Erklärungen, déi en elo am Numm vun der Regierung gemaach huet. Ech soen och gradesou Merci allen Acteuren, sief dat de Beamten, sief dat och all de Gewerkschaften, ob et zu engem Accord vun alle komm ass oder net, fir hir Beméiungen am Kader vun deem Sozialdialog.

Dat Éischt virop: D'CSV steet ohne Wenn und Aber zum Lëtzebuerg Sozialdialog. Dat ass an eiser DNA, dat ass an der DNA vun der Vollekspartei CSV, ob mer an der Regierung vertruede sinn oder ob mer an der Opposition sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn och zu enger Tripartite a mir sti virun allem zu dem Lëtzebuerg Sozialmodell, well mir wëssen, wat de Lëtzebuerg Sozialmodell bedeit – historesh gesinn – a mir wëllen net, dass besonnesch an ugespaante Situatiounen de Lëtzebuerg Sozialmodell futti gemaach gëtt. An dofir soen ech ganz kloer: Mir wëssen, dass de Lëtzebuerg Sozialmodell derzou bäidréit, den Zesummenhalt vun deene Leit, déi hei schaffen a wunnen, a virun allem d'Wuelbefanne vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze garantéieren. A mir wëssen och, dass de Lëtzebuerg an déi Leit, déi hei wunnen a schaffen, e ganz feint Gespier hu fir e Konsens, wa se der Meinung sinn, dass deen zäitbedéngt dee richtegen ass fir Land a Leit.

De Staatsminister Bettel huet virdu säi Virgänger mentionéiert, de Jean-Claude Juncker. Abee, ech kommen eigentlech zrëck op eppes, dat de Staatsminister Juncker den 29. August 2007 gesot huet op der Gedenkfeier vum Gaston Thorn, iwwregens ee vun de Matbegrenner vun der Tripartite. An do huet de Jean-Claude Juncker richtegerweis gesot, d'Tripartite wier eng national Konsensfabrik mat mol méi oder manner gelongene Solidaritéitsprodukter, déi doraus produzéiert géife ginn. Eigentlech op seng eegen Aart a Weis, mee haut kéint een et och bal net méi treffend soen.

Duerfir: D'Tripartite ass fir eis en Dreierbündnis sécherlech ënnert der Federführung vun enger Regierung, mee et geet drëms, fir géigesäiteg Interesse mateneen ze verbannen, déi vun de Gewerkschaften, vun de Vertrieeder, vun de schaffende Leit, deenen hiert Interessi natierlech muss sinn, fir de Leit an engem Kompromëss déi néideg Kafkraaft ze ginn, besonnesch an ugespaanten Zeiten. An duerfir soen

ech och ganz kloer am Numm vun eiser Partei, am Numm vun der CSV, dass mir zu der Logik vum Indexsystem stinn. Mir sinn der Meenung, dass en Indexsystem muss voll a ganz zum Droe kommen a gudden Zäiten. Mir soen awer och gradesou kloer, dass e Verréckele vum Index muss méiglech sinn an der Zäit, wann et dem Land net gutt geet. A mir ënnersträchen domat déi Gréisst, déi och virun allem den LCGB an d'CGFP als national representativ Gewerkschafte ginn hunn.

Et brauch och, an dozou sti mer och, en Ausgläich vun der Kafkraaft virun allem fir déi Leit, déi et néideg hunn, a besonnesch an dësen Zäiten. Ech kommen herno nach op d'Explikatiounen dozou zréck.

Ech hu virdu gesot: Deen ee Partner, dat sinn d'Gewerkschaften als Vertrieeder vun der Kafkraaft vun de Leit. Deen anere Partner – an ech betounen, et ass e Partner, kee Géigner –, dat sinn awer och eis Betriber. An d'Betriber, Dir Dammen an Dir Hären, déi brauche virun allem elo Previsibilitéit. An ech soen et ganz kloer: D'Betriber hunn eng extreem schwierig Situation hannert sech, net eréischt elo mat der Energiekris, mee schonns zwee Joer laang.

An Dir wësst zu vill heibannen, dass ganz vill Patrone schloflos Nuechten haten. Vill hunn aner Soluatiounen gewielt, iwwert déi net vill geschwat gëtt, an dat zielt fir Kleng- a Mëttelbetriber, dat zielt fir den Horecassecteur, dat zielt fir den Handel an d'Handwierk an dat zielt och fir d'Industrie. An och si, Dir Dammen an Dir Hären, verdéngen net nëmmen hei an der Chamber, mee landeswäit hire Respekt an eise Respekt, well si e Risiko op sech huelen, dee se net missten hunn, wa se eng aner Situatioun an en anere Wee an hirem Liewen ageschloen hätten.

An ech soen et och ganz kloer am Numm vun eiser Partei: Wësst Der, e Benefiss maache fir e Betrib, dat ass keng Schan. Duerfir brauch e Betrib sech net ze schommen. Et ass d'Vocatioun vun enger Entreprise, fir Benefisser ze maachen. Et ass d'Vocatioun vun enger Entreprise, fir Benefisser ze maachen! Firwat? Mee well se hire Produktionsstanduert ganz einfach weider hält, well se Aarbechtsplazen, déi bestinn, erhält a well se Aarbechtsplaze kann nei schafen, iwwregens och am Sënn vun de schaffende Leit an hire Familien. An duerfir ënnerstëtze mir och d'Efforten, déi gemaach ginn an dësem Gesamtpak fir Energiepräisser vun de Betriber. Vill hu schonn hir Produktioun agestellt, dat musst Der Iech virstellen. Déi stellen hir Produktioun an, well se net méi mat den Energiepräisser eens ginn.

Jo och dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass net am Interessi vun de schaffende Leit. Dat ass net am Interessi vun eiser nationaler Economie. An duerfir soe mir als CSV, mir hunn et och scho virdu gesot: Handelen! Grad elo!

Zur Form, Dir Dammen an Dir Hären: Mir sinn nachdrécklech der Meenung, dass et e Feeler war, opgrond vun enger Hellewull vu Situatiounen, dass net schonns 2021 eng Tripartite aberuff gouf. A keen anere wéi en erfuerene Sozialpolitiker, de Marc Spautz, huet dräimol an dësem Haus drop higewisen an et ass dräimol leider ofgewise ginn. Mir bedauern dat. Mir bedauern och – ech soen dat ganz kloer –, dass et zu kenger Spezialkommissioun komm ass, déi mer virun dräi Wochen hei gefrot haten, fir dass d'Chamber sech an enger Kommissioun mat den héijen Energiepräisser beschäftegt.

Mir reiteréieren eis Fuerderung a mir hoffen, dass mer am Konsens op e Wee kommen, dass mer eng Spezialkommissioun „Tripartite“ hei an dësem héijen Haus kënnen schafen, fir dass och déi Moossnamen, déi jo musse legislativ ëmgesat ginn, an engem Goss kënnen fléissen.

An ech erënneren drun, dass och 2008/2009 ... Här Staatsminister, Dir hutt virun den Här Juncker mentionéiert ... Keen anere wéi den deemolege Fraktionssprecher vun der DP, vun Ärer Partei, wou Dir och selwer Member an dësem héijen Haus waart, hat deemools eng Motioun, eng Resoloutioun erabuecht a virum Hannergrond vun der Bankekris gefrot, fir och eng Spezialkommissioun anzeriichten. An dat war eng gutt Zesummenaarbecht, well déi Deputéiert nämlech vun allen Acteuren op der Plaz dat konnten ophuelen, wat déi ganz Auswierkung vun dëser Kris bewierkt hunn.

A mir wiere frou, Här Staatsminister, wann Der eigentlech och Iech géift deem ralliëieren, wat deemools de Staatsminister Juncker gesot huet. En huet gesot: „Ech sinn zwar an der Regierung, ech si Staatsminister, mee wann ech Member an Deputéierte vu menger Fraktion wier“, mir waren deemools zu 26, „da géif ech dem Parlament roden a menger Fraktion roden, fir esou eng Spezialkommissioun unzuhuelen.“

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech och.

M. Gilles Roth (CSV) | Très bien!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech och ...

(Hilarité)

... an d'Madamm Lenert och.

M. Gilles Roth (CSV) | Här Staatsminister ... Paus ... Här Staatsminister, mir huelen dat dankend un a mir wieren och gradesou frou doriwwer, an dat musst Der verstoen, wann all déi Dokumenter, well och dat brauch een – an Dir hutt den Här Bausch, dee jorelaang an dësem Parlament grad ewéi Dir souz, grad ewéi de Père Fayot –, jo, dass d'Deputéiert ... well Dir hutt et richtig ënnerstrach, Här Staatsminister, dass en fin de compte de ganz grouse Gros vun dësen Decisiounen jo muss duerch dee Legislativprozess goen an dass mer alleguerten Interêt hunn, dass et esou séier wéi méiglech geet, fir dass déi Hëllef, déi Der versprach hutt, déi Der mat de Sozialpartner ugeduecht hutt, och kënnen en musique gesat ginn.

An duerfir, mengen ech, wier et ubuecht, am Sënn vun der Transparenz, am Sënn vun enger neier Zesummenaarbecht vun Opposition a Majoritéit, dass och d'Deputéiert, an all d'Deputéiert, souwuel vun der Majoritéit wéi och vun der Opposition, géifen Notte kréien, dass mer vollëmfänglech driwwer informéiert ginn, wat déi eenzel Moossname fir Auswierkungen hunn, wat se kaschten, wat hiren Impact op deen een oder deen anere Secteur ass. An ech mengen, am Sënn vun enger Transparenz wier dat och néideg.

Här Staatsminister, kuerz, well ech gesinn: meng Zäit, déi leeft. Zu de Mesuren: Jo, d'CSV steet selbstverständlech derzou, dass et eng Erlichterung gëtt fir d'Leit beim Spritt, well mir hunn héich Sprittpräisser. An Dir wësst: Jiddwereen, a virun allem déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, an där gëtt et der nach, déi op den Auto ugewise sinn, besonnesch déi, fir déi mer geklappt hu während zwee Joer ... Dat sinn d'Infirmieren zum Beispill. Et gëtt vill anerer, déi op Schichte schafen. Mee déi kommen net vum Süde vum Land automatisch bei de Centre hospitalier, wa se nëmmen eleng op den öffentlechen Transport ugewise sinn. Dat ass e Beispill, dat fir vill steet. An duerfir si mer der Meenung, dass et och fir d'CSV wäertvoll ass, fir dat do ze ënnerstëtzen.

Ech weess, Dir hätt och nach kënnen op 16 Cent eropgoen. Dat Wichtigst, dat bei eis zielt, dat ass, mat allem Respekt: Fir den Tanktourismus op Lëtzebuerg

ofzefiederer, muss mer oppassen, dass mer och laang- a mëttelfristeg virun allem net en Tanktourismus vun de Lëtzebuerger initiéieren, nämlech an Däitschland, sief et op Perl, op Nennig oder op aner Plazen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well alles dat wier soss och kontraproduktiv.

Dir Dammen an Dir Hären, mir soen och Jo zum Verréckele vun der Indexbranche. Nach eng Kéier: an normalen Zäiten Neen, mee an dësen Zäite Jo! Et ass e Verréckele vun Indexbranchen a mir begréissen, dass an der Eventualitéit ..., well kee vun eis – de Staatsminister huet et virdu gesot – weess, wat an deem Ukrain-Krich erauskënnt.

Dir hutt gëschter gesinn ... De Minister Turmes huet eis gesot de Moien um Radio, en hätt gëschter an enger grousser däitscher Tageszeitung gelies, dass ee muss iwwert d'Energieknappheet och emol diskutéieren. A mir wëssten net, wat do bei de Präisser op eis zoukënnt. Dat bestëmm mir net zu Lëtzebuerg. Dat ass eng geopolitesch Fro. Dat kënn mer net haut beäntweren. Also kéint et parfaitement méiglech sinn, dass zousätzlech zu enger Indexbranche elo no dem Abrëll et och nach zu enger weiderer kéint kommen.

A mir begréissen et, esou wéi mir den Accord verstanen hunn, dass dann och nach eng Kéier d'Tripartite géif dozou kommen, fir och doriwwer ze diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir menge mer – mee doriwwer muss een och eng Kéier diskutéieren, zu engem spéideren Zäitpunkt, wa sech eng Stabiliséierung vun den öffentleche Finanzen ubant, wann een eng Previsibilitéit huet, dass een, an dat soe mir haut och nach, dass et an eisen Aen domat de Èftere kontradiktoresch Ausenarnersetzungen mëndlecher Aart gouf, nämlech dass et fir eis net vergiess ass –, dass een och muss all véier, fënnf Joer d'Inflationsberengung vun der Steiertabell maachen. Dat ass eppes, dat ass an der Vergaangenheet gemaach ginn. Dat soll een och virum Hannergrond vun dëser schwieriger Situatioun fir d'Zukunft net vergiessen. Well Dir wësst: Schaffe muss sech och zu Lëtzebuerg lounen. A virun deem Hannergrond muss een och déi legitimm Revendicatioun weiderhin am A halen.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend: Mir kafen als CSV keng Katz am Sak. Et ass e Pak, dee kascht ëmmerhin de Lëtzebuerger Staat, de Lëtzebuerger Budget 830 Milliounen Euro. D'CSV – an dat soen ech och gradesou kloer am Numm vun eisen 21 Deputéierte – iwwerhëlt och a schwéieren Zäiten an och als Oppositionspartei hir Verantwortung am Interessi vu Land a Leit. An duerfir ginn ech Iech haut eise grond-sätzleche Jo zu de Prinzippe vun dësem Accord. Dat ass kee Blankoscheck fir d'Gesetzter, mee mir schaffe konstruktiv mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäiten, an deene mer am Moment liewen, sinn aussergewöhnlech. Ech géif souguer soen, dass et an der Nokrichszäit nach ni esou eescht war wéi haut. Et komme vill Krise beieneen.

Säit zwee Joer si mer mat enger Pandemie beschäftegt; enger Pandemie, déi considerabel gesellschaftlech an awer och wirtschaftlech Follge mat sech bruecht huet, vun deem sanitären a gesondheetleche Leed emol guer net ze schwätzen.

Den Aggressiounskrich vu Russland op d'Ukrain, dee virun engem gudden Mount lassgéléist gouf, bréngt d'Welt an och Lëtzebuerg an eng zousätzlech Kris. Dëse Krich matten an Europa provoziert onvirstellbaart Leed dohannen op der Plaz. All Dag erreechen eis schrecklech Biller vun Zerstéierung a vu verzweefelte Mënschen, déi mam strikte Minimum hiert Doheem mussen opginn, fir sech an hir Léifst a Sécherheet ze bréngen.

Als Land hu mer eis solidaresch gewise mat der Ukrain. Eis Wäerter vu Fräiheet a vu Fridden, fir déi Wäerter anzetrieden, dat huet e Präis – de Premier huet et gesot – an dat huet e Präis och hei zu Lëtzebuerg. Och wann dëse Präis am Verglach mat deem onbeschreibliche Leed dohannen an der Ukrain relativ kleng ass, si mir och hei zu Lëtzebuerg mat neie groussen Erausforderungen an Onsicherheit konfrontéiert.

Liwerkettenenkpass a steigend Energie- a Matière-premières-Präisser hunn eng Inflation ausgeléist, wéi mer se säit Joerzénngen net méi kannen hunn. Besonnesch d'Energiepräisser maachen de Leit dobauss vill Suergen. Wie vill mam Auto muss fuereen oder wien den Heiztank muss opfëllen, dee kritt ze spieren, wat dat fir säi Portmonni bedeit.

Mir dierfen et net esou wäit komme loossen, dass d'Leit hei am Land net méi hëtzen, well se d'Sue brauchen, fir hir Familljen duerchzebréngen. De Kafkraaftverloscht vun de Stéit, grad mat klengem a mëttlerem Akommes, ass eescht. A mir mussen elo konsequent handeln, fir mat de Leit duerch dës Kris ze kommen an de Leit duerch dës Kris ze hëllefen.

D'Betriber sinn duerch dës zousätzlech Kris och ferm getraff a si maache sech Suergen ëm hir Zukunft an ëm d'Zukunft vun hire Mataarbechter. Mir dierfen net riskéieren, dass d'Betriber hei zu Lëtzebuerg hir Aktivitéit astellen. Mir kënnen net nokucken, wéi Dausenden Aarbechtsplaze riskéieren, einfach esou verluer ze goen.

Grad elo a méi wéi jee mussen mer am Land hei zesummestoen, fir duerch dës Kris ze kommen an och derfir ze suergen an och sécherzestellen, dass mer déi energetesch Transition hei nach méi konsequent weiderbréngen. D'Solidaritéit ass eise Leitfuedem an dësen Zäiten a muss e sinn.

Jo, Här President, d'Zäite sinn ongewëss. Wann eise Wuelstand muss ofgeséichert ginn an Existenzen um Spill stinn, da gëtt et zu Lëtzebuerg en Instrument, wat sech scho méi wéi eng Kéier an de Krise bewisen huet, an dës Instrument heescht Tripartite. Ënnert dem liberale Premier Gaston Thorn gouf dës sougenannte „Lëtzebuerg Modell“ an de 70er-Jore agefouert, wéi déi schwéier Stolkris riskéiert huet, d'Lëtzebuergesche Gesellschaft ganz, ganz déif ze treffen. Am Mäerz 1979 gouf dunn en Accord fonnt, deen definéiert huet, wéi d'Stolindustrie, den deemolege groussen Piler vun der Lëtzebuergescher Ekonomik, sollt moderniséiert an ëmstrukturéiert ginn, fir kënnen laangfristeg ze iwwerliewen. Déi éischt Tripartite huet deemools d'Entloosung vun Dausende vu Stolaarbechter verhënnert.

Och an dëser Kris gouf den Dialog mat de Sozialpartner gesicht an op Initiativ vum Premier Xavier Bettel gouf eng Tripartite aberuff. Dat gehéiert sech esou hei am Land.

D'Zil war et natierlech, en Accord ze fannen, dee vun alle Partner ka matgedroe ginn. Dat hätt Geschlossenheet an Eenegkeet an dëser Kris bewisen. Dass eppes misst geschéien, dat war vun Ufank u kloer an den Handlungsbedarf ass do. Duerch déi aktuell Energiekris an d'Inflation stinn Existenzen an Aarbechtsplazen um Spill. Dës war och alle Parteien bewosst, déi bei der Tripartite um Dësch souzen, an et gouf e Konsens op dësem Punkt.

An ech muss soen, dass ech – ech mengen, wéi vill anerer heibannen – no der éischer Ronn ganz, ganz zouversichtlech war, dass et zu engem Accord mat alle Partner kéint kommen. Op der Pressekonferenz gouf de Sozialdialog d'lescht Woch unisono vun de Sozialpartner gelueft. Et sinn Aussoe gemaach gi wéi: „Dat war eng richteg Tripartite.“, „Ech stelle fest, dass d'Konklusionen, déi mir elo haut gezunn hunn, u sech déi Piste sinn, déi an déi richteg Richtung ginn.“, „Et leien eng Rei Mesuren um Dësch, déi gutt sinn an déi positiv Entwécklung sinn.“

Ëmsou méi bedauern ech, dass um Enn net all Gewerkschaft konnt mat op dee Wee goen an déi ausgemaachte Prinzipien nees a Fro gestallt huet. Als DP bedauere mir dat zudéifst.

Här President, e Knackpunkt schéngt hei den Index gewiescht ze sinn. Ech wëll eppes kloerstellen: Fir d'DP ass den Index d'Garantie fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg an d'Demokratesch Partei wäert och weiderhin um Index festhalen. En ass de Garant, dass de Verbraucher net u Kafkraaft verléiert, wann d'Inflation unzitt. An de Mechanismus gräift net méi spéit wéi muer, wou alleguerten d'Leit nees eng Kéier 2,5 % op de Salären, op de Pensionen oder op anere Leeschtunge bäikréien. D'Indextranche vum Abrëll ass also net a Fro gestallt.

Fir d'DP ass et awer genausou evident, dass den Indexsystem a Krisenzäite seng Limiten huet. Wa Betriber ëm hir Existenz baangen, well d'Präisser vun Energie a Matière premières duerch de Plaffong ginn, kann een net vun hinne verlaangen, dass innerhalb vun zwielef Méint dräi Indextranchen erfalen. Da géife vill Betriber hei zu Lëtzebuerg de Schlüssel ënnert den Teppech leeën.

Et ass virdu gesot ginn: Am Joer 2012 huet déi deemoleg Regierung eng Propos gemaach, fir nach just eng Indextranche am Joer auszebezuolen, an d'DP-Fraktioun huet dës Propos deemools aus der Opposition eraus ënnerstëtzt. Mir hu se matgedroen, well et och deemools am Interêt vum Land war. D'Chamber huet deemools hir Verantwortung iwwerholl an ech hoffen, dass mer dat haut och zesumme maachen.

Här President, wat ass de ganz groussen Ënnerscheid tëschent deemools an haut? Haut proposéiert d'Regierung substanzuell Mesuren, fir d'Verréckele vun der Indextranche ze kompenséieren. Et gëtt keen am Ree stoe gelooss, dat ass de groussen Ënnerscheid. Et gëtt keng Indextranche annulléiert, si gëtt reportéiert, si gëtt no hanne gedréckt, fir dass d'Betriber weider Loft hu fir ze schaffen. Am Géigenzuch kréien d'Stéit Kompensatiounen, an et ass wichteg, dat ze betounen.

D'Regierung huet dofir en historesche Pak op den Dësch geluecht, e Pak, deen am Ganzen eng Envergure vun 830 Milliounen huet. Fir de Kafkraaftverloscht vu Leit mat klengem a mëttlerem Akommes duerch d'Verréckele vun der Indextranche ze kompenséieren, hëlt de Staat eleng 600 Milliounen an de Grapp. Duerch dës Mesuren huet kee Menage manner Kafkraaft wéi virun der Kris. Ech kann dofir d'Ausso wierklech net novollzéien, déi haut gemaach ginn ass, dass net genuch fir d'Stéit hei am Land géif gemaach ginn. Et wäert kee Stot manner Kafkraaft hunn!

An domat net genuch. D'Leit, déi et am meeschte brauchen, d'Leit, déi et hei am Land am schwéiersten hunn, déi kréien hire Kafkraaftverloscht esouguer iwwerkompenséiert, dat heescht, si kréie méi. An och dat kann een net dacks genuch betounen.

Eng aner Mesure, déi eis duerch d'Energiekris hëlleft, wäert d'Reduktioun ëm 7,5 Cent pro Liter um Bensinn, Diesel a Mazout sinn. Dës Moosnam, mengen ech, kënt jiddwerengem zegutt, dem Verbraucher an och de Betriber, och wa se fir de Moment bis op den 31. Juli zäitlech agegrenzt ass.

E grouse Käschtepunkt fir vill Leit sinn och d'Loyeren. An dofir ass decidéiert ginn – dat ass eng ganz gutt Saach –, dass d'Loyere bis den 31. Dezember agefruer sinn an do dernieft gëtt d'Subvention loyer nach eng Kéier substanzuell no uewen uegëpasst.

Eng aner nohalteg Moosnam ass d'Adaptation vun der PRIME House – mir kommen de Mëtten nach eng Kéier dorobber zrëck – fir d'Stéit mat klengem Akommes, déi méi breet wäerte kënnen vun de Primme profitéieren, wa se hiert Eegenheim sanéiere wëllen.

Wichtig ass awer och, dass eis Betriber ënnerstëtzt ginn. De Staat gräift hinne mat 225 Milliounen ënnert d'Äerm. Well geet et eisen Entreprisë schlecht, gi keng Leit méi agestallt, da gi schlémmstefalls souguer Leit entlooss. An dofir ass et essentiel – et ass essentiel! –, dass all Betriber weider fonctionéiere kann, dass kee seng Aarbecht verléiert an dass d'Betriber weiderhin zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen kënnen.

All dës Mesurë kaschten de Staat eppes. Am Ganzen, wéi gesot, sinn 830 Milliounen Euro deblockéiert ginn, fir de Stéit an den Entreprises aus dëser Kris erauszehëllefen. Ech wëll Iech soen, 830 Milliounen Euro, dat ass net näischt, an dat sinn alles Käschten, déi mer net konnten rechnen am leschte Budget an et huet en enormen Impakt op de Staatsbudget, mee et ass et eis wäert.

Fir d'DP war et wichteg a richteg, dass de Staat elo séier agräift an hëlleft, d'Kafkraaft ze stäerken.

Här President, mir diskutéieren de Mëtten iwwert d'Konklusiounen vun der Tripartite, mee et dierf een an deem Zesummenhang awer net vergiessen, dass och schonn en Energiedësch Mesurë beschloss huet, zousätzlech zu deene Mesuren, déi elo decidéiert goufen, fir d'Leit ze entlaaschten. Ech wëll dofir nach eemol un déi sozial selektiv Energieprimm erënnere fir déi Stéit, déi en Urecht hunn op d'Allocation de vie chère. An dës Primm läit tëschent 200 a 400 Euro, deemno wéi d'Kompositioun vum Stot ass, an och d'AVC ass jo dës Joer ëm 200 Euro uegëpasst ginn. Vun dëser Energieprimm kënnen awer och Menagé profitéieren, deenen hire Revenu 25 % iwwert dem Montant läit, deen eligibel wär fir d'Allocation de vie chère.

Donieft gouf decidéiert, dass d'Netzkäschte fir Haushalter, déi mat Gas hëtzen, op null gesat ginn. Dat wäert fir en Duerchschnittsstot ronn 500 Euro Erspueren mat sech bréngen. Wat de Präis vum Elektreschen ueget, do gouf festgehalten, dass de Präis stabiliséiert respektiv souguer erofgesat gëtt, an dat andeems de Staat seng Kontributioun am Mécanisme de compensation renouvelable/cogénération wäert däitlech erhéijen. Am Ganze goufe fir dës Energie-dësch also 65 Milliounen Euro deblockéiert, fir d'Stéit weider ze entlaaschten.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, d'Demokratesch Partei bedauert wierklech, wéi gesot, dass net all Gewerkschaften, déi un der Tripartite deelgeholl hunn, dësem Accord konnten zustëmmen. Mir freeën eis awer driwwer, dass souwuel den LCGB wéi och d'CGFP dës Accord, deen an iwwer 40 Stonnen Negotiatiounen ausgehandelt gouf, approuvéiert hunn. Dat weist also, dass et méiglech gewiescht wär.

D'DP-Fraktioun seet awer och ganz kloer, wa mer dës Resultat kucken, dass dës Tripartite eindeuteg net den Doud vun dësem Kriseninstrument ass. Ganz am Géigendeel: Mir gleewen un d'Zukunft vum Lëtzebuergesche Sozialdialog a mir gleewen un d'Zukunft vum Lëtzebuergesche Modell.

Wichtig fir de Succès vun enger Tripartite ass, dass all Parteien sech dem Eescht vun der Lag bewosst sinn. Jiddereen huet seng rout Linnen. Mee wann et drëm geet,

Lëtzebuerg zesummen aus der Kris erauszeféieren, da muss och jiddweree bereet sinn, e bësse Waasser a säi Wäin ze schëdden. Jidderee kann natierlech alleguerete seng Fuerderungen an d'Ronn geheien. Déi Fuerderunge mussen awer vertriebbar, räsounabel sinn a virun allem – a virun allem! – musse se bezuelbar sinn.

Entlaaschtungen, déi wäit iwwer eng Milliard kascht hätten an net sozial cibléiert gewiescht wäeren, hätten och eis Zoustëmmung net fonnt.

Et ass elo net un der Zäit, fir Kaddoen ze verdeelen, mee et ass un der Zäit, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am Moment am meeschte brauchen. D'Finanzsituation vum Staat no zwee Joer Pandemie verlaangt méi wéi jee e ganz, ganz responsablen Ëmgang mat de Staatsfinanzen am Interêt vun eis all a grad am Interêt vun den zukünfte Generatiounen.

Här President, d'Demokratesch Partei wäert a wëllt och an dësen ongewëssenen Zäite Verantwortung iwwerhuelen an ënnerstëtzt d'Regierung bei der Ëmsetzung vun deem Accord. Et ass en historesche Pak, deen hei ficeléiert ginn ass. Et ass e Pak, deen déi sozial Oder vun dëser Koalitioun a vun dëser Regierung ënnersträicht. Et ass e Pak, deen d'Kafkraaft vun alle Stéit hei am Land stäerkt. Et ass e Pak, deen de Betriber Loft gëtt, fir weider kënnen ze schaffen. Et ass e Pak, dee beweist, dass mer bereet sinn, fir zesumme Verantwortung ze iwwerhuelen.

An deem Sënn, géif ech Iech alleguerete Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech hunn nach eng Motioun, an Dir hutt gesinn, dass et a leschter Minutt nach hei ze enger Ännerung koom, wat dozou gefouert huet, dass ech net konnt bei d'Kolleegeen op dëser Säit froe kommen, ob se déi Motioun wëllte mat ënnerschreien. Här President, ech géif Iech se ginn, a wann d'Kolleege vun der CSV, vun de Piraten, vun déi Lénk, vun der ADR Loscht hunn, se mat ze ënnerschreien, wäere mer natierlech ganz frou, wa se dat géife maachen.

Ech wollt net eriwierkommen, Här Roth, wéi Dir grad amgaange waart, hei ze schwätzen. Dat wär extreem onhéiflech gewiescht. Voilà.

Une voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant le contexte international tendu et son lot de conséquences, dont entre autres le renchérissement du coût des matières premières et des prix de l'énergie ;

– constatant que l'augmentation du coût des matières premières et la hausse généralisée des prix de l'énergie pèse considérablement sur les ménages et les entreprises ;

– saluant l'adoption d'un paquet conséquent de mesures au bénéfice des ménages et des entreprises dans le cadre de l'« Energiedësch » ;

– saluant l'initiative du Gouvernement d'inviter les partenaires sociaux à une réunion du Comité de coordination tripartite ;

– rappelant que le Comité de coordination tripartite, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– considérant le paquet de mesures tel qu'il a été élaboré par le Gouvernement et approuvé par les délégations du patronat et de deux syndicats représentatifs au niveau national ;

– considérant l'envergure historique de ce paquet, le coût des différentes mesures de soutien aux ménages et aux entreprises étant estimé à plus de 825 millions d'euros auxquelles s'ajoute un régime de garantie sur les prêts accordés par les banques aux entreprises éligibles qui ont des besoins en liquidités en raison des conséquences économiques de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, d'un volume de 500 millions d'euros ;

– relevant que ce paquet de mesures négocié répond à l'objectif de vouloir garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact et la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises ;

– approuvant que le système actuel d'indexation des traitements, salaires, pensions rentes et autres indemnités n'est pas mis en cause ;

– considérant le déclenchement de la tranche indiciaire pour le mois d'avril 2022,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles ont été proposées par le Gouvernement et approuvées par les délégations du patronat et de deux syndicats représentatifs au niveau national lors de la réunion du Comité de coordination tripartite du 30 mars 2022, et plus précisément ;

– à décaler à avril 2023 toute tranche indiciaire supplémentaire qui devrait tomber au courant de l'année 2022 ;

– à décaler de 12 mois toute tranche indiciaire supplémentaire potentielle en 2023, et ceci dans le but de garantir davantage de prévisibilité aux entreprises ;

– à introduire en contrepartie un nouveau crédit d'impôt, socialement ciblé, venant compenser, voire surcompenser pour les salaires les moins élevés, la perte du pouvoir d'achat des ménages, telle que déterminée par le Statec, du fait du décalage de la tranche indiciaire prévue pour le mois d'août 2022

1. pour les salaires et pensions compris entre 936 euros et 44.000 euros par an, ce crédit s'éleva à 84 euros par mois ;

2. pour les salaires et pensions compris entre 44.001 euros et 68.000 euros par an, ce crédit s'éleva à 76 euros par mois, puis progressivement se réduira à 0 pour les salaires et pensions dépassant 100.000 euros par an ;

– à introduire un mécanisme de compensation pour les bénéficiaires du REVIS et du RPDG ;

– à introduire un mécanisme de compensation pour les bénéficiaires d'une aide financière de l'État pour études supérieures ;

– à garantir ces mêmes mécanismes de compensation dans le cas de figure du décalage de 12 mois d'une tranche indiciaire supplémentaire potentielle en 2023 ;

– à réduire le prix à la vente de 7,5 cents/€ par litre de Diesel et d'essence jusqu'à fin juillet 2022 ;

– à réduire le prix à la vente de 7,5 cents/€ par litre de mazout jusqu'à fin de l'année 2022 ;

– à introduire un gel temporaire de toute adaptation du loyer dans le sens d'une augmentation du loyer des logements à usage d'habitation telle que visée par l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, et ceci jusqu'à la fin de l'année 2022 ;

– à introduire anticipativement au 1^{er} août 2022 les adaptations concernant la subvention de loyer qui sont d'ores et déjà prévues au projet de loi 7938 relative aux aides individuelles au logement déposé en décembre 2021 et à adapter le montant mensuel maximal de la subvention de loyer à 400 euros pour les familles nombreuses du quintile inférieur ;

– à renforcer le « Top-up social » de la « Prime House » en étendant le nombre de ménages éligibles jusqu'au revenu correspondant au niveau de vie médian (décile 5) et en portant le montant maximal de la prime d'amélioration à 100 % de l'aide du régime PRIME House ;

– à mettre en place de nouvelles aides à la fois à court terme à hauteur de 225 millions d'euros pour les entreprises impactées fortement par la hausse des prix énergétiques, et à moyen terme pour supporter les entreprises en matière de transition énergétique et de décarbonation de leurs activités, en concordance avec les règles européennes sur les aides d'État ;

– à convoquer une nouvelle réunion du comité de coordination tripartite au cas où la situation économique et sociale venait à s'empirer au cours de l'année 2023.

(s.) Gilles Baum, Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Max Hahn, Joséé Lorsché.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An den nächsten geschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Loosst mech fir d'éischt meng Kolleegeen entschëllegen, déi haut de Mëtten net kënnen hei sinn. Mir hu leider ... D'lescht Woch, mengen ech, war op dëser Säit vum Sall de Covid ausgebrach, dës Woch ass et déi aner Säit. Esou kënt jiddwereen drun. Et gëtt also nach eng kleng Gerechtegheet hei.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Eng gutt Besserung, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hunn et nach net. Ech waarden nach drop, dass ech et och nach kréien, mee leider si véier vun eise Kolleegeen haut net hei. Ech wollt dat awer soen, net dass d'Leit eidel Bänken hei gesinn a sech froen: Wou sinn déi?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir wënschen hinnen eng gutt Besserung, dat ass dat wat, ech gemengt hunn, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech huelen hinnen dat mat. Merci, Här Premierminister.

Här President, mir hunn an dëser Tripartite also kee kompletten Accord fonnt. A wéi déi aner och, mee besonnesch mir als LSAP bedauern dat, well d'Situation verlaangt et vun eis, zesummenzeréckelen a Solidaritéit ze weisen mat deenen, déi am härteste vun deene sukzessive Krise betraff sinn, an alles ze maachen, fir déi richtig Equiliberen ze fannen.

Loosst mech et och direkt soen: Et ass fir eis Partei net einfach, en Accord matzedroen, deen net vun alle Partner ënnerschriww gëtt. D'LSAP steet awer zu deem, wat d'Regierung proposéiert a wat zwou vun deenen dräi Gewerkschaften an och d'Patronat, déi mat um Dësch souzen, och matdroen.

D'LSAP kann dëse Moosnamen zoustëmmen, well engersäits – an dat ass mat dat wichtegst – de Leit mat klengem bis mëttlerem Akommes ënnert d'Äerm gegruff gëtt an op där anerer Säit och d'Entreprisé gehollef kréien.

Mir ënnerstëtzen dës Mesuren, well se verstänneg an ofgeséichert sinn an enger Zäit, déi dat sécher net ass a wou d'Onsicherheit fir d'Leit, mee och fir d'Betriber ganz, ganz grouss ass. Mir ënnerstëtzen dëse Moosnamepaquet, well de Staat hei méi wéi 800 Milliounen Euro an d'Hand hält, fir deene schaffende Leit, och de Pensionnairen an de Betriber, ze hëllefen, an domat d'Aarbeitsplazen ofsécher.

Mir ënnerstëtzen dës Pak och, well e sozial ass. Jidderee profitéiert vun dësem Mesuren – déi, déi manner verdéngen, méi wéi déi Leit, déi vill oder ganz vill verdéngen. Dat ass fir eis dee richteg Wee, dat ass sozial gerecht an dat verkierpert och d'Wärter, fir déi meng Partei steet.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, eng Tripartite kënt ëmmer nees zesummen, fir am Dialog tëschent de Sozialpartner ze kucken, wéi mir zesummen op eng aussergewöhnlech Situatioun solle reagéieren. An d'Situatioun ass aussergewöhnlech, do ass, mengen ech, jidderee sech eens. D'Energiepräisser sinn op engem Rekordniveau. Nieft deem ville Leed an der Ukrain wäert eng Konsequenz vum Krich sinn, dass d'Energie an d'Liewensmittelpriisser an nach vill aner Präisser nach weider wäerten an d'Luucht goen, dass d'Liwierketten ënnerbrach ginn an Entrepreneuren net méi richteg schaffe kënnen.

Am selwechte Moment si mer nach ëmmer an enger Pandemie an och do gëtt et Ongewëssheete fir vill Betriber, wéi et dann herno weidergeet. Och wa mer finanziell als Staat gutt dostinn, sou kann een awer net maachen, wéi wann et all déi dote Problemer net géif ginn. Et ass also an dësem Zäite wichteg, de Leit mat direkten Hëllef ënnert d'Aerm ze gräifen an den Entrepreneuren eng Planungssécherheet ze bidden. An dësem Kontext muss een also verstoen, wéi dee Mesurëpak, deen d'Regierung elo grad am Detail presentéiert huet, zustane komm ass. D'Zil ass et ze verhënneren, dass duerch d'Inflatioun an hir Konsequenzen d'Betriber mussen hir Dieren zoumaachen an hir Mataarbechter souguer missten op d'Strooss setzen. Och dat muss mer verhënneren.

Dat geet einfach net, och net fir eng LSAP, déi sech ëmmer fir den Indexsystem staarkgemaach huet. An zu deem Index sti mir och nach haut. Ech wëll hei ervirhiewen, dass mer eng éischt Indextranche fir dës Joer erfält. A wéi hat de Mars Di Bartolomeo gesot: „Déi Indextranche, déi ass a Béton gegoss.“

Vun Abrëll u kritt also jiddereen, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, 2,5 % méi a senger Pai respektiv senger Penssioun. Dat ass keng Selbstverständlechkeet. Lëtzebuerg ass dat Land op der Welt, wou dee beschten automateschen Ausgläich vum Kafkraaftverloscht besteet. Et ass awer nun emol esou, dass de Statec fir August eng zweet Indextranche dës Joer prognostizéiert. Dës ass selbstverständlech just eng Hypothees, mee gesat de Fall, dës Indextranche géif effektiv am August erfalen, da wier dës nom Oktober an no der Indextranche vu muer schonns déi drëtt Augmentatioun, déi d'Betriber a manner wéi zéng Méint missten iwwerhuelen. Well all Indextranche 2,5 % vum Bruttosalaire ausmécht, wieren dat bal 8 % méi Chargé fir d'Entrepreneuren an engem dach ganz kuerzen Zäitraum. Dat ass effektiv fir eng ganz Partie Entrepreneuren net ze verkaaften.

Nawell steet d'LSAP zum Prinzip vum Index, fir de Kafkraaftverloscht vun de Leit ze kompenséieren, well dat ass de Grundgedanke vum Index. Wann d'Präisser iwwer e gewëssene Montant klammen, da ginn d'Paieren och automatesch ugepasst. Dass mer zum Index stinn, erkläert och, firwat mer dës Moosnamen zoustëmme. Hei kompenséiere mir nämlech dat, wat d'Leit duerch d'Verréckele vum Index e puer Méint laang net kréien. Fir déi ënnescht Salairestranchen a Penssiounstranchen gëtt souguer méi kompenséiert, wéi dat mam Index de Fall gewiescht wier. Bis zu engem Joressalaire vun 100.000 Euro kréien d'Leit also hire Kafkraaftverloscht kompenséiert, net duerch den Index, mee eben duerch e Steierkredit.

Ech hunn, Här President, probéiert, e puer Rechnungen ze maachen, fir e puer Beispiller ze ginn. Huelt

mer et awer net iwwel, ech soen direkt, ech hat keng Zäit méi kritt. Ech war wéi jiddereen haut zimmlech ënner Drock, ech hat keng Zäit méi kritt, fir déi nach iwwerpräiwene ze loosene. Falls sech do also e Feeler ageschlach hätt, huelt mer dat net iwwel. Et ass net, dass ech Iech wëllt hei eng kréckelen, mee ech si mer zimmlech sécher, dass dat awer grosso modo misst stëmme.

Als Beispill kéint een an der Steierklass 1 mat 50.000 Euro Joresgehalt, also 4.200 Euro de Mount brutto, net déi 56 Euro netto vum Index kréien, mee et kréich ee souguer 84 Euro de Mount duerch dee Steierkredit. Dat wieren also eng 28 Euro méi. Souguer wann een 68.000 Euro verdéngt, dat ass dann de Schluss vum zweete Quantile, géif een nach e puer Euro de Mount méi kréien, wéi ee mam Index kompenséiert kritt.

A wa meng Rechnungen stëmme, da kritt de Mindestlounempfänger während dësem Méint souguer dat Duebelt netto eraus, wéi e just vun enger Indextranche kritt hätt, nämlich 84 Euro amplaz vun 42 Euro, quasi egal a wéi enger Steierklass. Do ännert et héchstens ëm en Euro.

Et sief awer och gesot, dass een ab enger Pai oder Penssioun vun ongeféier 70.000 Euro d'Joer lues a lues manner netto erauskritt par rapport zu enger Indextranche. Bei 100.000 Euro ass, wéi gesot, da Schluss, da kritt een nëischt méi. Et ass richteg, dass déi Leit, déi vill verdéngen, net vun dësem Steierkredit profitéieren. Mee och si kréie fir d'Joer 2022 eng Indextranche ausbezuelt. Och si profitéiere vun der 7,5-Cent-Präisreduktioun um Brennes an um Bensinn. Och si kréien d'Indextranche, déi am August eventuell erfält, spéitstens am Abrëll 2023 ausbezuelt. Den Index ass eng Mesure, déi d'Ekonomie bezitt. De Steierkredit, dee fällt zulaaschte vum Staat, an dat kascht eise Staat vill Suen.

Ech wëll hei rappeléieren, dass deemools bei der leschter Indexmodulatioun kaum Mesuren agefouert goufen, fir den Indexausfall ze kompenséieren.

Nieft dem Kompenséiere vum Index ginn nach weider Mesurë geholl. Déi 7,5 Cent um Bensinn an um Mazout hunn ech jo scho genannt, mee och d'Loyerssubventioun geet ëm 50 Euro erop de Mount. Dat ass net vu Muttwëll bei eise verréckte Logementspräisser! An dëser Situatioun muss mer awer alles maachen, dass och jiddereen, deen dës Subventioun zegutt huet, se och kritt. An do ass nach ganz, ganz vill Loft no uewen!

Och dass d'Loyere bis Enn des Joers agefruer ginn, ass net vu Muttwëll an dësem Moment. D'PRIME House gëtt donieft opgestockt. Derbäi kommen nach Kompenséierungen fir d'Studenten an d'Leit mam REVIS, déi et natierlech och schwéier hunn. An net zulescht ginn am Ganzen 225 Milliounen Euro Direkthëllef an eis Entrepreneuren, fir dass si déi schwéier Méint, déi elo kommen, packen.

Wichtig ass och ze soen, dass, wann déi ekonomesch Situatioun sech am Joer 2023 nach géif verschlechteren, dann d'Tripartite op en Neits zesummekënnert. Dat muss net sinn! De Statec geet den Ament dovunner aus, dass mer d'nächst Joer erëm eng méi normal Inflatioun wäerten hunn. Mee de Fall gesat a wann – wéi soen déi Däitsch? –, „wenn alle Stricke reißen“, da seet sech d'Regierung elo scho bereet, an deem Fall nach emol ze kompenséieren.

Domat hu souwuel d'Salarië wéi d'Entrepreneuren eng Garantie, dass se net wäerte gestrépft ginn. Hei verstoppt also keng Partei sech virun de Walen, grad de Contraire ass de Fall! Falls awer Berouegung ass an der Ekonomie, da muss mer och erëm zréck an d'Normalitéit. An nawell fonctionéiert de Lëtzeburger Sozialdialog. Et ass konstruktiv während dëser Tripartite matenee geschwat ginn. An déi Mesuren, déi elo um Dësch sinn, spigelen dat och erëm.

Mir bedauern, dass mer mam OGB-L, enger Gewerkschaft, där mir als LSAP ganz no stinn, hei net eens gi sinn. Den Index ass eng Errongeschäft, déi fir d'LSAP net dierf a Fro gestallt ginn. Dat gëtt en och net mat dësem Moosnamepak! Ech menge souguer, dass den Index heimadder ofgeséichert gëtt.

Attacken op den Index gëtt et bei all gudder Geleeënheet. D'LSAP huet sech nach ëmmer konsequent derfir agesat, dass dee Mechanismus erhale bleift. Wann d'Produktivitéit vun de schaffende Leit klëmmt an dës eng allgemeng Präisdeierecht mat sech bréngt, da mussen d'Léin automatesch gehéicht ginn! Dat ass net nëmme gerecht, mee et stäerkt och grad déi Salarië mat wéineg Qualifikatioun a mat klengen Paieren, déi par rapport zu hirem Patron a méi enger schwacher Verhandlungsposition sinn.

Am Ausland mussen dës Leit dacks zu Dausenden op d'Strooss goen, fir herno eppes Klenges an der Pai bäizekréien. Bei eis geet dat automatesch. Den Index ass domat e ganz wichteg Element fir den Erhalt vum soziale Fridden.

Den Indexmechanismus gesäit awer och vir, dass d'Sozialpartner sech am Fall vun enger Kris un een Dësch setzen, wann d'Betriber am Kontext vun enger héijer Inflatioun riskéieren, duerch d'Erfale vun e sellegen Indextranchen a Schwiergekeiten ze geroden, soudass och Aarbechtsplazen a Gefor sinn. An an esou enger Situatioun si mer nun emol!

Wann haut net mat alle Gewerkschaften eng Eeneigung fonnt gouf, heescht dat net, dass eise Sozialdialog net ass oder dass d'Tripartite um Enn wier. Als LSAP hale mir un dësen zwou Saachen ganz fest, an et muss och an Zukunft probéiert ginn, mat alle Partner zesummen no Léisungen ze sichen, wann d'Situatioun dat erfuerdert. Dat war ëmmer eis Stäerkt hei zu Lëtzebuerg an dat muss se och an Zukunft bleiwen.

Dir Dammen, Dir Hären, mir haten an eiser Geschicht schonns déi eng oder déi aner Katastroph. Mee haut si mer direkt mat zwou Katastroph matenee konfrontéiert: d'Pandemie an dann och nach de Krich an der Ukrain.

Näischt maachen, géif eis eventuell an déi nächst Katastroph drécken, an dat gëllt et ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Memberen aus der Regierung, schonns zanter de 70er-Joren, zanter der Stolkris, déi ech als Kand materlieft hunn, ass de Sozialdialog e wichteg Piliere vun der sozialer Stabilitéit a vum wirtschaftlechen Erfolleg zu Lëtzebuerg. Dat wësse mer alleguer. An dowéinst hu mir als Gréng der Regierung virun dräi Woche felicitéiert, dass se d'Tripartite aberuff huet an den Dialog mat den dräi grouse Gewerkschaften, mee och mat de Verrieder vum Patronat opgeholl huet.

D'Zil war kloer: An dëser aussergewöhnlecher Kris ass et dréms gaangen, openeen zouzuegoen an en Accord zustan ze bréngen, deen et sollt erlaben, den negativen Impakt vun dëser Kris souwuel sozial wéi och um Niveau vun de Betriber ofzefiedere.

Den Dialog huet gutt a konstruktiv ugefaangen an en huet laang gedauert. An nach virun enger Woch huet et staark duerno ausgesinn, wéi wann d'Verhandlungspartner sech alleguer op dee Moosnamepak géifen eeneigen, dee se all zesummen an engem positiven

Toun a graffen Zich d'lescht Woch op enger Pressekonferenz virgestallt hunn. Leider koum et anescht!

Déi gréisst Gewerkschaft, den OGB-L, huet decidéiert, d'Boot ze verlossen, wat natierlech hiert gutt Recht ass. Gläichzäiteg ass dese kategoreschen Neen awer och immens bedauerlech.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wier e schéint Zeeche vu gemeinsamer Verantwortung a Solidaritéit gewiescht, wann den Accord am konstruktive Gescht vun alle Gespréichspartner ënnerschriwwen gi wier. De Lëtzeburger Sozialmodell wier als Gewënner aus dëser Tripartite ervirgaangen. A jo, och mir Gréng sti geschlossen zu dësem Sozialmodell.

Als gréng Fraktioun, mee och als Partei sti mir awer och weiderhi geschlossen hannert dem Moosnamepak, esou wéi mer e schonn de leschte Samschen op eise Kongress kommentéiert hunn. A mir begréissten ausdrécklech, datt den Accord am Sënn vun de Studentinnen a Studenten, mee och am Sënn vun de Bezéier vum REVIS nach verbessert konnt ginn am Laf vun de Gespréicher. En ass besser wéi déi éischt Versioun.

Dee ganze Pak ass notament geduecht, fir d'Kafkraaft ze stärken, fir den negativen Impact vun deenen aussergewéinleche Präishaussen ze reduzéieren, besonnesch bei deene sozial schwache Schichten, a fir de Betriber Previsibilitéit ze ginn an awer och nohalteg Investitioune finanziell ze ënnerstëtzen.

D'Moosnamen, déi elo iwwer e Gesetzesprojet op de Wee solle bruecht ginn, sinn exceptionnel an zäitlech limitéiert. Besonnesch wichteg ass fir eis, datt se sozial cibléiert sinn a kuerzfristeg wierken, ugefaange beim Index, engem bewäerten Instrument, deem seng Wuerzelen zrëckginn op 1921 an deen als Markenzeche vun der Solidaritéit bäibehale gëtt.

Quitte datt d'Joer just eng Indexbranche bezuelt gëtt an d'ausbezuelt vun der zweeter Tranche dann op d'nächst Joer verréckelt gëtt, esou gëtt de Mechanismus als solchen net a Fro gestallt. An dësen Zäiten ass dat e wichtegt Signal an engem Staat, dee sech „Sozialstaat“ nennt. An zu dësem Sozialstaat gehéieren och d'Betriber als Garant vu villen Aarbechtsplazen, woubäi ee jo muss wëssen, datt d'Indexmodulatiounen a Krisenzäite keng Ausnam sinn. Ech mengen, sämtlech Virriedner si schonn drop agaangen.

Wann ech mech net ieren, geet déi lescht Modulatioun zrëck op d'Kris vun 2012, wou d'CSV/LSAP-Koalition nach d'Soen hat. Déi Modulatioun, och dat ass gesot ginn, gouf solidaresch mat enger grousser Majoritéit heibanne gedroen. A wa scho jiddweree vu sech selwer schwätzt, da kann ech och soen, datt déi gréng Fraktioun se och ënnerstëtzt huet, deemools nach aus der Oppositioun eraus.

Dir Dammen an Dir Hären, fir de Kafkraaftverloscht bei den Niddreg- a Mëttelverdénger net nëmmen ze kompenséieren, mee carrement iwwerzeckompenséieren, gëtt mam virleiende Pak e Steierkredit Energie agefouert. Als Gréng hu mir esou e Kredit eigentlech scho virun der Tripartite gefuerdert an duerfir si mir ganz frou, datt déi Realitéit elo antrëtt.

An Zuelen ausgedréckt sinn dat 432 Milliounen Euro, déi eleng iwwer de Steierkredit bei deene Mënschen ukommen, déi d'Geld am meeschte brauchen. Vun esou enger Ënnerstëtzung, Dir Dammen an Dir Hären, oder besser gesot, esou enger Iwwerzeckompenséierung vun Kafkraaftverloscht kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger an anere Länner nëmmen dreeën!

Här President, wann ee sech déi aktuell Entwécklung ukuckt, da weess een net nëmmen, datt de Portmonni vum Einzelnen an dëser krichsbedéngter Kris extreem belaascht gëtt, da weess een och, datt de Portmonni

vum Staat, an anere Wieder d'Staatsfinanzen no de finanziellen Auswierkung vum der Pandemie hir Limiten hunn, an datt nei Moosname kompatibel musse si mat der budgetärer Situatioun. An dowéinst ass et an eisen Aen net de Moment, fir mat der Géisskan iwwer d'Land ze fueren. Villméi muss d'Geld, wat mobiliséiert ka ginn, geziilt verdeelt ginn, fir datt et do ukënn, wou et am meeschte gebraucht gëtt.

Mat dësem Moosnamepak gëtt dat gemaach, mam positiven Nieweneffekt, datt d'Schéier téschent Aarm a Räich méi kleng gëtt. Fir eis ass dat déi richteg Decisioun. Si geet Hand an Hand mat der Erhéijung an der Erweiderung vun der Allocation de vie chère, déi schonn en place ass. Se geet awer och Hand an Hand mat der geplangter Moosnam, de REVIS ze adaptéieren an de Studentinnen a Studenten eng zousätzlech Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen. All Respekt fir dës Decisioun!

D'Energiegeld als Top-up mat bis zu 400 Euro pro Menage ass eng weider wichteg Moosnam, déi schonn existéiert an déi an där ganzer Debatt och net dierf vergiess ginn. Leider ass dës Moosnam nach net genuch bekannt a kënn nach net bei alle Mënschen un, déi se onbedéngt brauchen. An dowéinst menge mer schonn, datt déi Moosnam nach méi promovéiert muss ginn an och da méi bekannt gemaach muss ginn. Meng Kolleegin d'Djuna Bernard huet eng Question parlementaire dozou gestallt.

Gläichzäiteg ass et an eisen Aen och wichteg, am ganz sensibele Beräich vum Logement eng Rei Hiewelen a Bewegung ze setzen, nieft all deem, wat um Plang vum abordable Wunnengsbau a vun de Loyere scho souwisou gemaach gëtt.

Mam virleiende Moosnamepak geschitt dat esouwuel duerch d'Afréiere vun de Loyere wéi och duerch d'Erhéijung vun de Subventions de loyer, wou ech elo net nach am Detail drop aginn, well se scho kommentéiert gi sinn.

A jo, d'Präisser vun Diesel, Bensinn a Mazout sinn extreem héich a sinn an de leschte Wochen explodéiert. Déi zäitlech limitéiert Reduktioun vun 7,5 Cent um Liter ass geduecht, fir den absolute Peak bei der Präisexplosioun ze briechen. Am Géigesaz zum Ausland huet d'Koalitioun der staarker Präisentwécklung, déi duerch d'Ofhängegkeet vum Weltmarkt ze erklären ass, schonn zanter Jore virgebeugt. Och dat ass e wichtige Punkt. Se huet virgebeugt doduerch, datt scho laang vill Efforte gemaach ginn, fir d'Ofhängegkeet vun der Pompel ze reduzéieren.

De gratis öffentliche Transport ass agefouert ginn, an d'Biergerinnen an d'Bierger gi mat massive Subventionen beim Kaf vun Elektroautoen ënnerstëtzt. 40 % vun den Neiuschafungen sinn zanter ugangs des Joers Elektroautoen. D'lescht Joer waren et der 17 %. Den Trend geet also rasant no uewen, an dat ass e gutt Zeechen.

Net anescht ass et bei de Vëloen an E-Bikes, déi schonn an der Pandemie e reegelrechte Boom erlieft hunn a weeder Diesel nach Bensinn brauchen.

Dir Dammen an Dir Hären, och d'Energietransitioun gehéiert an dës Debatt, eiser Meenung no, well déi aktuell Kris ass jo virun allem d'Resultat vun eiser grousser Ofhängegkeet vu fossillen Energien, emol onofhängeg dovun, datt d'sozial Moosnamen a Klimaschutz zwou Säite vun der selwechter Medail musse sinn.

Carrement entscheidend fir d'Zukunft sinn déi sëllege Moosnamen, déi d'Energietransitioun beschleunegen a geduecht sinn, fir der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien en Enn ze setzen. An dowéinst begréisste mer als Gréng ausdrécklech, datt d'Betriber

mam virleiende Moosnamepak ganz cibléiert bei nohaltegen Investitiounen ënnerstëtzt ginn, wuel wëssend, datt d'Betriber an der Pandemie extreem gelidden hunn an d'Präishaussé vum Material net einfach op de Client kënnen ofwälzen.

Scho virum Krich an der Ukrain stoung fest, datt eis Ofhängegkeet vu fossillen Energieimporten eis ugräifbar mécht, datt se eis Souveränitéit an eis Versuerungssécherheet bedrot. Déi energiegesch Transitioun ass dowéinst en Thema an der Tripartite gewiescht a se ass awer och e prioritäert Thema am Energie- an am Ëmweltministère, déi zesumme mat aneren essenzielle Ministère, notament deene vun der Æonomie, dem Mëttelstand an der Famill, e ganze Pak vun zéng Moosnamen op d'Schinn gesat hunn, fir d'Energietransitioun ze beschleunegen. Ech schwätze vum Gesamtkontext, an deem mer eis haut beweegen.

Zu deene Moosnamen gehéiert en neie Klimabonus, en neie sozial gestaffelten Top-up bei der PRIME House fir energiegesch Renovéierungen, eng nei Energienorm fir Wunngebäier an en neie Fërderregime fir Elektroborne fir d'Betriber, d'üst am Kader vun neie Klimapakt fir Betriber, deen nom ganz erfolgräiche Modell vum Klimapakt mat de Gemenge soll funktionéieren.

Doriwwer eraus ginn d'Primme fir Elektroautoen an Elektrovëloen nach ausgebaut, während souwuel eng Klimaagence wéi och e Guichet unique geschafte wäerte ginn, fir d'Efforten ze bündelen an d'Ënnerstëtzungsoffere fir d'Biergerinnen an d'Bierger méi effikass ze gestalten, net ze vergiessen, datt d'Stroum- an d'Gaskäschte schonn duerch e schlaue Mechanismus reduzéiert konnte ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, nieft de kuerzfristige Moosnamen, déi d'Stëit an d'Betriber kënnen notzen, déi hinnen zeguttkommen a Bestanddeel vun der Tripartite waren, stellt d'Ëmsetzung vun all dësen anere Moosnamen den Haaptenjeu fir d'Zukunft duer. A positiv ass an deem Kontext, datt ëmmer méi Privatpersounen, mee virun allem och Betriber sech fir d'Energietransitioun interesséieren a selwer aktiv ginn. Si hunn den Zant vun der Zäit erkannt. Et sinn dës Betriber, déi d'Nues laangfristeg vir hunn, well se manner ofhängeg si wéi aner an och a Krisenzäite konkurrenzfähig bliewen.

Här President, elo wou d'Präisser vun de fossillen Energien explodéieren a wou eng autokratesch Muecht déi westlech Welt zur Geisel vun hiren Energië mécht, schwätze méi Argumenter wéi jee fir eng schnell, propper a sécher Energietransitioun als Garant vu Versuerungssécherheet, Gerechtegkeet a Fridden. An dat ass de Gesamtkontext vun dëser Kris, iwwer deen mer musse schwätzen.

An zanter de russesche President eent vun de gréissten Atomkraftwierker vun Europa attackéiert huet, ginn et och méi Argumenter wéi jee, fir d'Atomkraftwierker definitiv ofzeschalten.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An deem Sënn begréisste mir, datt d'Regierung hirer duebeler Verantwortung gerecht gëtt. Engersäits fiedert se den negative sozialen an ekonomeschen Impact vun der Kris mat dese geziilte Moosnamen of, mat de Moosnamen, déi mer haut presentéiert kritt hunn. Anersäits setzt se den Turbomotor a Bewegung, fir déi gréisst Erausforderung vun der Zäit ze meeschten, an déi nennt sech: de Klimawandel bekämpfen a sozial Gerechtegkeet schafen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grouse Merci un den Här Staatsminister fir seng Erklärungen, déi en eis haut hei ginn huet. En natierlech schléissen ech mech och ganz gär deem Merci u fir all déi aner Leit, déi Beamten a vill aner Leit, déi elo an deene leschten Deeg do geholle hunn, fir awer déi Verhandlungen ze féieren.

Et ass, wéi den Här Staatsminister gesot huet, wichtig, fir Solidaritéit ze weisen. Hien huet op de Krich an der Ukrain gexpillt, mee et muss een awer och e bësse de Kontext gesi vun deenen Diskussionen, déi mer an deene leschte Méint geféiert hunn. An et ass schonn eng Präisdeierecht ginn och virun dem 24. Februar, wou deen Amarsch war! Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou vill méi Facteure matspille wéi elo just de Krich. Et ass natierlech kloer, dass deen d'Situatioun mat Sécherheet net verbessert huet, mee a viller Hिसicht nach dätlech verschlémmert.

Et muss ee frou sinn, dass eist Land en Instrument wéi d'Tripartite huet. Dat Instrument huet eisem Land vill Déngschter geleesch. Aner Virriedner hunn dat scho rappeliert. Et ass e Forum, wou kann oppe mateneen diskutiert ginn, openee gelauschtert ginn, Kompromässer kënnen erreicht ginn. Et ass eng Plaz, wou Wäerter wéi Solidaritéit a Verantwortung gelieft an erlieft ginn.

Et ass awer och esou, an dat muss ech awer betounen, ech hunn elo de Moien, wéi vill vun Iech, och der Madamm Nora Back nogelauschtert an ech hunn net den Androck, dass mat dem OGB-L keen Accord méiglech gewiescht wär! Ech hunn éischter den Androck, dass et vläicht hätt kënnen en Accord errechen.

An dat ass eng éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Firwat gesi mer eis elo, haut? Wou wär den Zäitdruck gewiescht, fir nach eng Ronn weiderzeverhandelen? Well et ass op jidde Fall emol meng Iwwerzeugung, dass en Accord méiglech gewiescht wär, och mat alle bedeelegte Parteien.

Et muss ee sech also froen: Wéi gëtt d'Tripartite agesat? Et ass en Instrument, an den Ae vun der ADR, zu deem mir eis och voll bekennen. Et ass wierklech en extreem wichtegt Instrument vum Sozialdialog. Dat Wuert vum Lëtzebuurger Modell ass net iwwerdréiw. A mir hätten et och an der Pandemie kënnen vill méi gebrauchen! Déi Bipartiten, déi emol aberuff goufen, kënnen d'Tripartite net ersetzen. Et ass gutt, dass mer et elo gebrauchen. Mir sollen et awer gutt gebrauchen a mir sollen et och dacks gebrauchen, zemools well den Här Staatsminister jo gesot huet: „Kee vun eis weess, wat an nächster Zäit geschitt.“ Émsou méi wichteg ass et, dass mer dat Instrument eebe benutzen a valoriséieren.

Et kann awer d'Parlament net ersetzen! An do huet den Här Staatsminister Recht, wann e seet: „Ech huelle elo meng Verantwortung, ech proposéieren dem Parlament eppes“, well mir sinn als Parlament net do, fir einfach Decisiounen ze ratifizéieren, déi op anere Plaze geholl ginn, mee et ass hei, wou d'Decisioun geholl ginn. An an deem Sënn ass dat natierlech och eng richtig Initiativ.

Ech hunn dem Här Staatsminister nogelauschtert, wéi e gesot huet: „Mir haten och aner Solutiounen proposéiert, an déi si refuséiert gi vum OGB-L.“ An en huet do gexpillt op d'Energieprimm.

Mir hunn awer d'Madamm Back de Moien héieren, wou se gesot huet, dass wär gewiescht fir d'Residenten an net fir d'Frontalieren. An do muss een awer dann d'Fro stellen: Ass dat esou? Huet eis Regierung wierklech eng Léisung op den Dësch geluecht, déi d'Hallschent vum Salariat ausgeschloss hätt? A wa jo, wéi ass dat? A-wann dat wierklech de Fall war, ass et

da verwonnerlech, dass den OGB-L Nee gesot huet? Ech mengen, mir sinn eng Partei, déi elo natierlech net an där Verhandlungsrond dobäi war an dofir muss me och mat aller Virsicht dat huelen, wat déi eng an déi aner soen. Mir kënnen et net selwer direkt beurteilen, mee wann awer hei Propositionen vun der Regierung gemaach goufen, déi d'Hallschent vum Salariat ausgeklammert haten, da mengen ech, muss se eis awer erklären, firwat dat esou ass.

Den Här Premierminister huet gesot: „Mir annuléiere keng Indexranche.“ Dat ass scho richtig, mee se ginn awer manipuliert. Et ass schonn eng Manipulatioun vum Index, déi mer hei hunn. D'Koalitionsparteien haten hei an der Chamber nach den 9. Februar eng Motioun virgeluecht, an där se gesot haten – an ech zitieren dat –, dass den automateschen Index, esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, misst verdeedegt ginn. Et ass elo keng wuertwärtlech ... Ech hunn dat elo émschriwwen, mee et ass de Sënn vun där Motioun vum 9. Februar.

Gutt, elo si mer e bësse méi spéit, 50 Deeg méi spéit ronn, an dat ass elo schonn net méi de Fall. Dat heescht, hei hunn d'Koalitionsparteien den 9. Februar en Text zum Index virgeluecht, an deem se d'Regierung opgefuerdert hunn, den Indexsystem ze verdeedegen, an haut mécht d'Regierung dat schonn net méi. Dat ass eng kuerz Liewensdauer fir e Versprieche vun de Koalitionsparteien.

Mir wëssen och, an dat ass eppes, wat mech wierklech elo gewonnen huet, den Här Cruchten ass heihinnerkomm an en huet e bëssen erkläert, firwat d'LSAP elo zu deem Accord steet. Mee et ass scho verwonnerlech, dass eng Partei, déi awer eigentlech jorelang derfir plädéiert huet oder sech esou duergestallt huet, als wär se eebe fir déi kleng Leit am Land, d'Säite wieselt. Well wann ee vun enger Partei misst erwaarden, dass se fir den Index asteet, dann ass et jo d'LSAP. A si mécht dat awer net méi. D'LSAP kënn haut heihinner an erkläert Saachen, déi mir als ADR och kënnen novollzéien – ech kommen herno op d'Entreprises –, mee eng LSAP, déi hei an d'Chamber kënn a seet, dass se den Indexsystem net weider esou verdeedegt, dat ass schonn eng ganz verwonnerlech Saach.

D'Madamm Lenert ass heihinner als Vizepremier komm – ech erënnere mech nach ganz gutt – viru kuerzer Zäit, wou mer gefrot haten als Oppositionsparteien: „Wéi geet et dann elo viru mat der Präisdeierecht an esou weider?“ An do huet se gesot: „Ma ech verweisen op d'Tripartite, mir kommen elo zesummen.“ Dat war déi éischt Ronn vun der Tripartite.

An dann hu mer gelies, wat d'CGFP duerno gesot huet an d'CGFP hat geschriwwen no der éischter Ronn, dass et hirer Positioun ze verdanke wär, der CGFP hirer Positioun, dass d'Regierung noginn hätt an den Index net nach méi gelidden hätt.

Mir stellen also fest: D'Regierung – an domadder och d'LSAP – wollt scho virun der éischter Ronn vun deser Tripartite weider un den Index goen. Et ass d'CGFP, déi eis dat gesot huet, Här Cruchten.

Gutt. Wéi solle mer elo dorobber reagéieren? Ech wëll hei emol als éischt festhalen, dass d'ADR de System vum Index verdeedegt. A mir mussen eebe kucken, wéi mer elo déi Moosnamen hei bewäerten a wat elo dat Wichtigst ass. Mir wëllen och soen, dass déi Iddi vun der Regierung, fir hei eng Léisung ze fanne bis 2024 an doriwier eraus, an eiser Analys awer och kloer eng Tentative ass, fir de Walkampf roueg ze halen un der Sozialfront. Mir hunn 2023 e Walkampf. Hei gëtt eis eppes proposéiert, wat bis déi nächst Regierung soll bannen, bis 2024. Mir denken, dass mer och am Walkampf an och doriwier eraus mussen kënnen iwwert d'Entwécklung vun der sozialer Situatioun am

Land schwätzen, a mir behalen eis op jidde Fall vir, och dann iwwert den Index weider ze diskutéieren.

Mir hunn, wéi gesot, keng Detailer. Wat mer awer wëssen, dass ass eebe, dass et bis 2024 nëmmen nach eng Indexranche pro Joer soll ginn, dass da kompenséiert gëtt. Detailer wësse mer nach net. Awer och d'Veerleeë vun Indexranche bedeit fir vill Leit e Verloscht an, wéi gesot, mir kënnen net elo direkt aschätzen, wéi wäit déi Crédit-d'impôt an esou weider gräifen. Déi Zuelen hu mer nach net.

Awer déi Zuelen, déi am Raum stinn ... D'Regierung seet, mir leeën 830 Milliounen op den Dësch. Mir stellen déi elo mol an Zweifel, well den Här Bettel huet jo och gesot, déi 65 Milliounen vum leschten Energie-dësch géifen do matgerechent ginn, wa mer dat da richtig gesinn. An den OGB-L schwätzt vun 900 Milliounen fir seng Propositionen. Do seet den Här Bettel, dass wär keng komplett Zomm. Gutt, mir loosse dat emol do stoen. Mee zwëschen 830 an 900 Milliounen, wann et nëmmen dat wär, do wäre jo warscheinlech och nach Kompromässer méiglech gewiescht.

Mir hunn eng Rei vun Argumenter héieren an de leschte Wochen, firwat den Index schwéier bäizebehale wär, an do ass gesot ginn, et wäre vill Firmen hei am Land, deenen hir Mammenhaiser am Ausland dat net géife verstoen, dass hei elo automatesch missten d'Salarien ugepasst ginn. Dat Argument iwwerzeegt eis net an ech soen Iech och firwat: Well eng Firma, déi zu Lëtzebuerg investéiert, déi kennt eise Sozialsystem, déi weess dat. Mir verkafe Lëtzebuerg als Standuert mat deem Argument, dass eebe hei e soziale Fridden ass, eng sozial Sécherheet wéinst dem Index. Dat heescht, dass ass eppes, wat mer als Verkaafsargument fir de Standuert Lëtzebuerg huelen, an net eppes, wat déi Firmen an déi Mammenhaiser net wéissten.

Déi automatesch Indexéierung ass eppes, wou mir wëllen dru festhalen. Déi 7,5 Cent manner um Bensinn, Diesel an esou weider – an déi si jo nach konditionéiert –, dass ass eng Drëps op de waarme Steen. An eisen Nopeschlänner gëtt vill méi gemaach. An et ass och esou, dass déi Präisser esou volatil sinn, dass déi 7,5 Cent dacks manner si wéi d'Variatioun vun de Sprittpräisser an engem eenzegem Dag.

D'Loyere gi blockéiert an d'Subventionen eropgesat. D'Loyere gi blockéiert, fir de Wuerekerf roueg ze halen, mee d'Energiekäschte fir d'Proprietären an d'Locataire sinn eigentlech den Hauptproblem. An da kënn d'Regierung a seet: „Gutt, mir blockéieren d'Loyeren.“ Mee si hätte jo och kënnen ganz aner Saache maachen. Mir erënnere eis ganz gutt, dass d'TVA op verschiddene Wunnenge vun 3 % op 17 % eropgesat gouf. Firwat net déi erëm erofsetzen? Dat wär eng Mesure gewiescht, déi eebe effikass gewiescht wär an och vill Leit entlaascht hätt.

D'Entreprises, ...

(*Interruption*)

... an da kënn nach derbäi – an dat ass bis elo hei net gesot ginn –, dass d'Regierung jo plangt, d'Steiere weider ze erhéien. Mir wëssen elo schonn, dass d'Kuelendioxidsteuer op den 1. Januar soll vu 25 op 30 Euro pro Equivalenttonn Kuelendioxid gehéicht ginn. Dat heescht, an enger Situatioun, wou mer elo higinn a mir maachen Aschnëtter beim Index an esou weider, ass jo awer déi Linn vun der Regierung, fir d'Steiere weider ze héien, net a Fro gestallt. Dat muss een och wëssen. An déi Tankpräisser, déi gi jo dann nach weider an d'Luucht mat all deem Problem vu Verloscht u Konkurrenzféigkeet géintwärt dem Ausland. Mir bleiwe bei där Theorie, dass mer wëllen, dass déi Kuelendioxidsteuer ofgeschaaft gëtt. Eis Transportentreprisé sinn e ganz wichtige Secteur am Land. Eis Bauere

leiden dorënner. An d'Regierung geet hin an erhéicht d'Steieren nach weider.

Mir hunn och gesinn, dass mer zu Bréssel zu deene Länner gehéieren, déi géint eng Deckelung vun de Stroumpräisser sinn. Och do wär et interessant fir ze wësse firwat.

Gutt, et gétt esou vill Saachen, esou vill Schrauwen, un deenen hätte mer kënnen dréinen, ier mer un deen Index gaange wäeren. Ech wëll just hei rappeléieren: D'Accisen an d'TVA op de Spritt hätte mer kënnen drastesch erofsetzen, och op dem Gas an dem Stroum natierlech. Mir hätten d'Indexéierung vun enger Kilometerpauschal kënnen an d'A fassen. Mir hätten de Mindestloun steierfräi – dat ass eng Fuerderung, déi mer als ADR haten – kënnen maachen. D'Allocation de vie chère, déi gétt e bësse gehéicht. Dat ass eng gutt Saach. Mee d'Steiertabell un d'Inflatioun upassen, hätte mer kënnen maachen. Mir héieren, dass wär ze deier. Ma da gitt eis emol déi Zuelen, wat dat kascht hätte!

Mee mir bleiwe bei där Fuerderung, dass mer gären eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun hätten.

Une voix | Wat kascht et?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mee mir froen: Wat kascht dat? Sot eis dat! Sot eis et! An dann d'Entreprisen. 225 Milliounen ginn an d'Hand geholl fir d'Entreprisen. Deen éischte Reflex, deen een do kann hunn, ass: Dat ass net vill! Well mir wëlle jo haaptsächlech, dass d'Entreprisen an dese schwéieren Zäite kënnen iwwerliewen a kënnen weider kompetitiv produzéieren an dass d'Arbeitsplaz gerecht ginn. Dat ass jo dat, wat mer gär hätten. An da liese mer: 225 Milliounen. Bon, mir mussen kucken, wéi déi elo agesat ginn. Mee dee ganze Revendicationskatalog vun der Fedil, do ass bal näischt gemaach ginn zënter dem Ufank vum Joer, fir deenen Entreprisé mat ville Problemer wierklech entgéintzekommen. Mee eng Industriepolitik, dass sinn net nëmmen elo déi 225 Milliounen. Et ass ganz gutt, dass déi kommen, mee do ass esou vill, wat muss kommen.

Eis Entreprisé soen, si hätte Problemer mat deem Drock wéinst dem Liwwerkettestgesetz. Si kréie keng qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg, zum Deel och aus steierleche Grënn. Si soen: „De Schoulniveau fällt. Mir hu keen Nowues am Handwierk.“ Mir hunn als ADR gefrot, fir den Entreprisé Kompensatiounsmechanismen ze ginn, wa se Leit ausbilden, déi da bei de Staat ginn duerno. Mir mussen bei der liewenslaanger Formatioun ... Mir hu Problemer bei den Industriezonen. Si hu keng Plaz fir sech auszedeeenen, fir ze wuessen. Si gi vun enger grénger Bürokratie gedierängelt, wa se wëllen iergendwéi maachen. An natierlech brauche mer eng vernünftige Energiepolitik. Mee elo héiere mer, déi alternativ Energie ginn ausgebaut, mee wat bréngt dat eisen Entreprisen? Déi Energieversuergung ass net zouverlässeg. Si brauchen zouverlässeg Energie, si brauche bëlleg Energie, fir kënnen kompetitiv ze si géintwuer hire Konkurrenten.

Et ass dat, wat mer mussen maache fir eis Entreprisen. Mir brauchen eng seriö Industriepolitik, eng seriö Mëttelstandspolitik. Dat gehéiert och zu de Moosnamen, déi mer sollen huelen.

Et geet einfach net duer, fir elo zu den Entreprisen ze soen: „Dir kritt 225 Milliounen Euro an de Rescht vun eiser Politik gi mer net änneren.“ Déi ass einfach schlecht a mir hätte gär, dass déi daitlech besser gétt. Et si jo Problemer mat de Präisser vun de Matière-première, bis elo hu mer heiriwwer ganz kuertz diskutéiert. Ech mengen, den Här Bauler hat dat gëschter eng kéier ugeschwat, mee wat mécht d'Regierung do? Dass sinn alles esou Saachen. Wat maache mer, fir eisen Export ze ennerstëtzen?

Also fir d'ADR wëll ech dass e bësse probéieren, esou ze resuméieren, dass mer eis éischstens zum Indexsystem bekennen. A wa mer dann higinn a mir ginn elo hei, wéi d'Regierung dat proposéiert, Aschränkunge maachen, Manipulatiounen, Verlagerunge vum Index, da mussen mer eis ëmmer froen: Wäre et net en anere Wee ginn, fir de Leit éischstens den Index ze erhalen an déi ekonomesch Situatioun vum Land doduerch ze verbesseren, dass mer vill fir d'Entreprisé géife maachen an d'Entreprisé géife méi massiv ennerstëtzen, fir dass se och dee Käschtcoup vum Index kéinten droen an aushalen?

De Staat selwer muss léieren, dass en net dauernd derzou bäidréit, d'Liewe vun de Leit méi deier ze maachen. Ech hunn dat Beispill genannt vun der Kuelendioxidsteier. A wéi vill aner Steiererhéijunge stinn am Raum, wou de Staat eigentlech profitéiert? D'Upassung, wéi gesot, vun der Steiertabell un den Index, alles dass si Saachen, déi mer mussen maachen.

Mir hätte gär, dass mer weider verhandelen, well eist Zil kloer ass, dass mer net mat zwou Gewerkschaften en Accord hunn, mee wa méiglech mat dräi. A wéi gesot, mir sinn iwwerzeegt, dass eng Léisung méiglech gewiescht wär. Op jidde Fall war dass dee Message, dee mer de Moie ganz kloer héieren hunn.

Den Här Staatsminister huet gesot: „Mir wëssen net, wat geschitt. Kee weess, wat geschitt.“ Dass ass richtig. A well mer dass net wëssen, mussen mer eebe permanent am Sozialdialog bleiwen a kucken, dass mer dat wichteg Lëtzebuurger Instrument vun der Tripartite och esou benotzen, dass et ka säi Sënn erfüllen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Kartheiser villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här Präsident. Mir sinn a ganz schwéieren Zäiten. Mir kommen aus zwou Joer Pandemie eraus, an deenen d'Wirtschaft méintelang stëllstoung respektiv am Ralenti gelaf ass. D'Staaten hunn des Zäit iwwerbréckt mat massiven Hëlfelefen un d'Wirtschaft, fir d'Léin vun de Salariéen iwwert d'effentlech Budgeten ze finanzéieren, zu Lëtzebuerg mat Hëllef vum Chômage partiel.

D'Betriber hunn Hëllef kritt, fir lafend Käschten an Ausfall un Chiffre d'affaires ze kompenséieren. Honnerte vu Milliounen sinn esou un d'Betriber gefloss an domadder konnte si duerch des Kris kommen.

D'Betriber hunn d'lescht Joer souguer d'gesetzlech Erhéijung vum Mindestloun vum Staat subventionéiert kritt a laang duerno froen hu se och net missen. Eng Partie Betriber haten et schwéier – jo, ganz kloer –, mee anerer hunn awer och Rekordzuele geschriwwen an der Pandemie.

D'Boursen hunn an der Pandemie nei Rekorder verzechent. Awer während desen zwou Joer huet sech d'Logementskris weider zougespëtzelt mat enormen Haussen op de Präisser vu 15 % d'Joer. Dorënner leiden d'Leit mat klengen a mëttlere Revenuen, déi sech net méi anstänneg logéieren kënnen. Fir Stéit bedeit des Entwécklung eng Verscholdung op d'Liewen, finanziellen Drock, Existenzängscht. D'Léin gi säit laangem ëmmer manner duer, fir des Deierecht ze stämmen. De Logement ass dowéinst zu enger sozialer Kris ginn, zu engem Ausgrenzungsfacteur fir déi eng, zu enger Gelddruckmaschinn fir wéineg anerer.

An deser scho schwéierer Zäit fällt dann och nach de Krich vum Putin an der Ukrain un, deen d'Präisser vun

der Energie explodéieren léisst. Déi enorm Haussen um Präis sinn net opgrond vun ausbleiwende Liwwerungen u Gas a Pétrol entstanden, mee duerch d'Spekulatioun op dem Präis vun eben dem Gas a Pétrol. Doduerch ass d'Energie och zu engem soziale Problem ginn, dee wuessend Deeler vun der Bevëlkerung betrëfft, a fir Spekulant ass se – ech widderhuele mech – zu enger Gelddruckmaschinn ginn.

Iwwer all deem schwieft d'Klimaverännerung, déi a villen Deeler vun der Äerd scho laang spierbar ass a mëttlerweil och hei ëmmer méi Effekter weist. Dëst ass déi grouss Menace, déi gréissten Urgence, déi iwwer eis all hänkt an déi bei all de politeschen Decisiounen mat berücksichtegt muss ginn. Alles aneres ass farlässeg. Déi aktuell Energiekris ass e Vorbote vun deem, wat kënn. D'Klimaverännerung an d'Energietransitioun fale finanziell de schaffende Leit mat klengen a mëttlere Léin op de Kapp, wa sech net fundamental eppes ännert.

Här Präsident, an deser multipler Kris, rufft d'Regierung elo d'Tripartite zesummen. Aus de leschte Jore wësse mir, dass d'Regierung d'Tripartiten dann aberiff, wann et soll em d'Kafkraaft vun de Leit goen, wann un der sozialer Schrauf sollt gedréint ginn. Dass war virun an no der Finanz- a Wirtschaftskris an de Joren 2006, 2013 an 2014 esou. Dann d'äerfen d'Gewerkschaften mat diskutéieren kommen, d'Messer op der Broscht.

Op d'Demande vu Gewerkschaften selwer oder och aus der Chamber eraus kënn keng Tripartite zesummen an d'Patronat wëllt ausserhalb vu Krisen och keng, well et och esou scho gutt zerwéiert ass. Och des kéier war d'Faarf am Virfeld kloer annoncéiert. Op den Index gouf sech ageschoss. D'Patronat huet dëst scho Woche virun als Wonsch geäussert, d'Regierung – an dass ass och séier kloer ginn – wëllt deem Wonsch och entsprechen. D'Resultat ass eng Indexmanipulatioun. Punkt.

Duerch de Report vun enger nächster Indexbranche an e potenzielle Report vun enger weiderer Tranche d'nächst Joer geet Kafkraaft verluer, well d'Deierecht iwwert d'Léin net kompenséiert gétt. Well dass Sënn an Zweck vum Index. Et ass keng – an ech widderhuelen et: keng – sozialpolitesch Measure! Et ass en Instrument, fir de Verloscht vu Kafkraaft ze kompenséieren, fir der Entwärtung vun de Léin entgéintzewirken an derfir ze suergen, dass dat, wat déi schaffend Leit erwirtschaften, och zumindest zu engem bescheidenen Deel als Loun bei si zréckfléisst an net ëmmer méi an de Profitter lant.

Duerch Indexmanipulatiounen an der Vergaangenheet ass scho Kafkraaft verluer gaangen. Gekoppelt un eng Stagnatioun bei der Lounentwécklung insgesamt féiert dëst no an no zu enger Entwärtung vun de Léin. Parallell féiert d'Desindexéierung vu Sozialprestatioune an d'Netupassung vun der Steiertabell no an no zu engem weiderer Kafkraaftverloscht bei ville Stéit, déi dat och opgrond vun hirem Revenu elo scho spieren.

D'Konsequenze kenne mir: wuessend Onglächheeten an e Aarmutstaux, dee bei eisen Nopeschlänner sengesgläiche sicht. De Staat spréngt da sougenannt „selektiv“ an, verzicht am Géigenzuch op Steiere vun de Stéit mat de klengste Revenuen a féiert sougenannt „cibléiert“ Hëlfelefen an, déi Stéit am Géigenzuch fir eng Demande a Paperassekrich kënnen kréien. Den universelle Sozialstaat gétt ëmmer méi zum minimalisteschen Nachtwächterstaat, dee just am Noutfall aspréngt, fir fir déi sozial Kollateralschied opzekommen, déi vun dem Laissez-faire an enger op de kuertzfristige Profit ausgeluechter Wirtschaft ausgeléist ginn.

Oder fir et méi einfach ze soen: D'Betriber gi bei Loun- an Energiekäschten dechargéiert a kréie weider staatlech Hëlfelefen an de Staat soll d'Rechnung

iwwerhuelen. Déi multiple Kris, déi ech am Ufank ëm-rass hunn, ass vun der Regierung radikal vereinfacht a reinterpretedéiert ginn. Et geet drëm, d'Käschte bei de Betriber ze reduzéieren an d'Käschten dofir vun der Allgemengheet offiederer ze loosser.

Här President, den eigentleche Grond, fir eng Tripartite ze organiséieren, si jo wuelverstanen déi héich Energiepräisser. Datt dës ausseruerdentlech Situation benotzt gëtt, fir strukturell un der Lounschauf ze dréinen, ass ganz bedenklech. Et weist eis, datt och bei enger LSAP den Enjeu hei net erkannt ginn ass a se d'Gewerkschaften, a vir ewech den OGB-L, einfach hänke gelooss huet.

Dofir si mir och bestierzt doriwwer, wéi einfach hei d'Klimakris an den Hannergrond verschwanne gelooss ginn ass an d'Fro vum Klimaschutz total lass-gelést vu sozialen an ekonomesche Froen ofgespeist gëtt. déi gréng fale beim éischte Géigeward ëm a loosse sech zu enger ondifferenzierter, sozial verfeelter an ekologescher irresponsabeller Subventionéierung vum Spritt un der Pompel hiräissen.

(Brouhaha)

7,5 Cent bedeuten an der aktueller Deierecht näischt. Si ass säit der Annonce schonn eng Kéier komplett opgefriess gi vu weideren Haussen op der Pompel.

(Coups de cloche de la présidence)

De Leit mat vill Suen ass de Präis egal. De Leit mat wéineg Suen deet de Präis wéi, ob mat oder ouni dës Subventionéierung. 7,5 Cent betrëffe jiddwereen d'selwecht. Sorry, ma dat ass awer mat der Géisskan, léif Grénger! Dat ass sozial wéi ekologesche problematesch wéi all Tax oder Aide, déi „flaach“ ass, also onofhängeg ass vun all sozial- oder ëmweltpolitescher Iwwerleung. Ronn 75 Milliounen Euro fléisse bis Juli an eng ondifferenziéiert Subventionéierung vum Spritt an dat ouni all novollzéibar Zilssetzung. Déi eenzeg wierklech Profiteuren heivunner si Betriber a besonnesch déi, déi och nach Aidé kënnen kréien – bis zu 30 % vun den Energiekäschten.

(Brouhaha)

Als Verglach: Mir stëmmen de Mëtteg hei e Gesetz, an dat huet näischt mat der Tripartite ze dinn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... well dat war schonn am Virfeld virprogramméiert, iwwer PRIME House. De Montant, ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... deen de Staat an energieatesch Sanéierung ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir musse méi haart schwätzen, Här President, soss héiere mer eis net.

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, d'Madamm Cecchetti huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Madamm Cecchetti, ech entschëllege mech.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Sou, an elo schwätzt nach just een, an dat ass d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Passt op d'Zäit op, déi ass weidergelaf.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | De Montant, deen de Staat an energieatesch Sanéierung an Erneierbarer am Logementsberäich gestach huet zënter 2017, also säit méi wéi fënnf Joer, läit bei 73 Milliounen

Euro géint 75 Milliounen Euro, déi mer bis Juli ausginn. Donieft hu mer eng allgemeng Deierecht ze verzechnen op Produits de base, notamant op Brout, op Iesswueren, awer och op Hygiènesartikelen. Datt d'Regierung awer da grad decidéiert, fossill Energien ze subventionéieren an all aner Produits de base net, dat ass zwar e fataalt Signal!

Derbäi kënnt och, datt mer onofhängeg vun den Diskussiounen am Ausland de Sprittexport erëm kéinte méi lukrativ maachen. Donieft bedeit d'Struktur vum Sprittverfak zu Lëtzebuerg, datt de Gros vun dësem Montant vu 75 Milliounen Euro an d'Ausland exportéiert gëtt; subventionéiert Ofgase fir ganz Europa, en gros. Dës Mesure ass insgesamt symptomatesch fir dës Regierung, déi zillos an ouni grouss Iwwerleunge Messuren ergräift a sech dobäi andauernd selwer widder-spricht. D'Remise um Spritt entsprécht en gros dem Montant, deen d'Taxe carbone als Méipräis bedeit.

déi gréng kënnen hire Prestigeprojéit „CO₂-Steier“ esou bäibehalen, mee budgetär schafe se se emol e puer Méint of. D'LSAP wollt net un den Index goen, geet awer drun, mee nennt et awer net esou an all-gnéiert sech ëmmer méi op d'Sozialpolitik vun der DP.

Déi eenzeg, déi mat hirer Linn hei roueg weiderfuere kënnen, ass dann och nach d'DP. Selektiv Sozialpolitik fir Stéit an déi schaffend Leit, fir déi, déi et wierklech brauchen an dat dann och beleé kënnen a mussen. Hëllef fir d'Betriber mat der Strenz, ouni groussaarteg Selektioun. Hei gëtt einfach ausgedeelet. Fir de Rescht bleift alles beim Status quo. D'PRIME-House-Aidé ginn haut hei an der Chamber ugepasst, ouni datt sech un der Grondproblematik eppes ännert. Stéit mat klenge bis mëttlere Revenuen, ob Proprietären oder Locatairen, riskéieren, verstärkt an der Energiefak ze sätzen.

De Gel vun de Loyerer hu mir ëmmer erëm gefuerdert. Deen hätt net dierfen ofgeschaaft gi bei deem éischten Hoffnungsschimmer während der Pandemie. „D'Kris ass eriwuer“, huet de Logementsminister wäert d'Laache vergaange sinn. D'Proprietäre konnten hir Loyererhéijungen elo e Joer laang maachen. De Gel ass deenen elo relativ egal, nei Locatiounen si souwisou net betraff.

Här President, mir waren net bei de Verhandlungen derbäi a kennen d'Detailer an d'Zuelen net. Mir ginn dowéinst och net op d'Detailer an an ech muss och soen, datt et problematesch ass, hei eng Debatt ze féieren iwwer en Accord, deen am Detail net virläit a bei deem mir eis op Zuele beruffe mussen, déi deelweis widderspréichlech an der Press zirkuléieren.

Wat fir eis, Stand elo, awer kloer ass: Dem proposéierten Accord kënnen mir net zoustëmmen. E stellt eng net méi recuperabel Reduktioun vun der Kafkraaft duer a stellt absolut keng Weich, fir an Zukunft soziale Klimaschutz ze bedriewen. Mir sinn also erëm beim neoliberalen „business as usual“ ukomm. De grouse solidareschen Elan vun der Pandemie ass definitiv fort. Déi Kleng bezuelen erëm fir déi Grouss. Dobäi sinn et d'Stéit mat klenge Revenuen, déi un der aktueller Explosioun vun den Energiepräisser am meeschte leiden.

Här President, wéi hätte mir als déi Lénk an dëser Situation reagiert? Als Éischt emol hätte mir et als dat gesinn, wat et ass: eng Energiekris, an domadder och kee Grond, fir strukturell Lounpolitik ze bedriewen. Mir wieren also net un den Index gaangen. Mir hätten an éischer Linn emol un déi Leit geduecht, déi am allerstärksten leiden an hätten Expulsiounen

an Dekonnexiounen verbueden. Déi éischt Hëllef huet d'Regierung guer net um Schiern.

Mir hätten e besteierbaart Energiegeld un all Stot ausbezueft, fir insgesamt op d'Deierecht ze reagéieren, déi déi grouss Majoritéit vun der Stéit ganz ënnerschiddlech trëfft, och déi, déi manner op fossill Energien direkt ugewise sinn, mee d'Präisser indirekt awer mat bezuele mussen. Mir hätten net all Betriber ënnert d'Äerm gegräff, well déi allermeeschte sinn net op eemol net méi profitabel, just well zwou Indexranchen erfalen. Well wann dat esou wier, dann hätte mir jo keen esou grouse Wuesstum ze verbuchen. Déi Rekord-recetté si jo awer am Staatsbudget erëmzefannen. Mir hätten awer all deene Betriber cibléiert gehollef, déi a puncto Energiekäschten oder aner Deierechten a Schwieregkeete kéinte kommen, an dat u Konditiounen geknapp, wat d'Aarbeitsplatzgarantien ugeet.

Mir hätten erkannt, an dat scho laang virdrun, datt et d'Immobiliekris ass, déi d'Haaptlaascht ass zu Lëtzebuerg fir ganz vill Stéit a ganz vill Betriber d'ailleurs och. Do kommen déi meescht Käschten hier. Et ass do, wou d'Präisexplosiounen am heefegste sinn an d'Stéit an d'Aarmut drécken a besonnesch méi kleng Betriber séier un d'finanziell Grenze stousse loosser. Mir wieren net direkt ëmgefall am éischte Géigeward wéi eis sougenannte „Klimaregierung“, wou sech de Premier mat de Ressortministere zwar ëm de Lead bei Klimapolitik zerklappt, de Klimaschutz awer scheinbar wäit ënnen op der Prioritéitslëscht steet.

Mir hätten d'energieatesch Renovatiounen scho viru Joren zur Prioritéit gemaach an déi Stéit viséiert, déi scho säit Laangem an der Energiefak sätzen, déi elo mat Vehemenz zouschléit. Mir hunn doriwwer eraus scho Modeller ausgeschafft. Den Energieminister kennt se d'ailleurs schon. Bei dësem Modeller steet d'Recht op Energie an d'Unerkennung vum Grondbedarf un Energie am Zentrum. Mir gesinn dowéinst hei och d'Noutwendegkeet vun der Aféierung vun engem gedeckelte Sozialtariff bei der Energie fir de Grondbedarf an am Géigenzuch héich ekologescher Tariffer, fir d'Verbëtzen och ze bestrofen.

D'Iwwerféiere vun Energiesecteur an den öffentleche Besët ass fir eis eng zentral Prioritéit fir d'Zukunft, well mir wëssen, datt de liberaliséierten Energiemarché Spekulationen favoriséiert, déi eis haut esou schwéier trëfft an och kee Fundament fir eng sozial gerecht Energietransitioun ka sinn. Dat sinn immens grouss Erausforderungen, déi en enorm héijen öffentlechen Invest bedeuten, och an anere Beräicher wéi an der Mobilitéit.

D'Äntwert op dës Erausforderung ass fir eis eng aner Steierpolitik, déi ganz héich Revenuen, Gewënner op Kapital a Profitter vu Betriber méi héich besteiert. Et si Betriber a Leit mat vill Patrimoine – an ech soe mat ganz vill Patrimoine – a ganz héije Revenuen – an ech soe ganz héije Revenuen –, déi am meeschte konsuméieren an Zärgasen ausstoussen. Si méi héich ze besteieren ass ekologescher sënnvoll a sozial gerecht. Et ass genuch do fir jiddwereen, et läit just un der Ëmverdeelung.

A soulaang mir an där Logik fonctionéieren, datt ee kuerzfristeg ganz héich Profitter muss generéieren, ännert sech absolut näischt an d'Klimakris ännert sech doduerch och net.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet virdu

gesot „Solidaritéit“ an „et huet e Präis“. Jo, Solidaritéit ass wichteg. Jo, mee wann et solidairesch soll sinn, muss et och wierklech solidairesch sinn.

Wierklech solidairesch ass, wann et eng sozial Selektivitéit gëtt, a grad deen Tankrabatt, deen hei proposéiert gëtt, ass alles anescht wéi sozial selektiv. De Porsche-Besëtzer kritt 77 Cent op 100 Kilometer an de Polo-Besëtzer 27 Cent an den Elektrofuierer null, guer näischt. Dat ass keng sozial Selektivitéit. Eng Propos vun enger forfaitaire Subsideierung wär warscheinlech méi einfach gewiescht ze erklären a wär warscheinlech méi selektiv gewiescht. Mee d'Regierung huet sech hei decidéiert, fir mat der Strenz iwwert d'Autosfuierer a virun allem iwwert déi Autosfuierer mat deenen décken Autoen a Motoen ze goen, a grad dat an enger Klimakris, hale mir als Piraten fir irresponsabel.

Dann: „Et huet e Präis.“ Jo, et huet e Präis. Mee ech sot et elo grad: De Schued um Klima gëtt einfach net chiffriert. Mee och dee Präis wäerten déi zukünfteg Generatiounen ze bezuelen hunn, mee dee gëtt hei einfach eweggewescht.

Jo, mir hunn eng Energiekris. Mee dat heescht net, datt mer d'Klimakris daerfen ignoréieren, well wa mer elo d'Klimakris ignoréieren, da wäert et an e puer Joer ëmsou méi kaschten. A genau dat ass et nämlech och, wat geschitt duerch dat Verschiebe vum Index. Jo, mir verschiben elo dann am Hierscht eng Indexbranche, mee wat geschitt da wierklech, wann et herno net eng Indexbranche ass, déi verschibbt gëtt, mee zwou oder dräi? Dann huet eng nei Regierung 2024 direkt d'Herkaufgab, fir 7,5 % Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Dat wäeren nämlech dräi Indexbranchen. Dat ass d'Vermächtnis, dat dës Regierung géif där nächster iwwerloossen.

Do freet ee sech da schonn, ob se wëllen nach eng Kéier an där nächster Regierung sinn, well da muss se dee Problem nämlech upaken. À voir!

An dann iwwert d'Zuelen: Mir schwätzen hei ganz vill iwwer Zuelen. De Premier nennt ganz vill grouss Zuelen, ganz vill Milliounen-, Honnerte-Milliounen-Beträg, mee Konkreetes si mer fir d'éischte Kéier gewuer ginn, wéi mer als Éischt dem Yves Cruchten nogelauschtert hunn an duerno d'Motioun vum Gilles Baum gelies hunn, wou Rechebeispiller dra sinn, an deenen dann op eemol genau genannt gëtt, wat da schlussendlech soll an deem Pak dra sinn.

Well wéi ech dem Premier hei op der Tribün nogelauschtert hunn, hat ech e bëssen esou d'Gefill, wéi wann ech sonndes moies eng Kéier d'Télee ugemacht hätt an ech hätt net opgepasst an ech wär um Shoppingkanal gelant. Alles super, alles perfekt, a wann ech gelifft rufft direkt un, kaaft d'Kaz am Sak. Dat war e bëssen d'Gefill, dat ech hat.

Mir krute ganz grouss Montante genannt, bei deenen ech deelweis agesinn, datt et eppes kascht, mee den Detail, dee war awer seelen dënn. Deemetsprechend war ech erfreet, wéi den Yves Cruchten eis e Rechebeispill ginn huet. Ech war dunn awer e bëssen erschreckt, wéi ech an der Motioun vum Gilles Baum en änlech Rechebeispill gesinn hunn, an dat Rechebeispill war awer dann e bëssen anert a koum u sech zum Schluss, datt een ab ronn 3.500 Euro brutto am Mount eebe grad keng Surcompensatioun huet, datt een ab 3.500 Euro brutto de Mount an enger normaler Kompensatioun ass, tout juste nach. A bei der Tranche bis 68.000 Euro d'Joer, do géif eng Indexbranche brutto 141 Euro de Mount ausmaachen an et géife 76 Euro netto kompenséiert.

Wann Der mer elo wierklech sot, datt een, deen 68.000 Euro d'Joer verdéngt, iwwer 45 % Steiere géif bezuelen op deem Index, da sinn ech awer paff, erstaunt, wéi vill Steiere Leit mat 68.000 Euro d'Joer géife bezuelen.

Deemetsprechend gëtt bei 68.000 Euro d'Joer net emol méi den Index kompenséiert. A vun enger Surcompensatioun soll heibanne wannechgelift kee schwätzen, et sief dann d'Zuelen an der Motioun vum Gilles Baum wäere komplett falsch. Mee et sinn déi eenzeg Zuelen, déi dës Chamber bis elo presentéiert krut. An da verstitt Der, firwat ech mech fille wéi um Shoppingkanal, wou eis d'Kaz am Sak verkaf soll ginn.

An dann zur Remise vum Pétrol. Ech sot et schonn: D'Klimakris gëtt gläichzäiteg wéi en Deel vun den Accisen einfach emol ofgeschafft. Et ass sozial ongerecht, well wie wierklech mengt, datt de Porsche-Chauffeur mat sengem Porsche Cayenne 77 Cent op 100 Kilometer muss remboursséiert kréie vun Staat, während deen, deen e Polo fiert, 27 Cent kritt ... Wien dat sozial gerecht fënnt, ma ech mengen, deen huet vu sozialer Gerechtegkeet nach net vill héieren.

An dann: Datt et esou wäit kënnt, datt mer déi lescht Joren hei alles gemaach hunn, fir Elektromobilitéit ze subsidéieren, wou d'Madamm Lorsché hei op der Tribün gesot huet, mir sollten déi Leit belounen, déi Betriber, déi schonn de Schrëtt no vir gemaach hunn, déi Betriber, déi hir Flotten elektrifiéiert hunn, natierlech mat Subsiden. Mee déi ware fir jiddwieren do. Déi Betriber, déi also schonn e Schrëtt a Richtung Klimaneutralitéit gemaach hunn, kruten am Ufank vum Joer gesot: „D'Chargy-Borne kaschte méi, bal 30 % méi.“ Dat war den 1. Januar. Déi kréie keng Kompensatioun.

Par contre kréien déi Betriber, déi weiderhin op fossill Brennstoff gesot hunn, elo e Kaddo gemaach. Besser wär also och hei erëm eng gedeckelt forfaitaire Subventioun gewiescht, oder, wat eng aner Pist gewiescht wär, fir d'Salariéen ze treffen, wär, d'Frais-de-déplacements ze erhéijen, eppes, dat Objet vun zwou Motiounen heibanne war, déi allen zwou, souwuel déi vun der CSV wéi déi vun de Piraten, heibanne refuséiert goufen.

Mir kéinten natierlech och esou wäit goe wéi aner Länner a soen: Ma wann et wierklech drëm geet, fir d'Logistikbranche ze schützen, ma da kéinte mer och e Gasoil professionnel aféieren. Da kéinte mer Diesel professionnel aféieren. Da kéinte mer derfir suergen, datt mer en anere Präis hu fir de professionellen Notze wéi dee fir d'individuell Mobilitéit. Och dat wär eng Pist gewiescht, fir méi selektiv ze sinn. Och hei huet sech dës Regierung entscheet, zesumme mat deene Partner, déi da schlussendlech ënnerschriwwen hunn, fir mat der Strenz iwwert d'Mobilitéit ze goen an net selektiv ze sinn.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, wa mer dann iwwert den Index schwätzen, dann hunn ech awer e bëssen d'Gefill bei alle Sonndesrieden, déi gehale goufen, wéi frou a wéi houfreg mer allegueren op den Index sinn, deen ëmmerhin de Garant fir de soziale Fridden ass. Ech mengen, dat gouf hei vu jiddwerengem gesot, an et ass ee vun den Aspekter, déi mer dobausse verkafen, mat deem mer Betriber op Lëtzebuerg unzéien. Mir soen de Betriber, déi international op Lëtzebuerg kommen: „Ma zu Lëtzebuerg muss Der Iech keng Suege maachen, datt all zwee Joer d'Gewerkschafte streiken, well se gäre 5 oder 6 % méi hätten, well mer eng automatesch Lounupassung hunn.“ A genau un där automatescher Lounupassung, déi u sech de Garant fir soziale Fridden ass, gëtt elo gefréckelt.

Also, wann dës Regierung sech als Frënd oder Verteider vum Indexsystem opspilt, dann ass dat och e bëssen eng Mogelpackung. De Staat mécht nämlech, an dat ass dat Kokass bei där ganzer Geschicht ... Wann d'Zuelen oder d'Vespriechen, déi de Premier hei gemaach huet, géife stëmmen, da géif de Staat jo u sech den Index surcompenséieren ab dem Hierscht.

Ma wa mer d'Suen hunn, fir den Index ze surcompenséieren, da kéinte mer et jo anescht maachen, anstatt datt mer e bei den individuelle Leit surcompenséieren oder kompenséieren, woubäi ech dat nach eng Kéier a Fro stellen, ob déi Zuelen tatsächlech esou stëmmen. Et kéint ee jo dann och soen: „Ma mir halen den Index ganz normal weider a mir kompenséieren dat eebe grad bei de Betriber, wa mer déi Suen dann hunn.“

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ze behaupten, datt den Index ze réckelen alternativlos wär, ass also, mengen ech, liichtsënnege an oniwwe-luecht. En plus ass Är Rechnung, an dat sot ech, an eisen Ae falsch, sous condition datt ... Dir kënnt mer elo soen, datt d'Motioun falsch ass. Dann huelen ech dat zur Kenntnis. Mee wa mer dat einfach duerchrechnen, kommen ech nach eng Kéier zum Schluss, datt mer hei Leit ab 3.500 Euro brutto de Mount bei d'Lisa loossen. Do maache mer Indexklau. Do gëtt et keng Surcompensatioun an et gëtt och net emol méi eng Kompensatioun. Wien eppes anescht behaupt huet, entweeder aner Zuelen ... oder déi Zuelen, déi d'Chamber hei presentéiert krut, si falsch.

Domadder wäere mer hei ugefünkert ginn. Wéi de Premier gesot huet, Zitat: „Kee Menage wäert maner Kafkraaft hunn.“ Ech hunn d'Gefill, datt hei erëm dräi verschidden Aiden an een Dëppe gepucht ginn, Verschiddener, déi et scho virdu gouf, anerer, déi scho virdu beschloss waren an eeben elo dann nach den Index, deen derbäigerech gëtt, fir iergendwéi dozou ze kommen, datt d'Kafkraaft an d'Luucht gaange wär. Jo, mee mir schwätzen net iwwert déi Aiden, déi scho beschloss goufen. Mir schwätzen haut iwwert déi nei Saachen, an do muss ech einfach soen, datt mer déi Zuelen net novollzéie kënne mat deenen Donnéeën, déi bis elo presentéiert goufen.

Et wär jo einfach gewiescht: D'Regierung hätt jo kënnen déi Zuele vu viretan der Chamber matbréngen an net eis op eng Pressekonferenz um fënnf Auer verträichten, während dës Chamber siegéiert. Mir goufe verträicht op Detailler, déi presentéiert ginn, während d'Chamber zesummen ass. Also ech weess net, wéi et Iech geet, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mee et probéiert ee jo awer, den Debat ze suivéieren an net gläichzäiteg eng Pressekonferenz ze kucken.

Bon. Ech kéint elo nach weiderfuere mat Kritik, mee et soll ee jo och Propose maachen, konstruktiv Propose maachen a weisen, datt et net nëmmen ass, fir dergéint ze sinn, mee datt een och ka weisen, wéi eng Pisten een hätt kënnen aschloen.

Eng Pist, déi d'Piraten scho méi wéi eng Kéier ugeschwat hunn, wär ganz konkreet, en Investitiounsprogramm opzeleeën, fir datt all Dag all Privatstot kéint eng Solar-, eng PV-Anlag op den Daach kréien. Da misst de Staat do mam gudden Beispill virgoen. Dat géif eis Onafhängegkeet vum russesche Gas a Pétrol sécherlech acceleréieren.

Dann eng Chargy-Primm: Änlech wéi mer et maache fir déi, déi mat fossille Brennstoffe fieren, misste mer u sech déi Leit encouragéieren, déi mat Elektro fieren, grad fir déi, déi schonns ëmgestallt hunn.

Da firwat net Saachen, déi schonn a Motiounen heibanne presentéiert goufen: d'Frais de déplacement erhéijen, eng Energieprimm, fir d'Urgence ze kompenséieren oder, soyons fous, d'Steiertabell upassen. Mir sinn an deenen Debaten dran. Esou wéi elo aner Saache virgezu ginn, hätt een och déi Diskussioun kënne virzéien.

A wann een doriwwer schwätzt, da kéint een och driwwer nodenken, fir d'Chèque-repasen ze indexéieren, well genau do spieren d'Leit d'Käschteenderech haut direkt bei der Mëtteschmier. Well fir 10,80 Euro eppes

iessen ze goen, ... also an der Stad ass dat schwierig, wann ee sech eenegermoosse gesond wëllt ernären.

Am Resümee: Et ass gutt, dass den Outil vun der Tripartite genotzt gouf. Mee et soll een dann och kucken, fir jiddwereen am Boot ze halen an ech mengen, dass d'Chamber muss associéiert ginn an net virun e Fait accompli дәerf gestallt ginn. Duerfir begräissen ech d'Initiativ, dass mer eng Spezialkommissioun solle kréien.

D'Resultater vun dëser Tripartite sinn nawell mitigéiert an, muss ech elo soen, wéineg couragéiert, a wat de Klimaschutz ugeet, definitiv e Schrëtt no hannen. Dës Chamber huet déi lescht Woche méi wéi eng Propos gemaach, déi et net an d'Propose vun der Regierung gepackt huet an net an d'Konklusiounen vun der Tripartite.

Fir eis ass kloer: Et dierf net op d'Käschte vum Index goen. An dat ass och de Grond, firwat mer u sech relativ negativ agehallt sinn zu deene Konklusiounen, déi hei bis elo presentéiert goufen. Mir zweifelen d'Éierlechkeet oder d'Veracitéit vun enger Rei Zuelen un. Mir sinn der Meenung, dass ee méi wäit hätt kënnen goen, méi couragéiert a virun allem méi sozial gerecht hätt kënnen virgoen. An duerfir bedauern ech e bëssen déi Resultater, déi eraskomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech soen och den Orateuren alleguerten Merci. Ech hunn e wichtege Rendez-vous, wann hei de Vott bis duerchgeholl ass, Här President, hunn ech Iech gesot. Ech ginn en Accord ënnerschreiwe mam Patronat, ech ginn en Accord ënnerschreiwe mat zwou vun dräi Gewerkschaften. Dat weist, dass en Accord méiglech war. Et ass kee kompletten Accord mat all de Sozialpartner, wéi mer eis et gewünscht hätten, mee et ass awer eng responsabel Haltung.

An duerfir, erlaabt mer, dass ech hei all de Riedner vun der Majoritéit, mee awer och dem Här Roth als Member vun der gréisster Oppositionspartei wëll Merci soen. Mir wëssen ... All déi, déi hei deen Accord och verteidegt hunn, wëssen, dass et net dröms geet, populär ze sinn, mee responsabel ze sinn. An dat ass och eng Responsabilitéit, déi mer an der Politik hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Premierminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu deemem Punkt nach deposéiert ginn ass. Wëllt nach eent d'Wuert zu der Motioun ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här Chamberspräsident. Merci och dem Staatsminister. Mir hunn déi Motioun gekuckt. Mir hu kee Problem mat deem éischten Turet, deen an der Substanz seet, dass déi Moossnamen, déi vun der Regierung proposéiert sinn, vum Patronat a vun deenen zwou representative Gewerkschaften akzeptéiert ginn. An de Staatsminister huet jo gesot, dass en och déi Accorden elo ënnerschreiwe geet, fir deem zouzestëmmen. Mir hunn e Wuert ginn an dozou si mer.

Ech hunn awer och gesot, dass muss Der verstoen: Mir hunn dat elo presentéiert kritt, mir hunn doropshin direkt misse reagéieren. Op der zweeter Säit stinn eng Hellewull vun Detailler. Et sinn eenzel Orateuren, déi dorobber agange sinn. Dir musst verstoen, dass mer do net kënnen eng Kaz am Sak huelen an dass mer géifen d'Majoritéitsparteien invitéieren, op déi Tireten, déi op der zweeter Säit sinn an déi an den Detail vun de Moossnamen ginn, ze verzichten. Sollt dat de Fall sinn, géife mer deem zouzestëmmen.

3. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth

Wann ech d'Wuert hunn, Här President, hunn ech och gesinn, dass de Parteipresident vun der CSV, den Här Wiseler, eis eng Resoloutioun iwwerreicht huet, wéi mer se gefrot haten, fir eng Kommissioun „Tripartite“ anzesetzen. Déi dréit d'Ënnerschrëft vun de Leit aus der CSV, vun der DP, vun de Sozialisten, vun deene Gréngen, vun der ADR, vun de Piraten a vun déi Lénk. Dat heescht, mir hätten hei eng unanime Resoloutioun fir eng Commission parlementaire „Tripartite“ anzesetzen, gemäss dem Artikel 21 vun eisem Règlement. An ech géif mer erlaben, Här President, Iech déi ze iwwerginn. Domat kéint nämlech déi Kommissioun direkt agesat ginn a se kéint och direkt hir Aarbechten ophuelen, onofhängeg vun der nächster Plenarsitzung, déi normalerweis jo eréischt Enn Abréll wäert sinn, dass heescht no der Ouschtervakanz.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– *vu la déclaration gouvernementale relative aux résultats des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité de coordination tripartite, faite par M. le Premier Ministre, Ministre d'État, au cours de la séance publique du 31 mars 2022 ;*

– *vu l'annonce de l'introduction d'un projet de loi « Omnibus » visant à mettre en œuvre les résultats de cette tripartite,*

décide

– *d'instaurer, conformément à l'article 21 de son Règlement interne, une commission spéciale « Tripartite » dont la mission consiste à analyser le projet de loi prémentionné.*

(s.) Gilles Roth, Gilles Baum, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Yves Cruchten, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

4. Déclaration gouvernementale relative aux résultats des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité de coordination tripartite, suivie d'un débat (suite)

Motion 1 (suite)

Also jo zu der Motioun mat Ausnam vun deem Detail a selbstverständlech och eise Jo zur Resoloutioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci dem Här Roth fir säin Input. Ech mengen, dass déi Motioun, déi mer deposéiert hunn, vläicht e bëssen ze ambitieus war. Ech wollt mech net domat zefridde ginn, fir just den éischten Turet ze schreiwen. Dat wier mir a mengen Ae vläicht e bëssen ze mann gewiescht.

Mee wa mer eis awer kënnen eens ginn, dass mer déi Motioun akzeptéiere mam éischten Turet, dass heescht, mir akzeptéieren déi Motioun esou, wéi se op där éischter Säit steet a mir huelen d'Detailler aus der zweeter

Säit net a Consideratioun, well jo déi Pressekonferenz, an där eng Rei Detailler elo wäerten erkläert ginn, elo um fënnef Auer wäert sinn, mengen ech, de Kollege vu menger Fraktioun kënnen mat op de Wee ze ginn, dass mer déi Motioun, esou wéi et elo proposéiert ginn ass vum Här Roth, dann esou géife stëmmen, dass heescht, just déi éischt Säit vun der Motioun consideréieren.

An da fir d'Resoloutioun soen ech Merci och, dass mer dat esou séier an d'Weeër geleet kréien, well effektiv déi nächst Chamberssëtzung Enn Abréll ass. Do géife mer, mengen ech, wäertvoll Zäit verléieren a mir sollten eis wierklech hei alleguerten zesummen un d'Aarbecht maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Baum. Dann huet de Premierminister d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir sinn dankbar, wann déi Kommissioun esou séier wéi méiglech kann tagen, well de But vun der Regierung ass, dass esou séier wéi méiglech ka legiferéiert ginn. Mir wäerten an den nächsten Deeg Texte-de-loie préparéieren. Do ass och vill Aarbecht um Niveau vun deene verschiddene Ministèren. A mir si frou, wa mer elo net bis Enn Abréll waarden, fir do eréischt eng Kommissioun zesummesetzen, mat den Aarbechte kënnen unzefänken.

An dann nach e klengen Detail: Wann ech Majoritéits- oder Oppositionsdeputéierte wär, géif ech och déi Resoloutioun, déi d'CSV deposéiert huet, stëmmen. Dat war déi Fro, déi virdu gestallt gi war.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wollt just zur Motioun e Wuert soen. Mir wäerten déi net matstëmmen, well mer eeben der Meenung sinn, dass et aner Weeër gi wär, fir an dëser Situatoun verantwortungsvoll ze reagéieren. Een dovunner hunn ech genannt gehat: d'Entreprisé méi staark ënnerstëtzen, fir dass mer den Indexsystem kënnen behalen, esou wéi e funktionéiert. An dofir kënnen mir och dësen Text dann eeben net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Kartheiser. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn a menger Ried gesot, dass mer déi Motioun och net kënnen matstëmmen, net nëmme wéinst deenen Tireten op der zweeter Säit, mee u sech och wéinst dem Turet op der éischter Säit. Dat heescht, ech si mat all de Constaten averstanen, déi d'Majoritéit mécht. Ech mengen, ech begräissen och, dass d'Tripartite zesummegeruff gouf. Mee ech si mat deene Konklusiounen net averstanen. Mir kënnen déi Indexmanipulatioun an deen Indexklau hei net mat ënnerstëtzen. An duerfir wäerte mer dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement. Sinn nach weider Wuertmeldungen do? Soss kënnen mer zum Vott vun der Motioun mat deenen Ofännerunge kommen, wéi se vum Här Roth proposéiert ginn ass a vum Här Gilles Baum guttgeheescht ginn ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– *constatant le contexte international tendu et son lot de conséquences, dont entre autres le renchérissement du coût des matières premières et des prix de l'énergie ;*

– constatant que l'augmentation du coût des matières premières et la hausse généralisée des prix de l'énergie pèse considérablement sur les ménages et les entreprises ;

– saluant l'adoption d'un paquet conséquent de mesures au bénéfice des ménages et des entreprises dans le cadre de l'« Energiedësch » ;

– saluant l'initiative du Gouvernement d'inviter les partenaires sociaux à une réunion du Comité de coordination tripartite ;

– rappelant que le Comité de coordination tripartite, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– considérant le paquet de mesures tel qu'il a été élaboré par le Gouvernement et approuvé par les délégations du patronat et de deux syndicats représentatifs au niveau national ;

– considérant l'envergure historique de ce paquet, le coût des différentes mesures de soutien aux ménages et aux entreprises étant estimé à plus de 825 millions d'euros auxquelles s'ajoute un régime de garantie sur les prêts accordés par les banques aux entreprises éligibles qui ont des besoins en liquidités en raison des conséquences économiques de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, d'un volume de 500 millions d'euros ;

– relevant que ce paquet de mesures négocié répond à l'objectif de vouloir garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact et la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises ;

– approuvant que le système actuel d'indexation des traitements, salaires, pensions rentes et autres indemnités n'est pas mis en cause ;

– considérant le déclenchement de la tranche indiciaire pour le mois d'avril 2022,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles ont été proposées par le Gouvernement et approuvées par les délégations du patronat et de deux syndicats représentatifs au niveau national lors de la réunion du Comité de coordination tripartite du 30 mars 2022, et plus précisément.

(s.) Gilles Baum, Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Max Hahn, Josée Lorsché.

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 51 Jo-Stëmmen a bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 modifiée est adoptée par 52 voix pour et 8 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Tess Burton), M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten,

Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Iwwert d'Resolutioun géife mer dann zum Schluss vun der Sitzung ofstëmme, well fir d'Zesummesetzung vun der Kommissioun feelen eis nach zwee Nimm. Wa mer déi dann eranhunn, da géife mer dat dann zum Schluss vun der Sitzung maachen.

Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

5. Dépôt de deux motions par M. Fernand Kartheiser

Ech géif dann d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun zwou Motiounen.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, Här Président, mir hu jo a leschter Zäit ganz vill iwwert de Krich an der Ukrain geschwat a mir hunn eis dann och Gedanke gemaach bei der ADR, wat mer elo kéinte maachen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen. A mir wollten haut eng Partie Propositionne maachen, konkret Propositionne.

Déi eng ass, datt mer am Staatsbudget géife proposéieren, am nächste Staatsbudget schonn, fir en Neesopbauong fir d'Ukrain mat virzegesinn. Dat gétt um europäeschen Niveau schonn envisagéiert. Mir denken, mir sollten och national op dee Wee goen an esou e Fong an d'Plaz setzen, dee mer dann och herno kënnen ëmsetzen.

An eng zweet Initiativ, déi mer elo wéilte proposéieren, meng Kolleegen an och anerer nach, dat ass, datt mer sollte kucken, datt mer déi politesch Relationen tëschent Lëtzebuerg an der Ukrain stäerken an datt mer dann och op de Wee ginn, soubal dat eeben erëm méiglech ass, fir och eng bilateral resident Ambassade vu Lëtzebuerg zu Kiew opzemaachen. Dat sinn zwou Propositionne, déi ech Iech heimadder wéilt iwwerrechen.

Villmools Merci.

Motion concernant le fonds pour la reconstruction de l'Ukraine

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Krich an der Ukrain an den nächste Joren e risegen Neesopbau wäert viraussetzen,

ass sech bewusst, datt

– dësen Effort zu engem héije Bedarf un internationaler Expertis an internationalem Kapital wäert féieren,

fuerdert d'Regierung op,

– en Neesopbauong fir d'Ukrain an Héicht vun 100 Milliounen anzeriichten;

– sech bei sämtlechen Efforten am Kader vun Neesopbau vun der Ukrain enk mat de Lëtzebuenger Industrie- an Handwierksverbänn, den Acteure vun der Finanzplaz souwéi den entsprechende Berufskummeren ze koordinéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion concernant l'ouverture d'une Ambassade du Luxembourg à Kiev

D'Chamber vun den Deputéierten,

dorëm beméit,

– déi bilateral Relationen tëschent Lëtzebuerg an der Ukrain ze verstärken;

– en Zeeche vu politescher Solidaritéit mat der Ukrain ze setzen;

– de Reseau vun de lëtzebuergesche diplomatesche Vertretungen a wichtige Partnerlänner auszubauen,

fuerdert d'Regierung op

– esou séier ewéi méiglech eng resident Lëtzebuenger Ambassade zu Kiew opzemaachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

6. Question élargie n° 132 de Mme Francine Closener au sujet du rapport sur l'éducation au Luxembourg 2021

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass d'erweidert Fro Nummer 132 vun der Madamm Francine Closener iwwert de Bildungsrapport vun 2021. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten zou, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro, an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här Président. Ech géif mer wënschen, datt mer och iwwert deen nächste Sujet mat esou enger Vehemenz an esou engem Engagement diskutéiere wéi iwwert den Accord vun der Tripartite, well d'Bildungspolitik ass op d'mannst gradesou wichteg fir d'Zukunft vun eisem Land.

Här Président, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Bildungsschéier geet weider ausernee. Dat ass eng Ausso, déi zanter Joren a Jore wéi en Damoklesschwäert iwwer eise Schüler, eiser Schoul, eiser Gesellschaft hänkt an och am leschte Bildungsbericht vun 2021 nees confirméiert gëtt.

Och an deem Rapport gëtt vun den Experten nees festgestallt, datt Schüler a Schülerinnen aus sozioökonomesch defavoriséierte Millieuen, wou en plus doheem weeder Lëtzebuergesch nach Däitsch geschwat gëtt, déi gréisste Problemer hunn.

Ganz vill vun hinnen hu ganz jonk am Cycle 2 oder 3 am Fondamental schonn esou e Retard, datt deen decisiv ass fir hir ganz Schoulkarriär am negative Sënn. Esou hu se sech an de leschten dräi Joer an alle Kompetenzberäicher verschlechtert. Si si vill méi schlecht duerch d'Pandemie komm. Hir Defiziter sinn nach méi grouss ginn, wärend Schüler aus besser gestallte Famillje sech an der sanitärer Kris souguer zum Deel nach verbessert hunn.

Ech wollt duerfir haut vum Minister wëssen, wéi en deem entgéintwirke kann. An enger éischer Pressekonferenz no den Épreuves standardisées, déi jo och eng Grondlag si fir de Bildungsbericht, huet sech de Minister am Allgemenge berouegt gewisen. Opgrond vun de Resultater deemools hat Dir, Här Minister, awer ugekënnegt, datt verstärkt beim „Deutsch Hörverstehen“, mee och insgesamt bei de Sproche géif ugesat ginn. Wéi fällt de Bilan elo aus? Wat ass konkret an de Schoulen elo ugepaakt ginn?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sproochen ugeschwat: Se si wuel den Haaptgrond vun den Echecken an eeben och vun de Bildungsongerechtekten an eisem

Schoulsystem. An hei sollen an hei wäerten déi international Schoule jo och mat hirem adaptéierte Sproochenunterricht entgéintwierken, e Sujet, op deen ech herno nach wäert zréckkommen a menger Interpellatioun.

Déi Fro, déi sech an deem heite Kontext awer stellt, ass déi, a wéi enger Sprooch d'Kanner dann alphabetiséiert solle ginn. Wier hei och net de Choix tëscht Däitsch a Franséisch déi besser Variant? D'fréi Sproochfërdung ass mat Sécherheet eppes Positives, well d'Kanner am jonken Alter jo vill méi liicht nei Matière, méi nei Sproochen och kënnen ophuele wéi mir elo heibannen.

Et gétt jo Pilotprojeten an e puer Gemengen am Enseignement fondamental, fir d'Alphabetiséierung op Franséisch anzeféieren. Mee wann eis Alphabetiséierung, eise Schoulsystem bis op Weideres nach weider esou staark op där däitscher Sprooch opbaut, misst dann net och eng Frëiefërdung op Däitsch, an net déi franséisch Sprooch, onbedéngt traitéiert ginn? Oder béides?

Här President, de Lëtzebuerg Bildungssystem liwert keng adequat Äntwerte fir déi sozial Diversitéit vum Land, schreiwen d'Experten am Bildungsbericht. Och wat d'Orientéierung ugeet, gétt et kloer Defiziter vun eisem Schoulsystem. De sozialen Hannergrond vum Jonke spillt hei beispillsweis beim Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire eng bedenklech Roll. Esou sinn am virleschte Schouljoer Jugendliche aus sozial aiséierte Famillen zu 72 % an den Enseignement classique orientéiert ginn, aus sozial benodelegte Famillen waren et just 16 % vun de Jugendliche. Dat ass also en Ënnerschied vu 56 %.

Méi erschreckend awer nach, méi schlëmm wéi dës Zuelen u sech, ass awer folgend Ausso vun de Bildungsfuerscher: Géif ee reng déi ënnerschiddlech Schoulleeschunge betruachten, läit den Ënnerschied just nach bei 15 %. Dat heescht, et ass en Ënnerschied vu 40 Prozentpunkten, dee reng op de Background an net op d'Leeschtung vun de Schüler zréckzuféieren ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass a mengen Ae ganz einfach inakzeptabel. Duerfir froen ech de Minister, wéi hien deem Fakt vun enger gewëssener Diskriminéierung géigeniwwersteet a wéi en deem entgéintwierkt. Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner, esou wëllt een, esou kann een och probéieren, dem strukturelle Problem entgéintzetrieden. Am Fond misst een awer och soen: ënnerschiddlech Methode fir op ënnerschiddlech Schwächten a Stärken richteg ze reagéieren.

Verschiedener vun hinnen ze trennen, bréngt dat de gewünschten Effekt? Ech weess et net. Villméi muss ee se am Grupp ënnerstëtzen, se individuell stärken. Verschidde Schüler brauche bei där enger oder aner Matière déi gewisse Portioun Ënnerstützung méi. Chancégerechtkeet heescht eeben net jiddereen dat selwecht, mee jiddereen déi selwecht Chance. An an deem Kontext wëllt ech nieft där genereller Fro, wéi den Här Minister méi Chancégerechtkeet an eise Bildungssystem wëllt erabrëngen, och nach eng Kéier froen, wou déi professionell a gratis Nohëllef drun ass. Dir hat eis e Konzept versprach. Ass et fäerdeg? Da géife mer et ganz gär gesinn!

D'Chancenongerechtkeet an eisem an duerch eise Schoulsystem muss endlech der Vergaangenheet ugehéieren. D'Chancégerechtkeet muss Alldag ginn. Wann de Minister an déi Richtung agéiert, kann en op eis Ënnerstützung zielen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mادم Closener. D'Regierung huet d'Wuert, den Här

Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess wierklech net, wéi ech mech elo richteg soll andeelen de Mëtteg. Mir hunn zwou Froen an eng Interpellatioun zu Theemen, déi sech awer ganz staark, denken ech, iwwerschneiden.

Ech fänken einfach emol un.

Déi Constaten, déi d'Francine Closener hei nach eng Kéier widderholl huet, déi zum groussen Deel am leschte Bildungsbericht, awer och an deene Rapporte virdrun, jo, heiansdo an de Bildungsetüde vu Joerzénge virdu schon opgedeckt goufen a gestallt goufen, déi interpelléieren eis. Also ech denken, datt et ëmmer nees derwärt ass fir ze kucken, wou mer stinn a wat mer aneschtens kënnen maachen.

Datt eise Schoulsystem et net fäerdegbréngt, aleng eeben Ongläichheeten ze evitéieren, datt en et net fäerdegbréngt, datt Ongläichheeten an der Gesellschaft net op déi nächst Generatioun weiderverierft ginn, dat ass eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg zanter den 1960er-Joren, wou mer dat wëssen an awer och a quasi allen anere Länner, wou änlech Bildungsetüde gemaach ginn, sécherlech awer nach eng Kéier méi ausgepräggt hei zu Lëtzebuerg, well mer awer och eng aner Situatioun hunn: dee sozioekonomeschen Hannergrond, dee staark duerchschrëit, awer och de Migratiounshannergrond, dee staark duerchschrëit.

Mat enger ganz staarker Migratioun hei zu Lëtzebuerg wirkt dat nach emol méi déifgräifend a mat enger Situatioun, an där ganz dacks déi zwee Facteuren, de Migratiounshannergrond an de sozioekonomeschen Hannergrond, och nach cumuléiert oprieden, ass dat och nach eng Kéier eng ganz besonnesch Erausforderung.

Mir sinn an engem Land, dat och déi lescht Joren nach eng Kéier eng däitlech Progressioun an der Migratioun erlieft huet. Ech wëll Iech duerfir emol am Ufank vun dësen zwou, dräi Stonnen, an deene mer iwwert déi Sujeten hei wäerte schwätzen, einfach nach eng Kéier duerleeën, wéi d'Situatioun da wierklech sech an eisem Schoulsystem presentéiert, wat d'Migratioun ubelaangt.

Mir hunn, iwwert déi lescht Jore gekuckt, ronn 3.000 Kanner am Alter vum Fondamental, vum Cycle 1 bis 4, an am Alter vum Secondaire, déi hir Sclaritéit an engem anere Land ugefaangen hunn, déi pro Joer bei eis kommen. 3.000 Kanner! Dat mécht iwwer 3 % aus pro Joer vun eise Schüler, déi also vu bausse bei eis erakommen, déi mer mussen, als Primo-arrivantë souzeseen, an eise Schoulsystem integréieren bei déi 3 %, déi dat Joer virdrun, bei déi 3 %, déi zwee Joer virdrun, bei déi 3 %, déi dräi Joer virdu schon integréiert goufen, soudatt mer herno tëscht engem Véierel an engem Drëttel vun de Schülerinnen a Schüler leien, déi hir Sclaritéit an engem anere Land ugefaangen hunn a se hei da mussen weiderféieren.

Dat ass eng Situatioun, wéi keng anert Land se kennt. An duerfir schreiw jo och Bildungsfuerscher am Bildungsbericht vun enger Hyperdiversitéit, déi mer hei hunn, wou mer sécherlech mat anere Prinzippien och mussen drun erugee wéi dat vläicht an anere Länner de Fall war oder wéi et vläicht virdrun och hei zu Lëtzebuerg de Fall war. Duerfir ass d'Regierung jo och aner Weeër gaange mat zum Beispill den öffentliche internationalen Schoulen. Dat kann net déi eenzeg Äntwert sinn, mee et ass eng aner Äntwert, well nëmmen nach méi vun deem selwechten ze produzéieren, dat wär sécherlech déi falsch Äntwert gewiescht.

Dann hu mer eng multikulturell Situatioun an eise Schoulen, där och net mat einfache Rezepten ze begéieren ass. Jo, mir maachen och Pilotprojeten, mer schaffe ganz konkret drun, zesumme mat véier Schoulen a véier verschiddene Gemengen, och begleet vun der Uni.lu, fir eng fakultativ Alphabetiséierung och op Franséisch méiglech ze maachen. Eppes, wouru laang geschaff ginn ass. Et war virun 20 Joer an engem Regierungsprogramm. Et wollt keng Gemeng matmaachen dee Moment. Mir hunn et agefouert mat den europäesche Klassen, an deenen een dat ka maachen, well mer eis dee Moment wollt baséieren op e Modell, dee seng Preuvé gemaach huet, deen existéiert, bei deem et e Curriculum gétt, bei deem et Enseignanté gétt, déi dat kënnen ënnerrichten.

Déi Erfahrung hu mer gemaach a mir wëllen elo e Schratt méi wäit goen, bei deem d'Elteren da kënnen, sécherlech mat Orientatiounen a Gespréicher, optéiere fir eng ganz klassesch Alphabetiséierung op Däitsch – do ännert sech also näischt – respektiv dee selwechte Léierprogramm, an deem just d'Sproochen inverséiert ginn, fir dann op Franséisch alphabetiséiert ze ginn. An da kënn duerno als zweet Sprooch déi däitsch Sprooch bäi, fir duerno am Cycle 4, 4.2 um selwechten Niveau ze sinn an dann eng Orientatioun an de Classique oder an de Général kënnen ze kréien.

Dat ass den Esprit dovunner. Do wäerte mer dat begleede loossen. Mir wäerten de Projet och evaluéieren. Mir strécken deen och esou a bauen en esou op, datt och Schüler, déi haut do ufänken, och duerno, wa se plënnere – well dat haut dann awer just op véier limitéierte Plazen ass –, ëmmer e Relais hunn zum Beispill an enger agreéierter Europaschoul, fir dann och do hir Sclaritéit an engem aneren Deel vum Land kënnen weiderzuféieren. Alles dat hu mer iwwerleucht an ass Deel vun deem Projet do. An ech sinn eigentlech ganz frou, datt mer Schoulen hunn a Gemengen hunn, déi dat och mat begleeden.

Elo ass dat awer sécherlech och net déi eenzeg Äntwert. Wann ech emol kucken, vu wou déi Primo-arrivanten, wéi mer se nennen, da kommen ... an ech maache mol d'Reiefolleg, wat fir eng Nationalitéiten, wat fir eng Länner do am heefegste virkommen. Et wäert keen iwwerraschen: Portugal ass op der éischter Plaz, dono kënn Frankräich, Italien ass awer och nach ëmmer op der drëtter Plaz, da kënn Däitschland an dann d'Belsch. Do hannendru kommen awer nach 44 verschidden aner Nationalitéiten. An ech hunn elo mol einfach dat lescht Schouljoer geholl, wou mer da gekuckt hunn, wee vu bausse bäikommt ass. Vun insgesamt 1.652 Primo-arrivanten am Fondamental waren dat der 662 aus deene 5 éischte Länner an aus deenen anere 44 Länner waren et der ëmmerhin nach 990, déi da mat ganz ënnerschiddleche Sproochen, mat ënnerschiddleche Kulturen, mat ënnerschiddlechen Approchen heiansdo zur Schoul iwwerhaapt heihinner kommen an dat an ënnerschiddlechen Alterskategorien. Dat, mengen ech, beschreift och d'Situatioun, wéi mer se hunn an eise Schoulen a wat déi enorm Integratiounsleeschtung ass, déi d'Lëtzebuerg Schoul do muss leeschten.

Duerfir mengen ech, ass et richteg, fir engem groussen Deel vun deene Schülerinnen a Schüler hei och eng Alphabetiséierung op Franséisch ze proposéieren, well mer wëssen, datt liesen a schreiw léieren an enger Sprooch, déi ee bis dohinner eigentlech esou nach net héieren huet, awer ganz dacks kann derzou bäidroen, datt ee seng Schoulkarriär schlecht ufängt an datt een déi Schwierigkeiten iwwer seng ganz Karriär matschleeft. Mee et ka gradesou gutt sinn, datt souwuel déi däitsch wéi och d'franséisch Sprooch eng Friemsprooch ass fir ganz vill Schülerinnen a Schüler, déi hei ufänken, a si och doheem gradesou wéineg an

där enger wéi an där anerer kënne gehollef kréien. An duerfir, mengen ech, mussen mer, nieft Initiativen, wou mer probéieren, dat Gutt an dat, wat fonctionéiert, aus dem europäesche Modell – wou mer Erfahrung gemaach hunn – eriwuer ze kréien an eisen nationale Modell, gläichzäiteg op där anerer Säit och kucken, wat mer do niewendrun nach brauchen.

An ech mengen, dass mer herno op déi agréiert europäesch Schoulen net kënne verzichten, well se awer nach eng kéier méi eng grouss Flexibilitéit hunn, well se och kënnen englesch Filiären ubidden, well mer germanofon Filiären hunn a well se muer à la limite vläicht och nach – well d'Europaschoulen hu jo nach vill am Programm, wat se kënnen ubidden – dat eent oder dat anert kéinten integréieren. Duerfir, denken ech, brauche mer bei där Hyperdiversitéit, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, béides.

Wat generell d'Fro vun den Inegalitéiten an der Ongläichheet an eisem Bildungssystem ubelaangt, mengen ech, muss een awer natierlech och d'Fro vill méi breet stellen a vill méi breet dorunner erugeen. Et si sécherlech d'Sproochen, d'Manéier, wéi mer d'Sprooche léieren, d'Reiefolleg vun de Sproochen, déi mer léieren, déi Diversitéit an eise Mammesproochen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, de Fait, dass just nach all dréit Kand doheem Lëtzebuergesch als éischt Familljesprooch huet: Alles dat si Grënn fir dës Inegalitéiten an un deene mussen mer schaffen. Mee et gétt awer ganz vill méi, wou mer müssen dru schaffen.

Ech denken un déi Efforten, déi mer maachen, fir d'Qualitéit an déi fréikandlech Fërderung eranzekréien, dass een do och schonn eng ganz geziilt Sproochefërderung soll maachen. Ech denken och un déi Voleten, déi an der nonformaler Bildung kënne geschéien, fir och do d'Entwécklung, eng ganzheetlech Entwécklung vun de Kanner kënnen ze assuréieren an ze erreechen. Ech denken un Initiativen, fir eeben och déi Servicier – zum groussen Deel op jidde Fall – gratis unzebidden, fir dass se accessibel si fir jiddereen, fir dass den Ennerscheid, deen d'Famill doheem dann nach ausmécht an den Encadrement, deen d'Kand an der Famill kritt oder ka kréien, eigentlech doduerjer relativéiert gétt, dass d'Kand och an Accès huet zu gudde Bildungsleeschtungen an der Fréifërderung respektiv an de Maison-relais. Ech denken un eng Vernetzung vun der Bildungslandschaft, wann ee weess, dass et bei Bildungsfroen net nëmmen d'Schoul gétt, mee dass et ganz vill aner Acteure gétt, ganz traditionell Acteure wéi Veräiner, wéi Scouten, wéi Musek, wéi Sport.

Ech denken un de Museksunterrecht – mir maachen deen net vun ongeféier gratis fir déi Jonk –, dass mer einfach an Accès dohinner bidden. Mir wëssen, wéi eng formidabel ganzheetlech Entwécklung Musekléiere bei ganz ville Kanner ka bewierken: kognitiv Entwécklung, sozial Entwécklung, Kreativitéit, alles dat, wat d'Kanner haut brauchen, fir eeben an der Welt vu muer gutt kënnen eens ze ginn.

Ech denken awer och un d'Ënnerstëtzung vun der Famill, Instrumenter, déi mer zum Beispill an der Aide à l'enfance hunn, an do kann ech zréckkommen op deen Dossier, deen d'Regierung virun zwee Deeg presentéiert huet – d'Trennung vu Jugendschutz a Jugendstroferecht –, mee virun allem géllt et, preventiv ze schaffen, d'Elteren ze stäerken, d'Eltere staark ze maachen, fir dass se als staark Elteren och kënnen hiren Aufgabe gerecht ginn an domadder assuréieren, dass d'Kand eng gutt physesch, awer och sozioemotional Entwécklung kann hunn, wat eng weider Viraussetzung ass, fir dass een duerno a sengem Bildungsprozess eeben och gutt virukënn an ee Schratt nom anere ka maachen. Duerfir wëlle mer och an der Aide à l'enfance vill méi preventiv a vill méi breet schaffen an eigentlech

och alleguerten d'Famillen do viséieren. An do, wou et emol Problemer gétt, och wat, soe mer mol, de Comportement vun engem Schüler an der Schoul ubelaangt a mer wëssen, dass dat dacks net nëmmen e Phenomeen an e Problem ass an der Schoul, a mer mat de schoulesche Moyenen oft um Enn sinn, kucke mer, dass och d'Instrumenter vun der Aide à l'enfance kënne mathëllefen, fir dem Kand och ausserhalb vun der Schoul ze hëllefen, fir dass et do einfach eng besser Basis fënn, e bessert Fundament fënn an dann duerno méi stabil ass, fir zréck an der Schoul wierklech säi Wee kënnen ze maachen.

Ech denken awer och u Ressourcen, déi mer an eisem System hunn, déi mer och eng kéier kritesch müssen analyséieren. Den Appui pédagogique, wéi en 2009 agefouert ginn ass: Bréngt en dat, wat mer eis alleguerte versprach hunn? Gétt e wierklech bei deene Kanner agesat, fir dann och Léierretarden opzeschaffen? Dat ass eng Fro, där een, mengen ech, net aus dem Wee goe soll.

(Interruption par la présidence)

Ech wëll awer och soen, dass et ganz vill ... an da sinn ech scho bal, Här President, fir meng éischt Interventioun de Mëtteg hei.

Ech denken awer och un Initiative wéi de ganze Beräich vun den Enfants à besoins spécifiques, wou mer awer och vill méi geziilt Kanner mat Léierschwieregkeeten ënnerstëtzen iwwert de Centre de compétence pour le développement des apprentissages – eppes, wat mer bis virun dräi Joer net haten a wat mer haut hunn –, wou mer eis d'Méiglechkeete ginn hunn, fir ganz geziilt Kanner mat sougenannten „Dys“-Problemer kënnen eng Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen. An ech denken natierlech och nach – Madamm Closener, Dir wësst, dass mer do zesumme wëllen e Schrëtt weiderkommen – bei der nächster Rentrée un eng allgemeng flächendeckend Hausaufgabenhëllef. Déi Inegalitéit, an ass offensichtlech fir jiddereen – an deem engen Haus kënne Kanner gehollef kréien, an esouguer och wa se keng Aufgabe kréien, kréie se der nawell doheem, an an deem aneren Haus geet dat nun emol einfach net, well do d'Ressourcen net do sinn – mussen mer definitiv aus dem Wee raumen, soudatt all Kand Accès huet op eng gratis Hausaufgabenhëllef, egal wou et wunnt, egal aus wat fir engem Elterenhaus et kënn. Dat sinn eenzel Schrëtt a Richtung vun enger besserer Ënnerstëtzung vun all Kand, fir schrëttweis, an a klunge Schrëtt warscheinlech, déi Inegalitéiten do ze reduzéieren.

(Interruption par la présidence)

Merci, Här President fir Är Gedold.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir elo mol, Här Educationminister Claude Meisch.

7. Question élargie n° 133 de M. Fred Keup au sujet de l'évolution du système scolaire

An da komme mer zur erweidert Fro Nummer 133 vum Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, effektiv hu mer elo hei dräi Punkten op der Dagesuerdnung, déi sech e bëssen iwwerschniden. Vlächicht gesi mer awer elo hei bei dëser Fro respektiv bei der Äntwert awer nach eng Partie Nuancen, déi interessant kéinte sinn.

Här Minister, Dir hat virun e puer Wochen op enger Pressekonferenz erkläert, Dir wäert frou doriwwer, d'Lëtzebuerg Schoullandschaft mat der École internationale Gaston Thorn, der sechster Europaschoul

hei zu Lëtzebuerg weider ze dezentraliséieren an an noer Zukunft iwwerall am Land eng Alternativ zum classesche Schoulprogramm ubidden ze kënnen.

An engem Interview mam „Tageblatt“ vum 10. Februar 2022 sot Dir, Här Minister, eisen traditionelle Schoulsystem kéint vun den Europaschoule léieren. Dat géif sech ganz besonnesch och op den Émgang mat de Sprooche bezéien. An deem Kontext huet den Här Minister d'Méiglechkeet vun enger der Originn vum Schüler ugepasster Alphabetisierung ugedéit, wat jo géif zu enger Trennung – wéi jo och schonn ugeschwat ginn ass hei – vun de Schüler jee no Originn féieren. Doropshi stelle sech eng ganz Partie Froen iwwert d'Zukunft vun eisem Lëtzebuerg Schoulsystem.

Déi éischt Fro ass, an dat hu mer elo och schonn e bëssen héieren: Ass eng ugepassten Alphabetisierung jee no Originn vum Schüler geplangt?

Dann: Eng ugepassten Alphabetisierung jee no der Originn vum Schüler géif jo bedeuten, wéi gesot, dass mer d'Schüler eeben no der Originn trennen, entweder a verschidde Schoulen oder innerhalb vun enger Schoul, dann awer a verschidde Klasse géife setzen, esou wéi et den Ament effektiv an den öffentlechen sougenannten internationale Schoulen och ass, am europäesche Modell.

Do gétt dat jo esou gemaach. Do gétt esou getrennt. An duerfir wëll ech och follgend Fro stellen un den Här Minister: Wëllt den Här Minister d'Schüler also no Originn, dat heescht Nationalitéit trennen an eng Andeelung a verschidde Klassen a Schoulen a Kaf huelen oder net?

De 6. Abrëll 2017 huet den Här Minister Meisch an engem Pressecommuniqué – dat sinn elo fënnf Joer hier, mee trotzdeem, esou laang ass dat nach net – op een anere Pressecommuniqué vun deemools „Wee 2050“ geäntwert. An deem Pressecommuniqué gouf dem Minister ënnerstallt, e wëllt eng franséisch Alphabetisierung aféieren. De Minister huet deemools geäntwert: „De toute évidence, le ministère n'envisage pas l'introduction de l'alphabétisation en français à l'école fondamentale luxembourgeoise. Le ministre Claude Meisch a d'ailleurs souligné cette position à maintes reprises dans le passé.“ A weider, wat och interessant ass, huet den Här Minister deemools geäntwert: „À l'école fondamentale et au lycée, le ministère entend renforcer le rôle du luxembourgeois comme langue d'intégration et langue commune de tous les élèves de l'école publique.“

An duerfir d'Fro, Här Minister: Sidd Dir nach ëmmer, wéi Dir dann deemools à maintes reprises gesot hutt, géint eng Aféierung vun enger franséischer Alphabetisierung? An, Här Minister, stitt Dir nach zu Äre Wieder, dass d'Lëtzebuerg Sprooch d'„langue d'intégration et langue commune de tous les élèves de l'école publique“ an domat och den internationale Schoulen ass, „de tous les élèves de l'école publique“?

Dann nach e lescht Zitat, gi mer nach e bësse méi wäit zréck. Am „Lëtzebuerg Wort“ vum 2. Abrëll 2014 gouf Dir, Här Minister, esou zitéiert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | All Respekt fir Ären Archiv, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Mir si gutt informéiert.

(Hilarité)

Am „Lëtzebuerg Wort“ stoung deemools: „Une pure alphabétisation en français n'est pas la solution idéale [...], car elle éloigne l'enfant de la langue luxembourgeoise.“ An duerfir déi lescht Fro, Här Minister: Sidd Dir bereet, mat enger franséischer Alphabetisierung en Eloignement, also e Réckzuch, wéi Der et selwer



gesot hutt, vun der Lëtzebuenger Sprooch a Kaf ze huellen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Voilà! Hei sinn ech nees, Här President. Zum Deel hat ech jo dann awer schon an der éischter Interventioun dorobber geäntwert.

Jo, d'Regierung plangt ganz konkret Pilotprojeten ze maachen, fir opgrond vun deenen Experienzen, déi mer an den effentlechen Europaschoule gemaach hunn, och anere Schülerinnen a Schüler am Land kënnen eng franséisch Alphabetisierung unzebidden.

Dee Projet ass, wéi ech virdu gesot hunn, esou konzipéiert, datt d'Kanner wuel och kënnen an eng Schoul goen, nämlech an hir Quartiersschoul, wéi se dat haut och maachen, dann awer do vläicht – an dat entsprécht e bëssen der Zuel vun de Kanner – sief et an eng aner Klass goen oder integréiert souguer an enger Klass mat anere Schüler, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn, kéinte bleiwen.

De Projet ass och esou konzipéiert, datt een eng Rei vu Fächer, wou d'Sprooch vläicht éischter net den éischte Rôle spillt, wou et net ëm den Apprentissage vun der Sprooch geet, weiderhin och kann zesumme maachen, dat op d'mannst ab dem Cycle 3, well eebe virgesinn ass, datt just déi eng Kanner dann op Franséisch alphabetiséiert ginn an duerno mam Däitschen ufänken, an déi aner dann op Däitsch alphabetiséiert ginn, wéi mer et haut maachen, an dann op Franséisch kommen a se dann eigentlech relativ schnell op e gemeinsamen Niveau do kënnen kommen. Dat probéiere mer a Pilotprojeten, loosse mer wëssenschaftlech begleeden a wäerte mer och evaluéiere loossen, well ech mengen awer, datt et net richtig ass, datt mer enger Rei vu Schülerinnen a Schüler, déi nun eebe emol nieft enger effentlecher internationaler Schoul wunnen, déi Méiglechkeet, déi Chance do ginn an aneren déi Chance do net ginn.

A jo, ech gesinn doranner awer eng Chance an eng Deeläntwert op déi grous Eraufuerderung, déi mer an der Educatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, andeems mer den Elteren an domadder de Kanner dee Choix do kënnen loossen, wéi se an hir Schoulkarriär wëlle starten, op wat fir enger Sprooch se wëllen alphabetiséiert ginn. Ech hunn awer gläichzäiteg gesot, datt et just eng Deeläntwert ka sinn, well d'Situatioun jo awer vill méi komplex ass wéi dat, a mer och nach vill aner Sproochen hunn, déi vläicht souwuel eloignéiert si vum Däitsche wéi och vum Franséischen.

Dat Konzept hei gesäit och vir, datt mer net eréischt bei der Alphabetisierung am Cycle 2 ufänken, mee datt mer schon am Cycle 1 ufänken an dann, wéi Der sot, op där enger Säit entweder schon déi däitsch Sprooch present halen, oder déi franséisch Sprooch present halen, datt eebe net an enger Sprooch alphabetiséiert gëtt, déi een eigentlech esou systematesch virdrun nach ni héieren huet.

A wa mer da géifen an enger Rei vu Joren – an Dir, wësst an der Educatioun geschitt dat net innerhalb vu Méint, mee Joren – sollte feststellen, datt dat doten eis e Stéck weiderbruecht huet, da wäert sécherlech och mussen driwuer nopeduecht ginn, wéi mer dat kënnen verallgemengeren, wéi mer dat méi breet kënnen maachen, fir datt mer vläicht eng Kéier an der Situatioun sinn, datt mer op d'mannst an all eise Grondschoulen am Land déi doten Offer kënnen

maachen: ganz traditionell klasesch – esouwéi Generatiounen vu Lëtzebuenger et gemaach hunn an och Netlëtzebuenger et haut nach ëmmer maachen – op Däitsch alphabetiséiert ze ginn, awer och eng Méiglechkeet bidden – wann et aus iergendengem Grund besser a méi erfollegsversprechend erschéngt –, et op Franséisch kënnen ze maachen, mee zesummezebleiwen an duerno zesummen no der Grondschoul kënnen an de Lycée orientéiert ze ginn.

Vun der Lëtzebuenger Sprooch, Här Keup, wësst Der, datt déi mir wichteg ass an datt se och grad an den internationale Schoule wichteg ass an datt se grad en Argument ass, enner anerem, dofir, datt mer eebe och effentlech internationale Schoulen hunn, well entgéint de privaten internationale Schoulen, hu mer hei eng Mainmise drop a kënnen ganz kloer bestëmmen, wat de Curriculum ass, a mir hunn déi Ausnam jo bei der Europäescher Kommissioun bei den Europaschoulen duerchkritt, fir eebe souwuel am ganze Primaire wéi och an deenen éischte Joren am Secondaire och zwou Stonne Lëtzebuergesch op de Programm ze kréien. An et ass déi Schoul – ech wëll et nach eng Kéier soen –, wou am systemateschste Lëtzebuergesch an am meeschte Lëtzebuergesch um Unterrichtsprogramm steet vun all deem, wat mer offrëieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An ech mengen, datt dat richtig ass, well entgéint der Praxis – an dat hunn ech schon dacks hei gesot, an dat hutt Der net zitëiert –, datt et an deene leschte Joerzénge eigentlech ëmmer esou war, datt déi Kanner, déi vu bausse bei eis komm sinn, um Schoulhaff Lëtzebuergesch geléiert hunn oder vläicht am Veräin Lëtzebuergesch geléiert hunn, geet dat haut net méi ëmmer duer. Wa mer esou eng international Situatioun hunn, wéi ech se hei beschriwwen hunn, mat 3 % vu Kanner, déi pro Joer vu bausse bei eis kommen, mat engem Drëttel vu Familljen nach just, wou Lëtzebuergesch déi éischt Familljesprooch ass, dann ass et net méi selbstverständlech, datt d'Kanner um Schoulhaff an all Quartier, an all Schoul ennerenee Lëtzebuergesch schwätzen. An duerfir musse mer do en zousätzlechen Effort maachen. An duerfir maache mer dat an den internationale Schoulen. An duerfir maache mer et jo mëttlerweil och méi staark an eisem regulären, traditionelle Schoulsystem, zum Beispill eebe méi staark a méi koordinéiert am Lycée, fir jidderengem Sprooch, Kultur, Literatur an esou weider, Patrimoine mat kënnen op de Wee ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech gesinn hei och eng ganz grous Bedeutung dran, wat den ausserschoulesche Beräich ubelaangt, fir och am Service éducation et accueil, dee mer jo an den internationale Schoulen direkt associéiert hunn, der Lëtzebuenger Sprooch hir Platz ze ginn. An ech sinn immens frou, datt grad d'Elteren dorobber drécken, datt an deene Schoulen, an der Maison relais Lëtzebuergesch geschwat gëtt, datt dat déi Sprooch ass, déi sech do duerchsetzt, fir eebe grad hire Kanner d'Méiglechkeet ze ginn, am Lëtzebuergesch, am geschwatene Lëtzebuergesch opzewuessen an déi Sprooch domadder och automatesch mat ze léieren. An ech mengen, datt ass dat Besch, wat mer kënnen maachen, fir datt et erëm eng Kéier esou ass, wéi et ëmmer war, fir datt jidderenee, all Kand, wat duerch eise Schoulsystem gaangen ass, Lëtzebuergesch kann an déi Sprooch dann och duerno automatesch erëm eng Kéier u seng Kanner weidergëtt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Dëse Schoulpunkt ass domadder ofgeschloss.

8. Interpellation de Mme Francine Cloener au sujet des écoles internationales au Luxembourg

Den nächste Schoulpunkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Interpellatioun vun der Madamm Francine Cloener iwwert déi internationale Schoulen hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt der Madamm Francine Cloener am Numm vun der LSAP-Fraktioun d'Wuert ginn.

Exposé

Mme Francine Cloener (LSAP), interpellatrice | Villmools merci, Här President. Am Fong ass en net ofgeschloss. Et ass eigentlech e fléissenden Iwwergang, well dat Thema vun den Europaschoulen an och d'Thema vun der Chancégerechtigkeit wäert eis elo nach e bëssen erhale bleiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kennt Der eigentlech den Ënnerschied tëscht Chancégerechtigkeit a Chancégläicheit? Huele mer mol e Beispill: Huele mer zwee Kanner, nenne mer se den Tun an de Louis. Deen een, den Tun, ass ee Meter grous, deen aneren, säi Kolleeg de Louis, ass méi grous, 1,50 Meter. D'Aufgab, déi déi Zweek solle bewältegen, ass déi heiten: Déi Zweek sollen alle béid iwwer eng Mauer kucken, déi zwee Meter héich ass, awer dat packe se onméiglech, an dofir kréie se gehollef.

Wa jidderenee déi selwecht Chance kritt, da kritt och jidderenee déi selwecht Hëllef. Da soe mer an deem Fall: Da kréie se allen zwee eng Träppchen, déi 60 Zentimeter héich ass. Domadder ass deem engen – deem Groussem, dem Louis, deen 1,50 Meter grous ass – effektiv gehollef, fir kënnen labber iwwert d'Mauer ze kucken. Deen aneren, den Tun, deen ee Meter grous ass ... den Tun, deen hat Pech. E krut zwar soi-disant genee vill gehollef, mee net sengem Besoin entspreichend.

Une voix | De Louis kann e jo an d'Luucht hiewen.

Mme Francine Cloener (LSAP), interpellatrice | Hie kritt säin Zil net erreicht. Hie kritt seng Aufgab net erfüllt. Hie gesäit nach ëmmer net iwwert d'Mauer, an dat, obwuel den Tun vläicht vill méi wäit, vill besser a méi wichteg Saache géif gesinn, wann hien direkt déi fir hien ugepassten, eebe déi richteg Ënnerstützung kréich – an deem Fall eng méi héich Träppchen –, well seng Startchancé vun Ufank u méi schlecht sinn, ouni datt hien dorunner Schold ass. Hie brauch eng Hëllef, déi den Ënnerschied zum Louis ausgläicht, fir datt en eng fair, eng gerecht Chance kritt, seng Aufgab ze léisen, wat him eng fair Chance gëtt, fir iwwert d'Mauer ze kommen.

Dat ass Chancégerechtigkeit. An et ass genau dat, wat eis Schoul brauch: eng chancégerecht Schoulpolitik, déi eise Kanner alleguerent hëlleft, hire Wee ze maache bei hiren Efforten, fir iwwert d'Mauer ze kucken, amplaz datt mer einfach nach méi laang nokucken, wa ganz ... ze vill Kanner an d'Bildungsmauer dra rennen.

Ni war d'Schoullandschaft an d'Schülerlandschaft esou divers, esou heterogen wéi haut. De Minister huet et grad an allen Detailler erkläert. An et ass eigentlech och ganz gutt esou, datt mer eng heterogen Schülerlandschaft hunn. Dat beräichert eist Land. Dat bréngt Kulture vun der ganzer Welt an eist Land; an dat hu mer batter néideg. Mee natierlech stellt dat eis och virun Defien. Well ni waren d'Startchancen an d'Startkonditiounen vun all eise Kanner esou ënnerschiddlech gutt

oder esou ënnerschiddlech schlecht. Si kënnen eeben net derfir.

De Bildungsbericht weist – ech sot et schonn – zanter Joren a Joren, datt d'Schéier ëmmer weider ausereenegeet. Kanner aus defavoriséierte Milieue packen hir Schoul méi schlecht wéi hir Kollegeen, deenen hir Eltere méi verdéngen. Grad während der Pandemie ass et däitlech ginn.

An domadder kann a wëll ech mech net offannen! Domadder kann a wëllt meng Partei sech net offannen. Domat ka kee sech offannen, deen an der Schoul ee soziale Lift gesäit. Keen, dee sech fir eng besser a méi gerecht Gesellschaft engagéiert, kann einfach d'Schëlleren hiewen an dat als Fatalitéit hinuelen.

A wa mer bei de Problem vum niddregen Akommes dann och nach de Problem vun der Sprooch derbäi kréien, dann ass et genee do, wou de Schong dréckt. Och do huet de Minister virdu schonn eppes derzou gesot. Eis Sproochevillfalt, eisen Trilinguisme, eis Dräisproochegheet zu Lëtzebuerg, ëm déi mir am Ausland esou vill beneit ginn, déi ass fir vill, fir ganz, ganz vill Kanner de Grond, firwat se hir schoulesch Karriär manner gutt reusséiere wéi Kanner aus aiséierte Familjen, wou doheem Lëtzebuergesch geschwat gëtt. Mee – an dat muss mer eis virun Aen halen – nëmme nach een Drëtzel vun de Kanner zu Lëtzebuerg schwätzt doheem Lëtzebuergesch, zwee Drëtzel net.

Nach eemol: Nach ni waren d'Startkonditiounen esou ënnerschiddlech wéi haut. Dofir war et och nach ni esou wichteg, fir fir eng gerecht Ënnerstützung ze suergen, fir datt herno jiddereen déi selwecht Chance huet, fir seng Schoul ze reusséieren an een Diplom ze kréien. Deen Diplom, deen e wëllt.

Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner ass de Motto vum Educatiounsministère. Dat ass richtig. Op d'Diversitéit vun der Schülerlandschaft äntwert de Ministère mat enger Diversifikatioun vun der Schoullandschaft. An déi international Schoulen, déi u sech jo agreéiert Europaschoule sinn, kréie se an deem Kontext eng zentral Roll. Duerfir wëll ech eeben haut méi am Detail dorobber agoen.

Viru sechs Joer ass d'Konzept vun deenen öffentlechen a gratis Europaschoulen zu Lëtzebuerg agefouert ginn: fir d'éischt mat der internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch. 2018 hu gläich dräi weider Europaschoulen hir Dieren opgemaach: zu Jonglënster, Clierf a Munneref. Zanter der leschter Entrée kann een och zu Miersch an d'Schoul Anne Beffort goen. An da mécht jo am nächste September déi sechste Schoul Gaston Thorn um Geesseknäppchen an der „Blumm“ respektiv zu Zéisseng hir Dieren op – eng sechsten Europaschoul also. Warscheinlech net déi lescht, well se eeben zu enger gudder Alternativ gi sinn zu der aktueller öffentlecher Schoul, zum traditionelle System vum Secondaire classique respektiv général.

Ech ginn net dervun aus, datt de Minister deen traditionelle Schoulsystem komplett wëllt ofschafen, mee d'Fro muss awer erlaabt sinn: Wat ass d'Konzept? A wéi soll dat aneneefléissen, déi zwee Systemer? Wéi eng Plaz soll dat europäesch Konzept am Lëtzebuergeschen Enseignantswiesen anhuelen? Froen, déi eis, mengen ech, alleguer mussen interesséieren.

Här President, am Argumentaire fir déi nei Europaschoul Gaston Thorn an der Stad gëtt ganz am Ufank ugefouert, datt duerch des och eng „meilleure cohésion géographique“ soll entstoen. Zu Chancégerechtgeet gehéiert an eisen Aen, datt och all Kand d'Chance muss hunn, fir vun deser europäescher Offer ze profitéieren – egal ob Lëtzebuergeschen oder Netlëtzebuergeschen, egal, wou e wunnt.

An deem Kontext wollt ech dann d'Fro stellen, wat aus dem Konzept vum Lycée de proximité ginn ass. Spillt dat eigentlech nach oder soll et lues a lues mat der Diversifikatioun vun de Schoulen ofgeschaaft ginn? Wéi ka séchergestallt ginn, datt all Kand, egal wou et wunnt, déi schoulesch Offer garantéiert kritt, déi fir hatt am beschten ass?

Anescht gefrot: Wat huet Prioritéit? Huet e Lycée Prioritéit, dee gënschteg läit, wou de Schüler net muss duerch d'halleft Land mat Bus an Zuch klunnen, wou en nach Zäit huet, fir doheem bei sech a sengem Veräin Sport- oder Kulturaktivitéiten nozegoen, oder awer e Lycée, deen op seng Besoinen zougesechnitten ass, sief et weinst der Sproochesection, sief et awer och vläicht weinst anere Saachen, weinst der Spezialisierung vun der Schoul? Wat gëtt den Ausschlag? Wéi solle sech de Schüler a seng Elteren do fir dat Richteg decidéieren? Wie gëtt hinnen och do deen néidege Conseil, déi néidege Orientatioun?

Egal ob Lëtzebuergeschen oder Netlëtzebuergeschen, et soll ee vun där neier Offer profitéieren kënnen. Dat hunn ech grad gesot. Fir eis ass dat eigentlech selbstverständlech. Et ass awer a ville Fäll net esou evident, well déi europäesch Schoule gi jo awer virun allem vun deene Schüler besicht, déi mam traditionelle Lëtzebuergeschen System Problemer hunn oder fäerten, Problemer ze kréien, eeben notamment weinst de Sproochbarriären.

An anere Wieder: fir Kanner aus dem Milieu vu Familjen, déi zerguttst hei immigréiert sinn oder vu sougenannten „Expats“, déi no e puer Joer vläicht hir Zelter hei nees ofbriechen, an eeben och vu Kanner mat Lëtzebuergeschen Originen, déi dacks Problemer mat enger Sprooch hunn, dacks mam Franséischen, oder vläicht och mat der eeben nach zimmlech grousser Rigiditéit vun eisem traditionelle System.

Wien ass vun de Schoulen eigentlech viséiert? Wéi eng Kanner solle prioritär europäesch Schoulen hei zu Lëtzebuerg besichen? A wien trëfft och do d'Decisioun?

Wéi d'École internationale vun Déifferdeng wollt een Drëtzel vun de Plaze fir Kanner vun Déifferdeng selwer reservéieren – den Här Minister weess et –, du sot de Staatsrot Nee do derzou. „Dat geet net“, sot en, „op alle Fall net per Gesetz.“ Elo maachen d'Schoule jo da selwer den Tri, bestëmmt – an dovunner ginn ech aus – no beschemt Wëssen a Gewëssen. An awer: Wéi eng Garantie gëtt et, datt eng Schoul net nëmme d'Mixité sociale assuréiert, mee och d'Mixitéit vun den Nationalitéiten? Ech mengen, d'Transparenz iwwert dee Choix ass do ganz, ganz wichteg.

En effet, d'Écoles internationales sinn duerch de Fait, datt se de Sproochekompetenze besser Rechnung droen, e wichtegen Acteur an der Lutte géint den Échec scolaire, an domadder och e wichtege Bestandteil fir d'Erhale vun eiser sozialer Kohäsioun. Dat ass richtig.

Ech sinn awer der Meenung, datt ee Moyene muss fanne fir sécherzestellen, datt déi Heterogenitéit vun der Schülerpopulatioun muss hiergestallt gi respektiv erhale bleiwen. Ech war och immens fro ze héieren, datt zum Beispill an deem neie Lycée Gaston Thorn, wou mer jo virun e puer Deeg an der Chamberskommissioun nach driwwer geschwat hunn, wierklech och ganz vill Wäert op d'Lëtzebuergesch geluecht gëtt als soziale Kitt.

Kolleginnen a Kollegeen, d'Sproochesituatioun ass wuel den Haaptfacteur, duerch deen des nei Schoul-offer esou e grouse Succès kennt. Natierlech huet se och super flott Konzepter, ouni Zweifel. An natierlech begrësse mir als LSAP och zum Beispill, datt hei Ganzdaagsschoulen eng Selbstverständlechkeet

sinn, wou d'office formal an nonformal Bildung aneneegräifen.

Mee wann een den Ënnerschied vun enger europäescher an enger soi-disant normaler traditioneller Schoul hei zu Lëtzebuerg misst op ee Saz erfriechen, wier et jo awer d'Gewichtung an d'Methodik, wéi d'Sproochen enseignéiert ginn. Graff resuméiert: Et huet ee jo eigentlech de Prinzip vun engem Choix tëscht dräi Sektioneen, wou entweeder Franséisch, Däitsch oder Englesch d'Haaptsprouch, d'Langue dominante, ass; et ass net onbedéngt d'Mammesprooch. An déi aner Sprooch ginn dann awer och enseignéiert, allerdéngs e bëssen anescht.

Am traditionelle Lëtzebuergeschen System ass et dergéint nach meeschtens esou, datt Däitsch a Franséisch als Mammesprooch enseignéiert ginn. Fir Kanner zum Beispill mat enger däitscher Mamm an engem franséische Papp, déi doheem bilingue opwuessen, ass dat bestëmmt opportun. Fir d'Majoritéit vun de Schülerinnen an de Schüler entsprécht dat net méi hirer Liewenssituatioun, hirem Alldag.

E Kand, wat Netlëtzebuergeschen ass, soe mer emol, wat mat véier Joer aus Portugal heihinnerkënn, dat muss bannent dräi Joer am ganze véier Sprooch léieren – bannent dräi Joer! – seng Mammesprooch Portugisesch – wat iwwregens jo extreem wichteg ass, datt d'Kand och déi Mammesprooch beherrscht als Basis fir all déi aner Sproochen, also Portugisesch –, dann natierlech Lëtzebuergesch, Däitsch an dann och nach Franséisch, bis d'zweet Schouljoer. Déi zwee, wann ech gelift, Däitsch a Franséisch, op deem allerhéchsten Niveau als Mammesprooch. Dat ass natierlech ze vill d'äers Gudden. Dat luecht jidderengem an.

Et muss een awer soen, datt och vill Lëtzebuergeschen Schüler mam Franséische kämpfen. An dat fannen ech dach awer och e bëssen erschreckend. Déi ëmmer méi grouss Presenz vun Engleschen – ech weess net, ob et dat eleng ass –, mee déi Presenz op de soziale Medien an och soss am Alldag ass eng ganz grouss Konkurrenz fir d'Franséisch, wat engem jo wierklech net kann egal sinn.

De Minister huet eng Reform vum Franséischen op de Wee bruecht am Fondamental, souguer éischer fir de Prescolaire. Et soll anescht mat anere Methoden enseignéiert ginn. Dat ass wierklech gutt esou, dat ass och richtig esou. Déi Kanner, déi awer elo am leschte Cycle si vum Fondamental, hu jo dovunner net esou vill. Fir si wier d'Franséisch oder d'Däitsch vläicht scho virun de grouse Stolpersteen an hirer Karriär. A wat ass eigentlech och ugeduecht fir de Sproochenunterricht am Lycée? Wat ass en général de Plang fir eise Sproochenunterricht?

D'Entschlackung vun de Programmer huet jo weinst der Pandemie op eemol fonctionéiert. Dunn hate mer séier eng Definitiou vun de Contenus essentiels. Et war wuel e bëssen aus der Héft eraus, an awer eigentlech e gudden Exercice. Dorobber kéint ee jo eigentlech opbauen. Aus der Kris gouf hei eng Chance. Wat maache mer elo dorauer? A kréie mer och déi positiv Aspekter vun Sproochenunterricht aus den öffentlechen Europaschoulen an eise System iwwersat an integréiert? De Minister huet de politesche Wëllen hei dofir ausgeschwat. Et misst een nach kucken am Detail, wéi dat fonctionéiert.

Mir als LSAP sinn der Meenung, datt een iwwer all Optione muss kënnen schwätzen: iwwer eng aner Gewichtung, iwwer Grilles horaires, Programmer an all Ordre d'enseignement. Grad well mer zu eisem Trilinguisme stinn, grad well mer eis Dräisproochegheet wichteg fannen, brauche mer eng Reform, fir datt eeben all eis Sproochen attraktiv bleiwen! Mir brauche fir eis Kanner déi bescht Schoulen. Dat heescht

fir mech: dat Gutt aus der traditioneller Schoul bäibehalen, optimiséieren an dat Bessert aus den europäesche Schoulen iwwerhuelen an integréieren.

An deem Sënn ass fir mech eng Analys vun der Ënnerdeelung an dominant Sproochen a Friemsproochen, wéi se eeben an den europäesche Schoulen enseignéiert gëtt, déi Analys ass ee Must als en Deel vun engem regelrechten Inventaire vun den aktuellen Exigenzen a Kompensatiounsméiglechkeeten am ganze Schoulsystem: Secondaire, Secondaire général an d'Formation professionnelle. Op jidde Fall ass et fir mech kloer: Et dierf 2022 net méi esou sinn, datt Schüler mat Potenzial a sämtleche relevante Fächer fir eng Sektouren, hirem Dram net kënnen nogoen, nëmme well se e Retard hunn an enger Sprooch. Domadder si mir net méi d'accord.

Här President, Dir mierkt, d'LSAP kann den ëffentlechen europäesche Schoule ganz, ganz vill Positives ofgewannen. Mir hu se ëmmer hei an der Chamber matgedroen. Et stelle sech just eng Partie Froen. Mat dat Wichtigst ass – an dat war a bleift och onverhandelbar, dat weess de Minister –, datt dës Alternativ gratis an ëffentlech bleift. Privatiséierung vum Bildungsoftrag komme fir eis net a Fro. D'Schoul gehéiert an déi ëffentlech Hand an et dierf keng Fro vu Background a scho guer net vu Portmonni sinn. Och datt ass Chancégerechtheet. Dozou gehéiert awer och, datt déi international Schoul fir all Kanner zougänglech sinn.

Et gëtt jo hei eigentlech keng richtig Andeelung a Classique a Général. Heescht dat, datt et eng Zort Gesamtschoul ass? Kann een dat esou nennen? De sougenannten „Tronc commun“, wou d'Kanner also net mat eefel, zwielef Joer getrennt ginn, mee wou se zesummebleiwen, wou se vunene léieren a profitéieren. Dat ass eis sympathesch. Et héiert een awer och, datt déi international Offer villméi eng Alternativ ass just zum Lëtzebuergeser Classique, vu d'Programmer, déi net onbedéngt mat deenen aus dem Général ze vergläiche sinn.

A wat ass eigentlech mat der Formation professionnelle? Féinnt déi och hir Plaz an deem System? An natierlech och wichteg an hoffentlech net vergiess, an Dir hutt et virdrun ugeschwat: Kanner mat spezifesch Besoinen, mat spezielle Besoinen, d'Inklusioun an den europäesche Schoulen. Och déi Kanner mussen do hir Plaz fannen.

Här President, ech hunn et ugeschwat: Eng wichteg Fro, déi sech fir eis stellt, ass déi vun der Orientéierung. Wie gëtt an déi europäesche Schoulen orientéiert? Den Här Minister huet an engem rezenten Interview am „Land“ gesot, datt e sech géif wënschen, datt net méi no den Optiounen – Préparatoire, Général a Classique – orientéiert gëtt, mee och d'europäesche Schoulen hei mat abezu ginn.

Dir wësst, datt d'Orientéierung eppes ass, wat mir ganz um Häerz läit, eebe well et zur Chancégerechtheet bäidroen kann, mee awer och grad de Contraire bewierke kann. Mir brauchen dofir kloer Prozesser a Prozeduren. Et ka jo net sinn, datt ee Kand, well et ee gutt informéierte Schoulmeeschter huet oder eng Léierin a well dat Kand dann iwwer all Méiglechkeeten an all Optiounen perfekt opgekläert gëtt, datt dat dee richtige Choix mécht, dee fir hatt selwer gutt ass, an een anert Kand, wou den Enseignant vläicht grad net déi richteg Zäit huet oder dat vläicht net esou wichteg féinnt, datt dat Kand dann eebe Pech hat. An op een Internetsite verweisen ze ginn, op d'Portes ouvertes vun de Schoulen, dat ass fir mech eigentlech keng Alternativ. An ech fannen, datt dat och net wäit genuch geet an net systematesch genuch ass.

Also déi systematesch Informatioun iwwert d'Offer adresséiert sech, wéi gesot, net just un d'Schüler,

mee och un d'Elteren, an zwar net eréischt beim Passage vum Fondamental an de Secondaire, mee jo vill éischter, well déi europäesch Filière bidde jo och de Fondamental. Hei mussen d'Eltere wëssen, firwat et sech eventuell fir hiert Kand kéint lounen – oder eeben och net –, fir an esou eng an net an eng traditionell Lëtzebuergeser Grondschoul ze goen. Op d'Maison de l'orientation kënn an deem Sënn ganz sécherlech nach vill Aarbecht duer. Awer a mengen Ae geet et och méi wäit, well do mussen all déi concernéiert Acteure mat abezu ginn.

Léif Kollegeginnen a Kollegen, en eenheetlech Konzept fir de Bildungssystem zu Lëtzebuerg mat engem konsequente Curriculum, jo, dee géif ech ganz gär zeichnen. An ech mengen, datt dee vill Problemer an Ongewëssheete kéint ophiewen. Och den Observatoire vun der Qualité scolaire mécht jo do Rekommandatiounen, déi een net sollt ignoréieren.

Dat alles geet natierlech net vun haut op muer. Mir sinn an enger Transitionphas an dofir muss mer fir d'éischt emol klären, wéi vill Europaschoule mer nach brauchen a kréien, wéi d'Kanner herno ofschneiden, wa se hiren Examen de fin d'études maachen. A wann ech dat richtig verstanen hunn, komme jo elo déi Éischt aus der Déifferdenger Schoul dëst Joer eraus.

Fir d'nächst Fréijoer mécht de LUCET vun der Uni Lëtzebuerg jo eng Bestandsopnam vun den Europaschoulen, vun der Schülerschaft hirem Background, vun de Schüler hire Kompetenzen. An ech biede wierklech drëms, Här Minister, datt mer dee Bilan hei an der Chamber gesinn an och am Fong diskutéieren.

Ech komme bei d'Konklusioun. Dir gesitt, et stelle sech vill Froen fir eis ëm d'Europaschoulen, déi nach gekläert mussen ginn. Mee generell – dat wëll ech nach eng Kéier betounen – ënnerstëtze mir als LSAP dëseneie Bildungswee. Mir stinn zu eiser Dräisproochegkeet. Awer eebe grad fir se ze retten, muss mer se un d'Realitéit upassen.

An der Vergaangenheet ass ze dacks ausser Uecht gelooss ginn, datt dobäi eng ganz Rei Kanner a jonk Leit op der Streck bleiwen, net d'Chance op déi Ausbildung kruten, déi se vläicht wollten, oder guer keng a mat der Schoul opgehal hunn – Stéchwuert „Décrochage scolaire“ –, well se weinst Sproocheproblemer vun Ufank u Retarden haten, respektiv vun Ufank un an der Grondschoul – an dat ass wuel dat Schlämmst, wat engem Kand fir säi Selbstvertraue geschéie kann – gewise kruten, datt se anscheinend net gutt genuch si fir eise System. Abee, wann dat esou ass, da muss een de System änneren, an net d'Kanner.

Ech kommen zum Schluss zréck bei d'Jonge virun der Mauer: den Tun an de Louis. An de Louis, dee méi Groussen, wann deen duerch seng Hierkonft keng Problemer huet, fir iwwert d'Sproochemauer ze kucken, ma dann ass dat jo tiptopp. Da begreisse mer dat. E soll och entsprechend geféiert ginn. Mee dat heescht net, datt den Tun, dee méi Klengen, net soll, net muss esou gehollef kréien, wéi hien et brauch, mam Argument, datt de Louis et jo och mat manner Problemer, mat manner Hëllef packt. Da loosse mer den Tun, a mat him ganz vill anerer, zack an d'Bildungsmauer rennen! Eng Mauer, an déi mer da fréier oder spéider och als Gesellschaft riskéieren ze knuppen. Dofir gëtt et elo héich Zäit, souwuel dem Tun wéi dem Louis déi Träppchen ze ginn, déi se brauchen, fir iwwert d'Mauer ze kommen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Noluschteren an deposéieren awer och nach eng Motioun vun den dräi Majoritéitsparteien, an där eis gemeinsam Positioun an och eis gemeinsam Vuen nach eng Kéier opgeléicht sinn.

Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'hétérogénéité croissante de notre population scolaire qualifiée de « hyperdiversity » par les chercheurs de l'Université du Luxembourg ;

– considérant que le pourcentage d'élèves dont la première langue parlée à la maison n'est pas le luxembourgeois s'élève à 66,3 % ;

– rappelant les conclusions du « Bildungsbericht 2021 » de l'Université du Luxembourg qui se base sur les résultats des épreuves standardisées (EpStan) et selon lesquelles :

- le système scolaire luxembourgeois ne parvient actuellement pas à prendre entièrement en compte la diversité sociale, langagière et culturelle du pays ;

- les élèves issus de familles socialement défavorisées qui ne parlent ni l'allemand ni le luxembourgeois à la maison rencontrent le plus de difficultés dans notre système scolaire actuel ;

- l'alphabétisation en langue allemande au cycle 2.1 constitue de plus en plus un problème qui impacte de façon négative le parcours scolaire de ces élèves ;

- soulignant qu'il est de la responsabilité de l'État d'offrir un système éducatif public dans lequel chaque élève ait une chance de réussir, indépendamment de son milieu d'origine ou de sa situation socio-économique ;

- saluant dans ce contexte les efforts déployés par le Gouvernement en faveur d'une diversification de l'offre scolaire qui miroite la grande diversité des talents, intérêts et biographies langagières des élèves, et plus spécifiquement :

- le développement de nouvelles formations (p. ex. Section I, DAP Enfance etc.), l'introduction de nouvelles matières (Vie et société, Coding) et la modernisation des programmes ;

- le renforcement de l'autonomie scolaire par la « réforme Lycée » qui permet à chaque lycée de forger son offre scolaire ;

- l'introduction des programmes européens et britanniques et l'extension du programme du baccalauréat international ;

- la création des écoles européennes publiques EIDE à Differdange et Esch-sur-Alzette, EIES à Clervaux, EIMBL à Mondorf-les-Bains, LLIS à Junglinster, EIMAB à Mersch et la future création de l'EIGT à Luxembourg-ville qui accueillent désormais quelque 3.000 élèves et auront au final une capacité de plus de 8.000 places ;

- constatant que l'exode vers les écoles privées et l'étranger qu'a connu le système scolaire luxembourgeois pendant des décennies a pu être maîtrisé avec un nombre d'élèves fréquentant une école privée qui stagne depuis des années ;

- saluant l'investissement important dans le développement du système scolaire luxembourgeois et dans l'école publique, et plus spécifiquement la mise à disposition de plus de 4.000 postes supplémentaires par le Gouvernement pour l'Éducation nationale depuis 2017 ;

- constatant que les écoles européennes publiques connaissent une grande popularité et que la demande dépasse actuellement l'offre mise en place ;

- soucieux de donner à tous les enfants les meilleures chances de départ en garantissant la cohésion sociale et l'intégration dans la société luxembourgeoise ;

- s'appuyant sur l'expérience et les compétences des écoles européennes dans la scolarisation d'enfants issus de l'immigration notamment à travers l'alphabétisation en langue française,

invite le Gouvernement

- à s'inspirer du modèle des écoles européennes et internationales en développant, dans le cadre de projets

pilotes, un concept pour l'enseignement fondamental offert aux élèves du cycle 2 le choix d'opter soit pour une alphabétisation en allemand, soit pour une alphabétisation en français ;

– à analyser, dans le même esprit, quels autres éléments du modèle des écoles européennes et internationales pourraient être bénéfiques pour les élèves de l'enseignement secondaire ;

– à promouvoir la cohésion sociale et l'intégration en maintenant les enfants dans des groupes classes mixtes dans lesquels ils seront coenseignés dans un maximum de cours ;

– à maintenir les niveaux de langues reprises dans le plan d'étude actuel et d'assurer ainsi une orientation vers l'enseignement secondaire général ou classique ;

– à préserver le trilinguisme, fondement du système scolaire luxembourgeois ;

– à mener des projets pilotes ayant comme objectif d'évaluer le concept ;

– à tenir compte, lors de la conception des projets pilotes, de l'état de la recherche en matière de psycholinguistique et notamment dans le domaine de l'alphabétisation ;

– à faire évaluer et suivre les projets en question par l'Université du Luxembourg ;

– à présenter l'évaluation à la Chambre des Députés avant toute extension ou généralisation du projet pilote ;

– à veiller à ce que les conditions d'accès aux écoles internationales publiques soient transparentes ;

– à présenter, pour le printemps 2023, à la Chambre des Députés les premières analyses et évaluations du modèle des écoles internationales publiques telles qu'annoncées dans le « Bildungsbericht 2021 » ;

– à mettre en œuvre le concept d'une offre qualitative d'aide aux devoirs à l'échelle nationale pour les élèves de l'enseignement fondamental ;

– à continuer de promouvoir les initiatives existantes du MENJE visant à informer les élèves quant aux différentes offres scolaires.

(s.) Francine Closener, Gilles Baum, Djuna Bernard, Tess Burton, Claude Lamberty, Josée Lorsché.

¹ MENJE 2021, Enseignement fondamental : Statistiques globales et analyse des résultats scolaires. Année scolaire 2019/2020

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, villmools Merci, Här President. Ech hunn elo keen Tun a kee Louis a kee Louise a keen Antoinette, mee ech fänken elo ...

(Interruption)

Och kee „klein Leo“.

(Hilarité)

Une voix | Wou ass de Leo iwwerhaapt? Deen ass net hei.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech bleiwen elo emol direkt bei den Europaschoulen. An een Zil vun den Europaschoule war et jo ëmmer, fir attraktiv ze bleiwen an och ze sinn hei zu Lëtzebuerg fir d'Expatsen, déi mer hei brauchen – eis Ekonomie brauch se –, fir deene Kanner eeben d'Méiglechkeet ze ginn, datt wann hir Elteren erëm heem an hiert Heemechtsland

ginn, datt déi do hire schoulesche Parcours kënnen weiderféieren.

An da wësse mer awer och – an dat huet och d'Madamm Closener gesot –, datt mer och aner Kanner nach ëmmer haten an hunn, déi an international Schoule ginn, an datt do plazeweis definitiv d'Aschreiwungsgebühren horrend sinn. An an deem Sënn war et fir eis ëmmer och wichteg, datt wa mer eng Europaschoul hunn, datt et soll eng effentlech sinn, déi dann och soll gratis sinn.

Mir hunn och ëmmer gesot, datt et fir d'Chancëgerechtegkeet wichteg wär, datt déi Schoulen dann och accessibel si fir d'Kanner an datt mer duerfir eeben eng territorial Opdeelung brauchen, déi muss organiséiert sinn an déi net dierf dem Zoufall iwwerlooss ginn. An dat ass jo och ee vun de Punkten, no deenen d'Madamm Closener gefrot huet, „Stratégie d'implantation“ hat se dat genannt. Dat heescht, fir eis ass et wichteg, datt déi Schoulen och accessibel si fir d'Kanner. An ech hat vergiess Iech Merci ze soe fir ... Dat war den Tun an esou virun, de Louis, deen hat mech duerjernee gemaach. Mee merci nach eng Kéier fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun, déi trotzdeem ganz wichteg ass.

Ech soen awer och ganz kloer: Mir si géint eng weider einfach esou Multiplikatioun vun den Europaschoulen hei am Land, ouni datt déi tatsächlech Problemer an eisen effentleche Schoulen an och an eisem Sproochenunterrecht ugepaakt ginn.

Ech muss nämlech och soen, ech war zimmlech erfëiert, wéi ech am Hierscht – ech mengen, et war am Hierscht – héieren hunn, datt niift deenen zwou meien Europaschoulen – mir kréien der elo sechs – nach annoncéiert ginn ass, datt och elo nach sollte Klassen op Belval an op Diddeleng kommen. An ech weess net genau, wéi dat dann eeben organiséiert war oder ob dat e bëssen Zoufall war.

Eebe richteg, net, well ech net de Bedarf gesinn. Well ech gesinn de Bedarf no enger flexibeler Sproochenoffer an de Schoulen, well, wéi gesot, de Sproocheproblem ass do an dee muss u senger Wuerzel ugepaakt ginn. Mee mir sinn awer dogéint, fir eng parallell Schoulwelt opzebauen, ouni eeben an deenen normalen effentleche Schoulen dat do unzepaken.

A genau duerfir hu mer eeben och gesot: Mir musse kucken, wéi eng Virdeeler hunn déi do Schoulen? A si hunn eng ganz Partie Virdeeler. Mee mir dierfen, wéi gesot, net déi parallell Schoulwelt opbauen, well da gi mer e bëssen eis Souveränitéit of, well mir kënnen hei net iwwert d'Schoulprogrammer mat diskutéieren. Déi kréie mer jo och virginn. An ech denken, datt dat awer eppes ass, wat fir eist Land och extreem wichteg ass, datt mer selwer decidéieren, wat an eiser Schoul gemaach gëtt. Wéi gesot, eng Multiplikatioun, dat wat mer elo hunn, ass net méi ganz normal. A ganz Europa gëtt et, wann ech Lëtzebuerg eraushuelen, 16 Europaschoulen. Mir hunn der elo hei zu Lëtzebuerg scho sechs a mir kréien nach zwou Klassen derbäi. Dat heescht, iergendwann hu mer der vläicht aacht an dat ass, mengen ech, net méi ganz normal.

Eis Gesellschaft huet sech geännert. D'Zusammensetzung vun eiser Gesellschaft huet sech geännert an eeben och eis Schoul muss sech änneren an eise Sproochenunterrecht muss sech änneren.

An da kommen ech bei deenen zweete Punkt vun der Madamm Closener hirer Interpellatioun, dat ass d'„Demande de plus en plus importante de ce modèle d'enseignement“. Ech hu gesot, jo, de Bedarf ass do no enger anerer sproochlecher Schouloffer an dat weise ganz einfach och d'Aschreiwungen. Mir hunn 2.500 Schüler, déi am Moment ageschriwwen sinn. Dat ass natierlech ënner anerem zréckzeféieren op d'Zusammensetzung vun eiser Gesellschaft, déi geännert huet, mee

awer net nëmme dorobber, well een Drëttel vun de Kanner si ganz einfach Lëtzebuurger Kanner, déi och deen do Schoulsystem sichen. A firwat sichen d'Lëtzebuurger Kanner de Wee an d'Europaschoul? Dat ass genau déi Fro, déi d'Diane Aedeem gestallt hat, wéi et ëm de Vott vun der Mierscher Europaschoul gaangen ass. An déi Fro, mengen ech, déi muss beäntwert ginn.

Wéi gesot, d'Europaschoul huet op deen éischte Bléck eng ganz Partie Virdeeler. Mir hunn ee Joer manner bis zum Bac. Ass do schonn eng Kéier eng Analys gemaach gi vun de Programmer? Vlächte kënnen mer déi aner Programmer och eng Kéier e bëssen, ech wëll net soen ausmëschten, mee entschlagen.

(Hilarité)

Dann: Fir vill Elteren ass d'Ganzdaagsbetreierung wichteg. Och dat huet d'Madamm Closener ugeschwat. D'Ganzdaagsbetreierung ass wichteg. D'Europaschoulen offréieren dat. Do ass och eis Positioun ganz kloer. Mir haten e Walprogramm. Am Walprogramm hate mer geschriwwen: Mir wëlle gären, datt iwwerall am Land accessibel eng Ganzdaagsbetreierung offréiert gëtt fir d'Kanner, och am Sënn vun enger Chancëgerechtegkeet. Mir hunn dat bei de Kanner bis an de Cycle 4.2. Et gëtt eng ganz Partie Monoparentallen, déi och hei setzen, an déi wëssen och: Wann d'Kanner op Septième sinn, dann ass et net onbedéngt evident, wann déi um zwou Auer heemkommen a se setzen eleng do. Mee mir wollten awer keng verpflichtend Ganzdaagschoul hunn. Also do hu mer e ganz konkreeten Ënnerscheid gemaach. Wéi gesot, d'Ganzdaagsbetreierung ass e grouse Virdeel, se soll offréiert ginn, ass awer net onbedéngt eppes, wat muss nëmme an enger Europaschoul gemaach ginn. Et gëtt jo och net nëmme do gemaach.

Dann hunn dës Europaschoule Qualitéitskontrollen. Dat ass och eng ganz interessant Saach, déi gemaach gëtt. Et gëtt eng Direktioun an der Grondschoul, dat fanne mir extreem gutt, dat hu mir ëmmer erëm gefrot. Den Här Minister laacht. Deen huet déi leschte Kéier, wéi mer hei d'Motioun nach bruecht hunn, dunn huet den Här Minister gesot, hie bräicht an enger Grondschoul Basisdemokratie. Ben, wéi gesot, hei an der Europaschoul gëtt et dat dann net a se fonctionéieren awer gutt. A mir si fest dovunner iwwerzeegt – och nach eng Kéier –, datt mer an eisen effentleche Grondschoulen och eng Direktioun bräichten, datt mer och do eis effentlech Grondschoule géife stäerken. A virun allem huet eng Europaschoul vill méi e flexibele Sproochenunterrecht an eng aner Aart fir ze léieren.

Duerfir soen ech: De Succès ass do, an ech si perséinlech och iwwerzeegt, datt dat gutt ass. Ech war eemol en hallwen Dag esou als Shadow-Schüler an enger Europaschoul an déi Kanner hate Spaass ze léieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Also sinn ech wierklech dovunner iwwerzeegt, datt dee Sproochenunterrecht, esou wéi en do ugepaakt gëtt, gutt ugepaakt gëtt. A genau duerfir soen ech awer och, musse mer de Sproochenunterrecht an eisem traditionelle Schoulsystem reforméieren. Mir mussen iwwerhaapt e bëssen ëmdenken, wéi d'Kanner an déi Jugendlech am Allgemenge sollen an der Schoul léieren, mee ech bleiwen awer hei bei de Sproochen.

An dat ass dann den drëtten Punkt vun der Interpellatioun. Do steet dann « Recours à un enseignement de langues divergeant du système classique ». Wéi gesot, wat fir eis kloer ass, dat ass eis Méisproochegkeet. Eis Méisproochegkeet, do si mer eenzegarteeg hei zu Lëtzebuerg, do gi mer ganz dacks beneit. An dës Eenzegarteegkeet, déi solle mer bäibehalen. Et ass wierklech eng grouss Stärkt, déi mer hunn, mee et ass awer och – an dat wëssen, mengen ech, déi meescht hei – eng ganz grouss Erausforderung. An

dat géllt souwuel fir d'Kanner mat Lëtzebuenger Hierkonft wéi och fir déi aner Kanner.

An ech ginn dat och gären zou: Et ass net eng kleng Erausforderung, de Sproochkonzept an engem offiziell dräisproochege Land mat ville Leit mat Immigrationhintergrond, fir dat u sech ze erschaffen. Mee fir eis stann awer wierklech fest: Mir brauchen eng aner Aart a Weis, fir Sproochen ze léieren, an 2017 hat den Här Adam eng Interpellatioun zu de Sproochen ugefrot. Do war dat Ganzt schonn eng Kéier ugeschwat ginn a villes vun deem, wat do gesot ginn ass, ass nach ëmmer richteg. Duerfir wäert ech dat och elo sécherlech net alles widderhuelen.

Wat awer och feststeet, dat ass, datt ganz dacks d'Sproochen d'Hürd si fir vill Kanner, fir vill Jugendlécher, fir déi Ausbildung ze maachen, déi se gäre wéilte maachen. Mat Hëllef vun de Sprooche gëtt bei eis wierklech ganz dacks gesift. Dat ass vläicht en haarden Ausdrock, mee dat ass awer leider Gottes esou a ville Schüler gëtt duerch d'Sproochen hir Zukunft verbaut.

An da widderhuelen ech awer eppes, wat ech 2017 scho gesot hunn. Ech hunn deemools e fréiere Conseiller de gouvernement vum Educationministère zitëiert. Deen hat gesot: „Weeder an der Grondschoul nach am Lycée hunn d'Kanner Franséisch gären. Si haassen, verabscheuen et souguer.“, sot en, a „Wéi kann ee Freed un enger Sprooch vermëttelen, wou an éischter Linn emol op e Koup vu Reegelen an Norme gepocht gëtt?“ An du sot en och nach, esou wéi mir d'Sprooche géife léieren, géife mer et souguer fäerdegbréngen, datt e Fransous mat senger Mammesprooch d'Flemm hätt.

(Hilarité)

An dat war een, deen am Educationministère geschafft huet. A leider Gottes ass et awer zum Deel nach ëmmer esou.

Ech hat och elo nach eng Kéier mat engem Sproochwëssenschaftler geschwat. An dee sot: „Mir léieren déi Sproochen nach ëmmer mat deene leidege Vokabellëschten.“ En huet gesot: „Kuckt emol eng Kéier, wou kënnt dat hier, déi Vokabellëschten?“ Déi Vokabellëschte kommen hier vun deene Leit, déi als éischt Sprooche geléiert hunn, dat waren d'Pateren, déi pilgere gaange sinn. Déi hunn e Buch geholl an hunn do opgeschriwwen an enger Sprooch an dann an enger anerer Sprooch an haten hiert Bichelchen dann dobäi. Wéi gesot, mir sinn aus dem Zäitalter vum Pilgeren eraus. Ech mengen, do sidd Der alleguer mat eis averstannen.

(Brouhaha)

Mir hunn aner Moyenen an duerfir muss och eise Sproochenunterrecht do ugepaakt ginn. Wéi gesot, d'Problemer sinn do an ech géif och wierklech soen, se sinn erkannt, well soss hätte mer keng sechs Europaschoulen. Se sinn erkannt, mee et muss an eisen Aen, an deenen normalen öffentleche Schoulen dru geschafft ginn, fir do Reformen ze maachen an net einfach parallell dat anert opzebauen.

Ech ginn einfach just op néng Punkten an. Ech wëll awer och nach soen: Mir hunn och aner Lycéëen, wou mer kënnen eis Virbillen huelen, zum Beispill de Lycée Ermesinde. Dat ass elo keng Europaschoul, mee déi huet och eng aner Aart a Weis, fir Sproochen ze léieren. An do wär et och ganz interessant, emol eng Kéier ze wëssen, fir do ee konkrete Bilan ze maachen an och fir do ze kucken, wat kënne mer do eraushuelen?

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat heescht, mir solle knäipen. Normalerweis soll een dat net an der Schoul, mee hei solle mer knäipen. Mir solle knäipe vun den Europaschoulen – wat ass do gutt? A mir

solle knäipe vun dem Lycée Ermesinde – wat ass do gutt? An da solle mer kucken, fir dat eriwwehuelen an eisen normalen öffentleche Schoulsystem.

A wann ech hei d'Majoritéit héieren hunn, da géif ech mengen, si sinn och där Meenung. An ech hat souguer virdrun den Här Minister héieren. Ech mengen, dee wär ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An ech och, gesitt Der emol.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dee war och där Meenung an dat ass jo wierklech net dacks de Fall, datt mir enger Meenung sinn. Mee hei géif ech wierklech soen, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dann huet de Mëtten hei schonn eppes bruecht, gesitt Der emol.

Mme Martine Hansen (CSV) | ... knäipen an eppes iwwerhuelen. Ech ginn awer lo trotzdeem nach op e puer Punkten an.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Kënne mer en Accord ënnerschreien?

Mme Martine Hansen (CSV) | Nee, Här Minister – Här President, pardon!

(Hilarité)

Éischters muss mer eis wierklech och an eise normale Schoulsystem nach eng Kéier d'Fro stellen: Brauche mer alleguer déi Onrengelméissegkeeten, déi verschidden Zäiten? Ech hunn do an der Europaschoul nogekuckt. Do léieren d'Kanner emol am Ufank eng Zäit am Futur, de Futur simple, eng Zäit an der Géigewaart, den Indicatif présent, an eng Zäit an der Vergaangenheet, an da kënne se schwätzen. Da kënne se eppes domadder ufänken. A firwat maache mir dat net och?

Zweetens, an dat awer och am Sënn vun der sozialer Kohäsioun, fannen ech nach ëmmer oder fanne mir, datt dat Lëtzebuergesch eng wichteg Sprooch ass fir ze integréieren, an do huet eise Cycle 1 eng ganz wichteg Bedeitung.

Mir sinn eis eens hei, denken ech, datt mer dat mussen bäibehalen. Mir brauchen eng gemeinsam Sprooch, soss hu mer keng sozial Kohäsioun, an déi gemeinsam Sprooch soll dann och dat Lëtzebuergesch sinn.

Drëtens, wat de Sproochenunterrecht allgemeng ugeet, do denken ech, wär et sënnavoll, wa mer eis einfach emol géifen e bësse méi un deem Europäesche Referenzkader orientéieren. Ech hat mat där deemo-leger Directrice vum Centre de langues eng Kéier e längert Gespréich doriwwe. Leider ass se gestuerwen. Mee déi sot mer, wa mir dat géife maachen, da géife mer automatesch an eise Schoulen op eng aner Aart a Weis Schoul halen, eng aner Aart a Weis huelen, fir d'Sproochen ze léieren an och fir se ze evaluéieren. Also solle mer dat maachen.

Am Moment soe mer, wann een e Bac huet, da kritt en den C1 – soen ech emol einfach – am Franséischen. Mee verschidden Unien huelen dat schonn net méi un, dat heescht, et muss ee souwisou kucken, datt een et nach eng Kéier zertifiziert. An op där anerer Säit stëmmt et och net. Do huelen ech wierklech nach eng Kéier d'Beispill vun der Madamm Delvaux, déi dat eng Kéier 2006 gepréift hat. An ech mengen, ech fäerten, dat hätt sech net verbessert. Dat ass 2006 gepréift gi bei eise Classiquesschüler an do hatten ... Also den C1, dat ass jo dat, wat een am Prinzip bescheinegt kritt. Do hate ganz genau 20 % den C1 vun de Classiquesschüler. Also ass et eppes, wou mer soen, mir peilen et un, mee dann ass et och nach e

bësse schäinhelleg. Dat heescht, mir errechen et och nach net an da muss mer eis awer och nach froen: Firwat erreche mer dat net?

Da véiertens: An der Europaschoul hunn d'Schüler, déi e Bac maachen, de Choix tëschent enger éischer Sprooch um héijen Niveau an enger zweeter an enger drëtter Sprooch mat engem manner héijen Niveau. Déi Jugendlech, déi kréien dee Bac. Bei eis kréiche se da kee Bac, well bei eiser Reform vum Secondaire hu mer drop ... oder net mir, mir haten eng Propos gemaach. Mee do gëtt nach ëmmer drop gepocht, datt se an zwou Sprooche mussen den héijen Niveau C1 hunn, wat, wann ech d'Resultater vun der Madamm Delvaux hirem Test jo do kucken, irrealistes ass. Dat heescht, ech denken, mir sollen och do eng Reform maachen an och an eise Klassen System de Sproochenunterrecht méi flexibel gestalten an och do d'Ufuerderunge méi flexibel gestalten. Firwat net och do soen, de Schüler huet e Choix, mindestens eng Sprooch muss um C1 sinn? Hie kann der dräi um C1 maachen, mee e muss mindestens eng um C1 maachen an déi aner kann en een Niveau ënnendrenner maachen. Da geheie mer se net duerch, wa se an enger zweeter Sprooch e Problem hunn.

An da muss een natierlech wëssen – an do si mer awer genau esou strikt: Een, dee wëll Enseignant ginn, dee muss en C1 am Däitschen an am Franséischen hunn. An dat misst een dann och kloer soen, mee dat ass am Moment och net méi de Fall. Dat heescht, am Moment mécht en e Bac, souwisou huet en net den C1, och wann den C1 zertifiziert gëtt, an e kann awer Enseignant ginn.

Dat heescht, ech hu léiwer, mir sinn éierlech a mir soen eng Sprooch um héijen Niveau, mindestens eng, et kann een der méi maachen, mee dann errecht een déi och.

An da kommen ech bei de fénnefte Punkt, da brauch ech en differenziéiert Schaffen. Am Moment gëtt et am Enseignement général jo schonn Niveau de base an Niveau avancé an de Sproochen an an der Mathé. Dat klappt awer nëmme – an dat kann ech awer aus eegener Erfahrung soen –, wann een da wierklech d'Gruppen och esou mécht. Wann een eng Klass huet, wou ee seet, mir schaffen zwar differenziéiert, mee da kréien déi Staark einfach e bësse méi Aufgabe wéi déi Schwaach, da soen ech Iech: Déi Staark, déi si jo och net esou domm. A meeschtens räissen déi sech net ëm déi zousätzlech Aufgaben an da wäerten déi scho kucken, datt se net zousätzlech Aufgabe mussen maachen.

A wann ee se awer wierklech separat differenziéiert a seet: „Dat do ass e Groupe de base. Ech maache wierklech mat deene méi lues, fir datt se nokommen, an da peilen ech en anert Zil un. An déi Staark, ma déi pushen ech och an hirer Grupp.“ – dat ass natierlech eng aner Schouloorganisatioun. Da muss ech zum Beispill op Septième alleguer d'Franséischcourse parallell lafe loossen an ech deelen se dann a Gruppen op. Dat ass awer esou, wéi et fonctionéiert, an da muss een, soen ech, de Schoulen och déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, fir dat kënnen anescht ze organiséieren.

Da kommen ech bei de sechste Punkt, Här President: d'Motivatioun, also wierklech déi emotional Astellung vun de Schüler zu enger Sprooch. Déi hëlleft jo wierklech, datt een d'Sprooch léiert. Dat ass jo net nëmme an der Schoul esou. Ech mengen, dat ass an der Politik esou, datt ass am Sport esou: Wann een net motivéiert ass, da fält alles zimmlech schwéier.

An da kann ech Iech just soen, ech hat eng Klass déi lescht Woch bei mer. Du sot déi mer: „Mee Madamm Hansen, mir hu keng Loscht, iergendeng Literatur aus dem 18. Joerhonnert ze liesen.“ A wa si keng Loscht

hunn ... Ech weess, d'Liewen ass kee Kichelchen, et muss een och Saache maachen, wou een net ëmmer Loscht huet. Mee wann ee keng Loscht huet, da léiert een dat jo net. A brauch ee wierklech déi Literatur aus dem 18. Joerhonnert, fir eng Sprooch ze léieren? Dat mengen ech net.

Oder ech ginn Iech en anert Beispill am Däitschen, vun enger Deuxième. Da kënt do en Text : „Komm in den totgesagten park und schau: / Der schimmer ferner lächelnder gestade / Der reinen wolken unverhofftes blau / Erhellte die weiher und die bunten pfade.“ Sou, kënt Der do – stellt Iech just vir – déi Jugendlech vun 18 Joer begeschteren?

Une voix | Ma jo.

Une autre voix | Nee.

Une troisième voix | Mech net.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Also ech verstinn, datt ee se schwéier kann domadder begeschteren.

(Interruption par M. André Bauler)

A virun allem verstinn ech och, datt een net onbedéngt domadder d'Sprooch léiert. Et léiert ee ganz aner Saachen, mee dat kann een och an engem anere Fach maachen. Duerfir soe mer, et misst een och emol eng Kéier eng kloer Trennung maachen tëschent Literatur an deem rengen Sproocheléieren an dann och vläicht do de Choix loosser.

Mir brauchen eng Diskussioun iwwert d'Bedeutung vum Engleschen. Dat ass kloer. Kënne mer eis wierklech nach erlaben, dat Englescht e bësse méi stéifmüterlech ze behandle vis-à-vis vum Franséischen? Ech mengen, do kann een iwwert d'Aféierung vum Engleschen op Septième nodenken. Et kann een och an de Berufsausbildung mam Englesche kucken, ob een et net och do soll offréieren.

Ech komme bei den aachte Punkt. Ech hu mat Enseignanté geschwat aus der Europaschoul a mir wësse jo, d'Europaschoul preparéiert op de Bac. Déi sote mer, et séizen awer och Schüler do, déi kéinten e Bac net packen. A mir haten déi Diskussioun bei der éischter Europaschoul zu Déifferdeng, wou ech gesot hunn ... Ech hat deemools bei engem Direktesch aus Däitschland ugeruff an du sot déi zu mir: „Wann Dir zu Lëtzebuerg jiddwereen unhuelt, och deen, dee vläicht kee Bac ka packen, dann ass dat Augenschere.“ Dunn hu mer gesot: „Ma mir mussen awer wannechgelift deene Kanner richteg Perspektiv ginn, wann déi an déi international Schoul do kommen, och wann et awer zimmlech feststeet, datt se vläicht kee Bac packe kënnen.“ An déi Perspektiv hunn ech e bëssen nogekuckt, déi ginn et awer nach net richteg. Wann déi Engleschsproocheg d'Spektioun gemaach hunn an déi packe kee Bac, dann hunn déi keng Risenawiel vu Beruffer, déi se kënnen maachen duerno.

Dat misst een de Schüler, denken ech, awer ganz kloer an transparent och soen, wa se sech virstellen oder wa se an déi Schoul erakommen. Wann ech dat richteg gekuckt hunn, dann hu mer genau zwou engleschsproocheg Ausbildungen um Niveau vum Technicien. Dat ass am Emile Metz. Mir hunn der zwou um Niveau vum DAP. Dat ass da Restaurateur a Commerce am Lycée technique vu Bouneweg. An um CCP hunn ech elo keng fonnt. Dat heescht, wann déi Kanner de Bac net kënnen maachen, da ginn déi, wa se um Niveau DAP sinn, entweder op Commerce oder se ginn an d'Restauration. Soss hu se kee Choix. Dat muss een deenen och soen, wa se an d'Schoul kommen!

An dat bréngt mech da bei mäin néngte Punkt, wou ech dann erëm e bësse bei deen normale Schoulsystem kommen, wou ech da soen: Ier mer elo iwwerall

engleschsproocheg Ausbildungen vläicht an deem do Beräich opbauen, misste mer et awer och emol fäerdegbréngen, genuch franséischsproocheger unzbediden. An do ginn ech Iech ee Beispill vun engem Jong, deen zu Élwen an engem Foyer ass. Dee mécht eng DAP-Ausbildung als Mechatroniker. Dee fiert da vun Élwen aus op Belval, well zu Ettelbréck géif se nach eventuell ugebuede ginn, déi hunn awer keng. Dee fiert op Belval. Säu Kolleg, dee mécht e CCP, dee muss souwisou op Belval, dee gëtt et just zu Belval. An dee fiert dann erëm op Wolz an eng Garage seng Ausbildung maachen. Dat ass net ze maachen.

An ech fanne wierklech, datt mer mol do mussen upaken. Mir hunn an eise normale Schoulsystem e Risechantier. Dee Jong, dee muss um 5.15 Auer opstoen. Ech hu gekuckt: 6.05 Auer geet den Zuch. E fiert da mam Zuch. Dann ass en ëm 7.55 Auer do. Dann dierf den Zuch nach keng Verspéidung kréien. Dunn ass en déi leschte Kéier eng Kéier ageschlof, do krut en nach eng Retenue. Mee dat ka jo net sinn! Dat heescht, ech denken, do hu mer immens vill Chantieren an eiser traditioneller Schoul, déi mussen ugepaakt ginn, ier mer wierklech dann eng parallell Schoulwelt opbauen.

Wéi gesot, eng Multiplikatioun vun den Europaschoulen ass vläicht den einfache Wee, mee dat aleng ass net dee richtige Wee. Als CSV gesi mir dat op jidde Fall net als déi allgemeng Léisung. Mir sollen dat, wat an den Europaschoule gutt leeft, mengen ech, iwwerhuelen an deen anere Schoulsystem a mir sollen deen upassen, well mir brauchen eng staark éffentlech Schoul – eng staark éffentlech Schoul, déi fir all d'Schüler do ass. Wéi gesot, dat brauch, mengen ech, vill Diskussiounen. Dat brauch och Diskussiounen mat de Gewerkschaften. Et brauch een e laangen Otem, mee fir eis Jugendlech an och fir eis sozial Kohäsioun ass dat noutwendeg. Eis Méisproochegkeet ass, ech soen et nach eng Kéier, wierklech eis grouss Stärkt. Et ass awer och e groussen Defi. Mir mussen se bäibehalen, ouni datt et eng oniwierwunnbar Hürd gëtt fir eis Kanner a fir eis Jugendlech an duerfir, soen ech nach eng Kéier, mussen mer an eise traditionelle Schoulsystem Reforme maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci und der Madamm Hansen. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech ka mech nach gutt erënnere, wéi ech – jo, et si scho méi wéi 20 Joer hier – déi éischte Kéier virun enger Klass stoung. Ech war am Stage am deemolegen ISERP an et war eng Klass zu Hesper. A jo, ech war liicht nervös! Liicht nervös, well et kennt een déi Kanner jo net onbedéngt, déi een dann déi nächst Wochen huet dierfe begleeden. Mee och ouni meng Stageschüler virdru kann ze hunn, konnt ech awer deemools mat ganz grousser Warscheinlechkeet dovun ausgoen, dass vill Kanner an der Klass net nëmme Lëtzebuergesch géife verstoen, mee och Lëtzebuergesch als éischt Sprooch, als Mammesprooch doheem géife schwätzen.

D'Warscheinlechkeet war grad esou grouss, dass déi allermeeschte vun hinne scho Kontakt mat der däitscher Sprooch haten, sief dat duerch däitsch Mickeymausen op der Televisioun oder well se halt schonn däitsch Bicher, Kannerbicher virgelies kruten.

Ech wëll awer elo hei kee falsch Bild vermëttelen. Och viru gutt 20 Joer gouf et Schüler, och zu Hesper, mat internationale Wuerzelen – meeschtens portugiesesch oder italieenesch Wuerzelen – an der Klass. Den Undeel vu Kanner aus net lëtzebuergesche Famillje war

also insgesamt éischter geréng. Wat eleng d'Sproochekompetenze vun de Kanner ugeet, stoung ech deemools also virun enger relativ homogener Grupp vu Schüler.

Natierlech hat jiddwer Schüler seng ganz individuell Stärkten a seng Schwächen, mee wat d'Sproochverständnis vum Lëtzebuergesch oder Däitschen ugeet, konnt ech si plus ou moins op engem nämmelechten Niveau ofhuelen.

Haut ass d'Situatioun eng ganz aner. D'Interpellantin Francine Cloener, där ech op dëser Plaz e ganz grouse Merci fir d'Demande vun dëser Interpellatioun wëll soen, ass jo och schonn dorop agaangen.

Déi lescht 15 Joer ass effektiv d'Unzuel vu Schüler, déi net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn, nach eng Kéier staark an d'Luucht gaangen. Dat weisen och d'Zuele vum Educatiounsministère. Nëmme 33 %, also knapp en Drëttel vun alle Grondschoulkanner hunn zejoert uginn, dass si Lëtzebuergesch als éischt Sprooch doheem géife schwätzen. Virun zéng Joer louch dësen Taux bei 42 % an 2003 souguer bei ganze 60 %.

Mir gesinn also, dass sech eis Schülerschaft, Schülerlandschaft a Schülerschaft an de leschte Jore staark verännert huet. Dat ass keng Interpretatioun, dat ass e Constat. War dofir fréier alles besser? Mat Sécherheet net!

Wann ech haut an e Klassenall kucken, an egal wéi een, da gesinn ech do, genau wéi deemools, d'Spiegelbild vun eiser Gesellschaft. Mir hunn haut eng aner Gesellschaft. Mir hunn eng multikulturell Gesellschaft, eng Gesellschaft, déi duerch hir Diversitéit eist Land op esou villen ënnerschiddlechen Niveaue beräichere kann, sief dat kulturell, ekonomesch oder eeben och sproochlech.

D'Villfältigkeet vun eise Land mécht eis eenzegaarteg. Si zeechent eis aus. Jo, si ass eis Stärkt, a mir kënnen a sollen allegueren houfreg dorop sinn.

Här President, déi homogeen Approche, wéi se iwwer Joerzénge an eise Schoulen ugewannt gouf, déi koum un hir Limiten. De Schoulsystem, esou wéi mir e kann hunn, an deen och sécherlech seng Meritten hat, ass fir verschidde Schüler och haut ëmmer nach gutt, mee leider net fir jiddwereen.

Wann een zu deene Gléckleche gehéiert, tant mieux. Wann een awer leider zu deene gehéiert, déi sech am – ech nennen dat elo emol – klassesche System net esou gutt erëmfont hunn, dann hat ee fréier dräi Choixen.

Deen éischten: Entweder et huet ee sech mat vill Méi duerch d'Rouagë vum klassesche Schoulsystem gequetscht, mat allen Niewewierkungen, nennen ech et emol, déi derzou gehéieren: vill Gejéimers, vill Frust, vill Verzweiflung, an et riskéiert een oder et huet ee riskéiert zum Decrochage ze kommen.

Eng zweet Méiglechkeet: Et huet een am Ausland eng Schouloffere fonnt; eng Schouloffere, déi sengem Profil dann do entsprach huet. Dat ass iwwerengs eng Realitéit gewiescht. Nach 2016 waren et iwwer 3.000 Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn an an enger Schoul iwwert der Grenz ageschriwwen waren. Dës Kanner hunn einfach keng Offer an eise staatléche Schoulsystem fonnt a sinn dofir an d'Ausland gewieselt. Dat ass u sech tragesch! De Staat konnt do senger Verantwortung net nokommen.

Den drëtten Choix war eng Privatschoul, meeschtens eng Privatschoul hei am Land. Dat louch awer da manner un engem selwer, mee éischter um Portmonni vun den Elteren. Déi Schoulen, déi sinn och haut nach net geschenkt. Kanner aus sozial méi schwachen oder

bildungsfrieme Familjen haten oft keen Auswee. De soziale Lift ass also da ganz séier um Rez-de-chaussée hänkebliwwen.

Dése Choix hunn iwwregens net nëmmen auslännesch Kanner missen treffen, dorënner waren och ganz vill Lëtzebuurger, déi an eisem classesche Schoulsystem net glécklech gi sinn.

Am Joer 2000 waren zu Lëtzebuerg ronn 5.000 Schüler an enger internationaler Privatschoul ageschriwwen. Am Schouljoer 2013/2014 waren et der scho bal 11.000. Dat ass eng Verduebelung vun der Schülerzuel innerhalb vu knapps 15 Joer.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Natierlech ass och d'Gesamtschülerschaft geklommen, mee awer net an deem Mooss. De Constat, dee war also kloer an domat och den Optrag: Wann d'Schoulpopulatioun an d'Profiller vun de Schüler sech verännere, da kënnen d'Schoulen net méi déi selwecht bleiwen.

Här President, wéi ech dës Ried virbereet hunn, hat ech mer och e puer Geschichte vum klengen Leo oder aneren iwwerluecht. Mee ech hunn dunn eng vläicht besser Illustratioun fonnt.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Lamberty (DP) | Elo lauschtert awer gutt no!

(Hilarité)

Une voix | Jo.

M. Claude Lamberty (DP) | Et ass d'Geschicht vum Pinguin.

Une voix | O!

M. Claude Lamberty (DP) | Et ass awer net meng Geschichte. Et ass eng Geschichte vum Kabarettist, deen awer och Dokter ass, den Dokter Eckart von Hirschhausen.

Plusieurs voix | A!

Une voix | Dat war e gudde Mann.

M. Claude Lamberty (DP) | Dir hutt richteg héieren: eng Pinguinengeschicht! A se passt wierklech absolutt zu dem Sujet vun haut.

Wourëm geet et? Wéi ech gesot hunn, den Dokter-Kabarettist huet an där Geschicht beschriwwen, wéi en eng Kéier am Zoo war. Also d'Geschicht hat och nach eng Virgeschicht, mee déi erspueren ech Iech elo, déi kuckt Der no. Ech fänken da un, wou en am Zoo war.

Une voix | Déi gouf scho gezielt.

M. Claude Lamberty (DP) | Do huet en e Pinguin ... Ass se scho gezielt ginn? Mee et sinn der bestëmmt vill, déi se nach net héieren hunn, dofir lauschtert awer gutt no!

(Interruptions diverses)

Une voix | Dat war vläicht en anere Pinguin.

M. Claude Lamberty (DP) | Vlächicht war et dunn en anere Pinguin.

Une autre voix | Pinguinen hunn ëmmer e Frack un.

Une troisième voix | Dat ass eng Geschichte vum ...

(Hilarité)

M. Claude Lamberty (DP) | Kommt, mir bleiwen elo emol ganz kloer beim Pinguin!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, mir si ganz gespaant.

M. Claude Lamberty (DP) | Ech fuerderen Iech jo och e bëssen eraus. Mee Spaass bäisäit, se huet en eeschten Hannergrond.

Den Dokter von Hirschhausen huet de Pinguin gesinn, en huet en observéiert an huet sech seng Gedanke gemaach: „relativ kleng Gestalt, kann net immens gutt goen, huet zwar Flilleken, mee kann net wäit fléien, a Knéie goufe beim Pinguin komplett vergiess.“

Hien huet de Pinguin doropshin, esou wéi hien et selwer beschreift, als eng Aart „Feelkonstruktioun“ ugesinn. Allerdéngs ass hie relativ séier vun där Meenung ofkomm, wéi de Pinguin bis an d'Waasser gesprongen ass. E beschreift et: „Wéi de Pinguin bis a sengem Element war, konnt hie sech mat enger extremer Liichtegheet am Waasser fortbeweegen.“ Hien huet dunn e bësse recherchéiert an erausfonnt, dass d'Pinguinen enorm Distanzen am Waasser kënnen zréckleeën. An esou huet hien de Begrëff „Feelkonstruktioun“ emol direkt gestrach.

Dat huet hien zwou Saache geléiert: éischtens, wéi séier een dach iwwer een aneren urteelt a wéi komplett dernieft een domadder ka leien, an zweetens, wéi wichteg engem säin Ëmfeld ass, fir iwwerhaupt kënnen seng Stärkten auszespillen. A genau dorëms geet et bei der Diversifikatioun vum éffentleche Schoulsystem!

Du këns als Kand op d'Welt mat all denge Stärkten an och mat all denge Schwächen, déi s de hues. Mee wann s de net an dengem Element bass, da kanns de deng Stärkten och net richteg developpéieren. D'Zil muss et dofir sinn, engem Schüler en Ëmfeld ze schaffen, wou hien net vu virera benodeelegt ass, mee wou e ka säi Potenzial voll entfalten. A genau dorëm geet et!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech leeën Iech déi Geschicht, fir déi, déi se schon héieren haten, mee och all deenen anere wierklech un d'Häerz. Se ass, wéi gesot, vum Dokter Eckart von Hirschhausen. Kuckt Iech et un! Lauschtert Iech et un! Et ass derwäert.

Zréck bei meng Ried: Här President, mir sinn als DP der fester Iwwerzeugung, dass et dem Staat seng Verantwortung ass, fir déi éffentlech Schoul esou auszeriichten, dass all Kand, onofhängeg vu senger Hierkonft oder vu sengem sproochlechen, kulturellen Hannergrond, eng Chance huet, an eiser Schoul ze reusséieren. Dat ass fir d'Demokratesch Partei eng Häerzensuegleeënheet. Deem huet sech de Minister Claude Meisch och ugeholl.

Ënnert dem Slogan „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“ huet den Educatiounsministère an de leschte Jore grouss Efforte gelescht, fir d'Offer vum Lëtzebuurger éffentleche Schoulsystem eeben ze diversifizéieren, méi villfältig ze maachen.

Eis éffentlech Bildungslandschaft ass an der Breet gewuess, fir méi Offere fir d'Kanner ze hunn, jee no Charakter a jee no Stärkte vum Kand. Jo, eise Schoulsystem huet ënnert dem Claude Meisch innovéiert. Mir bidde jiddwerengem eng Plaz a sengem Element un, an dat innerhalb vum éffentleche Schoulsystem.

D'Zäit geet mir leider net duer, fir op all Projet am Detail anzegoen. Awer e puer Elementer erausgeholl:

Ugefaange bei der Lycéesreform, déi de Schoule méi Autonomie ginn huet, fir sech hirer spezifischer Schoulpopulatioun unzepassen. Ech denken och un d'Aféierung vun den europäeschen a brittesche Programmer oder un de Bac international. Déi gréissten Innovatioun ass awer a mengen Aen d'Aféierung vun den éffentlechen europäesche Schoulen. Dat ass fir mech eng richteg Successtory.

Fir de Besoien vun eiser ëmmer méi heterogeener Schoulpopulatioun gerecht ze ginn, huet den Educatiounsministère 2016 déi éischt éffentlech Europaschoul zu Déifferdeng ageweit. Et ass de Moien oder de Mëtteg scho gesot ginn. Et war deemools net jiddweree begeeschtert heibannen!

Zwee Joer drop hunn dräi weider Schoulen nom europäesche Modell hir Dieren opgemaach: d'École internationale Edward Steichen zu Clierf, d'École internationale zu Munneref an de Lënster Lycée. D'lescht Joer dunn ass eng fenneft Schoul zu Miersch derbäikomm. A fir d'Réentrée 2022 ass eng sechst geplangt. Mat der École Gaston Thorn kënt eng éischt éffentlech Europaschoul an d'Stad Lëtzebuerg, a soumat wäert déi europäesch Offer vu September un a sämtleche Regione vum Land ugebuede kënnen ginn.

Här President, ech wéilt nach op e puer Prinzippe vun dese Schoulen agoen. Déi komme vlächicht am éffentlechen Debat heiansdo ze kuerz.

Éischtens, et kann een et net dacks genuch widderhuelen: Déi sechs Schoule sinn en Deel vun eisem éffentleche Bildungssystem. Genee wéi eis traditionell Schoulen, wa mer se esou wëllen nennen, sinn et éffentlech Schoulen, déi fir jiddwereen – ech betoune: fir jiddwereen! – op sinn. D'Schüler mussen also net déi sëllegen Opnamkrittären erfëllen, wéi dat bei privaten Europaschoulen hei zu Lëtzebuerg oder och am Ausland de Fall ass. Si si fir jiddwereen accessibel a se si virun allem fir jiddweree gratis! Dat muss een ëmmer nees ënnersträchen! Am Géigesaz zu de private Schoule brauchen d'Schüler hei kee Minerval ze bezuelen. Et ass also och keng Fro vum Portmonni vun den Elteren.

Zweetens: Och d'Integratioun vun de Kanner a Jugendleche spillt eng wichteg Roll an dese Schoulen. An den éffentlechen Europaschoule gëtt dofir immens vill Wäert op d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch geluecht. Hei mussen d'Schüler vum éischte Joer Grondschoul bis zum drëtten Joer Lycée u lëtzebuergesche Coursen deelhuele. D'Roll vum Lëtzebuergeschen als Integratiounssprooch gëtt also och an dese Schoulen absolutt gestärkt.

Här President, déi éffentlech Europaschoule bidden eng enorm Plus-value fir eise Bildungssystem. Et ass e Konzept, dat ville Schüler besser Chancé ka bidde wéi dee sougenannte classesche Lycée. E Konzept, mat deem mir nees e Stéck méi Kohäsioun a Gerechtegheet an eist Land bréngen, well mir net dës le départ enger ganzer Partie vu Schüler ..., well mer déi do net verléieren, déi net de passende Profill hunn, fir an deenen – entre guillemets – „reguläre“ Schoule kënnen Fouss ze faassen.

Här President, et ass also net verwonnerlech, dass d'Demande fir den europäesche Modell an de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen ass. Ronn 2.400 Schüler waren zejoert an enger éffentlecher Europaschoul ageschriwwen, dovunner 1.400 am Secondaire an 1.000 am Fondamental. 2018 waren et der am Ganze ronn 990. Also huet sech d'Unzuel u Schüler an nëmmen zwee Joer méi wéi verduebelt.

Zu Lëtzebuerg gëtt et de Moment dräi verschidde Sproochesektiounen an den aggregéierten Europaschoulen: Däitsch, Franséisch an Englesch. Och wann déi meeschte Schüler haut an enger franséischer Sektoun ageschriwwen sinn, esou gewënnt déi englesch dach rapid un Nowuess. Zejoert hate mer ronn 1.200 Schüler am Franséischen, 800 am Engleschen a 400 op enger däitscher Sektoun.

Dës Zuelen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, weisen also kloer op de Succès vun den internationale Schoulen hei am Land hin. Et besteet eng reell Demande fir dese Modell!

Et ass bái Wäitem och net esou, dass just Friemsproocheschüler un dese Programmer interesséiert sinn. Et gëtt och ëmmer méi lëtzebuergesch Schüler, déi léieren an eng Europaschoul wéi an den – entre guillemets – „classesche“ Lycée ginn, an dat aus ganz ënnerschiddleche Grënn.

Op där enger Säit hu mir do Jonker, déi eng berufflech oder akadeemesch Karriär am Ausland an Aus-sicht hunn an déi dofir exzellente Kompetenzen am Engleschen oder Franséische wëllen entwéckelen. Op där anerer Säit gëtt et och Schüler, deenen d'Gesamt-konzept vun den Europaschoulen einfach besser läit. Den neie Lycée zu Miersch zum Beispill gouf als Ganzdaagsschoul konzipéiert, wou d'Schüler da vu moies aacht bis owes sechs betreit ginn. Nieft dem normalen Unterricht ginn hei verschidde sportlech, kulturell a wëssenschaftlech Aktivitéiten ugebueden, awer och zousätzlech fakultativ Schoulstonnen, Remediatiounsmesuren oder och Hausaufgabenhëllef.

Interessant ze erwänen ass och déi nei Boarding School, déi an de Mierscher Lycée integréiert gouf an déi ab der nächster Rentrée soll fonctionéieren. Nieft de Schüler vun der Europaschoul wäerten och Studenten vun deem Internat kënnen profitéieren. D'Konzept vun der Boarding School ass fir Lëtzebuerg sécher eng weider Innovatioun. Et ass en neie Schoulmodell, mat deem mir op d'Realitéiten an och op d'Besoinen vun eiser Gesellschaft reagéieren wëllen; e Modell, deen, wann e Succès huet, an Zukunft och a weidere Schoule kéint ausprobéiert ginn.

Firwat ass de Modell vun den öffentlechen Europaschoulen esou interessant fir eist Land? Et gëtt jo nach aner Modeller, internationaler, op déi mer eis hätte kënnen baséieren. Mee firwat hu mer zu Lëtzebuerg geziilt op den europäesche Modell gesat?

Ganz einfach! Wéi d'Europaschoule gegrennt goufen, du war d'Ambitioun, fir Kanner mat ënnerschiddleche Mammesproochen an enger Schoul ze integréieren. A wa mir éierlech sinn, dann ass et déi Situatioun, déi mir méttlerweile an alle Schoulen zu Lëtzebuerg erëm-fannen. An dofir passt den europäesche Modell esou gutt bei eist Land. A wa mir gesinn, dass d'Demande fir dese Modell all Joer méi grouss gëtt, da mussen mir als Politik och weider an dës Offer investéieren.

An deem Kontext muss och gekuckt ginn, ob et net sënnavoll wär, verschidden Elementer aus dem europäesche Modell an eisen traditionelle klassesche Schoul-system ze integréieren, fir déi zwee Modeller e Stéck méi no beieenen ze féieren. Ech schwätzen do vun de Best Practices oder pedagogesch Approchen, déi sech an der Praxis bewisen hunn. Déi alternativ Alphabetisiering op Franséisch ass do sécherlech eng interessant Pist. Do ass de Minister Claude Meisch jo vir-drun an der Question élargie scho ganz drop agaange mat de véier Gemengen als Pilotprojeten.

Ech mengen, et kann heibanne jiddwereen novoll-zéien, wéi schwéier et u sech ass, wann ee frankofon zum Beispill ass, wann een dann op eemol op Däitsch alphabetiséiert gëtt. Dese Réckstand, dee sech dann emol gären duerch déi ganz Schoulkarriär zitt, kéint ee mat der Offer vun der alternativer Alphabetisatioun op Franséisch ganz einfach evitéieren.

Mir stinn als Demokratesch Partei hannert där Innovatioun, déi eise System nach eng Kéier méi chancé-gerecht wäert maachen. Dëst ass och méiglech, ouni un Prinzip vun eisem méisproochegen Enseignement fréckelen ze goen. Den Atout vun Lëtzebuurger Schoul-system ass domat absolut net a Fro gestallt.

Här President, wa mir alle Jonke wierklech konkret Perspektiv wëlle bidden, da brauche mir eng grouss Diversitéit u Schoulen, u Programmer a pedagogesch Methoden. Et ass dem Staat seng Verantwortung, fir den öffentleche Schoul-system esou auszerichten, dass all Kand onofhängeg vu sengem soziokulturellen Hannergrond déi nammlecht – déi nammlecht! – Startchancen huet.

Déi grouss Diversitéit u Schüler erlaabt et eis haut net méi, fir jiddwereen an déi nammlecht Schabloun ze

stiechen, fir nëmmen eng eenzeg uniform Approche unzébieden. Mir brauchen eng faarweg, eng oppen, eng flexibel öffentlech Schoul, déi un d'Diversitéit vun eise Schüler adaptéiert ass an déi all Kand déi beschte Viraussetzung gëtt, fir säi schoulesche Parcours kënnen ze meeschteren.

D'DP steet hannert där Politik. Mir wëllen eng staark öffentlech Schoul, wou all Kand seng Plaz dra fënnt a sech kann developpéieren; eng Schoul, déi all Kand déi nammlecht Startchancë bitt; eng Schoul, an där all Kand sech dran erëmfënnt.

Ech hunn nach e puer Minutten an ech wëll op eppes agoen, wat elo de Mëtteg schon e puermol gesot ginn ass a wat ech eigentlech aus deem eraus ..., well ech vir-dru mam Carole Hartmann driwwer diskutéiert hunn. Mir waren de Moie mat der Educationskommissioun d'Maison de l'orientation kucken. Ech muss zouginn, se sinn elo säit leschem Summer am ale Ministère um Aldringen, ech war elo nach net do-banne säitdeem. Mee wéi ech haut do-banne war, hunn ech mer eigentlech dat do gewënscht, dass ech dat deemools, wéi ech am sechste Schouljoer war, eigentlech gehat hätt!

Et ass nämlech eng Plaz, eng Ulaftell – an dofir Felicitatioun fir déi Maison de l'orientation! –, wou ee quasi all Informatiounen fënnt! Déi Orientatioun, déi haut eigentlech ugeschwat ginn ass, dee Wee, dee jiddweree muss fannen, dat gëtt et, ech géif bal soen, am ale Büro vum Minister um Aldringen. Gitt eng Kéier dohinner kucken! An dat ass net nëmme fir Jonker, och fir manner Jonker, déi wëllen emol vläicht eng Kéier e Berufswissel maachen, déi sech einfach wëllen informéieren, déi Saache wëlle validéiert kréien.

Also ech kann nëmmen der Maison de l'orientation felicitéieren fir dat, wat se eis de Moien do presentéiert hunn. Also ech wäert net déi leschte Kéier do-banne gewiescht sinn. An ech mengen, dass ee vill Äntwerte vun deem, wat een haut esou héieren huet an deene Rieden, déi bis elo waren an déi vläicht och nach kommen, dass ee vill Äntwerten an där Maison de l'orientation do fënnt.

Dofir, Här Minister, huet de Leit an Ärem ale Büro nach eng Kéier déi Felicitatioun mat! An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci Iech. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech zielen elo net och d'Geschicht vum Pinguin, deen net a sengem Element ass. Ech wëilt awer soen, dat ech a sengem Element sinn an enger Gesellschaft, déi esou eng multikulturell Ausrichtung huet wéi eis. An dës multikulturell Gesellschaft bitt eis ganz vill Chancen. Et ass am Fong d'Visitkaart vun eisem Land.

Eis enorm Diversitéit stellt eise Schoul-system natierlech och viru ganz grouss Erausforderungen, an dat ass keen neie Moment, dat kenne mer schon zanter ville Joren. An déi gëllt et am Sënn vun alle Schülerinnen a Schüler ze meeschteren, also och vun deenen, déi et opgrond vun hire kulturellen, sproochlechen an aneren Originen, déi eis net esou no leien, méi schwéier hunn.

Wann d'Kanner mat dräi bis véier Joer ageschoult ginn, schwätzen déi eng Lëtzebuergesch, anerer Portugisesch, Franséisch, Italieenesch, Däitsch oder Englesch an nach anerer eng Sprooch aus dem nordesch, balteschen oder arabesche Sproocheraum. Wat méi Nationalitéiten an enger Klass zesummekommen, wat d'Diversitéit natierlech méi grouss gëtt, mee

d'Erausforderung grad esou, woubäi den Undeel vun de Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, kontinuierlech ofhëlt. A Prozenter ausgedréckt heescht dat, dass am Joer 2004 nach 57,8 % vun de Grondschoullkanner Lëtzebuergesch geschwat hunn als Mammesprooch oder Éischtsprooch, wéi een och ka soen, an haut nach 34,4 %.

Wann een da weess, dass d'Sprooch am Sclarisierungsprozess eng entscheidend Roll spillt, da weess een och, dass d'Kanner aus engem friemsproochege Familienëmfeld schon direkt bei der Aschoulung eng Rei Hürden ze meeschteren hunn. An déi éischt Hürden triede schon direkt bei der Alphabetisiering op. Se féieren dozou, dass virun allem déi friemsproocheg Kanner riskéieren, den Usschluss vun Ufank un ze verpassen an de Retard duerno am Schoulparcours net méi ganz opzehuelen.

D'Kreatioun vun den éischten öffentleche Schoulen hat eebe grad d'Zil, hei nozehëlfe, an duerfir ass dat Argument och ëmmer erëm am Exposé des motifs ugefouert ginn.

Eng grouss Inzidenz op d'Réussite scolaire an op de ganze Schoulparcours huet nieft der Friemsproocheg-keet och de sozioekonomeschen Hannergrond vun de Kanner, sou wéi dat och aus dem rezente Bildungsbericht ervirgeet.

Besonnenesch betraff si Kanner vun elengerzéien den Elteren a Chômeuren. Et muss een et ëmmer erëm soen, obschon et bal op der Hand läit. Komme béid Facteuren zesammen an d'Eltere si souwuel friemsproocheg wéi och elengerzéien respektiv am Chômage, sinn d'Schwieregkeeten am gréissten.

Här President, de Modell vun den internationale Schoule mat verschiddene Sproochfilière wéi Franséisch oder Englesch liwwert eng méiglech Äntwert op d'Leierschwieregkeete vu friemsproochege Kanner an e bitt och eng gutt Alternativ fir Kanner aus sozial vulnerabelen oder bildungsferne Schichten, souwäit wéi en e Ganzdaagsencadrement mat individuelle Förderprogrammer an enger psychopedagogescher Begleedung assuréiert. Ech verweisen op de Modell vu Miersch, dee mer ganz gutt gefall huet bei der Presentatioun. Ech mengen, mir hunn dee Projet de loi virun der grousser Vakanz gestëmmt, an dat ass eigentlech e Virzeigbeispill vun engem gudden Konzept.

Vereinfacht ausgedréckt gëtt oft vun Hausaufgabenhëllef geschwat oder vu Ganzdaagsschoul. Perséinlech sinn ech awer der Meenung, dass virun allem d'Hausaufgabenhëllef éischer eng Dréps op e waarme Steen ass an dass nach ganz aner Moyene mussen agesat ginn, wann et dréms geet, Kanner aus sozial beno-deelegten a bildungsferne Schichten op stabil Féiss ze setzen.

Onofhängeg dovun gëtt et e weidert Argument, wat fir d'Kreatioun vun internationalen öffentleche Schoule schwätzt. Et ass dat, dass eng wuessend globaliséiert Gesellschaft eng Schoul brauch, déi sech grad wéi d'Gesellschaft weiterentwéckelt, dëst och fir de Kanner vun deenen Eltere gerecht ze ginn, déi de Wunnsätz beruftsbedéngt éfters wiesselen an am harmoniséierten internationale Schoul-system eng adequat Offer fannen.

Wann iwwer international Schoule rieds geet, kritt een trotz all dësen Argumenter awer oft ze héieren, dass se net gebraucht ginn an eisem System, well Lëtzebuerg jo zanter den 1950er-Joren iwwer eng Europaschoul verfüügt. Ech hunn dat nach d'lescht Woch gesot kritt. Dat dës Schoul awer exklusiv fir Kanner vun EU-Beamte reservéiert ass, gëtt dobäi oft vergiess. Dem Rescht vun eiser Schoulpopulatioun huet dës Schoul nämlech näischt ze bidden.

An och wa mat den internationale Privatschoule schonn eng Alternativ zu der Europaschoul entstanen ass, sou sinn dës Schoulen net gratis, enseignerinnen hir eege Programm a stelle bis op e puer Ausnamen eng deier en elitär Parallellwelt zum klassesche Schoulsystem duer. E bekannt Beispill ass d'International School of Luxembourg, wou den Zougang mat extreem héije Käschte verbonnen ass a wou kaum e sozial benodeelegt Kand unzetreffen ass.

Fir d'är Entwécklung entgéintzesteieren a fir alle Kanner e gläichberechtigten Zougang zum Lëtzebuergesche Bildungssystem ze garantéieren, ass a bleift de Staat weiderhi gefuerdert, an dat net nëmmen um Niveau vum konventionellen öffentleche Schoulsystem, mee och um Niveau vum den öffentlechen internationale Schoulen, wou d'Aschreiwungszuele vu Joer zu Joer klammen, quitte datt bis haut just ëm déi 1.700 Kanner, ech soe „just“, well am Ganzen hu mer 59.000 Schoulkanner an der Grondschoul, an enger öffentlecher internationaler Schoul ageschriwwen sinn. Dat sinn 2,8 % vum Total. Sou verzechent beispillsweis déi internationale Schoul vun Déifferdeng all Joer e Plus vun 300 Kanner am Joer. Dat geet aus engem rezente Interview mam Gérard Zens ervir, deen um 10,7 déi Zuele geliwwert huet.

Am Secondaire sinn et scho bedeutend méi Aschreiwungen a vun de Privatschoule guer net ze schwätzen, do läit d'Zuel nach vill méi héich, wuel wëssend datt och eng Rei Kanner an d'Ausland ginn, beispillsweis an de Lycée vu Schengen.

An da stellt sech ganz einfach d'Fro: Wat mécht déi Schoule méi attraktiv? A wat hunn déi Schoule méi ze bidde wéi eis konventionell klassesch Schoulen? Ech wëllt awer och do an deem Kontext op de Lycée Ermesinde hiweisen, dee keng internationale öffentlech Schoul ass an awer e Modell op d'Bee gestallt huet, deen attraktiv ass an eng ganz flott Optioun duerstellt fir Kanner, déi aner Léiergewunnechten hunn, déi mat anere Methode léieren. An ech mengen, och dat ass e Modell, deen am A muss behale ginn, fir eis drun ze inspiréieren, wann et drëms geet, eise System weiderzuentwéckelen.

Generell muss mer eis op alle Fall ganz vill Fro stellen, wat d'Zukunft ubelaangt. An dowéinst wëllt ech elo d'Geleeënheet net verpassen, fir der Kolleege Francine Cloesener och Merci ze soen, datt se des Debatt ugestouss huet.

D'Hauptfro ass natierlech déi, ob de Modell vun den öffentlechen internationale Schoule senge Missiounen an Ziler effektiv gerecht gëtt, esou wéi se dann och ugeduecht waren. An deem Sënn ass et 20 Joer no der Kreatioun vum éischten internationale Baccalauréat zu Lëtzebuerg a sechs Joer no der Kreatioun vun den éischten öffentlechen Europaschoulen zu Déifferdeng, Esch, Mondorf, Clierf a Jonglënster net vu Muttwëll, de System méi déifgräifend ze evaluéieren.

Fir d'Fréijoer sollen éischt Resultater virleien. Dat fanne mer ganz begrëssenswäert an duerfir ënnerstëtze mer och all Effort, Här Minister, deen Der zesumme mam LUCET vun der Uni oder mam Observatoire de la qualité scolaire an anere Partner maacht, fir de System ze evaluéieren. A mir fannen et och an deem Kontext ganz wichteg, datt eng Vergläichbarkeet mam konventionelle Schoulsystem hiergestallt gëtt, dës och mam Zil, fir d'Stärkten an d'Schwächen vu béide Systemer ze identifizéieren, déi néideg Upassung virzehuelen oder emol ganz einfach gutt Modeller ze identifizéieren an déi dann ze verallgemengeren.

An deem Sënn ass eng méi déifgräifend Evaluatioun vun der Alphabetisierung op Franséisch och e wichtegen éischte Schrëtt. Dës Evaluatioun ass nach net gemaach an awer weisen d'Statistike schonn haut drop

hin, datt déi internationale Schoule just den ieweschten Ausbildungsniveau ofdecken, virun allem wann et ëm de Secondaire geet. Déi richteg schwach Schüler fanne sech weiderhin am konventionelle System erëm an hunn hir Plaz am internationale System eigentlech nach net esou richteg fonnt.

Sollt dësen Trend sech da confirméieren, klëmmt natierlech de Risiko, datt mir zu Lëtzebuerg fréier oder spéider nach just zwou Kategorië vu Schoulkanner hunn an datt dat initialt Zil vun der gesonder Mixitéit net erreecht gëtt. Fir deem dann entgéintzesteieren, gëtt et natierlech keng fäerdeg Rezepten. Dat wier ze vill schéin. Et gëtt awer eng Rei Pisten an Defien, déi an Ugrëff geholl mussen ginn.

An da kommen ech zum éischten Defi, dee fir eis op der Hand läit. Et ass deen ze analyséieren, wéi den Zougang fir déi méi schwach an oft sozial benodeelegt Schülerinnen a Schüler vereinfacht ka ginn an op wéi engem Wee déi méi bildungsferne Famille besser erreecht kënnen ginn a wat déi öffentlech internationale Schoule speziell ënnerhuelen, fir dës Kanner ze stäerken.

Deen zweete groussen Defi betrëfft fir eis déi geografesch Verdeelung vun de Schoulen op e puer méi oder manner grouss Gemengen, wéi dat de Moment de Fall ass. Et ass eng zentraliséiert Approche, déi noutgedrongen derzou féiert, datt schonn déi jéngst Schülerinnen a Schüler hir gewinnt Liewensëmfelder all Dag mussen verloossen, wa se an enger internationaler Schoul ageschriwwen sinn, déi net an hirer Gemeng läit.

Datt dës Kanner a Jonker de Kontakt zu hirem sozialen Ëmfeld an hirer eegener Gemeng verléieren a weeder an där enger Gemeng nach an där anerer richteg doheem sinn, entsprécht net ganz deem, wat se brauchen, fir sech gesond sozial ze entwéckelen. Aus deem Grond stellt sech déi essenziell Fro, ob et net sënnvoll wier, bei der Implantatioun vun internationale Filière méi dezentral virzegoen. An ech mengen, et ass och grad dat, wat Der da wëlls hutt, wann ech Iech richteg verstinn, Är Pläng, an esou wéi och d'Motioun dat jo och schonn a Form vu Pilotprojete virgesäit.

Dat géif natierlech viraussetzen, datt och d'Gemenge méi agebonne misste ginn, datt se d'Méiglechkeet kréien, am Kader vun hirer Schoulorganisatioun eng oder méi Antenne vun europäesche Schoulen op hirem Territoire opzebauen. Momentan ass dat net méiglech, well d'Grondschulgesetz vun 2009 iwwert d'Schoulorganisatioun d'Kreatioun vun internationale Filiären an de kommunale Schoulen ausschléisst.

Ech muss soen, déi Erfahrung hunn ech rezent a menger eegener Gemeng gemaach, an där ech selwer Schoulerschaffin sinn. Mir haten e ganz gudden a konstruktiven Echange, mee d'Realitéit huet gewisen, datt dat zu deem Moment net dran ass, well einfach d'Schoulgesetz et net zouléisst.

Sollt sech erausstellen, datt de Ministère dann zesumme mat de Gemengen op dee Wee wëllt goen, muss d'Gesetz vun 2009 warscheinlech modifizéiert ginn an da muss och gekläert ginn, ob d'Personal vun deene Filière grad wéi all déi aner Enseignantinnen aus der Grondschoul an d'Gemeng affektéiert ginn, fir datt se zu engem ganze Corps enseignant zesummewuesse kënnen. Och dat ass eng Saach vun Integratioun an Inklusioun, och um Niveau vum Personal. Vlächicht schwätzen ech vun enger Utopie, vlächicht och net.

Här President, en drëtten Punkt, deen ech wëllt thematiséieren, ass méi wëssenschaftlecher Natur an ass net oninteressant. E betrëfft d'Recherche, notament um Niveau vum Sprochenerwerb a vun der Alphabetisierung. An anere Wieder schwätzen ech hei vun der Psycholinguistik, wou d'Entwécklung och net stoe bleift.

Déi prinzipiell Approche vun internationale Schoule besteet jo doran, d'Kanner an där Sprooch ze alphabetiséieren, déi se doheem schwätzen – hirer Mammesprooch soe mer jo ëmmer, et gëtt jo keng Pappesprooch nach, obschonn een dat och kéint soen –, respektiv an enger Sprooch, déi hirer Éischtsprooch, hirer Mammesprooch am nooste steet, och wa se déi Sprooch selwer net schwätzen oder bal net schwätzen. Dat heescht beispillsweis, datt italieenesch Kanner op Franséisch an net op Däitsch alphabetiséiert ginn, well Italieenesch eng romanesch Sprooch ass, déi dem Franséische méi no steet wéi dem Däitschen.

Folglecherweis ginn dës Kanner net an hirer Éischtsprooch oder Mammesprooch alphabetiséiert, mee an enger Friemsprooch, wuel wëssend datt italieenesch, mee och portugisesch- oder spueneschsproocheg Kanner net per se Franséisch schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, laut enger Rei Etüde besteet de sprangende Punkt an deem Kontext doran, datt d'Alphabetisierung, also d'Liesen- a d'Schreiwelieren, an esougenannte „konsistente“ Sproochen am einfachsten ass. Dat si bekanntlech déi Sproochen, wou ee praktesch alles schreift, wat een héiert, esou wéi datt am Däitschen de Fall ass.

Wëssenschaftlech ausgedréckt, heescht dat, datt déi däitsch Sprooch méi eng héich Phoneem-Graphem-Korrespondenz opweist wéi all déi aner Sproochen zesummen. Ech hu mech do e bëssen informéiert, well et gëtt verschidde ganz interessant Leit op der Uni Lëtzebuerg, déi engem déi dote Matière erklären. An duerfir leeft d'Alphabetisierung op Däitsch dann och laut hinne generell am séiersten an am einfachsten of.

An deem Sënn bleift laut de Fuerscher a Fuerscherinnen, déi op der Uni aktiv sinn, ënner anerem nach ze beweisen, ob italieenesch-, portugisesch- oder spueneschsproocheg Kanner, déi jo net per se Franséisch schwätzen, et bei der Alphabetisierung op Franséisch méi einfach hu wéi op Däitsch. Et ass schonn e bësse komplex.

Déi psycholinguistesche Fuerschung weist éischer net an déi Richtung a plädéiert generell fir eng Alphabetisierung op Däitsch, soulaang wéi d'Kanner net an hirer Éischtsprooch alphabetiséiert kënnen ginn. Handendru stellt sech dann natierlech d'Fro vun der Didaktik a vun der Method, déi d'Kolleege Martine Hansen virdrun och thematiséiert huet. Ech fannen déi Fro ganz wichteg. Vu Methode gëtt generell net vill geschwat, mee éischer vun Inhalter.

D'Method, wéi alphabetiséiert gëtt a wéi weider geléiert gëtt an eise Schoulen, spillt eng immens wichteg Roll a mengen Aen, wuel wëssend, datt net nëmmen d'Inhalter, mee och d'Methode fir d'Schoulresultater verantwortlech sinn. D'Methode brauchen awer Zäit a kënnen net stänneg geännert ginn, well se soss net gräifen. D'Methode mussen gräife kënnen a mussen grad wéi d'Inhalter och op hir Resultater evaluéiert ginn an eebe grad och um Niveau vun der Alphabetisierung, déi jo als éischt Glidd an der Kette steet, wa mer vun internationale Schoule schwätzen.

An deem Sënn ginn ech emol dervun aus, datt och d'Method bei der geplangter Evaluatioun, déi Der jo wëllt virhuelen, méi genee ënner d'Lupp geholl gëtt, woumat ech awer och eise klassesche konventionelle Schoulsystem mat abezéien. Ech weess net, ob d'Methoden do a leschter Zäit ganz oft geännert hunn.

E véierten a leschte Volet, deen ech dann nach wëllt thematiséieren, deen ass nach net hei ugeschwat ginn a bezitt sech op d'Personal, wat an den öffentlechen internationale Schoule schafft. Hei ass vu Gewerkschaftssäit schonn ëfters monéiert ginn, datt d'Aarbechtskonditiounen vun den Enseignantinnen net ëmmer

deene Reegelen entsprechen, déi am Lëtzebuurger Schoulsystem a Kraaft sinn. Rieds geet beispillsweis vun Iwwerstonnen an der Stagezäit, déi jo just ee Joer laang dauert. Déi Stagezäit, déi am Enseignement jo generell en place ass, ass bei eis zwee Joer, mee wou keng Iwwerstonnen dierfe gemaach ginn. Et schéngt, wéi wann d'Enseignanten aus den internationalen effentleche Schoulen awer souzese forcéiert ginn, fir Iwwerstonnen ze prestéieren. Ech kann et net beweisen, mee ech werfen et op, well ech et einfach eemol gelies hunn.

Kritiséiert gëtt doriwwer eraus, datt eng Rei Enseignanten och de Statut vum Fonctionnaire kéinte kréien, well se déi néideg Sprooche schwätzen, an dee Statut dann awer net zougeschwat kréien. Och do kann ech näischt beweisen, well ech net um Terrain ennerwee sinn. Mee ech wéilt wëssen, ob déi Beispiller bekannt sinn a wéi Dir Iech dann dozou positionéiert?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. A menger Interventioun hunn ech versicht, e puer Denksteiss ze ginn, déi eis als Gréng um Häerz leien an déi mir an eisen eegene Reien och éfters schon diskutéiert hunn.

Um Häerz läit eis virun allem, datt de Problem vun der Bildungsgerechtegkeet an der wuessender Bildungsschéier zu Lëtzebuerg behuewe gëtt. Ech verweisen nach eng Kéier op de rezente Bildungsbericht, deen eis alleguer déi selwecht Froen opwerft. An ech fannen et gutt, datt mer haut hei net polemiséieren, mee eng konstruktiv Diskussioun doriwwer féieren.

Mir sinn der Meenung, wéi Dir alleguer, datt kee Kand weinst senge kulturellen, sozialen oder sproochlechen Originne benodelegt dierf ginn, an dat gehéiert zu de fundamentale Rechter vum Kand. An och wann et keng einfach oder keng pauschal Léisung gëtt, fir déi vill komplex Erausforderungen unzegoen, sou ass et an enger éischer Etapp wichteg an eisen Aen, béid Systemer méi no beieneen ze féieren a méi mateneen ze vernetzen. Best-Practice-Beispiller an notammend Etüde wéi déi, déi de LUCET elo duerchféiert an de Gemengeschoulen – en huet zéng Gemengeschoulen identifizéiert. Déi Etüd ass geduecht, fir Best-Practice-Schoule mat stabille Resultater bei enger ganz heterogener Schoulpopulatioun ze identifizéieren an dann déi Beispiller bekannt ze maachen, fir datt aner Schoule sech kënnen dorun inspiréieren. Et geet notammend em d'Schoukklima, em d'Organisatioun vum de Schoukkomiteeën, em Projeten, em informell Léierangebot a generell em alles, wat net virgeschriwwen ass, wat awer gär an deene Schoule realiséiert gëtt, an dozou gehéiert natierlech och e motivéiert Team, motivéiert Personal, well ouni Motivatioun beim Schoulmeeschter a bei der Léierin ginn d'Kanner och net motivéiert.

Jiddefalls ass a bleift de Schoulsecteur en essenzielle Sektour fir eist Land, dee sech stänneg weiderentwéckele muss an nom Prinzip vun der „Schoul am Wandel“ ëmmer nei Erausforderunge meeschtere muss. Dat war scho virun 100 Joer esou an dat wäert an 100 Joer och nach esou sinn.

Villmoos merci fir d'Nolaaschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ier ech ufänken am Fong mat deem, wat ech wollt soen, wollt ech awer op e puer Saache reagéieren, déi hei scho gesot gi sinn. An eppes, wat d'Madamm Lorsché och grad gesot huet a wou ech ganz frou sinn, dass se dat gesot huet ...

(Hilarité)

... an och mat deene beschte Fachbegrëffer ennermauert huet, an et ass effektiv richteg, dat muss een ëmmer am A behalen: Fir e Kand, wat elo natierlech net frankofon ass, ass d'Alphabetiséierung op Däitsch méi einfach wéi déi op Franséisch, fir et an einfache Wieder ze soen, well am Däitschen esou geschriwwen gëtt, wéi et och gesot gëtt, während dat am Franséischen jo net de Fall ass, wat derzou féiert, dass verschidde Franséischproffe scho mol zu mir gesot hunn: „Franséisch ass am Fong ... Franséisch sinn zwou Sproochen. Et gëtt dat geschwat Franséisch an et gëtt dat geschriwwen Franséisch, an dat sinn am Fong zwou verschidde Sproochen.“ Dofir mécht dat d'Alphabetiséierung op Franséisch ganz schwéier.

Da wollt ech eng Kéier drop agoen, wat gesot ginn ass vum Tun a vum Louis vun der Chancéglichheet. Ech wëll do einfach eng Kéier ze bedenke ginn, dass dat eppes ass, wat dach awer nach vill méi komplizéiert ass. Ech soen elo mol, den Tun, mengen ech, war dee méi Schwaachen. Huele mer mol un, den Tun kann aus iergendwelleche Grënn, well d'Situatioun doheem esou ass, wéi se ass an esou weider, ganz schlecht Franséisch. Do kënt iergendwann awer de Moment, do seet den Tun sech: „Ech géif awer gär Affekot ginn hei zu Lëtzebuerg.“ An da muss iergendwann awer een zum Tun soen: „Lauschter mäi Jong, du gëss hei zu Lëtzebuerg net Affekot, well dofir misst de a Frankräich studéiere goen, Droit, an dofir hues du net déi néideg Kompetenzen.“

Dat heescht, iergendwann huet déi Chancéglichheet awer och hir Grenzen. A mir mussen de Schüler dat awer – an dat soen ech aus menger Erfahrung an der Schoul – éierlecherweis och eng Kéier soen.

Dann ass geschwat gi vum Knäipen an der Ermesinde-Schoul an an europäesche Schoulen. Sécherlech sinn do Saachen ze knäipen. Ech wëll awer och betounen, dass déi lëtzebuergesch klassesch Schoul net esou schlecht ass, wéi et heiansdo hei gesot gëtt. Ech si souguer der Meenung, dass et nach ëmmer dee beschte Modell ass an ech sinn och der Meenung, dass roueg an deenen anere Schoule ka geknäipt gi beim Lëtzebuurger Modell an dass ganz, ganz vill auslännesch Acteuren ëmmer neidesch waren op de Lëtzebuurger System, wou een esou vill Sprooche geléiert huet wéi soss néierens am Ausland. Mir sollen eise System net onnéideg ofwäerten.

Nach eng lescht Remark. D'Madamm Hansen huet gesot, et wieren effektiv och vill Lëtzebuurger Schüler an den internationale Schoulen. Ech weiss och do en Deel vun der Äntwert, deen hei nach net gesot ginn ass. An dat ass, dass déi internationale Schoulen hei zu Lëtzebuerg och lëtzebuergesch Kanner ophuelen, déi am Ausland wunnen, spréch direkt hannert der Grenz. Am Jonglënster Lycée si beispillsweis ganz vill Lëtzebuurger Kanner, déi hannert der Musel wunnen an dann all Dag op Jonglënster kommen. Dat ass jo eppes, wat net méiglech wier an enger normaler effentlecher Schoul. Déi huelen normalerweis keng Schüler op, déi aus dem Ausland kommen.

An ier ech dann ufänken, eppes ganz Wichtige, wat hei och e bëssen ze kuerz kënt, wat fir mech ganz wichteg ass: D'Missioun vun der Schoul ass jo net nëmmen déi, dass e Kand soll vill léieren an déi néideg Kompetenz soll kréien. Natierlech ass dat d'Missioun vun der Schoul, mee net nëmmen. An dat gëtt hei e bësse vergiess. D'Missioun vun der Schoul ass och, d'Fundament ze schafe fir d'Zusammeliwwen, fir d'Eenheet vun der Gesellschaft. An dat muss een och moosen, dat muss een och a Consideratioun zéien. Et geet net nëmmen drëms fir ze kucken: Ass e Schüler kompetent, da war de Schoulsystem gutt. Nee, et muss een och dat méi Grousst ronderëm kucken.

Da kenne mir alleguer ganz vill Leit, déi Kanner vun Auslänner, vun Immigrante sinn. Där sinn och hei an der Chamber an déi hu sech ganz, ganz gutt integréiert. Dat geschitt normalerweis an der zweeter Generatioun. Déi éischt Generatioun ass normalerweis net gutt integréiert. A firwat kënnen d'Kanner sech hei am Land esou gutt integréieren? Ma dat ass gréisstendeels dank der Schoul, wou d'Kanner sech allequerten zesumme verméschen a Lëtzebuergesch an déi aner Sprooche léieren.

Et kann ee soen, dass déi Integratioun och iwwert déi lescht 100 Joer zu Lëtzebuerg gutt fonctionéiert huet, an dat eeben dank der effentlecher gemeinsamer Schoul. An déi effentlech gemeinsam Schoul, wou all d'Kanner zesummekommen, ob räich oder aarm, ob Lëtzebuurger oder Auslänner, ass de Motor vun der Integratioun, vun der sozialer Kohäsion a vum gudden Zesummeliwwen hei am Land.

Natierlech koumen déi lescht Joren nach méi grouss Erausforderungen op eist Land duer. Mir hunn eng enorm, massiv Immigratioun erlieft déi lescht 10, 20 Joer mat iwwer 20.000 neie Leit pro Joer, déi an d'Land erakommen. Dat ass eng immens grouss Zuel an dat huet d'Konsequenz, dass Integratioun ëmmer méi schwéier gëtt, well dat, wou ee sech dra soll integréieren, ëmmer méi rar gëtt. Mir hu gesot, dass nëmmen nach en Drëttel vun de Schüler hautzudaags Lëtzebuergesch doheem schwätzen. Dat seet jo och eppes aus, ob am Allgemengen doheem vill Lëtzebuergesch geschwat gëtt oder éischer manner wéi fréier.

Mir hunn an de leschten 30 Joer vill probéiert an der Schoul. Fir mech war déi wichtegst, couragéiert an déi visionärsten Iddi – wou ech wierklech haut nach muss soen, grouse Respekt – d'Aféierung vum Précoce 1997, mengen ech, wou d'Kanner vun dräi Joer un dann ee Joer méi an de Schoulsystem solle goen. Heimat kruten d'Kanner ee Joer Schoul méi bäi, mam Zil, dass si dann ee Joer méi hunn, fir Lëtzebuergesch ze léieren an da gutt virbereet sinn op déi däitsch Alphabetiséierung an der Primärschoul; eppes wat och Etüde bestätegt hunn.

Dann déi schlechtesten Iddi vun de leschte Joren – e bësse Kritik muss och sinn: éischtens emol d'Aféiere vum Franséischen an der Spillschoul op Käschte vum Lëtzebuergesch a parallel dozou franséischsproocheg Crëchen, déi vum Staat bezuelt ginn, wou laut Gesetz zwar misst Lëtzebuergesch geschwat ginn, mee wou et ganz oft net oder quasi net gemaach gëtt. A mir hunn dat nach getest, mir hu bei eng ganz Partie Crëchen ugeruff an dat nogefrot. An effektiv héiert een dann do: „O, mee mir maachen dat alt e bëssen oder mir maachen dat guer net oder maacht Iech keng Suergen, mir sinn hei eng frankofon Crèche. Dat ass an der Rei, déi Kanner mussen hei kee Lëtzebuergesch maachen.“ Dat ass d'Realitéit.

An de Combel war – dat hunn zwou Educatrici mer bestätegt, déi och enger Crèche schaffen: Déi hu mer gesot, si kréiche souguer verbueden, Lëtzebuergesch ze schwätzen, si misste Franséisch schwätzen. Ech mengen, do misst ee vläicht och higoen an dat e bësse méi kontrolléieren. Dat ass jo net am Interêt vun eis allequerten.

Dann déi zweet schlecht Iddi: Dat war an eisen Aen d'Opmaache vun de sougenannten internationale Schoulen, ...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

... déi esou international sinn, dass een do manner Sprooche léiert wéi an der normaler Schoul, a well an deene Schoulen, wéi mer ëmmer soen, Segregatioun ass an net Integratioun. A wann d'Kanner an deenen internationale Schoulen, déi do operéiert ginn, déi dräi Amtssproochen net méi anstänneg léieren, jo da muss ee soen, da geet den Niveau erof.

A wann déi Schüler an der internationaler Schoul hir Première ee Joer éischer kréie wéi déi aner Schüler, well se ee Joer manner Schoul musse maachen – do mécht een d'Première scho mat 18 Joer –, dann ass och do ee Joer manner Schoul an da kann den Niveau och do nëmme méi niddreg si wéi an der normaler Schoul. A well mer soen, dass den Niveau méi niddreg ass wéi an der normaler Schoul an anerer warscheinlech soen, nee, dat stëmmt net, den Niveau ass méi héich oder grad esou héich, wëlle mer dat mat enger Motioun hei erausfannen, fir dass eng Etüd soll gemaach ginn.

An do soll eng Etüd gemaach ginn, déi de Schüler vun den Ofschlossklassen hir Kompetenzen an eisen dräi administrative Sproochen an am Englesche mam Kompetenzniveau vun de Schüler aus dem classeschen an allgemenge Lycée vergläicht, dëst nom Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen. Dann hätte mer et wierklech schwaarz op wäiss, géifen d'Resultat gesinn, wat den Niveau vun de Kanner an deenen internationale Schoulen ass.

Här President, wannechgelift.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi International Schoul Déifferdeng an Esch/Uelzecht (EIDE) mam Zil gegrennt ginn ass, Kanner a Jugendlecher mat Migratiounshannergrond wéi och all deene Schüler, déi sech an engem internationale Kontext entweckele wëllen, déi beschméiglech Ausbildung vun der Primärschoul bis zum Ofschlossexamen unzebidden;

– dëst Joer déi éischt Schüler aus der EIDE hiren Ofschloss maachen,

ass sech bewusst, datt

– et fir dat weidert Liewe vun de Schüler vun zentraler Bedeitung ass, datt een d'Qualitéit vum Schoulsystem no objektive Krittären anuerdne kann;

– de Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen, als Instrument zur Ëmsetzung vun de sproochpoliteschen Ziler vun Europarat, eng transparent, kohärent a breet Grondlag bitt, fir d'Kompetenzen an de Friemsproochen ze evaluéieren,

fuert d'Regierung op,

– eng Etüd ze maachen, déi de Schüler vun den Ofschlossklassen hir Kompetenzen an eisen dräi administrative Sproochen an am Englesche vergläicht mam Kompetenzniveau vun de Schüler aus dem classeschen an allgemenge Lycée, dëst nom Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Mathé ass, mengen ech, souwisou scho virgesinn. Hei wieren dann d'Sproochen nach derbäi.

Da kann ee sech och froen, ob mer de Schüler wierklech e Gefale maachen, wa mer hinnen net méi déi typesch dräisproocheg Education gi wéi an der normaler Schoul. An ech kommen drop zrëck, wat an der Kommissioun scho gesot gouf. Sot de Kanner, wa se sech an enger internationaler Schoul aschreiwten, dass hir Chancen op eng Partie Beruffer hei am Land minimal wäerte sinn! Nach ass et jo esou – an ech hoffe jo och, dass mer eis do alleguer eens sinn –, dass ee fir ganz vill Beruffer, besonnesch beim Staat, déi dräi administrativ Sprooche muss virweisen. Dës Beruffer, zum Beispill Polizist, wäerte fir dës Kanner aus deene

Grënn ganz schwéier ze erreche sinn, net onméiglech, mee ganz schwéier, well si wäerte ganz schwéier an enger internationaler Schoul op e ganz gudden Niveau am Däitschen, Franséischen a Lëtzebuergesche kommen.

An ech géif Iech dofir bieden, hinnen dat vun Ufank un ze soen, net dass se herno hiren Ofschloss maachen an dann enttäuscht sinn.

Da si mer der Meenung, dass hei déi falsch Prioritéit gesat gëtt. Mir missten hei net coûte que coûte jiddwerengem en Diplom ginn, mee mir misste kucken, dass d'Integratioun vun eiser diverser Gesellschaft Virrang huet.

Hei huet awer ënnert dem Minister Meisch e Paradigmewissel stattfonnt. An engem Slogan kann een et ganz gutt erkennen: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler!“ Dat ass fir eis Individualiséierung. Wou ass do d'Solidaritéit? Wou ass do d'Schoul, déi vereent, déi zesummebréngt? Wou ass do d'Kohäsioun?

Fir dës Regierung ass de sozialen Zesammenhalt an deem Sënn zweetrangeg. Mir bräichte manner Individualismus, méi Gemeinsamkeiten an eiser Gesellschaft. Grad an engem Land, wéi gesot, mat esou vill verschidden Nationalitéite musse mir d'Leit zesummeféieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Integratioun heescht eeben, alleguer zesummen an e gemeinsame Schoulsystem an eng gemeinsam Klass.

D'europäesch Schoulen, do heescht et: opgedeelt a verschidde Schoulen, opgedeelt a verschidde Klassen. Och eng gemeinsam Sprooch feelt do. Wéi eng Sprooch sollen d'Leit hei an eise Land duerno nach alleguer matenee schwätzen. An och, dass esou vill Lëtzebuergesch an den internationale Schoule geléiert gëtt, dat ass schéin, dat hei ze soen. Maaht eng Etüd, huet en néngt Schouljoer – ech weess net wéi dat genee heescht an der internationaler Schoul – an da maaht Der eng Etüd, wou Der einfach moost wéi hir Kompetenzen am Lëtzebuergesche sinn! Dat wat déi Persounen, Proffen, déi an deenen internationale Schoule mir soen, dat ass, dass dat mam Lëtzebuergesche kloer net fonctionéiert. A si soen och: Et kann net fonctionéieren, well mat zwou Stonnen d'Woch Lëtzebuergesch kritt Der keen op en Niveau, wou ee Lëtzebuergesch gutt ka schwätzen. Dat ass net méiglech.

A mir gesinn et jo och bei lëtzebuergesche Kanner, déi Stonnen a Sonnen, vill méi wéi zwou Stonne pro Woch, Franséisch léieren an et awer nach net kënnen a souguer wa se och nach op Cinquième oder Quatrième sinn. An dat läit och net nëmme un der Method, déi benotzt gëtt, dat läit och einfach drun, well et eebe ganz schwéier ass an net jiddwereen déi néideg Viraussetzungen huet, fir vill Sproochen do ze léieren.

Da wëll ech op eppes zrëckkommen ... A hei den Här Fayot, dat ass awer gutt, den Här Fayot, de Ben Fayot, deen huet Follgendes eng Käier gesot, an dat ass ganz interessant, am „Quotidien“:

(Interruption par la présidence)

„Soit on fait une école pour les Luxembourgeois en alphabétisant en allemand, soit on ajoute une filière francophone, mais j'y suis opposé farouchement, car cela risque de faire éclater l'école primaire publique au Luxembourg, qui est un élément important de la cohésion sociale dans une société aussi diverse que la société luxembourgeoise.“

Léif Sozialisten, lauschtert – lauschtert op de Ben Fayot! Dee Mann huet Recht.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An Dir, Här Keup, lauschtert elo op mech.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech kommen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Är Zäit, Är Riedezäit ass ofgelaf a largement.

Une voix | Déi Zäit ass of vun der aktiver Riedezäit ...

M. Fred Keup (ADR) | Nach zwee Sätz, nach zwee Sätz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Awer wierklech zwee Sätz, an net ze laang.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Mir plädéieren dofir, fir méi normal Schoulen, classesch Schoulen an net nach méi international Schoulen opzebauen ...

Une voix | Wat ass dann normal?

M. Fred Keup (ADR) | Déi normal Schoulen, déi bis elo d'Normalitéit waren.

(Interruption par Mme Francine Cloesener)

Wat gelift Madamm Cloesener?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, nee, wannechgelift, ënnerbriecht den Här Keup net, well den Här Keup ass elo fäerdeg.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | ... an een Deel vun den internationale Schoule lues a lues ofzebauen. D'accord wann där e puer bleiwen, dat kann néideg sinn a verschidde Fäll. An dat menge mer, dat wier am Sënn vun engem staarke Lëtzebuerg a vun enger staarker sozialer Kohäsioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Hilarité)

Lauschtert op den Här Fayot!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mëttlerweil bilden d'International Schools e parallele Schoulsystem nieft dem classeschen öffentleche Schoulsystem. Firwat? Ass et eventuell Deel vun enger Strategie, fir kënnen ze ëmgoen, dass de Schoulsystem vu Grond op muss reforméiert ginn? Obwuel si uganks nach als eng Spezialoffer fir eng globaliséiert Expat-Gemeinschaft um Lampersbieng an aus dem Stater Speckgürtel agefouert goufen, gi si haut vun ëmmer méi Schüler/inne mat lëtzebuergeschen an notamnt portugiseschen Originne besicht. Op et wierklech zu enger gréisserer sozialer Mixitéit an den International Schools komm ass, sief awer a Fro gestallt. Déi meescht öffentleche international Schoule fënnt een nach wie vor am Stater Speckgürtel an a räiche Gemenge wéi Clierf oder Jonglënster.

D'International School zu Esch an Déifferdeng bleiwen do d'Ausnam. An och wann et hei éischer zu enger Mixitéit vun den nationalen Originne géif kommen, wier dorauer net geschloss, datt sech d'Gesellschaftsschichten hei harmonesch matenee géife vermessen. Eise Constat ass éischer, datt déi schoulesch Inegalitéite berouend op sozialen an eethneschen Ausschlusskrittären ëmmer méi verstärkt am normalen öffentleche Schoulsystem auserneendriften. Den zentrale Problem läit genee do.

D'International Schools si keng Mesure, fir géint schoulesch Inegalitéiten unzekämpfen. Si sinn eng weider Optioun, eng weider Offer an enger Supermarchésschoullandschaft fir eng gewësse Kategorie

vu Schüler/innen an eng gewësse Kategorie vun Elteren. Notamment kënnen am Fong just déi Elteren op dës Optioun zrëckgräifen, déi sech iwwert dës Offer emol fir d'éischt informéiere konnten an déi den néidege Bildungsgrad hunn, fir dës Offer och richteg aschätzen ze kënnen.

Wéi eng Kategorie genee op déi internationale Optioun zrëckgräift, dat gi mer dann an engem Joer gewuer, wann d'Etüd, déi de Minister bei der Uni.lu bestallt huet, fäerdeg ass.

Bis elo ass dat déi alleréischt Evaluatioun vum internationale System, déi de Minister an Optrag gëtt. A bis dohinner wäerten et och nach ëmmer Schüler/innen ginn, déi den Niveau vum *Classique* oder vum *Enseignement général* net wäerten errechen, deen néideg ass, fir iwwerhaupt an den internationale Programm kënnen opgeholl ze ginn.

Här President, wéi ech schon am Ufank gesot hunn, gëtt mat den öffentliche internationale Schoule versicht, virun allem de kruziale Problem vun de schouleschen Inegalitéiten ze ëmgoen. Uganks stoungen d'International Schools nach am Dänscht vun enger kosmopoliter Elitt, déi sech et ka leeschten an der Stad an am Stater Speckgürtel hire Wunnsätz ze hunn.

Mëttlerweil bidden International Schools och e puer Schüler aus méi modeste Familien a Famille mat Migratiounshannergrond eng Chance, déi sech mat der Méisproochegkeet am normale System schwéierdinn. Dës System erlaabt verschidde Schüler/innen mat auslänneschen Originen eng gewësse Flexibilitéit mam Ëmgang mat der Méisproochegkeet an dat suergt vläicht fir méi Chancëgläichheet, wat net heescht méi Egalitéit.

Amplaz de Problemer, déi sech am normale System stellen, op de Grond ze goen, ginn hei parallell Modeller geschafen, an deenen e puer Schüler/innen eventuell Refuge fannen an esou kënnen virukommen, wat jo natierlech och ze begrëssen ass.

Den Här Bildungsminister huet selwer agesinn, dass am normale Schoulsystem d'Méisproochegkeet éischter en Handicap ginn ass wéi en *Avantage*. De Bildungsbericht weist säit 2015 drop hin, dass déi Schüler/innen, deenen hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass, am meeschte Krämpes mam *Apprentissage* vun den obligatoreschen Friemsprouchen hunn.

Schon an dem Cycle 3.1 vum *Fondamental* driften déi schoulesch Ongläichheeten ausereneen. D'Mammesprooch ass ee bestëmmenden Diskriminationsfacteur, grad esou awer wéi déi sozial Originen an de *Revenu* vun den Elteren. An et sinn d'Kanner aus der portugisescher Immigratioun zu Lëtzebuerg, déi all dës Diskriminationsfacteure matenee kombinéieren, fir schlecht duerch eise Schoulsystem ze kommen. Si hu vu virer an net déi gutt Viraussetzung fir eng erfollegräich Karriär am normale Schoulsystem. Mee ännert sech dat dann am internationale System?

Här President, mir sinn immens gespaant op dee Bilan vun den International Schools, dee grad amgaangen ass, gemaach ze ginn. Mir sinn immens gespaant, well falls dee System sech géif bewäeren, fir genee déi Schüler/innen, déi déi schlechteste Viraussetzungen hunn, ze stäerken, da stellt sech fir eis d'Fro, firwat net dee Modell generell soll verbreet ginn. Et ass jo méi sënnavoll ee System opzebauen, dee fir jiddwereen eng gutt Optioun ass, dass d'Kanner do an d'Schoul kënnen goen, wou se wunnen an dat zesumme mat hire „peer groups“.

Allgemeng stellt sech d'Fro, wéi vill Schüler/innen iwwerhaupt an den internationale Programm kënnen opgeholl ginn, ouni dass muss eng Selektioun gemaach ginn. Dass dës Schoulen nach net iwwerlaf sinn,

läit doran, dass et sozial a symbolesch Barrière gëtt, déi maachen, dass ganz vill Leit dës Optioun nach eventuell guer net kennen.

Här President, den internationale System bitt elo schon de Schüler/innen eppes, wat den normale System nach net bitt. Schon ab dem *Fondamental* besteet an der öffentliche internationaler Schoul d'Méiglechkeet op eng Alphabetiséierung op Franséisch, Däitsch, Englesch a souguer jee no *Demande* och op Portugisesch, Spuenesch an Italieenesch. Dass ass eppes, fir dat mir eis als déi Lénk ëmmer agesat hunn: d'Méiglechkeet op eng Alphabetiséierung an der Mammesprooch. A Lëtzebuergesch soll do och net vergiess ginn.

Am Kader vum neie Bildungsbericht gouf festgestallt, dass den Iwwergang vum Lëtzebuergesch an d'Däitsch net esou fléissend verleeft, wéi dat uganks eigentlech geduecht ginn ass. D'Sproochkenntnis vun der Mammesprooch verdéiwen a gläichzäiteg eng Alphabetiséierung op enger Sprooch kënnen wielen, déi net exklusiv Däitsch ass, dass ass also elo scho méiglech an den öffentliche internationale Schoulen. Firwat sollt dat dann net de Fall am normalen *Enseignement* si respektiv ginn.

Och am *Secondaire* bitt den internationale System eng *Ouverture* am Beräich vun der schoulescher Orientéierung nom *Fondamental*. Beim *Passage* vum *Fondamentale* an de *Secondaire* gëtt am System vun der *International School* keng Andeelung an *Enseignement classique* an *Enseignement technique* gemaach. Déi Orientéierung, déi am normale System schon ab dem *Cycle 4* stattfënt, ass fir vill Schüler dee Moment, wou d'Dreem an d'Bréch ginn an d'Hoffnungen op eng erfollegräich schoulesch Karriär begruewe ginn. Mir wësse jo firwat. Hei spille sozial, kulturell an ekonomesch Ausschlosskrittäre mat. An och dat stellt de Bildungsbericht schon zënter 2015 fest, ouni dass sech eppes dorunner ännert.

Den internationale System schafft mat engem *Tronc commun* op *Septième* op d'mannst do eng *Ouverture*. Vlächicht ass dat jo och eppes, wat ee kéint fir deen normale Schoulsystem virgesinn.

Här President, lues awer sécher stellt d'Verbreedung vun den internationale Schools och verschidde *Privileegie* vun de *fonctionariséierten* Enseignanten a Fro. Am internationale System kënnen Enseignanten aus dem Ausland agestallt ginn, déi bereet sinn, manner ze verdéngen a vum Tächenopwand hier méi ze schaffen.

Hir Ausbildung ass net déi vun de *fonctionariséierten* Enseignanten, mee si entsprécht awer de Besoinen an *Exigence* vum internationale System, an deem si schaffen. Déi *fonctionariséiert* Enseignantë sinn amgaangen, iwwerholl ze gi vun externem qualifizéiertem Personal aus dem Ausland, gradesou wéi den internationale System den nationalen amgaangen ass, a villen Hisiichten ze *depasséieren*.

Här President, d'International Schools sinn e *Polverfaass*. Wa sech den internationale System sollt bewäeren, bedeit dat gläichzäiteg en *Echec* op der ganzer Linn fir eisen normale System.

Den Här Minister ass awer net just de Minister vun der internationaler Bildung, mee och vun eiser nationaler Bildung. Déi national Bildung huet och eng universell *Missioun*: eng Schoul fir jiddweree garantéieren, an där jidderee gläichbehandelt ka ginn. Mir sinn d'Land vun de *Pilotprojeten* a vun den eenzele sozialen Experimenten. Leider gëtt net all *Projet* an all *Experiment*, dass sech bewäert, zu enger *Generalitéit*, vun där d'Allgemengheet ka profitéieren. Dass ass, wann een als Regierung am *Interêt* vum Einzelnen denkt an handelt.

Här President, zu der nationaler Bildung gehéiert och e *Personal*, dass sech dese staatleche *Missiounen* unhélt an dat net einfach esou kann ersat ginn oder ausgespillt gi géint en importéiert Personal an den *International Schools*. Fir eis muss eng kloer *Bilanz* gezu gi vun deem System an opgrond dovunner mussen Konsequenze gedroe ginn. Dass féiert eiser Aschätzung no net derlaanscht, dass eise Bildungssystem muss vu Grond op reforméiert ginn. An dofir brauch ee laang *Zäit* a ganz vill *Courage*.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance* | Merci och, Madamm Cecchetti. An den nächste *Riedner*, dee scho prett ass, ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (*Piraten*) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, eise Bildungsminister sot an engem *Interview* am Kader vun der *Ouverture* vun enger neier *Europaschoul* eng *Kéier*, dass d'Schoulen als *Spiegelbild* vun der *Gesellschaft* kéinte gesi ginn, dass eis *Gesellschaft* ëmmer méi heteroogen a multikulturell géif ginn an et dofir nëmmen normal wier, dass och de Schoulsystem méi heteroogen géif ginn.

An ech kann där Ausso nëmmen *zoustëmmen*. Leider spigelt sech awer net just d'*Multikulturalitéit* an eise Schoulen, mee och eng ganz *Rei* vun de gesellschaftleche Problemer, déi *gesamtgesellschaftlech* existéieren.

Och wuessend sozial Ongläichheeten an e *Mangel* u gesellschaftlecher *Kohäsion* sinn an eise Schoulsystem leider nach ëmmer *siichtbar*. Jo, eis *Gesellschaft* gëtt ëmmer méi heteroogen. Mee déi eenzel *Gruppen* hu leider net déi selwecht *Chancen* a *liewen* zum *Deel* och *laanschteneen* a ganz verschiddene *Liewenswelten*.

Dass ass e grouse Problem an och een, dee bis elo och duerch d'*Europaschoulen* nach net *geléist* konnt ginn. Mee dass soll net heeschen, dass mer de *Modell* vun den internationale Schoulen net gutt géife fannen. Mir hunn aktuell e grouse *Besoin* an engem alternative *Schoulparcours* fir *Kanner* a *Jonker*, déi am *traditionelle* Schoulsystem wéinst de *Sproochen* duerch de *Raster* falen.

An et ass gutt, dass d'*Europaschoulen* dese Schülerinnen a Schüler eng *Optioun* bidden. Wa 75 % vun de Schülerinnen a Schüler aus der Stad an den *Alentouren* téschent 2014 an 2020 an de *Lycée classique* orientéiert goufen a manner wéi 20 % zu *Wolz*, *Déifferdeng* oder an der *Fiels* et gepackt hunn, da weist dat ganz kloer, wou et nach zu Ongläichheete kënn.

D'staatlech *Europaschoulen*, déi fir jiddereen op sinn an an deene keng héich *Studiegebüeren* ufalen, kënnen sécher e *Wee* sinn, fir Schülerinnen a Schüler, un déi den aktuelle Schoulsystem net ugepasst ass, besser *Bildungschancen* ze bidden. An dofir hu se aktuell sécherlech hir *Daseinsberechtigung*.

Laangfristeg muss ee sech awer iwwerleeën, wéi een dës zwee *Schoulmodeller*, engersäits den *traditionelle* Lëtzebuergesch *Modell* an anersäits déi nei *international Schoulen*, méi no unenee réckele kann.

Mir beobachten net érischt zanter *gëschter*, dass sech bestëmmte *Liewenswelten* am Land esou wäit *unenee* getrennt hunn, dass déi eenzel *Gruppen* *ënnerenee* keen oder *nëmmen* *wéineg* *Kontakt* hunn an *dowéinst* och *leider* *heefeg* de *Versteesdemech* fir d'*Situatioun* vun deem enge fir deen anere *feelt*.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

Do wäeren zum *Beispill* d'Lëtzebuergesch *Fonctionnaire* an d'*Staatsemployéen* an d'*Aarbechter* aus dem

Privé, déi fir de Mindestloun schaffen; déi international héich qualifizéiert Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus dem Finanzsecteur an den europäeschen Institutionen um Kierchbiereg an d'Handwierker an d'Aarbechter/innen aus der Industrie; d'Frontalieren an d'Residenten; d'Bierger/inne mat Migratiounshanergrond a Familljen, déi zanter Generatiounen hei liewen; an nach ganz vill weiderer, déi ech elo net all hei opziele muss. Ech mengen, Dir gesitt, wéi e Bild ech zeeche wëll.

Schonn an eisem ale Schoulsystem huet et mat der Opdeelung tëscht Technique a Classique zu enger gewëssener Trennung gefouert, déi doduerch, dass verschidde Lycéeen och just déi eng oder just déi aner Spart ugebueden hunn, nach verstärkt gouf. Elo ass mam Ausbau vun den Europaschoulen nach e weidere Piliere entstanden. An do muss mer natierlech oppassen, dass dës Differenzéierungen net laangfristeg derzou féieren, dass mer d'Spaltung vun der Gesellschaft a Gruppen nach méi verstärken.

Mir Piraten sinn dofir der Meenung, dass d'Europaschoulen als eng temporaire Léisung solle gesi ginn, mee laangfristeg awer d'Zil sollt sinn, de Schoulsystem ze harmoniséieren, ouni dobäi natierlech Optiounen ze verléieren.

Am Moment trenne mer Schüler op no Classique, Technique a Modulaire an dann och nach emol no Sproochen, an deene se ënnerriicht ginn, mat der Differenzéierung tëscht den Europaschoulen an den anere staatleche Schoulen. Muss dat an där Form sinn?

Natierlech ass et organisatoresch net méi einfach, wann all Schoul alles muss ubidden. Et ass ganz kloer méi einfach, wann all Schoul just eng bestëmmten Ausbildungsform ubitt an dat dann am beschten och nach ëmmer fir Kanner, déi all änlech Kompetenzen hunn. Et ass méi einfach mat enger homogener Grupp ze schaffen wéi mat heterogene Besoinen. Well da kann een e Programm opsetzen an dee gëtt alle Schülerinnen a Schüler méi gerecht a muss net méi ugepasst ginn, well déi Schüler a Schülerinnen, deenen en eventuell net gerecht géif ginn, huet ee vun Ufank u guer net an dës Schoul orientéiert oder si si souguer esou séier duerch de Raster gefall, dass se fräiwëlleg erëm gaange sinn. Mee dat ka jo awer och net d'Zil vun enger inklusiver Bildungspolitik sinn.

Laangfristeg muss mer also dofir dréngend den Opbau vun eisem ganze Schoulsystem iwwerdenken. Wisou trenne mer am Lycée ëmmer nach konsequent tëscht Technique a Classique, amplaz de Schüler/innen hir Kompetenzen an den eenzele Fächer entspriechend ze féieren? Firwat kann e Schüler aus dem Technique, deen zum Beispill besonnesch gutt am Engleschen ass an an deenen anere Fächer vläicht Problemer huet, net an deem Fach d'Course vum Classique suivéieren? Firwat muss deen duerch seng Orientéierung an den Technique an all senger Kompetenz limitéiert ginn, obwuel en an eenzele vläicht ganz staark wier?

Firwat hale mer ausserhalb vun den Europaschoulen ëmmer nach steif dru fest, dass et am classesche Lycée, fir eng Première ze kréien, esou wichteg ass, d'Niewefächer fir d'éischt op Däitsch an dono op Franséisch ze suivéieren an an der Primärschoul eng Alphabetiséierung haut nach gréisstendeels muss, mat klengen Ausnamen, op Däitsch gemaach ginn?

Wa manner wéi d'Hallschent vun der Populatioun hei am Land nach ausschliisslech Lëtzebuergesch doheim schwätzt, da kann et net sinn, dass mer e Schoulsystem bäibehalen, deen exklusiv op Lëtzebuergesch a Lëtzebuergesch zougesechnitten ass. Wann eisen aktuelle Schoulsystem ëmmer manner Kanner gerecht ka ginn, da läit dat net un de Kanner, mee dorunner, dass de System muss ugepasst ginn.

Eis Gesellschaft ass extreem am Wandel, an eis Schoulen hunn do e bëssen e Problem nozekommen, well de Wandel geet immens séier. Wann ee kuckt, wéi d'Schoule virun 20 Joer ausgesinn hunn, et domadder vergläicht, wéi et virun 10 Joer ausgesinn huet an et domadder vergläicht, wéi et haut ausgesäit, da gesäit een, dass dee gesellschaftleche Wandel an de Schoulen do ass a vum Gefill hier – dat ass natierlech ganz subjektiv – acceleréiert oder zumindest ëmmer méi séier ausgesäit.

D'Europaschoule kënnen hei, an dat sot ech virdu schonn, kuerzfristeg sécherlech Offhëllef schafen. Mee laangfristeg mussen och déi aner öffentlech Schoulen hei am Land hir Offer erweideren. Déi international Schoule si schliisslech och haut nach net fir jiddereen zougänglech, och wann hir Diere fir jiddereen opstinn. Dass prinzipiell sech jiddereen umelle kann, heescht jo net, dass och all Kand déi selwecht Opportunitéiten huet, an esou eng europäesch Primärschoul oder an e Lycée ze kommen. Dat hânt schliisslech och ganz dovunner of, ob d'Elteren d'Offer kennen, ob d'Léierpersonal bei der Orientéierung drun denkt, och dës Schoulen als Optioun ze nennen oder ob d'Schoul no genuch beim Wunnuert läit, well ënner anerem am Norde gëtt et der nach net ganz vill.

Natierlech kéint een och soen, dass een dann eeben nach méi Europaschoule baue muss, fir se nach méi visibel an nach méi einfach zougänglech ze maachen. Mee dat wär an eisen Aen dann awer iergendwou dee falsche Wee. Dat géif just derzou féieren, dass mer op eemol zwee komplett getrennte Gesellschaftsgruppen duerno hätten, déi sech weeder als Kand nach als Jugendleche begéint sinn a sech domadder och net austausche konnten.

Wann ee sech just nach an der Fräizäit begéint – an och do gesi mer an de Sportsveräiner, zumindest an deenen, an deenen ech aktiv sinn, dass ee ganz kloer Ekippe gesäit, déi ëmmer méi reng aus Europaschoule rekrutéiert ginn an anerer, déi reng aus de staatleche Schoule rekrutéiert ginn, well dann déi Ekippen och méi nobäi leien –, féiert dat awer zu enger ganz, ganz geféierlecher Situatioun.

Mir brauchen also méi déifgräifend Upassungen an eisem Schoulsystem an net just einfach ëmmer méi Europaschoulen. An ech weess, dass esou Reformen net einfach sinn an d'Oppositioun mécht et dem Minister och net ëmmer ganz einfach, se se dann och nach ëmmer iwwerall probéieren, d'Hoer an der Zopp ze fannen, dat ginn ech dann och gären zou. Mee dat ass nun emol de Rôle vun der Oppositioun, fir no deenen Hoer ze sichen, se ze markéieren an dann ze soen: Kéint een dat net nach besser maachen?

Schliisslech sinn déi Persounen, déi haut am Enseignement do um Bildungsministère schaffen, nëmme seelen déi Kanner gewiescht, déi am aktuelle Schoulsystem Problemer haten. Wien haut entscheede kann, wéi d'Bildung zu Lëtzebuerg ausgesäit, ass deen, deen et gepackt huet, mat der Dräisproochegkeet an eise Schoulen eens ze ginn a seng Première oder Treizième ze packen a potenziell duerno nach weider ze studéieren.

An all déi aner, all déi, déi eeben net mam Schoulsystem eens gi sinn, si vill manner siichtbar an deem Debat. Mee och si sinn do an och fir si mussen eis Schoulen eng Offer hunn, an dat net isoléiert vun deenen aneren, mee mattendran. Well Léiere kann ee schliisslech net nëmme vu senger Proffen, mee och grad a vläicht heiansdo souguer méi vu senger villfältige Matschüler.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a fir d'alleréisch och e grouse Merci un d'Francine Closener dofir, dass si dese Sujet op den Ordre du jour hei gesat huet, déi Interpellatioun ugefrot huet, well ech denken, dass et e gudd Moment war, fir eng Kéier en Tëschebilan ze zéien an der Entwécklung vun den öffentlechen internationale Schoulen, déi jo schon eng ganz Rei vu Joren amgaangen ass mat éischte Projete ronderëm de Baccalauréat international, duerno mat den A-Grades an ëmmer méi staark och an deene leschte Joren intensiv ronderëm déi öffentlech Europaschoulen.

An ech sinn eigentlech ganz frou an dankbar iwwert déi Debat hei, well dach a ganz ville Froe sech awer e relativ breede Konsens hei am Haus de Mëtten, mengen ech, erausgeschleht huet, dass et an enger Demokratie och ënnerschiddlech Vuë gëtt zu eenzelen, mat deene mer eis sécherlech och nach muss befaassen. Dat ass kloer an dat soll deen Debat jo och weiderhi kënnen animéieren. Mee trotzdem stellen ech fest, dass mer alleguerten heibannen eis asetze fir eng staark öffentlech Schoul, eng öffentlech Schoul, déi och all Schülerinnen a Schüler eng Perspektiv ka bidden hei zu Lëtzebuerg.

An dat ass jo eng vun eise groussen Ambitioune gewiescht mat der Schafung vun öffentlechen internationale Schoulen, well mer gemierkt hunn, dass eebe ganz vill Schülerinnen a Schüler keng Perspektiv haten an der öffentlecher Schoul an duerfir a Privatschoulen hu misse goen, an d'Ausland hu misse goen oder den Échec scolaire déi eenzeg Alternativ bliwwen ass, wann ee sech dat anert net konnt finanziell oder organisatoresch leeschten.

Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer do alleguerten hei un engem Strang zéien. An ech mengen, dass dat e wictheg Message ass vum Parlament och fir d'Acteuren an der öffentlecher Schoul, dass mer dat alleguerten hei esou gesinn.

Ech sinn och frou ze héieren, dass et begréisst gëtt, dass mer déi Diversifizéierung do vun eiser Schoullandschaft gemaach hunn, dass et mëttlerweil eeben ënnerschiddlech Offere gëtt an dass d'öffentlech Schoul eeben net en Deel vun de Schüler éischer direkt do-bausse stoe léisst an a Privatschoulen orientéiert an dass et eebe gutt ass, dass mer haut brittesch Programmer hunn, dass mer international Programmer hunn, dass mer déi europäesch Programmer hunn als eng kloer Alternativ.

En anere Konsens, deen ech konnt feststellen, ass, dass déi Diversitéit vun de Modeller e grouss Potenzial ass, e Räichtum ass an dass mer kënnen vunenee léieren, sécherlech net nëmme vum deem, wat vläicht nach méi nei ass – déi internationale Schoulen –, eis do dat ofkucke gi fir eisen traditionelle Schoulsystem, sécherlech och ëmgedréint. Mee et ass e Räichtum net nëmme fir de Schüler, dass en d'Méiglechkeet huet, sech souwuel fir deen ee Modell wéi fir deen anere Modell ze entscheeden, mee et ass e Räichtum och, dass mer an eiser öffentlecher Schoul déi Diversitéit do hunn, wou mer dat, wat an där enger Schoul gutt funktionéiert, eis sécherlech kënnen ofkucke goen.

An dofir hu mer eis jo eeben och op de Wee gemaach, fir unhand vun e puer Pilotprojeten déi Experienz vun enger franséischer Alphabetiséierung, déi elo zënter e puer Joren eeben an den europäesche Klasse gutt

fonctionéiert, och an eisen traditionelle Schoulssystem eriwwezechuelen, ze evaluéieren a vläicht duerno eeben och d'Méiglechkeet all Schülerinnen a Schüler an enger Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg ze ginn, op Franséisch oder op Däitsch kënnen alphabetiséiert ze ginn.

Wa mer dat hikréien, jo dann hu mer geléiert vun den europäesche Programmer an da war dat net nëmmen eppes, wat isoléiert war a vläicht e Benefiss war vun enger Rei vun eenzele Schüler an nëmme vun hinnen, mee dann huet et eise ganze System weider dynamiséiert.

Mir sinn eis och eens an der Fro, dass mer esou Pilotprojeten, mee awer och de ganze Spektrum vun den internationale Schoule mussen evaluéieren. Zwou och international Schoule sinn elo de Mëtteg manner hei opgeléicht ginn, nämlech d'international Schoul vum Michel Lucius, déi e brittesche System huet, an ech denken, dass mer och déi an d'Evaluatioun sollte mat abezéien. Mir hunn awer schonn zanter méi wéi zéng Joer och eng aner international Schoul als öffentlech Schoul: am Schengen-Lycée gëtt an deem Sënn och en internationale Programm ugebueden. An ech denken, dass een och dee soll mat an déi Visée huele vun enger Evaluatioun.

Dir wësst, a mir hunn och schonn doriwwer geschwat, dass déi Evaluatioun sécherlech net einfach ass, well mer mussen oppassen, dass mer do net Saache matenee vergläichen, déi net ze vergläiche sinn. Wann ech en anere Schoulparcours gemaach hunn, en anere Curriculum gemaach hunn, an deem och aner Kompetenze viséiert ginn, da kann ech natierlech net deen ee Schüler direkt an engem Test mat deem anere vergläichen. Da muss ech mech do schonn e Stéckwäit méi intelligent uleeën. An dat ass jo dat, wat de LUCET, de Luxembourg Centre for Educational Testing, amgaangen ass ze maachen: och e ganz spezielle Testdispositiv auszeschaffen, fir eeben och Schüler, déi en ënnerschiddleche Curriculum haten, matenee kënnen ze vergläichen.

Da si mer eis awer och eens, dass mer net kënnen hei stoebleiwen oder net kënnen einfach esou weiderfuere wéi mer et déi lescht Jore gemaach hunn, andeems et dat Eenzegt wär, wat mer géife maache bei den internationale Schoulen: do wou vläicht nach eng Plaz ass, fir eng Schoul hinzesetzen, e Vide scolaire am Land vläicht ass, nach eng opzemaachen. Dat kann et sécherlech net sinn. Ech si ganz no bei deene Leit, déi soen, dass och déi öffentlech international Schoule méi schwach Schülerinnen a Schüler mussen ophuelen, dass ass ganz kloer. Duerfir hu mer grad an den europäesche Schoulen, an den öffentlechen Europaschoulen, och insistéiert, dass do eng Voie de préparation derbäikënn, fir eeben och Bréck ze bawe fir déi Schülerinnen a Schüler, déi vläicht nach direkt den Uschloss kënnen fannen an net direkt eng Orientatioun an de Seconde classique oder an de Seconde général kritt hunn, mee an d'Voie de préparation, fir dann awer iwert dee Wee do nach vläicht Fouss ze faassen.

Mir wëssen, dass grad iwwert d'Accueilsklassen an deene Schoulen, mee awer och iwwert d'Voie de préparation ganz vill Primo-arrivanten ... an ech hu jo virdrun op deen Challenge higewisen – ech wëll net soen déi Problematik, mee deen Challenge –, 3 % vun eise Schüler pro Joer als Quereinsteiger an eise Schoulssystem kënnen ze integréieren. Dat leeft ganz gutt iwwert d'Classe-d'accueil an d'Voie de préparation vun den internationale Schoulen.

An et ass eng enorm Chance, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat just als Klammer hei eng kéier ka soen, dass mer déi Schoulen hinnen, grad elo an der aktueller Flüchtlingskris. Déi hëllefen eis enorm a bidde ganz reell Chancen och deene Schülerinnen a Schüler, déi aus der Ukrain momentan heihinner kommen, déi

dacks e gutt Englescht hunn, fir dann och duerno an eng engleschsproocheg Filière relativ schnell kënnen eranzeklammen. Wa mer déi Capacitéit do net hätten, géife mer déi Kris net esou gutt meeschten, wéi mer dat momentan amgaange sinn ze maachen.

Ech sinn och absolutt domadder d'accord, dass mer déi Ustrengungen elo wierklech mussen ugoen, fir och frankofon awer och anglofon Offeren ze schafen am Beräich vun der Berufsausbildung.

Frankofoner si mer amgaangen, anglofoner hu mer och geschafen an de leschte Joren, wou ech Minister gi sinn. Et si jo nach keng Generatiounen hier, do gouf et nach net eng. Mir hu mëttlerweil och e puer Formatiounen do. An ech mengen, och engleschsproocheg Formatiounen an der Berufsausbildung maache Sënn sous condition, dass een natierlech och mat Englesch als éischt Sprooch an deenen Domänen herno kann eng berufflech Perspektiv zu Lëtzebuerg kréien, an där Domänen gëtt et. An eenzelen digitalen, informatesche Formatiounen zum Beispill gëtt et dat sécherlech, mee och an anere Beräicher vun eiser Economie gëtt engleschsproocheg Personal gebraucht a rekrutéiert, wat dacks am Ausland forméiert ginn ass. Dat kënnen mer och nach besser hei zu Lëtzebuerg maachen an do schaffe mer och drun.

Ech sinn och mat all deenen d'accord, déi hei drop higewisen hunn, dass et kruzial ass an eiser ablécklecher Bildungslandschaft, déi méi villfältig ginn ass, méi räich ginn ass doduerjer, mee awer och vläicht manner iwwersichtlech ginn ass doduerjer. Villfalt heescht manner Iwwersicht an op där anerer Säit, dass mer op d'Orientatioun mussen Wäert leeën.

Dat heescht och effektiv, an dat ass gesot ginn, dass den Enseignant, dee vläicht an der traditioneller Schoul schafft, och emol heiandsdo de Reflex muss hunn a mat den Eltere schwätzen a soen: „Hei kuckt, do gëtt et nach eng Schoul, an déi kéint och eng ganz gutt Alternativ sinn.“ Dat heescht, dass bei dem Passage Fondamental-Secondaire natierlech besonnesch deen dote Reflex och eng kéier nach misst spillen, fir ze soen, dass et net just den nächste classesche Lycée oder de Lycée général ass, mee dass dat och eng international Offer ka sinn, déi an der Géigend ass, déi eng reell Alternativ kéint sinn an dass d'Elteren an de Schüler sech dat op d'mannst ukucke ginn.

An duerfir hu mer d'Maison de l'orientation hei geschafen. De Claude Lamberty ass drop agaangen. Opgrond vun Ärer Visitt de Moie war déi Impressioun nach ganz frësch, fir dat hei kuerz ze rapportéieren. Duerfir maache mer eng grouss Schoulfoire vum 2. bis de 4. Mee an der Luxexpo, fir d'Klassen allegueren ze invitéieren aus dem Cycle 4.2 aus dem ganze Land, fir wierklech déi ganz Panoplie gewisen ze kréien, well mer wëssen, dass een d'Tendenz huet, an déi Schoul ze goen, an där d'Mamm oder de Papp scho waren oder an déi Schoul ze goen, an déi een ze Fouss oder mam Vélo kann higoen oder fueren oder vläicht bei där de Busarrêt dann e Stéck wäit méi no ass oder an déi déi aner Kollege ginn.

Mee mir hätte jo eigentlech gären, dass dann, wa mer ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler hunn, dee Schüler, dee bei déi Schoul passt, an déi Schoul, déi bei dee Schüler passt, zueneefannen. Nëmme da geet dee System do op. An duerfir mussen mer méi grouss Efforten um Niveau vun der Orientatioun maachen.

Et läit mir och um Häerz, an ech si frou, dass dat an där Motioun och opgeworf gëtt: transparent Aschreiwungen. Ech mengen, mir hate schonn an der Kommissioun des Woch nach iwwert d'Problematik rieds: kloer Krittären, déi an engem Gesetz stinn, dass heescht herno net Diversitéit an der Schoul, mee riskéiert

éischter, eng ganz homogeen Schoulpopulatioun ze erginn. Wann ech zum Beispill géif soen: Déi éischt Schüler, déi mer ophuelen, dass si Primo-arrivanten – dir hutt d'Schülerzuelen hei héieren –, heescht dat warscheinlech, dass dat herno Schoule wären, an deenen nëmme Primo-arrivantë wären. Mir hätten awer gären e Spigelbild vun der Gesellschaft och an den internationale Schoulen. Well nëmmen esou ka wierklech och an deene Schoulen, an deene Klassen do Integratioun geschéien.

An duerfir hunn ech bis elo nach ëmmer plädéiert, fir net ze kloer eppes an d'Gesetz ze schreiwen. An d'Chamber ass bis elo nach ëmmer mat op deen dote Wee gaangen. Mee ech denken, dass et absolutt legitim ass, dass mer den Direktiounen, deene mer do Vertraue schenken, dass se et awer en bon père oder bonne mère de famille dann awer ëmsetzen, ... dass mer eis dat och eng kéier ukucke ginn an dass mer och do garantéieren, dass eng gewëssen Transparenz do ass.

An dass dat de Message ass – an dat ass erëm eng kéier e Konsens, mengen ech awer, deen de Mëtten hei erauskomm ass –, dass mer gären hätten, dass dat e Spigelbild vun der Gesellschaft ass an dass d'Schoulpopulatioun do esou heterogeen ass, wéi d'Gesellschaft ass, an och vläicht d'Schüler an anere Schoulen dann zesummesat sinn, dass dat de Message ass, deen dann och do erëm ëmgesat gëtt an dass mer eis dat ganz genau och eng kéier ukucke ginn.

Ee Punkt, wou ech vläicht mat deem engen oder aneren ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Meisch, erlaabt Der, dass d'Madam Adehm Iech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, gären.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här Minister. Just eng ganz kuerz Fro. Dir hutt gesot, Dir organiséiert déi Schoulfoire. Déi ass uganks Mee, an déi ass dann haaptsächlech op de Cycle 4.2 zentriert, fir dass déi Kanner sech kënnen ukucke goen, a wéi e Lycée se duerno wëlle goen.

Mir diskutéieren haut iwwer international Schoulen. Wéi erkläert Der dann an deem Zesammenhang, dass déi nei international Schoul Gaston Thorn hir Umeldunge schonn ofgeschloss huet op den Datum vum ... ech mengen, et war elo de 15. Mäerz? Dat heescht, déi Kanner, déi déi Schoul elo gesinn, hu guer net méi d'Méiglechkeet, fir sech déi nächst Rentrée an där Schoul anzeschreiwen, well d'Umeldunge schonn ofgeschloss sinn. Wéi passt dat zesummen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et geet hei an enger Schoulfoire drëms, fir déi ganz Panoplie vun Offeren ze weisen. Wann elo Schoulen natierlech hir Decisiounen do éischer wëllen huelen – ech mengen, et sinn eréischt d'Inscriptiounen, ech gleewe kaum, dass et Decisiounen ginn –, déi kënnen se net huelen, well d'Chamber d'Gesetz nach net gestëmmt huet, soudatt ech emol unhuelen, dass dat doten nach net konnt stattfannen, dass de 15. Mäerz Decisiounen konnte geholl ginn ...

Mme Diane Adehm (CSV) | Inscriptiounen.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... vun Inscriptiounen.

Wann dat doten esou ass, da fannen ech et nach ëmmer richtig, dass mer d'ganz Bildungslandschaft, déi mer hunn zu Lëtzebuerg, weisen an där Schoulfoire. An dat ass d'Ambitioun vun där doter Schoulfoire. Well wa mer se net weisen, da wäert och dat nächst Joer keen de Wee dohinner fannen. An ech denken,

datt déi Schoulfoire sech net nëmmen u Schüler aus dem Cycle 4.2 orientéiert, generell aus dem Cycle 4, mee och aus dem Lycée, well och do gëtt et nach Orientatiounsmomenter no der Cinqüième, no der Quatrième, a wat fir eng Berufsausbildung datt ee wëllt goen. Et ass déi gesamt Panoplie vun Ausbildungsméiglechkeeten, déi mer do hunn, déi do gewise gëtt, an dat ass benefique.

An dat brauche mer, datt dat an d'Käpp vun de Leit erakënnt, wéi divers eis schoulesch Offer haut ass an datt een net och eréischt dann am Mee ufänkt ze sichen, mee vläicht schon heiansdo e puer Joer vir drun ufänkt ze sichen an datt een op der Schoulfoire gesäit: Wat fir eng Schoule gëtt et a menger Géigend a wou ginn ech op d'Porte ouverte a wou froen ech mer vläicht eng Kéier e Rendez-vous, fir wierklech driwwer ze diskutéieren, ob op där anerer Säit dann eng Offer existéiert, déi fir mech déi beschten Offer ass. Dat ass d'Iddi vun der Schoulfoire, an net op der Schoulfoire Inscriptiounen ze maachen. Dat kréie mer sécherlech net hin.

(Interruption)

Ech wëll op ee Punkt agoen, bei deem ech vläicht net ëmmer d'Approche esou deele vun den eenzelen Intervenanten. Dat wëll ech awer och soen. Ech hunn heiansdo d'Impressioun gehat, mir missten awer nach ëmmer probéieren, alles ze uniformiséieren a just een eenzele System ze hunn. Vläch hunn ech eng aner Konditioun vum Mënsch, vläch gesinn ech den Individuum a senger Villfalt do als eng grouss Richesse un, an datt mer net probéieren, jidderee just iwwert dee selwechte Leescht ze zéien.

An dat Beispill vum Pinguin – et kéint een aner nennen – weist eis jo awer ganz gutt, datt et ganz ënnerschiddlech Individue gëtt an d'Kanner ganz ënnerschiddlech Talenter a Stärkten hunn, a mir hunn haut vill iwwer Sprooch geschwat, mee datt et ganz vill Stärkten an aneren Domänen gëtt an datt een do och säi Wee muss fannen a vläch seng Schoul muss fannen, déi, well se Schwéierpunkte setzt, well se eng Approche am Sproochenunterrecht huet, well se och vläch thematesch Schwéierpunkte setzt, am beschte bei ee passt.

Eppes, wat mech am meeschten impressionéiert huet an deene leschten aacht Joer, zanter datt ech Bildungsminister fir dëst Land därer sinn, war e Gespréich an eng Schoul, ganz fréi, an den éischten Deeg, dat ech hat, bei deem d'Enseignantë mer gesot hunn: „Här Minister, stellt Iech e kleng Jong vir, dee mordicus probéiert, Fussballspiller ze ginn, mee en huet awer keen Talent. Da kann den dagan, dagauss probéieren, fir Fussball ze trainéieren an e gëtt och vläch nach besser. Et gëtt och vläch iergendzwoesch eppes, fir an eng Ekipp eng Plaz ze fannen am Amateursberäich, mee fir de Profi wäert et nimools duergoen. Mee wa mer et fäerdegbréngen, datt mer dat anert Talent, wat dat Kand sécherlech och huet, entdecken a mir bréngen dat Kand dohinner, wou dat Talent ka geféiert ginn, da kann een do richtig weiderkommen.“

An ech mengen, dat soll d'Approche nach ëmmer sinn, amplaz ze mengen, datt jidderee kéint, wann e gutt Fussball trainéiert, e gudd Fussballist ginn a wann e gutt Sprooch trainéiert, och an alle Sprooch kéint richteg gutt ginn, a wann e gutt an der Mathé an an der Technik ass an an de Sciencen, dann och do sech gutt drugëtt, ëmmer dee selwechten Niveau erreicht.

An duerfir soen ech: Kommt, mer probéieren net alles ze vill iwwer ee Leescht ze zéien. Jo, mir brauchen e gutt breeden Niveau vu Basiskompetenzen, déi ee muss hunn an allen Domänen, dat ass ganz kloer. Mee et geet och drëms, an dat ass och eng Fro vu

Motivatioun vum Schüler heiansdo, dat ze entdecken, an deem ee wierklech gutt ass an dat dann och ze férdere. An dann, mengen ech, geet een och léiwer an d'Schoul an et kënt een och vill, vill méi wäit.

En anere Punkt, Här President, op deem ech awer och nach wëll kuerz agoen, dat ass, datt et net esou ass, datt mer just elo gutt an nei an dynamesch international ëffentlech Schoulen hätten an de Rescht vun de Schoulen hei am Land quasi nom Prinzip vun der Steinzeitpädagogik géife gefuert ginn.

(Interruption)

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dat ass et net. Wien dat mengt, war scho laang net méi an eng Schoul. Wien dat mengt, dee verkennt, wéi dacks a wéi vill ... a wéi en Engagement datt d'Enseignanten, datt d'Direktiounen an alle Schoulen un den Dag leeën, fir sech weiderzeentwéckelen, hir schoulesch Offer weiderzeentwéckelen, hir Methode weiderzeentwéckelen, hir pedagogesch Konzepter weiderzeentwéckelen, d'Zesummenaarbecht kënnen ze stäerken, déi ganz Schoul ganz kloer ze positionéieren. Dat ass dat, wat ech erliewen.

Elo weess ech, datt de Minister net ëmmer nëmmen déi schlecht Säite gewise kritt, wann en an eng Schoul kucke geet, éischer de Contraire. Mee et ass awer déi Dynamik, déi ech och spieren, wann ech och an dat, wat hei heiansdo elo déi traditionell Schoulen, déi al Schoulen, déi normal Schoulen, wéi och ëmmer datt et genannt ginn ass, hei de Mëtte bezechent ginn ass, kucke ginn.

An eppes, denken ech, mussen eis kloer sinn: Déi nei ëffentlech international Schoulen si bestëmmt besser fir deen een oder deen anere Schüler, awer se mussen net besser si fir all Schüler. A mir brauchen och nach eng Plaz fir dee Schüler, deen, well en Talenter huet an deem, wat do gefrot ass am classesche Lycée, säi Wee mécht, ouni ëmzekucken, an derduerchgeet a seng Première mécht, am Général ouni ëmzekucken derduerchgeet an do seng Première mécht, duerno studéiere geet an e formidabele Parcours hileet.

Ech hunn d'Chance, all Joer Honnerte vun Diplomer selwer kënnen ze iwwerrechen, och u Jonker, déi duerch eise classesche Lycée gaange sinn, déi duerch de Lycée général gaange sinn an déi absolutt gutt Konditiounen hunn, fir duerno hiert Liewen ze maachen am Beruff oder am Studium. An dat solle mer net vergiessen, datt do och gutt Aarbecht, gutt pedagogesch Aarbecht geleescht gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir mussen nach zur Ofstëmmung vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Francine Closener deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Closener fir déi Motioun, déi eis ganz sympatesch ass. Ech hunn ee ... Nee, kee „Mee“, keng Angscht! Ech hunn ee kleng Souci, bei deem ech vläch eng Klarifikatioun bräicht, woubäi d'Madamm Closener eis vläch ka soen, ob dat

matgemengt ass oder ob se bereet wär, dat mat opzuehelen.

Dat ass beim véiertleschten Invite: Do steet „à veiller à ce que les conditions d'accès aux écoles internationales publiques soient transparentes“, Stréichpunkt. An eis feelt do u sech „et égalitaire“, am Sënn, datt se fir jiddwereen opstinn an net nëmmen transparent sinn. Well et kann een e ganz restriktive System hunn an dee ganz transparent maachen. Dat ass, mengen ech, deen eenzege Souci, dee mir hunn. All de Rescht wär fir eis ok a mir géifen dat da matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech hat scho mat der Madamm Closener geschwat. Wann u sech manner hei dra wär, dann hätte mer kee Problem domadder, well mer mam Zil, datt mer eng Evaluatioun solle maache vun den Europaschoulen an dat Gutt solle matiwwehuele bei den anere Schoulen, u sech averstane sinn.

Mir hunn awer eng Partie Problemer bei deene ville Saluante, zum Beispill der Reform vum Lycée. Déi hate mer net matgestëmmt, well mer do mat ville Saachen net averstane waren, ënner anere hätte mir en anere Sproochenunterrecht gefrot. Bei der „création des écoles européennes publiques“, do hate mer eis bei der Déifferdenger Schoul enthalen, well mer gesot hunn, d'Perspektive fir d'Berufsausbildung géife feelen. Duerfir hu mer wierklech Problemer, dat hei ze stëmmen.

Wat ech awer extreem schéi fannen, dat ass, datt hei d'Aide aux devoirs u sech nach eng Kéier drasteet. Mir haten eng Motioun bruecht, déi fir d'éischt refuséiert gi war, well do gesot gouf, se wär superfetatoire. Ech fannen et awer gutt, datt se dann definitiv net superfetatoire ass an datt et hei drasteet. Mee, wéi gesot, mir hu mat eenzele Punkte Schwieregkeeten, duerfir wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Ech wëll emol kuerz drop agoen, et geet jo hei fir eis haaptsächlech an där Motioun ëm d'Alphabetiséierung op Franséisch. Et ass awer esou, an dat wëll ech och eng Kéier hei betounen: An eisem Schoulsystem muss net jiddwereen e Sproochegenie sinn. Mir hunn och elo e System, an deem ee locker ka mat 30 an enger Sprooch duerchkommen, an deem ee kann op Première eng Sprooch ewechloossen, an deem ee ka kompenséieren. Dat heescht, och elo schonn hu mer an eisem classesche Lycée oder an eisem allgemenge Lycée d'Méiglechkeet, dass d'Leit hir Schoul packen, och wa se an enger Sprooch méi schlecht sinn. Also, et ass net esou, dass ee muss esou gutt sinn an all Sprooch, fir de Lycée ze packen.

Da gesi mer awer eng immens Gefor an där Alphabetiséierung op Franséisch, an dat hu mer scho gesot: Et ass en Ausernanderdrift vum der Bevëlkerung, dat hei bevirsteet. A mir sinn am Fong der Meenung, dass mer grad an enger diverser Gesellschaft Leit mussen zesummeféieren an duerfir gemeinsam an eng Klass, an eng Schoul bréngen.

Dat ass jo och dat, wat de Minister gesot huet. Ech wëll dat nach eng Kéier soen: „Le ministère n'envisage pas l'introduction de l'alphabetisation en français à l'école fondamentale luxembourgeoise.“ Dat war viru fënnef Joer. Bon, dann huet dat vläch elo geännert.

Da wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, och dat, wat ech virdu gesot hunn, wat den Här Fayot sot, déi Gefor, déi einfach besteet fir d'Cohésion sociale, wa mer eng franséisch Filière opmaachen, an dann och

nach eng Kéier drun erënneren, wat den Här Meisch geschriwwen hat virun e puer Joer, wou gesot gouf: „Une pure alphabétisation en français n'est pas la solution idéale [...], car elle éloigne l'enfant de la langue luxembourgeoise.“

Zum Schluss nach kuerz ... an ech hu mat ganz ville Leit an de leschte Joren iwwer eng méiglech franséisch Alphabétiséierung geschwat. An do kréien ech ganz, ganz verschidde Reaktiounen. Awer et ass eng Reaktioun, déi ech ganz, ganz schrecklech fonnt hunn, déi awer verschidde Leit mer bei deem Kontext bruecht hunn, an dat war déi, dass se gesot hunn, dat wier am Fong gutt, well da kéinte mer jo d'Lëtzebuerger Kanner ënnereneen halen an enger Klass an da misste se net méi bei deenen anere sinn. Dat ass dat, wat verschidde Leit denken. Ech fannen dat ass eppes ganz, ganz Geféierlech esou mir sollten déi Pandora-Bécks hei net opmaachen. An duerfir si mir och géint e Projet vun enger franséischer Alphabétiséierung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Eis geet et e bëssen esou wéi der CSV. Et steet e bësse vill dran, dat mer ganz sympathesch ... Et si Saachen dran, déi si sympathesch, et si Saachen, do si mer awer net esou d'accord. An dofir géife mir eis éischter enthalen, well mer et eng ganz gutt Initiativ fannen.

Mir fannen och, dass et d'Responsabilitéit ass vum Staat, fir jiddwerengem en uerdentleche Schoulsystem unzibidden. An ech mengen, et muss een awer och den Ënnerscheid maachen zwëschen dem Fondamental an dem Secondaire. Dat ass fir mech awer ganz kloer. Fir mech ass e Fondamentalschoulsystem een, an deem mer d'Kanner sollen esou wäit wéi méiglech an eng Schoul zesummen an hirem Quartier kréien. An dat wëll net heeschen, dass een en Eenheetsbräi mécht, mee et soll ee scho Projeten ... an de Minister huet et gesot: Et gétt schon haut Schoulen, déi ganz flott Projete maachen an Enseignanten, déi sech immens do oprappen, fir eppes kënnen op d'Been ze stellen.

An dat ass eis Visioun vun der Schoul. An eis Visioun ass och éischter, de Secondaire méi spéit unzefänken, dass déi Kanner eigentlech méi laang kënnen zesummebleiwen an dass se och vill Projeten an de Schoule kënnen maachen, wou notament och d'Handwierk kann, ... wat mer och de Mueren an der Maison de l'orientation gesinn hunn an héieren hunn a wat genial Projete sinn. Si maachen eng super Aarbecht do, wou se och da wierklech Handwierker kënnen kenneléieren, wou se méi an Ateliere schaffen, wou een eng aner Perceptioun huet vu Schoul a wou d'Kanner dann och gären an déi Schoul ginn, well se lesen a schreiwen a rechnen léieren u Beispiller, déi se direkt an hirem Berufsliewen och brauchen a wou se och da mierken, firwat se dat musse léieren.

An ech mengen, et ass e bëssen eng aner Perceptioun, mee ech weess awer, dass et och schonn där Projete gétt. Duerfir si mir eeben net esou derfir, fir am Fondamental eenzel International Schools ze hunn, mee se wierklech an hire Quartieren zesummen ze hunn.

Den Exot „an d'Ausland“ ass och ganz oft awer an deene Kresser, an deene Besoin-spécifiqué sinn. Do gi ganz vill Kanner haut nach ëmmer net hei beschoult, mee se ginn am Fong geholl an d'Ausland exportéiert, well dann do besonnesch Schoule sinn, wou hire Besoin spécifique besser opgefaange gétt. An dat ass och fir eis awer e Problem.

A „soureux de donner à tous les enfants les meilleures chances de départ“ – jo, ech fannen awer och: an enger

Primärschoul zesummen, well et soll een och vun deene ville verschiddene Kanner, vun deene ville verschiddene Talenter, déi se hunn, profitéiere kënnen, fir eppes zesummen ze maachen. Voilà!

Merci fir d'Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Merci och dem Här Clement fir eigentlech d'Bereetschaft, déi Motioun do matzedroen. Ech mengen, mir hunn absolutt guer kee Problem, fir dat Wuert do nach derbäisesetzen, ëmsou méi wéi de Minister jo elo grad erkläert huet, dass dat genau jo och am Sënn ass vun der Saach, fir eeben derfir ze surgen, dass eng Mixité sociale an deenen Europaschoulen ass.

An ech denken, dass et sënnavoll wier, wa mer dat vläicht och an der Kommissioun deemnächst eng Kéier géifen traitéieren, no wéi engem System, no wéi enge Kritteren dann awer d'Europaschoulen, déi ënnerschiddlech Europaschoulen d'Leit, also d'Schüler selektionéieren. Duerfir also: guer kee Problem.

Der Madamm Hansen wollt ech soen: Ech sinn awer frou, dass mer am grouse Ganzen e Konsens hunn, dass mer eis bei den Invitten erëmfannen. Et läit an der Natur vun der Saach gréisstendeels, mee et läit natierlech an der Natur vun der Saach, dass mir och dat matdroen, wat bis elo scho gemaach ginn ass, fir eebe méi Chancéglichheet a méi Chancégerechtkeet an eise Schoulsystem eranzekréien.

Ech denken, et ass nach net genuch, do si mer eis eens. Dat, wat gemaach ginn ass, begrëssen ech awer absolutt, well et ass awer och d'Zeechen dovunner, dass d'Zeeche vun der Zäit erkannt gi si vum Minister, vun der Regierung. Duerfir mengen ech, dass mer un där Motioun esou festhalen. Dat selwecht och fir d'Madamm Cecchetti. Voilà!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen, mat där klenger proposéierter Modifikatioun.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant l'hétérogénéité croissante de notre population scolaire qualifiée de « hyperdiversité » par les chercheurs de l'Université du Luxembourg ;

– considérant que le pourcentage d'élèves dont la première langue parlée à la maison n'est pas le luxembourgeois s'élève à 66,3 % ;

– rappelant les conclusions du « Bildungsbericht 2021 » de l'Université du Luxembourg qui se base sur les résultats des épreuves standardisées (EpStan) et selon lesquelles :

- le système scolaire luxembourgeois ne parvient actuellement pas à prendre entièrement en compte la diversité sociale, langagière et culturelle du pays ;

- les élèves issus de familles socialement défavorisées qui ne parlent ni l'allemand ni le luxembourgeois à la maison rencontrent le plus de difficultés dans notre système scolaire actuel ;

- l'alphabétisation en langue allemande au cycle 2.1 constitue de plus en plus un problème qui impacte de façon négative le parcours scolaire de ces élèves ;

– soulignant qu'il est de la responsabilité de l'État d'offrir un système éducatif public dans lequel chaque élève ait une chance de réussir, indépendamment de son milieu d'origine ou de sa situation socio-économique ;

– saluant dans ce contexte les efforts déployés par le Gouvernement en faveur d'une diversification de l'offre scolaire qui miroite la grande diversité des talents, intérêts et biographies langagières des élèves, et plus spécifiquement :

- le développement de nouvelles formations (p. ex. Section I, DAP Enfance etc.), l'introduction de nouvelles matières (Vie et société, Coding) et la modernisation des programmes ;

- le renforcement de l'autonomie scolaire par la « ré-forme Lycée » qui permet à chaque lycée de forger son offre scolaire ;

- l'introduction des programmes européens et britanniques et l'extension du programme du baccalauréat international ;

- la création des écoles européennes publiques EIDE à Differdange et Esch-sur-Alzette, EIES à Clervaux, EIMBL à Mondorf-les-Bains, LLIS à Junglinster, EIMAB à Mersch et la future création de l'EIGT à Luxembourg-ville qui accueillent désormais quelque 3.000 élèves et auront au final une capacité de plus de 8.000 places ;

– constatant que l'exode vers les écoles privées et l'étranger qu'a connu le système scolaire luxembourgeois pendant des décennies a pu être maîtrisé avec un nombre d'élèves fréquentant une école privée qui stagne depuis des années ;

– saluant l'investissement important dans le développement du système scolaire luxembourgeois et dans l'école publique, et plus spécifiquement la mise à disposition de plus de 4.000 postes supplémentaires par le Gouvernement pour l'Éducation nationale depuis 2017 ;

– constatant que les écoles européennes publiques connaissent une grande popularité et que la demande dépasse actuellement l'offre mise en place ;

– soucieux de donner à tous les enfants les meilleures chances de départ en garantissant la cohésion sociale et l'intégration dans la société luxembourgeoise ;

– s'appuyant sur l'expérience et les compétences des écoles européennes dans la scolarisation d'enfants issus de l'immigration notamment à travers l'alphabétisation en langue française,

invite le Gouvernement

– à s'inspirer du modèle des écoles européennes et internationales en développant, dans le cadre de projets pilotes, un concept pour l'enseignement fondamental offrant aux élèves du cycle 2 le choix d'opter soit pour une alphabétisation en allemand, soit pour une alphabétisation en français ;

– à analyser, dans le même esprit, quels autres éléments du modèle des écoles européennes et internationales pourraient être bénéfiques pour les élèves de l'enseignement secondaire ;

– à promouvoir la cohésion sociale et l'intégration en maintenant les enfants dans des groupes classes mixtes dans lesquels ils seront coenseignés dans un maximum de cours ;

– à maintenir les niveaux de langues reprises dans le plan d'étude actuel et d'assurer ainsi une orientation vers l'enseignement secondaire général ou classique ;

– à préserver le trilinguisme, fondement du système scolaire luxembourgeois ;

– à mener des projets pilotes ayant comme objectif d'évaluer le concept ;

– à tenir compte, lors de la conception des projets pilotes, de l'état de la recherche en matière de psycholinguistique et notamment dans le domaine de l'alphabétisation ;

– à faire évaluer et suivre les projets en question par l'Université du Luxembourg ;

– à présenter l'évaluation à la Chambre des Députés avant toute extension ou généralisation du projet pilote ;

– à veiller à ce que les conditions d'accès aux écoles internationales publiques soient transparentes et égalitaires ;

– à présenter, pour le printemps 2023, à la Chambre des Députés les premières analyses et évaluations du modèle des écoles internationales publiques telles qu'annoncées dans le « Bildungsbericht 2021 » ;

– à mettre en œuvre le concept d'une offre qualitative d'aide aux devoirs à l'échelle nationale pour les élèves de l'enseignement fondamental ;

– à continuer de promouvoir les initiatives existantes du MENJE visant à informer les élèves quant aux différentes offres scolaires.

(s.) Francine Closener, Gilles Baum, Djuna Bernard, Tess Burton, Claude Lamberty, Josée Lorsché.

¹ MENJE 2021, Enseignement fondamental : Statistiques globales et analyse des résultats scolaires. Année scolaire 2019/2020

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motiou ass mat 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiuonen uegholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch (par Mme Francine Closener) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zu där Motiou, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motiou d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass virdru gesot ginn: eng Evaluatioun, allgemeng, déi soll jo gemaach ginn. Déi gëtt och gemaach. Dofir brauch een do net drop anzegoen. An dat, wat hei awer nach gefrot gëtt, dat ass quasi esou eppes wéi – fir a mengem Bild vu virdru ze bleiwen: Du kanns net ee Pinguin mat deem anere vergläichen. Dofir mengen ech, geet dat net, wat hei gefrot ass. Dat wär kontraproduktiv. Dofir géif ech proposéieren, dat heiten ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Dann d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech muss och elo dem Här Lamberty widdersprieche, well hei geet et net ëm Pinguinen, hei geet et ëm den Europäesche Referenzkader, an dat ass een europawäite Schema, wéi een u sech Sproocher kann evaluéieren. An ech fannen et wierklech wichteg an ech géif et och ganz interessant fannen, wa mer géifen déi zwee Systemer eng Kéier kucken: Wéi eng Kompetenzen hunn d'Schüler an eisem klassesche System, wéi eng Kompetenzen hu se an der Europaschoul? An duerfir wäerte mer dat hei da matstëmme.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président. | Merci, Madamm Hansen. Dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech gesinn dat ganz esou wéi d'Madamm Hansen. An et geet jo net ëm Pinguinen, et geet wierklech ëm e Kader, dee festgesat ass. Do si Saachen, déi kann ee matenee vergläichen, dat sinn Äppel, déi vergläicht ee mat Äppel an net Äppel mat Bieren. An dofir géife mir dat do och matstëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Fred Keup, den Auteur vun der Motiou.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech awer hei just wonneren iwwert déi Wieder, déi den Här Lamberty elo grad gesot huet, dass e sech am Fong hei wiert, eng Etüd ze maachen nom Europäesche Referenzkader, wéi mer dat an esou ville Beräicher an der Educatioun jo awer maachen, och mam ganze Bildungsbericht. Dat ass jo voller Etüden, wou verglach gëtt. An hei kéint een dat ganz einfach maachen, och an de Sproochen. Well dat wat bis elo virgesinn ass, ass, esouwäit ech weess, just an der Mathé. An ech ginn d'Gefill awer do net lass, dass Der einfach dee Verglach do schein, well Der, mengen ech, wësst, wéi d'Resultat wier.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motiou kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motiou ass bei 27 Jo-Stëmmen géint 32 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Plusieurs voix | A!

9. 7983 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2^o de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3^o de la loi modifiée du 29 octobre 2020 portant 1^o dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2^o modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3^o modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

4^o de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zum nächste Punkt an dat ass de Projet de loi 7983 iwwert d'Scolarisation vun de Refugiéskanner aus der Ukrain. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet 7983 handelt et sech ëm eng Urgence. Duerch d'Krisensituatioun an der Ukrain an déi héich Unzuel u Flüchtlinge bei eis am Land, och Flüchtlingskanner, mussen mer derfir suergen, dass si schnellstméiglech a beschtméiglech an eis Schoulen integréiert ginn. Et geet bei dësem Gesetzesprojet konkret drëm, fir d'Aschoulung vun den ukrainesche Kanner ze vereinfachen an ze organiséieren. Dëst ass eng moralesch Pflicht vis-à-vis vun deene Leit, a ganz besonnesch och vis-à-vis vun de Kanner aus der Ukrain, déi bei eis am Land sinn.

Et ass de Moment esou, dass schonn eng ronn 1.000 schoulpflichtig Kanner aus der Ukrain repertoriéiert si bei eis hei am Land. Et kann een awer dervunner ausgoen ... Mir hoffen dat allegueren net, mee mir wëssen awer, wéi et ass: Mat 4 Milliounen Leit, déi d'Land verlooss hunn a 6 Milliounen Leit, déi innerhalb vun der Ukrain um Wee sinn, fir dat Land ze verloosse respektiv déi an aner Länner wäerte goen, mussen mer eis do-rop astellen, dass nach méi Flüchtlingen an natierlech dann och méi ukrainesch Kanner op Lëtzebuerg wäerte kommen. An et geet hei drëm, fir se, esou gutt wéi et geet an esou schnell wéi méiglech, an eis Schoulstrukturen ze integréieren.

Ech si ganz besonnesch frou haut, dass mer dee Projet esou séier kënnen stëmmen. Den Text ass de leschte Freiden deposéiert ginn an de Staatsrot huet säin Avis schonn en Dënschdeg ofginn. Fir déi séier an déi effikass Aarbecht wëll ech allegueren deene Bedeelegte Merci soen an da ganz, ganz besonnesch de Kolleegen a Kolleginnen aus der Educatiounskommissioun.

Kolleeginnen a Kolleegen, eis Schoulpflicht applizéiert sech fir all Kand vu 4 bis 16 Joer an deemno och op d'Flüchtlingskanner, déi eng temporär international Protektioun wäerte kréien. Duerfir mussen mer elo séier eng Méiglechkeet schafen, dës Kanner a Jugendlech gutt ze scolariséieren an hefir brauche mer natierlech zousätzlech Personal.

Et ass esou, dass d'Kanner aus dem Cycle 1 vum Fondamental an de Gemengeschoule wäerte kënnen an d'Schoul goen an d'Kanner aus de Cycles 2 bis 4 kommen dann entweder an dem normale Fondamental vun der öffentlecher Schoul oder an enger internationaler öffentlecher Schoul ënner, wann esou eng Schoul net allze wäit ewech ass vun do, wou se wunnen.

Well d'Schüler aus der Ukrain scho relativ fréi, an zwar ab dem drëtte Schouljoer, mam Engleschen a Kontakt kommen, wäeren natierlech déi internationale Schoulen, iwwert déi mer elo quasi hei dräi Stonnen zesumme geschwat hunn, wuel an deene meeschte Fäll déi favorabelst Léisung. D'Schüler kommen do generell als Éischt an eng Integratiounsklass, wou se dann entweder mam Däitschen oder mam Franséischen och a Kontakt kommen – dat heescht, eng zweet, an deem Fall eng drëtt Sprooch, well se schwätze jo Ukrainesch –, wou se déi léieren, éier se dann an eng ganz normal international Klass kënnen integréiert ginn.

Fir der Zuel vu Jonken aus der Ukrain gerecht ze ginn, ass et noutwendeg, zousätzlech Enseignanten a Personal fir den Encadrement anzustellen, déi de Schüler am Alldag kënnen hëllefen.

Här President, loosst mech elo kuerz op d'Derogatiounen agoen, déi an deem Gesetz virgesi sinn. D'Employéen, déi mer elo astellen, ginn entweder mat engem CDD oder engem CDI agestallt, an dës verdeelt op déi fënnf Lycéeën vun den internationale Schoulen am Land. Dat wäeren da Miersch, Jonglënster, Munner, Déifferendeng a Clierf. Déi normal Rekrutementskonditioun vu fënnf Joer Berufserfahrung fällt an deem Kader ewech. Des Weidere müssen d'Kandidate just eng vun den offiziellen Amtssproochen beherrschen.

Bis den 31. Dezember brauchen d'Remplaçantë jo keng Attestatioun vum Ministère, fir am Fondamental dierfen ersetzen ze goen. Dës Verlängerung erlaabt de Grondschoulen, zousätzlech Personal als Verstärkung vun hirem Léierpersonal anzustellen, an och d'Lycéeën kënnen weider Surveillanten astellen.

Dës Mesurë kenne mir schonn zanter dem Oktober 2020, wou duerch d'Covidpandemie zousätzlech Schoulpersonal huet missen agestallt ginn. Zu guder Lescht viséiert den Text awer och de Rekrutement vun de sougenannte „Médiateurs interculturels“. Si vereinfachen d'Kommunikatioun an dat sproochlech Verständnis tëscht dem Léierpersonal, de Schüler an hiren Elteren. Si wäerten d'Iwwersetzung maachen, déi ukrainesch an déi lëtzebuergesch Kultur méi no bréngen an natierlech dann och déi éischt Kontaktperson fir d'Schüler a fir d'Kanner sinn.

Loosst mech elo nach just kuerz iwwert d'Kontraakter schwätzen. Mir wësse jo bekanntlech nach net, wéi laang dass déi ukrainesch Kanner bei eis wäerte bleiwen, an duerfir besteet d'Méiglechkeet, dat zousätzlech Personal mat engem CDD anzestellen bis den 31. Dezember dës Joer. An am Fall vun engem CDI an den internationale Schoule muss déi Persoun virum 31. Dezember agestallt sinn.

Fir all weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Deem läit och eng Fiche financière bäi. An ech géif vun dëser Plaz gären allegueren deene Leit Merci soen, déi elo an deenen nächste Wochen, wou vläicht deen een oder anere vun eis Vakanz mécht, sech mussen wierklech ganz, ganz staark engagéieren, fir déi ganz Saach do ze organiséieren a fir ze kucken, dass déi 1.000 Kanner – ech soen elo ronn 1.000 Kanner – wierklech esou no wéi méiglech un deem, wou se wunnen, kënnen an d'Schoul goen an dann och do beschtméiglech encadréiert ginn.

Mir hunn de Moien de Rapport ugeholl an et ass mer do gesot ginn, dass déi Leit, déi während der Pandemie déi Herkulesaufgaben an de Schoule bewältegt hunn, déi selwecht Leit sinn, déi elo müssen déi heiten Aufgabe bewältegen. Ech mengen, dat do gëtt immens, immens vill Aarbecht nach an den zwou nächste Wochen, bis d'Kanner kënnen an d'Schoul goen.

Ech wëll deenen allegueren vun dëser Plaz e ganz, ganz grouse Merci soen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapportier Gilles Baum Merci a ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech muss d'Pult erfloossen, soss gesinn ech net driwwer, soss sinn ech – wéi heescht en? – de Louis.

Här President, e grouse Merci un de Rapportier fir de Rapport. Ech ginn och nëmmen op zwee Punkten an. Also u sech géife mer am léifste géint dës Projet de loi stëmmen, well genau dat passéiert ass, wat ech bei där leschter Verlängerung gesot hat, nämlech datt elo eng ganz Partie Leit, déi net d'Konditiounen erfüllen, fir iwwerhaupt ersetzen ze goen, elo fir d'drëtt d'Verlängerung vun hirem Kontrakt kréien an datt déi elo fest agestallt ginn.

Ech hat bei där leschter Verlängerung gesot: „Kommt, maacht direkt e Kontrakt bis de Juli, da komme mer net an d'Gefor, datt mer matzen am Schouljoer mussen verlängeren an dann eebe genau datt elo hunn, wat mer elo hunn!“ Dat heescht, d'Qualitéit ... Ech soen einfach: op den Enseignant kënnt et un. Also ass och d'Qualitéit vum Enseignant extreem wichteg an der Schoul. An duerfir fanne mer et schued, datt mer elo awer eng Partie Contrats à durée indéterminée maache mat Leit, déi net déi néideg Kompetenzen eventuell hunn, déi se missten hunn.

Op där anerer Säit wësse mer awer och ganz genau, datt mer ganz vill Kanner aus der Ukrain elo hei hunn, déi e Recht hunn op d'Schoul. An och do hu mer eng Verantwortung, fir deenen déi schoulesch Méiglechkeeten ze ginn, déi mer kënnen ginn. Déi wäerte sécherlech fir déi Kanner och net optimal sinn, och wa mer d'Personal hunn, well déi si mat eise Sproochen u sech net ... déi kenne se net. Dat heescht, si hunn am Prinzip doheem Ukrainesch geschwat. Verschiddener kréie jo eventuell och nach d'Méiglechkeet, iwwer Onlinecoursen doheem nach ze participéieren.

Ech géif dat extreem wichteg fannen, datt déi dat och kënnen maachen. Mee, wéi gesot, mir sinn eis bewusst, datt mer d'Personal brauchen, fir deene Kanner ze hëllefen an duerfir gi mer dann awer den Accord zu deemem Projet de loi.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech soen och als Alleréisch dem Gilles Baum Merci fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport, deen esou gutt war, datt ech och net muss an den Detail hei goen.

Just e puer Bemierkungen: Ech wëll explizit der Regierung och Merci soen, dem Minister, datt hei esou séier reagiert ginn ass, fir derfir ze suergen, datt déi ukrainesch Kanner, déi virum Krich hu misse flüchten, hei ganz einfach kënnen bei eis an d'Schoul goen. Dat ass jo am Fong eng Selbstverständlechkeet, iwwert déi mir eis hei laang ënnerhalen, ob déi Schoulen adaptéiert sinn. Ma et ass immens flott, datt déi Kanner iwwerhaupt kënnen an d'Schoul goen. An ech mengen, si si ganz dankbar derfir, datt ass ganz – ofgesi vun deem, wat se elo vläicht hei léieren, hoffentlech hei léieren – einfach och vun der Symbolik hier e ganz wichtige Gest. Dat heescht fir déi Familien: Dir sidd bei eis wëllkomm, mir këmmen eis ëm Iech, an Är Kanner si wäertvoll!

Fir d'Kanner selwer, déi natierlech mat traumateschen Erlebnissen müssen eens ginn, ass datt einfach e groust Stéck Normalitéit am Alldag, an engem Liewen, datt bestëmmt an deene leschte Wochen a vläicht souguer Méint vun Angscht an Ongewëssheet dominéiert war, eppes wat mir eis eeben hei zu Lëtzebuerg guer net kënnen virstellen an eis fir eis Kanner sécherlech net wënschen.

D'LSAP-Fraktioun begréisst deemno ausdrécklech dës Projet de loi, fir d'Scolarisation vun den ukrainesche Kanner ze assuréieren. An engem éischte Moment gi se jo haaptsächlech an Accueilsklasse vun eisen öffentliche internationale Schoulen opgefaangen. Dat weist nach eng Keier d'Noutwendegkeet vun deene Schoulen. Ech denken, et ass och wichteg ze kucken ... Mir hunn elo e Maximum, mengen ech, vun 300 Leit an der Fiche financière agesat vun Enseignanten. Falls et noutwendeg awer géif ginn, datt awer nach méi Kanner kommen, da mengen ech, misste mer bereet sinn, geziilt Upassung virzehuelen. Déi ukrainesch Kanner an hir Famille sollen net d'Gefill hunn, datt se sech hei selwer iwwerlooss ginn.

Nach just ee Wuert zu de Médiateurs interculturels. Och dat ass wierklech eng gutt Saach, datt déi agesat ginn an de Klassen, well eeben déi Kanner sécherlech frou sinn, wa se kënnen en Usprichpartner hunn, deen hir Sprooch schwätzt, deen hir Kultur kennt, deen vläicht och hir Besoine besser versteet, wéi dat bei eis de Fall ass.

Als Terre d'accueil si mer hei zu Lëtzebuerg gewinnt, Kanner aus anere Länner mat anere Sproochen opzehuelen an ze integréieren. Dat maache mer och hei an dat ass méi noutwendeg wéi jee.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, et gouf scho gesot: Mir hunn e grouse Flux vu Geflüchteten aus der Ukrain a mir sinn op ganz ville Fronten am Moment domadder konfrontéiert. An natierlech ass dës Mammutaufgab, fir dat logistescht, awer och personell ze encadréieren, eng, déi och net virum der Educatioun Halt mécht.

Et sinn enorm schwéier Zäiten an et ass och enorm schwéier, fir d'Zuelen ze anticipéieren. An dat mécht eeben de Primo-accueil, d'Encadrement, d'Logistik net einfach an et bedarf ganz vill Koordinatioun tëscht de Ministère, awer net nëmmen, och tëscht

de Gemengen, tëscht den Hëlleforganisatiounen an de Privatleit – e Fait, dee ganz sécher d'Saach nach e bësse méi komplizéiert.

Natierlech ass et wichteg, den Effectif vun den Enseignanten eropzesetzen an och d'Krittäre vum temporären Engagement ze vereinfachen an dat schnell an effikass ze maachen – et gouf scho gesot vu menge Virriedner – a mir begrëssen dese Projet de loi grad a senger Vitess natierlech ausdrécklech.

Ech wëll just kuerz op d'Madamm Hansen agoen, déi jo d'Referenz effektiv gemaach huet op déi lescht Diskussioun, déi mer hate ronderëm d'Astellung vun de sougenannte „Poolyen“ an hire Kontrakt. Ech wëll awer drop hiweisen, Madamm Hansen, an Dir wësst dat esou gutt wéi ech, dass mer deemools, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, natierlech net konnten anticipéieren, dass e Krich an der Ukrain géif kommen an dass dee Besoin esou urgent elo géif ginn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Bei der Covidpandemie hätt een awer vläicht kënnen denken, dass déi nach net am Abrëll eriwuer wär.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, mee ech mengen, dass mer awer elo hei ... Et muss een et scho fairerweis an de Kontext setze vun de Flüchtlingen an do d'Differenz maachen tëscht där heiter Situatioun an dem Covid. Voilà, ech mengen, dat muss een einfach fairerweis hei trotzdem soen.

Ee Punkt, op deem ech wéilt gären hiweisen, ass dee fir de Choix, deem d'Eltere kréien, fir hir Kanner entweder kommunal oder an den internationale Schoulen aschoulen ze loossen. Do ass et, mengen ech, ganz, ganz wichteg, dass d'Kommunikatioun gutt funktionéiert, fir den Elteren an de Schüler ze soen, wou déi verschidde Beschoulungsuerter sinn a wéi d'Horairen an eventuell d'Betreiungsméiglechkeete vun dese sinn, well des Donnéeën hunn natierlech en Impakt, ob ech de Choix maachen, ob mäi Kand, wat vläicht nach am Primärschoulsalter ass, a menger Gemeng an d'Schoul geet oder iergendwou mat Bus, Zuch muss enzwousch hifueren. Ech mengen, dass do déi Transparenz ganz wichteg ass an dass mer do wierklech e Fokus mussen op déi Kommunikatioun leeën, fir dass d'Eltere kënnen och en informéierte Choix huelen, wou se dann hir Kanner fir déi nächst Wochen a Méint wäerten aschoulen.

Allgemeng ass et wichteg, e ganz, ganz grousst interkulturell Feingespier ze hunn an dowéinst sinn d'Médiateurs interculturels enorm wichteg, fir d'Kanner an deser kommender Zäit ze encadréieren. A wa mer vun Encadrement schwätzen, ass et awer och wichteg, dass mer eis Enseignanten, Educateurs mat deem groussen Defi net eleng loossen. Si brauchen déi néideg Formatiounen. Si brauchen déi néideg Hëllefstellungen, fir den Accueil vun de Kanner ze begleeden an esou hirer Aufgab och gerecht ze ginn. An ech mengen, dass mer an enger nächster, mëttel-fristeger Etapp eeben och bei der Agliderung vun de Kanner a Jonken an der nonformaler Bildung souwuel beim Effectif vum Personal wéi natierlech och bei de Formatiounen, déi mer hinnen ubidden, bei den Hëllefstellungen, déi mer hinnen ubidden, do déi néideg Akzenter mussen setzen.

Déi Kanner bleiwen eng Zäitchen hei. Mir wëssen net, wéi laang et ass, mee wa se duerno an eng Maison relais ginn, wa se duerno an e Scoutsgrupp ginn, an e Sportsveräin, ob et Benevoller sinn oder Educateurs oder d'Enseignanten, déi hunn alleguerten och vill Froen, déi mussen dat Theema vun der Integratioun ganz aktiv an hire Gruppen ugoen. An do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer se do un der Hand huelen an hinnen déi néideg Tuyauen an Hëllefstellung ginn.

Fir de Rescht bleift mir just nach, dem Rapporteur e grouse Merci ze soen an natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An d'Wuert ass elo fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Ech wëll effektiv och op dee Punkt agoen, deem d'Madamm Hansen scho benannt huet, dat ass, dass mer hei 300 Leit astelle fir viraussichtlech eng gewëssen Zäit mat engem CDD an da mussen mer trotzdem eng Partie Leit mat engem CDI astellen. De Risiko ass effektiv deem, dass mer do Leit e CDI ginn, déi net déi néideg Kompetenzen hunn an déi mer am Fong soss net géifen an eise Schoulsystem astellen. An déi gi mer jo dann, fir et elo graff ze soen, och an Zukunft net méi lass, och wa se eeben déi néideg Kompetenzen net hunn.

Nächste Punkt: Wann ech mech richtig erënneren, da war an der Kommissioun och gesot ginn, dass déi meeschten Ukrainer wëllen zréckgoen. Dat ass och dat, wat ech héieren hunn. Et weess een natierlech net, et kann een net soen a kee weess dat, wéini dass dat ass, wéi déi Situatioun weidergeet. Mir hoffen natierlech alleguerten, dass sech dat iergendwéi normaliséiert an dass de Krich ophält, wat deene Leit kéint entgéintkommen, mee dat ka keen am Moment wëssen an dat mécht jo och déi Situatioun esou schwiereg fir eis.

Dann ass et och esou, dass d'ukrainesch Regierung ... respektiv dohannen an der Ukrain gött och en Unterrecht organiséiert iwwer Videokonferenz, eebe grad fir déi Honnerttausende vu Kanner, déi aktuell am Ausland sinn. Dat gött och benotzt op verschiddene Plazen, zum Beispill an Däitschland oder an anere Länner, an et sinn och Ukrainer, déi dat wëllen. Eventuell wier dat och eng Méiglechkeet gewiescht, fir de Leit do de Choix ze loossen, eventuell dann en ukraineschen Unterrecht ënner enger Surveillance matzemaachen. Dat hätt ee sech kënnen virstellen.

Soit. Mir hunn eis Verantwortung fir déi Kanner, déi hei sinn a mir mussen där gerecht ginn a mir mussen deene Kanner déi néideg Méiglechkeete ginn, fir hei kënnen an d'Schoul ze goen. Dat ass net einfach. Dat ass eng Mammutaufgab. Mir wëssen et alleguerten, dass mer och aktuell fir eis üblech Schoulpopulatioun net genuch Léierpersonal hunn, dass mer vill Lycéeën hunn, déi aus allen Néit plätzen, soudass dat heite sécherlech d'Saach net méi einfach mécht. Mee ech mengen, mir mussen dat heiten elo maachen a mir wäerten natierlech dann och dëst Gesetz hei do-wéinst matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, et féiert kee Wee laansch dëst Gesetz. D'Recht op Bildung ass e fundamentaalt Recht. Eis Regierung huet eng moralesch Obligatioun, all Kand, dat um Lëtzebuurger Territoire leeft, eng schoulesch Ausbildung ze ginn. Mir begrëssen also, dass d'Regierung deser Obligatioun iwwert dëst Gesetz um schnellste Wee nokéint.

Mir wëllen awer och bemierken, dass vu vir era muss gekuckt ginn, dass dës Demarchen Deel ginn vun enger transversaler Integratiounspolitik, dat heescht, enger Integratiounspolitik, déi d'urgence de Leit Zougang zu enger Wunneng, enger Aarbecht, enger Ausbildung an der Gesondheet gött.

Dat si véier Beräicher, déi ech elo opgezielt hunn, déi als fundamental Grondrechter misste gëllen, an dat fir

jiddwereen. Souwuel fir d'Leit op der Flucht, déi bei eis Refuge fannen, wéi fir d'Leit, déi hei am Land schonn iwwer Generatioune liewen, a fir déi aus der europäescher Migratioun, déi nach net esou laang hei sinn. Ouni dës Grondrechter ass eng Integratioun an engem frieme Land net méiglech. Ouni dës Grondrechter ass och een onbeschwiért Liewen am eegene Land net méiglech.

Mir erlaben eis, iwwert den eigentlechen Objet vum Gesetz erauszeschéissen, well och d'Enjeuen, déi domadder verbonne sinn, iwwert déi ukrainesch Flüchtlingskris erausginn. De Krich géint d'Ukrain ass e Verbrieche géint d'Mënschheet, do si mer eis all eens. Dese Krich an de Misär, deem en ausléist, weisen eis trauregerweis dorop hin, dass eis Regierung hire moraleschen Obligatiounen oft net an deem Mooss nokéint, wann et ëm aner Flüchtlingen aus aneren Natioune geet oder wann et ëm d'Bekämpfung vun de sozialen an ekonomeschen Ongläichheeten an eise eegene Land geet.

Mir kënnen just hoffen, dass an Zukunft eis Regierung an eise Staat mam selwechte Volontarismus an der selwechter Hëllefsbereitschaft all deene Leit entgéintkommen, fir déi e séchert Liewen am Heemechtsland net méi méiglech ass. Dat setzt viraus, dass d'urgence mussen Mesuré geholl ginn am Beräich vum Logement, der Chômagebekämpfung an der Bildung géint d'Ausereendriffe vun den Ongläichheeten.

Et féiert kee Wee laansch dëst Gesetz. Anerersäits stelle mir eis awer och Froen iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Scolarisation vun den ukrainesche Kanner a Jugendlechen hei geplangt ass.

Wann ech mer d'Saach esou ukucken, gesinn ech, dass si an hir Eltere virun déi selwecht Kontradiktioune vun eise Schoulsystem gestallt gi wéi all Awunner/innen hei am Land. Engersäits sollen d'Kanner aus der Ukrain haaptsächlech an den International Schools scolariséiert ginn a géifen dann Englesch als Haaptsprooch léieren. Anerersäits kënnen si och an den normale Schoulen an de Gemengen ënnerbruecht ginn, wou se dann als Éischt emol Däitsch als Haaptsprooch léieren. De Choix géif allerdéngs bei den Eltere leien, déi sech fir deen een oder anere System missten entscheiden. An hei wäert dee Choix domadder zesummenhänken, wéi wäit d'Elteren iwwert déi verschidde Schoullofferen hei am Land informéiert sinn.

Anerersäits wësse mer net, wéi d'Sproochekenntnisser vun den ukrainesche Kanner a Jugendlechen, déi scho scolariséiert sinn. Wann Englesch als Niewesprooch an der Ukrain enseignéiert gött, da mécht et vläicht Sënn, dass Englesch emol Ausgangssprooch ass, éier ee mat deenen dräi Amtssproochen kënnt. Grad wéi an deem Fall eng Scolarisierung nom internationale Modell Sënn mécht, well leider an eise Schousystem nëmmen d'International Schools dese flexibelen Émgang mat där Méisproochegkeet erlaben.

Här President, et misst een hei also kucken, éischtens, an der Kontinuitéit mat der Ausbildung an der Ukrain virun ze enseignéiere fir déi, déi an hirem schoulesche Parcours scho méi wäit sinn, an zweetens kucken, dass déi Schüler, déi just de passage an eise Schoulsystem si wéinst dem Krich an hirem Land, och duerno eppes vun hirer Ausbildung zu Lëtzebuerg kënnen mat heem huelen. An drëtzens muss een domadder rechnen, dass och Familljen aus der Ukrain sech definitiv wëllen zu Lëtzebuerg etabléieren, oder op d'mannst muss een dës Optiounen fir d'Leit oploossen. An deem Fall géifen dës Schüler/innen de Gros, wann net d'Gesamtheit vun hirer Schoulkarriär zu Lëtzebuerg maachen.

Här President, an allen dräi Fäll stellt sech de Problem vun de Sproochekenntnisser an dee vun der

spezifischer pedagogischer Betreuung. Vu virera gëtt keng eenheetlech Ausgangsprooch, an där enseignéiert soll ginn, festgeluecht. Dat geet jo och guer net. Vu virera kommen och net an alle Schoule Classe-d'accueillen an den Asaz. Vu virera feelt et un Infrastrukturen an u Personal, fir d'Scolarisation vum de Kanner a Jugendlechen aus der Ukrain anstänneg kënnen ze organisieren, wat jo och normal ass bei esou ville Kanner, déi op ee Coup komm sinn. An et feelt un Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère an de Gemengen. Déi Zesummenaarbecht muss an deem Fall verstärkt stattfannen. Wéi sollen d'Gemenge soss an esou kuerzer Zäit déi Mesurë kënnen stemmen? Et ass jo virdu scho gesot ginn, dass genau déi nämleche Leit elo erëm am Asaz sinn, déi fir d'Coronamesuren hu missen immens vill schaffen. Déi sinn och elo am Asaz.

Schonn an der sanitärer Kris hu mer missen op Personal zréckgräifen, dat den übleche qualitativen Exigzen net huet misse gerecht ginn. Alt erëm gëtt elo esou Personal ageballt, dat net déi selwecht Qualifikatioun brauch, déi gesetzlech fir den Enseignement festgeluecht sinn. Alt erëm gëtt dat bestoend Personal mat Ufuerderungen iwwerschott, déi an esou kuerzer Zäit quasi onméiglech ëmzesetze sinn. Mee Nee soen an deem Kontext, dat mécht keen heibannen, ganz sécher net, an dat wëllt och kee maachen, well et ass ganz, ganz wichteg an et ass eng Herkulesaufgab, déi elo do scho gemaach ginn ass.

Mir soen och net Nee. Mir stënnen dat do Gesetz mat. Mee mir géifen et begrëssen, wann een an Zukunft eng méi resilient Approche vläicht kéint fannen, wou et fir all Flüchtlinge vläicht e Pool géif ginn oder iergendepes. Et muss ee sech vläicht Gedanke maachen, wéi een dat besser kann organisieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolléginne a Kollégen, ech kéint Iech elo och eng Ried halen, wou ech op verschidden Elementer aginn.

Plusieurs voix | Neel!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech constatieren awer, dass dat meescht gesot ass, dass dat heiten e Projet ass, dee vun ausseruerdentlecher Urgence ass, dass mer Flüchtlingen Hëllef mussen. Ech hätt mer och gewünscht, dass mer esou Offeren och scho bei fréiere Krise gehat hätten. Certes, et ass ni ze spéit fir unzefänken. An deementspreechend gi mir Piraten eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci. Ech ka mech deem eigentlech nëmmen uschlëssen. Et ass bal alles gesot. Ech wëll op zwou Saachen nach eng kéier opmierksam maachen. Ech hat et virdu schon ugeschnidden, dass mer déi grouss Chance hunn, dass mer déi international ëffentlech Schoulen hunn, well déi hëllef eis och mat hire Programmer. An déi Integreatioun an déi Schoulen ass sécherlech méi einfach hei ze maache wéi an eis traditionell Schoul era mat Sproochen, déi an der Ukrain wierklech guer net enseignéiert goufen.

Dat anert, wat e glécklechen Zoufall ass, dass ass, dass mer grad amgaange sinn, och eng Reform generell ze plange vum Accueil vu Primo-arrivant. Ech

hu virdu d'Envergure vun deem Challenge kuerz beschriwwen mat 3.000 Schülerinne a Schüler pro Joer, déi vu bausse bei eis kommen, a fir se do besser ze orientieren. An dat si mer grad eigentlech amgaange, hei un engem reelle Fall ze testen, ob mer do mat eise Prozedure richteg leien. An ech denken, dass mer grad duerfir elo dat hei schon eng kéier e stéckwäit besser kënnen meeschten, wéi dat vläicht an anere Flüchtlingwellen de Fall war.

Da wëll ech nach just ënnersträichen, dass dat Gesetz eis hei d'Méiglechkeet gëtt, Leit nach eng kéier no deene Konditiounen anzustellen, wéi mer dat och während der Coronakris haten. Dat wëllt net heeschen, dass dat déi selwecht Leit sinn. Dat kënnen och aner sinn. Dat wëllt och net heeschen, dass jiddereen, deen elo e Kontrakt hat, dass dee muss verlängert ginn.

A virun allem wëllt et net heeschen ...

(Brouhaha)

Virun allem wëllt et net heeschen, mee dat schéngt elo net méi esou interessant ze sinn, dass och muss dee selwechten Objet an deem Kontrakt stoe wéi virdu. Well virdu war et d'Interventioun am Kontext vun der Coronakris. Elo ass et d'Interventioun am Kontext vun der Flüchtlingskris, soudatt mer dann och nach derunner ausginn, dass mer da souguer kéinten an absoluter Legalitéit e weidere CDD maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7983. Den Text steet am Document parlementaire 7983².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7983 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Aehm), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Serge Wilmes), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Carlo Weber), M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Dépôt de deux motions par M. Jeff Engelen

Da géif ech dem Här Jeff Engelen d'Wuert gi fir den Depot vun zwou Motiounen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Här President, merci. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Dat beweist, dass mer eng aktiv Chamber sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà!

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Ech faasse mech kuerz.

Une voix | A!

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Den Här Fernand Kartheiser hat et jo ewell gesot, et ass am Kader vun Ukrain-Krich, do muss ee feststellen, dass vill Zivilisten an och Combattanten zu Schued kommen, déi dacks schwéier an och liewensgefierlech blesséiert ginn. An hir medezinesch Versuergung ass jo an der Ukrain ageschränkt, vläicht net an de Koup gefall, mee ageschränkt. An duerfir si mir der Meenung, dass een do soll deene Leit hëllef, also se op den europäeschen Territoire féieren. Dat ass déi eng Motioun.

Déi aner Motioun geet ëm den IRM, deen elo zu Gréiwemaacher un Potaschbiorg ewell do steet an dee kéint den 1. Abrëll a Betrib goen. A mir sinn der Meenung, wann een do och nach muss waarden, bis dass d'Gesetz ausgeschafft ass, bis dass genau definéiert ass, dass ee soll no den Tariffer, wéi se aktuell an deenen eenzele Spidoler bezuelt ginn, och hei rembourséiert ginn, bis dass dat definitiv geregelt ass. Et wär jo schued, wa mer en IRM hätten a mer kéinten en net profitieren.

Ech soen Iech Merci.

Här President, wannech gelift.

Motion concernant l'intervention humanitaire en Ukraine

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt mat Bedauern fest,

– dass am Ukrain-Krich esouwuel Combattante wéi och Zivilisten zu Schued kommen, déi zum Deel schwéier an dacks och liewensgefierlech verwonnt ginn;

– dass an der Ukrain selwer eng adequat medezinesch Versuergung vun de betraffene Persounen net méi iwwerall ka garantéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– géintwärtig de Konfliktpartei fir humanitär Korridoren anzertieden;

– Hëlleforganisatiounen wéi den Internationale Komitee vun Roude Kräiz ze ënnerstëtzen;

– sech un internationalen Efforten ze bedeelegen, déi als Zil hunn, schwéier verwonnte Leit aus der Ukrain an d'Europäesch Unioun ze bréngen, fir si do medezinesch ze versuergen;

– och d'Méiglechkeet ze préiwen, fir esou Leit, falls si sollte kënnen op Lëtzebuerg transportéiert ginn, hei am Land medezinesch ze behandelen.

(s.) Jeff Engelen.

Motion concernant l'autorisation de la pratique de radiodiagnostic au Centre médical Potaschberg

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et an der Radiodiagnostik zënter Joren e Manktem u Capacitéiten am Land gëtt, zemoos wat den IRM ugeet, mat deemtsprechend laange Waardezäiten, fir e Rendez-vous ze kréien;

– den IRM an aner radiodiagnostesch Servicer zu Lëtzebuerg weider just a Spideeler fonctionéieren, dat well d'Gesondheitsministesch de Betrib vun ambulante medezinnesche Strukture blockéiert;

– d'Cour constitutionelle tranchéiert huet, datt technesch Apparater am Kader vun der Radiologie och dierfen an Dokteschcabineteten installéiert ginn;

– déi éischt radiodiagnostesch Praxis vum Land, am Centre médical Potaschberg, mat IRM, Scanner a Röntgenapparat, prett ass, fir hir Dieren den 1. Abrëll opzemaachen, an déi deemtsprechend Autorisatiounen vun der ITM an der Santé virleien;

– d'Gesondheitsministesch trotzdeem keng Autorisatioun fir dës an aner radiodiagnostesch Servicer bausstent de Spideeler gëtt, dat mam Argument, datt, fir Tariffer a Remboursement ze reegelen, nach e Gesetz ausgeschafft misst ginn;

– grad den Oste vum Land benodelegt ass, wat radiodiagnostesch Servicer ugeet,

fuert d'Regierung op,

– fir de Betrib vun der Radiodiagnostik am Centre médical Potaschberg direkt zouzeloossen an déi nammlechst Tariffer anzeféieren, wéi se de Moment an de Spideeler am Land praktikéiert ginn, dat op d'mannst esou laang bis déi definitiv Tariffer mat der AMMD ofgeschwat a gesetzlech definéiert goufen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

11. 7884 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

An als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7884 iwwert d'Afféierung vu verschiddene Bähëllefem am Logementsberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass haut eng Evidenz, méi wéi jeemoos virdrun, datt mer mussen onofhängeg vun Energie ginn, déi fossill sinn, déi importéiert ginn. An déi Dependence muss mer einfach briechen.

Wa mir den nächste Generatiounen e liewenswäerte Planéit wëllen hannerloossen, geopolitesch net méi wëllen erpressbar sinn a manner vum Import ofhängeg sinn, da muss mir esou schnell wéi méiglech d'Energieeffizienz ausbauen an op erneierbar Energien ëmsteigen, an dat an alle Beräicher.

Et ass ee vun deene gréissten Deficien, awer och eng Suerg, déi mer hautdesdaags hunn. En plus ass et kloer, datt d'Bierger an d'Biergerinne bei dëser kruzialer Transitioun mussen ënnerstëtzt ginn. A genau dat maache mer haut mat dësem Projet de loi. PRIME House ass nämlech déi finanziell Ënnerstëtzung, fir energieetesche Sanéierung, an déi gi stänneg ... Am Fong ginn déi energieetesche Sanéierung ëmmer erëm verstärkt an ëmmer méi breet opgefächert.

Op deem Wee kréien d'Bierger/innen elo méi Ënnerstëtzung, fir Renovatiounsprojeten unzegoen an esou laangfristeg kënnen Suen ze spueren. Weider ginn administrativ Hürden, an dat wëll och awer och ënnersträchen op dëser Plaz, ofgebaut. D'Zil ass et, méi einfach vun dësen Aidë kënnen ze profitéieren, zemoos well ganz oft just een oder zwee Baudeeler vun der energieetescher Renovatioun concernéiert sinn.

Duerch dee Projet de loi komme mir also nach méi séier weider fir manner Ofhängegkeet vu fossillen Energien aus dem Ausland a contribuéieren, an dat seet een net oft genuch, zu enger Verbesserung vun der Wunnqualität.

Här President, ech stellen Iech dann haut och de Gesetzesprojet 7884 vir, deen d'Gesetz u sech vum 23. Dezember 2016 ofännert iwwer en Hëllefprogramm fir d'Förderung vun der Nohaltegkeet, d'rationell Nutzung vun den Energien an erneierbar Energien am Beräich Logement.

PRIME House ass e Regimm, deen et scho méi laang gëtt, wéi ech scho virdu gesot hunn, an dee lafend konsequent verstärkt gëtt.

De leschten Update war fir den „Neistart Lëtzebuerg“, wou mer d'Subventiounen fir d'Energieberodung an déi energieetesche Sanéierung ëm ganzer 50 % eropgesat haten. Eis Gebaier méi effizient opzestellen, ass besonnesch wichteg, well 20 % vun eisen nationalen CO₂-Emissiounen sinn op d'Gebaier zrëckzeféieren. Fir Iech de Status quo ze ginn: 2020 goufen 1,6 Milliounen Tonnen CO₂ ausgestouss.

Mir wëllen och d'Emissiounen an dësem Beräich bis 2030 ëm 64 % reduzéieren, natierlech par rapport zu 2005. An hei ass virun allem wierklech e groussen Aspueerpotenzial am Albau oder Bestand, wéi een et och wëllt nennen. An do muss mir wierklech ... Mir mussen a mir kënnen och méi séier handelen. Fir d'Energieeffizienz am Logementsberäich ze erhéien, gesäit och de PNEC e ganz ambitiëst Zil vir, nämlech ganzer 3 % am Joer, déi solle renovéiert ginn (veuillez lire: nämlech e Sanéierungstaux vu ganzer 3 % am Joer).

Ech probéieren Iech wierklech kuerz a kloer déi Haaptännerungen am Gesetz ze erklären.

D'Finanzhëllef ginn am Ganzen ëm fënnef Joer verlängert. Vlächcht zwee Stéchdatumer, déi Der Iech muss verhalten: D'Aarbechte kënnen bis 2029 gemaach ginn. Dat heescht, déi lescht Rechnung muss vun 2029 sinn, an dann hutt Der nach weider zwee Joer Zäit, fir déi lescht Demande eranzerechen.

Da kënn eng ganz interessant a ganz wichteg Measure. Fir déi, déi am Beräich ware bis elo, ass et wierklech eppes Neies. Et kann een ab elo nëmmen ee Baudeel isoléieren. Mee déi Neiheet ass net, datt de Baudeel isoléiert gëtt, mee datt een net méi muss onbedéngt eng ganz Energieberodung maachen. Well bis elo war et esou: Dat gantz Haus gouf analyséiert, och wann Der just eng Mesure ëmgesat hutt. An elo ass et esou: Dir maacht just eng Energieberodung pro Bauelement, wat Der kënn herno isoléieren a woufir Der och Subventiounen kritt.

Et gëtt och eng Verlängerung a Verstärkung vun de Subventiounen, fir vu fossillen Energien op erneierbar Energien ze goen; si gi verbessert, verstärkt an

an d'Luucht gesat. Also dat heescht, de Mazoutersatzprogramm gëtt weider verstärkt an Dir kritt ganzer 30 % Bonus; dat heescht, méi wéi dat, wat Der bis elo krut, fir eebe vu fossillen Energien op erneierbar Energien ze wiesselen, wat den Heizsystem ugeet.

En zousätzleche Bonus vu 50 % kritt Der och fir d'Entsuegung vun enger Mazoutsueve. Déi muss entsuegert a recyléiert ginn. An dat gouf et och nach net bis elo.

Nei ass och eng Loft-Wärmepompel, déi am Albau eligibel ass – bis elo war et just am Neibau –, an d'Subventiounen ginn och eropgesat. Nei ass och eng Hybrid-Wärmepompel, dat heescht eng Wärmepompel, wou zwou Sourcë gebraucht ginn. Hybrid-Installatiounen an dat Gantz, wéi gesot, gëtt verstärkt an elo finanzéiert.

E Bonus vu 50 % kritt Der och, wann Der eng fossill Chaudière duerch eng erneierbar Chaudière ersetzt. An d'Konsequenz ass u sech, datt Der muss och déi ganz Installatioun, wat d'Tuyauen ugeet, doheem ersetzen. An dat gëtt eben elo och subventionéiert.

Dir kritt och méi Subventiounen, wann Der Iech un e sougenannt Fernwärmenetz uschléisst oder vlächcht besser bekannt ënner Réseau urbain.

Bei der Holzchaudière ass et och esou: Et war ëmmer gutt, wann een e Partikelfilter hat, wéinst dem Feinstëbs, mee dee gouf bis elo net subventionéiert. An ab elo gëtt en och mat subventionéiert, fir eben eng besser Loftqualität ze garantéieren.

D'finanziell Ënnerstëtzung, wéi ech scho virdu gesot hunn, gëtt dem Niveau vun „Neistart Lëtzebuerg“ och erëm ugepasst; dat heescht, 50 % méi fir déi Energieberodung. Fir den Ausbau vun erneierbaren Energië weiderzedreiwen a virun allem fir d'Leit ze encouragéieren, a Richtung Eegennotzung ze goen, wat d'Photovoltaikanlagen ugeet – dat heescht, wann ee Strom op sengem Daach produzéiert, soll een och encouragéiert ginn, fir dee selwer ze notzen –, gi fir dësen Zweck 50 % vun de Coût-effectiften vun den Anlage subventionéiert, wat u sech soll derzou féieren, datt ee soll méi onofhängeg ginn.

Da ginn och nach Modifikatiounen gemaach, esou datt d'Isolatiounsmaterialien no Ökokrittäre méi oder manner subventionéiert ginn. An esou muss ee soen: Ab 2024 wäerten nottament keng fossill Isolatiounen méi finanzéiert ginn, ausser si bestinn zu 50 % aus recyléiertem Material. Fossill Isolatioun: Styropor, Styrodur; Ökomaterialien: Hanf, Holzfaser et cetera.

Et ass wichteg, och op dëser Plaz ze soen, datt dat heite Gesetz och vun engem Règlement grand-ducal begleet gëtt, wou déi konkret Ëmsetzungsmesuren an d'Konditiounen drastinn. A béid gëllen ab dem 1. Januar 2022.

Wat d'Finanzhëllef beim Neibau ugin, ginn d'Subventiounen ëm ee Joer verlängert. Firwat just ee Joer? Well mer amgaange sinn, de LENOZ-Konzept, dat heescht d'Lëtzebuerg Nohaltegkeets-Zertifizéierung, ze reforméieren, an do d'Durabilitéitskrittären nei definéiert ginn.

Wat ass dat fir eng Zertifizéierung? Just e puer Wuert, fir datt d'Leit et och verstinn. Do gëtt d'Nohaltegkeet gekuckt am Bau an och um Bau. Dat heescht, d'Materialien, déi benotzt ginn, a wéi bauen och déi Materialien a mengem Bau an. Kann ech se erëm demontéieren, fir eng Zirkularitéit ze garantéieren oder net?

An op deem Wee wëlle mer natierlech méi lokal Produktioun vun de Baumaterialien an d'Kreeslafwirtschaft ënnerstëtzen.

Ech komme kuerz zu den Avisen. A sengem Avis vum 1. Februar 2022 huet de Staatsrot u sech keng formell

Oppositionen zum Gesetzesprojekt. Par contre hu si e puer Oppositionen, wat de Règlement grand-ducal ugeet. Déi Reklamatiounen sinn, datt Saachen, déi bis elo am Règlement grand-ducal verankert waren, sollen u sech elo am Gesetz verankert ginn, an dat Ganz, fir konform ze si mat enger Jurisprudence vun der Cour constitutionnelle.

Am zweeten Avis, dem Avis complémentaire vum Staatsrot hu se just zwou Bemerkungen u sech, also zwou Remarken oder Contestatiounen souzosen, an dat sinn Datumer. Engersäits fir den Albau, well elo ass et esou, datt e Gebai eréischt da ka sanéiert a subventionéiert ginn, wann et méi al ass wéi zéng Joer. An dat Zweet ass déi Period fir déi Eliminatioun vun der Mazouts-cuve.

Mir kruten och aner Avisen eran, ënner anerem vun der Handwierkerkummer, der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. An allgemeng begrësse si natierlech allegueren, datt déi Subventiounen fir eng energieetesche Sanéierung eropgesat ginn. Si begrëssen awer och en neit Element, datt ass nämlech déi Méiglechkeet, datt am Fong déi Subventiounen direkt un den Handwierker ausbezuelte ginn, esou brauch de Client u sech dat net méi ze bezuelen an esou gëtt de Montant, deen de Client reell investéiert, och natierlech dee Moment erfogesat.

Fir weider Detailer verweisen ech natierlech op mäi schrëftleche Rapport.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Kommissioun, an da wier ech fäerdeg. D'Gesetz gouf de 15. September d'lescht Joer vun der Ëmweltministesch an der Chamber deposéiert. Den 23. Mäerz hu mir an der zoustänneger Chamberskommissioun de Gesetzesprojekt, d'Amendement an den Avis vum Staatsrot analyséiert, an de Rapport gouf de 25. Mäerz ugeholl.

Ech kommen zu menger Konklusioun. Ech si frou, datt mir dese Projet esou schnell an d'Plenièr konnte bréngen.

Une voix | Ech och.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Gell?

(Hilarité)

Une voix | Dat ass eng guut Saach.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Dat ass eng super Saach, well et handelt sech nämlech hei ëm e ganz, ganz extreem sënnavolle Projet, mat deem d'Gebaier mat erneierbaren Energien an d'Effizienz vun de Gebaier weider gestärkt ginn.

Mat diesen Ännerungen an deem Gesetzesprojekt vereinfache mer am Fong, wéi ech scho gesot hunn, d'Prozeduren. D'Bierger an d'Biergerinne kréien elo méi Ënnerstützung, fir energieetesche Renovatiounen ze ënnerhuelen. Domadder gi se natierlech och laangfristeg onofhängeg. Domadder spueren se natierlech laangfristeg Suen. A wéi ech scho virdu gesot hunn, net ze vergiessen, si verbesseren am Wunnraum hir Wunnqualität.

Merci fir d'Nolauschten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An da wier et als éischten ageschriwwene Riedner um honorabelen Här Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools, Här Präsident. Bei esou engem Turboprojet kann een der Madamm Rapportrice natierlech och gären déi Minutten

oder déi zwou méi ginn, fir dat dann ze presentéieren. Si huet vill Energie opbruecht, fir eis dat haut den Nomëtteg hei ze erzielen.

(Interruption)

Merci villmools fir hire Rapport, souwuel dee mëndleche wéi och dee schrëftlechen.

Et ass ee Projet, deen eis Ënnerstützung féint, an d'Madamm Ahmedova huet och déi Punkte schonn ervirgestrach, déi wichteg sinn an deem Projet, déi geännert ginn; zum Beispill eeben déi Tatsaach, dass een eng Mesure kann erausgräifen, ouni mussen eng global Energieberodung ze maachen, déi tatsächlech fir eng ganz Rei Leit bis elo en Hindernis war, fir dran ze investéieren, sech dran ze lancéieren, well et awer en Opwand bedeit, souwuel zäitlech, vläicht och vun den Nerven a vum Stress hier, an natierlech dann och déi finanziell Fro, déi hannendrustoung.

Dat ass zum Beispill eng vun deene Saachen, déi mer op alle Fall begrëssen. An d'Madamm Ahmedova huet och nach anerer genannt, déi derbäikomm sinn an déi dozou féieren, dass dee ganze Paquet vum PRIME House natierlech nach méi attraktiv gëtt.

Ech wëll awer op zwou Saachen hiweisen, déi eis och wichteg erschéngen.

Déi éischt Saach ass déi, dass elo am Accord vun der Tripartite jo och en Top-up social fir d'PRIME House virgesinn ass. Deen ass jo schonn an engem anere Gesetzesprojekt souwou um Leescht. Dat weess d'Madamm Ahmedova och. Dat ass den 7938. Do geet et ëm deen Top-up social, dee jo scho virgesinn ass. Elo gëtt en nach eng Kéier verännert duerch den Accord vun der Tripartite. Wann ech dat richtig verstinn, geet ee vum Décile 4 an den Décile 5 eran, wat d'Eligibilitéit ugeet, an et gëtt och elo op 100 % eropgesat, méiglecherweis, amplaz vu 40 %.

Dat ass natierlech absolut begrëssenswäert. Et muss ee just wëssen, dass hoffentlech natierlech doduerch d'Demande an d'Luucht geet an nach méi Leit sech elo och déi dote PRIME-House-Méiglechkeete wäerten ueuegenen a wäerten nofroen.

An déi Fro, déi mir eis gestallt hunn, a mir hu se och an der Kommissioun scho gestallt, ass déi: Ass d'Agentur, ass d'Agence hannendrun – also d'Klimaagence oder MyEnergy virdrun – prett fir dat doten? Well mir sinn awer trotzdem am Virfeld vun deem Gesetzesprojekt ëfters domat konfrontéiert ginn, dass eng ganz Rei Leit laang gewaart hunn, dass se drukommen, dass se iwwerhaupt e Retour kruten, dass iwwerhaupt eng Kéier e Rendez-vous ausgemaach ginn ass an dass d'Bürokratie awer trotzdem nach grouss ass.

Ech weess, dass an deem Gesetzesprojekt virgesinn ass, dass eng Simplification administrative gemaach gëtt. Awer mir mussen eis bewosst sinn, dass, wann d'Demande an d'Luucht geet, da mussen mer d'Agence wierklech dorop virbereeden. An ech wëll och dem Här Minister déi Fro da weiderginn, wéi dat da virgesinn ass, well mer mengen ... An ech hunn et selwer erlieft, well ech elo eng Kéier nogefrot hu fir eng Energieberodung an ech gesot krut: „Mäi léiwe Paul, du muss elo ganz laang waarden, well do sinn der am Moment net vill do, déi elo Zäit hunn derfir.“ Dat ass déi eng Saach, déi ech wëll ze bedenke ginn.

Déi zweet Saach, déi mir wëllen ze bedenke ginn: Et geet jo ëm Neibauten, et geet awer och ëm Bestandsbauten. An deem Projet de loi ass beim Parc immobilier existant ganz vill Promotioun virgesinn: renforcer du conseil en énergie, renforcer des matériaux d'isolation écologiques an esou weider. Et gëtt awer nach en anere Gesetzesprojekt, deen och prett ass oder deen um Instanzewee ass, dat ass de 7763, wou et eebe grad bei de Bestandscopropriétéiten drëms geet, dee Fonds

de travaux do anzeféieren, fir eeben där erneierbarer Energien ëmzebauen.

(Brouhaha)

Wa mir dat richtig verstinn, a mir wëllen dat ze bedenke ginn, geet et do ëm eng Obligatioun fir esou e Fonds de travaux. Eng Obligatioun, dat heescht, mir wëllen ze bedenke ginn, dass ee sech do awer muss mat der Fro ausenansetze vum Droit de propriété, wann een esou eng Obligatioun aféiert.

An dann natierlech och déi Fro, ob all Mënsch, deen dann zu där Copropriétéit gehéiert, ob dee sech dat dann och wierklech ka leeschten. An do ass natierlech ..., ech wëll dee Ball och nach eng Kéier zrëckspille vun deem Top-up social, ob dat net och e Modell wier, fir dee Moment, wou ee feststellt, dass an deene Bestandsgebaier Leit eebe sech dat do net leeschte kënnen, fir do nach Chargen elo obligatoresch anzubezuelen, fir do ëmzestellen, ob een net och do muss driwwer nodenken, ob déi Leit fir esou en Top-up social och eligibel wieren.

Voilà, dat sinn déi zwou Bemerkungen, déi mir mat op de Wee wollte ginn. An ech ginn den Accord am Numm vun der CSV.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Här President, duerch de fierchterleche Krich an der Ukrain si mer eis alt nees bewosst ginn, wéi ofhängeg mer vun Energieimporter sinn, vum Gas, vum Ueleg, vun de fossillen Energieträger, an dat besonnesch aus Länner wéi Russland.

Mir sinn eis eens, dass mer an Europa vill méi onofhängeg an där Hisiicht musse ginn. Et ass net ze toleréieren, dass e kriminelle Regimm, deen d'Energie als geopolitescht Drockmittel asetzt, eis esou erpresse kann an eis forcéiert, seng onmenschlech Aggressiounen op d'Ukrain ze finanzéieren.

Mir gesinn och aktuell, dass et virun allem d'Leit sinn, déi wuertwärtlech de Präis vun eiser Ofhängegkeet bezuelen. D'aktuell Situatioun soll eis also eng zousätzlech Motivatioun sinn, déi aktuell Mesuren ëmzesetzen, déi och am Kampf géint de Klimawandel onëmgängelech sinn. Well och d'Erausforderungen, virun déi eis de Klimawandel stellt, sinn net méi kleng ginn. D'Klimakris huet näischt un hirer Urgence verluer, och wann de Krich an der Ukrain an de leschte Wochen eis Opmierksamkeet dominéiert huet.

Dat ass engersäits natierlech den Ausbau vun den erneierbaren Energien, an anerersäits ass déi bescht Energie natierlech déi, déi net gebraucht gëtt. Doweinst ass och d'Energieeffizienz eng vun eisen absolute Prioritéiten. Dese Gesetzesprojekt ass e weidert wichtegt Puzzlestéck, fir déi fossill Energien am Wunnberäich ze reduzéieren.

De Logement ass nom Transport den zweetgréisste Secteur hei am Land, wat d'Emissiounen betrëfft. A puncto Neibau sti mer ganz gutt do, mat engem vun den héchsten Energiestandarden an Europa. D'Erausforderung läit awer éischer bei der Albausanéierung.

Als DP begrësse mer dowéinst natierlech, dass d'Subventiounen an deem Beräich weidergefouert, ausgebaut a vereinfacht ginn. Virun allem d'Méiglechkeet, vereenzelt Mesuren am Beräich vun der thermescher Hüll ouni Energieberodung maachen ze kënnen, ass wuel sënnavoll. Mir kënnen eis nämlech ganz gutt virstellen, dass d'Obligatioun, eng komplett Energieberodung mussen ze maachen, verschidde Leit ofgeschreckt huet, déi eebe just eenzel Mesurë wollte maachen.

Als DP wëlle mer ouni Zweifel d'Leit encouragéieren, hiert Haus maximal energieetesch ze sanéieren. Nëmmen esou kréie mer eise klimatesche Foussofdruck esou niddreg, wéi et geet. Gläichzäiteg ass et eng Investitioun, déi sech op d'Dauer bezuelt mécht, wann een net méi de Präisschwankungen ausgesat ass.

Wien haut säin eegene Stroum produzéiert an domadder eng Wärmepompe bedreift, steet kloer besser do wéi deejéinegen, deen nach eng Mazoutsheizung huet an deem seng Heizkäschtchen doduerch an de leschte Méint explodéiert sinn.

Et ass also an deene Leit hirem eegenen Interêt, an d'energieetesche Sanéierung ze investéieren. Et ass kloer, d'Regierung muss an der aktueller Situatioun de Leit mat engem niddregen Akkommes kuerzfristeg ënner d'Äerm gräifen, fir d'Präisdeierecht ofzefiederer. Mee et ka just eng kuerzfristeg Léisung sinn. Mëttel- a laangfristeg ass déi bescht Pist déi, wéi gesot, vu Gas a Mazout onofhängeg ze ginn. Allerdéngs muss een och soen, dass eng komplett Sanéierung vun engem alen Haus e grouse Chantier ass, deen ee sech trotz generéise Subside muss kënne leeschten.

Wat op alle Fall wichteg ass, ass och hei, déi sozial Gerechtegkeet a Selektivitéit ze garantéieren. Grad déi Stéit, déi am meeschten un den aktuellen Energiepräisser ze knaen hunn, hunn net onbedéngt de finanzielle Spillraum, hir Wunneng ze sanéieren. An des Stéit dierfen dofir net vergiess ginn. Grad déi akkommenschwaach Stéit sinn tendenziell méi dacks Locatairen an domadder vum gudden Wille vum Proprietär ofhängeg, ob e seng Wunneng sanéiere wëllt oder eeben net.

Fir deem Rechnung ze droen, huet des Regierung an der Vergaangenheet scho verschidde Mesuren decidéiert, wéi zum Beispill d'Erofsetze vun der TVA op 3 % fir Renovatiounen vu Wunnengen, déi zéng Joer hunn, oder d'Aféierung vun engem Taux d'amortissement op den Investitiounen an d'energieetesche Sanéierungen.

Ech verweisen an deem Kader och nach op d'Reform vun der Klimabank, wou de Moien an der zoustänneger Chamberskommissioun de Rapport ugeholl ginn ass. Dës Reform soll garantéieren, dass jiddwereen Accès huet op Finanzéierungsméiglechkeeten, fir säin Haus oder Appartement ze sanéieren.

Här President, de Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, ass also e wichtige Deel vun engem Gesamtpackage, fir dass jiddwereen d'Méiglechkeet soll kréien, an engem klimafreundlechen an energiespuersame Logement ze wunnen.

Als Demokratesch Partei sti mer hei voll derhannert an dowéinst wäerte mer deemem Projet och eis Zoustëmmung ginn. Dëst gesot, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an der Rapportrice villmools merci fir hire gewinnt exzellente a ganz kompetente Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Max Hahn Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorable Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Mir hunn et effektiv hei mat engem ganz gudden Gesetz ze dinn an ech soen der Madamm Ahmedova och e grouse Merci fir déi exzellente Presentatioun vun deemem Rapport. E gudd Gesetz eleng geet awer net duer. Wa mir wierklech déi ambitéis Ziler wellen erreechen a Richtung PNEC, da mussen mer och au fur et à mesure e gudden Monitoring maachen, an zwar e Monitoring, wéi et mam Renovatiounstaux ausgesäit. Wéi ass d'Engvergure vun de Renovatiounen? Wéi ass den Taux en général? Wéi vill Leit maache Renovatiounen an esou weider?

An Ären Äntwerten op verschidde Question-parlementairen, Här Minister, hutt Der gesot, dass den Taux tëscht 0,4 % an 1 % läit. Dat ass zimmlech vag a mir mengen, dass et awer scho wichteg ass, dass een do, wéi gesot, au fur et à mesure méi prezis Donnéeë géif kréien.

Alles an allem, wéi gesot, ass et e ganz gudd Gesetz, wat der LSAP och gefält, an dofir gi mir eis Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da wier et un der honorabler Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Här President, all Kilowatttheure aus enger fossiler Quell, déi mer aspueeren, ass net nëmmen am Interessi vum Klima a vun zukünftege Generatiounen, mee och laangfristeg gudd fir de Portmonni.

E Stot, dee weeder Mazout, Bensinn, Diesel oder Gas brauch, muss sech, wéi de Max Hahn et och scho gesot huet, manner Suergen ëm d'Präisdeierecht maachen an ass och manner de schwankenden Energiepräisser ausgesat. Dat ass einfach d'Realitéit. Dofir freet et mech ëmsou méi, haut kënnen zu deemem extremem wichtige Gesetz ze schwätzen; e Gesetz, dat d'Stéit nach méi ënnerstëtze wäert an hirer ökologescher Transitioun zu méi Energieonofhängegkeet.

A mir fänken hei net bei null un. Déi energieetesche Renovéierung vun Bestand ass eng vun den zentralen Achsen, déi mir am Klima- an Energieplang virgesinn hunn. A grad dowéinst hu mir de Subventionsregimm fir d'energieetesche Sanéierung fir d'gréng Relance schonn eng Kéier zolidd eropgesat. An d'Leit si prett, fir op de Wee ze goen. Mat de méi héijen Aidé vum Neistart gouf et eng kloer Acceleratioun bei den Demanden. A mir gi mat deemem Gesetzesprojet elo nach méi wäit. Erlaabt mir, hei e puer Elementer ervirzepräichen.

Mir maachen den Accès op des Aiden elo nach méi einfach. Bei Eenzelmesuré muss keng komplett Energieberodung méi gemaach ginn, fir datt de Renovatiounsprojet ka subventionéiert ginn. Dës Flexibilitéit ass e Paradigmewissel a wäert et fir vill Leit méi attraktiv maachen ze sanéieren, well se souwuel déi finanziell wéi och déi administrativ Hürden erofsetzt.

Och ökologesche Materialie bei der Isolatioun gi méi staark promovéiert. Mir setzen am Beräich vun de Materialie méi op Nohaltegkeet a Kreeslafwirtschaft.

Beim Ersatz vu fossilen duerch erneierbar Heizsystemer ginn d'Subside weider konsequent eropgeschrauft a mir féieren och e puer wichtige Neierungen an: méi Geld beim Ersatz vu Mazoutheizungen, Loft-Waasser-Wärmepompele kënnen elo och am Bestand subventionéiert ginn an och den Eegekonsum beim Solarstroum gétt elo méi staark ënnerstëtzt.

Wéi d'Semiray Ahmedova et scho sot: Mat den Ännerungen maache mir den Ëmstieg op fossillfräi Alternativen nach méi attraktiv. An natierlech ass et richtig, datt et Leit gétt, fir déi et besonnesch schwierig ass, e Renovatiounsprojet uzegoen, eebe well si net déi néideg finanziell Moyenen hunn – absolut! An eebe si brauchen zousätzlech Ënnerstëtzung an d'Regierung schafft an déi Richtung konsequent weider.

Am Kader vun der PRIME House schafe mir d'legal Basis, déi et soll erméiglechen, datt d'Subventionéierung fir spezifesch Aarbechten direkt un d'Entreprise ausbezuellet ginn an d'Bierger/innen déi Suen net méi mussen virstrecken.

An da louch jo am Kader vun der Reform vun den Aides individuelles schonn e Projet fir e sozialen Top-up vun der PRIME House um Dësch. An elo mat de Resultater

vun der Tripartite gi mer heiriwwer nach eraus, fir d'Stéit ze entlaaschten. Nach méi Leit wäerte vun deemem zousätzlechen Aidé kënne profitéieren an déi Persounen mat de mannste finanzielle Moyene kréien nach e ganze Montant vun hirer PRIME House zousätzlech uewendrop.

Da vereinfache mir och d'Prozedure beim Klimaprêt a schaffen um Fonds de travaux, bei deem besonnesch déi energieetesche Sanéierung bei Appartementshaiser vereinfacht soll ginn, wat virun allem de Locatairé wäert entgéintkommen.

Et gétt hei also un engem ganze Package geschafft, fir den Zougang zu der energieetescher Renovatioun esou accessibel wéi méiglech maachen, an dat fir jiddereen/t.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir als Chamber hunn hei extrem séier geschafft. Eng Woch nom Avis vum Staatsrot stëmme mir de PRIME-House-Projet, eebe well mir eng Klimakris hunn an d'Onofhängegkeet vun internationale Marchésfluktuationen a Konflikter méi wichteg ass wéi jeemools virun. D'Leit brauche grad elo an dese schwierigen Zäiten ons voll Ënnerstëtzung bei hire Renovatiounsprojeten.

Fir mat deem opzehalen, mat deem ech ugefaangen hunn: All agespuert Kilowatttheure aus fossilen Energie bréngt ons onsem Klimazil méi no a spuert gläichzäiteg Geld bei Stroum- an Heizkäschtchen. An domadder ginn ech och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Thill. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt der Rapportrice, der Madamm Ahmedova, villmools Merci soe fir hire gudden a komplette Rapport. Ech wëll och soen, dass bei deemem Gesetz hei eng ganz Partie Verbesserung virgesi sinn, an duerfir wäerte mer dat och matstëmmen.

Ech wëll awer nach en aneren Denkestouss ginn, an dat ass dat Thema gro Energie. An do ass et esou, dass wann een en Haus nei baut, an zemoos hautzudaags mat all deene verschiddene Materialien, déi een do brauch, do brauch een eng enorm Energie, fir d'Haus ze bauen, wat natierlech derzou féiert, dass den Neibau enorm vill Emissiounen fräisetzt. An duerfir ass et am Fong – an dat ass den Denkestouss, deen ech wëll ginn – emissiounstechnesch besser, en Albau ze sanéieren, wéi en Haus ofzerappen an en neit dohinner ze bauen. Do brauch ee vill méi Energie. An dat ass, mengen ech, och eppes, wat een eng Kéier muss thematiséieren an engem méi groussen ... Wéi soll ech soen? Jo, méi daitlech.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der honorabler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, energieetesche Renovatioun an d'Installatioun vun erneierbaren Energie mussen vun der öffentlecher Hand finanziert ginn. De Primmesystem, deen haut an enger reformierter Versioun hei zur Ofstëmmung steet, huet des Zilssetzung, an duerfir ënnerstëtze mir dat als déi gréng och.

Une voix | déi gréng?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | déi gréng.

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass spéit.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, et ass spéit. Dir hutt ... et ass och Äert Gesetz, et ass jo Äert Thema. Et war e Lapsus, mee et ass Äert Thema.

Mir ënnerstëtzen als déi Lénk der Regierung hiert Gesetz dann och elo hei. D'Gesetz, dat hei elo virläit, schreift sech an an d'Klimapolitik vun der Regierung. D'Zilsetzung vun dëser Klimapolitik stinn am PNEC an dese Projet de loi soll dobäi hëllefen, fir d'Ziler bei den Erneierbaren an der Aspuerung vun Energie an domat bei der Reduktioun vum Ausstouss vun Zäregas am Beräich vun de Wunngebaier ze errechen.

Soumat ass dese Projet och net isoléiert ze kucken, mee an deem breede klimapolitische Kader. Mir hunn an der Kommissioun de Bilan vun de leschte fënnf Joer PRIME House gewise kritt. Et kann een deen elo positiv oder negativ bewäerten, mee an éischer Linn muss en un der Zilsetzung gemooss ginn, an déi bedeit eng Reduktioun vun den Zäregaser ëm 64 % par rapport zu 1990 (veuillez lire: 2019) am Wunnungsberäich an de kommenden aacht Joer an eng Verduebelung vun den Erneierbare bis dohin. Wa mir eis dat virun Ae féieren an de Bilan vun dem PRIME House donieft leeën, da kann d'Resultat net positiv bewäert ginn, soss maache mir eis lächerlech.

Wann no iwwer fënnf Joer 1.800 Renovatioun subventionéiert goufen a genee esou vill Fotovoltaikanlagen, da muss deen éische Constat sinn: Et geet hannen a vir net duer! 18 Milliounen a gutt fënnf Joer fir energieetesche Assainissementer an 22 Milliounen fir Erneierbare am Wunnberäich, also insgesamt 8 Milliounen d'Joer iwwert deen Zäitraum, sinn dann och ganz bescheide Moyenen.

Mat dësem budgetären Effort geléngt keng energieetesche Transition. Fir d'Ziler ze errechen, beispillsweis bei der Renovatioun, stinn am PNEC 3 % Renovations-taux d'Joer dran. Aktuell leie mir ënnert deem Prozentsaz. Bei der Fotovoltaik an den Erneierbaren allgemeng ass den Ausbau och schleefend. Mir stinn haut bei knapps iwwer 11 % Erneierbaren, also beim Minimalzil fir 2020, aus deem mir eis och deelweis fräikaf hu mat Statistiken.

Et geet also hannen a vir nach laang net duer!

D'Regierung reagéiert hei elo mat engem Eropsetze vu verschiddene Primmen an och enger Flexibiliséierung vun de Primmen. Besonnesch begrësse mir d'Eropsetze vun de Primmen, fir punktuell Aarbechten ze maachen. Dat kënnst sécherlech och Leit mat manner Revenu entgéint. D'Primmenstaffelung en fonction vun der Nohaltegkeet vum Baumaterial ass och de richtige Wee, fir esou méi verstärkt op nowuessend Ressourcen ze setzen.

Ech wëll hei och nach eng kleng Klamer maachen, wat d'Manpower ueget. Vu dass jo e Conseiller énergétique oder en Handwierker, deen am Ëmweltberäich zertifizéiert ass, gebraucht gëtt, stelle mir eis d'Fro, ob et där iwwerhaapt genuch gëtt.

Allerdéngs vermësse mir weiderhin eng Staffelung vun de Primmen u sech. Eng kleng Staffelung soll iwwert d'Gesetzesreform iwwert d'Wunnengshëllefen agefouert ginn, mee et ass schwierig, dat hei elo kënnen ze bewäerten.

D'Eropsetze vun de Primme gëtt och begrëntzt als Kompensatioun fir d'Ewechfale vum Prêt à taux zéro fir energieetesche Sanéierung fir Stéit mat klenge Revenuen. Eng Hëllef méi op där enger Säit bedeit also den Ewechfall vun enger sozialer Mesure op där anerer Säit. Dat ass alles anescht wéi ambitiéis an eng kloer Prioritéitsetzung.

De grondleeënde Problem vun dëser Subventionenpolitik bleift och hei bestoen: Stéit mat manner Revenu gi keng Investitionsprojeten un, warscheinlech elo nach manner a finanziell onsécheren Zäiten. Mat enger Deelbezuschung vun ekologeschen Investissementer ass et do net gedoen, well se de Rescht vum Montant net kënnen opréngen an och kee Kredit bei enger Privatbank wëllen a kënnen ophuelen.

Mir fuerderen dofir scho laang méi staark gestaffelt Hëllef an eng Finanzéierung aus öffentleche Gelder, déi och un d'Capacités an d'Besoinen vun all Stot kann ugepasst ginn.

Mir hunn et och mat enger zolitter Deierecht ze dinn. D'Energiepräisser explodéieren an dat misst zu engem Ëmdenke bei der Subventionenpolitik féieren. Et misst ganz geziilt op déi Stéit hi cibléiert ginn, déi an der Energiefalsätzen, an hei proaktiv op dës Stéit duergaange gi mat Aiden, Berodung, Begleitung a virun allem mat enger öffentlecher Hand, déi finanziell ofsécher. Mir hunn och enger Deierecht op de Baumaterialien. Dat féiert no an no derzou, datt déi opgebessert Primmen opgefress ginn an am Endeffekt e Stot awer muss en zolitte Montant selwer opréngen.

D'Resultat dovun wäert sinn, datt sech näischt ännere wäert. Energieetesche Renovatiounen an Installatiounen vun Erneierbare bleiwe besser situéiert Stéit virbehalen. D'Explosioun vun de Logementspräisser, déi staark Deierecht op Produkter vum Grondbedarf an d'Léin, déi mat dëser Entwécklung net méi Schratt halen, wäerten d'Krees vu Stéit, déi sech fir eng Renovatioun entscheiden, sécherlech net méi grouss maachen an der Zukunft. D'Entscheidung fir en Assainissement vun engem Logement oder d'Uschaffung vun enger Fotovoltaikanlag berout ganz oft op enger ekologescher Conscience – jo –, mee et ass awer ëmmer och eng ekonomesch Iwwerleeung domat verbonnen. Wann dat net esou wier, da bräichte mer jo och keng Primmen an Aspeisetariffer fir Erneierbare. Ekologie an Economie sinn net ze trennen. Wann d'Regierung mengt, e Stot finanziell lackelen ze kënnen an eng Investitioun, da muss se och erkennen, wat e Stot finanziell ofschrécke ka virun ekologeschen Investitiounen.

(Interruption par la présidence)

An dat sinn d'Privatverschuldung, héich Logementspräisser an iwwerhaapt d'Deierecht, onsécher Aarbechtsverhältnissen an Zukunftsängscht an enger onsécherer Zäit.

D'öffentlech Hand ka vill vun dësen Hindernisser aus dem Wee raumen an domadder e qualitative Sprong packe beim Energiewandel.

(Interruption par la présidence)

D'Leit mat klengem Revenu, déi haut an der Energiefalsätzen, wieren da vläicht mol eng Kéier ...

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... de Gewënnner, an de Klimaschutz ganz sécher och.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Ok. Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir dee gudden schréiftlechen a mündlechen Rapport. Et ass elo no 20.00 Auer. Ech erspueren Iech elo e Best of vun eise Klimapositionen. Natierlech begrësse mer, wann de Minister an d'Chamber kënnt an e gëtt nei Primme fir alles, wat

ëmweltfrëndlech ass. Ech mengen, do sidd Der ëmmer wëllkomm. Dofir wäerte mir et haut och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmoos merci. Ech mengen, et ass schonn e laangen Dag gewesch.

Plusieurs voix | Nee!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Nee!

Une voix | Da maacht et kuerz!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Dir wësst net, wéi resilient dass d'Chamber ass.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Da schwätzen ech och e bësse méi laang, wann Der dat gären hätt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Turmes, kommt zum Gesetz.

(Hilarité générale)

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Méi schnell eraus aus fossilen Energien, ech mengen, dat ass wierklech dat, wat mer elo brauche wëinst dem Klimaschutz, fir awer och keng Kricher vum Här Putin indirekt ze finanzéieren, an dann awer och, fir erauszekommen aus engem System, deen extrem volatil Präisser huet, ëmmer méi volatil Präisser huet. Ech weess och net, ob dat an Zukunft an där Hisiicht besser geet. An déi stabilsten Energie vum der Zukunft si ganz kloer d'erneierbar Energien an dat heescht, déi beschten Energie, ech mengen d'Madamm Thill huet dat gesot, ass déi, déi ech guer net brauch.

Et ass eigentlech wierklech e flotten Zoufall, dass haut um Dag, wou mer den Accord vun der Tripartite ..., dee jo och nieft de finanzielle Kompensatiounen, déi mer kuerzfristig maachen, och e Schwéierpunkt huet op der Energietransitioun, dass mer haut och grad op deem selwechten Dag elo d'PRIME-House-Gesetz hei kënnen stëmmen.

Ech mengen, et ass e Gesetz, wat haaptsächlech beim Carole Dieschbourg ass – d'Carole ass haut zu Paräis, dofir iwwerhuelen ech säi Rôle hei –, an dat mer zesumme gemaach hu mat mengem Ministère a mam Ministère vum Henri Kox.

Ech mengen, ech ginn elo net an d'Detailer. Dir hutt matkritt: Mir wäerte weiderhin am Neibau verschidden Technologie féieren, notamment d'Wärmepumpen. De Schwéierpunkt wäert dorop leien, fir an der Renovéierung vun de Gebaier nach besser weiderzuekommen, virun allem och iwwer vereinfacht Prozeduren. A mir wäerten och den Handwerker méi e grouse Rôle ginn an der Berodung, fir eeben d'Laascht e Stéck wäit ewechzuele vum den Energieberoder an do handendrun awer och e System ze maachen, dee méi einfach ass.

(Brouhaha)

Wat wichteg ze verstoen ass ... an ech mengen, et sinn der e puer, déi hei soen, mir sinn net schnell genuch. Ech si mat deenen d'accord an duerfir brauche mer dat heite Gesetz, wat jo elo vereinfacht a méi Primme gëtt. Mee dat heite Gesetz ass en Deel vun engem Puzzle, wou mer jo och aner Saache maachen. A mir brauchen

eng Reform vum Syndicsgesetz. Mir brauchen och, mengen ech, wierklech obligatoresch Fongen. Gutt, a mir kënnen eng Kéier driwwer nodenken, ob mer do mussen eppes ofpufferen oder offiedere fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn.

Mee mir hu jo nach en anert Instrument, wat hei eent zu eent mat zesummespillt. Dat ass den Amortissement accéléré fir all Proprietäre vun Appartementer oder Haiser, déi se verlounen. Dat heescht, Dir kritt och deen Amortissement accéléré nëmmen, wann Der och iwwert d'PRIME House aner Primmen ugefrot hutt. Dat heescht, déi zwee Systemer sinn aneneegestréckt.

An nieft der Renovatioun geet et natierlech dann drëm, dass mer Mazout- a Gasheizungen ersetzen. An ech wëll och, dass mer dat net elo iergendwann déi nächst Jore maachen, mee dass mer e kollektiven Effort maache vun haut un, fir esou vill Gas- a Mazoutsheizungen ze ersetze bis den nächste Wanter an entweder ganz erauszehuelen oder eppes ze maachen, wat eventuell och Sënn mécht, virun allem an Haiser, déi net esou gutt renovéiert sinn. Dat ass d'Méiglechkeet, fir nieft menger Mazoutsheizung oder nieft menger Gasheizung eng Wärmepompele hinzustellen, déi wäert 70-80 % vun der Energie vum Joer liwweren, an dann notzen ech nach meng besteeënd Mazout- oder Gasheizung just an deene Stonnen, wou et richtig kal ass. An dat ass eppes Neies, wat mer elo probéieren, mat den Handwierker, och mat geziilt Campagné méi massiv elo ganz schnell ënnert d'Leit ze bréngen.

An dann nach ee Wuert, Madamm Cecchetti, zu dem Top-up. Dir sot elo, mir géifen net genuch maachen. Dir sot, do wier nach eng Differenz. Mir hunn haut am Kader vun der Tripartite decidéiert, dass mir 100 % vun enger Wärmepompele un déi Leit ginn, déi am Q1 sinn. A bei 100 %, do ass näischt méi Rescht. Dat heescht, mir ginn elo op e System, deen et schon an Eisträich gëtt. An ech si frou, dass mer deen elo iwwert d'Tripartite och mat Hëllef vun de Gewerkschafte kréien, fir ze soen: Déi Leit, déi net vill Revenuen hunn, deene Leit gi mer 100 % vun enger Wärmepompele oder 100 % vun hire Renovatiounen a mir stellen och bei der Klimaenge elo Leit an, spezifesch fir allegueren déi, déi d'Allocation de vie chère kréien. Déi kréien eng spezifesch Berodung, wéi mer wëssen, dass dat Leit sinn, déi et deelweis méi schwéier hu finanziell, awer deelweis ass dat jo och organisatoresch net ëmmer esou einfach.

Dat heescht, den Top-up ass genee dat, wat eis gefeelt huet. A mir hunn eigentlech elo d'Tripartite genotzt, fir elo endlech déi Baustell zouzemaachen, dat heescht, vu ganz geschwënn un, well mir wäerten den Top-up och an d'Omnibusgesetz dramaachen. Dat heescht, mir kréien dat och éischer. Et ass hei zu Lëtzebuerg fir déi Leit, déi keng oder manner Revenuen hunn, och elo méiglech, massiv an erneierbar Energien an och an Energieeffizienz ze investéieren.

Den Här Galles hat nach gefrot: Hu mer genuch Beroder? Mir hunn der ni genuch! Mee dat, wat ech jo schonn hei virgeschloen hunn, ass, dass op d'mannst d'Kommissioun, déi zoustänneg ass, elo relativ schnell eng Kéier bei d'Klimaenge invitéiert gëtt, fir datt mer Iech erklären, wat mer an der Lescht alles gemaach hunn, fir dee System ze optimiséieren a virun allem och, wéi mer dat mat den Handwierker zesummen digitaliséieren, fir dass mer do en aneren Drive an dat Ganzt kréien.

D'Madamm Hemmen hat nach gefrot iwwert den Taux de rénovation. Gutt, eis Statistike mussen nach besser ginn. Ech hunn, wéi ech elo an de Ministère komm sinn, misse feststellen, dass eis all déi Donnéeën, déi mer hunn iwwert de Passeport énergétique ... dee gëtt et zwar theoretesch, mee praktesch ass de

Computerprogramm, deen do hannendrun ass, eng Kéier gecrasht an dee si mer elo amgaangen, erëm opzebauen. A mäin Zil ass, dass all Gebai – an net all Proprietär, mee all Gebai – e Passeport, e Pass énergétique kritt. An do wäerte mer dann och den Nodeel vun där Moosnam ..., dass wann ech eenzel Deeler maachen, kéint et jo sinn, dass kee méi weess, ob an deem Haus eng Fënster ersat oder en Daach gemaach ginn ass ... Mir wäerten e Passeport énergétique fir all eenzelt Haus maachen an dat verschneide mat den Energiepäss, déi jo obligatoresch sinn, ëmmer wann ech veränneren. Dat heescht, mir wäerten e System opbauen, wou mer wierklech all Donnéeën hunn, an da kënnen mer och besser rechnen, wou mer dru si mam Taux de rénovation.

Fir et kloerzemaachen: Mir leeë mat deem heite Gesetz, mat der Kombinatioun vum Top-up, elo den Turbo an. An ech si ganz optimistes, dass déi Vereinfachung, déi mer hei hunn, dass déi Motivatioun vun den Handwierker an eeben och dat ganzt Ëmfeld elo vun deser Kris derzou féiere wäerten, dass mer méi wäerte renovéieren, méi Wärmepompele wäerten hunn, manner Mazout- a manner Gasheizung wäerten hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7884. Den Text steet am Document parlementaire 7884⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7884 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, M. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), M. Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mme Martine Hansen, M. Max Hengel (par Mme Diane Aehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Lies), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Claude Wiseler), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Carlo Weber), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7905 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, et portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Mir kommen elo zum Projet de loi 7905 iwwert d'Garantie de l'État fir Kreditlinne vum Fonds de garantie des dépôts Luxembourg. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Léif alleguer. An domat wiere mer zur Ofwiesse- lung nees an der Finanz- a Bankewelt ukomm.

Wann Der geleeëntlech d'Télee kuckt, da kënn et emol vir, datt Der ganz laang Schlaange vu Mënsche gesitt, déi viru Banke stinn a waarden, fir un hir Suen ze kommen. Si waarden, fir un hir Suen ze kommen, well se der Institutioun oder dem Finanzinstitut, deem se se geléint hunn, net méi vertrauen a folglech d'Suen nach séier wëllen am Grapp hunn. Dat si Biller, déi een ëmmer erëm an den Neiegekte gesäit, wann iergendwou eng Finanzkris ausgebrach ass oder eng Devis amgaangen ass, rasant ze entwäerten.

Et ass de Fall, wann eng Kris d'Vetrauen an d'Institutiounen an an d'Bankewiesen zerstéiert. Vu datt Dir alleguer heibannen iwwer eng ganz breet Culture générale verfüügt, erënnert Der Iech bestëmt un dat historescht Beispill vum 17. Juli 1720, wéi dem Schott John Law seng Bank a Frankräich, déi sech verspekuléiert hat a sech duerch eng „Publicité tapageuse“, wéi d'Fransousen dat nennen, ausgezechent hat, Dau- sende vu Leit an de Ruin gestierzt huet.

An der rue Vivienne zu Paräis hu sech deemools ronn 15.000 Leit gedréckt – Einzelner goufe souguer erdréckt –, fir un hir Suen ze kommen, well se kee Vertraue méi an des Bank haten. Et war ee vun de grouse Finanzskandalen am fréien 18. Joerhonnert wärend der Zäit vun der Régence. Dëst Beispill weist, datt d'Bankewiese grad eeben um Vertraue baséiert.

Léif alleguer, komme mer nees an eis Zäit an an eist Land zrëck. Et ass eng absolutt Prioritéit, fir hei zu Lëtzebuerg d'Deposanten ze schützen, also d'Leit, déi hir Erspuernisser op Konte setzen. Mir schwätzen hei vun dacks e Liewe laang haart erschafften Erspuernisser vu Privatpersounen. Duerfir hu mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz Panoplie u Mechanismen an un Normen, déi derfir suergen, datt d'Erspuernisser vun de Leit souwäit wéi méiglech sécher sinn.

E wichtege Moyen ass de Fonds de garantie des dépôts Luxembourg. Et ass e Fong, deen als zousätzlech Garantie fonctionéiert, wann d'Bank et selwer net méi géif packen, fir hir Clienten auszebezuelen. An deem Kader kréie mer jo allegueren emol am Joer, Dir wësst dat, vun eiser Bank e Bréif heemgeschéckt, deen erkläert datt eis Avoire bis zur Zomm vun 100.000 Euro iwwert dese Fong gedeckt sinn. Wann Der also méi Konten hutt, da kënn Der déi Zomm och problemlos an d'Luucht schrauwen, wann Der d'Méiglechkeet hutt.

Hannert dëser Garantie verstoppe sech natierlech eng Rëtsch Prozeduren a Sécherheeten. Eng zousätzlech Couche Sécherheet ass schonns e bësse méi laang an der Maach. Et geet drëm, datt d'Regierung vum Fonds de garantie des dépôts Luxembourg déi staatlech Garantie op Kredittinnen accordéieren dierf, falls esou eng Kredittinn néideg ass, fir an den Delaien d'Deposanten ze indenniséieren, dat bis e maximale Montant vun enger Milliard Euro.

Dësen Text komplettéiert d'Gesetz vun 2015 iwwert de Fonds de garantie des dépôts. Wann ech soen, datt de Gesetzesprojet scho méi laang an der Maach ass, dann ass dat, well dës Dispositiounen schon am Projet de loi 7638 integréiert waren. Deemools war de Staatsrot a sengem Avis vum 8. Dezember awer der Meenung, datt eng Loi spéciale, also e Spezialgesetz noutwendeg wier, fir datt d'Garantie kéint a Kraaft trieden. De Staatsrot huet sech op den Artikel 99 vun der Verfassung beruff – a fir d'Memberen aus der Comexbu ass dat jo dann näischt Neies –, dee seet, datt e gréssert finanziellt Engagement ëmmer muss iwwer e Spezialgesetz accordéiert ginn.

Mat dësem Gesetz komme mer och enger Recommandatioun vum Fonds monétaire international no. D'Zil vum Gesetzesprojet ass et also, fir iwwert d'staatlech Garantie fir Kredittinne vum Fonds de garantie des dépôts en zousätzlechen Niveau u Sécherheet ze schaffen, fir eeben d'Deposanten ze schützen. Et sief hei awer och nach gesot, datt dës staatlech Garantie just spillt, wann de Fonds de garantie des dépôts net selwer eng Ligne de crédit zrëckbezuelt kéint.

Fir all aner Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

D'Avisen zu dësem Gesetzesprojet si ganz favorabel. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 8. Mäerz erklärt, wéi et zu dësem Spezialgesetz komm ass. Vu datt also hei mat engem zousätzleche Gesetz nogebessert gëtt, fir dat finanziellt Engagement kloer ze ëmrummen, weist de Staatsrot sech ze fridden.

D'Handelskummer huet an hirem Avis vum 4. Januar de Projet begréisst. Si huet d'Virdeeler vum Text erklärt. D'Garantie schützt eeben d'Deposanten.

Fir all aner Detailer verweisen ech hei och op déi respektiv schrëftlech Avisen.

Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet trëtt also eng Garantie a Kraaft, déi d'Erspuernesser vun de Clienten op eise Banken zousätzlech schützt. Dat heescht, datt mir hei zu Lëtzebuerg warscheinlech keng Schlaange virun eise Banken ze fäerte brauchen, well mir resolut op Preventioun setzen an och fir de Krisefall – esou wéi dat ausgesäit – ganz gutt opgestallt sinn.

Ech soen da schlussendlech der Madamm Finanzminister Yuriko Backes an hire Beamten aus dem Ministère souwéi alle Mataarbechter aus der Chamber Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a géif dann och am Numm vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, den Accord zu dësem Projet ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner, de Laurent Mosar, ass scho prett.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Well den Här Bauler, deem ech e ganz grouse Merci soen, esou en exzellente Rapport gemaach huet a well ech Erbaarme mat Iech hunn, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Majo, villmools merci, Här Bauler, fir dee gudden Rapport. A selbstverständlech gi mir och eisen Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci dem Här Bauler och vu menger Säit. An ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, de Sujet ass esou wichteg, datt mer e sollte méi am Detail diskutéieren.

(Hilarité)

Awer vläicht net haut. Dem Här Bauler e grouse Merci a mir stëmmen dat hei mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e ganz einfache Projet an e gouf exzellent erklärt vum Rapporteur André Bauler. An och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminister Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

(Hilarité générale)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech kann dat och vun hei maachen. Ech mengen, Dir hat effektiv alleguerten och schonn e laangen Dag.

Une voix | Dir och.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dann – mir alleguerten, hat ech gesot – jo, och dem Här Bauler natierlech e grouse Merci fir säi schrëftlechen an orale Rapport. Ech mengen, d'Explikatiounen si kloer. Dat heiten ass eng ganz wichteg Saach fir eise Bankesektor. Dofir – ech mengen, dans l'intérêt de la cause – halen ech mech dann och ganz kuerz. Ech soen Iech wierklech e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Dat heiten ass eppes ganz Wichtige.

Et ass gutt, dass hei e groussem Accord op deem Projet ass. Dofir soen ech Iech och alleguerten e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech hat zwar elo direkt manner domat ze dinn. Dir hutt richtig gesot, dass dat scho méi laang amgaangen ass. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzminister Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7905. Den Text steet am Document parlementaire 7905³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7905 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix

Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Hansen, M. Max Hengel (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7944 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Democratic Republic of Ethiopia for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 juin 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 7944 iwwert d'Adoptioun vun enger Steierkonventioun mat Äthiopien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, et ass kee Geheimnis, dass eis Finanzpolitik e wichtige Piller fir d'Attraktivitéit vun onsem Land ass. Dozou gehéiere ganz vill verschidden Aspecten. An e grouse Virdeel vun eiser Finanzplaz ass, dass mir Member vun der Europäescher Union sinn an esou de Banken an Investisseuren direkt den Accès op den europäesche Bannemaart ginn. Mee fir attraktiv ze sinn an ze bleiwen, geet dat eleng net duer. Mir mussen ënner anerem awer och eis bilateral Bezéiungen ënnerhalen a weider ausbauen.

An der Finanzpolitik ass d'Zil, fir Léisungen ze fannen, déi am Interêt vun den zwee Länner sinn – wa mer bilateral schwätzen –, dat a Beräicher, déi soss net genuch reglementéiert sinn. Dat betrëfft virun allem Duebelbesteuerungsofkommissen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner negociéiert respektiv negociéiert huet.

De Grand-Duché huet iwwer 80 där Konventiounen mat Staaten aus der ganzer Welt ënnerzeechent. Dozou gehéieren zemoos eis Nopeschlänner, mee awer och Staaten, déi duerch d'ganz Welt verstreet sinn.

Dir kënnt Iech vläicht drun erënneren, dass mir am November 2021 en Duebelbesteuerungsofkommes mam Kuwait an der Chamber uegholl hunn. Effektiv sinn Duebelbesteuerungsofkommissen e wichtige Bestanddeel vun eiser Finanzpolitik, an iwwerdeems erlaben dës Konventiounen et, déi bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze stäerken. Si vereinfachen d'Echangé vu Kapital, Technologien an awer och vu Persounen.

De Fokus vun der Lëtzebuurger Regierung läit de Moment drop, fir nei Konventiounen mat afrikanesche Länner auszeschaffen. Haut dierf ech Iech de Gesetzesprojet fir d'Ratifikatioun vun der Ënnerschrëft vun der Konventioun mat Äthiopien virstellen.

Den 29. Juni zejoert hu Verrieder aus Äthiopien a vu Lëtzebuerg eng Konventioun an e Protokoll, deen dobäi gehéiert, ënnerschriwwen. Aus dem Titel geet ervir, dass d'Haaptziler dovunner sinn, d'Duebelbesteuerung op der Akommes- a Verméigenssteuer ze vermeiden an haaptsächlech och géint Steierhannerzëiung virzegoen. Dat heescht, et gëtt evitéiert, dass ee keng oder bal keng Steiere bezitt, also Steierevasioun oder Steierbedruch mécht.

Den Text vun der Konventioun baséiert op de Modeller vun den zwee Länner a respektéiert natierlech déi jeeweileg Interëten. Et ass finalement eng equilibriert Konventioun, déi d'Dispositiounen aus de Steierregimere vun den zwee Länner iwwerhëlt a gläichzäiteg den internationalen Norme Rechnung dréit. Hei schwätzen ech vun de Modeller zemoos vun der OECD, wat Lëtzebuerg betrëfft, awer och vun de Vereenten Natiounen fir Äthiopien.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Februar keng Observatiounen um Fong gemaach. D'Chambre de Commerce huet sech an hirem Avis vum 24. Februar kloer fir d'Erweiderung vum Lëtzebuurger Reseau vun Duebelbesteuerungskonventiounen ausgeschat. Si huet iwwerdeems ervirgestrich, dass dës Konventioun déi international Standarde vun der OECD respektéiert, obwuel Äthiopien net Signataire vun deem Text ass, an deem déi Standarde festgehal goufen. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëfleche Rapport souwéi déi respektiv Avisen.

Finalement dierf ech der Madamm Finanzministesche an hire Beamten aus dem Finanzministère grad wéi de Mataarbechter aus der Chamber an aus der Fraktioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. An ech ginn och den Accord vun der DP zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass nach eng Kéier den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Well den Här Arendt esou en exzellente Rapport gemaach huet, fir deen ech em Merci soen, a well den Owend scho laang ass, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An dann ass et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann et net grad esou kuerz maachen, awer bal. Natierlech soen ech och dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci fir säi Rapport. Mir wäerten och eisen Accord gi vun der LSAP.

Ech fanne just, dass wa mer haut iwwer en Duebelbesteuerungsofkommes mat Äthiopien schwätzen, et sech dann awer gehéiert, dass mer och driwwer schwätzen, wat an deene leschte Méint an Äthiopien lass war, an iwwert déi schlëmm Ausernanerzungen, déi an der Regioun vum Tigré waren, wou d'Regierung engersäits an de Front de libération du peuple op der anerer Säit unenee gerode sinn, wou et zu ganz villen Doudege kouw, wat eng ganz prekär humanitär Situatioun ass a mënschlech gesinn einfach nëmme schrecklech ass.

Bon, glécklecherweis schéngt sech de Konflikt elo lues a lues ze berouegen. D'Prisonéier sollen ausgetosch ginn an d'Truppen hu sech op béide Säiten zrëckgezunn. Ech hoffen op alle Fall, dass déi Wafferou, déi de leschte Freideg decidéiert ginn ass, den Optakt zu enger méi laangfristeger Berouegung wäert sinn, well Äthiopien huet et verdéngt, dass et am Fridde leeft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech géif och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur villmools Merci soen an den Accord vun de Gréng ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Och den Accord vun eiser Säit an e grouse Merci un de Rapporteur. Ech menge just, et ass och e bëssen de Lackmüstest. Mir hate gëschter eng Diskussioun iwwer Mënscherechter an ekonomesch Bezéiungen. Ech hu gëschter d'Éier gehat, d'Positioun vun der ADR ze erklären. Mir hu gesot, dass dat eng friddestëftend Wierkung kann hunn. Ech ginn awer dervun aus, dass déi aner Partei sech och dru moosse loossen. Déi, déi gëschter eng aner Positioun haten, misste jo eigentlech haut géint deen Accord stëmmen. Awer op jidde Fall steet d'ADR zu hirer Positioun a mir mengen, dass den Handel och e Bäitrag ka sinn, fir d'Situatioun an deene Länner ze verbesseren. Mir stëmmen dat also kohärent mat eiser eegener Positioun mat Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech weess, et ass spéit. Ech kommen awer kuerz heihinner, well ech e puer Wieder wëll heidriwwer verléieren, vu dass mer effektiv och gëschter déi Debatt haten.

An och wann hei an deene Konventiounen Klausel virgesi si géint Abusen a fir méi Informationsaustausch, bleiwen dës Konventiounen fir eis nawell problematesch, wéi Der Iech kënnt virstellen. Esou Steierkonventiounen féieren derzou, dass Kapitalakommes ëmmer manner besteiert gëtt. An dat, wou jo awer trotzdeem an deene leschte Joren ëmmer méi Stëmmen opkomm sinn, fir dass d'Kapitalakommes soll méi besteiert ginn, och am Verglach zum Akommes aus Aarbecht. Dofir stellt sech fir eis e grondleeënde Problem.

An en anere fundamentale Problem, wéi Der Iech kënnt virstellen, ass deen, dass mer awer och an Äthiopien och vu staatlecher Säit systematesch Mënscherechtsverletzung constatéieren. An dofir erlaabt mer, Iech e puer Zitater aus deenen zwee leschte Rapporten vun Amnesty International virzeliesen.

Dee vun 2020: „Les forces de sécurité ont réprimé avec violence le droit à la liberté de réunion.“ E bësse méi wäit: „Les autorités ont maintenu en détention sans inculpation des personnalités politiques de l'opposition et des journalistes pendant de longues périodes, souvent plusieurs mois. Bien que les tribunaux aient affirmé de plus en plus leur indépendance en ordonnant la libération sous caution de certaines personnalités politiques de l'opposition, il était fréquent que la police n'applique pas ces décisions.“

Dann aus dem Rapport vun 2021: „Le 8 janvier, à la suite d'affrontements entre les Forces de défense nationale éthiopiennes [...] et le Front populaire de libération du Tigré [...] aux abords de Bora [...], des soldats“, de la Force de défense nationale éthiopienne, „ont fait irruption dans des habitations de la ville et ont tué au moins 40 civils, dont des agriculteurs, des fonctionnaires et des élèves.“

E bësse méi wäit: „À Edaga Berhe, un village proche d'Aksoum, des militaires des [...] Forces de défense nationale éthiopiennes, „ont tué au moins 30 civils le 5 février“, d'lescht Joer, „deux jours après des affrontements qui ont eu lieu non loin avec des membres du FPLT.“

Ech kéint elo nach weiterfuere, mee ech mengen, Dir hutt eise Message héieren. Mir si ganz kritesch vis-à-vis vun dësem Ofkommes a wäerten och dergéint stëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och un de Rapporteur fir den ausféierleche mëndlechen a schrëfleche Rapport. Ech géif mech u sech ganz gären de Wieder vun Yves Cruchten uschlëssen, deen awer zu Recht drop higewisen huet, wéi eng Situatioun et an Äthiopie gëtt. Se war an de leschte Woche méi schlëmm wéi se de Moment ass. Mee netdestotz ass de Grenzkonflikt zwëschen der Tigré-Regioun insgesamt, mee och Äthiopien an Eritrea wäit vu geléist.

Et ass awer, mengen ech, an deem heite Fall esou, dass mer en duebele Besteuerungssaccord maachen, deen och ganz weéng Leit, wann ech mech richteg aus der Kommissioun erënneren, betrëfft, an haaptsächlech eebe Leit, déi dann och zu Lëtzebuerg geschaff hunn an duerno erëm zrëckgaange sinn. Et ass also definitiv net hire Feeler, dass de Staat, an deem se gebuer goufen, an dee se zrëckgaange sinn nom Schaffen, do an e Konflikt involvéiert war.

Mir condemnéieren dee Konflikt, mee mir sollten awer Leit, déi fréier hei zu Lëtzebuerg geschaff hunn, net nach eng Kéier besteieren, just doduerjer, well mer mat der Politik vun deem Staat net averstane sinn, an dee se zrëckgaange sinn.

Deementspreechend gi mir Piraten eisen Accord dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesche, Madamm Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci och un den Här Arendt fir säin exzellente Rapport. Et handelt sech hei ëm déi éischt Konventioun mat Äthiopien an dësen Accord bestätegt d'Efforten, déi d'Lëtzebuurger Regierung an deene leschte Jore gemaach huet, fir hire Reseau vu Steierkonventiounen no an no ze komplettéieren an ze verbesseren an

och méi Länner vun dem afrikanesche Kontinent eeben op d'Lëscht ze setzen.

Esou hu mir zum Beispill an deene leschte Méint d'Konventioun mam Cap Vert, mam Ghana, mam Ruanda ënnerschriwwen, an et ass virgesinn, dass och dëst Joer nach Negociatioun mat der Côte d'Ivoire ufänken.

Och dësen Accord mat Äthiopie beinhalt natierlech déi nei, déi international Standarder vun der OCDE, notamment d'BEPS-Elementer wéi och den Austausch vun Informatiounen, esou wéi eis Politique conventionnelle dat säit enger Rei Jore scho virgesäit.

Eng weider gutt Noriicht ass déi, dass och d'Fonds d'investissement vun dëser Konventioun couvréiert sinn. Wéi den Här Arendt et och mentionéiert huet, ass dëst eng equilibréiert Konventioun, déi eeben Elementer vun de Konventiounsmodelle vu béide Länner iwwerhëlt an deemno och déi jeeweileg Interëte respektéiert.

Et freet mech, dass dës Konventioun e breede Konsens hei fënnt. Ech mengen, mir sinn eis bewusst, wat d'Situatioun sur place ugeet am Tigré, dat ass mentionéiert ginn. Ech hoffen natierlech och, dass déi prekär Situatioun, déi mer do kennen, sech leet. Mir sinn eis där Atrocitéite bewusst, déi do och iwwer Jore stattfonnt hunn. Ech mengen, mir hoffen, dass dat sech leet am Interêt vum Land.

Ech mengen dat heiten ass trotzdeem eng wichteg Konventioun an ech soen Iech Merci fir de Soutien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7944. Den Text steet am Document parlementaire 7944³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7944 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Gilles Roth), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Tess Burton), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7273 – Projet de loi relative aux contrôles officiels des produits agricoles et portant abrogation de :

1° la loi modifiée du 24 juillet 1909 sur le régime des vins et boissons similaires ;

2° la loi du 8 juin 1984 fixant le cadre général pour l'établissement des règles concernant la commercialisation du bétail de boucherie

Mir kommen elo zum Projet de loi 7273 iwwert d'Kontroll vun der Qualitéit vun de landwirtschaftleche Produkter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton, ass scho prett fir hire Rapport.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Mir kommen da bei dee leschte Projet de loi fir haut.

(Brouhaha)

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewensmittelsécherheet ass e wichtige Beräich vun der gemeinsamer europäescher Politik. D'Zil vun der Politik ass et, engersäits d'Gesondheet vu Mënschen an Déieren ze schützen an de Konsumenteschutz ze stäerken. Anerersäits geet et och dorëm, derfir ze suergen, dass am europäesche Bannemaart iwwerall déi selwecht Reegelen agehale ginn.

An deene leschte Jore gouf et vill Reformen an deem Beräich, net zulescht als Reaktioun op eng Rei Liewensmittelskandalen. De reglementaresche Kader vun der EU ass ganz komplex. E betrëfft déi ganz Kette vun der Produktioun vu Liewens- a Fuddermittelen a schléisst och de Planzeschutz mat an.

Dat geet vun de Produktiounsmethoden iwwert d'Hygiènesbestëmmunge bis zum Etiquetage an der korrekter Informatioun vun de Verbraucher. Gréisstendeels geschitt dat iwwer EU-Reglementer, déi direkt applikabel sinn. Dës Bestëmmunge mussen deemno net an nationaal Recht ëmgesat ginn, fir a Kraaft ze trieden.

Allerdéngs mussen d'Memberstaaten derfir suergen, dass dës Reegelen agehale ginn. Si mussen e rechtliche Kader schafen, dee garantéiert, dass d'EU-Reglementer korrekt ugewannt an ëmgesat kënnen ginn.

D'Memberstaate mussen gesetzlech festleeën, wat fir eng Verwaltungen zoustänneg sinn, fir déi néideg Kontrollen duerchzeféieren. Per Gesetz mussen och Strofe festgeluecht ginn, fir d'Verstéiss géint d'Gesetz ze sanktionéieren. Dës Strofe sollen net nëmme verhältnisméisseg, mee och ofschreckend sinn, fir dass d'Liewensmittelsécherheet effektiv garantéiert ka ginn.

De Projet de loi, iwwert dee mir haut ofstëmme, gouf den 28. März 2018 deposéiert. En huet als Zil, en Deel vun dese Reegelen, déi am Moment an ënnerschiddleche Gesetzter a Reglementer ermëzefanne sinn, an engem Text ze regroupéieren. Op dës Manéier sollen d'Reegele méi kohärent a besser novollzéierbar si fir déi Leit, déi se mussen uwenden.

Dësen Text, dee sech op d'Agrarprodukter bezitt, ass complémentaire zum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert d'Kontrollen an d'Sanktiounen vun de Liewensmittelen. Eng weesentlech Kritik vum Staatsrot un dësem initialen Text war déi, dass de Champ d'application vun deenen zwee Gesetzter net kloer genuch vunenee getrennt wier.

D'Regierung huet mat enger Rei vun Amendementen Métt Abrëll d'lescht Joer déi néideg Präzisiounen an de Projet de loi ageschriwwen. Opgrond vum Avis complémentaire vum Staatsrot huet d'Kommissioun nach eemol Amendementer agereecht, soudass de Staatsrot den 8. März säin Accord zum Projet konnt ginn. D'Kommissioun huet dunn de 24. März de Rapport ugeholl.

Bei enger leschter Relecture vum Text ass awer leider nach eng kleng Erreur matérielle opgefall. Bei verschiddeenen EU-Reglementer stoung de Kierzel fir „numéro“, also e klengen „n“ mat engem klengen héichgestallten „o“ virdrun, wat esou net korrekt ass. Mir hunn dat schnell geännert an de Mueren ass den entsprechende Bréif och nach un de Staatsrot gaangen. De Staatsrot huet eis den Accord zu där klenger Verbesserung mëndlech scho matgedeelt, mee dat, wéi gesot, ass eng Erreur matérielle, op déi muer vum Staatsrot déi schrëftlech Äntwert wäert kommen.

Här President, generell muss ee soen, dass et am Beräich vun der Liewensmittelsécherheet iwwert déi lescht Joren eng staark Evoloutioun gëtt. D'Erwaardunge vun de Konsumenten hu sech nämlech verännert.

Fréier goung et virun allem dorëm sécherzestellen, dass eis Liewensmittelen gesond sinn. Ëmmer méi Leit wëllen haut awer och wëssen, wéi d'Liewensmittelen produzéiert ginn.

(Interruption)

Si verlaangen, dass d'Déieren aartgerecht gehale ginn an dass dem Ëmweltschutz Rechnung gedroe gëtt. Si wëllen och ëmmer méi oft Informatiounen doriwwer hunn, wou d'Liewensmittelen hierkommen. Dës Tendenz fanne sech ëmmer méi staark och an den EU-Reglementer erëm. An och zu Lëtzebuerg passe mer eis Legislatioun un dës Entwécklung un.

Ënner anerem bedeit dat, dass Beräicher, déi fréier kloer getrennt waren, zesummegefouert mussen ginn, Kompetenzen, déi fréier ganz onofhängeg vunenee am Gesondheitsministère respektiv am Landwirtschaftsministère oder beim Konsumenteschutz ugedelt waren, sinn an deene leschte Jore méi no unenee erugefouert ginn. An dese Prozess ass nach net ofgeschloss.

E weidere Projet de loi ass jo nach um Instanzewee, deen d'Schafung vun enger neier Agence vétérinaire et alimentaire virgesäit.

Här President, de Projet iwwert d'Kontroll vun den Agrarprodukter, deen hei virläit, ass am Kader vun deem Prozess ze gesinn. Et ass e Schratt hin zu méi enger harmoniséierter an transparenter Organisatioun vun de Kontrollen am Interessi vun der Qualitéit an der Sécherheet vun de Liewensmittelen. Dës Entwécklung wäert sécher nach weidergoen. Dat entsprécht och dem Wonsch vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, déi an hiren Aweise bedauert hunn, dass net elo schonn all d'Dispositiounen zu de Kontrollen an engem eenzegen Text zesummegefaasst konnte ginn.

Dese Projet de loi applizéiert sech speziell op landwirtschaftleche Produkter, déi als Iesswuere verkaf ginn an déi an der Annex 1 vum Traité zum Fonctionnement vun der Europäescher Unioun opgezielt sinn. Dat ass eng ganz laang Lëscht vu Produkter, déi ënner anerem Fleesch, Fësch, Mëlchprodukter, Planzen, Kären, Geméis, Uebst an esou weider abschléisst.

De Projet de loi gëllt och fir Agrarprodukter aus enger biologescher Produktioun a fir landwirtschaftlech Produkter mat enger geschützter Originn, mat enger geschützter geografescher Bezeichnung oder garantéiert traditionell Spezialitéiten.

D'Lëscht vum deene verschiddenen Zorte vum Agrarprodukten, déi an de Champs d'application vum Projet de loi falen, sinn iwwerholl aus de jeeweilegen EU-Reglementer, op déi am Projet de loi explizitt Referenz gemaach gëtt.

Et geet hei souwuel ëm Produkter vu Lëtzebuerg wéi ëm Importer aus aneren EU-Länner oder aus Drëttstaaten an och ëm Produkter, déi fir den Export bestëmmt sinn.

De Projet de loi hält fest, dass de Landwirtschaftsminister déi kompetent Autoritéit ass an definéiert déi zoustänneg Administratioun fir d'Kontrollen. Konkreet sinn dat d'Administration des services techniques de l'agriculture, d'ASTA, den SER, de Service d'économie rurale an den IVV, also den Institut viti-vinicole.

De Minister huet doriwier eraus awer och d'Méiglechkeet, Kontrolle vun Agrarprodukter vun anere Verwaltungen oder Organismen duerchféieren ze loossen. Den Text enthält Bestëmmungen iwwert d'Rechter vun deenen, déi d'Kontrolle maachen an iwwert den Enregistrement an den Agreement vun de Leit, déi ënnert déi verschidde Reglementer falen.

D'Héicht vun den Taxe fir d'Kontrolle ginn iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht. D'Recherche an d'Feststellung vu Verstéiss ginn am Projet de loi gereegelt, genau esou wéi d'Moossnamen, déi an enger Urgencesituatioun ergraff kënnen ginn an d'Sanktiounen. D'Strofe sinn entspriechend der Gravitéit vum Verstouss an zwou Kategorien ënnerdeelt. Fir déi méi kleng Verstéiss sinn Amendé vun 150 bis 2.000 Euro virgesinn. Dës kënnen och iwwert de Wee vun engem Avertissement taxé gereegelt ginn, wann dee Schëllege bereet ass, d'Strof direkt ze bezuelen. Op dës Manéier kënnen eng Rei méi kleng Verstéiss direkt bestrooft ginn.

Domadder wier ech um Enn vum Rapport. Ech géif dann nach ofschléissend den Accord vu menger Fraktioun ginn an ech soen Iech villmools Merci fir d'No-lauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Tess Burton.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Rapportrice e grouesse Merci an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Zu deem Gesetz hei wier jo nach munches ze soen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Nee.

M. Gusty Graas (DP) | Ech weess awer, dass mindestens eng Persoun heibannen ass, déi immens vill haut geschafft huet a ganz midd ass an net opgeluecht ass, fir nach laange Rieden nozelauschteren. Duerfir halen ech mech dann och kuerz an ech ginn dann an deem Sënn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soen der Madamm Burton villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Jo, och wéi bei de Gesetzer virdu géif et natierlech hei eppes ze soe ginn, mee ech maachen et dann och wéi d'Virriedner an ech soen der Rapportrice villmools Merci an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An dann dat selwecht vum Här Jeff Engelen.

(Hilarité)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot an ech ginn dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu deemem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschafts... O, d'Madamm Myriam Cecchetti.

Plusieurs voix | A!

Une voix | ... d'Madamm Cecchetti vergiess.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Also elo zur Strof kommen ech mat enger Ried vu véier Säiten.

(Hilarité)

Nee, nee, nee, ech maachen dat net.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, Dir hutt maximum fënnf Minutten.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hu mech gutt virbereet, well et ganz vill ... Jo, fënnf Minutten an no zielef Sekonne kréien ech scho geschellt, Jo, jo, jo. Nee, ech hu mech gutt virbereet op dee Gesetzesprojet. Et gëtt wierklech nach ganz vill ze soen, mee ech maachen et och kuerz. Mir stëmmen dat Gesetz natierlech mat. Et ass iwwert den europäeschen Agrarmarché gereegelt, mee et wier wierklech nach ganz vill derzou ze soen. Mee do kënnen mir och leider keen Afloss drop huelen. A mir gi just eisen Accord dann zu deemem Gesetz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

An da ginn ech d'Wuert un de Landwirtschaftsminister, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Madamm Burton, villmools merci fir Äre schéine schrëftleche Rapport, och de mëndlechen exzellente Rapport. An da géif ech dem Här Graas Merci soen, dass e Rücksicht op eng midd Persoun hält.

(Hilarité)

An ech soen Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7273. Den Text steet am Document parlementaire 7273¹³.

Wéi eis d'Rapportrice virdrun drop higewisen huet, huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach. Beim Punkt 10 vum Artikel 3 gëtt d'Ofkierzung „numéro“ gestrach. Fir d'Kohärenz

vun der Terminologie ze garantéieren, sinn déi aner Referenzen am Text och geännert ginn.

De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7273 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7273 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Lies), Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Tess Burton), Mme Lydia Mutsch (par M. Carlo Weber) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. Résolution de M. Gilles Roth concernant l'institution d'une commission spéciale « Tripartite »

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 52 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zum Vott iwwert d'Resolutioun, déi vum Här Gilles Roth deposéiert ginn ass an déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten ënnerschriwwen ginn ass.

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

16. Institution de la Commission spéciale « Tripartite »

Et gi follgend Leit proposéiert fir dës Kommissioun: den Här Guy Arendt, den Här André Bauler, den Här Gilles Baum, den Här François Benoy, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Sven Clement, den Här Yves Cruchten, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Martine Hansen, den Här Fernand Kartheiser, den Här Dan Kersch, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Laurent Mosar, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen? Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Vote

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Kommissioun ...

(Interruption et concertation interne)

Mir müssen e Vott maachen tëschent ...

Plusieurs voix | A!

(Concertation interne)

M. Fernand Etgen, Président | Also, duerch d'Resolutioun, déi mer elo grad ugeholl hunn, huet d'Chamber decidéiert, eng Spezialkommissioun „Tripartite“ an d'Liewen ze ruffen. Dës Kommissioun besteet aus 15 Memberen an net, wéi ech elo virdrun opgezielt hunn, 16 Memberen. Deemno muss d'Chamber laut Artikel 22 (2) e Vott maachen, fir 15 Kandidaten ze designéieren.

Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens 15 Kandidaturen daäfen ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig. Deelt wannechgegift d'Stëmmziedelen aus an ech maachen duerno den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzésammelen.

(Concertation interne)

En attendant, datt d'Stëmmziedelen duerch d'Maschinn ginn, kënnen mer nach déi zwou Motiounen, déi d'ADR-Fraktioun deposéiert hat, drunhuelen?

(Assentiment)

17. Motion de M. Jeff Engelen concernant l'intervention humanitaire en Ukraine

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 75 de ce compte rendu)

Fir d'éischt kéime mer dann zur Motioun, an där gefrot gëtt, datt d'Regierung bei de Konfliktparteie fir humanitär Korridoren antrëtt. An d'Wuert zu dëser Motioun freet d'Madamm Stéphanie Empain.

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Mir si grad bei de Motiounen. Ech wëll dann haut den Owend och nach eppes géint dat 31-29-Trauma do maachen. Mir hunn eis déi Motioun do ugekuckt. Do ass elo näischt dran, bei deem mer géife soen, et wär extrem problematesch. Do misst ee vläicht just kucken, wat realistesch machbar ass herno an der Praxis, mee u sech géife mer dës Motioun da matstëmmen an da géif ech proposéieren, dass mer am Kader vun enger nächster Kommissiounssëtzung vläicht eng Kéier drop zrëckkomme fir ze kucken, wat genau dat elo an der Realitéit bedeit.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Mir stëmmen dës Motioun och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Gëtt et nach weider Wuertmeldungen? D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Merci och fir dës Motioun. Natierlech droe mir déi och mat. A mir hoffe just, dass mer och esou eng änlech Motioun kréien, wa mer déi nächste Kéier esou e Fall hu vun esou engem Invasiounskrich a Migratiounswellen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech mengen, et ass wierklech just, Här President, fir Merci ze soen, datt mer an esou enger Fro wéi där heiter wierklech méi oder manner e Konsens fannen. Ech mengen, dat ass wierklech e positiiv Zeechen. Et geet hei ëm eng wichteg humanitär Initiativ. Mir kënnen Leit vläicht domadder medezinnesch hëllefen. An ech wollt just jidderengem heibanne Merci soen am Numm vun der ADR, datt se dat hei awer matstëmmen an datt mer hei an engem konstruktive Geescht déi Saache kënnen behandelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Kënnen mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wie mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

18. Motion de M. Jeff Engelen concernant l'autorisation de la pratique de radiodiagnostic au Centre médical Potaschberg

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 76 de ce compte rendu)

Da géife mer awer och nach déi aner Motioun direkt huelen. Dat ass am Fong geholl déi, an där gefrot gëtt, de Betrib vun Radiodiagnostic am Centre médical Potaschberg direkt zouzeloossen. Do huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Bon, selbstverständlech beim allem Versteesdemech fir all Propositionen, fir an deene verschiddene Regiounen déi medezinnesch Strukturen ze verbesseren, kënnen mer déi heite Motioun net matstëmmen, well eng Rei vu falsche Premissen dra sinn.

Éischtens gëtt hei gesot, dass „d'Gesondheitsministesch de Betrib vun ambulante medezinnesche Strukturen blockéiert“. Fait ass, dass d'Spidolsgesetz ausserhalb vun de Spideeler keng Diagnostikzentere erlaabt. D'Gesondheitsministesch applizéiert also hei just d'Spidolsgesetz.

D'Cour constitutionnelle huet net decidéiert, dass déi Apparature kënnen ageriicht ginn, d'Cour constitutionnelle huet just gesot, dass de Refus vun engem fréiere Gesondheitsminister, fir d'Ergebnis ze ginn,

op enger falscher Basis geholl ginn ass, op engem Reglement, an d'Constitutioun virgesäit, dass esou Decisiounen müssen iwwer Gesetz ofgeséichert sinn.

Dann ass et falsch, dass déi radiodiagnostesch Zentere einfach esou kéinten opgemaach ginn. Et deet mer leed, ech hu virdrun drop higewisen, dass d'Spidolsgesetz dat virgesäit. An et ass och net d'Santé als Ressortministère, déi d'Autorisatioun ginn huet, et ass just: D'ITM huet festgestallt, dass déi technesch Konditiounen vun deenen Apparater an der Rei sinn, an de Straleschutz huet festgestallt, dass se vum Straleschutz hier an der Rei sinn.

Dann ass et och falsch, dass d'Gesondheitsministesch gesot huet, deen dierft net opgoen, well keng Tariffer do wäeren. Nee, d'Gesondheitsministesch huet sech op d'Spidolsgesetz beruff. Richteg ass och net, dass et keng Tariffer gëtt, mee hei ginn Tariffer gefrot, déi och déi technesch Akte géife matabegräifen. An déi sinn am Moment net festgeluecht. Do ass eng Demande, fir dat an der Commission de nomenclature festzeleeën.

Duerfir mengen ech: Eng Motioun, déi géif opferderen, en Zenter opzemaachen, dee contraire ass zum Spidolsgesetz, dee géif opmaachen, ouni dass eng Tarifikatioun do wär, déi am Interêt vum Patient wär, ass fir eis net ze verrieden.

Mir sinn der Meenung, dass déi dote Fro a Rou soll gekläert ginn, esou wéi dat um Gesondheitsdësch geschitt, esou wéi dat och a preparéierten Texter, Gesetzesännerunge soll geschéien: no klöre Krittäre, no regionale Krittäre – also no bei de Patienten, do si mir selbstverständlech mat derbäi –, déi also och op reell Besoinen ausgeriicht sinn, opgrond vu Waardezäiten, déi exzessiv sinn oder déi net bestinn, mat enger Continuité des soins, dat heescht, dass net nëmme während de lukrative Stonnen esou en Zenter fonctionéiert, mee dass d'Verbindung mat de Spideeler muss fonctionéieren, dass dat Personal ënnert deene Konditiounen do soll sinn, wéi dat noutwendeg ass, fir esou komplex Zentere fonctionéieren ze loossen.

Voilà! Ech mengen, ech hätt eng ganz Rei vun Argumenter ginn, déi géint d'Motioun an der jëtzegeger Form schwätzen. Wa mer se géifen unhuelen, géif d'Chamber sech eigentlech fir e Verstouss géint d'bestoend Gesetzgebung ausschätzen, an dat kënnen mer net maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. D'CSV ass also fir den Ausbau respektiv d'Ouverture vun esou diagnostesch Zentere mat IRMen, nottamment deen zu Gréiwemaacher. Eise Kolleg, den Deputéierte Léon Gloden, deen och Buergermeeschter vu Gréiwemaacher ass, huet sech vill an oft a laang derfir agesat. Dat emol, fir kloer de Kader ze setzen.

Zu dëser Motioun wëll ech soen, datt awer eng Rei Saachen, esou wéi se hei formuléiert sinn, an eisen Aen net esou kënnen matgedroe ginn. Mir si fir d'Ouverture vun deem Centre médical Potaschberg, ënner Konditiounen. D'Konditioun ass, datt en Tarif awer soll bestoen.

Ech wëll awer och dem Här Di Bartolomeo soen, datt ech net der Meenung sinn, datt dat alles soll a Rou a mat Calme an elo mat der Zäit gemaach ginn. Virun zwee oder dräi Joer haten déi Diskussiounen schonn ugefaangen ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... an déi hätte viru Méint scho kënnen ofgeschloss ginn. An eisen Aen hätt deen

Tariff scho laang missen do sinn a misst déi Autorisation och elo scho kënnen kommen. An eisen Aen ass déi ganz Autorisationsprozedur absolutt verschleeft ginn. An dat ass e Problem, deen d'Regierung sech selwer kreéiert huet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dat ass fir eis och e grouse politesche Feeler gewiescht, deen déi Situation wierklech net besser gemaach huet.

Mir sinn och der Meenung, dass eng Rei Konditione mussen dru gebonne ginn. Ech hunn déi déi leschte Kéier an där Diskussioun, déi mer iwwert den Ambulatoire hei gefouert hunn, och kloer gesot. Éischtens: Konventionne mat Spideeler respektiv sech och un d'Kollektivvertrag halen. Ech weess awer elo, dass eng Rei Diskussiounen do amgaange sinn, déi och gutt gefouert sinn. Ech hoffen, dass dat dann och esou schnell wéi méiglech sech positiv ofschléisse kann. An ech hoffen haaptsächlech, dass déi Tariffer elo esou schnell wéi méiglech dann an der Commission de nomenclature decidéiert ginn.

Dat ass eis kloer Position. Esou wéi et hei formuléiert ass, kënnen mer et awer net matdroen. Mir wäerten eis enthalte bei dësem Vott.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och fir dës Motioun. Ech wäert e bëssle méi kuerz si wéi den honorabelen Här Di Bartolomeo. Ech ginn him awer Recht op ganz ville Punkten. Mir hate jo eréischt viru Kuerzem eng Debat hei an der Chamber, an där eigentlech alles ganz kloer gesot gouf, och vun der Ministesch. An ech géif mech deem ralliéieren. Mir si ganz frou, dass si dee Moment ganz kloer Wieder fonnt huet fir ze soen, dass si déi Autorisation net gëtt op der Basis vun dem Spidolsgesetz. Dat ass ganz kloer.

Mir regrettéieren och, dass déi Position relativ spéit koom. Déi hätt effektiv, wéi den Här Wiseler sot, kënnen an deene leschten zwee, dräi Joer scho kommen. Mee mir fannen dat awer déi richteg Position a sinn och der Meenung, dass déi IRMe sollen an effentlecher Hand bliwen, eeben och an de Spideeler, si kënnen awer natierlech och ambulanz via Antennen agesat ginn. Mee dat ass eng Diskussioun, déi nach komme wäert.

An deemno wäerte mir hei dergéint stëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Engersäits weist dat heite kloer, dass sech Privatinvestisseure fonnt hunn, fir en IRM an den Osten ze setzen. Dat weist, dass et e Besoin gëtt, well et geet keen hin an investéiert säin eegent Geld, wann et kee Besoin gëtt. Dat ass, mengen ech, den éischte Constat, deen ee muss stellen. An deementspreechend muss mer eppes maachen, fir dee Besoin ze befriddegen. Et ass awer de falsche Wee, fir d'Päerd de falsche Wee opzesuedelen an elo wëllen eppes ze forcéieren, wou d'gesetzlech Basis net do ass a wou och den Tariff net do ass.

Mir sinn als Piraten fir eng staark effentlech Gesondheetsversuergung an net fir eng Privatiséierung vun Gesondheetswiesen. An deementspreechend feelt eis an deem heite Kontext e bëssen den Iwwerbléck, éischtens och, wéi déi genau Verhältnissen an där

Struktur sinn, well do gëtt et och ënnerschiddlech Erzielungen, déi een aus der Press kann zéien. Engersäits gëtt gesot, et wäeren nëmmen Dokter, déi alleguerten exercéieren däerfen, déi Proprietär vun deem Gerät wäeren. Anersäits gëtt vun Investore geschwat, déi net Dokter wäeren.

Mir feelt Stand haut den Iwwerbléck iwwert déi Situation. An deementspreechend kënnen mir eis haut och net prononcéieren, wéi een dat am einfachste kéint denouéieren. Et soll een et séier maachen. Mee mir wäerten eis haut hei enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da kritt d'Wuert den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass net den Auteur, awer den Auteur huet mech chargéiert, just zwee Wierder doriwwer ze soen, Här President. Ech wollt soen: Dat heiten ass awer elo eng Diskussioun ënner eis, an där mer awer ganz vill mierken, wou d'Realitéite leien.

Mir hunn, wéi vill aner Leit, natierlech dat heite verfollegt. An ech wëll ganz kloer soen, dass d'ADR et och als ganz wichteg an och als dréngend ugesäit, dass mer déi medezinesch Versuergung am Oste verbesseren. Dat ass ganz kloer.

Mee mir hunn och festgestallt a mir hunn och héieren, dass eng Rei vun de Majoritéitsdeputéierte sech och ganz vehement derfir agesat hunn. An ech wëll just soen, dass ech mer awer erwaarden, dass wéinstens si dat heite matstëmmen. Ech wëll och hei, well mer awer am Geescht vun engem Komproméss wëlle schaffen, dräi Saache soen.

Déi éischt ass, dass mer gär hätten, dass déi Motioun hei verstane gëtt als dat, wat et ass: e Signal, dass déi Diskussioun soll séier viru goen. Et ass dofir, wou mer se tabléiert hunn. Et geet eis e bëssen duer, wéi villen anere Leit och, mat deenen éiwegen Argumenter, fir dat ze retardéieren, op déi laang Bänk ze schiben, nei Argumenter ze fannen, fir et net ze maachen. Mir hätte gär, dass Decisiounen geholl ginn an dass se séier geholl ginn.

Dofir wëll ech och, zweetens, soen, dass mer prett sinn, fir Amendementer am Text ze maachen. Den Här Mars Di Bartolomeo kennt den Dossier wonnerbar. En huet dat elo nees gewisen, huet an de Consideranten eng Rei Problemer gesinn. Mee mir kënnen och all Consideranten ewechloossen a mir kënnen just soen: „D'Chamber fuerdert d'Regierung op, deen doten Tariff anzeféieren an d'Autorisation ze ginn.“

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dann hu mer absolutt ... Jo, dann hu mer awer absolutt all déi Suergen, déi de Mars ...

Här Minister, Här Minister, et ass esou, dass d'Deputéiert schwätzen an da kritt d'Regierung d'Wuert. An ech géif och dat hei anhalen. Mee de Punkt ass, dass mir absolutt bereet sinn, déi problematesch Formulierung, déi den Här Mars Di Bartolomeo fonnt huet, ewechzeloossen.

An dat Drëtt ass: Wa mer iergendwéi hei eng aner Komproméssformel haut elo fannen oder se an d'Kommission weisen, fir dass mer an der Presenz vun der Madamm Gesondheetsminister dat hei kënnen diskutéieren, si mir och d'accord. Mee ech wëll hei soen, et geet eis net drëm, déi heite Formulierung elo festzehalen. Et geet eis drëm, dass mer zu enger Decisioun kommen, dass mer den IRM do kënnen a Betrib huelen. Dat ass eist Zil! A wéi mer dat formuléieren, do si mer flexibel.

Awer déi Manöveren, fir et net ze maachen, well et politesch vu Verschiddenen net gewollt ass – esou gesäit et nämlech aus –, dat wëlle mir net matmaachen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Claude Wiseler freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also ech weess net, ob mer elo sollen ufänken ze reformuléieren. Mee ech fannen awer, dass déi aner Proposition, fir se net ofzestëmmen a se an d'Kommission ze verweisen, duerchaus an eisen Ae séinnvoll ass.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Mir hunn de Message verstanen. Dat hei ass dee falsche Vecteur, well hei méi falsch Informatiounen dra si wéi richteger. An ech géif proposéieren, wann d'ADR se oprechterhält, dass mer se ofleenen.

Ech wollt just mengem Kolleeg, dem Wiseler Claude, soen, dass d'Haaptbarriär, woufir esou en Zenter net kann opgoen, ass, dass mir sengerzäit an der Regierung, wéi mer zesummesouzen – am Spidolsgesetz, an der Gesondheitsreform –, zesummen decidéiert hunn, dass esou Diagnostikzentere net ausserhalb vun de Spideeler sollen opgemaach ginn; ...

(Brouhaha et interruptions)

... just als Erënnerung, just als Erënnerung un eng schéi gemeinsam Zäit.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, Dir waart Gesondheetsminister.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Dann huet den Här Minister Claude Haagen d'Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, ech hu mer dat ugelauschtert an ech sinn e bëssen erstaunt, Här Wiseler, dass Der elo kommt, fir dann ze soen, fir dat an d'Kommission ze verweisen. Erënnert Iech: Dir hutt et selwer gesot, dass viru zwou, dräi Wochen – d'Madamm Oberweis huet dat jo och bestätegt – hei en Debat war, deen Der selwer ugefrot hat. D'Konklusiounen vun deem Debat waren – notamment elo, wou jiddwereen domat d'accord ass –, dass mer an déi Richtung ginn.

Wou ech Iech Recht ginn, dass ass, normalerweis ass et jo elo esou, dass ech d'Fonctionnement fréier als Deputéierte verstanen hunn an als Regierungsmember: dass deen, dee schwätzt, d'Wuert huet, an déi aner kënnen duerno reagéieren.

(Interruption)

Dat hutt Der mer virdrun awer gesot.

Gutt. Ech wëll just soen, dass mer als Regierung op deen dote Wee ginn. Déi Konklusiounen, déi do festgehale ginn, déi si jo aus deem Debat erauskomm an ech war jo och an deem Debat derbäi. Do huet och d'Gesondheetsministesch bestätegt, dass mer als Regierung op dee Wee géife goen, fir dat esou séier wéi méiglech ze maachen. Et ass e Projet de loi an Aarbecht, dee no drun ass, dass en deposéiert gëtt.

Ech wëll och soen, dass hei d'Regierung net kann Tariffer fixéieren. Et ass ëmmer, wéi den Här Wiseler gesot huet, eng Commission de nomenclature. Et ass och net de Minister, deen dat ka fixéieren, mee dat geet aus den Negociatiounen tëschent, an deem Fall, der AMMD, der CNS an de Vertrieeder vun Staat ervir, well déi paritär besat sinn.

An zum Schluss wëll ech nach soen, dass an deene leschte Jore véier IRMe bäikomm sinn. Dat heescht, mir si vu siwen op eelef eropgaangen. Wann am

Osten e Besoin ass, da wäert deem Rechnung gedroe ginn, compte tenu vun der Répartition géographique am Kader vun der Santé, déi um Gesondheedsdësch natierlech och ausgeschafft gëtt.

An ech kann Iech soen, datt mer relativ zügeg dee Projet de loi och elo wäerten deposéieren. Dofir sinn ech der Meenung a géif ech proposéieren, fir déi Motioun hei net unzehuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Haagen. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knoff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Carlo Weber), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Marc Lies), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

19. Institution de la Commission spéciale « Tripartite » (suite)

Da kënne mer elo zum Vott vun de Membere vun der Commission spéciale „Tripartite“ kommen. Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Vote secret

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique suspendue à 21.13 heures.)

(La séance publique est reprise à 21.29 heures.)

D'Sitzung fänkt erëm un.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 43, gültig Stëmmziedelen: 43, absolut Majoritéit: 23.

Här Guy Arendt: 43 Stëmmen,

Här André Bauler: 43 Stëmmen,

Här Gilles Baum: 43 Stëmmen,

Här François Benoy: 39 Stëmmen,

Madamm Myriam Cecchetti: 22 Stëmmen,

Här Sven Clement: 26 Stëmmen,

Här Yves Cruchten: 43 Stëmmen,

Här Mars Di Bartolomeo: 43 Stëmmen,

Madamm Martine Hansen: 42 Stëmmen,

Här Fernand Kartheiser: 30 Stëmmen,

Här Dan Kersch: 40 Stëmmen,

Madamm Josée Lorsché: 43 Stëmmen,

Här Laurent Mosar: 43 Stëmmen,

Här Gilles Roth: 43 Stëmmen,

Här Marc Spautz: 43 Stëmmen,

Här Claude Wiseler: 43 Stëmmen.

Dat heescht, déi 15 éischt, déi sinn domadder gewielt. Net gewielt ass dann d'Madamm Myriam Cecchetti. Ech soen Iech Merci.

(La Commission spéciale « Tripartite » est composée des membres suivants : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. François Benoy, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler.)

Déi nächst Sitzung sinn de 26., 27. an 28. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 21.31 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Accès aux centres de recyclage	6197	Laurent Mosar, Paul Galles	88	Bruit routier le long de l'A3	6336	Marc Goergen	94
Conseil national des programmes	6198	Martine Hansen	88	Sécurité dans le nouveau stade de football	6339	Fred Keup	94
Capacité des maternités	6286	Martine Hansen, Max Hengel, Claude Wiseler	88	Classification de la commune de Parc	6341	André Bauler	94
Circulation inter-files en moto	6314	Marc Goergen	88	Hosingen en tant que centre de développement et d'attraction régional			
Impact de la fin du lockdown à Shanghai sur le secteur logistique	6317	Fernand Kartheiser	89	Vaccination contre la pneumonie	6342	Marc Spautz	95
Visite récente au Rwanda	6319	Nathalie Oberweis	89	Reconnaissance de maladies professionnelles	6343	Myriam Cecchetti	95
Tarifs de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN)	6321	Sven Clement	90	Personnel enseignant de la formation professionnelle	6344	Fred Keup	96
Barèmes de l'impôt	6322	Fernand Kartheiser	91	Nomination des consuls honoraires en Russie	6345	Laurent Mosar	96
Agriculture sans vaches	6324	Gusty Graas	91	Plaques d'immatriculation	6347	Marc Goergen	97
Radars-tronçons sur l'A7	6326	Max Hahn	92	Rapatriment familial	6349	Paul Galles	97
Vaccination contre la variole du singe	6328	Claude Wiseler	92	Propositions du FMI concernant le marché immobilier	6354	Sven Clement	97
Bureau de POST Luxembourg à Echternach	6329	Carole Hartmann	92	Propositions du FMI concernant la fonction publique	6358	Sven Clement	98
Protection des animaux dans les entreprises agroalimentaires	6330	Marc Goergen	92	Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétinge	6362	Marc Goergen	99
Bretelle d'accès à l'autoroute A13 près de Schengen	6331	Marc Goergen	93	Sécurité dans le nouveau stade de football	6364	Sven Clement, Marc Goergen	99
Structures dédiées à l'accueil d'enfants et de jeunes en situation de détresse	6335	Yves Cruchten	93				

Accès aux centres de recyclage | Question 6197 (16/05/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Paul Galles** (CSV)

An de Recyclingszentere vum SIDEK kann een onsen Informatiounen no aus Sécherheetsgrënn nëmme mat engem Auto säin Offall entsueren. Domadder kann ee Bierger, deen ze Fouss ënnerwee ass, net ouni Weideres säi recyclyierten Offall an dem Recyclingszenter ofginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Ministesch dës Informatiounen bestätegen? A gëllt dës Reegel och fir déi aner Offallsyndikater?

2. Wat fir Sécherheetsgrënn sinn dofir verantwortlech, dass een net ze Fouss därer an de Recyclingszenter?

3. Wëll een dës Praxis an Zukunft maachen? Wa jo, wéi eng Mesurë solle geholl ginn a wéini?

Réponse (01/07/2022) de **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De SIDEK huet op Nofro dës Informatiounen confirméiert.

Et ass awer keng allgemeng, landeswäit Reegel, dass een nëmme mam Auto säin Offall entsueren därer. De Règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions des déchets ménagers, encombrants ou assimilés, deen och fir déi aner Offallsyndikater gëllt, gesäit eng ganz Rëtsch Obligatiounen vir, un déi sech ee Containerpark oder ee Recyclingpark hale muss. Den Artikel 6 vun dësem groussherzogleche Règlement seet beispillsweis, dass d'Installatioun vun engem Containerpark, sou wäit et méiglech ass, op enger Plaz an der Géigend vun enger Strooss oder no bei engem Site soll sinn, deen einfach fir de Public zougängelech ass oder allgemeng vu ville Leit frequentéiert gëtt. Och soll de Containerpark esou situéiert sinn, dass vun him méiglechst wéineg Nuisancen ausginn. Et gëtt an deem Text net gesot, dass den Accès fir Foussgänger net erlaabt ass. D'Gemengen an d'Syndicater leeën d'Modalitéite vum Accès vun de Containerparken en fonction vun de lokale Gegebenheete fest.

ad 2. D'Recyclingzentere vum SIDEK verfüegen zurzäit nëmme iwwer een Zougangsweg. Wann dës vu motoriséierte Gefierer a Foussgänger gläichzäiteg genotzt gëtt, féiert dat zu enger Gefäerdung vun de Foussgänger duerch d'Gefierer, zum Beispill duerch Kollisioun.

D'Sécherheetsmodalitéite fir ee Foussgängerzougang sinn am Texte coordonné du 3 novembre 1995 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique oder an der Virschreift ITM-SST 1501.5 vun der Inspection du travail et des mines (ITM) définéiert.

ad 3. De Règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions des déchets ménagers, encombrants ou assimilés gëtt zesumme mat den Acteuren iwwerschafft, fir dësen un déi nei Obligatiounen aus dem Offallgesetz unzepassen. Nieft villen anere Punkten, wäert den Zougang zum Ressourcenzenter an deem Kader och mat gekuckt ginn.

De SIDEK huet confirméiert, a sengem Recyclingpark zu Miersch, deen ze Fouss relativ gutt ze erreechen ass, ee gesécherde Foussgängersträife mat deementsprechender Beschëlderung nach dëst Joer en place ze setzen.

Conseil national des programmes | Question 6198 (16/05/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Dans sa réponse du 9 novembre 2021 à la question parlementaire n° 5065, Monsieur le Ministre avait écrit que le Conseil national des programmes n'aurait pas encore été instauré. Comme raisons il avait évoqué d'autres priorités ainsi que la situation exceptionnelle de la pandémie.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Conseil national des programmes a-t-il été créé depuis la réponse susmentionnée de Monsieur le Ministre ?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la mise en place de cet organe ?

• Dans la négative, pour quelle raison l'instauration du Conseil national des programmes est-elle toujours retardée et pour quand est-elle enfin prévue ?

Réponse (28/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Conseil national des programmes n'a en effet pas encore été instauré et cela pour deux raisons. Premièrement, un processus de consultation très large a été lancé afin de préparer la réforme du plan d'études à l'horizon de l'an 2025. Au vu de la multitude d'acteurs impliqués, les conclusions pouvant être tirées à l'issue de cette consultation permettront de refléter l'opinion d'une grande majorité d'acteurs impliqués.

À cela s'ajoute le fait que le Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) a pu reprendre ses activités après une interruption prolongée due à la pandémie. Au sein du CSEN des réflexions sont menées quant au fonctionnement futur et aux missions de cet organe. En attendant la conclusion de ces réflexions, la mise en place du Conseil national des programmes a été mise en suspens afin de permettre le développement d'une approche participative cohérente.

Capacité des maternités | Question 6286 (01/06/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Eisen Informatiounen no huet eng Fra Enn Mee wéinst enger Fréigebuert misse mam Rettungshelikopter op Tréier geflu ginn, fir do ze accouchéieren. An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kënnt Dir dës Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, wat war de Grond fir den Transfert an d'Ausland?

- Waren zu deem Zäitpunkt net genuch Kapazitéite fir Accouchementer an der Maternité vum CHL disponibel?

- Waren net genuch Couveusë fir ze fréi gebuere Kanner disponibel?

3. War probéiert ginn, d'Fra an d'Klinik Bohler ze transferéieren, ier d'Decisioun getraff gouf, fir si an Däitschland ze fléien?

4. Wann et Enkpäss an der Maternité vum CHL gouf, sinn déi op de Fait zrëckzeféieren, dass d'Maternité vun Ettelbréck zu deem Zäitpunkt zou war?

- Wa jo, wéi vill Fraen hunn insgesamt mussen am Zäitraum, wou d'Maternité zu Ettelbréck zou war, an d'Ausland bruecht ginn, fir ze accouchéieren?

5. Wat fir Mesurë ginn ergraff, fir esou Situatiounen an Zukunft ze evitéieren?

Réponse (04/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheetsministère kann dës Informatiounen net confirméieren. Spideeler sinn net gezwongen, der Gesondheetsdirektioun ze mellen, wa si Patienten an d'Ausland transferéieren. D'Zuel vun Transferte gëtt iwwergräifend an der Carte sanitaire analyséiert¹.

Am Kader vun der Documentation et de classification des séjours hospitaliers (DCSH) wäerten d'Grënn fir esou Transferten zäitno rezenséiert ginn.²

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. D'Decisioun, fir déi betrafte Persoun an d'Ausland ze transferéieren, ass eng medezinnesch Entschëddung, déi a Fonctioun vun der Patientin hirem Zoustand souwuel wéi Besoinen a fir eng spezifesch Prise en charge geholl gëtt. Et sief och drun erënnert, dass an dësem Fall de Prinzip vum Secret médical gëllt an dass de Gesondheetsministère deemno keng Detailler iwwer dës spezifesch Fall virleien huet.

ad 4. Et ass net méiglech, eng Ausso zu engem spezifesch Fall ze maachen, mee et ass kloer, dass d'Fermeture vun der Maternité zu Ettelbréck souwuel fir de CHL wéi och fir den HRS zu engem méi héijen Aarbechtsopwand gefouert huet.

De Gesondheetsministère ka momentan dës Froen net beantweren. Déi néideg Donnéeën ginn aktuell am Kader vun der Documentation et de classification des séjours hospitaliers (DCSH) gesammelt.

ad 5. Transferten an d'Ausland kënnen mat verschiddene Grënn verbonne sinn (Betreiung, déi net am Grand-Duché ausgefouert ka ginn, Mangel u spezifeschem Equipement an u Plaz fir Fleeg). D'Moosname kënnen verschidde sinn, awer Transferte fir spezifesch Fleeg an erfuerelech technesch Fäegkeete si schwéier ze vermeiden.

Circulation inter-files en moto | Question 6314 (08/06/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

En Artikel vum RTL vum 27. Mee 2022 behandelt d'Theema vun der Legaliséierung vum Slalom fueren am Stau. Enger Émfro vum RTL 5minutes no hunn 73 Prozent dofir gestëmmt, dass et als Motorradfuerer erlaabt sollt sinn, am Stau tëscht den Autoen ze fueeren. D'Diskussioun ass ënnert anerem opkomm, wéi de Slalom am Stau an der Belsch an a Frankräich a verschiddenen Departementer legal ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froen stellen:

1. Wéi oft huet d'Police an deene leschten zwee Joer op den Autobunnen d'Slalomfuere vu Motoe kontrolléiert?

2. Wéi vill Protokoller goufen dobäi erstallt?

Réponse (22/06/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Autobunnsplouze (UPR) huet an deene leschten zwee Joer op deenen a Fro kommende Strecke ronn 7.500 Verkéierskontrollen am Kader vun der allgemenger Verkéierssécherheet gemaach. Natierlech war och dat korrekt Verhale vun de Motocyclisten an deenen eenzelne Situatiounen Bestanddeel vun deene Kontrollen.

ad 2. D'Police ass duerch d'Gesetz verpflichtet, all Infraktiounen a Strofnoten, déi se feststellt, ze aktéieren.

¹ <https://sante.public.lu/dam-assets/fr/publications/cc/carte-sanitaire-2019-principal/ Carte-sanitaire-2019-Documents-principaux.pdf>

² DCSH, <https://www.dcsch.lu/>

Dëst geschitt entweder duerch e Protokoll oder en Avertissement taxé. Och bei deene vir erwäante Kontrolle si reegelméisseg Motorradfuerer verbaliséiert ginn, well se géint de Code de la route verstouss hunn.

De Fait mam Motorrad op der Autobunn Slalom tëscht den Autoen ze fueren ass net als solchen am Catalogue des avertissements taxés spezifizéiert. Jee no deems, wéi dës Infraction begaange gëtt (permanent d'Spuer wiesselen, duerch d'Mëtt fueren, riets iwwerhuelen, asw.), komme verschidden Artikelen/Referenzen a Fro.

An deene leschten zwee Joer kruten 317 Motorradfuerer wéinst engem vun deenen Infractionscoden, déi heifir a Fro kommen, en Avertissement taxé ausgestellt.

Ofschléissend sief nach erwäant, datt de Mobilitéetsministère aktuell analyséiert, ob et méiglech wier, de Code de la route an deem Sënn ze aktualiséieren, fir de Motorradfuerer ënnert bestëmmte Bedingungen ze erlaben, am Stau laanscht Autoen ze fueren.

Impact de la fin du lockdown à Shanghai sur le secteur logistique | Question 6317 (08/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Esou wéi de Portal „Deutsche Wirtschaftsnachrichten“ rezent geschriwwen huet, ass duerch d'Enn vum Lockdown zu Shanghai an domat och dem Zeréck an en normale Betribsflaf am gréissten Hafe vun der Welt ze rechnen. Während d'Schëffer sech wéinst deem laange Lockdown virum Hafe gestaut hunn an et doerch am Rescht vun der Welt zu ëmmer méi laange Liwwerzäite kouw, rechnen Experten an den nächste Woche mat engem géigendelegen Effekt. Doduerch, datt a kuerzer Zäit nodréiglech ganz vill Liwwerunge mateneen traitéiert ginn, gëtt mat enger potenzieller Iwwerlaaschtung op den Zildestinatiounen gerechent. Lëtzebuerg ass mat deem klengen Mäerterter Hafen nëmme ganz begrenzt mam internationale Verkéier um Mier verbonden, stellt awer trotzdem mat dem Findel an dem Beetebuerger Logistikzenter e wichtegt Dréikräiz fir déi regional Wuerestréim duer.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Ekonomeminister gär dës Fro stellen:

1. Geet den Här Minister dovun aus, datt déi uewe beschriwwene Konsequenze vum Enn vum Lockdown am Hafe vu Shanghai och zu engem méi héijen Drock op de Lëtzebuurger Logistiksektor féieren? Falls jo, kann den Här Minister da matdeelen, ob a wéi eng Moossname getraff ginn, fir déi Schwankungen auszugläichen?

2. Ass speziell u Moossname geduecht, déi de Weiderttransport vun de Wueren iwwert d'Strooss kéinte méi bëlleg maachen, z. B. duerch weider Moossname beim Präis vum Diesel?

3. Wéi eng Moossname wëllt d'Regierung allgemeng huelen, fir Lëtzebuurger Logistikentreprisë par rapport zu hirer auslännescher Konkurrenz méi kompetitiv ze maachen?

Réponse (13/07/2022) de M. Franz Fayot, Ministère de l'Économie

Zanter méi wéi zwee Joer sinn d'Betriben vum Logistiksektor mat enger Rei vun disruptiven Evenementer konfrontéiert, dozou gehéiert och d'Zoumaachen an Erëffnung vun groussen Häfen ewéi Shanghai. D'Enn vum Lockdown am Hafe vu Shanghai bedeit net onbedéngt den direkte Retour op eng komplett Normalitéit. Et wäert eng Zäit daueren, bis déi industriell Produktionsvolummen an duerno d'Containervolummen

erëm erop ginn. An deem schwierigen Ëmfeld hunn d'Betriben aus dem Lëtzebuurger Logistiksektor sech bis elo widderstandsfäeg a resilient gewisen, verschiddeger hunn esouguer gutt finanziell Resultater opzeweisen.

Wat Moossnamen uegt, fir den Transport vu Wueren iwwert d'Strooss méi bëlleg ze maachen, huet d'Regierung nieft den Accisë keen Hiewel, fir d'Präisser vum Stroosentransport, deem e ganz kompetitive Sektor ass, ze beaflossen. Fir d'Betriben am aktuelle Kontext ze ënnerstëtzen, ass am Kader vum Solidaritéitspak decidéiert ginn, den Taux vun der Accise ëm 7,5 Cent/l inklusiv Steuer erofzesetzen. Des Weidere gouf am Accord Tripartite virgesinn, no der Revisioun vun den europäesche Staatshëllefregelen een neien Hëllefregime fir propper Gefierer anzeféieren, fir de Betriben bei de Méikäschten entgéintzekommen.

Déi kontinuierlech Efforte vum Wirtschaftsministère an de leschte Jorzéngten, fir de Logistiksektor ze entwéckelen, hunn et méiglech gemaach, Lëtzebuerg zu engem attraktive Logistikzenter ze maachen. Méi wéi 300.000 m² Logistiklager goufen entwéckelt, fir de Bedierfnesser vu weltbekanntem Acteuren gerecht ze ginn. Donieft hu Betriben aus dem Logistiksektor zesumme mam Wirtschaftsministère Léisunge fir verschidden Nischensektoren entwéckelt, déi eng gutt Logistik erfuerderen, wéi zum Beispill pharmazeutesch Produkter.

D'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Logistikzenter gëtt och bestätegt duerch déi sëllegen Demandé fir nei Implantatiounen, déi de Wirtschaftsministère weiderhikritt. D'Grënnung vun enger Universitärer Chaire am „Digital Procurement“ an d'Zesummenaarbecht tëscht der Uni Lëtzebuerg an dem Wirtschaftsministère ass e weidert Beispill vun der positiver Entwécklung am Logistiksektor. Mat der Ausbildung vu qualifizierten Experten an deem spezifesche Beräich verstärkt dës Chaire d'Dynamik an déi positiv Entwécklung vu Lëtzebuerg als Logistikshub.

Visite récente au Rwanda | Question 6319 (08/06/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Début juin, Messieurs les Ministres ont fait un déplacement au Rwanda. Monsieur le Premier Ministre y a notamment effectué une réunion de travail avec le Président de la République de Rwanda Paul Kagamé, lors de laquelle il a déclaré vouloir ouvrir un nouveau chapitre dans les relations bilatérales. Monsieur le Ministre de l'Économie a quant à lui rencontré Monsieur le Ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération, ainsi que Monsieur le Ministre rwandais de la Finance et de la Planification économique.

Dans ce contexte, il faut relever que les autorités rwandaises et notamment le Président Paul Kagamé sont régulièrement accusés de violations des droits humains par des organisations internationales.

Le rapport 2021 de Amnesty International fait état de « violations des droits à un procès équitable, à la liberté d'expression et au respect de la vie privée, ainsi que de disparitions forcées, d'actes de torture et de recours excessif à la force ». Selon Amnesty International, les autorités rwandaises ont entre autres ciblé plus de 3.500 militantes, journalistes et personnalités politiques avec le logiciel espion Pegasus du NSO Group.

L'ONG Human Rights Watch quant à elle écrit dans son rapport mondial 2022 : « Le Front patriotique rwandais (FPR) a continué d'étouffer les voix dissidentes et critiques et de cibler les personnes perçues comme constituant une menace pour le Gouvernement, ainsi que les membres de leurs familles. L'espace réservé à l'opposition politique, à la société civile et aux médias est resté

fermé. Plusieurs détracteurs très en vue, dont des membres de l'opposition et des commentateurs qui s'exprimaient sur les réseaux sociaux ou sur YouTube, ont disparu ou été victimes d'arrestations ou de menaces. Les détentions arbitraires, les mauvais traitements et les actes de torture perpétrés dans des centres de détention aussi bien officiels que non officiels ont été monnaie courante, et les normes de procès équitable ont été régulièrement bafouées dans des affaires jugées sensibles. »

Notons aussi que les autorités rwandaises ont régulièrement été liées à de graves violations des droits humains dans l'est de la République démocratique du Congo.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux accusations de violations des droits humains formulées à l'encontre des autorités rwandaises et du Président Paul Kagamé ?

2) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre a évoqué le sujet des droits humains avec le Président rwandais Paul Kagamé ? Dans l'affirmative, peut-il me détailler ses propos et les réactions de son interlocuteur ?

3) De manière plus générale, quelle est la politique du Gouvernement luxembourgeois concernant la relation avec des gouvernements accusés de violations des droits humains ?

4) Est-ce que des accords entre le Luxembourg et le Rwanda, dans quelque domaine que ce soit, ont été discutés ou même signés lors de la visite ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'en donner des détails ?

5) Dans quels domaines le Gouvernement luxembourgeois entend-il développer une collaboration plus approfondie avec le Rwanda dans le futur ?

6) Qui a été à l'initiative de la visite de Messieurs les Ministres au Rwanda ? Est-ce que Monsieur le Premier Ministre a invité le Président Paul Kagamé au Luxembourg, respectivement est-ce qu'une visite du Président Kagamé au Luxembourg est prévue ou a été évoquée ?

Selon le communiqué officiel du Gouvernement luxembourgeois du 8 juin 2022, des discussions entre les deux ministres de la Coopération ont porté sur l'avancement « du projet de développement sur le Kigali Financial Center, pour la mise en œuvre duquel le Rwanda avait officiellement sollicité le soutien du Luxembourg ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

7) Monsieur le Ministre peut-il me détailler les projets soutenus par la coopération luxembourgeoise au Rwanda et notamment les modalités financières ? Est-ce que les coûts sont intégralement comptabilisés comme aide publique au développement (APD) ?

8) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer son choix d'amorcer une collaboration entre la coopération luxembourgeoise et le Rwanda, étant donné que les pays partenaires et l'expertise de la coopération luxembourgeoise se situent essentiellement en Afrique de l'Ouest ?

9) Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit d'accorder au Rwanda le statut de pays partenaire de la coopération luxembourgeoise ?

10) Est-ce que des sociétés luxembourgeoises sont, de manière directe ou indirecte, impliquées dans les projets financés, implémentés ou coordonnés par la

coopération luxembourgeoise au Rwanda ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me décrire le rôle de ces sociétés dans ces projets et l'ampleur de leur implication ? Pouvez-vous m'assurer que les projets ne comportent aucun volet susceptible d'être considéré comme de l'aide liée ?

11) Est-ce que de nouveaux projets ou de nouvelles formes de collaboration entre la coopération luxembourgeoise et le Rwanda ont été discutés ou même décidés lors de la visite ?

Finalement, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

12) Est-ce que des représentants de sociétés privées luxembourgeoises ont accompagné Messieurs les Ministres lors de la visite au Rwanda ? Si oui, quelles sociétés étaient représentées ?

13) Quelle est l'ampleur des relations économiques entre le Luxembourg et le Rwanda ? Quels sont les secteurs économiques luxembourgeois qui sont actuellement engagés au Rwanda ?

Réponse commune (11/07/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Gouvernement prend très au sérieux la situation des droits humains, au Rwanda comme ailleurs. Le Luxembourg condamne toutes les violations des droits humains, en toutes circonstances.

ad 2) Oui, tout comme le Ministre Fayot avec son homologue.

Il ne revient pas au Premier Ministre de relater le détail d'un échange d'ordre diplomatique.

ad 3) Malheureusement, la situation des droits humains dans le monde connaît une évolution inquiétante. De fait, un nombre important de gouvernements, à des degrés divers, sont accusés de ne pas respecter ces droits. Le Gouvernement luxembourgeois dispose de plusieurs moyens pour promouvoir leur respect. L'un des outils est la coopération bilatérale. En tant que priorité transversale de la Coopération luxembourgeoise, les droits humains sont promus dans le cadre de la coopération au développement et sont abordés lors des consultations politiques subséquentes.

Dans le cadre multilatéral, les situations particulièrement graves sont dénoncées dans les enceintes onusiennes, à New York ou à Genève, dans le cadre de déclarations nationales ou en association avec l'Union européenne. Au-delà de la simple condamnation, des mesures restrictives sont envisageables. Depuis 2021, l'Union européenne dispose d'un régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme qui lui permet de cibler des personnes, des entités et des organismes qui se sont rendus coupables de violations graves des droits humains.

ad 4) Non.

ad 5) cf. réponses aux questions 7, 9 et 11.

ad 6) Le Président Kagamé a invité le Premier Ministre au Rwanda pour participer à la World Telecommunication Development Conference. Lors de son entretien avec le Président, dans un esprit de réciprocité, le Premier Ministre a invité le Président Kagamé au Luxembourg.

ad 7) Actuellement, quatre ONG de Développement luxembourgeoises, mettant en œuvre des projets de développement au Rwanda, sont cofinancées par le Ministère des Affaires étrangères et européennes. Il s'agit des ONGD Amizero, Fondation Partage, Christian Solidarity International et Handicap International

Luxembourg. Elles travaillent principalement dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de la santé. Par ailleurs, ADA, une ONG luxembourgeoise spécialisée en finance inclusive, a établi un partenariat avec l'institution de microfinance (IMF) rwandaise UFC pour améliorer l'accès aux crédits des jeunes et appuyer la création et le renforcement d'activités économiques. Le Rwanda bénéficie par ailleurs d'une initiative régionale en finance digitale, lancée par ADA en 2017. Enfin, ADA a également su lancer la première phase de son nouveau projet avec l'IMF Inkunga, qui souhaite intensifier son activité de financement des chaînes de valeur forestières.

Le Luxembourg soutient également le Rwanda dans le développement d'une Académie bancaire à travers l'ATTF/House of Training.

Les engagements financiers pris dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets sont comptabilisés comme aide publique au développement (APD).

Compte tenu de l'expérience avérée du Luxembourg en matière de finance inclusive et innovante au profit des plus défavorisés, et dans le but de ne laisser personne pour compte, un mémoire d'entente a été signé en octobre 2021 suite à la demande officielle du Rwanda pour un soutien dans le cadre du développement du Kigali International Financial Center (KIFC). Celui-ci retient les quatre domaines d'action suivants :

- le renforcement des capacités et développement des talents : favoriser l'employabilité et l'emploi dans le secteur financier,
- le développement de la finance durable au Rwanda,
- la mise en place d'un écosystème FinTech au Rwanda,
- la mise en place d'un marché d'investissements à impact.

Le soutien dans ces domaines est en lien avec l'objectif de la stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise de promouvoir une croissance durable et inclusive. Dans ce contexte, Lux-Development a été mandatée, avec l'appui d'une expertise externe, de l'élaboration d'une feuille de route relative au soutien du Luxembourg dans le développement du KIFC.

ad 8) La coopération entre le Luxembourg et le Rwanda a une longue histoire. La collaboration actuelle n'en constitue dès lors pas un début mais, au contraire, s'inscrit dans la continuation de cette coopération.

Ses débuts remontent aux années 60, lorsque le Luxembourg était présent essentiellement à travers des ONG. La coopération bilatérale a démarré en 1989, un accord général de coopération a été signé en 2002. Celui-ci reste en vigueur à ce jour.

Compte tenu des relations préexistantes entre les deux pays en matière de coopération au développement, de la demande d'appui du Rwanda, du fait que ce pays continue à figurer parmi les pays les moins avancés, des besoins avérés de la population de ce pays, et tout en tenant compte des défis et impératifs d'amélioration de la situation en matière de droits humains, la reprise des relations de coopération au développement constitue un choix cohérent dans le contexte actuel, où la coopération luxembourgeoise cherche à se diversifier géographiquement suite aux difficultés bien connues, rencontrées dans d'autres régions, notamment en Afrique de l'Ouest. Elle s'inscrit ainsi également dans le cadre de la stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise, œuvrant en faveur des populations dans les pays les moins avancés, avec objectif de ne laisser personne pour compte tout en améliorant la situation socio-économique et la situation des droits humains dans ces pays.

ad 9) Actuellement, le Rwanda est un pays à projets. À l'instar d'autres pays, la question de savoir si le Rwanda deviendra un pays partenaire devra être évaluée au fil du temps. Il s'agira de tenir compte des besoins du pays et de sa population, identifiés lors de la mise en œuvre des projets et de la capacité du Luxembourg à y répondre, ainsi que du déroulement des projets ainsi que de l'évolution de la situation générale, à différents niveaux, de ce pays.

ad 10) Non.

ad 11) Lors de la récente visite au Rwanda, les domaines suivants ont fait l'objet d'échanges avec les autorités rwandaises : la formation technique et professionnelle, l'environnement et le développement durable ainsi que la finance inclusive et innovante. Les droits humains, l'égalité des genres et la bonne gouvernance ainsi que la digitalisation constituent par ailleurs des sujets transversaux, qui seront promus dans le cadre de cette coopération.

ad 12) Des représentants des entités suivantes ont accompagné la délégation : Post Group, SES, Koosmik, B Medical Systems, WEO, Broadcasting Center Europe, Suricate Solutions, Luxembourg House of FinTech (LHOFT), Chambre de Commerce.

ad 13) La valeur des exportations du Luxembourg vers le Rwanda représentait 308.000 EUR en 2021. Il ne s'agit ici que d'exportations de machines et de matériel électronique. Pour l'instant, il n'y a pas d'importations de biens depuis le Rwanda vers le Luxembourg.

Les échanges de services s'élevaient à 8 millions d'euros en 2020. Le Luxembourg a exporté des services pour une valeur de 7 millions d'euros en 2020, dont 5 millions d'euros en services financiers. Des services ont été importés pour une valeur d'un million d'euros depuis le Rwanda. Plusieurs entreprises luxembourgeoises sont déjà actives au Rwanda, surtout dans les secteurs des télécommunications, de la construction, de l'hôtellerie et de l'industrie. Des discussions ont été lancées entre les deux pays dans les domaines de la cybersécurité, des technologies financières (FinTech) et des finances. Le Rwanda aspire à devenir un centre financier dans l'est de l'Afrique et a établi des liens avec le Luxembourg pour apprendre du know-how luxembourgeois dans le domaine des finances, notamment par le biais de l'ATTF, comme exposé sous 7).

La LHOFT organise régulièrement des programmes de développement dans le domaine des FinTech, intitulés CATAPULT, dont une édition spécifique pour l'Afrique, le « CATAPULT : Inclusion Africa ». Les entreprises sélectionnées reçoivent du soutien via la finance inclusive et l'écosystème FinTech luxembourgeois afin de développer leurs activités et d'atteindre leurs objectifs. Des startups rwandaises ont déjà participé à ce programme.

Tarifs de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) | Question 6321 (09/06/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Als Partner vun den Enseignanten an de schouleschen Etablissementer stellt den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) divers Servicier, virun allem wat d'Insertion professionnelle an d'Formation continue ubelaangt, zur Verfügung.

Fir d'Missioune vum IFEN ze assuréieren, gräift dësen op Formateuren/-trichen zeréck. Sou organiséiere si zum Beispill d'Formations générales ewéi och spéciales, si intervenéieren an der Evaluatioun vun de professionnelle Kompetenzen a villes méi.

Niewent de fest agestallte Formateuren/-trichen gräift den IFEN ëfters och op externt Personal zeréck. Dëst gétt allerdéngs net no engem fixe Salaire, mee no Stonntariffer ausbezuelt. Mir leien elo Temoignagé vir, dass dësem externe Personal vun IFEN refuséiert gétt, indexéiert Tariffer ausstellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass d'Zuel vum externe Personal, op dat den IFEN zeréckgräift?
2. Stëmmt et, dass dem externe Personal net erlaabt gétt, hir Servicer no indexéierten Tariffer ze verrechnen?

Réponse (11/07/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Total vu Formateuren/Prestataire, déi während dem Exercice budgétaire 2020 vum IFEN bezuelt gi sinn, beleef sech op 1.256. Fir den Exercice budgétaire 2021 waren et der 1.271.

ad 2. D'Formateuren, déi vum IFEN bezuelt ginn, sinn all IFEN-extern Persounen. Et ka geleeëntlech virkommen, datt och Mataarbechter vum IFEN Formatiounen halen, allerdéngs gétt dëst da mat hirer Aarbechtszäit verrechnet.

Bei der Applikatioun vum Tariffer vum Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) muss een tëschent dräi verschiddenen Zenarien ënnerscheeden, jee no Kategorie vum Formateur:

a) Déi Formateuren, déi zu den „agents de la fonction publique luxembourgeoise“ gehéieren. Am Fall wou dës Formateure Formatiounen ausserhalb vum hirer Tâche halen, gi si op Basis vum Deklaratiounen bezuelt, déi si ausfille mussen. D'Tariffer, déi hei applizéiert ginn, stinn an:

- der Loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale
- am Règlement grand-ducal modifié du 25 août 2015 déterminant les tarifs horaires des formateurs et les indemnités des évaluateurs intervenant à l'Institut de formation de l'Éducation nationale, tous précisés comme basés sur un indice 100.

Dës Tariffer ginn also ëmmer mat deem zum Zäitpunkt vum der Prestatioun gültegen Index applizéiert.

b) Déi extern Formateuren, déi d'Konditiounen akzeptéieren, sou wéi se am Gesetz definéiert sinn. (Mat Bezuch op de Punkt 1.)

c) Am Fall vu spezifesche/komplexe Formatiounen, fir déi mir keen internen an och keen externe Formateur hunn, deen déi gesetzlech Tariffer acceptéiert, féiert den IFEN Verhandlung mat engem externe Formateur (Independant, Gesellschaft oder Associatioun). Wa bei de Verhandlungen een Accord fonnt gétt, gétt e Kontrakt fir ee Joer opgestallt, a seelene Fäll och fir méi Joren. An dëse Fäll gétt keen Index applizéiert, well et sech hei ëm gemeinsam negociéiert Tariffer handelt, déi vu béide Säiten acceptéiert goufen a just iwwert de limitéierten Zäitraum vum Kontrakt gëllen.

Barèmes de l'impôt | Question 6322 (09/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Upassung vum der Steiertabell un d'Inflatioun geschitt hei am Land zënter 1996 net méi automatesch. An der RTL-Emissioun „Dir hutt d'Wuert“ huet de Minister François Bausch gesot, datt d'Regierung zënter 2013 vill gemaach hätt an där Richtung, ouni an Detailler ze goen. Duerfir wéll ech d'Madamm Finanzminister froen:

1. Wéi dacks ass d'Steiertabell zënter 1996 un d'Inflatioun ugepasst ginn?

2. Wéi dacks wär d'Steiertabell mam 5 %-Automatismus, deen 1996 vum Finanzminister Jean-Claude Juncker a senger CSV-LSAP-Regierung ofgeschaaft ginn ass, zënterhier ugepasst ginn?

3. Wat genee huet d'Regierung vum 2013 u gemaach, fir déi ongerecht Auswirkung vum der Inflatioun op d'Steiertabell, d'kal Progressioun, auszegläichen?

4. Kann ee graff rechnen, wéi vill Steieren de Staat all Joer méi anhëlt, wéi hien eigentlech berechtigt wär, well d'Steiertabell net automatesch ugepasst gétt?

Réponse (12/07/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

A senger parlamentarescher Ufro referéiert sech den honorabelen Deputéierten op d'Upassung vum der Steiertabell un d'Inflatioun. Et ass drop hinweisen, datt de Barème an der Vergaangenheet säit 1996 aachtmol ugepasst ginn ass.

Et ass leider net méiglech ze rechnen, wéi oft de Barème ugepasst hätt misse ginn, wann d'Upassung mat dem Fënnf-Prozent-Automatismus nach géif bestoen. Esou een Exercice hätt och keng Plus-value a wär reng spekulativ, well deen initiale Mechanismus méi wéi eng Kéier ofgeännert ginn ass. Esou kum et am Joer 1996 zu enger substanzierter Ännerung, andeem déi automatesch Upassung ofgeschaaft ginn ass. An am Joer 2012, wéi an der parlamentarescher Ufro N° 4762 vum 27. Juli 2021 erwänt, ass déi allgemeng Upassung vum Barème un d'Inflatioun, déi am Artikel 125 vum Akommessteiergesetz virgesi war, duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 ofgeschaaft ginn. D'Regierung Juncker huet deemools am Gesetzesprojet drop higewisen, datt dee Schrëtt néideg war opgrond vum den deemolege budgetäre Constraints.

Et ass des Weideren drop hinweisen, datt d'Regierung am Kader vum Steierreform 2017 de Steierbarème substanzierlich ugepasst huet. Duerch d'Upassung vum den ënneschten Tranchen an duerch d'Aféierung vum zwee weidere Steiertaxe vum 41 respektiv 42 %, ass de Steierbarème sozial méi gerecht gemaach ginn. Derbäi kënn, datt d'Steierreform 2017 d'Steierkreditter (CIS, CIP, CII, CIM) komplett nei modeléiert huet, fir déi Leit mat déiwe Revenue steierlech nach weider ze entlaaschten. All déi Mesurë sinn aus steierlecher Siicht méi sozial gerecht a méi adequat, wéi wann d'Regierung eng allgemeng Upassung vum Barème vum der Akommessteuer un déi allgemeng Präisdeierecht ënnerholl hätt, déi virun allem Leit mat héije Revenue favoriséiert hätt.

Ofschléissend ass drop hinweisen, datt et techesch net méiglech ass, deen hypotheetische Fall ze rechnen, wéi vill Steieren de Staat méi – respektiv manner – ageholl hätt, wann de Barème automatesch ugepasst gi wär. Esou eng Rechnung wär och nees reng spekulativ an hätt keng Plus-value, well deen initiale Mechanismus méi wéi eng Kéier ofgeännert ginn ass.

Agriculture sans vaches | Question 6324 (09/06/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Eng rezent amerikanesch Studie mam Titel „Contribution of dairy products to environment impacts and nutritional supplies from United States agriculture“ kënn zur Konklusioun, datt eng Landwirtschaft ouni Kéi an den USA d'Emissioun vum Zäregasen nëmme geréngfügeg verréngere géif. D'Studie huet och analyséiert, wat fir Auswierkungen eng alternativ Landbenotzung vum der Fudderflächen hätt. Dobäi hu si verschidden Zenarien analyséiert, wéi zum Beispill e komplett Ofschaf vum der Mëllechkei oder och eng

Vollweidehaltung vum der Kéi ouni Mëllechproduktioun. Géifen d'USA vollstänneg op d'Hale vu Mëllechkei verzichten, géifen hir Zäregasemissiounen just ëm 0,7 % erofgoen. Gläichzäiteg wieren awer essenziell Nährstoffe just nach limitéiert verfügbar. De Wëssenschaftler no géifen all d'Zenarien, an deenen d'Emissiounen reduzéiert ginn, och d'Disponibilitéit vum essenziellen Nährstoffe reduzéieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Ass dem Minister dës Etüd bekannt?
2. Kann een d'Konklusioun aus dëser amerikanescher Etüd eventuell och op déi Lëtzebuergesch Landwirtschaft iwwerdroen?
3. Gouf zu Lëtzebuerg och schonns analyséiert, wat fir en Afloss d'Ofschafen, bzw. d'Verréngere vum der Mëllechkei, op d'Emissioun vum Zäregasen hätt?
4. Falls net, ass esou eng Etüd geplangt, besonnesch och an Hisiicht op dat zukünfteg Agrargesetz, wat d'Verréngere vum Véibestand virgesäit?

Réponse (06/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Et gétt vill Etüden zu dësem Sujet. Dës Etüd war eis net bekannt, mee mir hunn si mat vill Interessi gelies.

ad 2. Aus der Siicht vum der Lëtzebuergescher Regierung ginn d'Erklärung vum IPCC („Intergovernmental Panel on Climate Change“) de wëssenschaftleche Kenntnisstand vollstänneg, ausgeglach an objektiv erëm. Den IPCC berécksiichtegt déi weltwäit verfügbar wëssenschaftlech Literatur. Déi Ausgeglichenheet, Zuverlässigkeit a Vollstännegkeet vum dem IPCC sengen Aussoe gétt duerch detailléiert Prozedure mat engem méistufige Begutachtungsverfahren an der Bedeelegung vum Experten aus der ganzer Welt séchergestallt. Déi Lëtzebuergescher Regierung gesäit duerfir kee Grund, d'Aussoe vum IPCC zur anthropogener Erwärmung op der Grondlag vum enger einzeler wëssenschaftlecher Studie ze revidéieren.

Deen am Abrëll 2022 verëffentlechte Bäitrag vum der Aarbechtsgrupp 3 vum IPCC (<https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>) zur Ofschwächung vum Klimawandel gétt eng kloer Äntwert op d'Froen no dem Reduktionspotenzial vum Secteur Land- a Forstwirtschaft an anere Landnotzungen (AFOLU) a vum Ernierungssystem. Op globaler Ebene sinn 2019 ronn 15 % vum der globalen anthropogeenen Zäregasemissiounen aus dem AFOLU-Secteur a sinn eppes méi wéi 30 % vum den Zäregasemissiounen op den Ernierungssystem komm.

Den IPCC-Bericht kënn zur Conclusioun, dass dës global Zäregasemissiounen bis 2030 ëm 43 % a bis 2050 ëm 84 % am Verglach zu 2019 erofgesat mussen ginn, fir d'global Erwärmung op 1,5 °C ze begrenzen (Warscheinlechkeet iwwer 50 %) mat kengem oder engem begrenzten Depassement, wéi am Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 an dem Paräisser Accord virgesinn.

De Rapport weist och Léisungen, wéi dës Ziler kéinten erreicht ginn, a kënn zur Conclusioun, dass grouss Verännerungen an alle Wirtschaftssektoren, awer och Moosnamen zur Substitutioun vum der Nofro néideg sinn, an dës sou séier wéi méiglech weltwäit ëmgesat mussen ginn, fir d'Chance ze erhalen, d'global Erwärmung op 1,5 °C ze begrenzen.

Déi am Rapport analyséiert nofrobedéngte Substitutiounsmoosnamen, zu deenen och d'Ëmstellung op eng gesond, ausgeglachen an nohalteg Ernierung (heidränner méi Detailler), d'Reduzierung vum der Liewensmittelverloschter an -offall souwéi och

d'Verwendung vu Biomaterialie gehéieren, kéinten zu enger järelecher Reduzéierung vun de globalen Zäregasemissiounen vun 2 bis 6 Prozent bäidroen. Doriwwer kënnen eng verbessert an nohalteg Bewirtschaftung vun der Notzfäch a vum Grëngland souwéi d'Kuelestoffbindungen an der Landwirtschaft (dat Lescht ëmfaasst d'Bewirtschaftung vum Buedemkuelestoff an den Notzplanzen a Grëngland, Agroforstwirtschaft a Biokuel) zu enger weiderer Reduzéierung vun de globalen Zäregasemissiounen ëm 3–7 % pro Joer bäidroen.

Eng „gesond an nohalteg Ernierungsweis“ promovéiert all Dimensionen vun der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun dem Eenzelnen; si huet eng méi geréng Belaaschtung an Auswierkung op d'Ëmwelt; si ass zougänglech, bezuelbar, sécher a fair a si ass kulturell akzeptabel, wéi vun der Ernierungs- a Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenegten Natiounen (FAO) an der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) beschriwwen. Dat verwent Konzept vun der „ausgeglichenener Ernierung“ bezitt sech op Regimenter, déi souwuel planzlech Liewensmëttel, wéi zum Beispill Kären, Leguminosen, Uebst a Geméis, Nëss a Som, wéi och déierelech Liewensmëttel enthalen, déi a widerstandsfäegen, nohaltegen an zäregasaarme Systemer produzéiert ginn.

Den IPCC-Rapport weist also däitlech, dass ee Wiessel zu enger gesonder an nohalteger Ernierungsweis een net onwichtige Bäitrag ka sinn, fir d'Beméiungen zu der Andämmung vun den Zäregasen ze erreechen, déi noutwendeg wieren, fir déi global Erwärmung op 1,5 °C ze limitéieren, während gläichzäiteg eng ausgeglichen a gesond Ernierung séchergestallt gëtt an ee Bäitrag zu den Ziler vun de Vereenten Natiounen fir nohalteg Entwécklung, besonnesch dem Zil vun der Hongerbekämpfung, geleescht ka ginn.

ad 3. Et si Schätzunge gemaach ginn, wat d'Verréngierung vun Véibestand géif bréngen. 5 % manner Véi wier equivalent mat 4 % manner Zäregasen aus der Landwirtschaft. D'Landwirtschaft war 2020 fir knapps 8 % vun de Gesamtemissiounen vu Lëtzebuerg verantwortlech (Quell: NIR 2022; <https://unfccc.int/documents/461887>).

ad 4. Et si Schätzunge gemaach ginn. An dës, wéi och aner Punkten, sollen nei analyséiert ginn, esoubal den Update vum Modell fäerdeg ass. Deen, bedéngt duerch d'Uwendung vun neie Guidelines, déi bis nächst Joer ze applizéieren sinn, néideg ass.

Radars-tronçons sur l'A7 | Question 6326 (09/06/2022) de M. Max Hahn (DP)

Den Här Minister huet an enger rezenter Pressekonferenz annoncéiert, dass op der A7 an allen Tunnelle Streckradare sollen installéiert ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Op wéi enge Plaze genee sollen dës Radaren installéiert ginn? Si just déi dräi länger Tunnelle op der Héicht vu Lëntgen, Luerezenweiler an dem Waldhaff concernéiert oder soll och ee Radar am Tunnel beim Krounebiert zu Miersch installéiert ginn?
2. Wéi gesäit d'Zäitschinn aus, fir dës Radaren ze installéieren?
3. Wat ass de geschate Käschtepunkt heivun?
4. Wéi vill Accidenter sinn an den Tunnelle op der A7 geschitt, zënter dës Streck 2015 fäerdeggestallt gouf?
5. Wat ass de Bilan vum Streckradar tëscht Gonne- reng an dem Waldhaff, zënter dësen operationell ass?

Réponse (12/07/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dës Streckradare ginn nëmmen an den Tunnelle Stafelter, Grouft a Gousselerbiert installéiert.

Deemno kënn kee Radar an den Tunnel beim Krounebiert zu Miersch.

ad 2. Déi dräi genannte Streckradare si viraussechlech bis Enn dës Joers installéiert.

ad 3. De Käschtepunkt vun dësen dräi Streckradaren inklusiv Infrastrukturaarbechten an den Tunnelle beleeft sech op ronn 1,7 Milliounen Euro.

ad 4. Säit 2015 goufen an den Tunnelle op der A7 (Tunnel Stafelter, Grouft, Gousselerbiert a Miersch) insgesamt 115 Accidenter enregistreiert:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 5. D'statistesch Donnéeë betreffend deene vun de Streckradaren erfaasste Sanktiounen leien ausschlieslech der groussherzoglecher Police vir.

Vaccination contre la variole du singe | Question 6328 (10/06/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Den 9. Juni huet d'Ständige Impfkommision (STIKO) an Däitschland eng Recommendatioun erausginn, dat bestëmmte Risikogruppen a Leit, déi mat enger noweislech infizierter Persoun enke Kontakt haten, sech solle mam Poukevaccin Imvanex géint d'Afepouken impfe loosse. An dësem Kontext géing ech gär folgend Drénglechkeetsfro un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Ass zu Lëtzebuerg bei den Afepouke geplangt, eng Impfpfehlung ze maachen, respektiv ass de Conseil supérieur des maladies infectieuses schonns gefrot ginn, fir en Avis iwwer dës Fro ofzeginn? Wa jo, u wat fir Persounen wäert sech dës Empfehlung richte- ten?

– Ass genuch Vaccin disponibel, am Fall, wou et zu enger Recommendatioun kënn?

– Wéi vill Dose gi fir eng Grondimmuniséierung gebraucht?

– Ass zu Lëtzebuerg schonn e Fall vun Afepouken dektektéiert ginn?

Réponse (22/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé

De Gesondheitsministère confirméiert, dass rezent en éischte Fall vun Afepouken zu Lëtzebuerg diagnostizéiert gouf.

De Ministère huet natierlech keen direkten Zougrëff op medezinesch Donnéeë vum Patient, wëll dës dem Secret médical ënnerleien an nëmmen de Medeziner aus der Gesondheitsdirektioun bekannt sinn, a soumat selbsterständlech net public gemaach kënnen ginn.

D'Gesondheitsdirektioun huet och de Contacttracing vum Fall ganz duerchgefuert.

D'Modifikatioun vum Règlement grand-ducal iwwert d'ustiechend Krankheete gouf den 3. Juni 2022 publizéiert, nodeem et en urgence vum Regierungsrat ugeholl gi war, an ass de 7. Juni 2022 a Kraaft getrueden.

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet sech den 21. Juni 2022 gesinn, fir iwwert eventuell zousätzlech Recommendatiounen ze diskutéieren a wäert dës, falls néideg, kuerzfristeg publizéieren.

Wéi d'EU-Kommissioun de 14. Juni 2022 ugekënnegt huet, huet sinn 110.000 Dosen Impfstoff bestallt. Dovu si bis zu 2.500 Dose virgesi fir Lëtzebuerg. D'Liwverung fir Europa soll nach virun Enn vum Mount sinn, e genaue Datum gëtt et awer nach net. Fir eng Grondimmuniséierung ginn zwou Dose gebraucht. Et ass sech ze erwaarden, dass de CSMI, wéi an anere Länner och, fir een zimmlech restriktiven Asaz vun dësem Impfstoff ausschwätze wäert.

Och fir den Tecovirimat ass eng europäesch Bestellung an der Preparatioun, mir hunn do awer nach keng Präzisiounen wat déi genau Quantitéit oder Liwverfrist ugeet. Lëtzebuerg huet awer emol eng 100 komplett Traitementer virgesinn, wat och misst duergoen, wann een dovun ausgeet, dass esou en Traitement nëmmen ugewannt géif gi bei Leit mat engem ganz grouse Risk fir schwéier Komplikatounen.

Bureau de POST Luxembourg à Echternach | Question 6329 (10/06/2022) de Mme Carole Hartmann (DP)

Il me revient que POST prévoirait de fermer le distributeur de billets automatique de son bureau à Echternach.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette fermeture ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Endéans quels délais cette fermeture aura-t-elle lieu ?

– Le bureau de la poste reste-t-il néanmoins ouvert ? Combien de personnes sont employées dans ce bureau de la poste ? Combien de clients y passent par jour/semaine/mois ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que de telles décisions ont un effet négatif sur la vie sociale et sur le futur économique de tout un village qui vit en partie du commerce local ?

Réponse (12/07/2022) de M. Franz Fayot, Ministere de l'Économie

Le bureau de poste à Echternach restera ouvert. Au premier trimestre de l'année 2022, il a enregistré 240 visites par jour en moyenne. L'effectif au bureau est adapté en fonction des besoins.

POST Finance confirme néanmoins la suppression du distributeur de billets en question au 1^{er} juillet 2022 et indique que la raison principale de cette mise hors service est le risque élevé d'attaque à l'explosif sur ce distributeur étant donné son accessibilité 24 heures sur 24 et ses caractéristiques techniques.

POST signale que ses clients ne subissent toutefois aucun préjudice suite à la suppression de ce distributeur de billets. En effet, deux distributeurs de billets alternatifs se situent à moins de 100 m de celui mis hors service par POST et POST Finance offre la gratuité illimitée des retraits sur tous les distributeurs de toutes les banques au Luxembourg et en Europe à ses clients.

Protection des animaux dans les entreprises agroalimentaires | Question 6330 (10/06/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Déiereschutzorganisatioun Amiav ASBL bericht an engem Post vum 27. Mee 2022 op de soziale Medien dovunner, dass rezent ee Bauerenhaff zougemaach gouf, wou Déiere jorelaang ënner onwierdege Bedingungen hu misse liewen. D'Fotoe weisen knaschteg

Fudderstellen an ofgemagert Déieren. D'Awunner vun dësem Duerf hu sech jorelaang fir d'Schléissung vun dësem Bauerebetrieb agesat, deen trotz dësen Ëmstänn weiderhi Mëllech u Molkereie geliwwert huet.

D'Associatioun informéiert, dass dës Liewensbedingungen um Bauerenhaff den Autoritéiten (Police a Veterinärsinspektioun?) zënter sechs Joer bekannt waren, bis d'Justiz viru Kuerzem hei de Betrib zougemaach huet. Et ass onerklärléich, dass et trotz manifeste Mësstänn esoulaang huet missen daueren, bis d'Autoritéiten de Bauerenhaff zougemaach hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Schléissung vun dësem Bauerenhaff sechs Joer gedauert?
2. Wéi vill Betriber sinn aktuell an der Prozedur, fir zougemaach ze ginn?
3. Wéi gesäit d'Prozedur aus, wann ee Baueren- oder Ziichterbetrieb d'Déierewuel net méi garantéiere kann?
4. Wéi eng Kompetenzen huet d'Veterinärsinspektioun, fir an esou Fäll direkt den Déiere kënnen ze hëllefen?
5. Wéi vill Kontrolle vu Bauerenhaff goufe vun der Veterinärsinspektioun an de vergaangene véier Joer gemaach?

Wéi vill Verstéiss goufen an deem Zäitraum géint d'Déiereschutzgesetz festgestallt?

6. Wéi eng Opfaangstrukturen existéieren hei am Land oder am noen Ausland fir Déieren, déi vun engem Bauerenhaff oder enger Ziichterei beschlagnaamt ginn? Falls keng existéieren, wou wier et opportun där ze hunn?

Réponse (01/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. an 2. Am Fall vu Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz sinn eng Rei vu Prozedur virgesinn, déi agehale mussen ginn. Den Déierenhalter kritt als éischt d'Méiglechkeet, déi festgestallte Problemer an engem festgeluechten Zäitraum ze behiewen.

Ee weidere Schrëtt besteet doranner, administrativ Mesuren ze ergräifen, géint déi ee Recours virum Verwaltungsgericht méiglech ass. A leschter Instanz gëtt den Dossier un déi juristesche Autoritéit weidergeleet.

De Bien-être animal ass och ee wichtegt Element vun der Konditionalitéit vun de Bähëllef. Dowéinst ginn d'Verstéiss dem Service d'économie rurale matgedeelt. Am Kader vun enger Procédure administrative non contentieuse kënnen dem Déierenhalter prozentual zu der Gravitéit vum Verstouss d'Flächeprimme gekierzt ginn.

ad 3. Aktuell gëtt et kee Betrib hei zu Lëtzebuerg an esou enger Prozedur.

ad 4. Am Déiereschutzgesetz ass nieft enger administrativer och eng juristesche Prozedur virgesinn, woubäi fir d'lescht d'Gerichter zoustänneg sinn. Wann am Kader vun der administrativer Prozedur engem Déierenhalter d'Garde vu sengen Déieren entzu gëtt, mussen déi Déieren dem Gesetz no enger „personne physique ou morale“ uvertraut ginn, déi d'Déiere logéiert a sech ëm si këmmert. Dës Charge kann och vun enger Déiereschutzorganisatioun iwwerholl ginn.

ad 5. An deene leschte véier Joer goufe 457 Kontrollen op Betriber gemaach. Dozou zielen d'Routinekontrollen op de Betriber wéi och d'Nokontrollen op deenen, wou een oder méi Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz festgestallt goufen. Déi lescht genannte Betriber ginn deemno méi oft am Joer kontrolléiert.

Déi 457 Kontrolle goufen op 203 Betriber gemaach, dobäi goufe 70 Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz bei 39 Betriber festgestallt.

Bei de Verstéiss gëtt et verschidde Kategorien, woubäi déi eng méi ee groussen Impakt op de Bien-être animal hunn an als méi schwéier ugesi gi wéi Verstéiss, déi kee sou een direkten Afloss op d'Wuelbefanne vun den Déieren hunn, wéi z. B. ee Feeler am Medikamentebuch oder Fiches vétérinaires, déi feelen. Déi genannte 70 Verstéiss aus deene leschte véier Joer regroupéieren all déi Kategorien.

ad 6. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng Opfaangstrukturen, fir Déieren ze logéieren, déi beschlagnaamt goufen. D'Ennerbréngung gëtt jee no Bedarf a Fall organiséiert.

Esou eng Opfaangstruktur permanent oprecht ze halen ass en zimmlech groussen Opwand, well déi Struktur ëmmer fir den Noutfall prettstoe muss, d. h. d'Infrastrukturen an d'Equipementer müssen an der Rei gehale ginn, dat néidegt Fudder muss disponibel si grad wéi d'Personal, fir dat Ganzt ze geréieren, wann Déiere bis opgeholl ginn.

Bretelle d'accès à l'autoroute A13 près de Schengen | Question **6331** (10/06/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Autobunnsopfaart bei Schengen fir op d'A13 stellt verschidden Transport- a Logistikfirme virun eng brenzeleg Situatioun. Esou kéinten, laut Ministère, verschidde Camionen dës Opfaart net notzen, well se duerch hiert d'Gewicht keng Mindestgeschwindigkeit fir op d'Autobunn géifen erreechen. Mengen Informatiounen no wieren dës Camionen awer capabel, fir déi ugefuert Vitess ze erreechen, missten heibäi awer bis déi nächst Opfaart duerch sellegen Dierfer oder bis an Däitschland fueren, fir dann do op d'Autobunn ze kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass verschidden Transport- a Logistikfirme verbuede kruten, fir d'Opfaart Schengen ze benotzen? Wa jo, firwat?

2. Wéi vill Camionen, schätzt de Minister, si vun dësem Verbuet betraff a mussen doduerch Ëmweeër duerch d'Land oder an d'Ausland fueren?

3. Säit Dezember 2021 ass op der A13 de Streck radar aktiv.

Ass de Minister der Meenung, dass d'Geschwindigkeitbegrenzung, déi duerch de Radar entsteet, wou duerch d'Vitess tëscht den opfuere Gefeier an deenen, déi schonn op der Autobunn sinn, an dës Fro een neie Moment duerstellt?

Réponse (19/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Allgemeng ass et fir Gefeier, déi Gidder transportéieren a méi wéi 3,5 t weien, net erlaabt, d'Autobunnsopfaart bei Schengen vun der N10 op d'A13 a Richtung Péiteng ze huelen. Dës Verbuet duerch déi entspreche Signalisatioun (C,3e entspreche dem Code de la route an ergäntz duerch dat zoulässegt Gewicht op der Silhouette vum Gefier) gëllt fir jiddereen an net nëmme fir spezifesch Transport- a Logistikfirmen.

ad 2. Et leie mir keng Zuelen oder Schätzung fir, déi dës Critère (Camionen, déi vun der Signalisatioun betraff sinn) entsprechen.

ad 3. Déi maximal zoulässegt Geschwindigkeit vun 90 km/h an der Approche vum Tunnel Markusbierg an

am Tunnel selwer ass net réischt duerch d'Installatioun vum Streck radar entstanden, mee besteet scho säit der Ouverture vum Tunnel am Joer 2003 a stellt deemno kee neie Moment duer.

Structures dédiées à l'accueil d'enfants et de jeunes en situation de détresse | Question **6335** (13/06/2022) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La loi du 10 mars 2021 relative la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange prévoit un investissement à hauteur d'un maximum de 100 millions d'euros. Il s'agit d'un projet d'envergure répondant à un actuel grand besoin en la matière, tant en ce qui concerne l'accueil de longue durée d'enfants et de jeunes que l'accueil dans des situations d'urgence. Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de places sont actuellement disponibles dans des structures dédiées à l'accueil d'enfants et de jeunes en situation de détresse ? Combien de places permettent aujourd'hui un accueil d'urgence pour enfants et jeunes en situation de détresse ?

2) L'offre est-elle suffisante ou y a-t-il une liste d'attente ? Combien d'enfants et de jeunes sont actuellement placés dans des structures à l'étranger ?

3) Où en sont les travaux concernant la construction des nouvelles infrastructures à Pétange ?

4) Quelle est la procédure pour des enfants ou des jeunes devant quitter leur foyer de manière urgente ? Où sont-ils accueillis actuellement ?

5) Quels sont les projets actuellement en cours qui ont pour but l'amélioration de l'accueil de ces enfants et de ces jeunes ?

Réponse commune (22/07/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Au dernier recensement (1^{er} octobre 2021), le dispositif de l'aide à l'enfance et à la famille comptait 1.299 places d'accueil de jour et de nuit, dont 40 réservées à l'accueil en urgence. Ces 1.299 places comprennent les places en centre d'accueil au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que celles en familles d'accueil.

Pour garantir la disponibilité en cas d'urgence absolue, l'Office national de l'enfance, ONE, dispose de cinq « lits d'urgence » auxquels il peut recourir immédiatement en cas de besoin. Ces places ne sont pas calculées dans les 1.299 places du dispositif.

ad 2) L'ONE gère et évalue les demandes d'accueil pour enfants et jeunes en situation de détresse et l'offre dans les structures. Actuellement, 76 demandes sont en cours de traitement (par rapport aux 43 places disponibles.)

Dans le cas d'une urgence absolue, le bénéficiaire est placé immédiatement et ne passe pas par la liste d'attente.

113 enfants ou jeunes sont actuellement placés dans des structures à l'étranger. Ces bénéficiaires ont en grande partie besoin d'une prise en charge spécifique, intensive, non existante au Luxembourg. L'indication pour une mesure d'accueil à l'étranger se fait sur base d'une décision judiciaire ou bien sur base d'une évaluation par l'Office national de l'enfance.

ad 3) Les travaux de viabilisation du site Batty Weber, qui recevra les nouvelles infrastructures à Pétange, ont

débuté comme prévu au début de l'année et seront terminés cet été. Les travaux de gros œuvre relatifs aux premiers bâtiments ainsi qu'au parking souterrain ont commencé au mois de mai 2022. Les travaux de gros œuvre des autres bâtiments vont débuter prévisiblement en automne 2022.

ad 4) Les enfants ou jeunes qui doivent quitter leur foyer de manière urgente sont accueillis par une structure d'urgence. Actuellement, il existe cinq centres d'accueil dits « AUSC » (accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë) qui accueillent les enfants et jeunes placés pour une période maximale de trois mois. Dans ces structures spécialisées, leur projet est réévalué, voire clarifié. Dans certaines situations, il se peut que l'enfant ou jeune puisse réintégrer le milieu familial, dans d'autres un accueil à long terme peut être envisagé en institution ou éventuellement en famille d'accueil.

ad 5) Pour améliorer l'accueil des enfants et des jeunes en détresse, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a récemment déposé le projet de loi 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes adultes et aux familles. Ce projet de loi prévoit des dispositifs visant à responsabiliser et à soutenir les parents biologiques des enfants et des jeunes qui sont placés, notamment au moyen du partage de l'exercice de l'autorité parentale entre les parents biologiques et le prestataire.

Ainsi, les parents biologiques restent impliqués dans la vie de leur enfant et peuvent participer activement à sa prise en charge. De cette manière, un système complexe de support est mis en place autour de l'enfant ou du jeune en détresse.

Le projet de loi 7994 favorise aussi l'activité de famille d'accueil en créant une base légale plus cohérente pour les familles d'accueil. L'introduction de plusieurs statuts d'accueillants vise à diversifier l'offre de la prise en charge. Ces changements devraient engendrer une augmentation du nombre d'accueillants, ce qui permettrait de placer un plus grand nombre de bénéficiaires dans un contexte familial ; contexte qui assure une plus grande stabilité à long terme et un encadrement plus intensif et plus adapté aux besoins des bénéficiaires.

Dans le même esprit, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse encourage la création de petits centres d'accueil qui accueillent un maximum de quatre bénéficiaires. En effet, les petits centres d'accueil permettent aux enfants et aux jeunes de vivre dans un cadre plus familial et plus calme.

Le cadre de référence de l'aide à l'enfance et à la famille, présenté en novembre 2021, constitue une mesure supplémentaire pour améliorer la prise en charge des enfants et des jeunes placés. Ce document forme la base de la démarche qualité introduite par le projet de loi 7994. Il contient les standards de qualité assurant une prise en charge participative, de haute qualité et basée sur les droits de l'enfant.

Bruit routier le long de l'A3 | Question 6336 (13/06/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der A3 ginn den Ament vill Aarbechten duerchgefouert. Dowéinst, a well et sech em eng héich frequentéiert Verkéierssachs handelt, ass d'A3 eng grouss Kaméidissource. Am Kader vum Plan d'action contre le bruit environnemental gi verschidde „mesures anti-bruit“ virgesinn, fir Bierger a Biergerinne virun den negative Folge vum Kaméidi ze schützen. Am Kader vum Ausbau vun der A3 ginn zur Prävention a Reduktioun vum Stroossekaméidi sougenannt

„écrans acoustiques“ op der Héicht vun de Lokalitéite Beetebuerg, Peppeng, Léiweng, Bierchem a Béiweng ubruecht.

Zu Léiweng goufe mir awer elo vu verschiddene Bierger a Biergerinnen dorop opmierksam gemaach, dass opgrond vun der Proximitéit vun der Sortie zu de Wunnhauser d'Belaaschtung vum Kaméidi immens staark wier. Op dëser Sortie wier keng Lärmschutzmauer ubruecht.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gefierer ginn deeglech ronderëm d'Sortie Livange gezielt?
2. Opgrond vu wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, dass d'Lärmschutzmaueren eng adequat Moosnam zur Prävention a Reduktioun vum Stroossekaméidi duerstellen?
3. Bei wéi ville vun de genannte Lokalitéite sinn och d'Sortie mat Lärmschutzmaueren equipéiert?
4. Gëtt och virgesinn, d'Sortie zu Léiweng mat Lärmschutzmaueren auszustatten? Falls nee, wisou net?

Réponse (19/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Um permanenten an automatesche Verkéierszähler N° 1410 zu Beetebuerg op der Autobunn A3 si vu Januar bis Abrëll 2022 am Duerchschnitt 55.969 Autoen an 10.679 Camionen, also am Ganze 66.648 Gefierer pro Dag, gezielt ginn.

ad 2. Bei all gréisserem Projet ginn akustesche Etüde gemaach, déi der Prävention a Reduktioun vum Stroossekaméidi zeguttkommen.

Betreffend der konkreter Methodologie an de Messuren, déi am Kader vum Ausbau vun der A3 ergraff ginn, sinn am „Exposé des motifs“ vum Gesetzesprojet (N° 7144) bezüglech der „mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3“ beschriwwen.

ad 3. Op der Héicht vun de Lokalitéite Beetebuerg, Peppeng, Léiweng, Bierchem a Béiweng gëtt et nëmmen eng Sortie, den Echangeur vu Léiweng.

Op dëser Plaz ass spéider och virgesinn, den Echangeur säitens Léiweng mat Schallschutzmaueren ze equipéieren.

Sécurité dans le nouveau stade de football | Question 6339 (14/06/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Nom Match géint d'Tierkei, den 11. Juni 2022, ass et zu ville Kritikke komm, wat d'Sécherheet am a ronderëm de Stadion ugeet. Et war eng ganz hëtzeg Atmosphär, mat enger ganzer Partie Tëscheffäll, déi fir vill Diskussiounen suergen. Ee grouss Kritikpunkt vun den Zuschauer, déi op der Plaz waren, war, dass d'Supporter vun deenen zwou Equippen net getrennt waren, sou wéi dat am Ausland bei esou Matcher üblech ass, fir Provokatiounen a Gewalt ze verhënneren.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un de Policeminister:

1. Wéi eng Roll spillt d'Police bei esou Matcher?
2. A wéi enge Fäll gräift d'Police bannent dem Stadion an?
3. Wéi stinn déi Verantwortlech zu enger Trennung vun de Supporter bei Risikomatcher, wéi dat am Ausland de Fall ass?
4. Wat fir verschidden Astufunge gëtt et fir Risikomatcher? Ween decidéiert dat?

5. Wéi war de Match géint d'Tierkei agestuift? Wat waren d'Grënn dofir?

Réponse (01/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Roll vun der Police bei all Fussballmatch ass et, de generellen Ordre public an d'Sécherheet vun de Leit ausserhalb vum Stadion ze garantéieren. Hei fir waren extra Sécherheets- a Verkéiersdispositiffen en place gesat.

ad 2. D'Police gräift nëmmen dann am Stadion an, wann et zu Strofdote respektiv Ausschreidunge kënn, zum Beispill eng Massekläpperei ënnert de Supporteren oder Gebrauch vu Waffen, an dann, wann den Organisateur d'Police kontaktéiert, fir am Stadion ze intervenéieren. D'Responsabilitéit vun der Sécherheet an dem gudden Verlaf am Stadion ënnerläit dem Organisateur.

D'Police gouf zu kengem Moment vum Organisateur kontaktéiert, fir während dem genannte Match am Stadion ze intervenéieren.

ad 3. D'Police ënnerstëtzt eng Trennung vu Supporter bei Risikomatcher. Dëst ass awer net méiglech ëmzesetzen, wann den Ticketsverkauf esou ass, dass souwuel Spectateuren, déi zu Lëtzebuerg wunnen, wéi och Spectateuren, déi am Ausland wunnen, hir Tickete fir e Match online kafe kënnen.

ad 4. Ee Fussballmatch gëtt entweder als „Risk-Match“ oder „No-Risk-Match“ vun der Police aklasséiert, baséierend op den Informatiounen, déi d'Police am Virfeld huet. Et gëtt dann en adequate Sécherheitsdispositif ronderëm de Stadion en place gesat.

ad 5. D'Risikoaschätzung vun engem Match säitens der Police ass eng aner, wéi déi säitens der UEFA/FLF. D'Police analyséiert opgrond vun den disponibelen Informatiounen, ob et Problemer par rapport zum Ordre public kéinte ginn. Dëst war bei dësem Match net de Fall.

Classification de la commune de Parc Hosingen en tant que centre de développement et d'attraction régional | Question 6341 (14/06/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Virun zéng Joer hunn déi fréier Gemengen Housen, Konstern an Houschent fusionéiert. Déi nei Gemeng Parc Housen huet sech gutt entwéckelt an zielt mëttlerweil bal 4.000 Awunner.

Leider huet de Programme directeur de l'aménagement du territoire net virgesinn, fir Housen als regionalen Zentrum auszewiesen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landesplanung follgend Froe stellen:

- Aus wat fir enge Grënn ass Housen net als regionalen Zentrum ausgewise ginn?
- Misst d'Gemeng Parc Housen dës Roll net awer an Zukunft erfëllen, zemoal wann een hir strategesch Lag un der N7 am Éislek a Betruecht zitt?
- Ass den Här Minister bereet, fir de Programme directeur an deem Sënn ze iwwerschaffen?
- Wa jo, bis wéini kéint dëst spéitstens geschitt sinn?

Réponse (12/07/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire

Wéi den honorabelen Deputéierten a senger Introduktioun schreift, huet sech d'Gemeng Parc Housen an de leschte Jore gutt entwéckelt, net eleng duerch d'Fusioun vun de fréiere Gemengen Housen, Konstern an Houschent. Virun allem den Haaptuert Housen huet vu senger Situatioun un der N7 profitéiert an huet

mëttlerweil eng héich Zentralitéit fir bal 1.200 Awunner. Déi aner 2.800 Awunner vun der Gemeng sinn op eng Dose kleng Dierfer verdeelt.

Landesplaneresch ass et wichteg, datt de Wuesstem sech innerhalb vun den Haaptlokalitéite konzentréiert, fir esou eng „masse critique“ ze schafen, déi et erlaabt, de lokale Commerce, Servicer an Equipementer ze erhalen, respektiv ze entwéckelen. D'Konzentratioun vun der Entwécklung erméiglecht och eng besser Accessibilitéit mam ëffentlechen Transport respektiv eng zousätzlech Fërderung vun der Mobilité active (ze Fous, mam Vélo, ...).

De System vun de CDAen (Centre de développement et d'attraction), deen am neie PDAT (Programme directeur d'aménagement du territoire) proposéiert gëtt, baséiert sech op de PDAT vun 2003. Den Ursprung vum Système vun de CDAe fënnt ee schon am PDAT vun 1978.

De PDAT gesäit véier CDAe fir den Norde vir – Wolz, Klierf, Veianen an d'Nordstad –, déi solle weider gestärkt ginn. D'Ausweisung vun engem zousätzleche CDA an deem Deel vum Land géif an deem Sënn d'Positioun vun de besteende CDAe schwächen.

Den neie PDAT gëtt sech als weidert Zil, d'Buedemversigelung am ganze Land progressiv ze reduzéieren an de Wuesstem op déi aktuell besteend CDAen an Haaptagglomeratiounen ze konzentréieren. Eng nei Planungskultur ass dofir noutwenneg – verstärkt Multifunktionalitéit, Émplange vu schonns versigelte Flächen asw. Dëst Zil ass am Aklang mat den ambitiöse klimateschen, energieeteschen an ëmweltschützlerchen Objektiver, déi d'Lëtzebuerger Regierung sech ginn huet.

An deem Sënn ass net ugeduecht, der Gemeng Parc Housen oder der Lokalitéit Housen am Kader vum neie Programme directeur d'aménagement du territoire de Statut vu regionalem Zentrum ze ginn.

Vaccination contre la pneumonie | Question 6342 (14/06/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

De Conseil supérieur des maladies infectieuses recommandéiert zanter Juli 2015, datt Leit tëschent 65 a 85 Joer an och Risikopatienten sech solle géint d'Longenentzündung impfe loossen. Laut engem Accord vum August 2018 tëschent der Regierung an der Caisse nationale de santé ginn d'Käschte vum Vaccin an deem Fall zu 100 Prozent vun der CNS iwwerholl. An deem Kontext géing ech gär folgend Froen un d'Madam Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Envisagéiert d'Regierung en Eropsetze vun der Altersgrenz, esou datt och Leit, déi méi al si wéi 85 Joer, de Vaccin vun der CNS rembourséiert kréien?

– Firwat géllt d'Recommandatioun, fir sech géint d'Longenentzündung impfen ze loossen, nëmme bis zum Alter vu 85 Joer?

Réponse commune (22/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

D'Alterslimit fir d'Prise en charge vun der Impfung géint d'Pneumocoque baséiert op der Empfehlung vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI). Am Avis vum CSMI (Juli 2015) ass d'Alterslimit vu 85 Joer esou motivéiert: « Adultes de plus de 65 ans : en l'absence de données d'efficacité chez les personnes âgées de plus de 85 ans, l'indication de la vaccination chez ces personnes repose sur les facteurs de risque individuels. »

Fir eng méi détailléiert Erklärung géife mir den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vun der Regierung vum 25. Februar 2021 op d'parlamentaresch Ufro N° 3526 vun der honorabeler Deputéiert Carole Hartmann verweisen.

Zousätzlech dozou kann d'Regierung d'Informatioun ginn, dass de CSMI effektiv dobäi ass d'Empfeelungen iwwert d'Impfung géint d'Pneumocoquen ze iwwerschaffen, och am Kontext vun neien, méi breet opgestallten Impfstoffer, déi elo um Maart sinn. An deem Kader wäert och d'Altersgrenz vun der Impfung diskutéiert ginn, baséierend op de leschte medezinneschen a wëssenschaftleche Kenntniss. Et gëtt domat gerechent, dass déi nei Recommendatioun virun der Hierscht-Wintersaison 2022 erauskommen.

D'Conventioun zwëschent dem Staat an der Gesondheetskeess vun 2018 gesäit vir, dass bei neie Recommendatiounen vum CSMI dës och a puncto Remboursement iwwerholl ginn.

Reconnaissance de maladies professionnelles | Question 6343 (14/06/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Sur base des chiffres publiés dans les rapports annuels de l'Association d'assurance accident (AAA), il s'élevé que le nombre de maladies professionnelles reconnu a été en baisse entre les années 2011 et 2019. Cette tendance s'est inversée en 2020 avec la reconnaissance de la Sars-Covid-19 comme maladie professionnelle dont les cas reconnus représentaient à eux seuls plus de deux tiers du total des maladies professionnelles reconnus pour l'année 2020. Si pourtant on excluait les cas Covid-19 des statistiques de l'AAA, l'année 2020 marquerait le niveau le plus bas en ce qui concerne la reconnaissance de maladies professionnelles.

Le taux de reconnaissance est susceptible d'évoluer en fonction des maladies professionnelles qui figurent effectivement dans le tableau des maladies professionnelles de l'AAA. Un tableau complet et actualisé régulièrement favoriserait un niveau de reconnaissance plus élevé, tandis qu'un tableau incomplet et daté impliquerait que les salariés malades devraient faire leur demande en « système ouvert » et établir eux-mêmes la preuve d'un lien de causalité avec les conditions de travail.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle a été l'évolution en matière de maladies professionnelles en ce qui concerne les cas déclarés et les cas reconnus entre 2011 et 2021 ?

2) Quelles sont les maladies et branches professionnelles les plus concernées ?

3) Quelle a été la part de la Sars-Covid-19 parmi les cas déclarés et les cas reconnus pour les années 2020 et 2021 ?

4) Dans quels secteurs professionnels les cas de reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle ont été les plus élevés ?

5) Quelle a été l'évolution entre 2011 et 2021 du nombre de salariés qui ont pu bénéficier d'une indemnisation par l'assurance accident d'une maladie professionnelle non inscrite dans ledit tableau ?

6) À quand date la dernière réunion de la Commission supérieure des maladies professionnelles, chargée de faire des modifications de la liste des maladies professionnelles ? Combien de fois cette commission s'est-elle réunie entre 2007 et 2022 ?

7) Au vu de la question précédente et en faisant abstraction de la reconnaissance comme maladie professionnelle de la Covid-19, à quand date la dernière actualisation de la liste des maladies professionnelles ? Quelles maladies professionnelles ont ainsi été ajoutées à la liste des maladies professionnelles depuis 2007 ?

Réponse (01/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend, par année, le nombre de maladies professionnelles (en abrégé : MP) qui ont été déclarées et, parmi celles-ci, le nombre de maladies professionnelles reconnues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend les six maladies professionnelles les plus courantes en termes de nombre absolu.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le tableau ci-dessous reprend les six professions les plus concernées en termes de nombre absolu.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de cas déclarés et reconnus en 2020 et 2021 en lien avec le coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Les professions du secteur de la santé et des soins sont les professions qui sont les plus représentées au niveau des cas déclarés et reconnus en ce qui concerne le coronavirus Sars-CoV-2, tel qu'il ressort du tableau ci-après.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Le tableau ci-dessous reprend, par année, le nombre de cas dans lesquels une maladie professionnelle a été reconnue alors qu'elle ne figurait pas dans le tableau des maladies professionnelles

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) La dernière réunion de la Commission supérieure des maladies professionnelles date du 13 mars 2014. La commission s'est réunie à cinq reprises entre 2007 et 2022.

ad 7) La dernière actualisation de la liste des maladies professionnelles date du 5 juillet 2016. Les six pathologies qui ont été ajoutées depuis 2007 sont :

– maladies du sang, du système hématopoïétique et du système lymphatique par le benzène

– gonarthrose provoquée par une activité agenouillée ou par une charge comparable sur le genou après une durée d'exposition cumulée pendant la vie active d'au moins 13.000 heures et une durée minimale d'exposition d'une heure par poste de travail et ayant nécessité l'abandon de toutes activités qui ont été ou qui peuvent être en relation causale avec l'origine, l'aggravation ou la réapparition de la maladie

– cancer du poumon provoqué par le dioxyde de silicium cristallin (SiO₂) en association avec une silicose ou silico-tuberculose établie

– cancer du poumon provoqué par les hydrocarbures aromatiques polycycliques lorsque l'effet d'une dose cumulative d'au moins 100 années-benzo[a]pyrène [($\mu\text{g}/\text{m}^3$) x années] est établi

– cancer du poumon provoqué par l'interaction de la poussière d'amianté et des hydrocarbures aromatiques

polycycliques lorsque l'effet d'une dose cumulative susceptible de causer la maladie avec une probabilité d'au moins 50 % d'après le tableau 1 annexé au tableau des maladies professionnelles est établi

– fibrose pulmonaire provoquée par une exposition extrême et prolongée à des fumées et gaz de soudage (sidérobiose).

Personnel enseignant de la formation professionnelle | Question 6344 (14/06/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6074 geet den Här Minister op eng Rei Modalitéite vum Léierpersonal aus der Berufsausbildung an.

Dozou géif ech dem Här Schoulminister gär dës No-froen stellen:

1. An der Äntwert op déi éischt Fro schreift den Här Minister ënner anerem dat hei: „D'Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle (an der Suite „Cellule“) gouf 2017 an d'Liewe geruff, fir d'Aktualitéit vun de Beruffsprofilen an der Berufsausbildung ze iwwerpräiwen an eventuell Adaptatiounen ze recommandéieren.“ Kann den Här Minister preziséieren, wéi sech d'Kompetenze vun der genannter Cellule vun deene vun de „groupes curriculaires“ ënnerscheeden an op wéi eng Manéier déi zwou Instanze koordinéiert ginn?

2. Weider schreift den Här Minister iwwer d'Aarbecht vun der Cellule de compétence: „D'Aarbechte vun der Cellule kënnen wéi geplangt duerchgefouert ginn a vun deene ronn 30 ofgeschlossenen Analyse goufe schon eng ganz Rei Adaptatiounsvirschléi ëmgesat. Och huet dës Analys dozou gefouert, e Qualitéitsprong bei de curricularen Dokumenter ze maachen.“ Kann den Här Minister elaboréieren, ëm wéi eng Adaptatiounen et sech hei konkret handelt a preziséieren, op wéi enger Basis, z. B. enger Begleitétude, dee genannte „Qualitéitsprong“ dokumentéiert gouf?

3. An der Äntwert op déi zweet Fro zitéiert den Här Minister den Artikel 5 vum modifizéierte Gesetz iwwer d'Berufsausbildung, fir d'Zesummesetzung vum Comité à la formation professionnelle ze dokumentéieren. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Vertrieder vun de Beruffskummere physisch an deem Gremium vertruede sinn oder just als Usprichpartner fir hir jee-weileg Institutioun?

4. An der gemeinsamen Äntwert op d'Froen 3, 4 a 5 zitéiert den Här Minister aus dem Gesetz iwwer d'Remuneratioun am öffentlechen Déngscht vun 2015 an dem Ännerungsgesetz vun 2018 ënner anerem dat hei: « a) Au paragraphe 1^{er}, les termes „scientifique et“ sont supprimés.

b) Au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit: “Pour être classé à un emploi de l'un des sous-groupes visés aux points a), b), c) ou e) du paragraphe 1^{er}, l'employé doit être détenteur soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires classiques, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires générales, soit d'un brevet de maîtrise, soit présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes.”

c) (...)

d) Le paragraphe 4 est abrogé. »

Am Gesetz vun 2005 iwwer d'Fixéierung vum Kader vum Léierpersonal aus dem Beräich vum Secondaire ass ënnert dem Artikel 4 awer dat hei ze liesen:

« 4. Dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, sous-groupe enseignement secondaire et sous-groupe à attributions particulières, les

maîtres d'enseignement et les formateurs d'adultes en enseignement pratique doivent :

a) soit être détenteurs d'un brevet de maîtrise luxembourgeois en lien avec la spécialité requise, soit être détenteurs d'un brevet de maîtrise étranger en lien avec la spécialité requise, reconnu équivalent par le ministre. Des règlements grand-ducaux peuvent instituer des examens spéciaux sanctionnant la qualification des postulants à la fonction de maître d'enseignement dont la spécialité professionnelle ne comporte pas de brevet de maîtrise ;

b) soit être détenteurs d'un brevet de technicien supérieur luxembourgeois en lien avec la spécialité requise, soit être détenteurs d'un brevet de technicien supérieur étranger en lien avec la spécialité requise, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur ;

c) soit être détenteurs d'un brevet de technicien supérieur spécialisé luxembourgeois en lien avec la spécialité requise, soit être détenteurs d'un brevet de technicien supérieur spécialisé étranger en lien avec la spécialité requise, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur ;

d) soit être détenteurs d'un diplôme étranger sanctionnant un cycle unique et complet d'au moins deux années d'études en lien avec la spécialité requise dans une école de niveau supérieur, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur. »

Hei gétt op de BTS verweisen. Kann den Här Minister an allgemenge Wieder matdeelen, wéi dës Widder-sproch sech erkläert an ob un eng zäitno Gesetzes-ännerung geduecht ass, fir déi zwee legislativ Texter zueneen ze konforméieren?

5. Kann den Här Minister preziséieren, wéi déi Decisioun motivéiert ass, fir zu Lëtzebuerg kee Meeschterbréif fir en „opérateur de la forêt et de l'environnement“ unzibidden?

6. An der Äntwert op déi 8. Fro schreift den Här Minister, datt hien d'Handwierkerkummer bei der Reorganisatioun vum Meeschterbréif mat „Manpower“ ënnerstëtzt. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Leit hien hei zu wéi vill Stonne fräistellt?

Réponse (18/07/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle (an der Suite „Cellule“) soll een externe Bléck op d'Formatioun werfen. D'Cellule funktionéiert deemno onofhängeg vun den Équipes curriculaires. Si analyséiert, ob d'curriculaire Dokumenter de Qualitéitscritèren entspriechen an ob d'Beruffsbild, respektiv déi ze erléierend Kompetenzen den aktuelle Gegebenheete vum Beruff entspriechen. Nodeems déi Analys ofgeschloss ass an der Cellule hire Rapport vum Groupe de pilotage vun der Berufsausbildung validéiert gouf, gétt de Rapport an der Équipe curriculaire presentéiert. D'Cellule schafft fir d'Équipe curriculaire dann och ee Cahier des charges aus, an deem hir Recommandatiounen an entspriechend Ännerungsvirschléi dokumentéiert sinn.

ad 2. D'Adaptatiounen, déi duerch der Cellule hir Analys gemaach goufen, betreffen ënner anerem d'curriculaire Dokumenter: Hei konnte Lacunen aus vergaangene Joren opgefëllt ginn, respektiv goufen ondäitlech Formulatiounen redresséiert an den internationale Standarden am Beräich

Kompetenzformuléierung ugepasst. Dëst ass och dat, wat mat deem genannte Qualitéitsprong gemengt ass.

Aner Adaptatiounen, déi duerch der Cellule hir Aarbecht gemaach goufen, sinn ënner anerem d'Bäisetze respektiv d'Ewechloosse vun eenzelen Tächen an der Ausbildung, d'Schäerfe vu Beruffsprofilen als Folleg vun Ännerungen um Aarbechtsmarché, d'Redefinitioun vun eenzele Beruffsprofilen.

ad 3. Déi an de Comité à la formation professionnelle genannte Leit representéieren hir Institutioun am Comité, sief et physisch oder als Usprichpersoun am Fall vu Froen.

ad 4. Et ass esou, dass d'Fonction publique aner Critèren applizéiert, fir an der B1-Carrière anzustellen. Esou geet et duer, fir an enger net enseignérender Fonction ee Secondairesdiplom oder ee Meeschterbréif ze hunn, fir am B1 agestallt ze ginn. Bei enger Fonction enseignante ass dëst anescht: Hei sinn de Meeschterbréif respektiv ee BTS zwéngend noutwenneg, fir kënnen als Maître d'enseignement respektiv als Formateur d'adultes ze schaffen.

Eng Gesetzesännerung ass am Moment net virgesinn.

ad 5. Dës Meeschterbréif existéiert am Moment net. De Prinzip wëllt, dass d'Chambre des métiers, op Demande vun de Federatiounen hin, beim Service de la formation professionnelle mell, wann ee Besoin besteet, fir een neie Meeschterbréif auszuschaffen. Dat ass fir dee genannte Beruff bis elo net geschitt.

ad 6. Den Educationministère ënnerstëtzt d'Chambre des métiers op zwee Weeër:

– Iwwer eng Participatioun un de Käschten (virun allem Personalkäschte fir eng ronn zéng Persounen), déi fir d'Ausschaffe vun de reforméierte Meeschterbréier ufalen;

– Iwwer ee konstante Suivi duerch d'Direktioun vun der Berufsausbildung.

Nomination des consuls honoraires en Russie | Question 6345 (14/06/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Récemment reporter.lu a thématisé le sujet de la nomination des consuls honoraires en Russie. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes.

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer les faits soulevés dans l'article en question, plus précisément le fait que les noms de deux consuls honoraires, à savoir Alexei Mordachov et Viktor Rashnikov, se trouvent sur la liste des personnes sanctionnées par l'Union européenne ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que le consul honoraire Valery Gergiev a également été dispensé de ses fonctions ?

– Si oui, pour quelles raisons ?

3) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que Messieurs Vladimir Yevtushenkov et Roman Trotsenko exercent toujours la fonction de consul honoraire ?

– Si oui, est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la Grande-Bretagne a listé Vladimir Yevtushenkov sur sa liste des personnes sanctionnées ?

4) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que le bureau du consul honoraire avec juridiction sur les régions de Novossibirsk et de Kemerovo, Roman Trotsenko, se trouve à l'Aéroport Novossibirsk et que Roman Trotsenko est le propriétaire de cet aéroport, qui est également utilisé par l'armée russe ?

5) Quelle est la procédure de nomination des consuls honoraires ?

6) Est-ce que ces dernières années cette procédure a toujours été respectée en Russie ?

7) Est-ce que selon cette procédure un consul honoraire doit obligatoirement résider dans la circonscription qu'il représente ?

8) Combien de consuls ont été nommés en Russie depuis 2014, date à laquelle les premières sanctions ont été mises en place ?

Réponse (13/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui.

ad 2) Oui, compte tenu de sa proximité avec le pouvoir en Russie.

ad 3) Oui.

– Oui.

ad 4) Le consulat honoraire ayant juridiction sur les régions de Novossibirsk et de Kemerovo est établi à l'Aéroport de Novossibirsk. Il avait été estimé que ce fut un bon endroit pour localiser ce dernier, à la fois à cause du soutien qu'il serait le cas échéant amené à offrir à des voyageurs luxembourgeois en détresse et de l'opportunité d'y promouvoir le Luxembourg comme destination touristique. L'Aéroport de Novossibirsk est en effet une plaque tournante importante en Russie pour les vols domestiques. Par ailleurs, cet aéroport a longuement été utilisé par Cargolux comme escale technique pour ses vols vers la Chine. À travers « AEON Corporation », dont il est l'actionnaire majoritaire, Monsieur Trotsenko est propriétaire et prestataire de services (handling, catering, parking, etc.) des terminaux civils de l'Aéroport de Novossibirsk.

Les pistes et autres infrastructures liées au mouvement en vol et au sol des aéronefs appartiennent à l'État russe. AEON Corporation n'a aucun lien opérationnel, économique ou autre avec la partie militaire de l'aéroport, dont la gestion est complètement séparée des opérations civiles.

ad 5) Les principales étapes de la procédure de nomination sont codifiées par la loi du 20 avril 1923 concernant la promulgation de règlements consulaires et l'introduction de certaines taxes à percevoir par les agents du corps consulaire, ainsi que par la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963.

ad 6) La procédure de nomination a toujours été respectée en Russie. Elle est la même pour tous les pays où le Grand-Duché de Luxembourg nomme des consuls honoraires.

ad 7) La résidence dans la circonscription couverte par le mandat du consul honoraire ne constitue pas une condition d'accès à la fonction. Le consul honoraire doit par contre obligatoirement résider dans le pays dans lequel se trouve son consulat et ce dernier doit être établi dans la circonscription concernée.

ad 8) Monsieur Trotsenko est le seul consul honoraire nommé en Russie depuis 2014.

Plaques d'immatriculation | Question **6347** (14/06/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Um Site vun der SNCA (Société nationale de circulation automobile) ginn déi verschidde Formater vun Autos- a Motosplacken, déi zu Lëtzebuerg kënnen immatrikuléiert ginn, opgelésch. Fir déi Autosplacken, déi no 2003 ugefrot gi sinn, muss d'Konditioun erfëllt sinn, dass 5 Chifferen oder 2 Buschtawen a 4 Chifferen drop stinn. D'SNCA-Dokument präziséiert net, wéi mat deene Placken ëmgaange gëtt, déi net op der Lésch stinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Formater sinn haut nach am Ëmlaf, déi net Deel vun den haut nach immatrikuléierbaren SNCA-Placke sinn?

2. Wéi vill vun dëse Placke sinn aktuell nach am Ëmlaf?

3. Mengen Informatiounen no kënnen dës eeler Placken net méi op aner Autoen oder Motoen transferéiert ginn. Kann de Minister erklären, firwat dëst de Fall ass, an ob et hei net méiglech wier, dës Placken awer nach am Ëmlaf ze halen?

Réponse (14/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aktuell sinn alleguerten d'Formater vun Immatriculationsplacken, déi jee zu Lëtzebuerg autoriséiert goufen, nach am Ëmlaf. Esoulaang de Proprietär vum Gefier seng Plack net ännert oder d'Gefier definitiv ofmellt, bleiwen och déi Placke gültig, déi ee Format hunn, dat net méi dem Règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers entsprécht. Dës eeler Formater am Ëmlaf kënnen zesummegeat sinn aus: 2 Buschtawen an 3 Zuelen, 1 Buschtaf a 4 Zuelen, 3 Zuelen, an 2 Zuelen an 2 Buschtawe fir Cyclomoteurs, woubäi d'Gréissten och a Funktioun vun dëse Kombinatiounen ënnerschiddlech sinn.

Den Tableau ënnendrénger schlësst d'Unzuel vun den nach immatrikuléierte Placken (ugemellt oder temporär ofgemellt) an deenen eenzelen eelere Formater op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Transfert vun enger Plack an engem eelere Format vun der Buschtawen-Zuele-Kombinatioun op een aner Gefier ass effektiv net méiglech. Esou gesäit den Artikel 16 vum uewe genannte groussherzogleche Règlement vir, datt fir all Gefier, dat entweder nei ugemellt gëtt, importéiert gëtt oder zu Lëtzebuerg de Proprietär wiesselt, muss eng Nummer aus der „série courante“ (2 Buschtawen, 4 Zuelen) oder eng personaliséiert Nummer (2 Buschtawen, 4 Zuelen, respektiv 5 Zuelen oder 4 Zuelen) attribuéiert kréien. Bei de Cyclomoteurs muss eng 2-Buschtawen-2-Zuele-Kombinatioun benotzt ginn. Aner Kombinatiounen sinn net méi autoriséiert. Dëst soll sécherstellen, datt no an no nëmmen nach déi gültig Formater am Ëmlaf bleiwen, déi och den europäeschen Dimensiounen entsprechen.

Zousätzlech kënn derbäi, datt een Transfert vu Placken, virun allem vun engem Proprietär op een aneren, ëmmer de Risiko mat sech bréngt, datt mat dësen eelere Placken oder den neie Placken, bei deene verschidde Buschtawen- an Zuelekombinatiounen deelweis staark nogefrot sinn, och Handel bedriwwen gëtt.

Rapatriement familial | Question **6349** (15/06/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Laut Medieberichter huet d'Immigrationsverwaltung beim Rapatriement familial d'Prozedur geännert. D'Demandé fir d'Familljenzesummefféierung géifen net méi direkt zu Lëtzebuerg traitéiert ginn. Si missten elo iwwer eng Internetsäit vun engem privaten Anbieter an der Belsch gemaach ginn. Doduerch kéim et zu Problemer. An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

– Huet d'Prozedur vun der Familljenzesummefféierung vu Flüchtlinge rezent geännert?

• Wa jo, wéini a firwat?

• Gëtt et eng legal Basis fir déi nei Prozedur?

– Ginn et technesch Problemer mam neie System?

• Wa jo, kënn et doduerch zu Retarde beim Opschaffe vun den Demanden?

• Besteet doduerch net de Risiko, datt Delaien net kënnen agehale ginn an eenzel Flüchtlingen doduerch benodelegt ginn?

– Gëllen déi nei Reegele fir all d'Flüchtlingen, onofhängeg vun hirer Nationalitéit, respektiv vum Land, aus deem se kommen?

Réponse (13/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Et ass unzemierken, dass all Demande fir eng Familljenzesummefféierung vu Persoune bei der Direction de l'immigration vum Ausseministère muss agereecht ginn an dass si als eenzeg kompetent ass, fir esou Demanden ze traitéieren.

Säit dem 4. Abrëll 2022 ass just eng Etapp an der Prozedur dobäi komm, fir eng éischt Iwwerprüfung vum Bestoe vun enger Familljerelatioun ze maachen. Dës Etapp leeft iwwer eng extern Firma, do wou d'Belsch eis an de concernéierte Länner vertrieeden. Dës Prozedur, déi fir all Visademande fir d'Belsch obligatoresch ass, ass agefuert ginn, well et ëmmer méi zu Irregularitéiten am Kontext vu Familljenzesummefféierung vu Persounen aus Eritrea komm ass. Deemo ass eng Analys sur place onëmänglech ginn. Duerch dës Upassung un déi belsch Prozedur soll och evitéiert ginn, dass et an dësen Dossieren zu Problemer beim Ausstelle vun de Visae fir an de Grand-Duché duerch déi belsch konsularesch Autoritéite kéint kommen.

Laut dem Artikel 73 Paragraphe 2 vum ofgeännerten Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 kann de Minister oder en diplomateschen oder konsularesch Posten, deen de Grand-Duché am Ausland vertritt, Interviewen oder aner Ennersichungen an Enquête maachen, déi néideg sinn, fir eng Familljerelatioun festzustellen.

Dës Prozedur applizéiert sech op Familljenzesummefféierung mat enger eritreeescher Persoun, déi eng international Protektioun zu Lëtzebuerg huet. Eng änlech Prozedur gëtt et awer scho säit 2018 fir Familljenzesummefféierung mat Persounen aus Guinea oder dem Senegal.

Zu direkten technesche Problemer ass et net komm. Allerdéngs goufen et am Ufank Onkloerheeten iwwer verschidde prozedural Ofleef, an dofir sinn d'Informatiounen, wéi d'Prozedur genau geet, an déi un d'Demandeuren an hir Affekote ginn, nach eng Kéier completéiert ginn, fir all potentiell Schwierigkeeten aus dem Wee ze raumen. Dokumenter, déi onméiglech wieren ze kréien, ginn an deem Kontext net gefrot. Et gouf och nach eng Kéier bei de belschen Autoritéite präziséiert, wéi eng Dokumenter fir Lëtzebuerg noutweneg sinn.

Den Delai vum Artikel 69(3) vum Immigrationsgesetz leeft vun deem Moment un, wou d'Demande fir eng Familljenzesummefféierung bei der Direction de l'immigration ukomm ass.

Propositions du FMI concernant le marché immobilier | Question **6354** (15/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel vum 100,7 „Logement: IWF mécht Lëtzebuerg konkret Proposen“ vum 12. Juni 2022 gi verschidde Mesuren thematiséiert, déi den Internationalen Wärfungsfong Lëtzebuerg virschléit.

Niewent luewende Wierder mécht den IMF Country Report Nr. 22/152 och op verschidden Ëmstänn opmierksam, déi en als deficitaire ugesäit. Nohuelbedarf géif et zum Beispill a Saache Logement ginn. Sou faasst den Artikel vum 100,7 de Rapport vum Internationale Wärunngsfong esou zesummen, dass de Wunnengsmarché zu Lëtzebuerg als „Oligopol u Konstruktionsfirmen a Landbesëtzer“ beschriwwé kéint ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Deelt de Minister d'Aschätzung vum Internationale Wärunngsfong, deen de Logementmarché zu Lëtzebuerg als „Oligopol“ betruecht?

– Falls jo, empfënnt de Minister dëst als zefriddestellend oder gedenkt de Minister, géint dësen Zoustand virzegoen, fir dass sech méi Ubidder um Wunnengsmarché erëmfannen? Falls jo, mat wat fir konkrete Mesuren?

– Falls nee, wisou net?

2. Am „Bausecteur wieren d'Paien zu Lëtzebuerg net héich genuch, fir Aarbechter aus der Grenzregioun heihin ze lackelen“. Gesäit de Minister hei och d'Gefor vum engem Kompetitivitéitsverloscht fir Lëtzebuerg, ganz besonnesch an dësem Secteur?

– Falls jo, wéi gedenkt de Minister, fir hei déi néideg Impulser ze setzen? Wéi steet de Minister zu engem steierlechen Ureiz, fir Aarbechterinnen an Aarbechter aus dem Bausecteur méi einfach ze logéieren?

3. „D'Employéë beim Staat a bei de Gemenge verdéngen engersäits gutt, anerersäits wëlle si natierlech och no bei hirer Aarbecht wunnen. Dat suert fir méi ee groussen Drock op d'Demande no Wunnraum“, faasst den 100,7 d'Nott vum Internationale Wärunngsfong zesummen. Deelt de Minister dësen Avis?

Réponse (19/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1. Dem Internationale Wärunngsfong seng Analys schwätzt just am Kontext vum Landbesëtzer zu Lëtzebuerg vum engem „oligopolistic land ownership market“. Dëst betrëfft awer net de Logementmarché vum existente Wunnengen, mee nëmmen Terrain fir den Neibau, deen awer just e relativ geréngen Deel vum gesamte Wunnengsmaat duerstellt. D'Situatioun vum Besëtzer vum de Baulandreserven zu Lëtzebuerg huet de Ministère ausféierlech an ënnerschiddlechen Notte vum Observatoire de l'habitat thematiséiert. Dës Notte louchen och der Ekipp vum Internationale Wärunngsfong vir, wou si hir Analyse gemaach hunn iwwer de Wunnengsmaat.

ad 2. Den Internationale Wärunngsfong werft d'Fro op no der Kompetitivitéit vum den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg am Kontext vum der Präisdeierecht am Allgemengen. Dobäi gouf awer d'Kompetitivitéit net op d'Wunnengspräisser reduzéiert. Dëst ass effektiv a méi engem breede Kontext ze analyséieren, esou wéi dat den Observatoire de la compétitivité och mécht.

Wat d'Fro no zousätzleche steierlechen Ureizer ugeet, wier als éischt op de Rapport vum Wärunngsfong selwer ze verweisen, dee recommandéiert, den Drock vum der Demande ze reduzéieren, andeem den erwaarte Return-on-Invest duerch Steiermoosname reduzéiert gétt. Den Internationale Wärunngsfong gesäit zousätzleche steierlech Ureizer an der aktueller Situatioun also kritesch. Ënnerschiddlech Analysen, déi mer zu Lëtzebuerg selwer gemaach hunn, féieren dozou, dass ech dës Positioun deelen.³

ad 3. Et ass evident, dass d'Liquiditéit vum der Nofro e groussen Impact op d'Präisentwicklung huet. Dat ass

weeder begrenzt op d'Employéë beim Staat oder bei de Gemengen, nach op d'Thema Wunnen.

.....

Propositions du FMI concernant la fonction publique | Question **6358** (15/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel vum 100,7 „Logement: IWF mécht Lëtzebuerg konkret Proposen“ vum 12. Juni 2022 gi verschidde Mesuren thematiséiert, déi den Internationale Wärunngsfong Lëtzebuerg virschléit.

Niewent luewende Wierder mécht de Country Report Nr. 22/152 och op verschidden Ëmstänn opmierksam, déi en als deficitaire ugesäit. Nohuelbedarf géif et a Saache Logement, am öffentlechen Déngscht ewéi och an der Steierreform vum 2017 ginn. Sou faasst den Artikel vum 100,7 de Rapport vum Internationale Wärunngsfong esou zesummen, dass am öffentlechen Déngscht just nach Leit agestellt sollte ginn, fir „déi néideg Plazen ze besetzen“. Des Weideren heescht et beim 100,7: „D'Employéë beim Staat a bei de Gemenge verdéngen engersäits gutt, anerersäits wëlle si natierlech och no bei hirer Aarbecht wunnen. Dat suert fir méi ee groussen Drock op d'Demande no Wunnraum.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir öffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

1. Deelt de Minister d'Aschätzung, dass d'raimlech Konzentratioun vum de staatleche Servicer an déi raimlech Konzentratioun vum den Aarbechts- a Wunnplazen, déi sech doraus ergëtt, ënner anerem fir déi héich Demande um Wunnengsmarché responsabel ze maache sinn?

2. A wéi enge Gemenge befanne sech staatlech Servicer, Administratiounen an öffentlech Aariichtungen? Wéi vill Leit si jeeeweils pro Gemeng an dëse staatleche Servicer, Administratiounen an öffentlechen Aariichtungen beschäftegt?

3. Kéint eng gewëssen Dezentralisatiouns- oder Dekonzentratiounspolitik vläicht hëllefen, fir eng besser raimlech Verdeelung vum de staatleche Stellen ze kréien, an op dësem Wee den Drock op verschidden Zonen – haaptsächlech am Ballungsraum vum der Stad Lëtzebuerg – ze erliichteren?

4. Falls eventuell nei staatlech Servicer an d'Liewe geruff sollte ginn, ass de Minister der Meenung, dass déi op Plaze komme sollten, déi manner zentral leien, awer trotzdem raumplaneresch nach Sënn maachen?

Réponse commune (14/07/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Déi héich Demande um Wunnengsmaat an déi doraus resultéierend Wunnengsdeierecht ginn op vill Ursachen zrëck, wouvunner déi raimlech Konzentratioun vum de staatleche Servicer a vu den Aarbechtsplazen virun allem an der Stad Lëtzebuerg sécherlech hir Roll spillen. Aus där Ursach gesäit de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) zanter 1978 e „système des centres de développement et d'attraction, CDA“ an eng „armature urbaine“, also ee stätescht Grondgerüst vir.

Mam Zil, eng equilibréiert Entwécklung vum Lëtzebuergger Territoire ze féerden a Bedierfnisser u Mobilitéit ze reduzéieren, identifiziéiert dëst Grondgerüst den iwwergeuerdenten, internationalen Zentrum vum der Stad Lëtzebuerg, déi zwee Zentere vum nationaler Wichtigkeet – d'Nordstad an d'Agglomeration Esch-Uelzecht – an eng ganz Rei aner regional Zentere. Dës Zentere si charakteriséiert duerch eng optimal Ubanung un den öffentlechen Transport an zeechne sech duerch d'Ubidd vum engem héijer Zuel u Funktiounen,

Geschäfte a Servicer aus. D'Stärkung vum dësen Zentere an engem gewësse Gläichgewicht tëschent Awunner an Aarbechtsplaze soll zu enger harmonescher Entwécklung vum ganze Land, déi de lokalen a regionale Spezifitéite Rechnung dréit, bäidroen an d'Noutwennegkeet vum individuelle motoriséierten Deplacement op e Minimum reduzéieren. An deem Sënn geet de Staat mam gudden Beispill vir an ënnerstëtzé déi betreffen Zentere finanziell an hirer Entwécklung, an andeems eng Rei staatlech Servicer ëmgesidelt goufen.

ad 2. Wann et ëm Administratiounen oder staatlech Servicer geet, si ganz vill vum dësen Administratiounen och an der Gemeng Lëtzebuerg doheem. Dat géllt och fir Ministère, déi der Constitutioun no um Territoire vum der Stad Lëtzebuerg musse sinn. Et ginn awer och Administratiounen, déi net méi an der Stad Lëtzebuerg sinn a schonns dezentraliséiert gi sinn, notamment d'Ëmweltverwaltung an d'Waasserwirtschaftsamt op Belval an d'Naturverwaltung zu Dikrech. Donieft ginn et dann awer och Administratiounen – wou d'Direktioun an der Stad ass – mat regionalen Antennen. Hei fale folgend Administratiounen a Servicer drënner: Administration du cadastre et de la topographie, Administration des douanes et accises, Administration pénitentiaire, Agence pour le développement de l'emploi, Administration des services techniques de l'agriculture, Caisse nationale de santé – d'Gesondheetskeess (CNS), Administration des contributions directes, Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, Administration de la gestion de l'eau, Laboratoire national de santé, Administration des ponts et chaussées.

Déi Verwaltungen befannen sech a folgend Gemengen: Bettembourg, Clervaux, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Luxembourg, Mamer, Mersch, Mertert, Mondorf-les-Bains, Niederranden, Pétange, Redange-sur-Attert, Remich, Rummelange, Strassen, Wiltz.

Heibäi fällt op, dass et sech bei dëse Gemengen, bis op e puer Ausnamen, ëm Gemengen handelt, déi de Statut vum Centre de développement et d'attraction (CDA) hunn. Donieft ginn et dann och nach aner Servicer wéi zum Beispill d'Commissariats de police (a 44 Gemengen) zum Deel mat méi Büroen (e. a. Stad Lëtzebuerg, Esch-Uelzecht). Besonnesch am Beräich vum der Educatioun ginn et awer och regional an dezentral Aarbechtsplazen. D'Éducation fondamentale gétt an deene meeschte Gemengen ugebueden. Fir den Enseignement secondaire ass d'Situatioun änlech wéi bei den Administratiounen: Bis op e puer Ausnamen befannen si sech an der Stad Lëtzebuerg, zu Esch/Uelzecht, an der Nordstad esouwéi an de regionale CDAen. Den Héichschoulberäich an d'Recherche konzentriéiert sech virun allem op Esch-Uelzecht.

De Minister vum der Fonction publique huet keng Informatiounen doriwier, a wéi enge Gemenge sech staatlech Administratiounen, Servicer an öffentlech Aariichtungen befannen. Doriwier eraus kann och net festgestallt ginn, wou genau d'Agente schaffen. Zum Beispill gesi mir, dass ee Beamte bei der Educatioun, der Police oder der Steierverwaltung schafft, ma mir gesinn net, a wat fir enger Schoul, Commissariat oder Büro de Beamten affektéiert ass. Am Moment schaffen 33.263 Agente beim Staat.

Zu Lëtzebuerg wunnen insgesamt 31.144 Agenten, dovunner an de fënnf gréisste Gemengen, Lëtzebuerg, Diddeleng, Esch/Alzette, Schëffleng an Déifferdeng 6.422 Beamten. An Däitschland wunnen 1.016, a Frankräich 644 an an der Belsch 459 Staatsbeamten.

ad 3. Aus landesplanerescher Sicht ass et ganz richtig a wichtig, dass eng Dezentralisatiouns- oder

³ Verweis op d'Note 32

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Dekonzentrationspolitik den Drock um Ballungsraum vun der Stad Lëtzebuerg erlichtere géif. Net fir näischt gesäit de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) zanter 2003 eng „politique de déconcentration concentrée“ am Zesummespill mat der Identifikatioun vu verschiddeenen Entwécklungspole vir. E komplizéiert Wuert fir een awer eigentlech einfache Prinzip: Dekonzentratioun vum Ballungsgebiet Stad Lëtzebuerg a Konzentratioun op spezifeschen Entwécklungspoolen uechter d'Land, allem virop d'Nordstad an d'Agglomeratioun Esch-Uelzecht. Eng Rei Efforten an déi Richtung si gemaach ginn: d'Uni Lëtzebuerg, d'Ëmweltverwaltung an d'Waasserwirtschaftsamt sinn op Belval an d'Naturverwaltung op Dikrech geplënnert. D'Ëmsiidlung vu weidere staatleche Servicer/Déngschtleschtungen ass och geplangt.

ad 4. Am Sënn vun der uewe genannter „armature urbaine“ a vun der „politique de déconcentration concentrée“, esou wéi se am PDAT virgesi sinn – an am Joer 2003 vun der Regierung approuvéiert – sollen natierlech nei Servicer/Déngschtleschtungen op aner raumplaneresch sënnvoll Plaze kommen, allem virop d'Nordstad an d'Agglomeratioun Esch-Uelzecht.

Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange | Question 6362 (16/06/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mengen Informatiounen no soll an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëschent Käerjeng a Péiteng ee gemeinsamen Zenter fir d'Police an de CGDIS entstoen. A menge parlamentaresche Froen N° 3404 an N° 5328 hat ech deemools schonn Informatiounen zu deemem Projet gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet an Interieur dës Fro stellen:

– Wäert esou ee Projet vun engem gemeinsamen Asazenter op dëser Plaz entstoen? Falls nee, firwat net a wou sollen d'Police an de CGDIS an Zukunft an dëse Gemengen ënnerkommen?

Réponse commune (18/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Wéi et an der parlamentarescher Fro N° 5328 schonn erwänt ginn ass, gëtt den Dossier säitens dem Staat vum Comité d'acquisition vum Finanzministère traitéiert a säitens dem CGDIS vun deem sengem Verwaltungsrat. Wann dëse Projet sech net sollt konkretiséieren, gëtt weiderhin no alternative Léisunge gesicht.

Sécurité dans le nouveau stade de football | Question 6364 (16/06/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

E Samschdeg, den 11. Juni 2022, huet eis Fussballnationalequipe vun den Hären an hirem Nationsleaguematch géint d'Tierkei gespillt. Dobäi ass de Sport selwer leider deem Owend des Ëfteren an den Hannergrond geréckelt. Fir d'Spectateuren aus verschiddeenen neutralen Bléck stoung déi falsch Entrée um Ticket, soudass se sech hu misse bei den Auswärterspectateuren ustellen, fir do am Endeffekt dann awer net eragelooss ze ginn. Während an nom Match konnten dann och vill Leit ongestéiert op den Terrain lafen, ouni vun der iwwerfuerderter Sécurité gestéiert ze ginn, an et waren Auswärterspectateuren am Heemblock.

An deem Zesummenhang wéilt mir de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Sport dës Fro stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass d'Sécherheitskonzept fir de Stade de Luxembourg den Uspréich gerecht gëtt?

2. Wéi eng konkret Mesurë wäerten an Zukunft geholl ginn, fir d'Sécherheet vun den Zuschauer a vun de Sportler am Stade de Luxembourg ze garantéieren?

Réponse commune (18/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. an 2.

Et muss ënnerscheet ginn, ob et sech ëm d'Sécherheet bannen am Stadion oder ausserhalb dem Stadion handelt.

D'Konzept fir d'Sécherheet ausserhalb dem Stade de Luxembourg ze garantéieren, gëtt op eng Analys vun der Police baséiert. Ee Fussballmatch gëtt entweder als „Risk-Match“ oder „No-Risk-Match“ vun der Police aklasséiert, basierend op den Informatiounen, déi d'Police am Virfeld huet. Et gëtt dann en adequate Sécherheitsdispositif ronderëm de Stadion en place gesat.

D'Police ass net zoustänneg fir d'Sécherheitskonzept bannen am Stadion.

Esou ewéi dat och am „Règlement d'ordre intérieur“ vum Stade de Luxembourg festgehalen ass, ënnerleien d'Responsabilitéit vun der Sécherheet, déi intern Organisatioun an de gudden Verlaf am Stadion dem Organisateur.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799